This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

[redacted]

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Nil desperandum.....
HORAT.

TOME I.

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Nil desperandum.....
HORAT.

TOME I.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

1822.

[redacted]

Public happiness

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE,

OU

CONSIDÉRATIONS SUR LE SORT DES HOMMES

DANS LES DIFFÉRENTES ÉPOQUES DE L'HISTOIRE;

PAR LE MARQUIS DE CHASTELLUX

NOUVELLE ÉDITION,

AUGMENTÉE DE NOTES INÉDITES DE VOLTAIRE.

TOME PREMIER.

A PARIS,

[TOINE-AUGUSTIN RENOU

M. DCCC. XXII.

-29895-
ASTOR LIBRARY
FEB 12 1895
NEW YORK

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITION DE 1776.

L'ouvrage qu'on présente au public avec des additions considérables et des changemens, qu'on n'ose appeler des améliorations, parut, pour la première fois, en 1772. Il avait été imprimé en Hollande. Des circonstances peu favorables aux lettres l'empêchèrent d'abord de se répandre dans Paris. Il fallut se résigner. L'auteur, qui n'était attaché à ses propres idées qu'autant qu'il les croyait utiles, sacrifiait volontiers sa célébrité à cette paix précieuse dont il cherchait à inspirer le goût aux nations, et dont il était bien juste qu'il voulût jouir lui-même. Cependant les étrangers daignaient accueillir son ouvrage. Il fut traduit en allemand et en anglais; il parut par fragmens en italien, et les nombreux journaux de l'Europe le traitèrent avec une indulgence qu'ils accordent rarement à ceux qui ne l'ont pas sollicitée. Enfin, puisqu'il s'agit à présent de le recommander au public, on doit dire que ce fut le hasard seul qui le fit tomber dans les mains de cet homme à jamais célèbre, arbitre et modèle dans tous les genres, à qui les écrivains modernes ne manquent guère d'offrir un hommage toujours juste, mais souvent intéressé. Sans doute le rapport qu'il

trouva entre les principes de cet ouvrage et les sentimens de son âme passionnée pour le bien des hommes, décida son opinion; mais jamais son suffrage ne s'est exprimé d'une manière plus précise et plus flatteuse. L'auteur, qui n'avait osé ni le demander ni l'espérer, ne se fit connaître que par ses remercîmens, et ce fut l'origine d'un commerce et d'une liaison qu'il désire conserver long-temps. Cependant l'*Essai sur la Félicité publique* commençait à pénétrer dans Paris, mais il ne s'en répandit alors qu'un petit nombre d'exemplaires; de sorte qu'il eut encore cet avantage d'être connu des gens de lettres et des lecteurs appliqués, avant de parvenir à cette partie du public qui ne lit que pour juger, et ne juge que superficiellement.

Un ouvrage sérieux, un ouvrage de pur raisonnement s'adresse surtout à la pensée, et son véritable succès est d'influer sur l'opinion générale. Or, il paraît que celui-ci peut réclamer ce genre de succès plus honorable que brillant; du moins si l'on en juge par quelques écrits postérieurs à sa publication, où l'on voit les mêmes idées qu'il renferme reproduites sous plusieurs formes différentes. Il semble que chaque jour elles acquièrent plus de popularité, et l'on peut assurer que le temps approche où elles trouveront peu de contradicteurs.

Tels sont les titres qu'on a cru devoir produire

en faveur d'un ouvrage qu'on soumet une seconde fois au jugement du public. Nous allons maintenant parler de ses défauts, et cet article sera beaucoup plus long.

Tout lecteur aime à se faire une idée générale du livre dont il va s'occuper; et cette idée, il la forme assez communément d'après un objet unique qu'il suppose à l'auteur. Est-ce un livre d'histoire, on n'y cherchera que des faits, de l'exactitude et quelques réflexions. Est-ce un point de critique, on s'attend à la discussion. S'agit-il de politique et de morale, on veut un système général, des idées tranchantes et précises, ou plus souvent encore ces formes vives et animées, qui excitent l'intérêt et réveillent l'attention; car il est tant de lecteurs indifférens au bien et au mal, pour lesquels tout l'effet d'un livre se réduit au plus ou au moins de plaisir qu'ils ont eu en le lisant!

On ne peut se dissimuler que l'*Essai sur la Félicité publique* n'a aucun de ces avantages : il appartient particulièrement à la philosophie et à la morale; mais l'historique en fait une branche principale, et cet historique, qui n'est employé que comme preuve, est encore mêlé de discussions et de quelques points de critique. Des notes fréquentes et assez étendues, plusieurs citations tirées des auteurs anciens peuvent aussi lui donner un vernis d'érudition; et de nos jours l'érudition est devenue si fatigante, pour ceux même

qui veulent bien la chercher, qu'il lui est impossible de trouver grâce, lorsqu'elle paraît sans être attendue. L'objet et le titre même de cet ouvrage excitant l'intérêt de tous les lecteurs, ne leur offrait au premier coup d'œil aucune difficulté : or, il est arrivé que plusieurs d'entre eux se sont crus trompés, lorsque la matière a demandé plus d'attention qu'ils ne lui en avaient destiné. Conduits de l'analyse à la théorie, et de la théorie à l'analyse, ils ont partagé en quelque sorte le travail de l'auteur; ce qui est un grand inconvénient, car dans la république des lettres comme dans nos tribunaux, les juges aiment à se délivrer du travail de l'information pour ne prononcer que sur des conclusions.

En ne se dissimulant aucune de ces critiques, qu'on ne prétend pas réfuter, il est du moins permis de les atténuer par quelques réflexions; et d'abord on observera qu'il n'y a guère que les ouvrages élémentaires auxquels tout écart soit interdit; car la plupart des livres seraient trop appauvris par cette méthode rigoureuse qui ne voudrait admettre d'autres vérités que celles qui appartiennent immédiatement au sujet : d'ailleurs, jusqu'à ce que l'histoire soit écrite avec plus de raison et de philosophie, il sera impossible de s'en servir sans le concours de la discussion et de la critique; précaution indispensable, surtout lorsque les faits doivent servir de base à des prin-

cipes importans. Et comment discuter sans citer quelquefois? Heureux celui qui par ses lumières et ses travaux a acquis le droit d'énoncer des idées contraires à l'opinion générale sans se fortifier d'aucune autorité! L'auteur de l'*Essai sur la Félicité publique* était loin de s'arroger une pareille prérogative, et puisque l'apparence de quelque érudition répandue dans son ouvrage a pu le faire soupçonner d'une prétention qu'il n'a jamais eue, il se doit au moins la justice de publier ici que c'est un motif tout opposé qui l'a déterminé. Pénétré de l'idée que son état, ses devoirs même, trop étrangers aux lettres, ne lui donnaient aucun titre à la confiance du public, il s'est cru obligé de montrer plutôt son travail même que le résultat de son travail. C'est ainsi qu'un noble de province ne se présente qu'avec sa généalogie, tandis que l'homme qui vit à la cour se contente de se nommer.

Peut-être cette excuse ne suffira-t-elle pas encore; peut-être ne justifiera-t-elle pas quelques citations dans lesquelles des traits qui ont paru intéressans ont été rappelés plutôt par une espèce d'apropos que par une nécessité absolue. Eh bien! l'auteur fera encore cet aveu. Il s'était nourri de la lecture des anciens; il n'a pu résister au plaisir d'en faire usage : il a même pensé que, dans un siècle où ces excellens modèles sont beaucoup trop négligés, il n'était pas absolument inutile de

surprendre, pour ainsi dire, l'attention des lecteurs, et de la fixer un moment sur des objets qu'ils ne peuvent retrouver sans leur rendre une sorte d'hommage : il s'est persuadé qu'il pourrait du moins offrir quelque dédommagement à ceux qu'il aurait fatigués de ses propres idées, et qu'un livre qui contiendrait plusieurs passages des meilleurs auteurs ne serait jamais un livre inutile. Mais du latin et même du grec?.... Sans doute ce serait ou paresse ou pédanterie de ne pas citer en français, s'il était vrai qu'une pensée fût la même dans deux langues différentes; si l'expression n'en faisait pas souvent le principal mérite. Ce n'est pas la valeur intrinsèque d'une pensée qu'il faut apprécier, mais l'effet qu'elle produit. Or, cet effet, c'est de l'expression qu'il dépend. On peut comparer la première à un clou aiguisé, et la seconde au marteau qui l'enfonce. Comment se flatter de traduire exactement, élégamment, des passages qui se présentent au hasard, lorsque les traducteurs les plus habiles, après avoir consacré toute leur vie à ce genre de travail, ont tant de peine à y réussir? Quant au petit nombre de citations grecques qu'on a employées, elles se trouvent en français dans le texte, et si on les a placées dans les notes, c'est qu'on a mieux aimé suivre l'usage de tous les étrangers que celui qui s'est introduit depuis peu en France, de citer au lieu du texte de plates versions latines, qui ne sont

que de simples interprétations pour la commodité des commençans. D'ailleurs, ne serait-ce pas ici l'occasion d'user un peu du droit de représailles, et d'examiner si cette répugnance extrême pour une érudition qui se borne, après tout, à faire quelque usage des langues mortes et des langues étrangères, ne viendrait pas de la peine qu'éprouvent certains lecteurs, lorsqu'ils sont avertis des limites de leurs connoissances? Il fut un temps où tout ce que l'on demandait à un auteur était d'en savoir plus qu'un autre sur le sujet qu'il voulait traiter. A présent, c'est un tort qu'on a peine à se faire pardonner. A cet égard, celui-ci se croyait si peu coupable, qu'il avait lieu d'espérer plus d'indulgence. Il avoue que dans l'intervalle des deux éditions il n'a pas cherché à se corriger. Cependant il faut convenir que du progrès général que les lettres ont fait de nos jours, du moins en superficie, il résulte de nouvelles obligations pour les auteurs qui traitent des matières un peu abstraites. Ces écrivains se trouvent également gênés par la crainte de n'être pas lus et par celle d'avoir trop de lecteurs. Dans le nombre de ceux-ci, il s'en trouve plusieurs qu'une longue habitude de penser a rendus justement difficiles, et qui, rejetant tout ce qui est vulgaire et rebattu, veulent ou des idées neuves ou de nouveaux sujets de méditations. Ce sont pour les auteurs des maîtresses fières et rebelles, dont les faveurs sont d'autant

plus précieuses, qu'elles sont plus rares et plus inespérées. On se tourmente, on se consume pour eux, et cependant la plupart des lecteurs oublient les peines qu'on s'est données pour ne s'occuper que de celles qu'ils éprouvent, et dont ils se plaignent avec amertume, sous prétexte qu'en s'engageant à lire, ils ne se sont pas engagés à penser. Entre ces deux écueils quelle route tenir? la plus sûre dans tous les cas : chercher la vérité, l'utilité, quant au fond; et quant à la forme, faire ce que les anciens appelaient *indulgere ingenio*, c'est-à-dire suivre le goût, le penchant que la nature nous a donné; penser avant tout, et laisser à ses pensées la forme, la physionomie, l'attitude même, si l'on peut parler ainsi, qui leur est propre. S'il en est qui soient venues facilement, qui se soient présentées d'elles-mêmes, qu'elles paraissent dans toute leur simplicité, et telles qu'elles étaient au moment de leur naissance : s'il en est qui aient coûté plus de peine et de méditation, pourquoi n'en conserveraient-elles pas quelque trace? La fatigue du combat n'ôte rien à la noblesse qui caractérise la figure d'un guerrier, et si l'Apollon du Belvédère plaît par l'air de facilité et de supériorité avec lequel il lance ses flèches, l'empreinte du travail qu'on observe sur le visage de l'Hercule Farnèse n'empêche pas que ce ne soit une belle statue.

Dans tous les genres on ne travaille que pour plaire au public, et dans tous les genres le goût du public a corrompu les artistes. A Rome, ce fut le peuple qui prostitua le théâtre aux pantomimes; il n'y a pas long-temps que parmi nous la mode avait dégradé la peinture et la sculpture : à qui imputera-t-on la manie du superficiel, du clinquant, du paradoxe, et surtout de cette chaleur si commune de nos jours qu'elle est devenue une espèce de *manière?* C'est ce dernier article qui mérite le plus notre attention, car le reste commence à être apprécié à sa juste valeur; mais il faut dire une fois à la décharge des auteurs qu'on accuse de manquer ou de cette simplicité qui rend les lectures faciles et rapides, ou de cet intérêt qui entraîne le lecteur et trompe sa paresse, que les deux moyens les plus sûrs pour être clairs et avoir de la chaleur, c'est, d'un côté, d'enseigner aux hommes ce qu'ils savent déjà, et de l'autre, de n'écrire que des choses communes. En effet, lorsqu'une science, une doctrine nouvelle s'est déjà établie, et que toutes les idées qui la composent ont paru dans plusieurs ouvrages, ont été discutées dans plusieurs conversations, on parvient sans peine à les rassembler dans un ordre plus méthodique, à les reproduire sous une forme systématique et élémentaire que le public conçoit d'autant plus facilement, qu'au lieu d'apprendre il ne fait que se ressouvenir. Les idées

nouvelles ne se présentent pas avec tant de symétrie, et la pensée ne procède pas comme la mémoire.... Voilà pour la clarté et pour la précision. Quant à cette chaleur si préconisée, qui demande tant de liberté, tant de certitude, tant de confiance dans l'écrivain, on ose interpeller ici tous ceux qui, résolus de pénétrer dans les matières les plus abstraites, ont osé s'avancer sur les frontières vagues et indéterminées de certaines vérités dont les limites sont encore inconnues : qu'ils disent si ces vérités se laissent saisir avec facilité, et se prêtent volontiers aux mouvemens de l'éloquence. Dans un siècle éclairé, dans un temps où tout ce qui est démontré est devenu trivial, lieu commun, les vérités nouvelles ne se trouvent que par *investigation*; car ce mot, plus latin que français, est le seul qui exprime le travail pénible et assidu qui conduit à toute découverte. Or, comment celui qui a la conscience intérieure de la peine qu'il a eue à trouver une vérité, à la constater, à s'en assurer, peut-il l'énoncer avec ce ton d'assertion et de dogmatisme, sans lequel il n'y a pas de chaleur, ou du moins qui sert d'aliment principal à celle qu'on trouve dans la plupart des ouvrages modernes?

L'auteur de l'*Essai sur la Félicité publique*, persuadé, comme Sénèque, que la philosophie a toujours peine à trouver grâce, lors même qu'elle parle avec réserve et se présente avec modes-

tie', s'est privé sans regret de tout ce qui ne pouvait lui donner qu'une faveur passagère ; et tel était son éloignement pour toutes les formes tranchantes et décidées, que c'est volontairement que dans la première édition de son ouvrage il a encouru le reproche d'être tombé dans un excès opposé. En effet, on a trouvé qu'il avait négligé de conclure, et que ses différentes observations n'aboutissaient pas à un résultat assez précis, assez général. Son ouvrage était intitulé : *de la Félicité publique*, et il ne renfermait aucun plan, aucun système relatif à ce grand objet. Cette critique était très juste ; mais il espère s'excuser facilement en disant que ce n'est qu'après avoir fini son ouvrage qu'il s'est décidé sur le titre ; qu'il l'avait changé plusieurs fois, à mesure que la matière s'étendait sous sa main et se présentait sous une nouvelle forme ; enfin qu'il s'était déterminé pour celui-ci : *Considérations sur le son*
dans les différentes époques de l'histo
moment d'envoyer le manuscrit à l'im
un de ses amis, dans les lumières duquel
juste confiance, lui fit observer que ce titre ét
trop long, et qu'il fallait au moins en ajouter un
, afin de ne pas tomber dans l'incon-
désigner un livre par une phrase en-
on a conservé ayant été proposé

n nomen philosophiæ, etiam si modeste tracm est. » SENEC. Epist. v.

et accepté, le manuscrit partit sans que l'auteur eût le temps de réfléchir sur l'engagement qu'on lui faisait contracter, et surtout sur le danger qui pourrait résulter d'un titre trop fastueux, capable de repousser le lecteur déjà rassasié de tant d'ouvrages de ce genre, qui enseignent tout et n'apprennent rien. On n'aurait certainement pas hésité à réparer cette faute dans la seconde édition, si l'on n'avait craint d'exposer quelques personnes à acheter deux fois le même ouvrage, trompées par un nouveau titre. Celui-ci conservera donc le sien, et il serait bien à désirer que ce fût le seul défaut qui lui restât : mais il en est d'irrémédiables qui naissent de l'esprit même dans lequel il a été composé. Il aurait fallu le refondre en entier pour en aplanir toutes les aspérités, et pour le reproduire sous une forme plus systématique, ou du moins plus approchante du *discours*, la plus agréable de toutes en ce qu'elle ne présente au lecteur aucune des difficultés que l'auteur a surmontées. On s'est donc contenté d'énoncer plus clairement le but de l'ouvrage et les principes sur lesquels il est fondé; on a rejeté dans les notes plusieurs excursions qui interrompaient le texte et en retardaient la marche : enfin, on a ajouté un chapitre de pure théorie, où l'on a essayé de traiter quelques points importans d'une manière plus abstraite et plus spéculative. Ce chapitre, qui terminera le second volume, est, pour

ainsi dire, le dépôt de toute la philosophie contenue dans l'ouvrage. On peut donc le lire le premier ou le dernier; soit qu'on veuille se faire une idée des principes dont on retrouvera souvent l'application, soit qu'après avoir vu la doctrine qu'il renferme éparse dans le corps de l'ouvrage, on préfère de la retrouver ensuite réunie dans un cadre plus simple et plus étroit.

L'auteur, que le progrès naturel de ses observations avait conduit à examiner quelle était l'influence de la dette publique sur le sort des nations modernes, s'était laissé engager dans une discussion un peu pénible, et qui demandait, de la part des lecteurs, une attention que tous ne voulaient pas ou ne pouvaient pas donner. Ce n'était pas terminer heureusement sa carrière, et il se[illegible] tout l'inconvénient de réveiller encore un [illegible]ment qu'ils avaient éprouvé plusieurs [illegible] d'en venir là. D'après cette réflexion [illegible] déterminé à un sacrifice entier, s'il n'[illegible] qu'en Angleterre, où ces sortes de matières [illegible] plus familières, ce chapitre avait été gén[illegible]ment goûté, et n'avait présenté aucune difficulté. Il a donc cru devoir le conserver en le rejetant à [illegible] me d'*appendice*, afin que ceux-là [illegible]e pareille lecture n'effraie point, [illegible]as de la faire. Cette précaution ne [illegible] de le retoucher et d'y répandre [illegible] enfin, il n'a rien négligé pour

mériter, sinon le suffrage, du moins l'indulgence du public, et du public le plus respectable, puisqu'il est composé de toutes les nations, à qui il offre des idées consolantes sur leur sort actuel, et des vœux bien sincères pour leur bonheur futur.

INTRODUCTION.

Après tant de siècles de lumière pendant lesquels les hommes se succédant les uns aux autres dans les recherches les plus ingénieuses et les plus pénibles, ont paru tout tenter, tout examiner, tout perfectionner, jusqu'à la frivolité même, j'entreprends de fixer leur attention sur des objets nouveaux. Et quels sont ces objets? Ce sont les plus importans à leur bonheur; ce sont des recherches sur une matière qu'il est affreux d'être obligé de discuter; c'est la solution d'une question où le doute seul est un opprobre pour l'humanité : les hommes seront-ils toujours les ennemis des hommes (*a*)? Les êtres les mieux organisés n'obtiendront-ils jamais l'avantage dont jouissent les plus viles des brutes, celui de vivre en paix entre eux? la société enfin est-elle susceptible, sinon de perfection, du moins d'amélioration?

De quelque manière qu'on résolve ce grand problème, un vaste champ est ouvert à la réflexion, soit que l'on considère la nature humaine en elle-même; soit que, négligeant cet examen, on prétende la plier aux institutions

(*a*) *Grande question.* (Ainsi qu'on en a averti au commencement du volume, toutes les notes de Voltaire sont en lettres italiques, et indiquées par des lettrines.)

politiques; soit enfin qu'abandonnant la théorie pour l'expérience, on s'applique à connaître nos erreurs, à remonter jusqu'à leurs sources, et à s'efforcer d'en détourner le cours. C'est pour ce dernier genre de travail que nous nous déciderons, persuadés que l'homme qui se trompe en observant et en comparant, est du moins utile à celui qui doit le suivre; tandis que le contemplateur qui s'égare ne s'éloigne pas seulement de la vérité, mais s'expose encore à tromper les autres, en leur traçant une fausse route.

Il fut un temps où la manie de généraliser avait gagné tous les esprits. La plus extravagante des prétentions s'était mise à la mode, la prétention au génie. Un grand principe exposé, quelques conséquences légèrement indiquées, et quelques faits ajustés, tant bien que mal, au but proposé, suffisaient pour obtenir le prix attaché à l'invention, à l'imagination. Cette trop grande facilité d'acquérir de la renommée ne pouvait durer qu'un temps; elle n'avait pour principe que le commerce de quelques auteurs superficiellement instruits, avec des lecteurs qui ne l'étaient nullement. Maintenant les choses ont bien changé: les lecteurs éclairés et appliqués ont à peine ouvert un livre, qu'ils savent l'apprécier: si l'ouvrage est sans ordre et sans liaison, ils le critiquent avec jus-

tice; mais ils continuent de lire : s'il est obscur, ils soupçonnent, avec raison, l'auteur de ne s'être pas bien entendu lui-même; mais s'ils aperçoivent du systématique, de l'arbitraire, de la charlatanerie surtout, ils jettent le livre, et ne veulent plus en entendre parler (*b*). Ils savent ces lecteurs trop instruits, et malheureusement exercés jusqu'à la satiété, que chercher des vérités, les constater, les rassembler, les classer, les généraliser enfin, c'est le véritable ouvrage du génie. Mais cet ouvrage est lent et graduel (*c*) : l'inventeur a marqué son chemin; en marchant sur ses pas, en suivant la route qu'il a tracée, on est moins surpris de son effort, et le vulgaire qui a entendu dire que le génie a des ailes, ne veut pas le reconnaître à ses vestiges. (*d*)

Laissons à ces hommes célèbres qui ont attiré sur eux et les louanges et les persécutions, le soin de plaider leur propre cause, et de venger les droits de la raison; craignons même d'avoir été plus téméraires en entreprenant notre tâche, que précautionnés en la modérant : du moins, avant de nous livrer à des observations purement historiques, à l'étude réfléchie des faits et rincipes, examinons un moment ce

on tout cela ?

vrage graduel !

un peu louche.

que la simple spéculation aurait pu nous apprendre sur l'espèce humaine, sur ses rapports particuliers, sur sa tendance générale, enfin sur toutes les qualités qui lui sont propres, et qui la caractérisent (*e*). Prêts à conduire nos lecteurs dans des chemins longs et tortueux, jetons un coup d'œil sur l'espace que nous laissons derrière nous, et montrons-leur que ces routes plus faciles et plus agréables qu'ils pourraient regretter, n'aboutissent pourtant qu'à d'immenses déserts.

Subsister, s'accoupler, se reproduire, tel est le vœu de la nature, tel est l'emploi général de tous les êtres animés (*f*). La société, si elle est un besoin pour quelques-uns d'entre eux, n'est qu'un besoin secondaire, et subordonné à ceux que nous venons d'énoncer. Le vautour, qui ne vit que de sa chasse, qui est craint par les autres oiseaux, et poursuivi par les hommes, doit chercher tous les jours des routes nouvelles : il vole indifféremment vers tous les lieux qui lui offrent quelque proie facile ; sa subsistance est précaire et mal assurée ; souvent il manque de vivres ; quelquefois il en a plus qu'il n'en peut consommer ; il faut qu'il fasse des provisions pour ses besoins à venir ; il faut donc qu'il cache son butin. Le soir, il doit choisir sa retraite

(*e*) *Vague et obscur.*

(*f*) *Cela est dit mille fois.*

sur les rochers les plus escarpés, ou sur la cime des plus grands arbres (g). Au contraire, les pigeons, les étourneaux, qui trouvent une nourriture aisée dans les campagnes ou dans les marais, mais que leur faiblesse expose à des dangers continuels, cherchent dans la société des moyens de défense qui ne nuisent point aux moyens de subsister. Il en est de même parmi les quadrupèdes : les loups, les tigres vivent dans la solitude, tandis que les biches et les daims paissent en compagnie. Cependant au bout d'un certain temps naît un besoin puissant, impérieux, qui fait oublier tous les autres. L'animal sociable fuit ses semblables. Il a fait un choix. Les désirs de l'amour, et bientôt après les soins de sa famille l'occupent pendant quelque temps. Mais s'il est des espèces où la reproduction se fasse plus brutalement, où plusieurs femelles se livrent au même mâle, et où plusieurs mâles s'unissent à la même femelle, alors l'amour cause peu de changement dans la société; les sexes s'étant mêlés indifféremment, les animaux restent en troupe, la société n'est pas dissoute.

s l'organisation des êtres est composée, s leurs opérations sont semblables. Les nids oiseaux, les terriers des lapins, les asiles s abeilles, sont communément pareils entre

(g) *Trop rebattu.*

eux. Il doit en être de même des mœurs; fondées sur des besoins simples, elles sont aussi simples qu'eux; fondées sur des besoins communs à tous, elles sont les mêmes chez tous les individus d'une même espèce: c'est ainsi que la nature nous a donné les moyens de les connaître toutes assez bien, excepté la nôtre; car, à ne considérer l'homme que physiquement, nous trouvons que le sens du toucher et la perfectibilité du langage lui ont acquis de tels avantages sur tous les autres animaux, que son organisation se perfectionnant de jour en jour, est enfin devenue trop complexe pour n'être pas variée, et trop subtile pour n'être pas irrégulière.

Il y a toute apparence que la fidélité de certaines espèces à certains alimens, vient moins d'une nécessité absolue dérivée de leur nature, que de la facilité plus ou moins grande à se procurer leur subsistance. Plusieurs animaux vivent également de chair et de végétaux, de chasse et de pâture; mais l'homme que ses mains et son langage rendent à la fois si adroit et si ingénieux; l'homme qui peut se procurer toutes sortes d'alimens par la chasse, la pêche, la culture, etc.; l'homme, dis-je, ne doit-il pas avoir des mœurs différentes, lorsque ses moyens de subsistance sont différens? Les Esquimaux, les Groenlandois qui se nourrissent d'huile de

poisson, vivront-ils de la même manière que les Iroquois et les Patagons, qui ne subsistent que de leur chasse? Les uns et les autres se conduiront-ils comme les Lapons, qui n'ont pour domaine que des déserts, et pour nourriture que du laitage? (h)

L'amour ou le besoin de la reproduction devrait imprimer à l'espèce un caractère plus marqué. En effet, les femmes sont distinguées par une différence essentielle dans l'ordre physique; mais si cette différence peut influer sur l'état de société, c'est qu'en les rendant propres à la génération dans tous les temps de l'année, elle resserre les liens qui les unissent aux hommes. Il paraîtrait donc que, dans notre espèce, le commerce entre les deux sexes devrait être plus fréquent et plus suivi; mais non pas qu'un grand nombre d'hommes et un grand nombre de femmes dussent vivre ensemble. Bien plus; il me semble que les inductions physiques tendraient à prouver que les hommes et les femmes ne devraient pas vivre long-temps accouplés, comme les oiseaux et certaines familles de quadrupèdes: car les temps de l'amour, de la gestation, de la

ce étant les mêmes chez les animaux
tous les individus d'une même espèce,
ions sont toujours pareilles, et l'or-
ne peut être interrompu qu'un

nisson et des rennes.

instant par la concurrence des besoins ; au lieu que, parmi les hommes, les désirs et la faculté de les satisfaire existant toujours, l'union des couples pourrait être troublée toutes les fois qu'un sexe se trouverait hors d'état de répondre aux provocations de l'autre.

Il est donc difficile de définir ce que la nature humaine a fixé relativement à l'état de société; mais il est bien frivole et bien inutile d'élever cette question : (*i*) *Les hommes sont-ils entre eux dans un état de guerre perpétuelle? Naissent-ils amis ou ennemis les uns des autres?*... Ils sont amis, lorsqu'en se prêtant un secours mutuel, ils peuvent satisfaire plus aisément leurs besoins : ils sont ennemis, lorsque les circonstances (*k*) établissent une concurrence entre eux, lorsque plusieurs veulent obtenir ce dont un seul peut jouir. Les sauvages pêcheurs doivent être plus unis entre eux que les sauvages chasseurs; les peuples nomades, plus que les uns et les autres. Parcourez une forêt pendant l'été; vous voyez l'union et la paix régner entre les animaux: les cerfs sont mêlés avec les biches et les faons; ils paissent, ils reposent en grandes troupes : retournez-y au mois de septembre, vous trouverez la guerre allumée; tout retentira

(*i*) *Et c'est, dites-vous page première, votre grand objet.*

(*k*) *Lorsque* ces besoins mêmes *établissent une concurrence entre eux.*

de cris et de mugissemens. Mais, comme nous l'avons déjà dit, cette époque terrible ne doit pas exister pour l'espèce humaine, qui n'a point de temps marqué pour la reproduction. Elle ne doit donc éprouver que des combats momentanés, des disputes passagères.... (l)

Voilà en peu de mots tout ce qu'une étude réfléchie a pu nous apprendre sur ces grandes questions. Avec des notions si légères et si obscures, comment établir un système moral? Elles sont telles, ces notions, qu'un voyageur raisonnable prêt à aborder des terres inconnues, ne pourrait hasarder aucune conjecture (m) sur la législation, sur les mœurs de ces nouvelles contrées. Rien d'assez bizarre, d'assez extraordinaire, pour qu'on n'en trouve pas un exemple parmi les hommes; et nous voudrions encore disputer sur des principes généraux, des lois primitives, des causes finales? Défions-nous de ces sublimes rêveries que le génie seul fait excuser, et contentons-nous d'assurer que l'état de société a effacé jusqu'aux moindres traces de ce qu'on appelle l'*état de nature*.

Que sont, en effet, les hommes civilisés? soient détériorés ou perfectionnés, ce êtres tout nouveaux, ce sont des êtres pour ainsi dire, commercé, échangé

es disputes de tous les jours.

(m) *Obscur.*

entre eux les soins de leur conservation. L'homme auparavant cherchait, choisissait ses alimens; et après avoir trouvé sa subsistance, il se reposait. Désormais, renfermé le plus souvent entre des murailles, seul ou réuni avec un grand nombre de ses semblables, il ne fait naître, il ne prépare aucun aliment, et il attend avec confiance une nourriture qui vient quelquefois de plus de cinq cents lieues. Il est d'autres désirs pour lesquels il est plus difficile de transiger (n), ceux de l'amour. Quelque profession qu'on ait embrassée, à quelque travail qu'on se soit livré, il faut une femme : mais souvent les besoins de notre subsistance se trouvent en contradiction avec cet autre besoin non moins impérieux; il faut chercher à les concilier. Le manufacturier, le journalier, le domestique, le guerrier, ne peuvent guère vivre dans leur famille; ils prennent une femme sans prendre une compagne; et cependant cette femme, ils ne peuvent l'obtenir qu'en s'unissant à elle par des liens plus durables et plus étroits que ceux dont l'habitude la plus douce pourrait jamais nous unir. La femme elle-même, chargée toute seule des soins du ménage, ne suit pas mieux le vœu de la nature. La tendresse maternelle doit se taire à la voix de l'intérêt : s'il lui est démontré que ce soit un moyen

(n) *Rarement.*

d'épargne, les fruits d'une union si imparfaite seront bientôt dispersés dans les campagnes pour y être allaités par des nourrices mercenaires [1]. A peine en âge de se connaître, ils sont encore exilés de la maison paternelle, et renfermés dans ces maisons de force qu'on nomme *colléges*, *écoles* ou *couvens* : enfin, lorsque tous ces étrangers qui se donnent cependant les noms de père, de mère, de fils et de fille, se trouveront réunis, on voudra que l'obéissance et le respect soient les mêmes chez les enfans, que si l'habitude de la faiblesse et de la dépendance avait pu faire naître en eux ces sentimens.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces contrastes assez frappans par eux-mêmes, et dont quelques auteurs, amis du paradoxe, ont fait un usage plus agréable qu'utile. Il nous suffira d'avertir qu'ils ne prouvent pas que ce qu'on appelle l'état de nature soit préférable à l'état de société, mais seulement qu'on se méprend beaucoup sur le sens qu'on donne à ces expressions. Si l'on n'entend par l'état de nature, que l'état le plus brut qui existe, on ne le trouve pas plus chez les sauvages que dans nos forêts [illegible] campagnes. Celui qui s'ennuie dans

[1] [illegible] épargne que la plus grande partie des femmes [illegible] travail lucratif confient leurs enfans à des nourrices [illegible] étrangères : le soin d'un enfant à la mamelle occuperait trop la mère, et la détournerait de son ouvrage.

son parc, dit qu'il préfère se promener dans les champs, parce qu'il aime à jouir de la nature (o). Cependant il n'y voit que le fruit d'un long et pénible travail. Mais si l'on regarde comme naturel tout ce qui est dans l'ordre de la nature, tout ce qui se fait en conséquence de ses forces et de ses lois, il est un état de nature pour les villes comme pour les campagnes [1], pour l'artisan comme pour le cultivateur, pour l'homme en société comme pour l'homme isolé. Il y a plus : il existe dans toutes les conditions un attrait irrésistible qui porte tous les êtres vers le meilleur état possible, et c'est là qu'il faut chercher cette révélation physique qui doit servir d'oracle à tous les législateurs (p). L'erreur est de tomber toujours dans des abstractions, et de ne se décider que sur de vaines généralités. Est-on frappé de la corruption qui règne dans les grandes villes, on y oppose les mœurs agrestes des laboureurs et des pasteurs. En prêchant les rois, on leur cite Abraham, Isaac et

(o) *C'est que le sens de la vue ne veut point être borné.*

[1] « Nous regardons comme l'état de nature pour toutes « choses, celui où elles parviennent par un développement « naturel et complet, d'où il suit clairement que les sociétés « politiques sont dans la nature. » (ἐκ τούτων οὖν φανερὸν ὅτι τῶν φύσει ἡ πόλις ἐστὶ :) ce sont les propres paroles d'Aristote, dans son Traité *de Republicâ*, liv. I, ch. II, art. 9.

(p) *Recherché.*

Jacob. En recommandant les mœurs à des peuples riches et commerçans, on leur parle des Scythes et des Spartiates. Il me semble qu'on pourrait procéder autrement. Toutes les choses qui sont vicieuses sans être nécessaires, il faudrait les proscrire; toutes celles qui sont vicieuses, mais nécessaires (q), il faudrait en bien examiner la nature, c'est-à-dire le résultat des circonstances physiques (r), et chercher à en tirer le meilleur parti possible. Toutes les nations ne peuvent avoir le même gouvernement; dans une même nation, toutes les villes, toutes les classes des citoyens ne peuvent avoir les mêmes lois, la même police et les mêmes usages; mais tous généralement peuvent prétendre au plus grand bonheur possible. (s)

Le premier des avantages qu'un peuple doive réclamer, c'est la paix. La paix est la source de tout ordre et de tout bien. Quels efforts peuvent faire pour leur bonheur, ceux qui ne sont occupés que du soin d'attaquer ou de se défendre? On n'améliore pas les terres qui sont en litige, et pour lesquelles on plaide encore. D'ailleurs la guerre inspire des mœurs féroces; elle offre s de gloire et d'ambition que les esprits

Quelles?

(r) *Qu'est-ce que circonstances physiques?*

(s) *Dites à un état tolérable.*

les plus grossiers peuvent saisir aisément; et c'est ainsi qu'elle pervertit nos passions utiles, en ennoblissant nos vices et en mettant partout la force à la place de la justice. Le premier pas à faire vers le bien de l'humanité, serait donc de rendre les paix plus longues, et les guerres plus rares. Si la chose arrive jamais, on aura lieu de penser que le changement s'avance, et que les progrès sont commencés. C'est cette réflexion qui nous obligera de donner une attention particulière à tout ce qui est relatif à ce grand objet; et pour faciliter nos observations, il ne sera peut-être pas mal à propos d'examiner ici quelles sont les causes de la guerre, ou plutôt celles qui décident une société d'hommes à en attaquer une autre.

La première qui se présente, c'est le désir de quitter un climat rigoureux pour un climat salutaire, une terre stérile pour une terre féconde, une habitation incommode pour une plus agréable. La seconde, c'est la concurrence dans certaines choses nécessaires ou utiles, telles que la chasse, la pêche, les mines, etc. Nous trouverons la troisième dans l'ignorance et la grossièreté des peuples encore bruts, qui, n'ayant aucune idée de modération et d'équité, sont sujets à s'irriter aisément et à faire des représailles cruelles pour de petites offenses. La quatrième n'est qu'une conséquence du même

principe; c'est la crédulité stupide et le gouvernement hiérarchique; gouvernement tyrannique et intolérant qu'on reconnaît chez les jongleurs des sauvages, chez les anciens prêtres d'Égypte et d'Éthiopie, et, parmi les Grecs, dans ces oracles célèbres que la superstition attribuait autrefois à Dieu, et de nos jours, au diable. Enfin la cinquième, qui est la plus puissante de toutes, et cependant la plus cachée, prend sa source dans tout vice inhérent à la constitution de l'état. Ce sont ces vices intérieurs qu'on doit considérer comme le germe secret de presque toutes les guerres extérieures, de même que ce sont les défauts des polices particulières qui donnent naissance aux guerres civiles.

Maintenant, si, en parcourant les fastes de l'histoire, nous trouvons que l'origine de toutes les guerres se rapporte à quelques-uns de ces principes, et si en même temps nos réflexions nous apprennent que ces principes commencent à perdre de leur activité, nous aurons lieu d'espérer que le sort de l'humanité sera susceptible de quelque amélioration. D'un autre côté, l'examen des législations les plus estimées nous convaincre que toutes les sociétés se sont formées dans un état de guerre, et n'ont eu pour objet tantôt que la défense, tantôt que l'invasion ou le brigandage, il en résultera

encore que l'expérience des siècles passés ne prouve rien contre les siècles à venir. Je dis plus : quand même la plus grande félicité des hommes aurait été l'unique but de toute société et de toute législation, il ne serait pas étonnant qu'il n'eût pas encore été atteint. La physique, il est vrai, atteste l'ancienneté du monde, mais l'histoire démontre que les sociétés sont encore très récentes, du moins sur la plus grande partie du globe. Non, ce n'est pas trop de cinquante générations[1] pour parvenir à une connaissance parfaite de l'homme physique et moral, pour apprécier tous les préjugés, toutes les idées ridicules que la crainte ou l'espérance ont fait naître, pour oser les attaquer dans l'asile que

[1] En ne comptant que soixante ans pour la durée de la vie humaine, cinquante générations nous feraient remonter à trois mille ans (t), c'est-à-dire jusqu'aux temps héroïques ou fabuleux. Je sais qu'il est presque impossible qu'il ait existé une succession de cinquante personnes qui aient toutes vécu soixante ans; mais comme il n'est question ici que du progrès des lumières, il ne faut avoir égard qu'aux hommes qui sont morts dans un âge assez avancé pour avoir acquis toute l'expérience de la vie. Je sais aussi qu'il paraît très constant qu'il y a plus de trois mille ans que l'empire de la Chine existait; mais il est très avéré que les Chinois sont de tous les peuples le moins susceptible de perfection. La longueur, la difficulté presque incroyable de l'étude des lettres parmi eux, la multiplicité pédantesque et insupportable de

(t) *Il faudrait qu'ils eussent été pères à soixante ans.*

la force ou la ruse ont su leur préparer, pour former des génies capables de gouverner, et pour amener des circonstances qui les détournent de l'usurpation, toujours plus facile aux talens même que l'ordre et la bienfesance; enfin, pour détruire tous les obstacles que la distance des lieux, la difficulté des chemins, la différence des traits, du langage, des mœurs et des opinions avaient apportés à la réunion et au concert des différentes nations. Mais souffrons encore que les esprits chagrins rejettent nos espérances; laissons-les douter que le monde social puisse jamais se perfectionner : ne pouvons-nous pas encore les intéresser en leur offrant le tableau du sort de l'humanité dans les différentes révolutions qu'elle a éprouvées?

leurs cérémonies, leurs mœurs, leurs habitudes, peut-être aussi leur climat et leur situation locale, tout conspire à les retenir dans une espèce d'enfance raisonnable. Ainsi, si malgré tant de puérilités qui déposent de leur peu de lumières, ils ont acquis, à l'égard du gouvernement, de la police et de l'agriculture, des notions saines et utiles, on ne peut guère l'attribuer qu'à la tranquillité intérieure et à l'état permanent dont ils ont joui depuis si long-temps; ce qui vient encore à l'appui de notre opinion, et nous dis-
ntrer dans plus de détails à l'égard d'un peuple sur
urs écrits modernes, tels que le *Voyage d'An-*
Observations de M. Pauw, ont jeté tant de nuages,
ncore très difficile au moment présent de le juger
solide et impartiale.

Ne regarderont-ils pas comme une chose digne de quelque attention, d'examiner quelle a été l'influence de toutes les législations sur le bonheur des peuples? Tant de gens ont écrit l'histoire des hommes! ne lira-t-on pas avec quelque plaisir celle de l'humanité? Entrons-donc dans notre carrière, non avec cette présomption qui naît d'une vaine opinion de soi-même, mais avec la confiance qu'inspirent un objet noble et vaste, des vues honnêtes et désintéressées, et la préférence qu'on donne à l'estime sur les louanges et la célébrité.

DE LA FÉLICITÉ

PUBLIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

L'OBJET de cet ouvrage n'étant pas d'enseigner dogmatiquement les moyens d'augmenter la félicité publique, mais seulement d'examiner si les hommes sont plus heureux de nos jours qu'ils ne l'ont été dans les siècles passés; je m'étais cru dispensé d'établir des principes sur une matière qui n'offrait point assez de difficultés pour être traitée théoriquement. En effet, quiconque aimera mieux exercer les facultés de sa raison que la subtilité de son esprit, reconnaîtra aisément et les causes et les signes du bonheur général. Serait-il nécessaire d'énoncer que l'ordre, la paix, l'abondance, la liberté, font la prospérité des nations? Faudrait-il ajouter que la multiplication des hommes, les progrès du commerce et de l'industrie en sont les signes ordinaires? D'ailleurs, ces principes, quelque simples qu'ils soient, je n'ai pas aint de les répandre dans la totalité de mon ouge : car, telle vérité qui ne paraît que triviale ou lorsqu'elle est isolée, acquiert un prix tout au lorsqu'elle se trouve près de certains faits

ou de certaines observations qui la font voir sous un jour plus favorable. C'est la pierre précieuse placée dans sa monture et dans son entourage; ou plutôt, c'est l'opale qui, n'offrant qu'un aspect louche et triste quand elle est immobile, reçoit du mouvement un éclat vif et inattendu. J'aurais donc voulu laisser au lecteur le soin de se former à lui-même un système, d'après les idées que je lui aurais ou présentées ou suggérées; mais puisque j'ai travaillé pour lui, il faut le contenter; et comme l'expérience prouve que de nos jours les hommes lisent plus pour juger que pour s'instruire, et que ceux même qui n'ont rien à apprendre dans un livre qu'ils auraient pu faire, et mieux faire, cherchent encore à connaître le plan de l'auteur, sa marche et son but, je vais, cette fois-ci, me conformer au goût du siècle, persuadé qu'il ne sera pas assez injuste pour trouver de la présomption où il ne doit voir que de la docilité. Je hasarderai donc quelques principes; peut-être même y gagnerai-je de mieux placer ceux dont j'avais cru devoir interrompre les observations historiques; et si ce chapitre exige quelque contention d'esprit, je prierai le lecteur d'observer que c'est pour lui en épargner ailleurs.

Dire que l'homme est né pour la liberté, que son premier soin est de la conserver lorsqu'il en jouit, et de la recouvrer lorsqu'il l'a perdue, c'est lui attribuer un sentiment qu'il partage avec tous les animaux, et qu'on ne peut révoquer en doute : si l'on

ajoute que cette liberté est indéfinie par sa nature, et qu'elle ne peut être limitée dans chaque individu que par celle d'un autre individu, c'est encore exprimer une vérité qui trouvera peu de contradicteurs dans ce siècle éclairé. Quiconque envisagera la société sous son véritable point de vue, n'y verra donc que des efforts et des résistances; et quiconque voudra se former une idée juste du gouvernement, le considérera comme l'équilibre qui doit résulter de ces efforts et de ces résistances; de sorte que si l'on pouvait rendre plus sensible un système solide et réel en le comparant à un système imaginaire, mais familier à tous les hommes un peu instruits, on dirait que le monde moral ressemble au monde physique de Descartes, où chaque tourbillon, composé d'une matière qui tend toujours à s'échapper en ligne droite, est pourtant retenu dans un mouvement circulaire par la pression des tourbillons environnans.

De ces principes, qui ne paraissent au premier coup d'œil que purement spéculatifs, découlent des vérités très importantes que les anciens ont peu connues, que les modernes même n'ont pas assez développées, et qui doivent pourtant avoir la plus grande influence sur la félicité des peuples. La plus intéressante de ces vérités, c'est que le gouvernement et la législation ne sont pour eux que des objets secondaires et subordonnés, et ne peuvent être considérés que comme des moyens pour que les hommes, en société, conservent la plus grande portion pos-

sible de cette liberté naturelle à laquelle ils sont appelés. Gouverner sa famille, disposer des produits de son champ et de ses troupeaux, c'est ce que chacun doit prétendre; c'est là, pour ainsi dire, le premier élément du bonheur qui renferme *liberté* et *propriété;* ou, si l'on veut, *certitude de jouir tranquillement.* Toute association, toute législation ne peut donc être bonne qu'autant qu'elle confirme, qu'elle assure ces premiers priviléges de l'espèce humaine. Mais quel gouvernement eut jamais une pareille origine? Aucun, nous osons l'assurer : et c'est une considération bien importante; car, si dans chaque individu une première erreur influe sur tout le reste de la vie, parce qu'aux premières erreurs tiennent les premières actions, que des premières actions dérivent les habitudes, et que nos jugemens, nos opinions même, se forment sur nos habitudes; il doit en arriver de même de l'homme pris dans une signification abstraite, c'est-à-dire de tous les peuples qui, s'étant succédés jusqu'à nos jours, et étant toujours partis des mêmes principes et des mêmes préjugés, conservent encore, dans leurs derniers progrès, l'empreinte des erreurs qui présidèrent à leur naissance.

Ne craignons pas de dire la vérité; et, sans perdre de temps à faire une inutile apologie de nos principes, rapportons-nous-en à la pureté de nos intentions pour prévenir un reproche que nous serions bien fâchés de mériter. On n'accusera pas d'une phi-

losophie chagrine l'auteur de cet ouvrage, et on ne le regardera jamais comme un sectateur de Hobbes. Nous pouvons donc assurer que la force et la violence ont été l'origine des gouvernemens. Soit que les premiers brigands se soient réunis sous un conducteur, qui a été, sans doute, le plus fort d'entre eux, ce qui dut établir le gouvernement absolu d'un chef militaire parmi les agresseurs, et le gouvernement despotique d'un maître sur les esclaves, relativement aux peuples vaincus; soit que la nécessité de se défendre ait rassemblé les plus faibles sous une même association, ce qui aura produit le plus souvent des républiques, et quelquefois aussi le despotisme dans les cas urgens, où la guerre aura obligé d'élire un chef absolu, tels que les dictateurs de Rome : il est toujours arrivé que les hommes, faibles ou forts, oppresseurs ou opprimés, n'ont eu pour objet dans le gouvernement que l'attaque et la défense. Substituer à ce principe d'association une réunion paisible et naturelle, fondée sur l'agriculture et le commerce, c'est renoncer aux lumières de l'histoire et de la raison pour ne suivre qu'une erreur spécieuse; car les premiers efforts de l'agriculture n'ont eu pour objet que le soutien de chaque
or, il ne faut pas de lois pour semer et re-
il n'en faut pas même pour l'échange des
n'a pu venir qu'après un long espace
ne sont nécessaires que lorsque l'on
[illegible] assurer ses jouissances; et comment

celles-ci auraient-elles pu être attaquées, si ce n'est par la force? à moins qu'on ne veuille que les procès aient existé avant les lois. Toute l'antiquité dépose de cet empire général que la force a exercé sur notre globe, et même de l'estime et de la considération que les hommes y ont attachées. Ils la confondirent souvent avec la vertu, dont le nom même ne signifiait originairement que puissance et courage. Ils la confondirent avec la justice, qui n'était pour eux que le droit du plus fort. Quel titre, disaient les peuples à ces aventuriers qui venaient aborder sur leurs rives, quel titre avez-vous pour enlever nos femmes et nos troupeaux? Quel titre, leur répondait-on, avez-vous à des biens que vous ne pouvez défendre[1]? Aussi ce poète, à jamais célèbre, qui, traitant de la guerre, des lois, des mœurs et de la religion, nous tient lieu de mille volumes, parce qu'il occupe à lui seul plus de place dans notre mémoire qu'une bibliothéque entière, a-t-il pris pour sujet de son premier

[1] Il ne faut pas même remonter aux premiers âges de l'histoire pour trouver ce principe établi chez des nations nombreuses et civilisées. Tite-Live rapporte que, lorsque les Gaulois entrèrent en Étrurie, plus de trois cent soixante ans après la fondation de Rome, les Romains leur ayant fait demander quel droit ils avaient sur ce pays, ils répondirent que c'était le droit de l'épée, et que tout appartenait au plus fort.

Romanis quærentibus quid, in Etruriâ, rei Gallis esset; tum illi: Se jus in armis ferre et omnia fortiorum virorum esse, etc. Voyez liv. v, 36.

poëme la force personnifiée dans le caractère d'Achille; et pour celui du second, la ruse représentée par Ulysse. Car, après la force, la ruse tint le premier rang dans l'opinion des hommes, long-temps avant que la justice et la raison eussent acquis quelque importance et quelque crédit : d'ailleurs, quand même les faits ne viendraient pas à notre appui, les seules lumières naturelles et la seule induction suffiraient pour nous prouver que les choses n'ont pu se passer autrement. On s'obstine à considérer comme le premier état de la nature l'époque où l'homme était encore simple et grossier; eh! ne voit-on pas que dans cet état même, il est déjà vainqueur des animaux qui lui disputaient la jouissance de la ter Croit-on qu'il ait pu s'occuper si long-temps à s mettre, à détruire tout ce qui était autour de lui, sans contracter un caractère d'injustice et de férocité? Et s'il est vrai, comme plusieurs moralistes l'ont observé ingénieusement, que nous trouvons un plaisir secret dans l'exercice de nos facultés, sur qui l'homme vainqueur des animaux fera-t-il l'essai de ses forces, si ce n'est sur son semblable? [1]

Nous n'insisterions pas sur ces vérités si elles

[1] Voyez *la Théorie des sentimens agréables*, par M. de ; et Ferguson, *Essay on human nature.*

Voyez aussi dans *la République de Bodin*, liv. I, ch. 6, passage remarquable : « La raison et lumière naturelle ous conduit à cela, de croire que la force et violence a onné source et origine aux républiques; et quand la rai-

n'étaient que de pure spéculation, et si elles ne tendaient qu'à nous donner de la nature humaine une opinion plus ou moins favorable. Mais il ne s'agit ici de rien moins que de rendre raison de tous les principes qui ont influé sur le bonheur des peuples; d'expliquer, par exemple, comment les hommes ont préféré la gloire au repos et au plaisir, la vie militaire à la vie domestique, et les intérêts de la patrie à ceux du sang. En effet, du moment qu'on admettra que tous les gouvernemens se sont formés sous l'empire de la violence, on sentira aisément que soit qu'il ait fallu attaquer ou se défendre, la force a été l'objet principal de toute association. Or, rien n'est plus contraire à cet objet que la vie domestique, où tous les sentimens doux et naturels se perfectionnent dans le repos et se fortifient par l'habitude. Pour des brigands toujours prêts à courir le pays ou à se hasarder sur les mers, pour une peuplade faible et timide, perpétuellement occupée à se défendre, les femmes ne sont plus des compagnes chéries; ce sont des moyens d'augmenter la population, de recruter une armée ou une garnison: les enfans ne sont pas les images vivantes de leurs

« son n'y serait pas, il sera montré ci-après, par le témoi-
« gnage indubitable des plus véritables historiens, c'est à
« savoir, de Thucydide, de Plutarque, de César, et même
« des lois de Solon, que les premiers hommes n'avaient
« d'honneur et de vertu plus grande que de tuer, massacrer,
« voler ou asservir les hommes, etc. »

pères, les gages précieux d'une union fidèle et durable; ce sont de nouveaux guerriers qui se forment et s'élèvent : l'attachement qu'ils nous inspirent ne se proportionne donc plus au désir de se voir renaître en eux, de recevoir leurs caresses, de leur prodiguer ses soins, mais à la plus grande utilité qu'on en pourra retirer un jour : ceux qui se trouveront peu propres à la guerre seront regardés comme un fardeau inutile; peut-être même seront-ils vendus ou exposés. Une sollicitude continuelle tenant les hommes éloignés de leurs affaires domestiques, et exigeant perpétuellement que leur attention se porte vers la chose publique; les lois, par lesquelles tout se dirige ve cet objet unique, deviendront aussi le seul inté des individus. On n'aimera plus ni sa femme, ni champ, ni ses propres jouissances; on tournera toutes ses affections vers la cité, vers la république; et de là naîtra cet amour effréné de la patrie, sentiment qui, si l'on y prend bien garde, a toujours été mêl de quelque férocité, et qui, chez tous les peuples d monde, est inséparable de la haine pour leurs voisins.

Ne soyons donc pas surpris des lois de Lycurgue et de l'austérité romaine. Ne le soyons pas davantage, lorsque venant ensuite à consulter les poètes es, nous verrons toutes les premières réduites en principe, la force qui lutte, ombat, qui résiste, qui souffre, préconisée sous r de vertu; le sacrifice des affections particu- r lmiré sous le nom de grandeur d'âme; et

l'attachement à la patrie préféré aux sentimens naturels, et surtout à la justice, dont les anciens n'eurent que très tard une idée abstraite et générale.

Tel est le tableau qu'on doit se former de la première antiquité, si l'on veut savoir une fois sur quel fondement était établi pour lors la félicité des peuples. Il en résultera qu'elle ne pouvait porter que sur des principes relatifs, sur des rapports d'inégalité; qu'il n'y avait point de bonheur absolu, de jouissance véritable, parce que le point capital était de se rendre plus fort, plus puissant qu'un autre; de sorte qu'après tant de sacrifices à cet objet unique, les premières législations se rapprochaient infiniment de nos régimes monastiques, où le ciel étant le seul but de ceux qui s'y soumettent, tout se trouve calculé sur le sacrifice des biens qu'ailleurs on s'efforce de conserver. Encore, lorsque des religieux reçoivent un postulant, s'ils exigent de lui qu'il renonce à l'usage de sa volonté et d'une partie de ses sens, qu'il se soumette à une règle austère, aux jeûnes, aux veilles, etc., je conçois qu'il y consente, parce qu'il a en vue un bien supérieur à tout ce qu'il sacrifie; mais si les Spartiates avaient proposé à un étranger de renoncer à prendre une femme, à élever des enfans qui fussent à lui, et à manger avec eux, près de son foyer, les fruits de son jardin, je ne vois pas quel motif aurait pu le décider. La vérité est qu'on naissait Spartiate et qu'on ne le devenait pas; que cette république, formée dans des

temps de crise, ne cessa d'être aux prises avec ses voisins, depuis les guerres des Messéniens et des Ilotes jusqu'à celle où les Thébains, peuple grossier et peu célèbre dans les armes, pensèrent renverser en un instant l'ouvrage de six siècles. Mais n'anticipons pas sur des réflexions qui doivent trouver leur place dans les chapitres suivans, et contentons-nous d'observer que le bonheur qu'on trouve dans la gloire, et la gloire qu'on trouve dans l'exercice de la force, n'ont qu'une base précaire et contre nature: elle est précaire, parce qu'elle dépend des armes et de l'usurpation, et que l'oppresseur peut devenir à son tour opprimé; [1] elle est contre nature, parce qu'
l'amour de la liberté individuelle et les sentim
domestiques sont plus naturels que l'amour d
liberté politique et les sentimens patriotiques, lesquels ne sont bons qu'autant qu'ils naissent des premiers, et qu'ils en assurent la jouissance.

Si l'on m'objectait que le désir de sentir et d'exercer ses propres forces n'est pas moins naturel à l'homme que l'amour du repos et de la liberté; que, de même qu'un particulier aime à dompter des chevaux, à poursuivre les animaux à la chasse, au prix de beaucoup de fatigue et de quelque danger, les nations trouvent aussi dans la guerre et dans les pé-
uissances dont nous ne tenons pas compte,
ais que la méprise vient de ce qu'on met

[1] on est quod credas quemquam fieri, alienâ infelici-
felicem. (Senec. Epist. xcv.)

le mot de *force* à la place de celui de *faculté*. L'homme aime à sentir sa force, parce que c'est une de ses facultés ; mais qu'on fasse attention qu'il perd d'autant plus sur les autres qu'il donne plus de prix à celle-là, et que du moment où il est tranquille et paisible, l'industrie présente à son activité un exercice bien plus étendu qu'il n'en pourrait jamais attendre de la force. Mettez d'un côté la chasse et la guerre, et moi, je placerai de l'autre les arts, les talens, les sciences et le commerce, et nous verrons qui emportera la balance.

Tels sont, à peu près, les principes auxquels nous rapporterons toutes les observations que le cours de cet ouvrage doit nous présenter. Nous allons jeter un coup d'œil philosophique sur l'histoire, et nous l'envisagerons toujours par le côté qui intéresse le bonheur des hommes. C'est sous ce point de vue que nous examinerons les législations les plus célèbres, persuadés que les individus et les états doivent toujours être distingués, et que les peuples ne sont pas heureux toutes les fois que les gouvernemens prospèrent. [1]

[1] On pourrait donner plus d'extension aux réflexions contenues dans ce chapitre ; mais nous répéterons encore que c'est avec la plus grande répugnance que nous nous éloignons du plan que nous nous sommes formé, de ne pas alléguer des faits pour venir à l'appui d'un système ou d'une théorie, mais de faire naître ce système et cette théorie même de l'étude réfléchie des faits ; nous prierons seule-

CHAPITRE II.

Des Égyptiens, des Assyriens, des Mèdes, etc.

Soit que les premiers héros dont l'histoire nous a transmis les exploits n'aient été, dans le fait, que des emblèmes ingénieux sous lesquels les philoso-

ment le lecteur d'observer, à l'occasion de ce qui a été dit ci-dessus, la propension qu'ont les hommes à substituer les *moyens* à la *fin*. C'est ainsi que l'avare qui amasse de l'argent pour avoir des jouissances, finit par se prive de toute jouissance pour avoir de l'argent. C'est ainsi qu'u praticien, quelque honnête qu'il soit, répugne toujours à accommoder un procès où il aurait pu employer toutes les formes de la jurisprudence, et qu'un amateur de médecine ne voit pas sans quelque regret la nature opérer toute seule une guérison : c'est encore par le même principe qu'un Charles XII marche botté et éperonné en pleine paix, etc. etc. Peut-être me répondra-t-on que ces exagérations tiennent à des goûts ou à des passions ; que l'avare, par exemple, est heureux en amassant ; mais je demanderai si tous les goûts et toutes les passions rendent heureux, et pourquoi, chez les Latins, *miser* signifiait à la fois *avare* et mal-heureux.

ce que nous avons dit sur la morale des anciens, ur l'opposition des vertus républicaines avec la liberté le et les sentimens naturels, on peut consulter la ertation de Stellini, *De ortu et progressu morum*, riestley, *Principles on government*.

phes ont voulu enseigner aux peuples grossiers les mystères de la nature, et surtout les révolutions des corps célestes; soit que l'histoire ait marché d'un pas égal avec l'allégorie, lorsque les prêtres arrangeaient à leur manière des faits qu'une tradition incertaine altérait aussi de siècle en siècle; soit enfin que ces deux systèmes aient réagi l'un sur l'autre de façon qu'il soit impossible de démêler de nos jours ce qu'il y a de vrai d'avec ce qu'il y a de fabuleux dans les fastes de l'antiquité, nous pouvons toujours assurer que la guerre y a joué le premier rôle, et que c'est à des conquérans que chaque nation rapporte son origine. Osiris (a), ou, si l'on veut, Bacchus, traverse le Nil pour aller à main armée enseigner l'agriculture aux peuples qu'il soumet à ses lois. Plusieurs siècles après, Sésostris se met à la tête d'une armée formidable, et marche à la conquête de diverses nations dont, sans doute, il ignorait même le nom. Voilà donc les temps les plus reculés de cette vieille et respectable monarchie égyptienne déjà marqués par deux conquérans, et par conséquent par deux guerres très injustes. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que ni l'un ni l'autre ne parut désirer la possession des pays qu'il avait conquis. Ils se contentèrent d'ériger quelques monumens, d'exiger quelques tributs, et passèrent comme des voya-

(a) *Sanchoniathon parle de Thaut, et ne dit rien d'Osiris. Bacchus était Arabe, élevé à Nise, qui est, dit-on, le mont Sinaï.*

geurs armés (b) qui voulaient être maîtres partout où ils se trouvaient. [1]

C'est à peu près tout ce qu'on peut entrevoir dans cette aurore de l'histoire. Il peut se faire, sans doute, qu'il ait existé des hommes célèbres par leur audace et leurs lumières, qui aient donné lieu aux récits que faisaient les Égyptiens de leur Osiris et de leur Sésostris; mais la fable dont ces récits sont accompagnés, mais l'invention de l'agriculture qui fut attribuée à Osiris, mais l'antiquité de toutes les traditions recueillies par Hérodote, prouvent assez qu'ils appartiennent à l'enfance des sociétés, et qu'ils ont été défigurés par le temps. Ce qui paraît le plus constant par le témoignage d'Hérodote et de Diodore de Sicile, c'est que, depuis ces temps fabuleux, l'Égypte est la monarchie qui a joui d'une plus longue paix. Il nous sera même impossible d'en douter, si nous considérons que ces mêmes historiens qui ne nous ont transmis la mémoire d'aucune guerre, depuis Sésostris jusqu'à Apriès, nous ont pourtant fait l'énumération de la plupart des princes qui ont rempli cet intervalle, et sont même entrés dans de grands détails sur diverses particularités de leur vie.

N'est-ce pas déjà un préjugé bien consolant, au [illegible]icement de nos travaux, que de réunir l'idée

[illegible]ession de Lamotte.

[illegible]ed longinqua, non finitima bella gerebant; nec impe-[illegible], sed populis suis quærebant; contentique victoriâ, [illegible]rio abstinebant. (Justin. lib. I, ch. I.)

d'une paix très longue et presque constante, avec celle d'une monarchie si ancienne et si respectable? Quelle que soit la nature de l'homme, il est donc vrai que de bonnes lois et un bon gouvernement peuvent étouffer les germes de la guerre. Si toute la terre avait été peuplée de nations gouvernées comme l'Égypte (c), il y a grande apparence que le problème de la possibilité d'une paix perpétuelle aurait été démontré par le fait, ou plutôt qu'il n'aurait pas été proposé. Mais il n'implique pas contradiction que la terre soit un jour assez généralement éclairée pour être tout entière gouvernée comme une petite partie l'a été dans les temps les plus reculés. Il serait à désirer seulement que nous fussions plus en état de démêler les rapports que les lois de ce pays pouvaient avoir avec le maintien de la paix. Malheureusement nous sommes peu au fait de la véritable constitution et du gouvernement de cette nation où nous voyons un roi très gêné, assujetti aux formes les plus minutieuses, sans qu'on nous dise qui est-ce qui veillait à l'exécution des lois auxquelles il était obligé de se conformer [1]; des prêtres qui exercent

(c) *La Chine, l'Inde, la Scythie, étaient en paix.*

[1] Diodore de Sicile rapporte que l'emploi du temps était si bien fixé aux rois d'Égypte, qu'ils ne pouvaient manger, dormir, et même jouir de leurs propres femmes, qu'à de certaines heures prescrites par les lois; de sorte que ces rois faisaient des enfans comme les nôtres font des ordonnances, *de l'avis de leur conseil.*

le pouvoir le plus absolu, sans qu'on nous apprenne si ce pouvoir était législatif et supérieur, ou s'il n'était fondé que sur l'habitude et l'opinion; enfin des armées nombreuses sans être actives, et fesant corps dans l'état sans l'asservir ou l'opprimer. Bornons-nous donc à juger des causes par les effets, et observons premièrement, que les lois des Égyptiens devaient tendre à la paix, puisque de tous les peuples du monde c'est celui qui a le moins fait la guerre; secondement, que la situation locale, circonstance qui influe presque toujours sur la l lation, dut en même temps l'eloigner de l'atta et lui épargner le soin de la défense, entourée comme elle l'était de la mer, du Nil et des déserts de l'Éthiopie; troisièmement, enfin, que la longue durée de cette monarchie, l'abondance qui régnait dans son sein, les éloges de tous les peuples et tous les âges doivent établir le préjugé le plus fav rable sur tous les détails qui ne sont pas parve à notre connaissance. (d)

Au contraire, si nous tournons nos regards sur les Assyriens, les Babyloniens, les Mèdes, le diens, nous ne verrons partout que le despotism plus absolu, que la folie des conquêtes, l'avidité et l'abus des richesses. (e)

mage qu'un si bon livre commence par r toire ancienne, dont on est si fatigué;

admettez la folie conquérante d'Osiris ou

Ninus, le premier astre funeste qui brille sur cet horizon, marque sa place dans l'histoire, à force d'injustices et de cruautés. Il attaque et défait les peuples connus depuis sous le nom de *Babyloniens*. Leur roi tombe entre ses mains, il le fait mourir avec ses enfans. Bientôt il marche contre les Mèdes; il les met en fuite, et ayant fait prisonnier Pharnus leur souverain, il le fait mettre en croix, ainsi que sa femme et ses enfans. De là il tourne ses pas vers la Bactriane, qu'il ajoute à ses conquêtes. Sémiramis, devenue son complice, sa femme et son assassin, venge le monde des cruautés de ce tyran, et laisse à son tour de plus grands crimes à venger. Son ambition tient du délire : elle soumet successivement la Médie, la Perse, la Libye et l'Éthiopie : enfin, comme si elle eût voulu vaincre la nature elle-même, elle aplanit les montagnes, change le cours des fleuves, et élève jusqu'aux cieux les monumens de sa démence.

A ces règnes cruellement héroïques succédèrent quelques momens de repos. Des rois, dignes sans doute de nos éloges, puisque l'histoire ne les a pas nommés, laissèrent respirer les hommes, et furent assez heureux pour trouver des plaisirs qui ne nuisaient à personne. Sardanapale, le dernier de cette dynastie, prince trop adonné à la mollesse, mais bien moins coupable que la plupart des héros de l'histoire,

de Sésostris, les Égyptiens sont aussi barbares que les Assyriens.

s'est attiré le mépris des auteurs anciens, et, à leur exemple, de tous les siècles postérieurs. Il perdit son empire comme Darius, comme Persée et tant d'autres rois, parce qu'il perdit des batailles; mais il sut préférer la mort à une honteuse captivité; mais il ne fit pas mourir des rois, des femmes et des enfans; mais il ne fit point couler les larmes et la sueur de son peuple pour entasser des pierres sur des pierres (*f*): néanmoins tous les auteurs, même les plus pieux, ont laissé en honneur Ninus et Sémiramis pour réunir sur lui tous leurs traits satiriques. Les Mèdes, vainqueurs de Sardanapale, le deviennent bientôt de toute la Perse. Ils attaquent ensuite le nouvel empire assyrien fondé par Bélesis : mais tandis qu'ils s'obstinent à cette guerre, ils sont attaqués à leur tour par les Scythes Cimmériens, et après avoir été contraints de partager l'empire avec eu ils se défont de ces hôtes incommodes en les fesa périr par la plus lâche trahison.

Ici commence Cyrus (*g*). L'histoire ne rapporte pas précisément comment la guerre s'alluma entre ce fameux conquérant et un prince non moins célèbre par sa bonne et par sa mauvaise fortune : je veux parler de Crésus, roi de Lydie, dont le nom est dans la bouche de bien des gens qui ignorent son histoire. ıs aisé non plus d'assigner des causes

vo!

ou, Kosroes. Les détails de sa vie sont

à toutes les autres guerres que Cyrus entreprit, et qui le rendirent maître de l'Asie. Il se trouve tant de différence entre les récits d'Hérodote et ceux de Xénophon, que tout lecteur raisonnable voyant d'un côté des fables puériles, et de l'autre un traité de morale mis en action, croit avoir à choisir entre l'Arioste et Télémaque. Contentons-nous donc de croire qu'il y a eu un conquérant nommé *Cyrus*, qui a subjugué l'Asie et fondé l'empire des Perses.[1]

Voilà bien assez de faits pour un ouvrage qui n'est pas historique. Passons aux réflexions qu'ils peuvent nous suggérer : et, premièrement, observons que

[1] Il s'en faut de beaucoup que M. Rollin ait jeté des lumières sur l'obscurité de ces temps reculés. Cet auteur commence par rapporter, avec toute la gravité de l'histoire, les petits détails romanesques dont Xénophon a jugé à propos d'orner sa *Cyropédie*. Il faut avouer que de temps en temps il lui échappe de dire qu'il n'y a peut-être pas un mot de vrai à tout cela; cependant il continue de suivre Xénophon pour tous les faits principaux, jusqu'à la bataille de Thymbrée. Puis tout à coup, s'attachant à Hérodote, il veut que Cyrus donne près de Sardes une nouvelle bataille, où il lui fait employer encore une fois le stratagème des chameaux opposés à la cavalerie, sans s'apercevoir que tout cela n'est qu'un même fait raconté de deux manières par deux auteurs différens. Il fait plus : pour ne pas perdre l'histoire de Crésus, qui appelle Solon sur le bûcher, il suppose que ce même Cyrus, qu'il vient de peindre comme le modèle des rois, a condamné son ennemi à être brûlé vif, le tout sans daigner faire la plus petite excuse sur cette disparate dans le caractère de son héros.

l'histoire ne nous ayant rien transmis sur le gouvernement des peuples dont nous venons de nous occuper, nous n'en pouvons juger que par les faits; ces faits nous apprennent que le gouvernement de ces peuples était absolument militaire et despotique [1] (*h*); et l'on sait assez qu'un despote qui ne peut être le maître du peuple que par le moyen d'une armée, ne peut se rendre maître de cette armée que par la guerre. Nous n'hésiterons donc pas d'assigner pour cause aux guerres dont nous avons fait mention, les vices du gouvernement et l'ignorance des principes de la politique et de la morale. Mais nous ne devons pas passer sous silence un fait bien digne de remarque: c'est cette irruption des Scythes venus du Bosphore (*i*).

[1] Il serait de mauvaise foi de dissimuler ici les éloges qu'Hérodote et Xénophon ont donnés aux anciens Perses. Nous sommes même obligés d'avouer que si l'on en cr Hérodote, ce peuple était moins barbare que nous, pui qu'il n'infligeait jamais la peine de mort pour une premièr faute, et que sa législation n'avait spécifié aucune punition pour le parricide, admettant ce principe, qu'il n'y a que la démence seule qui puisse conduire à un pareil crime: mais outre que de bonnes lois civiles ne suffisent pas pour constituer un bon gouvernement, nous voyons d'ailleurs que les mœurs des Perses tendaient bien plus à en faire un peuple et conquérant, qu'un peuple agricole et paisible.

ute du despotisme. Je crois qu'il n'y avait point de z les premiers voleurs. Je ne me serais jamais sou- ouche; j' artagé.

ammérien.

On voit ici pour la première fois ces habitans du Nord se répandre dans des contrées plus fertiles, et triompher des nations les plus belliqueuses. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on les voit faire avec les Mèdes le même traité qu'ils ont fait depuis avec les empereurs romains, c'est-à-dire qu'ils ont stipulé pour eux la copropriété des terres avec les anciens possesseurs, et cette manière singulière de régner chez autrui, en qualité d'hôtes (*k*) [1]. On sent aisément que cette espèce de guerre se rapporte à notre premier principe, le désir de quitter un climat rigoureux pour un climat plus doux.

(*k*) *Le mot était doux, et la chose dure.*

[1] Voyez à ce sujet les *Remarques de M. l'abbé Dubos sur la monarchie française*, dans lesquelles cet ingénieux auteur prouve que les Francs et les Lombards qui s'établirent dans les Gaules, dans l'Espagne et dans l'Italie, se donnaient pour hôtes (*hospites*) des Romains, et que leur chef se faisait appeler *roi des Francs et des Lombards*, mais non pas roi des Gaules et d'Italie.

CHAPITRE III.

Des moyens par lesquels on peut apprécier la félicité des peuples, et particulièrement celle des peuples de la première antiquité.

Ce seroit inutilement que nous aurions parcouru les premières époques de l'histoire, si de tant d'événemens qu'elle présente, nous ne savions pas tirer quelques faits généraux; faits bien plus certains q ceux qui nous ont été si soigneusement transmis, et qui, semblables à des grains de poussière, n'auraient aucun poids, s'ils n'étaient réunis dans masse. Ce sont ces faits importans que les ont presque toujours négligés, comme s'ils avai voulu tout dire, excepté ce qui est incontestablement vrai. En effet, il n'est pas sûr que C tête de cent mille Perses, ait battu cir Assyriens, Égyptiens, etc., ni que Nin ville qui avait neuf lieues et demie de to est sûr, d'un côté, qu'une armée bien discip commandée par un roi guerrier a triompl multitude ignorante et indisciplinée; et, de l un d'esclaves abrutis sous le joug a damné à n'employer ses bras que pour satis les caprices d'un despote insensé.

is de tout les spéculations auxquelles l'histoi , en est-il de plus belles, de

plus dignes de notre attention que celles qui ont pour objet le bonheur de l'espèce humaine (a)? Plusieurs auteurs ont examiné avec soin, si tel peuple était plus religieux, plus sobre, plus belliqueux qu'un autre : aucun n'a encore cherché quel était le plus heureux (b). Les Égyptiens l'étaient-ils plus que les Mèdes, les Mèdes plus que les Grecs, et ceux-ci plus que les Romains? C'est ce qu'on n'a guère pris la peine de développer; ou si quelqu'un l'a essayé, ce n'a été que sur des principes vagues et insuffisans.

Parmi nombre d'erreurs commises dans ce genre, la plus commune est de confondre le peuple avec le gouvernement. On croit que le peuple est heureux quand l'état s'agrandit : au lieu d'envisager le bien des individus, on ne considère que l'accroissement et la durée des empires, comme si la prospérité publique et la félicité générale étaient deux choses inséparables. (C'est ce qui faisait dire assez plaisamment à un cynique qu'il fallait changer cette maxime, *Salus populi suprema lex esto*, en celle de *Salus gubernantium suprema lex esto* (c). J'aurai plus d'une occasion de réclamer contre ces préjugés; quant à présent, je me borne aux réflexions qui m'ont été

(a) *Voilà le sujet du livre.*

(b) *Le moins malheureux.*

(c) *Bravo!* *

* Ce passage, qui excitait l'enthousiasme philanthropique de Voltaire, fut supprimé dans l'édition de 1776. R.

suggérées par les faits dont nous nous sommes occupés.)

Il est temps de prendre en main la cause de l'humanité trop long-temps négligée, de considérer le peuple dans l'état, et de séparer l'idée du bonheur de celle de la gloire et des succès. Partout où je verrai des trophées, je penserai donc au sang qu'ils ont coûté : partout où l'on me montrera de vastes et de magnifiques édifices, je regretterai la sueur qu'ils ont fait couler *. Sages Égyptiens, n'aviez-vous do de meilleur emploi de votre temps que d'enta des pierres sur des pierres ? n'aviez-vous pas d'autre plaisir que de contempler des pyramides ? Quoi ! lorsque les guerres longues et opiniâtres nées de la jalousie entre les souverains et d'un vain équilibre entre les puissances, n'ont pas encore obligé les princes à entretenir des armées considérables ; lorsqu les nations, accablées par des dettes contractées des temps de crise, et multipliées par la né des races passées, ne seront pas contraintes à p des contributions immenses ; lorsque le luxe, ou enfant de l'industrie, n'aura pas encore donné aux denrées un prix excessif ; il faudra cependant qu'un peuple entier soit condamné au travail, que ses journées appartiennent à d'autres .. Ainsi le pouvoir, toujours tyrannique,

rands édifices et les vastes monu-
vreté dans le peuple qui les a

n'a pas besoin de prétexte pour être oppresseur. Que nos contemporains se consolent, s'il est possible, et qu'ils reconnaissent chez les peuples de la plus haute antiquité, des malheurs dont nous autres modernes nous gémissons d'autant plus, que nous les croyons plus récens; car les hommes, trop accoutumés à supporter, ne souffrent guère que lorsqu'ils raisonnent; et il n'y a que les choses nouvelles qu'ils se permettent de discuter. Arrêtons-nous donc un moment sur cet objet comme sur un des plus importans à la félicité publique, et un de ceux sur lesquels il est le plus pressé d'établir des principes.

En effet, dans tous les jugemens qu'on a portés de nos jours sur le bonheur ou le malheur des peuples, on n'a presque jamais considéré autre chose que les impositions dont ils étaient chargés. Encore n'a-t-on évalué la rigueur de ces impositions que sur la manière dont elles ont été levées, c'est-à-dire suivant qu'elles ont plus ou moins approché de la forme d'un tribut, et que le contribuable a dû tirer de l'argent de sa poche pour le donner au souverain. Rien de plus commun que de demander à un homme qui a parcouru l'Allemagne et l'Italie, si le Palatinat paye plus que la Saxe, le Piémont que la Toscane, l'État romain que le royaume de Naples. Des comparaisons qu'on est à portée de faire, résultent ordinairement ces conclusions très souvent mal fondées : *Il fait meilleur vivre là qu'ailleurs; tel peuple est plus heureux que son voisin;* et tous ces faux jugemens

auxquels les gens les plus raisonnables sont sujets, parce qu'ils ne viennent pas de ce qu'on voit mal, mais de ce qu'on ne voit pas assez. Si nous remplissons l'objet que nous nous sommes proposé, nous ne terminerons pas cet ouvrage sans mettre nos lecteurs à portée de connaître tous les élémens du bonheur public, et surtout d'appliquer cette connaissance à la comparaison des temps anciens avec le temps présent; mais puisque cette seule idée que les peuples de la première antiquité n'éprouvaient p[illegible] comme nous le fardeau de l'imposition, pourr[illegible] donner un préjugé contraire à une opinion que nous ne devons développer que successivement et à mesure que le plan que nous nous sommes proposé nous en fournira les moyens, il est bon d'examiner dès à présent quel est véritablement le poids de l'imposition et l'abus que les souverains en ont fait.

Or la manière la plus simple de faire cette ap[illegible] ciation, c'est d'évaluer tout impôt en travail, [illegible] regarder toute contribution comme un travail [illegible] le sujet est obligé de faire pour le souverai[illegible] ouvrier qui gagne vingt sous par jour soit [illegible] dix livres, n'est-ce pas la même chose que si o[illegible] demandait de travailler dix jours pour rien? Qu'un [illegible] e cinq arpens de terre, et qu'on lui [illegible] proc[illegible] un arpent, n'est-ce pas comme [illegible] le labourer, de semer et de [illegible] terre à ses frais? Les Égyp[illegible] yaient pas d'impôt; mais

si, pour creuser le lac Mœris et pour élever de pyramides, on les obligeait à travailler trois mois de l'année, n'était-ce pas, dans le fait, une imposition très rigoureuse? n'en est-il pas de même du service des armées, de l'entretien des temples et des prêtres. Si l'on veut donc apprécier le sort de tous les peuples relativement à cet important objet, ceux de la première antiquité comme ceux de notre âge, il sera nécessaire de raisonner ainsi :

Première question. Combien de jours dans l'année ou d'heures dans la journée, un homme peut-il travailler sans s'incommoder, sans se rendre malheureux? On voit du premier coup d'œil que cette question tient à la nature du climat, à la constitution et à la vigueur des hommes, à leur éducation, à leurs alimens, etc.; tous cas qui peuvent aisément (*d*) se résoudre.

Seconde question. Combien faut-il qu'un homme travaille de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, pour se procurer ce qui est nécessaire à la conservation et à l'aisance de sa vie?

Ces deux questions résolues, il sera aisé de trouver combien il reste à chaque homme de jours dans l'année ou d'heures dans la journée qui soient *disponibles*, c'est-à-dire qu'on puisse lui demander, sans prendre sur sa subsistance et son bien-être; de sorte que tout ce qui nous reste à faire, c'est d'examiner si ce que le souverain exige est en-deçà ou

(*d*) *Difficilement.*

au-delà de cette épargne que chaque homme peut se ménager sur son temps.

Maintenant, pour tirer de ce développement toutes les conséquences qui en résultent, il faut se figurer que tout le travail qui se fait dans un état est partagé également entre les individus. Je suppose, par exemple, que tout homme étant obligé de se bâtir et de s'entretenir une maison, de se procurer et de se préparer sa nourriture, de se fournir d'un vêtement, etc. il faut que chaque homme soit à la fois maçon, couvreur, cultivateur, cuisinier, tisserand, tailleur, cordonnier, etc. D'après cela, il est nécessaire de calculer ce que chacune de ces occupations prend de jours dans l'année ou d'heures dans la journée, et de comparer ensuite ce qui reste de *disponible* avec ce que le souverain demande. Or je dis que c'est ce rapport qui décidera du bonheur ou du malheur des peuples.

Avant d'aller plus loin, prévenons quelques objections qu'il ne faut pas négliger, quoiqu'elles ne viennent guère que d'un attachement opiniâtre à certaines formules ou nomenclatures devenues trop communes de nos jours, et dont l'effet ordinaire est d'établir une dispute de mots avant la discussion des

ıs dirons donc que nous ne considé-
ıvail en lui-même comme la première
tat; ıis puisque aucune richess
l'agriculture, ne peut
ous croyons que celu

n'aura jamais la propriété de sa terre qui n'a pas celle de son travail; nous pensons, par exemple, que si le paysan chinois est heureux parce qu'il lui suffit de cultiver la dixième partie de son champ au profit de l'état, il serait malheureux du moment que cette tâche, qu'on peut appeler *corvée*, s'étendrait au tiers au lieu du dixième; qu'inutilement le paysan russe, affranchi de sa servitude, deviendrait-il propriétaire, s'il était toujours obligé de fournir à son seigneur la même quantité de temps et de travail, parce qu'il ne lui resterait plus assez de l'un et de l'autre pour améliorer sa culture et donner essor à son industrie : enfin cette hypothèse serait encore plus frappante si, dans nos colonies à sucre, le nègre était rendu propriétaire de cette portion de terre qu'il ne lui est permis de cultiver que les dimanches et fêtes. Ainsi donc si nous voulons former quelques conjectures sur le bonheur des Égyptiens, il est important de considérer quelle quantité de travail l'état a dû exiger d'eux. Or il peut exister plusieurs cas différens :

1°. La population de l'Égypte ayant été immense, il se peut faire que l'épargne sur le travail général que ces grands édifices ont exigé, se soit trouvée peu de chose, étant répartie sur le travail de chaque individu. (*e*)

2°. Ces mêmes édifices ont pu prendre tout ce qui restait de temps *disponible*.

(*e*) *Et si les pyramides ont été bâties par un peuple esclave?*

3°. La population n'ayant pas été assez considérable, ils ont pu prendre au-delà de cette partie *disponible.*

4°. Enfin, il est possible que la population n'ait pas été considérable, mais qu'en même temps les besoins des hommes se soient trouvés si bornés, qu'il leur soit resté beaucoup de temps à donner à leur souverain.

Cela posé, il ne nous reste plus qu'à chercher dans laquelle de ces quatre positions l'Égypte s'es trouvée; ce qui ne nous sera peut-être pas si difficile qu'on serait tenté de le croire en considérant l'espace immense dont ces objets sont éloignés de nous. Nous savons en effet que les inondations du Nil diminuaient et réduisaient presque à rien tous travaux nécessaires à la culture (*f*). Ainsi les l tiens étaient toujours sûrs d'avoir à peu d d'abondantes moissons. D'un autre côté, nou voyons pas que ce peuple ait été recherché la parure, la table, et autres dépenses pareille ne serait donc pas impossible de prouver que cha individu n'avait que peu de jours dans l'année, d'heures dans la journée à employer pour se procurer le nécessaire. On pourrait même en faire le
st un problème qui est résolu alg
et qu'on peut aisément traduire en
iques.

stérilité et de peine, c

Mais une chose bien importante, c'est que cette théorie conduit tout naturellement à connaître enfin ce que c'est que le luxe, et quels en sont les effets; de sorte qu'on pourrait maintenant le définir *tout emploi de temps qui prend sur celui dont les particuliers et l'état ont un besoin véritable.* Suivant ce principe, ce serait pour une nation un luxe égal de s'habiller d'une étoffe qui exigeât de chaque particulier une heure de travail par jour, ou de s'accommoder les cheveux d'une manière qui employât journellement le même espace de temps; bien entendu que ces deux choses ne pourraient être considérées comme luxe qu'autant qu'elles occuperaient un temps qui ne serait pas *disponible.*

Mais, me dira-t-on, comment connaître au juste la quantité de travail que chaque individu doit se réserver pour lui-même? S'il arrive qu'un particulier ne se trouve pas heureux, à moins qu'il ne porte des habits de velours, regarderez-vous comme un temps nécessaire celui que l'éducation des vers à soie et la fabrique des velours ont exigé?.... Peut-être : et pourquoi non, si cela était possible? Mais le fait est que pareille chose ne peut arriver. Je n'aurai donc pas besoin de répondre à cette objection, parce que je puis avancer un principe général : c'est que les besoins des particuliers doivent être limités par ceux de l'état, c'est-à-dire que la commodité ne doit marcher qu'après la sûreté, et qu'une jouissance assurée est préférable à une jouissance étendue.

J'ajouterai que c'est cette considération qui établit les limites de l'aisance et du luxe; qu'ainsi le luxe peut également exister du côté du sujet et du côté du souverain, et que, sans parler du faste des cours, il ne se rencontre pas moins dans les armées trop nombreuses que dans les habits trop magnifiques; enfin que si les Sybarites avaient un luxe de mollesse, les Spartiates en avaient un d'ambition et de gloire.....

Il est incontestable, du moins j'ai lieu de croire que c'est une vérité reconnue dans ce siècle philosophe, que le premier objet de tout gouvernement doit être de rendre les peuples heureux. Or, toutes les fois que les projets d'agrandissement de la part du gouvernement obligeront les sujets à sacrifier une partie des jours dans l'année, ou des heures dans la journée, dont l'emploi est nécessaire à leur bonheu on tombera dans un excès condamnable, dan véritable abus. D'un autre côté, si le peuple, donné à la mollesse, refuse à l'état la quantité de travail nécessaire au maintien de la sûreté publique, il s'exposera par ce mauvais calcul à devenir la proie du premier qui viendra l'attaquer; et c'est un malheur qu'il ne tardera pas à éprouver. Mais combien de

ıoses peuvent-elles se balancer entre ces

ɛmes, sans jamais y arriver! Voilà ce qui

ı un si haut degré les nuances de ı

és qu'on aperçoit parmi différe

les époques différentes.

Nous ne donnerons qu'un petit nombre d'exemples des diverses manières dont ces causes peuvent agir. Il peut se faire qu'un peuple ignorant et paresseux, ne connaissant ni ses facultés ni ses besoins, reste dans un tel état d'anéantissement, qu'il n'emploie pas même à son propre usage le temps qui lui serait nécessaire pour se procurer une vie douce et commode. Il peut se faire encore que le gouvernement, en exigeant de ce peuple une certaine quantité de travail, l'accoutume à l'activité et à l'industrie; alors le souverain, en augmentant la quantité de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, qu'il exigerait du sujet, augmenterait en pareille proportion le temps que celui-ci emploierait pour sa propre utilité.

D'un autre côté, s'il existe un peuple qui jouisse d'un climat doux et fertile, et qui, content des bienfaits de la nature, ne connaisse pas l'inquiétude des désirs, on sera fondé à regarder le repos comme un de ses premiers besoins; et ce serait alors une politique mal entendue que de vouloir ajouter quelque chose, soit au travail qu'il se réserve, soit à celui qu'il donne à l'état.

Enfin, il peut arriver que l'état exige trop du peuple, sans que le peuple se détruise; mais les mauvaises conséquences de cet excès n'en existent pas moins; parce que s'il ne ravit pas aux sujets ce qui est nécessaire à leur existence, il leur ôte du moins ce qui peut la leur rendre agréable.

Ne pourrions-nous pas dire maintenant que le premier cas s'applique naturellement aux peuples des climats tempérés, et même aux habitans du Nord; le second aux nations méridionales, telles que les Italiens, les Grecs, les Asiatiques; le troisième enfin, à presque toutes les nations belliqueuses qui habitent le centre de l'Europe?

Une autre vérité qui suit de nos principes, c'est qu'il n'existe de *revenu net* [1] (car il faut bien se ser-

[1] Il me semble que tous les termes nouveaux, quelque utiles qu'ils soient, ne devraient être employés qu'avec la plus grande précaution, toutes les fois qu'ils servent de ralliement pour les sectes, et qu'ils usurpent le crédit qui n'est dû qu'aux idées et au raisonnement. C'est une chose assez singulière que les Anglais, qui ont tant écrit sur l'agriculture et sur le gouvernement, n'aient pas dans leur langue une expression qui corresponde à celle de *revenu net*. On en peut voir la preuve dans la traduction ang de cet ouvrage, où ces mots sont employés en françai lettres italiques. Ajoutons encore, et cela dans un esp paix et de concorde, que ce serait inutilement qu'on vou drait subtiliser sur l'interprétation des mots *revenu net*, e dire que le cultivateur qui ajouterait à son aisance tout c que sa terre produirait d'excédant aux frais de culture serait lui-même le consommateur du *revenu net*. Eh! n'a t-on pas fait entrer dans les frais de culture l'entretien du cultivateur? Or, qui est-ce qui l'arbitrera? Le réduirez-vous ire physique? et de quel droit? Lui accorderez- quelque aisance? et quelle en sera la limite? Les dé du cultivateur peuvent donc diminuer le *re* , etc.

vir de ce terme), que toutes les fois qu'il se trouve une raison quelconque qui oblige les hommes à travailler au-delà du temps qu'ils ont destiné à leur propre usage. On appelle en effet *revenu net* l'excédant de valeur, soit en denrée, soit en argent, que produit une terre, lorsque tous les frais nécessaires à sa culture sont prélevés, frais dans lesquels il faut comprendre, outre les semences, engrais, façons, etc. l'entretien complet du cultivateur. Or, il est aisé de voir que tout cultivateur qui, pouvant vivre avec cent gerbes de blé, s'efforce d'en recueillir cent cinquante, et produit ainsi cinquante gerbes de revenu net, ne le fait jamais à moins qu'il n'existe une raison qui l'y détermine. Sans cela il arriverait de deux choses l'une : ou il s'épargnerait une partie de son travail, se contentant de ce que la terre produirait avec une culture moins soignée, ou il tournerait à son profit le surplus qu'il se serait procuré, et l'emploierait à se donner quelques jouissances pour prix de son labeur; et alors sa dépense, devenue plus considérable, empêcherait qu'il n'eût aucune épargne au bout de l'année. Tout le contraire arrive si le souverain ou le propriétaire ont imposé des lois au cultivateur, s'ils ne lui permettent la jouissance des fruits de la terre qu'après qu'ils en auront pris pour eux une certaine partie. Alors il est clair que, lorsque le laboureur s'est assuré sa propre subsistance, il n'a rien fait encore s'il ne s'est ménagé cet excédant dont il faut qu'il fasse le sacrifice. Tel était, par

exemple, le cas des Égyptiens : tout le revenu net appartenait au roi, aux prêtres et aux soldats; car c'est une chose remarquable que parmi ce peuple il n'y avait exactement point de propriétaires. Les laboureurs, comme les artisans, formaient une classe de mercenaires; ou plutôt les premiers étaient tous réduits à l'état de fermiers, puisqu'ils n'étaient que simples cultivateurs des terres qui appartenaient aux trois grands propriétaires de l'état, c'est-à-dire à la couronne, à la milice et au sacerdoce.

Que ce revenu net des Égyptiens ait été très considérable, c'est ce qu'on ne peut révoquer en doute, si l'on considère qu'outre la grande quantité de prêtres que cette nation entretenait, et les dépenses immenses que ses rois faisaient en bâtimens, elle avait continuellement plus de quatre cent mille hommes de troupes sur pied; ce qui paraît exorbitant lorsqu'on se rappelle que Diodore de Sicile n' la population de l'Égypte, dans les temps l florissans, qu'à sept millions d'habitans. [1]

[1] Il me paraît qu'il y a une petite contradiction c passage de Diodore; car dans le même temps qu'il ne donne que sept millions d'habitans à l'Égypte, il dit que ce royaume contient un très grand nombre de villages et plus de dix- rilles. Or, à ne donner seulement que mille population à chaque ville, nous aurions déjà ions d'habitans.

devons pas non plus passer sous silence un autre Diodore, qui pouvait bien acquitter les rois ypte de ces énormes corvées dont on les accuse c

Nous ne pouvons guère décider si les Égyptiens avaient besoin ou non d'un si grand nombre de troupes. Il paraît seulement que ce peuple n'était ni querelleur ni conquérant. Il y a donc toute apparence que cette nombreuse milice était nécessaire à sa conservation. Quant à la quantité de prêtres qu'il entretenait, nous ne pouvons la regarder que comme une très grande superfluité ; c'est le luxe de l'ignorance le plus nuisible de tous, puisqu'il ne produit aucune jouissance agréable, et n'excité aucune industrie.

Qu'on juge maintenant du bonheur dont les Égyptiens auraient pu jouir, si, au lieu de fournir à la

accablé leurs sujets. Selon lui, Sésostris, l'un de ceux qui ont le plus élevé d'édifices, ne voulut y employer que des captifs. Il eut même l'attention d'y faire placer des inscriptions où on lisait ces mots : *Aucun Égyptien n'a travaillé à cette construction.* Il ajoute que les captifs babyloniens ne pouvant supporter des travaux si pénibles, trouvèrent moyen de s'échapper, et que s'étant emparés d'un endroit avantageux sur les bords du fleuve, ils surent à la fois s'y maintenir, et se rendre redoutables aux Égyptiens. En rapprochant ce passage des faits que l'Écriture sainte nous a transmis, on verra que si la nation égyptienne ne fut pas ennemie d'elle-même, elle le fut du moins de l'humanité. Peut-être n'a-t-on pas assez réfléchi sur ce que pouvait produire la tyrannie que l'homme exerçait alors sur son semblable. Toutes les fois qu'on sera surpris ou saisi d'admiration en voyant les traces de quelques-uns de ces monumens qui semblent surpasser les forces humaines, qu'on se rappelle seulement ces deux mots, *guerre* et *esclavage*.

subsistance de tant de prêtres et de soldats, ils avaient employé tout ce qui leur restait de temps *disponible* à se procurer les commodités de la vie. On ne verra alors que trop clairement que la guerre et la superstition ont toujours été les plus grands obstacles au bonheur des nations.

Il suit encore de ce que nous venons de dire, que s'il existait une nation qui, sans être pauvre, ne produisît pas de *revenu net*, ce serait la plus heureuse nation du monde; car ce serait celle où les hommes emploieraient tout ce qu'ils auraient de temps *disponible* à augmenter de plus en plus leur bonheur. Mais, me dira-t-on, comment cette nation serait-elle heureuse, si elle employait au travail la plus gra partie de son temps *disponible?* Je répondrai c est des genres de travail qui ajoutent à notre bo heur: par exemple, si les hommes étaient nus qu'ils couchassent en plein air, ils seraient très h reux d'employer une partie de leur temps des maisons et à fabriquer des habits; ou veut, il serait très heureux pour les tailleurs y eût des maçons, et pour les maçons qu'il y eû tailleurs. De même ceux qui ne se nourriss de pain et ne boivent que de l'eau, se réjoi r davantage, pourvu qu'ils pussent ger de la viande et de boire du vin.

es sont si vrais, que si nous liso avec attention, nous serons perpétuell nt ortée d'en faire l'application. Nous ve

qu'avant que les arts de commodité, que les déclamateurs appellent *arts de luxe*, eussent été connus; dans ces temps où les nations grossières, ou, si l'on veut, frugales, n'avaient qu'un simple manteau pour se couvrir, et du laitage, de l'orge et des *lupins*[1] pour se nourrir; nous verrons, dis-je, que s'il arrivait que la population s'augmentât sensiblement, on n'y savait d'autre remède que de tirer au sort à qui irait chercher à vivre ailleurs[2]. En effet, comment cette population surabondante, ces nouvelles ramifications des familles auraient-elles pu engager les premiers propriétaires à redoubler de travail pour fournir à leur subsistance? Il est certain que ce n'aurait été qu'en travaillant de leur côté à des ouvrages capables de provoquer les désirs des premiers habitans.

Voilà, je crois, quelle a été la plus ancienne origine des colonies. Supposons un pays où dix mille personnes vivent grossièrement, en cultivant sans beaucoup de soin ni de travail le terrain qui forme leur domaine. Supposons encore qu'au lieu d'un accroissement dans la population, de la valeur de

[1] Espèce de féves communes dont les anciens faisaient beaucoup d'usage.

[2] Cette politique était bien opposée à celle de sir Williams Petty, qui désirait, pour le bien de la couronne britannique, que les habitans de l'Écosse et de l'Irlande fussent transportés en Angleterre, et qu'après cela ces deux royaumes fussent submergés.

cinq mille hommes, il débarque tout d'un coup dans ce pays cinq mille artisans, dont l'un propose de donner des habits, l'autre des souliers, celui-ci du vin, cet autre des ustensiles, à condition de recevoir en échange une certaine quantité des productions cultivées par les premiers colons; qui doute que ceux-ci, excités par le désir de se procurer les commodités de la vie, ne redoublent de travail pour augmenter leurs récoltes, et par conséquent leurs moyens d'échange? Or, de commodités en commodités, de désirs en désirs, on va de l'acquisition de l'habit le plus simple jusqu'à celle d'une troupe de comédiens.

Telle aurait été la marche de notre commerce avec l'Amérique, si, au lieu de détruire les malheureux habitans de cette vaste contrée, on s'était contenté de les civiliser. On peut ajouter à ces réflexions que les républiques ont dû fonder plus de colonie que les monarchies, parce qu'il ne faut pas b d'industrie à un souverain pour trouver des o travail qui suffisent à l'emploi de toutes les ıorce de son peuple; au lieu que les républiques n'élèver pas des pyramides, et ne se piquent pas de planter des arbres sur des terrasses voisines des nuées. Il rarement qu'elles fassent de ces ou-
, mais dispendieux, qui exigent de la
:é dans le commandement. Si Rom
ε ıs le temps où elle avait quatre-vin
ıns, elle aurait peut-être fondé

colonie, au lieu de construire ce fameux aqueduc connu sous le nom de *Cloaca magna*. Il est sûr que Tarquin n'a pu exécuter un si grand ouvrage sans que la classe de citoyens qui restait pour la culture et l'industrie, ne se vît forcée de travailler beaucoup plus qu'elle n'aurait fait, si tous les ouvriers occupés à cet ouvrage avaient été répandus parmi les artisans et les agriculteurs. [1]

Concluons donc cette digression, déjà beaucoup trop longue, en disant qu'on ne peut évaluer le bonheur des peuples de la première antiquité, ni par la frugalité des uns, ni par le faste des autres; qu'une grande simplicité n'était pas plus une preuve de leur vertu qu'une grande magnificence n'en était une de leur félicité : mais que partout l'ignorance, le despotisme, la guerre et la superstition ont enlevé aux hommes les bienfaits que la nature leur avait présentés.

[1] Bien des gens ont été surpris que Rome, dans son enfance, ait pu construire en si peu de temps cet ouvrage immense, et encore dans un temps de guerre. J'en ai d'abord été aussi étonné que les autres; mais ce problème peut se résoudre aisément par nos principes. Selon Tite-Live et Denys d'Halicarnasse, Rome contenait sous Tarquin quatre-vingt mille (*g*) habitans. Or rappelez-vous quelles étaient la simplicité et la frugalité des premiers Romains, et imaginez combien de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, un homme était obligé d'employer pour lui-même, ou, si vous voulez, combien peu d'hommes il fallait pour suffire aux

(*g*) *J'en doute.*

CHAPITRE IV.

De la moyenne antiquité, et principalement des Grecs.

Je pourrais, en commençant ce chapitre, débuter, comme Milton, par saluer la lumière que je retrouve après avoir erré long-temps dans les ténèbres[1]. S'il faut encore appeler l'histoire à mon secours, si l'on exige que je continue d'exposer le rapport des événemens passés avec les principes que j'ai établis, ce ne seront plus les contes puérils d'Hérodote ni les traditions fabuleuses des poètes que je devrai consulter. Je suis muni de l'autorité des auteurs les plus respectables; je puis citer ces écrivains célèbres qui servent encore de modèles dans ce siècle éclairé. Thucydide, Xénophon, Dio-

besoins de tous les autres. Un passage de Denys sert encore à appuyer cette opinion. Romulus, vainqueur des Antemnates et des Céniniens, en fait passer trois mille à Rome, et se contente d'envoyer six cents hommes pour les remplacer. C'est que six cents hommes pouvaient cultiver la quantité de terres qui suffisaient à la subsistance de trois mille.

Dans la colonie de Caïenne, les nègres ne sont jamais
n naîtres; on se contente de leur accorder
s quinze jours pour cultiver les champs
ır subsistance.

t! *offspring of heav'n*, etc. (commence-
chant du *Paradis perdu*).

dore, Pausanias, Plutarque, se prêtant un jour mutuel, ont suffisamment fait connaître la vérité. En effet, quelques variétés qu'un zèle patriotique, un caractère superstitieux, un esprit dogmatique, aient pu mettre dans leurs récits, Darius, Xerxès, Thémistocle, Aristide, ne passeront pas à la postérité avec des caractères moins reconnaissables et moins certains que Charles-Quint, Gustave, De Witt et Barneweldt. Du moment que nous arrivons à la guerre Médique, et surtout à celle du Péloponnèse, le voile de l'antiquité paraît se lever, et la lumière de l'histoire se répandre tout à coup sur les siècles passés. Au seul nom de la Grèce, l'enthousiasme se réveille, et nous retrace aussitôt les idées de vertu, de courage, de désintéressement et d'austérité, réunies avec celles de la perfection dans les arts, de la délicatesse dans le goût, et du raffinement dans la volupté : tant l'admiration est capable d'allier les choses les plus opposées ! Pour nous, qui ne nous sommes proposé d'autre objet, en commençant cet ouvrage, que le bien de l'humanité, nous nous contenterons de tout rapporter à cette seule considération ; c'est sur elle uniquement que nous mesurerons nos éloges et nos critiques.

Quelques citoyens se réunissent par la persuasion d'un homme courageux et entreprenant [1] ; bientôt des édifices magnifiques s'élèvent, des vaisseaux in-

[1] Ce fut Thésée qui le premier rassembla à Athènes les peuples répandus dans l'Attique.

nombrables (a) couvrent les mers, le grand roi est insulté, combattu, repoussé. Un grand nombre d'îles riches et florissantes, une étendue immense de côtes, deviennent tributaires ; Athènes, l'aimable et brillante Athènes s'élève sur les ruines de la barbarie, et ses remparts formidables ne paraissent destinés qu'à procurer un asile aux arts et aux talens.

D'un autre côté, un génie ardent, profond, austère, imagine de réformer le gouvernement de son pays. Animé de l'esprit de patriotisme, il forme et exécute le projet extraordinaire d'éterniser l'enthousiasme en le perpétuant de race en race : l'orgueilleuse Sparte élève un front d'airain sur toute la Grèce, et se couvre de ses armes pour ne les quitter jamais.

Que d'exploits mémorables signalent le berceau de ces républiques! Marathon, Platée, Salamine Micale, annoncent leur grandeur future. Dix-sep cent mille (b) hommes ont en vain débarqué dans l Grèce. Il reste deux villes : que dis-je ? il n'en rest plus qu'une; car Athènes est anéantie ou n'exist plus que sur les flots ; et cependant Xerxès est mi en fuite et poursuivi jusque sur un autre continent.

De quels liens précieux et sacrés ne seront pa ues qui viennent de partager entr si glorieux! Partout la tyrannie v

bles ! et du temps de Thémistocle on e pour les forcer à bâtir des vaisseaux.

disparaître ; une sainte association unira tous les membres de la Grèce à ces deux têtes révérées, et la paix fleurira parmi les défenseurs de la liberté.....

C'est ici que nous sommes obligés de changer de langage, et de jeter un second coup d'œil sur les mêmes objets. Peut-être en regardant de plus près, ne verrons-nous dans la république d'Athènes qu'une populace mal organisée, vaine, légère, ambitieuse, jalouse, intéressée, inçapable de se conduire par elle-même, et ne pouvant souffrir dans ses chefs la fortune qu'elle partage avec eux ; pleine de sagacité lorsqu'il s'agit de discuter, et la perdant lorsqu'il faut résoudre ; enthousiaste d'une vaine éloquence, toujours prête à abandonner le fond pour la forme, et les raisons pour des paroles ; un peuple enfin injuste pour ses alliés, ingrat pour ses chefs, et cruel pour ses ennemis. D'un autre côté, si nous revenons sur les Spartiates, et que nous les examinions plus en détail, au lieu d'y voir ce chef-d'œuvre si respectable de la morale et de la politique, nous ne saurons pas seulement comment les qualifier. Est-ce une nation ? Mais ils ne cultivent pas la terre, ils en méprisent les productions (c), et se font un mérite de s'en passer, autant qu'il leur est possible. Est-ce une société? Mais les liens des familles, ceux du mariage, la paternité, l'amour et l'amitié y sont des choses inconnues. Les femmes ne sont liées à leurs

(c) *Et les gerbes de Lycurgue, qui fut si aise de les voir égales.*

maris que d'une manière précaire et incertaine; les enfans n'appartiennent point à leurs pères; la nature est condamnée au silence : une voix impérieuse se fait seule entendre, la patrie possède tout, prétend tout, réclame tout, et cependant elle ne donne, elle n'offre, elle ne promet rien. Qu'est-ce donc que Sparte? Une armée toujours sous les armes, si ce n'est plutôt un vaste cloître. En effet, si l'on considère d'un côté les exercices continuels, les simulacres de guerre, le renoncement absolu aux arts, à l'agriculture (*d*), au commerce; et de l'autre, la discipline austère, les macérations, les réfectoires, les cérémonies publiques, etc. on se croit tantôt dans la forteresse de Spandaw (*e*), tantôt aux Camaldules. C cœur, à moins qu'il ne soit revêtu du triple airain l'érudition, n'est pas saisi de terreur au récit mœurs lacédémoniennes, comme à celui des ar rités des Fakirs ou des Jammabos? (*f*)

Je crois entendre déjà des voix nombreuses ver contre moi, et m'objecter la puissance et la d de cette république. On me l'a fait voir triom d'abord des Perses et ensuite de tous les Gr est vrai qu'on ne me dit pas que les Athéniens seu décidèrent le succès de la guerre Médique, par rathon [1]; victoire dont un vain pr

(*f*) *Ou de la Trappe.*

r que cette victoire n'empêcha
es Perses : mais les Grecs aurai

texte, très suspect en pareille occasion, priva les Lacédémoniens : on n'ajoute pas qu'ils furent vaincus tour à tour par tous les peuples de la Grèce, et même par les moins renommés, à commencer par les Messéniens, et à finir par les Thébains [1] : on se

gagné la bataille de Platée, sans la confiance que ce premier succès leur avait inspirée ?

[1] La guerre des Lacédémoniens contre les Ilotes et les Messéniens dura plus de dix ans avec des avantages balancés de part et d'autre. Cependant les Messéniens n'étaient pas des moines de la réforme de Lycurgue. Thucydide rapporte (Liv. I) que les Ilotes s'étant réfugiés à Ithome, les Lacédémoniens furent obligés d'emprunter le secours des Athéniens pour prendre cette ville. Dans la fameuse guerre du Péloponnèse, les Spartiates furent battus en même temps sur terre et sur mer par Alcibiade. Dans une autre occasion, quarante-sept de leurs galères furent mises en fuite et dissipées par l'Athénien Phormion, qui n'en commandait que vingt (*g*). Trasybule battit également Callicratidas, qui commandait la flotte des Spartiates. Personne n'ignore qu'ils furent totalement défaits à Leuctres et à Mantinée, et que si Épaminondas eût survécu à sa dernière victoire, c'était fait de Sparte. Mais ceux qui exaltent tant l'avantage que les Spartiates obtinrent sur les Athéniens à la fin de la guerre du Péloponnèse, se rappellent-ils que, dans le cours de cette guerre, les premiers firent la démarche humiliante d'envoyer des ambassadeurs demander la paix à Athènes, et même qu'un de ses ambassadeurs eut la bassesse d'avouer que ce n'était qu'au moyen des subsides du roi de Perse que ses compatriotes pouvaient soutenir la guerre ? (Voyez Diodore de Sicile.) Il paraît constant que les succès de

(*g*) *Bravo !*

garde bien d'avouer encore que ce ne fut que par les secours et l'argent des Perses qu'ils vinrent à

Sparte dans la guerre du Péloponnèse peuvent être attribués à ces trois causes : la contagion d'Athènes, l'expédition de Sicile, et le secours des Perses. Or je ne vois nul rapport entre ces trois causes et les réfectoires de Lycurgue.

Quant à l'injustice qui régnait dans la politique de Sparte, c'était une chose si notoire parmi les Grecs, que Polybe, en s'efforçant de rendre les Étoliens odieux par leur mauvaise foi, les compare aux Lacédémoniens. Il cite en cette occasion deux traits qui peuvent encore servir à les faire mieux connaître. Phœbidas, dit-il, étant entré par trahison dans la ville de Thèbes, et s'en étant rendu maître, les Lacédémoniens punirent l'auteur du complot, *mais laissèrent* garnison dans la ville. Après avoir fait publier qu'ils rendraient la liberté à toutes les villes grecques, ils y laissèrent tous les gouverneurs qu'ils y avaient établis. L'élégant abréviateur de Trogue-Pompée ne paraît pas leur avoir été plus favorable. Je citerai, entre plusieurs autres, ce pass (Liv. III, ch. VII), où après avoir raconté comment clès, ayant eu de grands avantages sur les Spartiates, le força à conclure une trève de trente ans, il ajoute : *la haine de ceux-ci ne put reposer si long-temps, et bientôt au mépris des hommes et des dieux* (cum contemptu deorum hominumque), *ils vinrent porter le ravage dans l'Attique* Si l'on consulte Pausanias (Liv. IX; ch. XXXII; liv. X, ch. IX et liv. IV, ch. XVII), on verra pour combien la trahison e la corruption sont entrées dans tous les succès des Spartia

uples connus, sont les premiers qui au
icieux exemple de tenter ses ennemis par de
dre ainsi la victoire vénale.

ns cette note, où la crainte d'être a

bout de subjuguer les Athéniens, leurs anciens alliés (g). Mais quand il serait prouvé que c'est à sa constitution seule que Sparte a dû sa splendeur et sa durée, s'ensuit-il de là qu'une telle constitution ait dû mériter les éloges d'un siècle philosophe et éclairé? Quoi! si elle n'a rendu les hommes ni plus vertueux, ni plus heureux (h), ce qui revient au même; si elle n'a fait le bonheur ni de Sparte elle-même, ni de ses voisins, serons-nous encore assez aveugles pour lui prodiguer notre enthousiasme sur la foi de Xénophon et de Plutarque?

Que si on m'allègue que les Spartiates étaient heureux malgré leur pauvreté et leur austérité, je répondrai que le penchant qu'ont eu la plupart de leurs magistrats pour les richesses et les honneurs, prouve

de paradoxe nous a fait placer plusieurs pièces justificatives, par une observation qui peut avoir quelque importance; c'est que, malgré la sagesse si vantée des lois de Lycurgue et de celles de Solon, tout l'effet qui en a résulté pour les deux plus célèbres républiques de la Grèce, a été de donner à la première un esprit de rapine et de domination, et à la seconde un caractère de vanité et de légèreté qui ne se sont jamais démentis; de sorte que Sénèque les a peintes en deux mots, lorsque, reprochant à Alexandre d'avoir tout fait plier sous ses caprices, il s'exprime ainsi: *Lacedæmona servire jubet, Athenas tacere.*

(g) *Ils se vendaient aux Perses, témoin la retraite des dix mille.*

(h) *Ah! plût à Dieu qu'heureux et vertueux fussent synonymes!*

assez qu'ils ne les méprisaient qu'autant qu'ils ne les connaissaient pas (*i*). Voyez un Pausanias dans l'ivresse même des succès de Platée vendre sa patrie au tyran dont il vient de triompher ; un Lysandre marchandant avec des Satrapes le sort de Sparte et d'Athènes ; un Gylippe qui pille son général et fait connaître à ses compatriotes le vol en même temps que les richesses..... Citoyens humbles et soumis dans leurs foyers, tyrans altiers et ambitieux lorsqu'ils s'en éloignent (*k*), ils ressemblent à ces moines hardis et intrigans, qui après avoir bouleversé des provinces et même des états, se trouvent contraints de rentrer dans leurs cloîtres, où ils se soumettent avec une indignation muette aux lois de l'obéissance et de l'austérité.

Quant à la vertu des Lacédémoniens, ce qui vi d'être dit peut servir à la faire connoître. J'en ap pelle à leurs admirateurs mêmes qui n'ont pu n déguiser l'inhumanité qui caractérisa ce peup qui n'a jamais eu d'exemple dans aucune contrée.

Nous voudrions pouvoir dissimuler qu'il y ait mais eu un gouvernement assez féroce pour se con duire avec les hommes comme l'on a coutume

; les bêtes sauvages qu'on veut détruire lor
ent à se trop multiplier. De même qu
ns des battues de cerfs ou de sangliers,
envoyaient leurs jeunes gens à la cha

(*i*) *Bravo!* (*k*) *Bravo!*

des Ilotes. Dès que ces malheureux devenaient assez nombreux pour donner de l'inquiétude à leurs maîtres, on leur tendait toutes sortes d'embûches, on se cachait derrière les broussailles, on courait les campagnes pendant la nuit, et tous les infortunés qui se présentaient sans défense, étaient aussitôt égorgés (*l*). Ce qu'il y a de plus affreux, c'est qu'il ne faut pas regarder cette atrocité comme une fureur passagère ; elle était passée en usage, et portait le nom de *Kruptia*, du mot grec Κρύπτω qui veut dire *se cacher*. La plume m'échappe des mains en racontant de pareilles horreurs, mais mon indignation tombe bien moins sur les Spartiates que sur les auteurs qui nous transmettent froidement ces faits épouvantables, et s'étendent avec tant de complaisance sur les louanges du peuple barbare qui s'en est rendu coupable (*m*). C'est ce qui m'a fait penser que l'histoire, telle qu'elle est écrite, pourrait bien être une lecture très dangereuse pour les jeunes gens, et surtout pour les jeunes princes. Il me semble que c'est un crime de lèse-humanité que de raconter un fait atroce sans le dévouer à l'horreur de la postérité.

Après de pareils traits, il serait inutile de parler de l'injuste et basse jalousie, qui dès la fin de la guerre Médique porta les Spartiates à empêcher les Athéniens de rebâtir leurs murailles, ni des embûches qu'ils tendirent à l'immortel Thémistocle ; ni des Grecs, Athéniens ou alliés d'Athènes qu'ils firent

(*l*) *Bravo!* (*m*) *Bravo!*

égorger au commencement de la guerre du Péloponnèse; ni du conseil qu'ils donnèrent aux Syracusains de faire mourir toute l'armée athénienne qui avait été forcée de se rendre prisonnière; atrocité dont ils donnèrent eux-mêmes l'exemple, lorsqu'après la bataille d'Ægos-Potamos, Lysandre non content de faire égorger quatre mille Athéniens qui s'étaient rendus à discrétion, défendit qu'on leur donnât la sépulture; sur quoi Pausanias remarque qu'il fut plus cruel envers les Grecs, que ceux-ci ne l'avaient été envers les Perses.

Voilà les vertus de Sparte, voilà la morale de cette république qui fut l'exemple de la Grèce, qui a même tant de fois proposée pour exemple à nos siè corrompus. O philosophie! ô raison! ô huma ne vous introduirez-vous jamais parmi les érudit les politiques?

Il eût été du moins à souhaiter que la c des autres Grecs eût contrasté avec celle de démoniens; mais nous ne pouvons dissimu l'humanité fut une vertu presque généraleme rée parmi ces peuples. Inutilement les arts lettres vinrent-ils fixer leur séjour dans Athè décrets portés contre Mitylène et contre les l

ıonumens de cruauté qı

:ité de notre philosoph

a pu s'accommoder de

est impossible de nier

onde.

massacre des prisonniers était regardé alors comme une chose permise par la loi de la guerre. Les Corinthiens, les Corcyréens et les autres peuples de la Grèce, pour être moins célèbres, ne furent pas moins cruels que Sparte et Athènes [1]. Enfin nous sommes contraints d'avouer que ce qu'on appelle le *bel âge* de la Grèce fut un temps de torture et de supplice pour l'humanité. (o)

Hâtons-nous de prévenir les mauvaises conséquences qu'on pourrait tirer d'un pareil aveu. Eh quoi! me dira-t-on, cette époque dont vous parlez avec tant d'horreur, n'est-elle pas celle des premiers progrès des beaux-arts et des belles-lettres? Si les hommes en s'éclairant n'en sont devenus que plus méchans, qu'espérez-vous pour les temps présens et pour les siècles à venir? quel rapport a donc le progrès des lumières avec la félicité publique?

Peut-être n'est-ce pas encore ici le moment de répondre à ces objections que le lecteur sera en état de réfuter lui-même, s'il se donne la peine d'aller jusqu'à la fin de cet ouvrage. J'observerai pourtant que l'éducation de l'esprit humain en général a toujours une marche lente et graduelle. Les arts agréables, tels que la peinture, la sculpture, l'architecture; les

[1] Au commencement de la guerre d'Épidaure, les Corcyriens, après un avantage remporté sur les Corinthiens leurs alliés, firent égorger tous ceux de leurs prisonniers qui ne se trouvaient pas nés en Grèce.

(o) *Quoi! sous Périclès?*

talens frivoles, tels que la poésie et la musique (p), en occupent l'enfance : le goût de la discussion vient ensuite, et fait régner avec soi la subtilité, la controverse, et cet art dangereux de disputer, que les Grecs appelaient *éristique* [1]; jusqu'à ce que les opinions étant devenues toutes également fausses et également spécieuses, la raison, lasse de flotter dans l'incertitude, se jette du côté du doute et de l'expérience : ce qui forme petit à petit la véritable, et, si on peut parler ainsi, la dernière philosophie.

Je fais ensuite l'application de ce principe, et j'examine quels progrès la philosophie et la politique ont faits parmi les Grecs. Quant à la philosophie, j'ai deux manières d'en juger : en l'examinant en elle-même, et en observant les effets qu'elle a produits sur les peuples.

On sait assez qu'avant Socrate [2] la philos

(p) *Ah! je vois que vous n'êtes ni musicien ni*

[1] Cette subtilité de dialectique est très plaisammer
née en ridicule par Lucien, lorsque, après avoir dit
sophistes soutenaient si bien leurs opinions, qu'il était pe
pétuellement à dire tantôt *oui*, tantôt *non*, suivant qu'
avançaient le pour et le contre, il se compare à ceux q
dorment en voiture, et dont la tête vacillante fait perp
tuellement des signes de négation et d'approbation.

[2] Socrate se vantait d'avoir fait descendre la philosoph
elle était reléguée, pour la ramener sur la ter
venir que, pour cette fois-là, elle ne fit pas b
crois qu'elle aurait été beaucoup plus utile, no
dans le ciel, où elle aurait pu découvrir

avait absolument négligé la morale pour ne se repaître que de vains systèmes, de *cosmogonie* [1] et de *théogonie;* que lors même que le goût de l'école se fut tourné vert la morale, cette science participa encore beaucoup de l'esprit dominant, et ne put jamais parvenir à s'asseoir sur une base solide. Mais si nous jugeons des causes par les effets, comment pourrons-nous qualifier de philosophe un peuple livré à la superstition la plus extravagante [2]; un peuple cruel envers ses ennemis, plus cruel encore

tème planétaire, mais encore sur la surface de la terre, où, à force d'observer, elle serait parvenue sans doute à apprendre quelques vérités physiques, lesquelles auraient été bien plus utiles aux hommes que toute la morale de Platon (*q*). Observons en passant qu'un bien plus grand nombre d'erreurs qu'on ne pense a pris sa source dans l'ignorance de la physique, et qu'il est impossible qu'à la longue une bonne physique n'amène pas une bonne philosophie.

[1] Les Grecs ont eu plusieurs guerres de religion (*r*) avant la guerre du Péloponnèse. Il y en eut une qui eut à peu près le même objet que celle de la Perse par Philippe de Macédoine.

[2] Rien n'est plus ridicule que de voir, au commencement de la guerre du Péloponnèse, Sparte et Athènes, prêtes à se combattre pour le premier rang et la domination de la Grèce, débuter par se faire mutuellement des reproches puérils sur de prétendues profanations.

Eschine, dans sa harangue contre Ctésiphon, rapporte

(*q*) *Cela peut se combattre.*

(*r*) *Ce ne sont point guerres de dogmes ni de culte : il s'agissait de prés et de champs.*

envers ceux que le sort lui a soumis ; un peuple enfin, qui, méconnaissant les bienfaits de la nature, et la manière d'en jouir, cherche tout son bonheur dans sa gloire, et toute sa gloire dans la guerre? Non, si la sagesse est l'art de vivre heureux ; si la philosophie est vraiment l'amour de la sagesse, comme son nom seul le fait entendre, les Grecs n'ont jamais été des philosophes.

Il ne reste donc plus que la science de la politique : il paraît difficile au premier coup d'œil de la refuser à ces républicains célèbres. Mais dût-on nous accuser de témérité, nous n'hésiterons point à dire qu'ils n'en ont jamais eu qu'une connaissance très imparfaite, assez semblable à celle qu'ils avaien la morale et de la philosophie. C'est ce qu'il facile de prouver, soit qu'on envisage la polit dans le rapport des nations entre elles, soit qu' la considère dans le gouvernement particulier chaque peuple. Sous le premier point de vue verrons les Grecs téméraires et inconsidérés donner le projet d'une confédération néce presque aussitôt après l'avoir formée : l'esp tyrannie et d'usurpation s'établir dans les deux principales républiques, sans que celui de l'équilibre soit

temps de Solon, les Acrogallides et les Syriens
mple de Delphes, l'oracle ordonna qu'on
ces peuples, qu'on les réduisit en servitude,
ât leurs terres à Apollon, Diane, Latone
fut exécuté par le conseil de Solo

adopté par les autres; Sparte et Athènes, ambitieuses sans principes, borner toute leur politique à établir à main armée chez leurs voisins, l'une l'oligarchie [1], l'autre la démocratie; la première enfin oublier assez et la justice et ses propres intérêts, pour avoir recours au roi de Perse, et se servir ainsi de ses ennemis pour nuire à ses alliés. (*s*)

Si nous examinons ensuite cette politique intérieure qui décide de la forme du gouvernement, nous verrons que les Grecs y ont mis, comme dans toutes les autres choses, beaucoup plus d'esprit que de raison. Cependant quelque liberté que nous nous soyons donnée en parlant des Spartiates, nous ne

[1] Sparte ne s'est pas contentée d'établir l'oligarchie de préférence à la démocratie, elle a encouru à jamais le reproche odieux d'avoir favorisé la tyrannie; témoin les trente tyrans d'Athènes et la protection qu'elle accorda à Denys le tyran contre les Syracusains.

Nous observerons encore qu'il s'en faut bien que nous soyons les seuls qui accusent ces deux républiques d'avoir donné les premiers principes d'une politique pernicieuse à l'humanité. Il y a long-temps que Salluste l'a dit expressément (*t*) : *Posteà verò quùm in Asiâ Cyrus, in Græciâ Lacedæmonii atque Athenienses cœpere urbes atque nationes subigere, libidinem dominandi caussam habere, maximam gloriam in imperio putare, etc.* in CATIL.

(*s*) *Il semble qu'il prenne à tâche de dénigrer tous les Grecs.*

Trouve donc un peuple qui vaille mieux!

(*t*) *Salluste ne dit point cela expressément.*

pouvons prononcer le nom de Lycurgue sans payer un tribut d'admiration à la sagacité de son esprit et à l'étendue de son génie. Nous ne nierons pas non plus que ses lois ne soient profondément pensées, et qu'il ne règne surtout une unité rare dans toutes les parties de son plan. Mais son projet était-il raisonnable? Je passe sous silence la singulière idée de rendre tout un peuple soldat, et j'accorde que le Spartiate soit élevé uniquement pour les combats, comme Émile pour être charpentier (u); mais s'il ne fait que des guerres défensives pour maintenir sa liberté, ne doit-il pas arriver tôt ou tard que, n'ayant ni murailles, ni défenses locales, il soit subjugué, comme effectivement il pensa l'être après la bataille de Leuctres? Si son courage et sa discipline lui donnent un avantage décidé, n'est-il pas certain que ses conquêtes changeront son esprit, et que peu à peu il prendra les mœurs et les vices des peuples qu'il soumettra [1]? Ne devoit-on pas prévoir aussi qu'un

(u) *Émile vient là bien mal, car il est ridicule de ne faire d'un gentilhomme qu'un charpentier; mais il ne l'est pas de rendre un peuple tout guerrier.*

[1] J'aurai plus d'une fois occasion de répéter qu'un état d'aisance et de tranquillité, une riche agriculture et une industrie active sont le terme auquel tendent tous les états: ce qui me fait comparer la plupart des législateurs à des gens d'esprit qui ayant rencontré une troupe d'hommes sur les chemins, leur ont donné d'excellentes règles pour se conduire en route; mais comme ils n'ont rien prévu pour le jour de l'arrivée, et encore moins pour l'établissement,

jour l'art militaire se perfectionnerait, et que l'argent serait aussi nécessaire à la guerre que le courage? Dans ce cas était-il naturel que Lycurgue comptât que sa république serait soudoyée par des tyrans ennemis de la Grèce? D'ailleurs cette différence entre l'austérité de la discipline à Sparte, et l'aisance dont on jouissait à l'armée; ces rois qui n'étaient rien en temps de paix et qui étaient tout en temps de guerre, ne devaient-ils pas être cause que la république serait engagée dans des guerres difficiles et périlleuses, qui finiraient par la ruiner ou l'asservir? Si l'on m'objecte que les lois de Lycurgue ont été en vigueur pendant plus de six cents ans, je répondrai que les voisins de Sparte ont été pendant très long-temps des peuples peu instruits et mal policés, et que cet exemple n'est pas plus singulier que celui des Iroquois et de beaucoup d'autres nations américaines, qui ont vécu très long-temps sous les mêmes lois. Athènes n'a commencé à être vraiment florissante qu'après la guerre Médique; et de cette époque à la

cette multitude, parvenué au terme de son voyage, s'est trouvée toute déconcertée, et n'a su ni s'y fixer, ni retourner sur ses pas.

Tel est peut-être à présent le sort des colonies anglaises.... Dans ce cas, Locke a été le plus sage des législateurs, comme Lycurgue le plus téméraire. Le premier a stipulé que ses lois pour la Pensylvanie (x) n'auraient de force que pour cent ans; l'autre a, dit-on, sacrifié sa vie pour rendre les siennes éternelles.

(x) *Locke a fait des lois pour la Caroline, et non pour la Pensylvanie.*

bataille de Leuctres il n'y a guère plus de cent ans. Les Thébains, qui dans cette action pensèrent renverser Sparte de fond en comble, n'étaient connus au commencement des guerres antérieures de la Grèce que par le mépris qu'ils s'étaient attiré dans la guerre Médique. Vingt ans se sont à peine écoulés entre la bataille de Mantinée et l'asservissement général de la Grèce par Philippe et par Alexandre son successeur; ainsi l'événement condamne la constitution lacédémonienne plutôt qu'il ne la justifie; en cela, il se trouve d'accord avec la nature qu'elle effraie, et la raison qu'elle ne persuade pas. [1]

Pour Athènes, il est inutile de se mettre en frais pour prouver que son gouvernement était vicieux. Tout le monde a lu Démosthène et Thucydide, deux Athéniens célèbres, qui ont pris tant de soin de nous peindre les mœurs de leur patrie, et qui ont également excellé, l'un par la force, et l'autre par la vérité de son coloris.

[1] Il faut voir ce que dit Polybe (Liv. VI) sur les républiques de Sparte et de Rome. Il prouve que les lois de Lycurgue ne pouvaient s'accorder avec l'agrandissement de la république, quoiqu'elles parussent toutes dirigées vers ce but; au lieu que les Romains pouvaient s'agrandir par les principes mêmes de leur constitution. Or, voilà la seule façon de juger les gouvernemens anciens: si aucun d'eux n'a eu en vue le bonheur des hommes, mais seulement leur puissance, il faut les condamner toutes les fois qu'on les voit renfermer en eux-mêmes un principe contradictoire à la fin qu'ils se proposent.

En général, il paraît que le gouvernement d'Athènes n'a jamais été en grande considération. Qu'est-ce en effet que ce sénat de quatre cents personnes, et ce mélange d'aristocratie et de démocratie, qui établit des distinctions dans les propriétés, sans mesurer l'influence (y) dans les affaires à ces mêmes propriétés? Tout était porté en dernier ressort à une populace, qu'on pouvait assembler et haranguer sans forme et sans précaution.

Il serait inutile de parler des autres peuples de la Grèce; il suffira de dire que leur gouvernement se réduisait à une oligarchie tyrannique, ou à une démocratie tumultuaire, lesquelles dégénéraient toujours en deux factions, celle des grands et des petits, du peuple et des riches.

Si nous ne craignions d'anticiper sur les réflexions que nous devons rejeter à la fin de cet ouvrage, il nous serait bien doux de nous arrêter ici à la comparaison des républiques modernes avec celles des anciens. Quels sujets d'admiration ne trouverions-nous pas dans la sagesse qui préside aux gouvernemens fédératifs de la Suisse et de la Hollande (z); dans la permanence de ces gouvernemens, et surtout dans l'héroïsme qui les a fondés; héroïsme fait pour exciter l'intérêt en même temps que l'admiration, puisqu'il porte sur des sentimens naturels, je veux

(y) *Mesurer une influence!*

(z) *Vrai et beau; mais l'assassinat des De Wit! et le com de Barneveldt!*

dire l'amour de la propriété ou le désir de vivre avec sa femme, d'élever ses enfans, de cultiver son champ et de louer son Dieu de la manière qui plaît et qui convient le plus! (*aa*)

Mais, diront les admirateurs de l'antiquité, nous vous laissons librement nous conduire de raisonnement en raisonnement jusqu'à enlever aux Grecs les deux choses sur lesquelles ils ont été jusqu'ici le plus en possession d'être loués; mais il n'est pas de sophisme assez spécieux pour nous persuader que ces peuples n'ont pas excellé dans la poésie, l'éloquence, la peinture et l'architecture. Or, si vous ne pouvez leur ravir cette louange, êtes-vous fondés à croire qu'ils n'ont pas excellé pareillement dans les parties sur lesquelles vous les condamnez si légèrement?

Cet argument aurait, sans doute, quelque force, s'il fallait juger sur un seul aperçu; mais il tombera de lui-même si nous trouvons la raison pourquoi la perfection des beaux-arts a dû précéder de beaucoup celle des sciences rationnelles (*bb*). Cet objet pourrait seul fournir la matière d'une dissertation; mais il nous suffira d'observer ici : 1°. Que moins les peuples sont instruits, plus ils sont susceptibles d'avoir l'imagination poétique, et que vraisemblablement il n'a manqué qu'une belle langue et une plus grande célébrité à nombre de peuples barbares pour nous transmettre des ouvrages de poésie semblables à

(*aa*) *Bravo!*

(*bb*) *Tout cela peut être combattu.*

ceux des Grecs; témoin les poésies *Erses* [1] (*cc*), celles des Scandinaves, etc. 2°. Qu'il est tout naturel que l'éloquence fleurisse chez un peuple qui est gouverné par des orateurs. En effet, cet art tenait tellement à la nature du gouvernement, qu'il fut poussé à sa perfection à Athènes, et absolument inconnu à Sparte. 3°. Que la grande superstition des Grecs les ayant engagés à bâtir beaucoup de temples, et à ne rien épargner pour ce seul objet, l'architecture de décoration dut faire beaucoup de progrès parmi eux; je dis l'architecture de décoration (*dd*), car on ne voit pas qu'ils aient approché de nos architectes modernes dans l'entente des intérieurs; nouvelle preuve que c'est à la fureur de bâtir des temples qu'ils ont dû leurs progrès dans l'architecture. Quant à la sculpture, on sait assez que la gymnastique seule a suffi pour former d'habiles sculpteurs. Des hommes qui devaient paraître en public tout nus (*ee*), ne pou-

[1] Voici un problème à résoudre pour les littérateurs philosophes. Pourquoi tous les sentimens exprimés dans les poésies *Erses* sont-ils des sentimens nobles et sublimes, tels que l'amour, la gloire, l'honneur, le respect pour les ancêtres, le patriotisme, etc.; tandis que ceux que nous trouvons dans *l'Iliade* sont bas et vils, comme, par exemple, le désir du butin, la plate ambition d'avoir une meilleure part dans les festins, l'acharnement à une vengeance lâche et cruelle, etc.?

(*cc*) *Eh, Fingal! supposé par un Écossais!*

(*dd*) *Faible.*

(*ee*) *Et les Indiens vont tout nus.*

vaient manquer d'avoir le plus grand soin de leurs tailles, et d'en connaître exactement les beautés et les défauts. Il fallait dans les jeux publics, au milieu de la *lutte*, du *pugilat*, du *pancrace*, étudier ses attitudes, et donner autant à la grâce qu'à la force. Quelle école pour les peintres et les sculpteurs! Les modernes n'ont que des visages pour inspirer les arts, je dirais presque les sentimens. Aussi, voyez ce qu'on fait pour eux. Que de peintres de portraits, en bustes, en bracelets, en tabatières, etc. ! Imaginez donc ce que devaient être les sculpteurs Grecs, eux pour qui le visage n'était qu'un objet subalterne et secondaire. (*ff*)

Que le lecteur juge maintenant. Nous nous soumettrons sans peine : car nous assurons que nous ne sommes ni enthousiastes, ni détracteurs de l'antiquité. La seule grâce que nous lui demandons (*gg*), c'est de ne pas regarder ces réflexions comme un hors d'œuvre, et de se rappeler que notre objet étant de considérer les progrès de l'esprit humain relativement à la morale et à la politique, il était d'autant plus important d'arrêter nos regards sur ce peuple célèbre, qu'il nous offre au premier coup d'œil cette triste observation : Que les progrès de l'esprit humain n'ont tourné en aucune façon au profit des peuples (*hh*). Combien ne nous était-il pas nécessaire,

(*ff*) *Le visage fut toujours le premier objet.*

(*gg*) *Grâce difficile à obtenir.*

(*hh*) *A-t-on été plus heureux sous Richelieu que sous Périclès?*

à nous qui fondons toutes nos espérances sur l'avancement de la raison et de la philosophie, d'entrer dans l'examen de ces faits qui paraissent si fort en opposition avec nos principes?

Ce n'est pas, au reste, sans quelque terreur que nous pensons à la manière dont nous venons de parler des Grecs. Outre la crainte que nous avons de déplaire à quelques personnes estimables dont le respect pour l'antiquité n'a point de bornes, nous avons encore celle d'être taxés de ce faux bel esprit moderne qui trouve plus commode de juger que de s'instruire. Mais nous pouvons assurer que, s'il n'était question que des lettres et des arts, nous serions bien plus exposés au reproche de l'enthousiasme qu'à celui de la satire. Nous nous empressons de dire en cet endroit ce que nous aurons peut-être occasion de répéter un jour: c'est que nous ne saurions trop nous étonner de la *fausse route*, si nous pouvons parler ainsi, que nous faisons journellement dans nos études, en laissant de côté les sources de nos connaissances pour nous attacher à des imitateurs très imparfaits. On sent que je veux parler de la préférence que nous donnons à la littérature latine sur la littérature grecque (ii). Que de temps nous employons à apprendre un langage mêlé et à demi

(ii) *Et si les Romains ont mieux écrit; si toutes les métamorphoses inventées en Grèce ne peuvent être lues que dans Ovide; si les Grecs n'ont rien d'égal aux* Tusculanes *et à* la Nature des dieux.

barbare, au lieu de nous instruire dans une langue si métaphysique et si raisonnée, qu'on peut la considérer elle seule comme une introduction à toutes les sciences! Quelle surprise (*kk*) serait-ce pour Cicéron lui-même, qui avait fait ses études en Grèce, et qui depuis avait rassemblé une bibliothéque immense, toute composée de livres grecs, si, rev- dans le monde, il voyait que nos jeunes gens dient sa propre langue de préférence à celle maîtres!

(*kk*) *Et quel plaisir!*

CHAPITRE V.

Quelle a été la condition humaine parmi les Grecs, et en général parmi les nations connues pendant cette seconde époque ?

INUTILEMENT avons-nous avancé dans l'histoire, si nous n'y cherchons que des sujets de consolation pour la triste humanité. Loin de la voir s'éclairer sur ses propres intérêts, nous trouvons que la confusion et le désordre augmentent partout. Cette heureuse et respectable Égypte, sur laquelle nous avons arrêté nos regards avec complaisance, asservie désormais aux lois d'un étranger, partage avec l'Asie le malheur de vivre sous le despotisme le plus cruel. La Grèce ne paraît être divisée dans un si grand nombre d'états différens que pour prêter, si l'on peut parler ainsi, plus de surface à la guerre et à la calamité : car c'est une chose digne de remarque que la division des souverainetés multiplie les désastres sur la terre (a). Nous pourrions assurer hardiment qu'il n'y a pas une des petites républiques de la Grèce, qui, dans un période de cinquante années, n'ait éprouvé plusieurs révolutions dont la moitié de ses citoyens a été la victime; qu'il n'y en a point non plus qui, dans le même espace de temps, n'ait vu

(a) *Quoi! voudriez-vous que le monde obéît à un intendant et à ses subdélégués ?*

ses terres ravagées par les guerres ; enfin que nul homme de ces villes malheureuses n'a atteint le terme ordinaire de la vie, sans détester le moment où il l'avait reçue. [1]

Je ne sais si l'on a fait assez d'attention à ce vice inhérent aux petits états. M. Rousseau a dit que partout où les citoyens seraient assez nombreux pour qu'il fût nécessaire de rendre le gouvernement représentatif, il n'y aurait pas de vraie liberté [2] (*b*). Pour moi, je pense qu'il n'y aura de liberté solide et durable, et surtout de félicité, que parmi les peuples chez lesquels tout se fera par représentations (*c*). Voyez cette petite république où chaque citoyen est tout, parce que l'état n'est rien; où tantôt il revêt la toge et tantôt la cuirasse : politique inconsidéré, juge incapable, soldat indocile (*d*), il est toujours en proie aux factions ou exposé aux fureurs de la guerre; tandis qu'une vaste société réunie par les mêmes intérêts, et sous les mêmes lois, trouve le repos

[1] Diodore de Sicile parle (Liv. xv.) d'une révolution arrivée à Argos dans la cent deuxième olympiade, dans laquelle, après plusieurs cruautés exercées de part et d'autre, le parti dominant fit conduire au supplice douze cents citoyens. (*e*)

[2] Voyez le *Contrat social*. (*f*)

(*b*) *Il a dit une sottise pour les grands états.*

(*c*) Et moi aussi.

(*d*) *Vrai.*

(*e*) *Serrez, serrez.*

(*f*) *Insocial.*

dans le partage qu'elle fait de ses travaux. Là, le militaire n'est jamais chargé de la défense de l'opprimé, ni le magistrat de celle des remparts; le laboureur cultive en paix, tandis que le juge veille et que le guerrier combat; et si ce dernier semble porter tout le fardeau public, il en est amplement dédommagé par les salaires et les honneurs. Pour une pareille société, la paix a cent fois plus de charmes, et la guerre cent fois moins d'horreurs. L'étendue du domaine, les précautions prises pour en défendre l'accès, semblables à une force centrifuge, repoussent sans cesse la guerre vers les frontières (g); et de même que les affaires intérieures se traitent par représentations, les débats de la guerre ont aussi des représentans qui se chargent de les vider. Lorsque Athènes, au commencement de la guerre du Péloponnèse, voulut mettre assez de troupes sur pied pour faire face à ses ennemis, on fut obligé d'employer les vieillards et les enfans à la garde de la ville. Tous les citoyens, même ceux qui étaient répandus dans les terres de l'Attique, furent contraints de s'y renfermer; ce qui occasionna cette fameuse contagion dont plus de la moitié du peuple fut la victime. Tout ressentit donc au premier instant les plus grands malheurs de la guerre; et tandis que la France était occupée aux guerres de 1733, de 1741 et de 1757, il n'y eut tout au plus que la centième (h)

(g) *Vrai.* (h) *Millième.*

partie de ses habitans qui en partageât le danger; de vastes provinces jouissaient encore du calme le plus serein, et des millions de laboureurs ignoraient même dans quelle partie du monde on combattait.

Ajoutez à ces avantages la douceur des mœurs et l'aisance de la vie que les peuples ne peuvent guère conserver qu'à la faveur des troupes réglées, c'est-à-dire des représentans de la nation à qui le soin de la guerre est confié (*i*). Car si l'expérience n'a que trop prouvé, dans tous les temps, que le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple est d'être subjugué, il est certain qu'on ne saurait trop s'appliquer à se rendre supérieur à tous ses voisins. Il est encore certain qu'on ne peut y parvenir que par une éducation toute militaire (*k*), de façon que pour être soldat un seul jour de sa vie, chaque citoyen est obligé de l'être dès sa naissance. De là l'obligation de n'avoir que des mœurs militaires en tout temps; et quelle destinée pour les hommes de passer toute leur vie comme la veille d'un combat! L'usage d'entretenir des armées sur pied pouvait seul remédier à cet inconvénient. Au moyen de cet arrangement, devenu général, les peuples peuvent être heureux
s'affaiblir ni s'amollir; parce que la discipline
outient dans les armées, où les principes d'hon-
r et de courage doivent se conserver dans un

(*i*) *Ah! voyez si le danger n'est pas plus grand que le remède.*

certain degré d'exagération, sans lequel ils ne peuvent guère subsister. [1]

Nous avons vu que le despotisme avait chassé la félicité du sein de l'Asie, et même d'une partie de l'Afrique; et que la Grèce, dans son plus bel âge, ne fut qu'un théâtre de sanglantes révolutions. L'histoire ne présente donc plus d'autres objets à nos réflexions que les nations phénicienne et carthaginoise. On n'a guère parlé de la première qu'à l'occasion de son commerce et de ses colonies. Il y a toute apparence que ce peuple actif et propagateur de l'industrie, se conduisit sur de beaucoup meilleurs principes que les Grecs. Mais le voisinage des Perses le tint toujours dans une trop grande dépendance pour que son gouvernement prît une certaine consistance.

Quant aux Carthaginois, quelques éloges qu'Aristote ait prodigués à leurs lois, nous ne pouvons croire qu'un peuple dont l'avarice a été si insatiable, la politique si jalouse et si cruelle, la religion si superstitieuse et si atroce, ait connu le véritable bonheur. La pensée seule s'épouvante de ces sacrifices humains où l'on voyait des mères barbares précipiter elles-mêmes leurs enfans dans les flammes. Un philosophe (*l*) lisant un jour le passage de la Genèse, où il est écrit que Dieu *a fait l'homme à son image*,

[1] Majores nostri bella gesserunt; nos, tributa dependimus ne bella patiamur. PAUL. OROS. *Hist.*

(*l*) *Fontenelle.*

s'écria sur-le-champ que l'homme le lui avait bien rendu (m).... On peut presque toujours juger d'un peuple par son culte : quand ce culte est simple et modeste, le peuple est actif et industrieux; quand il est solennel et fastueux, le peuple est vain et frivole; quand il est triste et rigide, le peuple est farouche, ardent et opiniâtre.

Nous ne parlerons point des Scythes, non plus que des Indiens et des Chinois, parce que nous ne pourrions nous fonder que sur des conjectures ou sur des récits fabuleux. Nous savons seulement que la vie des Scythes ressemblait fort à celle des sauvages. Diodore de Sicile fait de grands éloges des Indiens; mais comme il y ajoute la description d'une île (n) qui n'a jamais existé, et d'autres choses incroyables ou démontrées fausses, il est clair que pour rendre son histoire complète, il n'a pas été assez scrupuleux sur les mémoires dont il a fait usage.

Nous nous contenterons donc de terminer ce chapitre par une réflexion bien naturelle, et qui paraît cependant avoir échappé aux partisans de l'antiquité. C'est que le seul esclavage a suffi pour rendre la condition humaine en général cent fois pire qu'elle n'est à présent (o). En effet, on aura beau dire à un philosophe que les trente mille personnes qui se sont

(m) *Il y a trois mille ans qu'on a dit cela en très beaux vers.*

(n) *L'île Panchaie, célébrée par Virgile :*

.... *Turiferis Panchaia pinguis arenis.* (Georg. II.)

(o) *Bien vrai.*

partagé entre elles une contrée, telle, par exemple, que la Laconie, ont été des hommes robustes, bien braves, bien fiers, qui n'étaient occupés toute leur vie qu'à s'exercer aux combats; s'il vient à apprendre que ces trente mille personnes ont réduit plus de six cent mille (*p*) de leurs semblables à une condition cent fois pire que celle des bêtes de somme, il détournera les yeux de dessus ce peuple, et ne le regardera plus que comme le fléau et l'opprobre de l'humanité. Or, je ne crois pas exagérer si j'avance qu'en prenant les villes et les campagnes, le rapport des hommes libres aux esclaves n'était pas en Grèce d'un à quatre [1] : et quels étaient pour la plupart ces esclaves? Des hommes nés libres, des hommes élevés dans l'abondance et la prospérité, qui, ayant été faits prisonniers, ou dans les combats ou par des corsairés, étaient vendus ensuite au profit des vainqueurs. On sait jusqu'où s'étendaient les droits du maître sur les esclaves. La prostitution des deux sexes en faisait partie [2]. Qu'on se figure quel serait de nos jours le sort d'un officier ou d'un magistrat, qui, réduit à travailler aux ouvrages les plus vils, verrait pendant ce temps-là sa femme et ses enfans obligés de servir aux débauches d'un maître insolent. On

(*p*) *Le compte n'est pas juste.*

[1] A la bataille de Platée, chaque Spartiate avait sept Ilotes avec lui.

[2] Je ne sais quel auteur a dit: *Impudicitia in ingenuo, crimen est; in servo, necessitas; in libero, officium.*

n'imagine pas qu'il se trouvât personne qui eût assez de courage ou assez de lâcheté pour supporter une pareille destinée. C'est pourtant ce qui est arrivé souvent parmi les anciens, et surtout parmi les Grecs. J'insiste sur cette différence entre des esclaves achetés chez quelques nations pauvres et à demi sauvages, et ceux que le sort des armes a réduits à cette affreuse condition. Car, nous l'avouerons avec confusion, notre âge n'est pas encore totalement exempt de ce reproche que nous faisons à l'antiquité; mais quoiqu'on ne puisse assez gémir de ce que l'avarice a conservé parmi les peuples de l'Occident, ce que la barbarie et l'ignorance ont établi et maintenu dans l'Orient, nous observerons pourtant : 1°. Que l'esclavage n'est plus connu chez les chrétiens, si ce n'est dans les colonies. 2°. Que les esclaves sont tous tirés d'une nation très sauvage et très brute, qui vient elle-même les offrir à nos négocians. 3°. Que si la raison et la philosophie s'écrient qu'il fallait traiter l'esclave comme l'Européan (*quamvis ille niger, quamvis tu candidus esses*), il est cependant vrai que la grande dissemblance de ces malheureux avec nous rappelle moins les sentimens d'humanité, et sert à entretenir le préjugé barbare qui les tient dans l'oppression. 4°. Que si ces esclaves ont été traités avec une cruauté très condamnable, l'expérience a prouvé bien des fois que jamais la douceur et les bienfaits n'ont pu ôter à cette nation son caractère lâche, ingrat et cruel; qu'il y a même tout

lieu de croire que si les esclaves des colonies avaient été des Européans, ils seraient déjà rentrés dans leur droit de citoyen, comme les serfs de notre gouvernement féodal ont peu à peu recouvré la liberté civile; enfin que le nombre des esclaves est bien moins considérable de nos jours, puisqu'il est borné aux seules colonies à sucre, et que sur plus de cent millions de chrétiens qui existent à présent, on ne compte assurément pas un million (*q*) d'esclaves, tandis que sur un million de Grecs, il y avait plus de trois millions de ces infortunés. [1]

(*q*) *Nos serfs mainmortables ont peut-être une condition plus triste, parce que, jouissant de la liberté de leur corps, ils n'en sentent leur assujettissement qu'avec plus de peine. Il y a plus de trente millions de ces esclaves chrétiens.*

N. B. *Jésus-Christ n'a jamais parlé d'abolir l'esclavage.*

[1] Si l'on est curieux de connaître la manière dont les anciens philosophes pensaient sur l'esclavage, il faut lire les chap. III, IV, V et VI *des Politiques* d'Aristote. On y trouvera que la servitude est juste et ne l'est pas; qu'elle est quelquefois « naturelle sans être légitime, et légitime sans être « naturelle; qu'il est dans l'ordre que le moins parfait serve « le plus parfait; que c'est ainsi que les animaux doivent « servir les hommes, et les femmes obéir à leurs maris; que « dans le cas où la force seule a réduit les peuples en captivité, l'esclavage est juste sans l'être d'une façon absolue, « parce qu'encore que ce soit la supériorité de vertu qui « fonde l'autorité, il n'est jamais dans la nature que les « nobles soient réduits en esclavage; mais que s'il est des « nations nobles, il en est d'autres qui ne le sont pas; que « parmi les barbares, les nobles ne sont tels que relative-

CHAPITRE VI.

Des Romains.

Il est à présumer que le lecteur, déjà instruit de l'objet que nous avons en vue, ne s'est pas attendu à trouver dans nos recherches un ordre scrupuleusement chronologique. Une fois introduits parmi les Grecs, il nous a été impossible de les quitter sans avoir porté des regards avides sur ces nombreuses merveilles que tous les siècles ont admirées, et qu'il nous était si nécessaire de réduire à leur juste valeur. Nous avons osé dire que ce qui paraît beau n'est pas toujours bon; et considérant l'antiquité comme les personnages qu'elle produisait sur la scène, nous avons levé le voile d'Agamemnon pour laisser voir l'esclave

« ment à leurs concitoyens; au lieu qu'il est des peuples qui « sont nobles partout.... ». En voilà assez pour faire connaître en quelles mains étaient déposés autrefois les droits sacrés de l'humanité. Mais ce qui est encore plus ridicule que barbare, c'est qu'Aristote se proposant de prendre une famille pour le modèle des sociétés politiques, trouve que cette famille primitive est composée essentiellement de trois parties, dont la première est le maître et l'esclave, comme si la nature avait formé, au commencement, des êtres de deux espèces différentes, les uns pour être maîtres, les autres pour être esclaves. Il n'est pas besoin de dire que les deux autres parties intégrantes de la société sont le mari et la femme, le père et les enfans.

qui représentait le roi des rois. Il nous faut maintenant revenir sur nos pas et recommencer une tâche non moins difficile.

Tandis que les Grecs perfectionnaient les lois, érigeaient des temples et disciplinaient les armées, l'Italie nourrissait dans son sein un peuple qui devait détruire leur gouvernement, renverser leurs édifices, et triompher de leurs phalanges. De même que Démosthène, ayant mis l'ambition aux prises (a) avec la nature, ne voulut paraître dans la tribune que lorsqu'un travail long et opiniâtre l'eût assuré du succès; de même Rome, barbare dans son origine, humble dans son principe, et lente dans ses progrès, avait employé quatre siècles entiers à s'instruire dans l'art de vaincre et de dominer. Sans doute qu'il n'est point de travail plus digne d'un philosophe que d'examiner quels sont les principes qui ont pu conduire une simple cité à ce comble, ou, pour mieux dire, à cet excès de gloire et de prospérité : mais les événemens connus ne sont pas toujours en proportion avec les causes connues, et il arrive souvent aux écrivains politiques d'en user comme les anciens astronomes qui expliquaient, qui annonçaient même assez bien les phénomènes, en leur assignant des causes absurdes. D'ailleurs quand il serait vrai que nous eussions découvert les véritables sources de la grandeur des Romains, qu'en résulterait-il pour nous qui ne voulons pas savoir comment on devient

(a) *Trop énigmatique.*

grand, mais seulement si en devenant grand on devient plus heureux? Que serait à nos yeux cette découverte, sinon celle d'un large et magnifique chemin, mais qui ne nous mènerait pas où nous voulons aller?

Si le gouvernement romain doit être recommandable à la postérité, ce n'est pas lorsque, borné dans l'enceinte d'une ville, il lui prescrivait une police ou lui préparait une défense : c'est sans doute lorsque Rome commença à dominer en Italie, et qu'elle soumit toutes ses belles contrées, sinon à ses lois, du moins à ses principes, à sa discipline; c'est encore, lorsque, après s'être étendue sur toute la Méditerranée, elle joignit à son empire la Sicile, la Sardaigne et l'Espagne; c'est surtout au moment où, maîtresse de l'Afrique, elle parvint à donner des lois à l'Asie. Or, si dans ces fastueuses époques les hommes ont été plus libres et plus tranquilles, si la tyrannie a été abolie, si le droit de la paix a été plus sacré et celui de la guerre plus humain, si les champs ont été mieux cultivés, si le commerce a multiplié les liens qui unissent les nations entre elles, admirons avec tous les siècles passés, et ne cessons d'étudier la politique d'une nation qui, commençant à travailler à sa propre félicité, se trouve, par la seule perfection de son gouvernement, par la seule énergie attachée à sa constitution, en état de dicter des lois à la barbarie, d'enchaîner l'ambition, enfin de s'assimiler l'univers entier dont elle aurait été la

bienfaitrice et le modèle. Mais si rien de pareil n'est arrivé, si les Romains, loin de triompher par l'ascendant des vertus, n'ont prévalu que par le crime, et ne se sont établis que sur les ruines du monde; qui nous empêcherait de les juger avec autant de rigueur que ces Grecs aussi braves, aussi héroïques, mais plus aimables qu'eux?

Il semble, en effet, que dès que l'histoire ancienne a quitté la Grèce pour ne s'occuper que de Rome, elle prenne un caractère austère et dogmatique. Les fables mêmes sur lesquelles elle est obligée de jeter les fondemens de son vaste et imposant édifice, ont je ne sais quoi de triste et de sauvage, et ce sombre coloris se fait apercevoir jusque dans les récits du bon Plutarque, qui n'est plus le même lorsqu'il vient à parler des Romains. C'est que l'histoire de ce peuple n'ayant commencé à être écrite que cinq ou six siècles après sa naissance, eut cet avantage particulier d'être une, de former un tout, et de lier l'idée de l'état le plus brillant de la république avec celle de son origine. C'est ainsi que l'auteur dramatique, l'esprit déjà prévenu des grands événemens qui doivent se passer dans sa tragédie, prend dès son exposition un ton grave et majestueux, et fait pressentir dans son début la solennité de sa catastrophe; artifice ingénieux, toutes les fois qu'il s'agit d'émouvoir et d'intéresser les hommes, mais qui ne peut convenir à l'auteur impartial et philosophique, qui, se dévouant tout entier à la vérité, ne voit

dans l'ornement qui la décore qu'un voile odieux qui en cache la beauté.

Sans doute il est important de la voir dans tout son jour cette vérité si sainte et si respectable : c'est surtout lorsque, par une habitude anciennement contractée, les faits ont usurpé le pouvoir de la raison, et que chaque événement érigé en exemple entraîne avec lui une moralité fausse ou vraie. Alors rien n'est indifférent dans l'étude de l'histoire, et la critique va de pair avec la philosophie. Nous regrettons sincèrement de n'avoir pas de notions pl
taillées et plus sûres sur l'origine de la rép
romaine, persuadés qu'elles pourraient jeter qu
ques lumières sur les objets importans que nous de-
vons soumettre à nos réflexions. Qu'un roi d'Ass
ait porté un nom ou un autre, qu'il ait régné un
ou un mois, c'est une question qu'on peut ab
donner aux érudits de profession ; mais que R
ait dû sa naissance à une colonie de Latins
lement à une troupe de fugitifs et de briga
ses fondateurs aient conservé dans leurs
institutions civiles et religieuses le ca
Troyens, dont ils descendaient par Éné
des Grecs dont ils tiraient leur origine
ou qu'on ne découvre en eux que les pr
siers qui dûrent prévaloir parmi des brigai
, et des aborigènes à de
de la fondation de Rome le
é mixte, c'est-à-dire compo

monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, ou que le peuple, trop abject pour avoir part aux affaires [1], ne fût regardé que comme un vil troupeau qu'on rassemblait au son du cornet, et qu'on traitait

[1] Gian-Battista Vico a soutenu cette opinion dans un livre intitulé: *Principi di scienza nuova intorno alla comune natura delle nazioni;* il a été suivi par M. Duni, dans un ouvrage plein de sagacité et d'érudition, qui a pour titre: *Origine e progressi del cittadino Romano*, et par M. l'abbé Bignon, dans son *Histoire critique du gouvernement romain.* Nous exposerons en peu de mots les raisons sur lesquelles ces auteurs ont fondé leur système. En partant d'un fait avoué par tous les historiens, que Romulus ouvrit un asile à tous les fugitifs qui voulurent s'établir dans sa ville naissante, ils vont plus loin, ils supposent que cette ville ne fut peuplée dans le principe que de vagabonds et de gens sans aveu; et s'attachant à Plutarque de préférence aux auteurs latins, ils prétendent que Romulus, pour donner quelque forme à cette colonie, fut obligé de faire un triage; qu'il sépara d'abord les hommes qui étaient nés libres (*ingenui*) et dont on connaissait les pères, qu'il les nomma patriciens, et qu'il en forma une classe à part dont il tira les sénateurs; tandis que les esclaves fugitifs, les bandits, les gens sans aveu formèrent la populace (*plebs*), et n'eurent aucune part au gouvernement; que non-seulement la législation, mais la religion appartenait exclusivement aux patriciens, qu'eux seuls pouvaient adopter ou rejeter les lois, qu'eux seuls aussi avaient le droit de faire les sacrifices, de diriger les cérémonies religieuses, et même d'y participer; que les patriciens affectèrent de mêler les droits civils et religieux, afin de faire une espèce de monopole des uns et des autres; qu'ils se réservèrent celui de prendre

comme des esclaves; c'est ce qui ne peut être indifférent aux yeux de quiconque veut chercher dans l'histoire le fil caché qui seul peut conduire à des vérités importantes.

les auspices, et que tout acte public ne pouvant être fait sans auspices, le peuple se trouva éloigné non-seulement de la magistrature, mais même du droit d'hérédité et de tous les droits domestiques, qui ne pouvaient s'acquérir que par un mariage religieux précédé des auspices; que ce mariage, fait suivant toutes les règles, s'appelait *connubium* ou *nuptiæ*, et n'appartenait qu'aux patriciens; que les mariages du peuple n'étaient qu'une simple cohabitation en vertu d'un consentement réciproque, et s'appelaient *matrimonium*; qu'ils ne donnaient ni le droit de tester, ni aucun de ceux que les lois romaines attribuaient aux pères de famille, etc.

De toutes ces suppositions, les mêmes auteurs concluent qu'on n'a rien entendu jusqu'ici au gouvernement romain, dans lequel ils ne voient aucune trace de démocratie, du moins pendant les trois premiers siècles. Comme ce paradoxe, qui a été soutenu avec beaucoup d'esprit et d'érudition, ne tendrait à rien moins qu'à faire envisager l'histoire romaine sous un point de vue tout nouveau, et à détruire les fondemens sur lesquels les meilleurs auteurs ont établi leur doctrine et leurs raisonnemens, nous n'avons pas cru devoir les négliger, et nous avons pensé que du moins une partie de nos lecteurs nous sauraient gré de rassembler ici quelques-unes des objections qu'on peut y opposer.

1°. Tite-Live, Denys d'Halicarnasse et tous les auteurs qui ont écrit sur l'histoire romaine, s'accordent à dire que le peuple (*plebs*) eut le pouvoir de créer des magistrats et de faire la paix et la guerre : or, c'est une grande témérité

Avouons-le cependant, quelques découvertes qu'on fasse dans ce genre, il est difficile d'en tirer des résultats d'une grande utilité. Quand on aura bien examiné, bien constaté la constitution primi-

que de prétendre être mieux instruit que ces auteurs, ou une grande subtilité de vouloir tirer de leur propre narration des résultats contraires aux leurs. (*b*)

2°. Denys d'Halicarnasse dit positivement que lorsque Horace eut poignardé sa sœur, le jugement de ce crime atroce fut renvoyé au peuple. Tite-Live s'exprime en termes à peu près équivalens.

3°. Dans la supposition que le peuple de Rome fût si vil et si méprisé, comment peut-on expliquer que les Sabins se soient unis aux Romains par une convention libre, sans se réserver aucune distinction, aucun privilége? car on ne dira pas que chez les Sabins le peuple n'était encore qu'un vil ramas de bandits et d'esclaves fugitifs : d'ailleurs Denys d'Halicarnasse nous apprend (Liv. II) que, même avant cette réunion des deux peuples, la cité de *Médullie*, colonie de celle d'Albe, s'était unie aux Romains et identifiée avec eux, et personne n'ignore que plusieurs familles romaines faisaient remonter leur origine jusqu'aux Troyens; ce qui prouve encore qu'un certain nombre de familles illustres parmi les Albains suivit Romulus, et combat cette opinion, tout au moins exagérée par Plutarque, que Romulus voulant former un sénat, eut de la peine à trouver des hommes qui connussent leurs pères. Voyez à ce sujet Carolus Sigonius, *de Republica romana*, et Cantelius, *de Familiis romanis*.

4°. Denys d'Halicarnasse dit que Servius-Tullius partagea les terres conquises entre les citoyens qui, n'ayant rien à

(*b*) *Mais les Romains ont douté aussi.*

tive de cette république si célèbre, qu'y trouvera-t-on en dernière analyse? Une simple police : l'arrangement intérieur d'une cité. Je prie le lecteur de donner quelque attention à ces paroles. Il me semble

eux, étaient obligés de travailler de leurs mains; de sorte qu'après cet arrangement, il n'y eut plus à Rome que des propriétaires et des esclaves. Or, le même auteur, voulant justifier Servius-Tullius d'avoir affranchi un grand nombre de ces derniers, nous apprend avec assez de détail ce que c'étaient que les esclaves chez les Romains. Il dit qu'ils étaient tous composés ou de prisonniers faits à la guerre et vendus au profit du fisc, ou des esclaves même des ennemis, lesquels faisaient partie du butin : d'où il résulte deux choses importantes. 1°. Que chez les Romains la guerre était l'unique source de l'esclavage. 2°. Que cette race serve et dépendante des grands, telle que quelques auteurs nous l'ont dépeinte, n'a jamais existé à Rome. Il est encore d'autres passages si décisifs, qu'on ne saurait assez s'étonner qu'ils aient échappé à nos critiques. Tel est celui de Tite-Live, où cet auteur, racontant les tumultes qui précédèrent la retraite du peuple sur le mont Sacré, s'exprime ainsi : *Civitas secum ipsa discors intestino inter patres plebemque flagrabat odio....;* et plus bas : *Magno natu quidam cum omnium malorum suorum insignibus se in forum projecit.* Or ce citoyen d'une grande naissance, qui montrait les blessures qu'il avait reçues en combattant, et les coups dont il avait été meurtri dans l'esclavage des patriciens; cet infortuné qui sut intéresser tout le peuple en sa faveur et l'armer contre les grands, que pouvait-il être qu'un plébéien?.... Voilà donc, dès l'année 260 de la fondation de Rome, un plébéien que Tite-Live, partisan outré de l'aristocratie, qualifie pourtant d'homme d'une grande naissance. Il est

qu'elles renferment une idée neuve, et qu'elles jettent un grand jour sur la politique.....

Sur la politique *! Ce mot qui vient de se trouver au bout de ma plume sert encore à prouver la vérité que je vais développer : c'est que tous les gouvernemens de l'antiquité, si l'on excepte les grandes monarchies anciennes dont on ignore l'origine, doi-

sûr que quelque modification qu'ait reçue l'esclavage chez les anciens, jamais les esclaves n'ont été regardés comme peuple, comme partie intégrante de l'état. On peut voir dans Athénée des recherches assez curieuses sur cet objet. Il distingue plusieurs sortes d'esclavages; comme lorsqu'une nation se soumet entièrement à une autre; lorsqu'un peuple émigrant demande des terres à cultiver, ou lorsqu'un peuple vainqueur en abandonne aux vaincus à certaines conditions onéreuses, ce qui se rapporte assez à la servitude féodale; mais il ne parle nulle part de cette demi-servitude, de cet état mitoyen entre la liberté et l'esclavage qu'on suppose avoir existé dans les trois premiers siècles de la république. Voyez Deip. liv. vi, ch. vii.

5°. Il paraît que ce n'est que par induction que M. Duni a pensé, ainsi que Brisson, que les auspices étaient absolument nécessaires pour les mariages. On sait seulement que ces cérémonies se faisaient par la *confarreatio* (partage d'un gâteau sacré) et par la *coemptio* (espèce d'achat fait par le mari); mais on ne voit nulle part qu'elles aient été exclusivement le partage des nobles. Voyez Brisson, *de Ritu nuptiarum*, et Heineccius, *Ant. Jur. Rom.* liv. ii, tit. x.

6°. Il y a une équivoque palpable dans l'usage que M. Duni

* Πολιτικὴ, *regendæ civitatis scientia*, de πόλις, qui veut dire *ville*.

vent leur naissance à une ville, à une cité : et si l'on veut y réfléchir, on verra que les choses n'ont pu se passer autrement. En effet, les hommes n'ont été connus sous le nom de peuple que lorsqu'ils ont eu des lois pareilles, des usages communs, des dépendances mutuelles qui les ont réunis, qui ont, pour ainsi dire, attesté leur identité. Or, les hommes n'ont eu besoin de lois et de conventions que

a fait des harangues de Tite-Live, particulièrement de c
de Canuleius. M. Duni voudrait faire entendre que les
buns demandèrent pour le peuple le *connubium*, c'es
dire le droit de se marier comme les patriciens; mais part
où ce mot se trouve seul, il est clair que Tite-Live a so
entendu *cum plebe*, c'est-à-dire que le tribun de
qu'il fût permis aux plébéiens d'épouser des
Il n'en résulte donc pas que les plébéiens ne s
mariés avec les mêmes cérémonies que les patr
7°. Il y a tout lieu de croire que Romulus ét
ville un gouvernement analogue à celui des
car l'esprit d'imitation a régné de tout temp
les réformateurs comme Lycurgue, lesque
dans un cas différent, parce que les réformes
pour fondement des abus existans, l'esprit
alors du côté opposé, et cherche les contrai
semblables. Qu'opposer enfin au témoignage
tous les latins, jusqu'à Sénèque lui-même, qui
ant des lumières qu'on peut tirer de
nent à l'histoire, qu'on y trouve ce fait in
on appelait des rois au peuple? encor
me tous les historiens romains ont ét
, et favorables à l'aristocratie.

lorsqu'ils ont été rassemblés en grand nombre dans un petit espace (c). Car plus ils sont disséminés sur la surface de la terre, plus ils sont occupés à se procurer leur subsistance, soit par la chasse, soit par la culture, moins ils ont besoin de législation, *et vice versâ*, plus ils sont réunis, plus les points par lesquels ils se touchent sont multipliés, et plus ils sont contraints de recourir aux traités et aux conventions. De là il résulte que le premier besoin de toute société a été la *police*, et que tous les gouvernemens ont commencé par n'être qu'une simple *police*. C'est ici surtout que le langage sert à expliquer les faits, et non les faits à expliquer le langage. Πολιτεῖα chez les Grecs, *civitas* chez les Romains, ne signifiaient dans leur origine que le gouvernement d'une ville, quoiqu'ils aient désigné ensuite tout ce qui appartenait à l'administration en général: et de nos jours encore, le terme de *police* peut s'entendre du gouvernement des hommes par opposition à celui d'administration, qui désigne plutôt le gouvernement des propriétés. (d)

Peut-être m'objectera-t-on que la guerre est la première source de l'autorité, et par conséquent du gouvernement : mais je répondrai, que si la guerre a été longue et l'armée nombreuse, le gouvernement de cette armée aura encore appartenu à la *police;*

(c) *Pourquoi pas en plusieurs villages, comme chez les Celtes ?*

(d) *Trop fin.*

et que si la guerre a été bientôt terminée, le premier objet du vainqueur, le premier fruit de la paix aura été une société paisible, et la possibilité pour les hommes de vivre ensemble sans être inquiétés. Dans ces deux cas, la *police* se sera donc établie ou dans un camp, ou dans une ville naissante. Si l'on voulait étendre ces considérations jusque sur les animaux, on verrait que, de même que la société des bêtes féroces et indépendantes, qui trouvent aisément leur nourriture, est la plus imparfaite de toutes (e), de même la fourmilière et la ruche des abeilles sont les plus beaux exemples de police que nous offre la création. Tout concourt donc à prouver que les premières conventions ont été faites pour une multitude, et qu'elles se sont borné pour ainsi dire, à des lois de *juxta-position*.

Loin de penser que ces vérités aient besoin d plus long développement, nous craignons plu qu'elles ne paraissent trop simples et trop tri si nous ne nous hâtons d'en montrer l'in en faisant observer les contradictions q entre ces principes de tout gouvernement que tout gouvernement doit se propose

En effet, que sont les hommes sur l enfans à la mamelle, obligés de presse nourrir. Que sont les hommes d transplantées, des êtres dé s, s bles à cette multitude d'

(e) *Trop fin, et peu utile.*

croscopiques, qui, s'agitant en tout sens et se précipitant sans cesse les uns sur les autres, ne semblent être nés que pour le mouvement. (*f*)

N'en doutons pas, l'agriculture devait être le premier objet des législateurs, et la propriété le principe de l'agriculture. La nature n'accordant rien qu'à des sollicitations réitérées, ses premiers bienfaits furent achetés, et les premières dépenses, soit en argent, soit en travail, auraient dû fonder le premier droit de propriété. La perfection de la culture n'eût pas manqué d'amener l'abondance et la variété des productions, d'où serait venu le commerce, et par le commerce les richesses. Alors la nécessité des marchés publics, la convenance des lieux situés sur le bord des rivières ou sur le rivage des mers, auraient donné naissance aux cités. Mais celles-ci, regardées comme le dernier produit ou la simple conséquence du gouvernement agraire, auraient reçu de lui leurs formes et leurs lois. Les paisibles cultivateurs n'auraient pas négligé d'y faire régner leurs principes salutaires. Ces hommes, attachés à la glèbe par intérêt et par habitude, auraient fait de la conservation la base de leur politique, et le mot de *gloire* n'aurait peut-être été connu dans aucun langage. Mais le contraire est arrivé.

Soit que les premiers habitans de la terre se soient trouvés placés par la nature dans ces lieux privilégiés, où ses bienfaits sont et plus communs et moins

(*f*) *Satire un peu frivole.*

nécessaires; soit que la force, ayant eu d'abord plus de moyens de s'exercer, ait su bientôt prévaloir sur le travail; soit enfin que la marche de la population ait toujours été plus rapide que celle de l'industrie, nous ne voyons pas que les états aient dû leur origine à des cultivateurs, mais plutôt à des brigand et à des vagabonds (g). De là il est arrivé que villes ont été les premiers rudimens des nations, que le gouvernement de police a servi de princip la constitution des états.

Nous l'avons déjà dit : l'origine des anciennes narchies nous est inconnue; mais sans porter regards inutiles dans la nuit des temps, arrêto nous un moment sur les progrès de la pop dans cette partie du monde qui donna si des lois ou des exemples à toute la terre.

Que Danaüs, que Pélasge, Inachus et P été, ou non, les premiers fondateurs de ques, il n'en est pas moins vrai que peuplée par des colonies venues de l'Égypte (h); il n'en est pas moins vrai Sparte, d'Athènes, de Corinthe, d'Arg sortirent toutes les grandes villes de la la Sicile. Or, suivez les progrès de cett us verrez s'élever autant de rép s : et si jamais quelques-uns de

! les Indiens, les Chinois, les , les Arabes, etc.?

(h) *Quoi! personne en Grèce auparavant?*

mens se réunissent et paraissent former un système politique, c'est par une simple union fédérative, telle que celle des Amphyctions, des Étrusques et des peuples du Latium. D'un autre côté, si ces riches minières de l'espèce humaine, si ces vastes monarchies orientales ont succombé sous les efforts des républiques naissantes, que sera-t-il resté sur la terre, sinon les vestiges du seul gouvernement auquel les vainqueurs avaient obéi? Corinthe donna naissance à Syracuse, Tyr à Carthage, Troie à Albe, et Albe à Rome. Joignez à ces noms fameux ceux de Sparte et d'Athènes, et vous aurez les principaux rôles qui ont paru sur la scène du monde.[1]

Que ces philosophes estimables qui s'efforcent de ramener l'homme de tant de jeux frivoles ou de spéculations oiseuses à ces deux objets importans, son aliment et son bonheur, ne s'étonnent donc plus si le plan d'un gouvernement fondé sur l'agriculture et sur la propriété territoriale est une idée toute neuve qui n'existe encore que dans l'opinion ou sur le papier. Mais s'ils veulent se rendre raison de notre ignorance dans une matière si intéressante, qu'ils

[1] Atheniensis in Asia turba est. Miletus LXXV urbium populum in diversa effudit : totum Italiæ latus quod infero mari alluitur major Græcia fuit : Tuscos Asiæ sibi vindicat : Tyrii Africam incolunt : Hispaniam Pœni : Græci se in Galliam immiserunt, in Græciam Galli : Pyrenæus Germanorum transitus non inhibuit : per invia, per incognita versavit se humana levitas. SENEC. *Consol. ad Helviam matrem.*

s'en prennent aux erreurs innombrables qui ont été commises par ce gouvernement de police, irréconciliable ennemi de la propriété. Ils y verront des convulsions perpétuelles, des censures, des réformes, des partages de terre, des distributions de grains, des taxes arbitraires, des amendes excessives, enfin la propriété compromise dans toutes les querelles politiques. Alors ils s'apercevront aisément que toutes les fois que les changemens de la constitution de l'état sont liés nécessairement aux changemens dans les fortunes, les querelles, les séditions doivent être beaucoup plus fréquentes; et qu'au contraire, lorsque les factions ne disputent entre elles que pour des priviléges et des dignités, il est beaucoup plus facile de les apaiser que si elles attaquaient aussi leurs propriétés mutuelles. (i)

Si l'administration municipale, si de simples régimes de police ont été les premiers gouvernemens de tous les peuples, il est clair qu'on ne doit point s'attendre que leur origine rende raison de leurs progrès. Ainsi ce serait inutilement que nous chercherions dans le berceau des états les germes de leur grandeur, et surtout que nous nous flatterions de trouver sur quelques collines entourées de murailles les principes d'une monarchie universelle.

Un jeune ambitieux, las d'attendre la succession de son aïeul, et peut-être même de voir sa légitimité

(i) *Hélas! Ubicumque calculum ponas, ibi naufragium invenies.*

révoquée en doute, propose de fonder un nouvel établissement. Il obtient aisément des secours, et trouve encore le secret de débaucher quelques-uns de ses compatriotes. On choisit un lieu convenable; on élève des maisons contiguës, pour être plus à portée de se secourir mutellement : on forme une enceinte qu'on entoure de murs et de fossés : à peine a-t-on fini de s'établir, qu'on songe à prendre quelques arrangemens intérieurs. Le fondateur, qui ne s'est attiré des compagnons que par l'espoir de la liberté et de l'égalité, ne peut tout d'un coup s'ériger en maître; mais en même temps la part qu'il a eue au projet et à l'exécution lui donne une grande considération, et le constitue chef de l'état naissant. Les pères de famille, les hommes les plus apparens, forment un conseil qui doit traiter de toutes les affaires; mais la décision des plus importantes est renvoyée à l'assemblée générale de tous les colons. Bientôt on songe à se mettre en état de défense, et même en mesure d'attaquer ses voisins. On distribue les nouveaux habitans en différens corps, on forme de l'infanterie et de la cavalerie, et cette milice bourgeoise devient le modèle de l'armée. Le désir d'acquérir de nouvelles forces engage à ne pas se rendre scrupuleux sur les recrues; un asile est ouvert à tous les aventuriers, et surtout aux esclaves fugitifs, article bien important alors, et qui pouvait être la source d'une population immense. Mais comme cette admission d'étrangers de toute espèce n'a encore pro-

curé des colons que d'un sexe (*k*), on imagine un projet qui se sent bien de la morale introduite parmi de tels citoyens. Les femmes des peuples voisins sont enlevées contre toutes les lois de l'hospitalité. Ce peuple arme pour les recouvrer; au moment de la vengeance, les offensés se laissent désarmer; les deux nations s'unissent par un traité solennel, et (ce qu'il y a de plus extraordinaire) religieusement observé. La ville augmente et la police se perfectionne. A un roi législateur succède un prince belliqueux, qui est suivi à son tour par des rois militaires. La nation devient guerrière, mais elle est entourée de nations guerrières, et l'avantage ne paraît se décider pour elle qu'en raison de la capacité de ses chefs; bonheur qui dépend de la fortune, et qui ne peut être encore l'effet de sa constitution politique, etc. etc.

Jusqu'ici j'ai beau considérer les progrès de la république romaine, je ne puis leur assigner que deux causes : l'une est due au hasard qu'il faut toujours mettre pour beaucoup dans toutes les affaires humaines, c'est la capacité des rois et la longueur des règnes [1]; l'autre appartient davantage à la politique, et c'est le principe de population établi par

(*k*) *Mais il y a quelque apparence que les esclaves femelles sont venues avec les mâles.*

[1] Hæc est prima ætas populi romani, et quasi infantia quam habuit sub regibus septem, quadam fatorum industria tam variis ingenio, ut reipublicæ ratio et utilitas postulabat. FLOR. liv. I, ch. VIII.

Romulus, et suivi par ses successeurs; principe d'après lequel les Romains se firent une loi de transporter dans leur ville tous les peuples vaincus, au lieu de les réduire en captivité, comme c'était l'usage alors. Voilà la véritable source de la grandeur de Rome; voilà ce qui fit que deux cent cinquante ans après sa naissance, elle contenait cent trente mille citoyens [1]. Quant à son gouvernement, quelle idée pouvons-nous en concevoir lorsque nous voyons le peuple assez vil pour gémir si long-temps et si patiemment sous le joug d'un tyran tel que Tarquin-le-Superbe? En effet, si la jeunesse romaine n'eût pas été fatiguée d'une guerre longue et pénible, si la plus affreuse tragédie ne fût pas arrivée à propos pour remuer les esprits de la populace, Rome serait devenue ce qu'a été Syracuse, le jouet des tyrans et le théâtre des révolutions.

Mais les rois ont été chassés; la liberté s'est assise à leur place. La liberté..... Quelle liberté! la tyrannie n'a fait que passer des mains du roi dans celles des grands. Le peuple regrette ses premières chaînes; il se plaint et n'est point écouté; réduit enfin au dernier désespoir, il ne trouve que dans l'excès même de ses maux, le courage nécessaire pour les finir. L'établissement du tribunat assure l'effet de la loi

[1] Ou, suivant le calcul de Denys d'Halicarnasse, cent quarante mille âmes. (*l*)

(*l*) *Mais les bornes de l'état étaient donc déjà très reculées. Il fallait nourrir cent trente mille citoyens au lieu des trois mille de Romulus; plus, apparemment, cent trente mille esclaves.*

Valeria. Le peuple respire; mais à peine cesse-t-il de craindre, qu'il devient formidable. Ici tout change d'aspect, et l'histoire du gouvernement romain n'est plus que celle des progrès de la démocratie. Les plébéiens se confondent avec les nobles par les mariages, et Rome démocratique dans le fait, n'est plus aristocratique que dans l'opinion : car c'est une chose remarquable que jamais la politique romaine n'a été en proportion avec la constitution du gouvernement, de manière que le peuple a régné par la terreur lorsqu'il n'a pas eu de priviléges, et que la noblesse a régné par la considération lorsqu'elle a perdu ses premiers droits. [1]

Maintenant, je demanderai à ces politiques subtils qui voient tout dans Rome, comme Malebranche voyait tout en Dieu (*m*), quelle époque, quel instant de cette fluctuation perpétuelle ils saisiront pour faire du gouvernement romain le modèle qui doit être suivi par toutes les nations.

Peut-être cette question les embarrassera-t-elle un peu; cependant ils peuvent l'éluder en quelque façon. Nous convenons, diront-ils, que la constitution de la république romaine n'a jamais eu de principes bien fixes; mais au moins ne pouvez-vous faire un pareil reproche à sa politique. Cet esprit de discipline, cette perfection dans l'art de la guerre, ce

[1] Pendant la seconde guerre Punique, presque toutes les dignités furent entre les mains des patriciens.

(*m*) *Plaisanterie très déplacée.*

système suivi de pouvoir et d'agrandissement, déposent assez en faveur des principaux ressorts du gouvernement. De si grands effets décèlent une cause puissante..... (n)

Ici je dois demander grâce pour un scepticisme dont je ne puis me dissimuler la témérité, si toutefois le doute peut jamais être téméraire. Les Romains, il est vrai, ont, suivant le rapport des historiens romains, triomphé de leurs voisins presque toutes les fois qu'ils les ont combattus; mais pour juger de ces grands avantages, rappelons-nous qu'ils ont fait la guerre près de quatre cents ans (o) avant que de soumettre la seule ville de Veïes [1]; et attendons, pour apprécier cette supériorité romaine, que nous ayions lu dans les historiens volsques, eques, samnites et étrusques les mêmes faits que Tite-Live a racontés. Encore n'en est-il pas besoin; cet auteur lui-même avoue quelque part que pendant un long espace de temps, les Volsques ont au moins balancé les succès des Romains. Nous ne rappellerons pas ici les histoires trop connues (p) de Por-

(n) *Oui.*

(o) *C'est parce que Rome fit toujours la guerre, qu'elle finit par tout dompter. Ses voisins ne furent pas toujours en armes contre elle.*

[1] Il semble qu'après un siége de dix ans, ils ne sont venus à bout de la réduire, que par la faute qu'elle fit de se donner un roi et de se séparer de la confédération latine, qui ne put lui pardonner cette défection.

(p) *Et suspectes.*

senna, de Coriolan, et du Gaulois Brennus; mais nous nous contenterons d'observer que si Horatius-Coclès était tombé par malheur de la blessure qu'il reçut au genou; si la mère de Coriolan était morte quelques années plus tôt, et enfin si Manlius-Capitolinus avait dormi un quart d'heure de plus, c'était fait de la maîtresse du monde. (q)

Je ne puis m'empêcher d'arrêter encore un moment l'attention du lecteur sur cet objet. Je veux qu'il juge avec moi de la frivolité de ces lieux communs, si souvent répétés par les auteurs qui ont écrit sur les Romains. Quoi de plus ordinaire que d'entendre dire que l'esprit de conquête était l'âme de leur gouvernement (r)? L'esprit de conquête chez un peuple qui a été trois cent soixante ans sans s'aviser de fa un siége! Chez un peuple qui ne faisait que guerres de représailles ou de brigandages; chez peuple qui n'avait jamais imaginé enfin qu soumettre ses ennemis, il fallût s'emparer de la teresses! Ne sortons pas de la place p Rome pour connoître les ressorts de son ment, et ne cherchons que dans les di peuple et des grands la source de tous l qui causent notre surprise. D'abord, le gnant le peuple animé par ses tribuns.

si de tout. Si Alexandre étai éphale, il n'eût pas détrôné De de conquête eut d'abord pour te l'univers.

de l'envoyer (s) à la guerre : mais comme le soldat devait se pourvoir de vivres à ses propres dépens, les campagnes ne pouvaient être longues. Les diversions que la guerre faisait aux affaires publiques n'étaient que passagères, et le peuple revenait de ces batailles plus fier, plus incommode que jamais. Ce fut alors qu'on s'avisa de prolonger les guerres et de faire des siéges. Il fallut pour y parvenir se déterminer à donner une paye aux troupes. Les patriciens firent de bon cœur le sacrifice de leur contingent, et l'envoyèrent d'eux-mêmes au trésor public; mais les tribuns n'en furent pas les dupes : ils démasquèrent cette fausse générosité, et firent voir quel piége était caché sous cette bienfaisance apparente.

Que résulte-t-il de tout cela? c'est qu'il se fait dans nos jugemens une réaction des effets sur les causes, et des causes sur les effets; c'est-à-dire que nous sommes portés, par exemple, à juger de la constitution d'un gouvernement sur quelques faits éclatans qui nous inspirent du respect; et que d'un autre côté, pénétrés de cette idée, nous jugeons ensuite la plupart des événemens suivant celle que nous nous nous sommes formée de leur principe. Or je considère la raison humaine comme armée de deux instrumens, la contemplation [1] et l'expérience. Ce sont les seuls qui puissent lui servir à creuser dans le chaos

(s) *De le mener.*

[1] *Théorie*, qui vient du mot grec θεωρία, ne signifie autre chose que *contemplation.*

des opinions pour y trouver la vérité. Mais, si au lieu de les perfectionner, elle se hâte de les employer concurremment, il arrivera que, se heurtant sans cesse l'un contre l'autre, ils seront émoussés avant que d'avoir pu lui servir. (t)

Une chose étonnante, c'est que les hommes se sont presque toujours mépris dans l'usage de ces deux instrumens. La physique a été soumise à la contemplation, et la politique à l'expérience. Les lois de la nature ont été fondées sur des rêves ingénieux; celles de la société sur des faits particuliers. Les cruautés d'un tyran ont fait proscrire la monarchie; un mauvais succès, une erreur dans les conseils, a fait abandonner la démocratie; l'abus du pouvoir ou des richesses a décrédité l'aristocratie; quelque crime commis envers une personne chérie, a établi l'extrême rigueur des peines; une représaille dictée par la colère a fondé le droit de la guerre. Ainsi les hommes augurant toujours (u) de ce qui arrivera demain, par ce qui est arrivé hier, ont gâté l'instrument de l'expérience et abandonné tout-à-fait celui de la méditation.

Combien différente ne devait pas être la marche de nos connaissances (x)! L'astronomie, la physique, l'histoire naturelle, nous ont pour ainsi dire prodigué les données des problèmes qu'elles nous ont offerts. Nous n'avons donc eu qu'à ordonner l'*équation*,

(t) *Un peu subtil.* (u) *Non.*

(x) *Celles de Newton ou d'Archimède, etc.*

qu'à arranger, qu'à nombrer. (y) Une seconde étude s'offrait ensuite à nos recherches, c'était la *zoologie* ou la connaissance des êtres dans leurs espèces, ou dans les individus, qui conduisait à la médecine philosophique, c'est-à-dire à la science de conserver les hommes dans le plus grand bonheur possible, en employant également les moyens physiques et moraux; je dis moraux : car qui doute que la morale ne soit une branche de la médecine? Ici la quantité des faits était immense; mais l'inconvénient de la variété compensait l'avantage de la multiplicité. Dans ce cas l'expérience devait être timide, et le doute conduisant sur ses pas l'expectation, la pratique ou la science mise en action n'aurait été employée qu'avec beaucoup de réserve. A ces études succédaient naturellement celles du gouvernement, c'est-à-dire des corps politiques, de ces agrégations organisées, qui, sous le nom d'*empires* et de *républiques*, présentent un nouvel ordre d'êtres moraux. Or, qui ne voit du premier coup d'œil que ces corps politiques étant en très petit nombre, et cependant pleins de variétés et d'accidens particuliers, sont de tous les objets de nos recherches ceux qui se dérobent le plus aux lumières de l'expérience? (z)

(aa) De ces réflexions que nous ne faisons qu'indiquer à nos lecteurs, il semble naître tout d'un coup

(y) *Étranger à la question.*

(z) *Je doute que cela plaise aux lecteurs.*

(aa) *Trop étranger.*

un nouveau système de science inconnu jusqu'ici. L'examen de la nature, de ses lois fixes, immuables et nécessaires, serait le premier fondement de toute doctrine, l'*initium sapientiæ*. De ces premières notions de la nature, on passerait à ses principales productions, et ensuite à son action circonscrite et individualisée; l'*andrologie*, ou la connaissance de l'homme en général, servirait de base à la médecine physique et morale, et de cette science naîtrait la politique (*bb*), qui ne serait que le résultat de toutes les autres. Ce serait alors qu'on aurait une véritable *Physiocratie*, un gouvernement fondé sur les forces de la nature, et sur l'énergie de son action.

Dans un siècle moins éclairé, avec des esprits moins accoutumés aux nourritures les plus substa tielles, je devrais m'excuser de cet écart philoso phique et surtout de la forme concise et abstrait que j'ai donnée à ces réflexions : (*cc*) mais je n'ig pas que l'instruction est tellement répandue d jours, que les auteurs ne peuvent presque mer d'autre avantage sur leurs lecteurs, qu pensé plus long-temps qu'eux à la cho écrivent. (*cc*) Je trouve même que rien n'es pour celui qui compose un ouvrage que qu'il est assis près d'un homme d'esprit qu dement toutes ses pensées, dont l'attenti dont les regards l'encouragent, près d

(*bb*) *La médecine qui fait naître la politique!*

(*cc*) (*cc*) *Bon, et très neuf.*

il se sent plus fort, plus sûr de lui-même. (cc) C'est dans cette confiance que je me crois dispensé de développer comment il résulte de ce que nous avons dit, que d'un côté les hommes n'ont jamais appuyé sur une base solide les principes qu'ils ont adoptés sur la politique; et que de l'autre, il s'en faut bien qu'il y ait assez de faits dans cette science pour qu'elle soit soumise à l'expérience, ou si l'on veut à la doctrine de l'exemple.

Mais revenons aux Romains, et rappelons-nous ce que nous avons dit plus haut de l'erreur qui nous porte à juger des faits, plutôt d'après quelques préjugés antérieurs que sur l'examen de ces faits en eux-mêmes; nous reconnaîtrons bientôt à quel point la vanité des Romains, l'adulation des Grecs, et l'enthousiasme de la postérité se sont efforcés de donner du relief à l'enfance de la république (dd). C'est ainsi qu'après que Servius-Tullius eut été élevé de l'état d'esclave à la dignité royale, on assura qu'on avait vu autrefois une flamme céleste descendre sur son berceau.

Cette disposition ne paraît nulle part d'une manière plus frappante que dans l'opinion qu'on s'est formée de la milice romaine. En effet, on ne se contente pas de lui donner les éloges qui lui sont dus, mais on veut encore nous faire oublier qu'elle n'atteignit à son dernier degré de perfection que du temps des Scipions; et ce que les Romains n'appri-

(dd) *Qu'importe ?*

rent qu'à force de fautes et de mauvais succès, on veut le faire passer pour une suite nécessaire de la sagesse de leur gouvernement. [1]

Je m'étonne que personne ne se soit encore avisé

[1] Comme l'objet de cet ouvrage ne me permet pas d'entrer dans aucun détail sur la milice romaine, je ne donnerai ici qu'un seul exemple des erreurs qu'on a commises à ce sujet.

Parce qu'on a vu que les Romains, vers le temps des guerres Puniques, se formaient en bataille, l'infanterie rangée en échiquier sur trois lignes, et la cavalerie sur les ailes, on a cru que telle avait été leur ordonnance dans tous les temps. Mais je suis en état de prouver que, pendant les quatre premiers siècles de la république, la cavalerie fut toujours placée en réserve. Parmi le nombre d- faits qui déposent en faveur de cette opinion, je me c tenterai de rapporter ceux-ci : Tite-Live, en parlant d' grande bataille que Fabius livra aux Samnites, dit qu consul ordonna à sa cavalerie de charger, mais qu'elle ca autant de désordre parmi les siens que parmi les e *Equites ducibus tribunis ante signa evecti, hau hostibus quam suis præbuerunt tumultus*. Or, c *ante signa evecti*, qui mettaient le désordre da terie comme dans celle des ennemis, que pe- sinon une troupe en réserve (*ee*) qui charge valles de cette infanterie? J'omets nombre de batailles, où l'on suppose que le consu cavalerie de se couler derrière la ligne po les flancs de l'ennemi; ce qu'elle n'aurait faire dès le commencement de l'action, si el sur les ailes, et ce qu'elle n'aurait jamais pu

(*ee*) *Pourquoi pas avant-garde plutôt que réserve?*

de comparer la quantité de batailles que Tite-Live a fait gagner aux Romains avec le petit nombre de véritables succès qu'ils ont eus pendant quatre cents ans. Je m'étonne encore qu'on ne forme pas quelque

cavalerie ennemie eût observé le même ordre; mais je remarquerai que la première fois que Tite-Live parle de cet ordre de bataille si souvent employé depuis, c'est à l'année 440 de la fondation de Rome. Il dit, en parlant des Samnites : *Itaque in aciem procedunt equitibus in cornua divisis*. Le soin qu'apporte l'auteur à décrire cette disposition ne prouve-t-il pas assez qu'il en a trouvé peu d'exemples jusque-là? Voici un autre passage qui nous apprend que l'infanterie ne combattait pas en échiquier, et qui sert encore à prouver l'opinion où nous sommes que la cavalerie était placée en réserve. Le dictateur Marcus-Valerius, allant au secours d'un corps avancé, marcha dans l'ordre qui suit : *Prima incedebant signa legionum, ne quid occultum aut repentinum hostis timeret, sed reliquerat intervalla inter ordines peditum, qua satis laxo spatio, equi permitti possent.* On voit par là que, d'un côté, la légion ne conservait pas toujours des intervalles, car alors l'historien se serait contenté de dire qu'on les avait augmentés; et, de l'autre, que la cavalerie n'était point placée sur les ailes, car si elle s'y fût trouvée dans cette occasion, un ordre si nouveau aurait donné à penser aux ennemis, et leur aurait annoncé une charge rapide (*quid repentinum*). Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'on n'ait pas été conduit à ces observations par la nécessité dont elles sont pour expliquer certains passages qui, sans cela, doivent paraître absurdes. On voit la cavalerie romaine tantôt prendre l'ennemi en flanc ou en queue, et décider ainsi la victoire; tantôt mettre pied à terre pour rétablir le combat. Or, il est ridicule de dire que les

doute sur l'authenticité de l'histoire, lorsqu'on voit l'historien assez exact pour ne jamais omettre le détail d'une seule action; lorsqu'on peut comparer cette attention scrupuleuse avec celle qu'il emploie

Romains, étant mauvais cavaliers, préféraient quelquefois de combattre à pied, puisqu'on voit souvent qu'ils décident le succès d'une bataille en chargeant à cheval. Mais qu'arrivait-il? C'est que lorsque les ennemis avaient trop bien appuyé leurs flancs pour craindre d'être tournés, et que, dans la première charge, leur infanterie avait fait plier celle des Romains, les consuls, voyant qu'ils n'avaient ni le temps ni la facilité de faire une diversion sur les ailes, ne manquaient pas d'ordonner aux cavaliers de mettre pied à terre; et, faisant en même temps ouvrir les manipules, ils menaient cette réserve *ante signa*, c'est-à-dire au *front* ' *bandière*.

Quant à la milice romaine en général, voici, après mûr examen, le meilleur jugement que j'en puisse port Pendant près de cinq siècles, elle n'a eu qu'un avant médiocre sur celle des peuples voisins, et l'infant même jamais eu de supériorité marquée, pre les batailles que les Romains ont gagnées l'a des charges de cavalerie. Je sais que cette vé connue; mais je prie les militaires de lire ' attention, et je suis sûr qu'ils seront de mon : peut-être plus surpris encore s'ils ouvrent V *de Milit. inst.*, d'y trouver que, jusqu'au tem des Cimbres, arrivée vers le milieu du septiè république, on n'avait pas encore imaginé d soldats l'art de l'escrime, si nécessaire dans les hommes se battant corps à corps, l'adr vidus faisait la force des armées. Du reste

à rapporter toutes les harangues ; lorsqu'on remarque surtout une certaine uniformité dans les descriptions, qui avertit le lecteur instruit que la variété des ordres de bataille a eu pour limite la tactique de l'auteur, et non les possibles de la guerre. Quoi ! après tant de batailles gagnées par la gauche, par la droite, par le centre, au bout de trois cent soixante années de guerre, Veïes n'est pas encore prise ! Veïes soutient un siége de dix ans ! (remarquez que ce rapport avec Troie est très suspect) et au bout de ce temps elle ne doit sa perte qu'au génie supérieur d'un seul homme ! Et quel homme encore ! le libérateur, le réformateur de sa patrie, l'immortel Furius Camillus ! Que dirai-je des Samnites qui soutiennent contre Rome une guerre de quarante ans ; des Gaulois qui en ont presque toujours triomphé, malgré les efforts des historiens pour déguiser les faits et même pour les altérer ?[1]

n'avaient nulle connaissance de la guerre de campagne, ni des stratagèmes d'aucune espèce : de façon que lorsque Annibal employa la ruse, et que sa cavalerie Numide eut pris l'avantage sur celle des Romains, ce ne fut plus pour eux qu'une suite de défaites, toutes plus humiliantes les unes que les autres. Enfin, il ne paraît pas que les auteurs romains qui ont écrit du temps que la république existait encore, et avant que la flatterie fût parvenue à son comble, aient jamais eu de prétentions aux louanges excessives qui furent prodiguées depuis à leur nation : témoin cet aveu de Salluste : *Sciebam.... facundia Græcos, bello Gallos, ante Romanos fuisse.* BELLUM CATIL.

[1] Il est manifeste que l'histoire de l'arrivée de Furius

Mais enfin, me dira-t-on, Rome est devenue la maîtresse du monde, et si vous attaquez ainsi son gouvernement et sa milice, que restera-t-il donc pour rendre compte de ses prodigieux succès?

Je répondrai à cette objection : premièrement, que celui qui mesure un édifice ne prétend pas pour cela le renverser, et que si j'ai pensé que l'enthousiasme a trop donné à la politique des Romains, je n'en suis pas moins porté à révérer mille choses admirables dont ils nous ont laissé l'exemple. Secondement, je dirai que tandis que les érudits les plus profonds et les génies les plus brillans ont donné toute leur attention à chercher dans Rome même la source de sa grandeur, on a trop négligé l'examen des causes extérieures qui pouvaient y contribu comme si pour juger de la force d'un levier il fallait pas aller à l'extrémité et connaître la ré tance. C'est une omission dont j'accuserai plu ticulièrement le célèbre Machiavel [1] et l'illustre

Camillus, lorsque les Romains étaient prêts de s n'est qu'une fable inventée par l'orgueil ou pa Le chevalier Folard l'a réfutée avec succès *mentaires sur Polybe*, quoiqu'il ait encore m gnage de Diodore de Sicile, qui est absolum ceux de Tite-Live et de Plutarque, et l'auto qui met ces propres paroles dans la bouch *Capti à Gallis fuimus*. Voyez Tacit. *Annal.* li

[1] Machiavel, en composant ses admirables première Décade de Tite-Live, ne parait poin à développer le système de l'agrandissement

tesquieu, parce que l'un et l'autre n'auraient pas manqué de porter dans ces observations tout le feu de leur génie et toute la sagacité de leur esprit: mais puisqu'ils ont négligé cet objet, essayons d'y jeter quelques lumières, et premièrement considérons l'Italie en elle-même.

Rien ne pouvait être plus favorable à l'établisse-

romaine. Aussi M. le président de Montesquieu a-t-il regardé cette tâche comme nouvelle. Mais son ouvrage répond-il au titre qu'il lui a donné? à peine emploie-t-il soixante pages in-12 aux réflexions qu'il se permet sur les cinq premiers siècles de la république; et j'avoue que quelque génie qu'on aperçoive dans ses réflexions, elles paraissent si vagues, si détachées, qu'elles ressemblent à des notes marginales écrites sur le même ouvrage dont Machiavel a fait le commentaire. Pourquoi ne pas consulter les anciens eux-mêmes? Qui voudra les lire avec *attention* et *intention*, y trouvera le germe de toutes les idées auxquelles une longue étude nous fait parvenir lentement et laborieusement. J'en citerai pour exemple un passage de Florus, où cet auteur, dans sa manière précise et rapide, me paraît développer suffisamment et la marche et les causes des progrès de l'empire romain: *Liber jam hinc populus romanus, prima adversus exteros arma pro libertate corripuit; mox pro finibus; deinde, pro sociis; tum pro gloria et imperio, lacessentibus assidue usquequaque finitimis: quippe cui patrii soli gleba nulla, sed statim hostile pomœrium, mediusque inter Latium et Tuscos, quasi in quodam bivio collocatus, omnibus portis in hostem incurreret; donec quasi contagione quadam per singulos itum est, et proximis quibusque correptis, totam Italiam sub se redegerunt.* Liv. 1, ch. IX.

nent d'un état quelconque que la position où s'est trouvée l'Italie à la mort de Tarquin-le-Superbe; c'est-à-dire lorsque la république romaine a commencé de prendre une certaine consistance. En effet, les choses étaient arrangées de façon que les nations qui habitaient l'intérieur des terres étaient assez belliqueuses pour exercer le courage des Romains, mais trop barbares encore, trop incultes pour trouver le moyen de les soumettre; tandis que les peuples qui vivaient sur les bords de la mer étaient à la fois riches et policés, mais trop amollis pour se rendre redoutables. Ainsi l'Italie se trouvait partagée entre des nations indigènes, encore barbares, et des colonies grecques chez lesquelles le commerce et l'industrie avaient déjà conduit le luxe et la corruption

Les Romains, vainqueurs de leurs voisins les plus proches, dûrent donc l'être en même temps de toute l'Italie. On se rappelle la faiblesse de Capoue, [illegible] pusillanimité des Tarentins; mais on doit s[illegible]ler aussi que si Pyrrhus, moins inconstan[illegible] vague dans ses projets, ou plutôt plus im[illegible]ment intéressé à la liberté de l'Italie, av[illegible] vigoureusement la guerre (*ff*), Fabricius [illegible]être été le dernier héros dont Rome a[illegible]

Une fois maîtresse de l'Italie, que [illegible]me pour le devenir du monde entier [illegible]evoir la possibilité? Carthage l'en fit

(*ff*) *Que pouvait-il faire de mieux que de gag[illegible]tailles?*

et ne parut se mesurer avec elle que pour lui faire connaître ses forces. En effet, quelle puissance les Romains avaient-ils à redouter? Était-ce la Sicile partagée entre plusieurs petites républiques (gg) et plusieurs petits tyrans? Était-ce les Illyriens, nation méprisable qui vivait de piraterie? l'Épire occupée à se défendre de la Macédoine, ou la Macédoine elle-même engagée dans toutes les querelles des Grecs, et devenue à son tour le théâtre des révolutions? Toutes les forces de l'Europe avaient passé en Asie, et la puissance s'y était fixée de nouveau, comme dans son séjour natal.

Il ne restait donc en Occident que la seule Carthage : mais qu'était en elle-même cette puissance de Carthage? Ce qu'est de nos jours celle des Anglais (hh) dans l'Amérique et dans l'Inde; c'est-à-dire celle qui, ayant été établie par un commerce ambitieux et conquérant, s'est d'abord étendue le long des côtes et de là s'est fait ressentir dans l'intérieur des terres à cette différence cependant, que la puissance des Anglais a du moins un centre respectable, un noyau où ses forces se trouvent concentrées; au lieu que Carthage, semblable à ces polypes dont la vague existence perd en énergie ce qu'elle acquiert en surface, paraissait plus jalouse de s'étendre, qu'occupée à se fortifier. Les rois numides, tels que Syphax et Masinissa; les peuples de l'Espagne, tels que les Celtibériens et les Lusitaniens; les habitans de la

(gg) *Et les Gaulois cisalpins.* (hh) *Ah!*

Sardaigne et de la Corse étaient pour elle ce que sont de nos jours les Marattes, les Indiens pour les établissemens anglais, et surtout ce qu'auraient été les Mexicains pour les Espagnols, si ceux-ci, contens de trafiquer avec eux, ne s'étaient point cruellement attachés à les détruire. Or, cette puissance établie ainsi par le commerce est plus propre à l'attaque qu'à la défense. Quelques ports de mer, quelques factoreries qu'on a fortifiées, et surtout la supériorité que donnent l'audace et l'industrie sur l'ignorance d'un peuple lâche et stupide, sont les seuls moyens qu'elle puisse employer pour retenir dans le devoir tant de nations tributaires ou alliées. Au moment où l'on arme, où l'on déclare la guerre, il est aisé d'en obtenir des secours et de les traîner à sa suite; mais lorsque les ennemis revenus de leur premier effroi ont songé à former des diversions, alors tout l'avantage commence à passer de leur côté. Ils n'ont qu'un projet d'attaque, mais elle doit en former mille de défense. Les regards qu'elle porte sur l'étendue de ses domaines, loin de lui inspirer de la confiance, ne servent qu'à multiplier ses craintes; et comme un seul sacrifice semble donner le signal d'une mauvaise fortune, l'envie de tout conserver engage à partager ses forces. Ces précautions timides répandent une espèce de langueur sur tous les moyens de la guerre. Bientôt toutes ces nations alliées, qui paraissaient attester son pouvoir, deviennent suspectes à leur tour. Au lieu de les envoyer contre

l'ennemi, il faut veiller sur elles-mêmes ; et c'est ainsi qu'une république qui paraissait souveraine de l'Afrique, de l'Espagne et de la Sardaigne, finit (ii) par avoir pour ennemis les Espagnols, les Africains et les Sardes.

D'après ce tableau, il est aisé de juger si les Romains qui ne s'étaient agrandis qu'en repoussant leurs voisins, et qui s'étaient même plutôt arrondis qu'agrandis, devaient avoir l'avantage sur les Carthaginois. Placés au centre de l'Italie dont ils s'étaient rendus maîtres, leur flotte pouvait aisément dominer sur les deux mers, et leurs armées se porter rapidement partout où l'ennemi oserait paraître [1]. D'ailleurs dans la première guerre Punique, les Romains ne furent qu'auxiliaires : Syracuse en fut l'objet; et puisque cette puissance, sous Gelon, sous Denys, sous Agathocle, avait bien pu résister souvent à Carthage, et même la mettre à deux doigts de sa perte, il n'est pas étonnant qu'avec un tel allié Rome ait obtenu quelques succès. Sans doute que si Hiéron eût vécu plus long-temps, il aurait su balancer le pouvoir de ces deux redoutables ennemies, et qu'il se serait appliqué à délivrer la Sicile de toute

(ii) *Ce n'est pas par là qu'elle finit.*

[1] Strabon pensait que la situation de Rome avait beaucoup contribué à l'agrandissement de la république : c'est le jugement d'un géographe. Montesquieu en trouve toutes les causes dans la nature du gouvernement : c'est le jugement d'un jurisconsulte. Voyez Strab. liv. vi.

armée étrangère. Encore aurait-il eu de la peine à y parvenir, parce que cette île renfermait nombre de petits états différens, tous divisés d'intérêts, tous jaloux les uns des autres. Mais le règne d'Hiéronyme donna occasion aux Romains de la protéger; et rien n'est plus dangereux que de se laisser protéger par une puissance ambitieuse; car le prétexte spécieux dont elle se couvre, prévient ce premier effort dont toute nation jalouse de sa liberté est toujours susceptible.

Mais tandis que les Romains, semblables à un athlète qui a remporté la victoire sans être fatigué du combat, se plaisaient à jouir de leurs propres forces, l'empire de Carthage est ébranlé jusque dans ses fondemens. La guerre des mercenaires, plus terrible cent fois que celle des Romains, fait couler des ruisseaux de sang, et jette la confusion dans le gouvernement. C'est alors que Rome, contre la foi des traités, contre cette décence même, qu'on sait au moins conserver de nos jours au milieu de l'usurpation, s'empare de la Sardaigne, et par là se rend la maîtresse de la Méditerranée.

La seconde guerre Punique ne tarda pas à se rallumer. C'est ici que les Romains vont enfin se faire connaître. Quelques droits qu'ils aient prétendu acquérir sur notre admiration, ils vont les perdre en peu d'années. Un seul homme a fait tomber le masque : ce n'est pas même Carthage, c'est Annibal seul qui se mesure avec cette puissante république. Quelle

suite étonnante de défaites! Quels exemples multipliés de faiblesse dans les conseils, de lâcheté dans les combats!

Cependant Rome n'a pas succombé.... Cela est vrai; mais s'ensuit-il que les Romains aient donné les exemples d'une fermeté, d'une constance admirables; que Fabius soit un des plus grands généraux de l'antiquité, et que Rome ait prévalu enfin par le nerf de sa constitution, par son seul ascendant sur Carthage? Cette question a souvent été décidée pour l'affirmative, et nous ne pourrions la traiter ici sans tomber dans beaucoup de lieux communs dont le lecteur a dû être fatigué plusieurs fois. Nous aimons donc mieux hasarder quelques réflexions sur le projet d'Annibal, et nous avouons qu'il nous paraît le plus extravagant, le plus téméraire qui soit tombé dans l'esprit humain. Ce n'est certainement pas que nous prétendions blâmer les diversions hardies; mais quel est l'objet d'une diversion? C'est de frapper un coup terrible et inopiné. C'est ainsi qu'Agathocle, laissant Syracuse assiégée, se présenta tout de suite devant les murs de Carthage. Mais la rapidité nécessaire à ces opérations demande qu'elles se fassent par mer; que les premiers succès soient faciles; que la terreur imprimée aux ennemis soit soudaine et imprévue.

Sur ces principes jugeons de la conduite d'Annibal. Est-il d'expédition plus longue, plus laborieuse, plus rebutante que de traverser les Pyrénées et les

Alpes, et de donner aux soldats les fatigues, les maladies, la misère, pour le prélude d'une guerre sanglante? A quoi ont tenu ses premiers succès? A la trahison de quelques paysans, à la foiblesse des montagnards, et plus encore à l'impéritie des généraux romains, qui ne défendirent ni le passage du Rhône, ni les défilés des Alpes. Je passe sous silence les victoires inattendues du Tésin et de Trébie; mais que dira-t-on de la marche d'Annibal dans les marais de Clusium, de l'imbécillité les généraux romains qui donnent ensuite à son armée le temps de se rétablir, et qui la combattent à Trasimène au moment où ils devaient se contenter de la tenir en échec, et de la laisser dans l'embarras de prendre des quartiers d'hiver? Quoi! si Frédéric-le-Grand a été accusé de témérité une fois dans sa vie, parce que le siége d'Olmultz (*kk*) a traîné en longueur, parce que les efforts des Autrichiens pour se mettre en campagne ont été presque incroyables; Annibal pourra-t-il se justifier d'une entreprise dans laquelle un seul échec devait causer sa ruine, tandis que la victoire même ne pouvait lui donner des succès?

Peut-être m'objectera-t-on que si la fortune a servi ce fameux Carthaginois dans le commencement de son expédition, elle signala bientôt son inconstance lorsque le sénat de Carthage refusa d'envoyer en Italie les secours nécessaires pour continuer la guerre; mais je répondrai, 1°. qu'avant d'être à

(*kk*) *C'est à la bataille de Kolin, et il l'avoua.* (En 1757.)

portée de recevoir des secours d'Afrique, Annibal avait surmonté les plus grandes difficultés de son entreprise, et que par conséquent il s'était déjà soumis à tous ces événemens, dont un seul aurait suffi pour le perdre, s'il eût été défavorable. 2°. Que tout son crédit à Carthage n'était fondé que sur une faction, et qu'il devait savoir que lorsqu'une république est partagée en deux factions, celle qui a des avantages au dehors est exposée à perdre son crédit au dedans, parce que les grands succès font naître l'envie, et éloignent en même temps la crainte, qui peut seule maintenir l'ordre dans un état divisé. Rien n'était donc plus facile à prévoir que la chute de la faction *Barcine*, et rien n'était plus téméraire que d'attendre des secours d'un sénat jaloux qui n'avait pas même approuvé cette diversion. Ainsi il ne faut plus s'étonner qu'Annibal ait été chassé d'Italie, mais qu'il ne l'ait pas été plus tôt; il ne faut pas admirer les Romains qui combattaient dans leur propre pays, et qui pouvaient toujours opposer quatre armées à une seule; mais Annibal, qui, dénué de tout secours et affaibli par ses propres victoires, se trouvait réduit à faire une défensive dans le sein même du pays ennemi : il faut louer surtout cette supériorité de génie qui, dans les désastres comme dans les succès, sut lui asservir un ramas de nations barbares, et lui fit maîtriser leurs âmes au point d'y substituer, quand il le fallut, la constance à l'audace, et le dévouement à la présomption.

Parmi tant d'événemens célèbres arrivés pendant la seconde guerre Punique, je ne dois pas en oublier un qui me paraît encore plus étonnant que l'entreprise d'Annibal, puisque c'est une espèce de récidive de la faute commise par ce grand général : je veux parler du secours amené par Asdrubal et défait par les consuls Livius et Néron. Il m'est impossible de ne pas réclamer contre la prévention, qui n'a eu garde de laisser échapper cette occasion de prodiguer des louanges aux Romains ; comme si ce n'était pas le comble de la folie, que d'imaginer de partir d'Espagne, de traverser les Alpes et l'Apennin, pour marcher au secours d'une armée bloquée, pour ainsi dire, dans le Brutium (*u*), et se soutenant à peine dans cette extrémité de l'Italie ; et comme si la marche dérobée de Néron n'était pas, en pareil cas, la manœuvre la plus indiquée et même l'A B C de l'art militaire. Annibal avait-il bien pu se flatter qu'il traverserait paisiblement l'Appulie, la Daunie, le Samnium et le Picenum, pour se joindre dans l'Ombrie avec Asdrubal ? Deux armées qui viennent ainsi par deux côtés opposés ne sont-elles pas toujours exposées à être battues en détail ? Sans doute que celui que nous avons vu, presque dans le même temps, victorieux en Saxe, en Silésie et en Poméranie ; celui qui, se trouvant comme renfermé entre trois armées formidables, et prêt à en voir une qua-

(*u*) *Contradiction.*

trième fondre sur lui, sut, à force (*mm*) d'adresse et de victoires, dissiper en quinze jours tous ces orages réunis; sans doute, dis-je, que ce grand homme, qui n'a contre sa gloire que d'appartenir à nos temps modernes, se serait trouvé bien à son aise, s'il eût été dictateur de Rome lors de l'entrée d'Annibal en Italie. Il eût ri de la témérité de ces barbares; et ce que Livius ne fit que par ignorance, il l'eût fait par politique, c'est-à-dire qu'au lieu d'arrêter Asdrubal au débouché de l'Apennin, comme cela eût été facile à quiconque aurait su la guerre défensive, il l'eût laissé s'avancer dans la plaine pour avoir l'occasion de le détruire dans un seul combat.

Tant de fautes de la part des Carthaginois, tant de désastres qui en furent les conséquences, dûrent bien accélérer les progrès des Romains en Espagne et en Sicile. Aussi Scipion ne leur proposa-t-il sa fameuse diversion que comme une entreprise dont le succès était infaillible, et son départ même eut-il plutôt l'air d'un triomphe que d'une expédition périlleuse. Annibal vola au secours de Carthage; mais quel spectateur éclairé put alors douter de l'événement? Comment imaginer qu'une armée harassée par une guerre longue et désastreuse ne serait pas épouvantée du contraste accablant qu'elle trouva dans les plaines de Zama? Qu'était-ce encore que cette armée? La phalange carthaginoise n'en formait

(*mm*) *A force de notre maladresse.*

pas le tiers. Le reste était des auxiliaires malintentionnés, ou des mercenaires dégoûtés, qui n'avaient plus devant les yeux que le péril à la place du butin. On a blâmé Annibal d'avoir placé ses mercenaires en première ligne ; il fallait le plaindre d'être dans le cas de se défier d'eux au point de n'en espérer aucun effort, à moins qu'ils ne fussent soutenus, ou pour mieux dire gardés par les nationaux.

(nn) Mais quelque désavantage qu'ait eu Annibal, rien ne peut cependant atténuer la gloire de Scipion. Ce héros dans ses premiers travaux brille d'un éclat qui lui est propre. Quelque chose de divin domine dans son caractère et se fait remarquer jusque dans sa fortune..... Heureuse Rome ! patrie des Scipion et des Emile, pourquoi t'avilir par des louanges frivoles et pédantesques ? Pourquoi prétendre t'honorer par des jugemens si différens de ceux que tu portes sur toi-même ? Pour moi, si je veux t'offrir l'hommage de mon admiration, je me transporte en idée dans tes places publiques, lorsque Marcellus étale à tes yeux les merveilles de la Sicile, ou plutôt lorsque Émile conduit à son char des rois précédés de leurs richesses immenses. Alors je te donne avec transport les titres que tu t'es arrogés toi-même. Je loue ta fortune, ta fortune dont tu fus jadis si orgueilleuse, et à qui tu te fis gloire d'attribuer ta puissance, plutôt qu'à ton enfance barbare, à tes

(nn) *Quel* ***rapport de tout cela à la félicité publique ?***

lois incertaines, à ton gouvernernement orageux, à tes vertus mêmes, qui ne furent jamais plus célébrées que dans ces temps malheureux où tu n'eus que des précepteurs à la place de tes héros. [1]

Carthage vaincue, Rome se trouva maîtresse du monde entier : car qui pouvait désormais lui résister? Philippe, Antiochus et Persée, entourés de voisins jaloux et de rois leurs ennemis, devaient-ils se flatter de faire plus que Carthage? C'est ici surtout que la fortune romaine se manifeste. Rome triomphante, ou pour mieux dire Rome devenue riche, aurait pu s'amollir; les richesses auraient dû amener le luxe, et le luxe la jalousie entre les citoyens, laquelle à son tour aurait conduit sur ses pas les

[1] « Proinde ab hoc orsurus aliquis initio.... ipsos in testi-« monium vocaverit Romanos ut qui plus fortunæ quam vir-« tuti retulerint. » Plut. *de Fort. Rom.*

Il faut lire ce petit traité de Plutarque. On verra que, si l'on néglige quelques idées superstitieuses, les jugemens qu'il porte sur les affaires des Romains paraissent les mêmes que ceux que nous osons hasarder ici. Or, comme on ne peut soupçonner Plutarque d'injustice à l'égard des Romains, auxquels il a presque toujours prodigué la flatterie, il y a lieu de croire que cette opinion n'avait rien de choquant pour eux. On sait encore que les empereurs avaient coutume de placer dans leur propre chambre une statue d'or qui représentait la Fortune. Lorsque Marc-Aurèle se vit près de mourir, il ordonna qu'on la portât chez son successeur; ce qui fut regardé comme un signe qu'il renonçait à l'empire.

troubles et la discorde civile : il ne fallait pour cela que quelques années de repos ; mais la mauvaise politique de Philippe et la présomption d'Antiochus la sauvent de ce danger. Au lieu de temporiser, au lieu de se contenter d'opposer une digue au torrent, ces deux princes osent combattre une nation aguerrie par de longs travaux et encouragée par les plus brillans succès. C'est une démence si marquée qu'on est presque dégoûté d'en chercher les motifs ; mais comme il ne suffit pas à la véritable philosophie de savoir que les hommes se trompent, et qu'il lui faut encore chercher comment ils se sont trompés, nous allons hasarder quelques réflexions sur les causes de ces événemens singuliers.

Quelques avantages que Rome eût remportés jusque-là, on ne peut se dissimuler qu'elle n'avait pas encore acquis une grande considération parmi les Grecs. Ils traitaient tous ces exploits de guerre entre barbares, et l'on se rappelait plutôt l'expédition de Pyrrhus que la bataille de Zama. On voit même qu'au commencement de la guerre de Macédoine les Romains n'avaient encore pour alliés que les Étoliens, peuple haï et décrédité dans toute la Grèce, qui s'attribua cependant tout le succès de la bataille de Cyno-Céphale, et se vanta d'avoir seul triomphé de Philippe. L'orgueil, la vaine présomption, étaient les vices ordinaires aux Grecs de ce temps-là. Il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne commencèrent à craindre la puissance des Romains qu'au moment où ils

en sentirent les funestes effets. Pour Attale et Eumène son fils, qui servirent les Romains dans les guerres de Macédoine et de Syrie, on peut les regarder comme des rois de fortune. Chancelans, mal établis, et surtout très jaloux des grandes monarchies voisines, ils ne virent aucun danger à seconder une république dont ils croyaient avoir bien moins à craindre qu'à espérer. (oo)

Au milieu de ces monarchies naissantes ou expirantes, au milieu des convulsions dont ces nouveaux empires, restes de la puissance d'Alexandre, étaient sans cesse agités, les républiques grecques trop faibles, trop désunies pour exister par elles-mêmes, ne laissaient pas d'ajouter des forces considérables au parti qu'elles embrassaient. C'étaient des poids qui servaient à compenser les balances, et qui passaient perpétuellement d'un bassin dans l'autre. Cependant toujours bercées par le souvenir de la liberté et de l'indépendance, elles tendaient les bras au premier qui leur en présentait l'image. Or, les Romains ayant fait publier par Quintus-Flamininus qu'ils voulaient que la Grèce redevînt libre, et que toutes les villes fussent délivrées des garnisons étrangères, les Grecs furent assez dupes pour imaginer que la face de la terre allait être encore changée, et que Rome conspirerait avec eux pour abolir partout le pouvoir absolu. En effet, c'est une chose digne d'être observée

(oo) *Cela même fait l'éloge de la politique romaine.*

qu'avant les conquêtes d'Alexandre, le despotisme n'était connu en Europe que par le voisinage des Perses. Il sortit alors tout à coup du sein de l'armée grecque; mais comme il n'avait pour lui ni l'antiquité des empires, ni l'ancienneté des familles royales, ordinaire soutien de l'autorité, son règne fut toujours précaire, et il n'avait encore acquis aucune consistance. Les peuples retournèrent donc à la liberté comme à leur état naturel; mais c'était un piége terrible (*pp*) que Rome avait tendu à la partie la plus éclairée du monde; et ce bienfait apparent n'eut d'autre effet que de rompre toute fédération, tout lien, tout système politique parmi ces peuples malheureux, qui n'eurent plus, à la place du sentiment délicieux de la liberté, que la conviction de leur propre faiblesse.

Sans doute il eût été plus sage aux Grecs de se réunir entre eux et même avec Philippe pour empêcher les Romains de s'agrandir de leur côté; mais dans les petites républiques où l'esprit de parti tient toujours la place de l'esprit de patriotisme, on aime mieux périr avec ses ennemis que de leur céder le moindre avantage. Il n'était point de tyran qu'une faction n'eût préféré à un magistrat d'une faction opposée, et la ligue des Achéens qui n'avait pas craint d'appeler Philippe à son secours, lorsqu'il s'agissait de combattre les Étoliens, abandonna

(*pp*) *Autre éloge de Rome.*

Persée, lorsqu'il fallut résister aux Romains. Pour Antiochus, sa présomption, son orgueil asiatique, l'éloignement dans lequel il voyait encore les forces des Romains, et plus que tout cela les mécontentemens qu'il donnait aux Rhodiens, furent la cause de sa ruine. Je ne parlerai pas de Persée, parce que ce prince parvint au trône dans des circonstances si malheureuses, qu'il n'avait plus à choisir qu'entre la guerre et l'esclavage. Ainsi, quelque mauvais que fussent les succès qu'il dût attendre de ses efforts, ils étaient devenus nécessaires.

Telles sont les fautes de politique qui frayèrent le chemin par où les Romains devaient passer pour arriver à la monarchie universelle. Nous avons vu ce peuple donner des lois à l'Europe, à l'Asie et à l'Afrique : mais, semblables à ces émissaires qu'on envoie avant la guerre pour sonder les intentions des princes, examiner leurs forces et apprécier les secours qu'on peut en espérer, nous avons parcouru le monde entier pour nous former une idée plus juste des entreprises des Romains et des causes de leurs succès; tout au contraire de ceux qui, bornant leurs recherches à l'étude des lois romaines, peuvent être comparés à ces citadins paresseux à qui Paul-Émile reprochait de discuter vainement les affaires dans la place publique, tandis qu'au moment où le consul partait pour quelque importante expédition, ils se contentaient de l'accompagner jusqu'aux portes de la ville, en lui souhaitant d'heureux

succès [1]. Le fruit de nos réflexions a été de nous convaincre que les principes de la puissance romaine ont existé plutôt au dehors qu'au dedans de cette célèbre république. Examinons maintenant les effets de son gouvernement, relativement à elle-même, et l'influence qu'il a eue sur le sort des autres peuples.

[1] Voyez le discours que Plutarque place dans la bouche de Paul-Émile, lorsque ce général part pour la Macédoine. Ce passage est curieux, et capable de diminuer l'o que nous avons des Romains de ce temps-là.

CHAPITRE VII.

De l'influence du gouvernement romain sur le bonheur du peuple, et quelle a été la condition humaine parmi les Romains jusqu'au temps de César.

Le titre de ce chapitre annonce suffisamment que ce ne sont plus les conquêtes des Romains, ni même leurs vertus héroïques qui vont nous occuper. Ce peuple était-il heureux? faisait-il bon vivre à Rome? Telle est la question que nous devons résoudre, comme si nous étions à la place de Lucumon ou d'Appius, lorsque ces deux étrangers vinrent s'établir dans cette ville.

Il est inutile de dire que nous n'examinerons point cette question relativement aux passions et aux habitudes de nos contemporains. Quand il serait prouvé que le sort des Romains ne paraîtrait pas digne d'envie aux Français ou aux Anglais, il ne serait pas démontré pour cela qu'il fût malheureux en lui-même. En effet, quelque penchant que nous ayons à tout rapporter à nos propres idées, nous sommes habitués, de longue main, à admettre quelques suppositions, d'après lesquelles nous consentons que notre âme soit modifiée. C'est ainsi qu'un spectateur philosophe et tolérant partage souvent les fureurs de Séide ou l'enthousiasme de Polyeucte. Mais il y a plus : il y a certaines géné-

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

A.

Agraire. (*Loi*) toujours rejetée par le sénat de Rome, pag. 176.

Agriculture (l') devait être le premier objet des législateurs, 122. Quelle a été la marche de ses progrès, 225.

Alexandre. Ses conquêtes furent un signal de dépravation pour l'humanité. Parallèle de l'état du monde connu avant et après lui, 186, 187.

Anciens. Les anciens ont connu l'amour de la patrie, etc. Mais la philanthropie, l'amour de l'ordre, etc. leur étaient inconnus, 216.

Annibal. Examen et critique de son expédition en Italie, 148, 149. Obstacles qu'il devait prévoir, 150. Éloge de ce grand homme, 150, 151. Il devait être battu par Scipion devant Carthage, 152, 153.

Antiochus. Ses fautes furent cause de sa ruine, 158.

Antiquité. L'idée qu'on doit s'en former, 42. Les premiers faits qu'elle nous a transmis sont des faits de guerre, 45, 46. Les nations anciennes furent-elles plus heureuses que les nations modernes? 58. Quelle fut l'origine des peuples anciens, 119, 120.

Argos. Révolution funeste qu'elle éprouva, au témoignage de Diodore de Sicile, 101.

Aristote. Son opinion sur l'esclavage, 108.

Arius. Ses erreurs, 303.

Arnobe, auteur du troisième siècle. Son témoignage sur la situation des chrétiens à cette époque, 251. Il ne croyait pas que Dieu eût créé l'homme, et il ne paraît avoir eu aucune connaissance du péché originel, 269. Son opinion sur l'abus de la controverse. Éloge de cet auteur, 280.

Asdrubal, blâmé pour avoir amené du secours à Annibal, 151.

Asie. Elle fut le berceau des sciences, 235. Son état après la mort d'Alexandre, 189.

Athénagore. Sa définition du Verbe, absolument conforme à la doctrine de Platon, dont il est zélé sectateur, ainsi que saint Justin, 266.

Athènes. Caractère de ses habitans, 78. Sa politique fausse et dangereuse, 90. Elle donna ainsi que Sparte les premiers principes d'une politique pernicieuse à l'humanité; témoignage de Salluste à ce sujet, *ibid*. Critique de ses lois et de son gouvernement, 93.

Auguste. Son caractère. Il ne

fut pas heureux. Il ne faut pas juger du bonheur de son siècle par les louanges 212, 213. Ses arti

B.

Barbares. D'où ils sortaient. Par quelles raisons ils se jetèrent vers l'Occident, 221, 222. Doutes sur leur nombre exagéré par les historiens, 223, 224. Comparaison des incursions des Barbares dans l'antiquité, avec celles des Sauvages dans l'Amérique, 224. Le défaut d'agriculture est la cause de ces incursions, 225. Situation des Barbares lors de la décadence de l'empire romain, 226. La corruption de Rome l'avait déjà livrée aux Barbares avant qu'ils s'en fussent réellement emparés, 227. On doit donc chercher la raison de leurs invasions dans les vices mêmes du gouvernement romain, *ibid.* Désastres qui ont été occasionnés par ces invasions, 228, 229. Les Barbares tou heureux et priv depuis Constantin destruction de l'er cident, 323. Ils s' de la législation,

Beaux-arts. Ils ont d les sciences ratio pourquoi. 95. Rai culières aux Grecs

Bodin attribue à la gine des républiqu puie sur le témo principaux histori tiquité, 39, 40.

Bonheur. Celui qu'on la gloire, et qui es l'exercice de la contre nature; il e 43. Moyens de jug heur des peuples a En quoi consiste des peuples, 177.

C.

Carthaginois. Conjectures sur leurs lois, tirées de leurs mœurs et de leur religion, 104, 105. Leurs fautes accélérèrent les progrès des Romains, 152.

Chrétiens. Différens noms qu'ils prirent dans l'origine du christianisme, 249, 250. Ils n'eurent long-temps ni culte public, ni temples, 250, 251. Preuves des rapports que les premiers chrétiens conservèrent avec Jérusalem, considérée comme métropole du judaïsme, tirées d l'Église, 253. Ils s gueux ou mendi Origène, 254. Ils s des Juifs après la du temple de Jéru 259. Avantages qu de cette séparation me de leurs assemb 263. Abus de ces a 264, 265. Apologi miers chrétiens, s rance, 307, 308.

Christianisme. Le rapp dogmes avec ceux

ne doit pas empêcher qu'on ne le regarde comme une religion nouvelle, 231, 232. Considéré seulement quant à son influence sur le bonheur temporel des hommes, 232. Il convenait mieux aux Barbares qui avaient envahi l'empire romain que le paganisme, 246. Ses progrès furent lents, 248. Il ne fut pas établi immédiatement après J. C., *ibid.* Les historiens n'en font presque aucune mention jusqu'à Constantin, 250, 251. L'esprit de charité a contribué à ses progrès, 254. Autres raisons qui le firent adopter, 263, 264. L'esprit de discussion succède à l'esprit de charité, 264 Le christianisme se répand dans les provinces, 273. État de la religion chrétienne dans le quatrième siècle, 275. Dès que le christianisme fut la religion dominante, il devint intolérant, 281. Comment et à quel point il pouvait influer sur le bonheur des peuples, 300 et suiv. Sa haine contre le paganisme et les disputes qui s'élevèrent dans son propre sein donnèrent origine à l'esprit de parti et à un fanatisme qui gagna la plus grande partie des écrivains, et altéra la vérité de l'histoire, 309. Les guerres ont été plus sanglantes, 323.

Cité. Origine et signification de ce mot chez les Romains, 120.

Clément, (St.) pape. Discussion d'une lettre qui lui est attribuée, 253.

Colonies. Leur origine, 72, 73. Les républiques en forment davantage que les monarchies; pourquoi? 73, 74. Exemple tiré des premiers temps de Rome, *ibid.*

Commerce. Le commerce et l'agriculture sortis de l'Égypte, de la Phénicie, et ensuite de la Grèce, se répandent dans l'Italie, la Sicile, etc. 225.

Conciles. Leur origine, leur utilité, 270, 271.

Constance. Expression ridicule d'une de ses lois, 308.

Constantin. État de l'empire à son avénement au trône, 276. Ses combats, *ibid.* Raisons qui le déterminèrent à embrasser le christianisme, 277. Doutes sur l'histoire de la croix apparue à cet empereur, 277, 278. Faveurs qu'il accorde aux chrétiens, 278. Schismes de l'Église sous son règne, 278, 279. Il est regardé comme un oracle en matière de doctrine, 281. Son intolérance contre les hérétiques, 282. Il meurt hérétique, *ibid.* Opinion de l'auteur sur cet empereur, 284, 285. Ses actions, ses crimes, 285 et suiv. Sa loi sur l'affranchissement des esclaves donne au pouvoir ecclésiastique une influence sur les affaires civiles. Conjectures sur les motifs secrets de cette loi, 289. Le nombre des citoyens diminue, et celui des esclaves et des étrangers augmente sous son règne, 290. Priviléges qu'il accorde au clergé, 289, 290. Il accable le peuple d'impôts, 291. La translation qu'il fit du siége de l'empire était une faute grossière, 293. Il est superstitieux, et consulte les astrologues, 293, 294. Ce prince était-il enthousiaste ou hypocrite? 294 et

suiv. Motifs du zèle de Constantin pour le christianisme, 296, 297. Absurdités de Constantin quand il écrit ou qu'il parle en faveur de la religion chrétienne, 297 et suiv.

Contagions sont moins à craindre dans les états bien gouvernés. Exemple tiré de Londres, 172.

Cyprien, (Saint) n'a pas été exempt de la manie presque générale parmi les anciens auteurs ecclésiastiques, de trouver partout des figures, et de leur donner une interprétation forcée, 258.

Cyrus. Incertitude où Hérodote et Xénophon jettent le lecteur sur les actions et la vie de ce conquérant. Son nom et ses conquêtes sont les seules choses auxquelles ont puisse ajouter foi, 51, 52.

D.

Danemarck. Raison qui a déterminé les Danois à se donner un despote, 244.

Déisme. C'était la doctrine cachée des prêtres du paganisme, 233. C'était surtout celle des philosophes, 234.

Denys d'Halicarnasse. Son témoignage employé pour réfuter M. Duni, Giam-Battista Vico, et leurs adhérens, 115 et suiv. Il ne fait aucune mention de l'action de Mutius Scévola, 171.

Despotisme, moins onéreux pour les peuples si le gouvernement est ancien et étendu, 181. Par quels degrés le peuple parvient à désirer un despote, 244.

Dioclétien. Réflexions sur cet empereur, 275, 276.

Diodore de Sicile. Son témoignage sur la longue paix dont l'Égypte a joui, 47. Ce qu'il dit des gênes imposées aux rois d'Égypte, 48. Contradiction dans laquelle il tombe sur la population de ce pays, 69.

Donatistes. Sectaires des premiers siècles, 303.

Dubos. Remarque de cet écrivain sur les Francs établis dans les Gaules, 54.

Duni. Opinion de cet auteur sur la forme du gouvernement romain, 114.

E.

Église. Les ouvrages des pères de l'Église respirent le platonisme, 266. Malheurs des premiers siècles de l'Église, 303, 304.

Égypte. L'époque la plus reculée de cette monachie est marquée par deux guerres injustes; celles d'Osiris et de Sésostris, 46. Elle n'en a point essuyé depuis ce dernier jusques à Apriès, 47. Cette longue paix démontre la possibilité d'une paix perpétuelle, 48. La nature et la constitution de ce gouvernement sont peu connus, *ibid*. Le pouvoir des prêtres, 48, 49. Ses ar-

mées et leur discipline, 49. Conjectures sur la nature de ses lois, *ibid.* Sa situation dut influer sur son bonheur, *ibid.* Préjugés en faveur de son gouvernement, tirés de l'histoire, *ibid.* Examen du plus ou moins de bonheur dont ont pu jouir ces peuples, 62, 63. Leur condition relativement aux droits de propriété, 69. Nombre prodigieux de ses prêtres, 70, et de ses soldats, *ibid.* Révolutions funestes qu'elle éprouve, 100.

Émigrations. Les émigrations et changemens perpétuels des nations barbares lors de la décadence de l'empire romain, 228. Leurs fuites funestes, 229. Divers exemples apportés en preuve, *ibid.*

Esclavage. Ses effets funestes dans l'antiquité, 105, 106. Rapport du nombre des esclaves à celui des hommes libres en Grèce, 106 Étendue des droits des maîtres sur leurs esclaves, *ibid.* Comparaison de l'état d'esclavage chez les nations modernes avec ce qu'il était dans l'antiquité, 107, 108.

Esprit humain Sa marche, progrès de son éducation, par quels degrés il parvient à la vraie philosophie, 86, 87. Ses premiers progrès n'ont tourné en aucune façon au profit des peuples, 97.

Évêques de Rome. Quel était leur pouvoir dans les premiers siècles de l'Église, 270.

Eusèbe. Comment il parle du pape, 271. La manière dont il s'exprime sur le *labarum* rend cette histoire merveilleuse encore plus suspecte, 277.

F.

Finances. Ignorance ou erreur des anciens sur tout ce qui concernait le commerce et les finances, 325.

Florus. Opinion de cet historien sur l'origine de la puissance romaine, 127, 142.

Force. Considérations que les anciens avaient pour la force. Ils la confondirent avec la vertu, 38. L'exercice de la force dans l'espèce humaine nuit à celui des autres facultés, 41.

G.

Gloire. Inconvéniens d'un faux amour de la gloire, 200.

Gouvernement. Quelle est l'idée juste qu'on doit s'en former, 35. Quel est son but, *ibid.* Origine des différentes espèces de gouvernement, 37. La force en a été l'objet principal, 40. La prospérité du gouvernement n'est pas toujours suivie de celle des peuples, 44. Un bon gouvernement peut étouffer les germes de la guerre, 48. Idée d'un gouvernement agraire neuve et inconnue, et pourquoi, 124.

le plus souvent à une oligarchie tyrannique, ou à une démocratie tumultuaire, 94. Elle fut d'autant plus sujette aux calamités qu'elle était divisée en un plus grand nombre d'états différens, 100. Considérations sur la manière dont elle s'est peuplée, 123.
Grecs. Ils furent cruels et perfides,

H.

Hérésie. Les premiers chrétiens tombèrent dans l'hérésie pour avoir abandonné la simplicité de l'Évangile, 269.
HÉRODOTE. Son témoignage en faveur de la longue paix dont l'Égypte a joui, 47. Son opinion sur les Perses, 53.
Héros. Incertitude de la réalité des actions et de l'existence même de ceux de l'antiquité, 45, 46.
HÉSIODE concourt avec les autres poètes à faire une religion, 236.
Histoire. Contraste entre l'his-

Indiens. Inexactitude de Diodore de Sicile dans l'histoire de ces peuples, 105.
Intolérance. (l') Nouveau fléau pour l'humanité ajouté à tous ceux qui l'affligeaient, 308, 309.

J.

Jérusalem. Influence de la destruction du temple de Jérusalem sur la religion chrétienne, 261, 262.
Josèphe. Son silence sur les miracles, 248. Son opinion sur la population des Juifs, 260.
Juifs. Les Romains les ont longtemps confondus avec les chrétiens, 248, 249. Leur séparation d'avec les chrétiens ne se fit que très tard, selon les pères de l'Église, 251. Leur influence sur le christianisme naissant, 252. Témoignage de plusieurs écrivains sur leur population, 260, 261. La plupart d'eux n'eurent aucune part à la mort de J. C., 261. Ils n'étaient pas éloignés de suivre la loi chrétienne, *ibid.*
Julien, loué par les païens avec exagération, et injustement blâmé par les chrétiens, 313. La persécution qu'il exerça contre les chrétiens condamnée, 314. Opinion de l'auteur sur cet empereur, 314, 315. Les chrétiens l'ont calomnié, 315. Rétablissement d'un passage de l'histoire sur la réédification du temple de Jérusalem, ordonnée par cet empereur, 317. Observations à ce sujet, 318 et suiv.
Jupiter. Étymologie que Cicéron donne à ce nom, 241.
Justin. Observations qu'il a faites sur les conquêtes d'Osiris et de Sésostris, 47.

L.

Lacédémoniens. Énumération des occasions où ils ont succombé à la guerre. Raisons de leurs succès; on ne doit pas les attribuer aux lois de Lycurgue, 80, 81. Leur mauvaise foi, fausseté et injustice de leur politique, 81, 82. Comparaison de leurs mœurs et de leurs intrigues avec celles des moines, 83. Cruauté de leur conduite envers les Ilotes, 83, 84. Tableau de leurs cruautés et de leurs perfidies envers les Athéniens et leurs alliés. 84, 85.
Lactance. Son goût pour l'interprétation des figures et des prophéties, 258.
Lamy. (M.) Sa dissertation *de eruditione apostolorum*, citée avec éloge, 255.
Langues. De la préférence qu'on devrait donner à l'étude de la langue grecque sur la latine, 98, 99.
Liberté. L'attrait invincible que l'homme a pour elle; comment elle est restreinte dans la société, 34, 35.
Locke. Parallèle de ses lois et de celles de Lycurgue, 92.

Lois. Quand et par quelles raisons les hommes en ont eu besoin, 119. Des empereurs fanatiques n'ont pas laissé que de faire quelques bonnes lois civiles, 323, 324.

Lucien. Plaisanterie de cet écrivain sur la subtilité de la dialectique chez les Grecs, 87.

Luxe. Définition du luxe, 64. Le luxe s'applique à tout, 65.

Lycurgue. Ses lois naissaient des circonstances, 41. Critique de ses lois et de la constitution de Sparte, 8
Éloge de sa sagacité
génie, 91. Examen
plan, et inconvénie
projet, 91, 92. Sent
Polybe sur la différe
les lois de Sparte et
Rome, 93. La long
qu'ont eue les premi
pas une preuve dé
leur faveur, *ibid.* 1
se donnait pour étr
par Apollon, 236.

M.

Machiavel prétend que la conservation d'un état dépend de son retour fréquent aux principes de sa constitution. Opinion de l'auteur sur cette maxime, 164 et suiv.

Marcellin. (Ammien) Observations sur cet historien, 312. Passage de cet auteur sur les mœurs de Rome sous les derniers empereurs, 330 et suiv.

Mèdes, vainqueurs de la Perse, de l'Assyrie, vaincus par les Scythes, partagent l'empire avec eux, et s'en défont par une trahison, 51.

Mer. Avantages des nations qui en sont voisines sur celles qui habitent l'intérieur des terres, 225.

Métellus. Injustice du reproche qu'on lui fait sur l'éclat de son triomphe après la conquête de Syracuse, 179.

Milice Celle des Romains ne parvint à son dernier degré de perfection que
des Scipion, 136.
tions sur les erreurs
commises à ce suje
suiv.

Monarchie. Examen de
tion sur les avanta
monarchie universe
ce qu'elle dut avoi
tieux au temps d'
200. Projets de Phi
cet égard, 201. Au
trouva porté natur
ibid. Pour être resp
faut que la monarchi
cienne, 213.

Moshemius croit que
chie de l'Église chré
s'établit qu'après la
tion de Jérusalem,
fut à l'imitation des
les évêques voulure
gardés comme des
et les prêtres comm
vites, 261, 262.

N.

Nerus. Ses cruautés, ses conquêtes, 50.
Numa. Sa politique l'engagea à prescrire un culte aux Romains, 240.

O.

Origène. Son sentiment sur les miracles, 247. Prétend que les premiers chrétiens n'avaient pas abandonné la loi de Moïse, 254. Ce qu'il dit sur ce mépris que les païens témoignaient pour ces chrétiens, 256. Il appuie l'opinion que J. C. n'a pas renfermé tout le sens de la doctrine chrétienne dans l'Évangile, *ibid.* Il s'est attaché au sens figuré, 258. Il abusa de la philosophie platonicienne, 266, 267.

P.

Paganisme. Sa chute accompagne la décadence de l'empire romain, 229. Il ne doit point être regardé comme une religion, 232. Raison tirée des différentes notions des différens peuples sur leurs divinités, 233. Il ne put faire obstacle à l'établissement d'une religion nouvelle, *ibid.*; son peu de solidité, 234. Il était facile à renverser, et pourquoi, *ibid.* Cause du crédit qu'il a long-temps conservé, 235. Par quels moyens il le perdit, 238. La vanité du peuple et la politique des magistrats lui servirent d'appui, *ibid.* Ses différentes révolutions, 238, 239. Raisons qui purent déterminer les empereurs à le discréditer, 244. L'invasion de l'empire par les Barbares acheva sa ruine, 245, 246.
Païen. Étymologie de ce mot, 232. Les Païens tournèrent en ridicule l'esprit de charité du christianisme, 254, 255.
Patrie. (*Amour de la*) Ce sentiment chez tous les peuples est toujours mêlé de férocité et de haine pour leurs voisins; d'où il naît, 40, 41. Il fut préféré aux sentimens naturels et à la justice, 41.
Pausanias. Son témoignage contraire aux Lacédémoniens, 81.
Persécutions (*les*) ne servirent qu'à donner plus de crédit aux chrétiens, 273. Raisons politiques qui servent d'excuse aux persécutions exercées contre les chrétiens, 306, 307.
Persée. Sa situation exigeait qu'il fît la guerre, 158.
Phénicie. Conjecture sur son gouvernement, 104.
Phénix. Son exemple allégué en faveur de la résurrection, 253.

ciens, 175, 176. Rome plus brillante au commencement de la première guerre Punique, mais pas plus heureuse, 177. Preuve tirée de sa corruption dès qu'elle acquit des richesses, 177, 178. Effet des délices de Capoue sur ses soldats, 177. Leur perfidie à l'égard de la ville de Rhège, 178. Funestes suites de la première guerre Punique pour Rome, 179. Les quinze premières années de la seconde guerre Punique également malheureuses pour elle, *ibid.* État de Rome après l'humiliation de Carthage, 179. Le peuple ne profita point des dépouilles des nations vaincues, 180. Exemple tiré de l'histoire des Gracques, *ibid.* Dans aucune des époques de sa durée, Rome n'a joui d'un bonheur qui suffise pour inspirer un préjugé favorable à son gouvernement, 181. La sévérité des mœurs et de la religion des Romains est une preuve qu'ils ne furent pas heureux jusqu'au règne d'Auguste, 182. Après la seconde guerre Punique, Rome projette la conquête du reste du monde, 189. Calcul du nombre d'hommes immolés pendant cette guerre, 189, 190. Despotisme exercé par Rome sur les peuples de la terre. Exemples de la tyrannie de sa domination, 195 et suiv. Tableau des derniers temps de la république, 199. Son état sous Auguste, 201, 202. Sous Tibère, 202. Tableau de Rome après la bataille d'Actium, 203 et suiv. Ce qu'était la noblesse chez les Romains, 204 et suiv. Gran
d'esclaves à Rom
empereurs, 207, 20
vinces gagnèrent à
d'Auguste, elles n
pas moins en proi
cussions des pro
des préteurs. Trai
liers cités en pre
209. Poids des i
sur les peuples, 2
ruptions des Barl
l'empire d'August
encore à la misère
ples, 211. État dé
monde à cette ép
Rome plus malhe
jamais sous l'empi
rons, etc. 214. Idé
de Vespasien, 214
gueur des Romai
tière criminelle, 2
Les Romains ne
quoique maîtres d
lui donner leur rel
240. Leurs premiè
du culte leur v
Étrusques, 240.
merce avec les Gr
ces notions, *ibid.*
fut toujours entre
des grands, 242.
y était étroitement
ristocratie, 242,
tages que les gra
de la religion pou
leur crédit, 243. É
pire romain dans l
siècle de l'Église,
des Romains sur
l'empire, 329.

Romulus. Selon tout
il ne fut qu'un
165. Manière do
Rome, 166, 167.
l'usage des aruspi

Rousseau, combatt
teur sur son opini

la supériorité des petits états sur les grands pour la conservation de la liberté, 101, 102. Comparaison de la situation d'Athènes au commencement de la guerre du Péloponnèse et de celle de la France lors des guerres de 1733, 1741 et 1757, servant à appuyer le raisonnement de l'auteur, 102, 103. Continuation du même sujet, 103.

Ruse. Après la force, elle tient le premier rang dans l'opinion des anciens, 39.

S.

Sardanapale a peut-être été décrié injustement, 50, 51.

Scipion. Le succès de son entreprise sur Carthage infaillible. Avantages qu'il avait sur Annibal. Son éloge, 153, 154.

Scythes. Irruption de ces peuples. Leurs traités avec les peuples vaincus, 53. Motif qui les porta à la guerre, 54. Ressemblance de leurs mœurs à celles des Sauvages, 105.

Sémiramis, complice, femme et assassin de Ninus. Son ambition, ses conquêtes, monumens de démence et d'orgueil qu'elle laisse après elle, 50.

Sénèque. Belle maxime sur la bienveillance que les hommes se doivent réciproquement, 43.

Société. Sous quel point de vue elle doit être envisagée, 35. Erreurs qu'elle a commises dans la formation de ses lois, 133.

Socrate prétendit avoir fait descendre la philosophie du ciel. Opinion de l'auteur sur ce philosophe, 87, 88.

Sozomène. Conte puéril et ridicule qu'on trouve dans cet auteur, 320. Il est en contradiction avec Socrate le scolastique, sur l'effet que produisit le prétendu miracle arrivé lors de la réédification du temple de Jérusalem, 321.

Sparte. Notions sur cette république, 42, 43. Son origine, 78. Caractère de ses habitans, *ibid*. Sa constitution, 79. Elle ne fut pas toujours victorieuse, 80, 81. Moyens qu'elle employa pour se soutenir, 81, 82. Injustice de sa politique, *ibid*. En quoi elle consiste, 90.

Stellini. Dissertation sur les progrès des mœurs, 45.

T.

Théodoret, auteur ecclésiastique qui mérite peu de confiance, 320.

Théodose. Observations sur cet empereur, 310, 311.

Thésée, fondateur d'Athènes, 76.

Tibère. Sa politique, son caractère, son mépris pour les opinions religieuses de son pays, 245.

Tite-Live. Témoignage de cet écrivain sur l'opinion des Gaulois quant au droit du plus fort, 38.

Titus. Son éloge, 215.

Tolérance. Les empereurs romains tolèrent du moins les écrits des chrétiens, 272.
TRAJAN. Éloge de ses vertus. Son goût pour la guerre, 215.
Motifs qui peu
ainsi que Marc
Son ignorance s
des chrétiens, :

V.

VALENS et les deux premiers Valentinien. Leurs crimes, 304.
VALÈRE-MAXIME. Son témoignage sur les progrès des Romains dans l'art de la guerre, 139. Il est cité
VARRON. Sa dé
théologie, 237.
VELLEIUS-PATERC
sions remarqual

X.

XÉNOPHON. Opinion de l'auteur sur cet historien, 53.
XERXÈS. Son inva
ses malheureux

Z.

ZOSIME suppose que Constantin eut des motifs secrets pour détruire le paganisme. Doutes sur sa sincérité, 292. N'est pas exempt de l'esprit de parti, 309, 310. Apo
histoire, 310.
Théodose, *ibid*
des moines, 31

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER

ralités, certaines marques par lesquelles le sort des peuples se manifeste d'une façon abstraite. De même que le cri est le signe de la douleur, de même les plaintes, les débats, les querelles, sont la preuve d'un mécontentement, d'un malaise général dans une nation : et sans parler des guerres civiles, des famines, des contagions, etc. la férocité n'est-elle pas un symptôme qui décèle toujours une souffrance habituelle? Rien n'empêche donc que nous ne jugions les anciens comme nous nous jugeons les uns les autres, et que nous n'appliquions à ces grands objets les principes les plus connus de la morale et de la politique. Mais parmi tant de révolutions, tant de changemens arrivés dans le gouvernement des Romains, comment porter sur eux un jugement éclairé, si nous ne divisons pas leur histoire en plusieurs époques?

Depuis la fondation de Rome jusqu'à l'expulsion des rois, il s'est écoulé à peu près deux cent quarante ans; de l'expulsion des rois jusqu'à l'entière conquête de l'Italie, le même espace de temps; de la première guerre Punique jusqu'à la ruine de Carthage, environ cent vingt-neuf ans, et de cet événement à la subversion de la république, cinquante ou soixante ans au plus. Ces quatre époques peuvent nous servir comme de quatre points de vue différens sous lesquels nous envisagerons le peuple romain. Tout ce que nous demandons, c'est que le lecteur trouve bon que nous ne les appelions pas les quatre

âges de la république. Il nous dispensera sans doute d'en distinguer l'enfance, l'adolescence, la virilité et la vieillesse. Tout ce fatras de plate rhétorique et de mauvaise politique ne serait bon tout au plus qu'à nous montrer l'abus qu'on fait des mots, et l'influence que le langage peut avoir sur les opinions. En effet, après que les hommes ont eu la faiblesse d'accorder de l'estime à ces jeux frivoles d'un esprit plus subtil que pénétrant, ils se sont accoutumés peu à peu à leur attacher quelque sens ; et ils n'ont plus considéré les républiques, les gouvernemens même, que comme des êtres physiques dont il fallait examiner les maladies, les habitudes, le régime, etc. C'est que rien ne coûte plus à l'esprit que l'abstraction, c'est que cette abstraction a besoin elle-même de s'étayer des choses sensibles : de là vient que le raisonnement est toujours prêt à dériver vers le style figuré, style vicieux et incorrect, dont l'allégorie est le dernier abus. Aussi voyons-nous que plus un peuple est brut et ignorant, plus son langage abonde en métaphores et en comparaisons (a). Ce sont autant de tours d'adresse de l'esprit pour éluder l'exacte définition qui est souvent un effort au-dessus de ses forces. S'agit-il de développer les principes d'une république, on la compare à un être vivant; veut-on définir ce que c'est qu'un homme juste, on le compare à une république : ainsi nous tournons sans cesse dans un cercle vicieux, où cha-

(a) *Un peu galimatias.*

que chose est semblable à une autre, et où nulle chose n'est définie. [1]

Mais ce n'est pas assez de condamner et d'éviter ces abus introduits avant nous; peut-être avons-nous besoin de nous ouvrir des routes nouvelles; et puisqu'il nous faut chercher quelques moyens pour connaître l'esprit des différentes constitutions politiques, nous ne ferions peut-être pas mal d'examiner si, au lieu de donner toute son attention à des lois, à des institutions qui sont souvent l'effet du hasard, il ne vaudrait pas mieux s'occuper particulièrement des

[1] Platon ne paraît avoir eu d'autre objet en écrivant son livre *de la République*, que d'enseigner en quoi consiste la justice. Il compare l'homme à une république où la raison est le monarque, et où les passions forment le bas peuple. C'est à cette idée subtile que nous devons tous ces rêves ingénieux que quelques auteurs modernes ressuscitent encore de temps en temps, à la honte de la philosophie. Au reste, Platon n'était pas toujours si allégorique, et il n'a pas dédaigné quelquefois de descendre aux définitions exactes. Diogène-Laërce rapporte qu'il faisait consister la bonté du gouvernement en trois choses : 1°. En ce que les lois fussent bonnes. 2°. En ce que le peuple fût soumis. 3°. En ce que les coutumes et les maximes pussent suppléer au défaut des lois. Il voulait pareillement que, pour connaître les vices du gouvernement, on examinât trois choses en particulier : 1°. Si les lois ne sont utiles ni aux régnicoles, ni aux étrangers. 2°. Si on les transgresse impunément. 3°. S'il n'y a point de lois, et si la tyrannie règne seule dans l'état. Ceci est bien moins spirituel, et s'entend aussi beaucoup mieux.

circonstances dans lesquelles une nation s'est formée, du caractère, des intérêts qu'avaient les hommes au moment où ils se sont réunis en société, et se sont donné des lois. En effet, les peuples ont existé avant les lois, et il est très difficile que les fondateurs des républiques ou des empires se soient tous trouvés dans la même position, lorsqu'ils ont établi des gouvernemens. Or, il y a lieu de croire que ces premiers momens ont influé prodigieusement sur l'avenir; de sorte qu'on pourrait proposer ce problème politique : Les circonstances de l'établissement d'un peuple étant données, en déterminer l'esprit et le caractère [1]. C'est ainsi qu'on pourrait se convaincre, par exemple, que quelque modification qu'on eût voulu introduire dans les gouvernemens de Tyr, de Sparte et d'Athènes, l'esprit de commerce aurait dû régner dans la première, celui d'égalité dans la seconde, et celui d'indépendance dans la troisième [2].

[1] Soit que cette observation ait été négligée par les auteurs politiques, soit qu'elle ne m'ait pas frappé dans leurs ouvrages, je me fais un plaisir d'en rendre hommage à l'auteur de l'*Histoire politique du gouvernement romain*, à qui j'en ai l'obligation.

[2] Je ne puis me dispenser d'observer ici que cette vue pourrait bien être contraire à une maxime que Machiavel a avancée dans son discours sur Tite-Live, où il assure que, pour qu'un état subsiste long-temps, il est nécessaire de le rappeler souvent aux principes de sa constitution. Il me semble que presque tous les états ayant été établis dans des circonstances tout opposées à celles où ils se trouvent

Cette manière d'envisager notre objet, semble y prendre une clarté toute nouvelle; mais parmi les différentes applications que nous en pourrions faire, nous nous bornerons aux Romains, et nous examinerons en quelles circonstances leur premier législateur essaya de donner une forme à son état.

Rappelons-nous ce que nous avons dit dans le chapitre précédent, et nous verrons que, suivant toute apparence, Romulus ne fut qu'un aventurier

ensuite par le laps de temps, il serait inutile, et même nuisible, de recourir à un pareil remède. C'est que tout changement dans un état n'est pas une marque certaine de la corruption du peuple; c'est que toutes les variations qu'éprouvent les circonstances peuvent et doivent même influer beaucoup sur le gouvernement. Une nation barbare et féroce peut devenir commerçante et agricole, tandis qu'une nation commerçante deviendra guerrière. Il faut donc bien distinguer dans les changemens de gouvernement ce qui appartient à la nature des choses, et ce qui appartient à la corruption des hommes. La paresse, l'orgueil, la désobéissance, sont des marques certaines de corruption; mais les changemens de fortune, les nouvelles prétentions, les altérations dans les rangs et les dignités ne découlent pas du même principe. A Rome, par exemple, un plébéien pouvait bien prétendre au consulat, sans que la république fût corrompue; et de même à Londres un négociant peut s'asseoir dans la chambre des communes au-dessus (*b*) du fils d'un lord, sans que la nation soit détériorée pour cela. C'est qu'à Rome la perpétuité des familles, les honneurs reçus à la guerre, les vertus, les mœurs, parvinrent bientôt à donner du relief

(*b*) *Ni au-dessus, ni au-dessous.*

dont Numitor se servit pour se venger d'Amulius, et qui, bientôt après, lui devint suspect à son tour; de façon que ce prince n'eut rien de plus pressé que de s'en défaire en lui donnant les moyens d'établir une colonie. Romulus assembla donc quelques jeunes gens de la ville d'Albe, auxquels il joignit les aventuriers qui voulurent se présenter. Parmi ces derniers, il y en eut qui par leur naissance ou par leurs richesses méritèrent d'être distingués des autres; ils

aux plébéiens; c'est qu'à Londres l'esprit de commerce a rendu le négociant aussi important que le baron. Ainsi le plébéien du temps de Canuléius ne pouvait être assimilé au plébéien du temps de Valérius; et de nos jours, un négociant de Londres ne peut pas être comparé à un marchand du temps d'Édouard III. Or, prétendre dans un temps de crise rappeler l'état à ses premiers principes, c'eût été à Rome ramener un peuple puissant et estimable à son premier état de misère et d'avilissement; et ce serait en Angleterre rétablir le gouvernement féodal à la place de celui de propriété et de représentation. Il faut donc examiner, 1°. quel a été le caractère d'une nation lors de son établissement; 2°. quelle influence ce caractère national a eue dans la constitution de l'état; 3°. si les premières habitudes et les premières lois sont bonnes à conserver, ou si les changemens dans les circonstances en ont entraîné dans la législation. C'est dans ce dernier cas que le caractère originaire et primitif d'une nation peut se trouver en opposition avec ses intérêts; et alors il faut bien se garder de la ramener à ses premiers principes : il est même nécessaire de les laisser s'oblitérer le plus qu'il est possible, de crainte qu'un peuple, en voulant toujours redevenir ce qu'il a été, ne soit jamais ce qu'il doit être.

urent séparés du commun du peuple, et réunis avec es principaux d'entre les Albains; ils formèrent le orps des patriciens. Tout souverain qui n'établit as son pouvoir par les armes ou par une révolution uelconque, ne peut jamais être despote. Romulus ut donc avoir beaucoup d'égards pour les premiers e sa colonie. De là l'esprit d'aristocratie et le caracère de fierté qu'elle conserva toujours (c). Une colonie qui s'établit sans objet de commerce et d'industrie, doit être portée au brigandage. Le brindage amène les représailles, et les représailles ndent l'état de guerre nécessaire et habituel. De le premier arrangement intérieur de la ville de ome. De là la forme de légion donnée au peuple main, et d'autant mieux adaptée à la situation où se trouvait pour lors, que les femmes étaient en petit nombre dans la nouvelle colonie, qu'on pouit la regarder comme une petite armée.

Dans une colonie guerrière, le premier besoin i se fait sentir est celui de la population. Comme y a plus de brigandage que de culture, plus de erre que de commerce, on a plus besoin de soldts que d'esclaves. De là le principe de ne jamais ssacrer ni réduire en captivité l'ennemi qui rend armes; principe digne de la plus grande attenn, puisqu'on peut le regarder comme la source de us les succès des Romains.

Une colonie exposée aux dangers de la guerre

(c) *Vrai et beau.*

doit toujours être prête à combattre, et ne peut se dispenser de tenir ses membres rassemblés le plus qu'il est possible. De là les limites des héritages et la nécessité pour les chefs de famille de ne cultiver qu'une petite portion de terre. De cette nécessité naît la frugalité, et de la frugalité l'austérité des mœurs, etc.

Une colonie où les femmes étaient en très petit nombre lors de son établissement, où elles furent même conquises l'épée (*d*) à la main, dut avoir des lois très dures à leur égard et à celui de leurs enfans [1]. De là l'autorité atroce des maris sur leurs femmes, et même celle des pères sur leurs enfans: car le pouvoir des pères est toujours plus dur et plus absolu que celui des mères, qu'on peut regarder comme les premières modératrices du despotisme paternel.

Telles sont les observations que nous offre le

(*d*) *Tarare!*

[1] On sait que les femmes étaient punies de mort pour les moindres fautes, comme, par exemple, pour avoir bu du vin. Les pères avaient le pouvoir de vie et de mort sur leurs enfans, et ce pouvoir barbare s'étendait jusqu'au droit de les vendre comme esclaves. Denys d'Halicarnasse dit à ce sujet que tous les législateurs avaient cru devoir fixer le temps pendant lequel les enfans resteraient sous l'autorité paternelle; que les uns les en avaient affranchis dès l'âge de puberté; les autres, au moment de leur mariage; mais que les Romains, plus sages que tous les autres peuples du monde, n'avaient donné aucun terme à cette autorité.

peuple romain dans son berceau; et quoiqu'elles soient en petit nombre, c'en est encore assez pour nous annoncer qu'il sera toujours ambitieux dans ses projets, fier dans son gouvernement, et féroce dans ses mœurs.

Que l'admission des Sabins dans la ville de Rome; que le règne paisible d'un législateur étranger[1] qui voulut, à l'aide des lois et de la religion, adoucir un peuple barbare; que le règne plus brillant encore d'un autre étranger[2] qui tira les Romains de la fange et sut pourvoir avec magnificence à leurs premiers besoins, aient apporté quelque modification à ce caractère originel, nous sommes sûrs de le retrouver partout depuis l'assassinat de Camille jusqu'aux proscriptions de Sylla.

Mais quand il serait vrai que les vertus de Rome naissante eussent assez prévalu sur ses vices, pour que le bonheur ait pu habiter dans ses premières cabanes, quelle conséquence en pourrait-on tirer pour le bien de l'humanité? S'ensuivrait-il qu'on serait communément plus heureux dans un état naissant? Mais les commencemens des empires ne sont que des momens dans la suite des siècles, et l'objet d'un bon gouvernement est de donner de la permanence à la félicité publique. D'ailleurs Rome combattant sans cesse pour se procurer quelques gerbes de blé, Rome qui ne connaît ni la tranquillité de la vie sociale, ni l'activité de l'industrie; Rome

[1] Numa Pompilius. [2] Tarquin l'ancien.

sument déjà dans so
des mains d'une fem
et qui bientôt après
détestable dont elle
le joug, si le sentime
fort que celui de la li
qu'une certaine aisanc
de satisfaction qui naît
pu dédommager les R
à souffrir d'ailleurs; car l
nie des riches, la rigueu
de l'usure étaient deven
Servius Tullius [2]. Avouo
époque du gouvernement
part l'image du bonheur.

Peut-être les temps qu

[1] Tanaquil, femme de Tarq
de cacher la mort de ce pri
Tullius eût pris ses mesures pou
lius était né esclave.

[2] Voyez la harangue

plus de grandeur que de félicité, plus de vertus que de consolation. A peine les rois sont-ils chassés qu'une guerre cruelle s'allume pour les rétablir. Malgré les victoires du lac Régille, Rome voit ses ennemis camper sur le Janicule, et ne doit qu'au courage d'un seul le salut de tous [1]. La mort de Tarquin dissipe les alarmes de la nouvelle république; mais pour un tyran qu'il a perdu, le peuple en trouve mille dans les patriciens. Si je voulais faire juger de la félicité des Romains dans cette époque, je ne demanderais que la seule inspection des notes marginales de Tite-Live : on n'y verrait que guerres extérieures ou troubles intérieurs; et ces derniers étaient encore plus terribles que les combats, puisque la guerre était regardée comme un remède, ou du moins comme un soulagement aux malheurs publics. Quel état que celui où ce fléau devient désirable, où les

[1] On devine aisément que c'est Horatius Coclès que j'ai en vue. Quant à l'histoire de Mutius Scévola, je n'en parlerai dans cette note que pour remarquer combien le goût du merveilleux domine encore parmi nous. Denys d'Halicarnasse ne fait aucune mention de cette action singulière de Mutius, qui se brûle la main pour attester un mensonge. Mais ce fait est extraordinaire, et l'on aime mieux suivre Tite-Live que Denys, sans se donner la peine même d'observer la différence qui se trouve entre le narré des deux auteurs. M. de Pouilly, dans sa savante dissertation *sur l'incertitude de l'histoire des quatre premiers siècles de Rome*, fait voir que celle de Scévola a été imitée d'un pareil fait tiré d'un historien grec.

pleurs ne tarissent que lorsque le sang commence à couler!

Au milieu de ces maux habituels, que de plaies étrangères! la ville prise par des ennemis inconnus jusque-là; des disettes, des contagions, des malheurs de toute espèce [1].....

Mais, me dira-t-on, voilà une énumération terrible des maux que le peuple romain a soufferts, et vous en tirez avantage avec d'autant plus de facilité que les désastres étant le partage de l'humanité, l'idée n'en est que trop présente à tous les hommes: mais l'amour de la patrie, l'attachement aux lois, l'enthousiasme de la gloire, sont des passions factices qu'il faut avoir éprouvées pour les pouvoir con-

[1] On sera peut-être surpris de me voir mettre en ligne de compte les disettes et surtout les contagions, et l'on aurait raison, si elles étaient l'effet du hasard. Mais dans les états bien gouvernés, dans les états heureux, ces fléaux ne sont point à craindre. On sait assez que la culture prévient les disettes; mais il n'est pas moins vrai qu'elle prévient les maladies : 1°. parce que les disettes sont les sources ordinaires des épidémies; 2°. parce que l'air est d'autant plus sain, que la terre est mieux cultivée; 3°. parce que la paix et l'abondance fournissent les moyens de conserver la santé par des établissemens utiles, tels que les aqueducs, les égouts, la propreté dans les maisons et les vêtemens, le choix dans les alimens, les boissons salutaires, le jardinage, etc. M. Corbin Morris a remarqué que, depuis que les Anglais se sont adonnés au jardinage, Londres a beaucoup moins souffert de ces épidémies fréquentes qu'on qualifiait de pestes. Voyez *Remarques sur les nécrologes*, etc.

naître. Ainsi, lorsque vous vous livrez à ces spéculations, il arrive que vous êtes plus sensible au malheur des Romains qu'au bien dont ils ont pu jouir : et tandis que votre esprit compare, votre imagination trop partiale fait pencher la balance. Ne négligeons pas cette objection, et entrons dans quelques détails.

La plus forte passion qu'on attribue aux Romains, c'est l'amour de la gloire. Adoptons un moment cette opinion générale, et essayons d'en faire l'application au bonheur du peuple. Sans doute que nous verrons une milice exercée aux combats demander perpétuellement qu'on la mène à la victoire. Les moindres citoyens, en se promenant dans la place publique, traceront le plan des opérations, et fixeront l'époque des conquêtes. Les épouses les plus tendres, les mères les plus timides partageront l'enthousiasme commun, et le peuple enivré de succès oubliera aisément ses travaux.

Quelle différence de ce tableau avec la réalité! Ne jugeons plus Rome par les choses que les historiens nous disent, mais par celles qu'ils nous apprennent (e). Transportons-nous en idée dans le sein de cette ville, et voyons une populace triste et misérable frémir autour du sénat. Entendons-la demander, tantôt en gémissant, tantôt en menaçant, qu'on lui daigne accorder quelques arpens de terre pour sa subsistance. Écoutons les cris de ces braves

(e) *Est-ce qu'on apprend sans dire?*

soldats qui montrent, parmi leurs nobles cicatrices, les traces honteuses du fouet et des chaînes; malheureux confondus parmi les plus vils esclaves, parce qu'ils n'ont pu payer les armes dont ils ont percé les ennemis, et le pain qu'ils ont mangé le jour du combat..... Les portes s'ouvrent, les sénateurs paraissent, leurs regards féroces annoncent leurs projets, une joie cruelle brille sur leur visage : que vont-ils annoncer au peuple? Le soulagement de ses peines, la tranquillité, l'abondance?..... Non; mais l'ennemi attiré, soit par leurs intrigues secrètes, soit par la confiance que de longues dissensions ne pouvaient manquer de lui inspirer, s'avance à grands pas, et bientôt on le verra aux portes de la ville. Déjà les consuls assis dans leur chaire curule citent les jeunes gens à leur tribunal; demain on combattra l'ennemi. Peut-être achètera-t-on par le sang de trois mille citoyens l'honneur de le repousser; peut-être aussi viendra-t-il porter le fer et le feu jusque dans le Capitole. Mais n'importe, pour cette fois la loi agraire ne sera pas publiée.

C'est ainsi que les guerres s'allument; c'est ainsi que l'amour de la gloire enivre les Romains, et qu'ils marchent à la conquête du monde. [1]

[1] « Di modo che volendo Roma levare le cagioni de' tu« multi levava ancora la cagion' dell' ampliare. » *Machiavelli Discorsi sopra Tito Livio*, l. II.

Saint Augustin (*de Civitate Dei*, lib. III, cap. X) retrace les guerres continuelles dont les Romains ont été agi-

Mais quelle sera l'issue de cette guerre? Quelques succès équivoques; l'ennemi sera repoussé, ou se retirera de lui-même; mais quoi qu'il arrive, on n'imaginera pas de profiter de l'avantage qu'on aura pu remporter sur lui; on se gardera bien de l'aller chercher dans ses foyers, et on retournera bientôt à Rome demander du pain au sénat.

Autre objection. Les Romains, dira-t-on, étaient pauvres, il est vrai; mais cette pauvreté, loin d'être un malheur, était un trésor pour eux. La frugalité leur tenait lieu de richesse, et comme ils n'avaient pas de besoins, ils ne connaissaient pas le prix de l'opulence..... Ils n'en connaissaient pas le prix? Et d'où vient donc que les patriciens s'étaient emparés de toutes les terres du peuple par l'usure, et de toutes celles de la république par la fraude? Pourquoi ces hommes superbes avaient-ils de vastes possessions, peuplées d'esclaves faits à la guerre, et achetés à vil prix des mains des soldats nécessiteux?

tés, et se propose pour objection une réflexion à peu près semblable à celle de Machiavel. Ces guerres continuelles, dit-il, étaient presque nécessaires à l'agrandissement des Romains; mais quel individu voudrait acquérir une taille gigantesque aux dépens de sa santé? *Idonea vero caussa ut magnum esset imperium cur esse deberet inquietum? Nonne in corporibus hominum satius est modicam staturam cum sanitate habere, quam ad molem aliquam giganteam perpetuis afflictionibus pervenire.* (*f*)

(*f*) *Déclamation de rhéteur.*

Pourquoi ont-ils cent fois préféré de mettre la république à deux doigts de sa perte, plutôt que de céder un pouce de leurs terres? Pourquoi ont-ils mieux aimé faire au peuple le sacrifice des rangs, de la magistrature, de la religion même [1], que celui de leurs richesses [2]? Inutilement voudrions-nous le dissimuler : à Rome, le peuple était pauvre et mécontent, les grands, riches et avares. Ainsi, au milieu des troubles et des révolutions, après la tyrannie des décemvirs, les ravages des Gaulois et l'invasion de Pyrrhus, après cent cinquante années de guerres contre les Éques, les Volsques, les Étrusques, et quarante années de combats perpétuels contre les Samnites, Rome, toujours divisée, toujours pauvre, parvint à la troisième époque que nous avons indiquée; c'est-à-dire à la conquête de l'Italie et au commencement de la première guerre Punique.

[1] La noblesse avait seule le droit de prendre des auspices. De là vient que l'esprit aristocratique fut toujours joint à l'esprit superstitieux. Nous aurons occasion dans la suite de développer comment la ruine de l'aristocratie détruisit toute religion chez les Romains, ouvrit une entrée aux sectes stoïcienne et épicurienne, et fut une des voies cachées qui préparèrent l'établissement du christianisme.

[2] Ce n'a jamais été que pour éviter la loi agraire que les patriciens ont laissé passer les lois *Licinia* et *Sicinia*, par lesquelles les mariages des plébéiens avec les patriciens et le partage des magistratures furent permis pour la première fois.

J'avoue que cette époque a quelque chose d'attrayant. Il semble qu'on ne voie plus le même sombre dominer dans le tableau de l'histoire romaine. Les discordes civiles s'apaisent ; des conquêtes brillantes deviennent le prix des travaux militaires; et Rome commence à se faire respecter hors des limites de l'Italie. Si on consulte les auteurs, on trouvera que ce moment est celui où les succès de la république n'avaient point encore altéré ses vertus. Rome, s'il faut s'en rapporter à eux, était déjà puissante, et n'avait pas encore été corrompue ; mais nous sommes loin d'adopter une pareille opinion, et nous allons au contraire essayer de donner une idée plus exacte de la morale et de la félicité du peuple romain.

Un peuple heureux n'est pas celui qui vit de peu; les Goths et les Vandales vivaient de peu, et ils ont été chercher l'abondance dans les autres climats. Un peuple heureux n'est pas celui qui est endurci à la peine et aux travaux; les Goths et les Vandales étaient endurcis aux travaux, et ils ont été chercher ailleurs la mollesse et le repos. Un peuple heureux n'est pas celui qui est le plus fort dans les combats; il ne livre des combats que pour obtenir la paix et les commodités de la vie. Un peuple heureux est celui qui jouit de l'aisance et de la liberté qui est attachée à ses propriétés, et surtout qui ne désire pas de changer d'état. Or, une preuve que les Romains n'ont jamais éprouvé un pareil bonheur, c'est

qu'à peine ont-ils connu les richesses, qu'ils les ont désirées avec fureur, et qu'ils leur ont sacrifié leurs principes et leurs habitudes.

Ce fut l'an 413 de sa fondation que Rome acquit la souveraineté de Capoue. Mais à peine l'armée eut-elle pris des quartiers dans ce pays célèbre par ses délices, que l'esprit de révolte s'en empara. Elle méconnut ses chefs, et forma le projet de s'établir dans cette ville. Que de trahisons à la fois! désertion, manquemens aux sermens, abus de la force militaire (g)! Rien n'arrête cependant ces hommes avides de richesses. On sépare l'armée, mais inutilement; la plus grande partie persiste dans la rébellion, et marche droit à Rome.

Peu de temps après, la ville de Rhège demande des secours aux Romains : on lui accorde une légion. Que font ces hommes vertueux? Sans respect pour la foi des traités, sans égard pour l'hospitalité, ils égorgent tous les citoyens, ils forcent les veuves à les prendre pour maris (h), et s'emparent ainsi de cette ville malheureuse : tant l'appât d'une vie commode et oisive eut d'empire sur ces cœurs féroces! Ces deux traits suffisent pour mettre le lecteur en état de juger si les Romains étaient heureux à Rome, et s'ils préféraient leur sort à celui des autres peuples.

La première guerre Punique replongea la répu-

(g) *La légion coupable fut punie.*
(h) *Punis aussi.*

blique dans de nouveaux malheurs. En effet, quoique pendant le cours de cette guerre elle eût eu plus de succès que de désastres, ces avantages ne dédommagèrent pas le peuple de la défaite de Régulus et de trois flottes battues ou submergées (*i*). Une victoire fait souvent regagner le terrain perdu par une défaite, mais elle ne rend pas des maris aux veuves et des pères aux orphelins. Quant à la seconde guerre Punique, il est difficile de se peindre un état plus cruel que celui où s'est trouvée la république depuis les quinze premières années de cette guerre. Sans parler des humiliations continuelles qu'elle a éprouvées, le cens de ses citoyens, diminués presque de moitié, prouve assez quelles sensibles pertes elle avait faites.

Carthage humiliée, ce ne fut plus qu'une suite de succès tous plus brillans les uns que les autres; ainsi la fin de notre troisième période peut en compenser le commencement. Ce fut alors que la guerre parut utile, parce qu'on apporta successivement à Rome les dépouilles de toutes les nations [1]. Mais qui est-ce qui profita de ce butin? Premièrement le fisc; tout ayant d'abord été apporté dans

(*i*) *Il y eut des victoires aussi.*

[1] On a reproché à Métellus d'avoir étalé à son triomphe les statues et autres productions des arts qu'il avait apportées de Syracuse. Mais rien n'est si frivole que cette censure. Pourquoi les Romains combattaient-ils? pour être maîtres du monde, direz-vous. Et pourquoi voulaient-ils être mai-

bien v
ques spectacles, quelq
elles ne répandirent j
nécessiteux. On en voi
des Gracques (k). Tib
s'écrier à la tribune a
« sauvages ont des cav
« e retirer, tandis qu
« trouvent pas un toit
« mettre à couvert de l'in
« séjour fixe ni habitati
« malheureux proscrits d
« patrie. On vous appelle l
« de l'univers. Quels seign
« à qui l'on n'a pas laissé
« terre qui pût au moins
Quelque exagération qu'o
cette peinture, il fallait
ressemblance, et qu'elle pû
tres du

citoyens pour remuer le peuple autant qu'elle l'a fait. D'ailleurs on sait assez que les richesses acquises sans peine, et partagées entre un très petit nombre de gens, entraînent avec elles le luxe et la corruption [1]; ou plutôt, tout est déjà corrompu lorsque le lux arrive; car le luxe n'est qu'un effet qu'on a érigé e principe. Il ne vient que lorsque toute règle est déj détruite, et soit qu'il naisse de l'inégalité des fortunes, soit qu'il prenne sa source dans l'abu richesses, il suppose toujours qu'il est des m faciles et rapides d'acquérir de l'argent, et qu'il des passions contraires à la convenance et à nêteté.

L'opinion de tous les hommes, le jugen tous les siècles, nous dispensent d'exer censure sur la quatrième époque que nous sommes fixée. Il n'est personne qui au récit des révolutions arrivées du Gracques, des Marius et des Sylla. Nou donc de porter nos regards sur ce fune pour nous hâter de conclure que dans époques que nous avons annoncées, Ro

[1] En l'année 572, c'est-à-dire long-temps av de Carthage Caïus Mœnius, préteur, fut ch des informations sur les empois se trouver à Rome ou à dix milles au bout de peu de jours, ce magistrat éc ouvé trois mille, et que le nombre qu'il faisait des recherches.

plus grands reprochés qu
ron, son défenseur, se ré
tion, assurant qu'on ne pe
dansé, sans supposer qu'i
gnerie et à toutes sortes de

J'ajouterai à ces observa
fut toujours féroce comme
de Cannes, ils s'avisèrent,
rer tout vifs un Gaulois et
Grecque. Cette abominable
affaire d'usage. D'ailleurs la
dans l'ancienne Rome que d
conde guerre Punique, le
s'était introduit dans la ville
cultes étrangers, il fut ord
seraient apportées au préteu
faire usage par la suite. A
en joignirent une littéraire.
Rome, tous les rhéteurs fure
des rhéteurs latins ayant vo
currence avec les grecs, ils
les derniers furent conservé

CHAPITRE VIII.

De l'influence des Romains sur le bonheur des autres peuples de la terre, et de l'état du monde lors de la subversion de la république.

A mesure que nous avançons dans nos observations sur l'histoire du genre humain, nous nous sentons de plus en plus pénétrés d'étonnement; non que nous admirions, comme tant d'autres, la succ sion des événemens et la variété des scènes qui occupé la surface de notre globe, mais plutôt pa qu'en travaillant à cet ouvrage, il nous a été ir sible de sacrifier à l'étude des faits, les sublimes templations de l'antique nature, sans être surpr même humiliés de la différence qui règ l'histoire du monde et celle des humains. D' nous voyons les eaux disposer la terre q devons cultiver; soit que leur lente retrai les différens lits dont elle est composée it cours plus rapide dessine les vallon l tagnes. Des peuplades nombreuses d'a a tiques semblent ne s'être pressées le es autres, n'avoir vécu et péri par monce , c

les matériaux qui servent
es; tandis que des feux d
es de la terre, vont porter
des rochers les métaux nécessaires

ravions couvrent un p
duisent au milieu des t
ses digues et forme l'
que d'autres inondati
deux parties et lui arra
tres marins trouvent l
tagnes. L'énormité des
restres prouve l'ancienn
une lente dégradation da
même temps la végétatio
recevoir de l'homme une

Tels sont les magnifiqu
l'histoire du monde. Que
des humains? Des faits
très recens. Trente siècl
maine de l'histoire : un p
trois ou quatre peuples fa
sont, pour ainsi dire, l
du monde politique. Pa
courte généalogie, et co
intéresse le sort des hom

tendu prouver un savant et ingénieux auteur (b), ou que ce gouvernement, patriarchal dans son origine, soit plus naturel aux peuples indigènes; c'est ce que nous ne prétendons pas examiner; mais ce qui paraît très certain, c'est que le pouvoir d'un seul a existé en Asie de temps immémorial; au lieu que les premiers exemples d'un gouvernement républicain se trouvent parmi les colonies nouvellement fondées. Nous voyons donc d'abord les grandes monarchies figurer sur la scène du monde, qui était réduite pour lors à l'Asie et à l'Égyte (c). Plusieurs colonies s'établissent ensuite dans l'Asie-Mineure et dans la Grèce; et ces colonies en ayant envoyé d'autres à leur tour, le gouvernement républicain, plus convenable à des gens qui sont tous égaux, se propage aisément dans ces nouveaux établissemens. Il y porte la prospérité qu'il a coutume de conduire sur ses pas. Bientôt cette moderne partie du genre humain, différente par ses mœurs et par ses principes, se trouve aux prises avec l'ancienne, et ne tarde pas à en triompher. Mais un jeune ambitieux, déjà corrompu par sa fortune, préfère les mœurs des vaincus à celles des vainqueurs. Ne pouvant s'élever au rang des dieux, il ravale ses sujets au-dessous de la condition humaine, et dégrade ainsi ses exploits, en faisant voir qu'il n'a voulu combattre que les despotes, et non le despotisme. L'hu-

au despotis
vernement, qui avai
flua de l'Asie sur l'E
Macédoine, la Thrace
alors que la liberté, rel
gia à Carthage et à l
ayant bientôt triomph
ambition fit succéder l
celui des rois, et cette
de toutes.... Voilà en pe
de faits généraux que l
qui nous conduisent aux
de ce chapitre.

Il mondo invecchia;
tisce. Cette maxime, que
présent, ne l'était que trop
avons sous les yeux. Les
furent un signal de dépra
Avant cette époque, le mon
deux parties

lieu de bonheur. Dans cette position les républiques trouvaient dans leur liberté des dédommagemens pour leurs perpétuelles dissensions, et les sujets du grand roi se consolaient de l'esclavage par l'habitude d'une longue tranquillité. Alexandre, en dix ans de temps, changea le sort de tous ces peuples. Il mourut dans les bras de la victoire; mais à peine eut-il les yeux fermés, que ses généraux se firent entre eux les guerres les plus sanglantes. Les Macédoniens, n'ayant plus rien à détruire, s'entre-déchirèrent mutuellement, semblables à ces rats, fléaux du nord, qui, couvrant des contrées entières, cheminent toujours en ravageant la terre, jusqu'à ce que, ne trouvant plus de subsistance, ils s'entre dévorent les uns les autres. L'univers fut veng mais il paya cher cette vengeance. Tout fut boul versé sur la surface du globe; les républiq gardèrent plus qu'une vaine apparence de li qui leur laissa les vices de leur gouvernemen leur en conserver les avantages : l'inquiétude la place de la force, les factions se mul ère devinrent irréconciliables. Mais ce n'ét ol sur le choix des tyrans qu'elles disput t. donnera-t-on la préférence des Séleuci d gides, ou des rois de Macédoine? A qu ce s couronnes, et quelles statu ? Tel est le sujet de toutes les

age d'ériger des statues par flatte ab nsuite pour leur en substituer d

publics ne sont pl
marchés et des hall
somption qui ont
gloire, impriment
vices si odieux en
pute, on menace, e
concitoyens, jusqu'à
despote voisin soit
on change de langage
tout, et l'on renvoie
qui a servi d'organe a

D'un autre côté, si
un peuple de vivre so
que, c'est si ce gouver
ancien, parce que les
duits par l'habitude et l
ment que ceux qui les o
temps, ont effectivemen
étendu, parce que le des
l'ouvrage de la force, plu
est éloigné

sieurs provinces de l'empire ottoman, telles que la Dalmatie, la Transylvanie, la Bosnie, etc. jouissent encore d'une sorte de liberté.

Qu'on se figure donc le sort de ces vastes contrées de l'Asie lorsqu'elles se virent la proie du premier soldat parvenu qui voulut les envahir. Je ne parle pas seulement des Ptolémée, des Cassandre, des Antigone, des Eumène, qui brillaient encore de l'éclat qu'ils avaient emprunté d'Alexandre; mais de tous ces petits usurpateurs qui leur ont succédé, des rois de Bithynie, de Pergame, de Cappadoce, Pont, etc. etc. Quel autre motif que la crainte p vait attacher les peuples à de pareils gouverneme et quel autre motif que l'avarice pouvait attach prince à la nation?

Ce fut dans de pareilles circonstances que R souveraine en Italie et victorieuse en Afriqu des regards ambitieux sur le reste du mond ble que le sang de deux millions d'hommes [1]

[1] J'ai pris la peine de faire le relevé du nombre que les historiens nous disent avoir péri d les combats livrés par les Romains depuis l' e fondation de Rome jusqu'en l'année 577 st quarante-quatre ans. J'en ai trouvé 959,[illegible] M une grande partie des combats que les hi en portée sans spécifier quelle a été la perte de sorte qu'on peut ajouter à ce nombre en sus, ce qui fait à peu près 1,400,000 l ajoutez plusieurs flottes submergées, et maladie ou de misère, vous aurez plus

dit : (e)

« Sans doute, pè
« que Romulus fon
« que après l'expuls
« cêtres vous eurent
« homme divin vous
« en assuraient à jama
« auraient été rempli
« plus heureux des m
« sang n'avez-vous pas
« inestimable ? combie
« battu pour le défend
« vous ne pourriez le
« qu'en en privant vos
« dépravation de l'esp

d'hommes que la guerre a
qui n'excède guère celui de
qui naissent, et qui n'est
âge d'homme. Il est à rem
d'auto

« tout la barbarie de vos voisins, que long-temps
« il vous a fallu être oppresseurs, pour éviter d'être
« opprimés. Je dis *long-temps*, parce qu'il est un
« terme où les états, forts par eux-mêmes, n'ont plus
« besoin de s'agrandir, et c'est alors que l'esprit de
« conquête n'est plus qu'un abus de l'esprit de con-
« servation. Ainsi ces liqueurs spiritueuses qui sont
« destinées à ranimer nos forces abattues, lors-
« qu'elles sont prises avec excès nous donnent des
« besoins illusoires, et nous conduisent à l'anéantis-
« sement, en paraissant toujours augmenter n
« vigueur. Prenez garde, citoyens, que vous ne sc
« arrivés à ce terme de puissance qu'il est sou
« dangereux et toujours injuste de passer. L
« vous obéit, l'Afrique est humiliée, l'Asie vou
« pecte. Mais l'Italie est dépeuplée, mais l'Af
« est livrée à la barbarie, mais l'Asie gémit
« clavage. Fertilisez donc l'Italie, policez
« affranchissez l'Asie : voilà votre devoir,
« pouvez douter; mais je dis plus : voilà
« térêt, et je vais vous le prouver.

« Je ne vois que deux objets qui is
« faire désirer des conquêtes : ou vc o
« assurer un repos durable, et vo
« plus avoir que des sujets au lieu n

irez d'être riches, et p
lez dépouiller les autres
durable que vous désirez,
de la seule politique ce q

« eux-memes, vos pr
« république? Comm
« pline dans vos trou
« règle une armée ac
« le devoir un consu
« ordres? Mais vous c
« craignez Philippe? V
« sur-le-champ des arm
« en bride? Rendez à l
« rétablissez le gouvern
« l'Asie-Mineure : Philip
« doine, et Antiochus
« de l'Asie. C'est du sei
« nerez le monde, et, sa
« vous gagnerez des bat
« n'aura pas abreuvé la
« Supposons mainten
« penser, que ce peupl
« de son austérité, den
« ses longs travaux. Vo
« frugalité et votre di

« seront donc les seuls heureux, les seuls opulens. « Est-ce tout le peuple romain? Mais si chaque ci- « toyen devient riche, qui est-ce qui s'enrôlera dans « les légions? qui portera des fardeaux, qui soutien- « dra la longueur des marches, et les fatigues des « campemens? Je prévois vos desseins : vous paye- « rez, vous soudoierez des étrangers pour faire la « guerre à votre place, et vous serez riches tandis « que d'autres seront forts? et vous serez libres « quand d'autres seront armés? Croyez-moi, Ro- « mains, si vous vous lassez de votre antique sim- « plicité, si vous voulez surtout posséder les beaux- « arts, digne occupation d'un peuple heureux et « puissant, ne faites pas venir des statues, mais des « statuaires; n'enlevez point des tableaux, mais in- « struisez des peintres. Ce n'est pas de ce qu'on a « pris, c'est de ce qu'on a fait qu'il est doux de jouir : « je vous en avertis. Le pain qui proviendra des « grains que vous aurez semés aura plus de saveur « que celui qu'on fait avec le blé d'Égypte, et le « marbre qu'on aura travaillé sous vos yeux vous sera « mille fois plus précieux que les chefs-d'œuvre de « Phidias. Soyez donc cultivateurs, industrieux et « politiques, mais justes surtout; car l'ordre de l'uni- « vers a voulu que le bonheur d'un petit nombre ne « pût rester long-temps en opposition avec le bonheur « de tous. »

J'ignore si un pareil discours a jamais été tenu dans le sénat; mais les vérités qu'il renferme sont

un decret du peuple
fussent toutes mises
avec laquelle cette no
nous donner des reg
voyons que ce bienfait
un moment que pour
heurs dont la Grèce fu
le caractère féroce des
démasquer ; mais on
cable exercer une tyra

Nous avons remarqu
dens qu'une des plus gr
sous les gouvernemens
été l'habitude des disse
observé que lorsque le
telles qu'Athènes et Spar
disputes, et changeaien
gouvernement, ces inno
mentées par le sang d'un
mais au moins ces massac
d'une justice exercée par

parti des vaincus était traité de faction rebelle. Les Romains suivirent un autre principe. Ils supposèrent apparemment qu'ils étaient nés maîtres du monde, et en conséquence, ils traitèrent les autres nations, non comme des ennemis vaincus, mais comme des sujets révoltés. Ce fut surtout après la victoire de Paul Émile que ce principe affreux se montra dans toute son atrocité : Rhodes, république florissante par son commerce et sa navigation; Rhodes, reste précieux de l'ancienne Grèce, pour avoir cessé un moment d'être favorable aux Romains, se voit soumise à l'inquisition de leurs ambassadeurs, et menacée d'une ruine totale. Elle ne l'évite qu'en faisant mourir tous ceux de ses citoyens qui s'étaient déclarés contre Rome. Quelque temps après, Bæbius, lieutenant de Paul Émile, se prêtant à des haines particulières, fait massacrer cinq cent cinquante des principaux parmi les Étoliens. Mais ces abominations ne furent encore que le prélude des cruautés exercées par le peuple romain. Bientôt l'avarice et l'iniquité des particuliers se joignirent aux barbares maximes du gouvernement : on ne peut lire sans frémir l'histoire de la guerre d'Espagne. Je ne parle pas seulement d'un Lucullus qui, s'introduisant dans une ville par capitulation, abuse de la foi des traités pour en faire égorger les habitans au nombre de vingt mille; ni d'un Galba qui, trompant une nation entière par une paix simulée, parvient à la rassembler dans une enceinte où il la fait massacrer comme

un ramas de bêtes fauves; ni d'un Aquiléius qui, pour détruire plus facilement les ennemis qu'il n'osait combattre, eut la lâcheté d'empoisonner toutes les sources d'une province. Mais des larmes plus amères coulent de mes yeux, lorsque je vois l'illustre, le sage Scipion faire couper les mains à quatre cents jeunes gens de la petite ville de Lutia, dont le seul crime était d'avoir secouru les Numantins leurs alliés. Non, c'est en vain qu'on voudrait le nier; de pareils forfaits ne sont les crimes ni d'un général, ni de quelques soldats : il faut que toute une nation soit féroce pour que de si grands scélérats trouvent des ministres de leurs cruautés. Et qui ne serait attendri en voyant presque au même instant deux villes superbes, deux merveilles du monde, Carthage et Corinthe, réduites en cendres? En vain les siècles passés, en vain le monde entier s'est efforcé d'embellir ces magnifiques témoignages de l'antique félicité; la majesté du peuple romain exige qu'ils soient réduits en poudre. [1]

Cependant des proconsuls, des préteurs avides vont enlever les trésors que le fer et le feu ont épargnés. C'est peu pour les peuples d'avoir vu périr leurs guerriers dans les combats, d'avoir perdu leur gouvernement et leur liberté, le poids de l'imposition vient se joindre à celui de l'esclavage. Une usure cruelle est exercée par les exacteurs mêmes;

[1] « Ecce quam feliciter Roma vincit, tam infeliciter quid-« quid extra Romam vincitur. Paul. Oros. liv. v.

les gouverneurs et les traitans sont devenus autai
de corbeaux qui se disputent des cadavres. Du moir
si l'univers opprimé ne peut recouvrer son ancienn
prospérité, qu'il se console par l'espoir de la ver
geance : hâtez-vous donc de paraître, ô Mithridat
ô Viriate ! l'Asie et l'Europe vous appellent. N'at
dez pas que ces cruels vainqueurs se fassent ju
eux-mêmes ; car bientôt de vils esclaves, d'inf
gladiateurs, un Tryphon, un Spartacus, seron
stitués à Carthage et à Numance ; et s'ils disp
sent ensuite, ce ne sera que pour faire plac
Marius, aux Sylla, aux Octave.... Je m'arrê
sens qu'ayant pour objet d'observer quel
sort de l'humanité dans cette funeste époq
puis porter, dans une pareille matière, le c
cessaire à la discussion [1]. Mais enfin faut
froidement dans le détail de tant d'atrocité
suffirait-il pas pour exciter l'indignation
lecteur sensible, de lui rappeler que dar
court espace de temps, Carthage, Corin
mance et Athènes furent détruites? sa
des millions d'hommes égorgés en Esp
que et en Asie [2]; dans l'Italie et la Sici

n excedere propositi formam operi
o ac pectore indignatio. » VELLEIUS PAT

e Mithridate fit périr dans un jour

cents villes, subjugue trois cen
trois millions d'hommes, dont
sur le champ de bataille, et
tombé en captivité. Rappelez-v
de Numidie, le supplice de Ju
duits à l'état de simples cliens,
lui des plus vils esclaves, et vo
mots une idée de l'influence du
le bonheur de la terre. [1]

cruauté, tout affreuse qu'elle paraît,
représaille des injures qu'il avait reçu

[1] « Raptores orbis, postquam cunct
« terræ, et mare scrutantur : si locupl
« pauper, ambitiosi; quos non Oriens
« verit; soli omnium opes atque inopi
« cupiscunt. Auffetre, trucidare, ra
« imperium, atque ubi solitudinem f
« lant. » TACITE, *Vie d'Agricola*, c. x

CHAPITRE IX.

De l'empire romain sous le règne d'Auguste et de ses successeurs.

Je n'ai fait qu'indiquer ces horribles tragédies, ces temps de meurtres et de carnage, où Rome agitée par les discordes civiles vengeait elle-même les nations abattues, mais les opprimait encore. Cette république victorieuse et expirante ressemblait à un malade dont les entrailles sont dévorées par une fièvre ardente, mais dont les bras encore robustes reçoivent, des crises de la douleur, une force plus énergique et plus dangereuse. Tandis que Cinna et Marius faisaient couler le sang des citoyens, Sylla exterminait les habitans du Pont et de la Cappadoce; et pendant qu'Octave et Lépide sous la sanction des traités s'immolaient réciproquement leurs parens et leurs amis [1], Antoine fatiguait de ses armes les Parthes et les Égyptiens. Dans cette époque désastreuse l'univers retentissait partout des cris de la fureur et

[1] « Ne quid ulli sanctum relinqueretur, velut in dotem in-« vitamentumque sceleris, Antonius L. Cæsarem avunculum, « Lepidus Paulum fratrem proscripserant. Nec Planco gratia « defuit ad impetrandum, ut frater ejus Plancus Plautius « proscriberetur. Eoque inter jocos militares qui currum « Lepidi Plancique secuti erant, inter exsecrationem civium « usurpabant hunc versum : *De Germanis, non de Gallis* « *duo triumphant consules.* » Vell. Paterc.

nous n'insisterons poi
ment de tous les siècle
postérité. Ce n'est point
vile qu'il est nécessaire
mais de ce vain enthou
cet esprit guerrier et c
aiguiser pendant quelqu
citoyens doivent un jou
Puissions-nous avoir rem
pitres précédens, et ne
vront que la sagesse de la
convaincre, et la naïveté
peut persuader!

Une nouvelle questior
Nous avons vu que tous l
cupés plutôt à rendre les l
dre heureux, tous les pe
esclaves ou usurpateurs, s
félicité permanente. Mais
des intérêts, des mœurs e
stacle ins

tion devenue absurde depuis que la géographie ayant reculé les bornes du monde, nous a fait connaître un seul royaume plus étendu et plus peuplé que tout l'empire romain; cette question, dis-je, n'était pas destituée de quelque apparence du temps d'Auguste et de Tibère; et si l'on veut bien ne pas la prendre dans toute son étendue, on trouvera qu'elle peut avoir été agitée avec fondement dans des temps plus modernes. Il est sûr que Philippe II n'avait pas besoin de faire entrer l'empire de la Chine et celui de la Russie dans ses calculs ambitieux. Une fois établi sur le trône d'Angleterre par son mariage avec Marie, il ne lui manquait plus que d'asservir la France pour rendre la maison d'Autriche maîtresse de tout le monde chrétien; souveraineté qui paraissait devoir entraîner celle de l'univers entier. Mais Auguste se trouvait placé tout naturellement où Philippe voulait atteindre. Si l'on excepte quelques nations barbares que les Romains n'avaient pas trouvées dignes d'être conquises, tous les peuples connus alors étaient leurs tributaires, et Rome, devenue pacifique, avait banni la guerre de dessus la surface de la terre. Le bon ordre fut rétabli dans l'administration, la justice reprit ses droits, et les beaux-arts, plus attachés à la tranquillité et à l'abondance qu'à la vertu et à la liberté, quittèrent bientôt les portiques de la Grèce pour habiter la cour d'un despote magnifique et éclairé. Sans doute le règne de ce prince aurait été l'époque la plus heureuse pour les Romains, si les

que d'un côté, ce souv
sur le bonheur des seu
de l'autre, la prostituti
citoyens étaient tombés l
des offenses pour les li
la plus basse adulation.
qui avaient un père à pl
se trouvaient assez dédo
prince, ou par quelque
Ainsi les provinces se réj
des affaires, tandis que R
gémir.

Tibère, également sub
de son prédécesseur dans
sut pourtant mettre en us
les principes qu'Auguste l
heur public ne commenç
ministère de Séjan, et je
si longue bonace parmi le
fait naître

qu'une paix si constante avait assez dédommagé les Romains de la cruauté des Claude, des Caligula et des Néron; parce que dans le temps même où ces monstres s'assouvissaient du sang des sénateurs, le peuple était du moins heureux et tranquille. Il serait aisé de leur répondre qu'à moins qu'ils n'entendent par le mot peuple ce que l'on nomme communément la lie du peuple, c'est-à-dire un vil ramas d'hommes sans fortune et sans talens, il est très sûr que le peuple romain eut beaucoup à souffrir sous les tyrans qui remplirent l'intervalle d'Auguste à Vespasien. Mais sans nous arrêter à cette question particulière qui sans doute n'a jamais été agitée de bonne foi, nous allons essayer de mieux apprécier la prétendue félicité dont les Romains ont joui sous les empereurs.

Pour bien remplir notre objet, il faut se former une idée de ce qu'était la nation romaine, lorsque, après la bataille d'Actium, Auguste resta seul maître de tout. Rome n'était plus comme autrefois le berceau des rois du monde. Ces familles illustres par le désastre des nations, avaient déjà expié leur antique et coupable splendeur, et les héritiers des noms les plus célèbres avaient tendu le cou aux bourreaux. Des affranchis, ou des bourgeois [1] sortis de toutes

[1] Tous les peuples de l'Italie étaient devenus citoyens romains. Ce privilége s'étendit sous le règne de Claude aux habitans de la Gaule Transalpine, et bientôt après à toutes les provinces de l'empire. Il faut lire le discours que Tacite

vivres et d'argent, es
pandues par le souve
magnifiques spectacles
misère. S'il existait enc
ce n'étaient point de c
pectables dans tous les
des préteurs, des queste
des provinces, et surto

met dans la bouche de cet en
raisons plausibles, Claude a
et des Lacédémoniens, dont
jalousie ridicule qui les emp
au nombre de leurs concito

[1] Il y avait chez les Rom
sortes de noblesse : l'une d'o
cienneté et de l'illustration d
rables, des couronnes mili
tres, etc. * ; et l'autre qui te
celle qui donnait un véritabl
triciens et les séna

qui, s'étant emparés de toutes les affaires de finance, se formèrent bientôt de ces vastes fortunes d'argent, symptômes manifestes d'un état dans sa décadence. On sait quel fut l'embarras d'Auguste lorsqu'il entreprit la réforme du sénat. La plupart des rejetons des familles les plus illustres manquaient de la fortune nécessaire pour y entrer, et ce prince fut obligé d'y

se trouver par laps de temps en contradiction avec les principes du gouvernement, puisqu'elles égalaient l'homme parvenu, et souvent même le prévaricateur, au citoyen né de parens les plus illustres et élevé dans les meilleurs principes. Je m'étonne que tous les auteurs, et M. de Montesquieu le premier, aient fait si peu d'attention au grand rapport qui existe entre le sort de la noblesse parmi les Romains et celui qu'elle éprouve parmi nous. Il aurait pu remarquer comment dans tous les gouvernemens, dans tous les états, la considération (a) suit toujours l'argent, et comment il est impossible à la fortune de se passer de considération. En effet, malgré les nombreuses satires où tantôt la justice, tantôt la malignité et la jalousie du public se sont exercées sur les financiers, ils sont devenus chez nous ce qu'étaient à Rome les chevaliers romains, une classe à part, ayant une considération attachée à son opulence; et cette considération serait sans doute devenue plus considérable et plus marquée, si les mariages des filles riches n'avaient pas détourné l'argent de ses premiers canaux pour le répandre et le dissiper. Les financiers en voulant jouir d'un éclat emprunté ont diminué de celui qui leur était propre. Malgré cela non-seulement ils forment une classe à part, comme je l'ai déjà dit, mais ils recrutent l'ancienne noblesse, qui s'éteint peu à peu, et fait place à la nouvelle. Une question

(a) *Et les places surtout.*

du souverain. Tels étu
ou plutôt tels étaient
guste : sans biens, san
la Calabre dans la Tosc
Lombardie, suivant qu'i

assez curieuse à proposer,
commerce n'ont pas établi
comme celles de la finance (
résoudre. Je me contenterai
ment dans les états démocra
davantage ; 2°. que s'il occas
dans quelques états monarc
trop loin des grands pour ch
merçant fuit l'éclat, le finar
tenir.

[1] César avait fait entrer da
d'étrangers et d'hommes nou
d'afficher un édit où l'on ava
fenses sont faites à qui que
un sénateur le chemin du

dats vétérans, ou célébrer quelques noms illustres par l'établissement d'une colonie ; toujours étrangers, jusque dans Rome même, ces malheureux se promenaient sous des portiques, et habitaient sous des cabanes. Ajoutez à cela quelques rhéteurs grecs, des aventuriers étrangers, une foule d'esclaves [1] et un grand nombre de gladiateurs, d'athlètes, de comédiens et de courtisanes, et vous aurez une idée de ce qu'était la ville de Rome sous les empereurs.

[1] Il serait aisé de faire voir à quel excès le nombre des esclaves fut porté alors. Voici quelques traits qui pourront faire juger. Pedanius Secundus fut assassiné par un de ses esclaves. Il fut agité si, selon les lois, tous ceux qui se trouvaient dans la maison lorsque le crime fut commis, étaient condamnés à mort. Caïus Cassius fut pour l'affirmative, et Tacite lui fait dire entre autres raisons, *quem servorum tuebitur, cùm Pedanium Secundum quatuor non protexerint?* (Voyez *Annal.* Liv. XIV.) Pedanius avait donc quatre cents esclaves. On ne peut lire sans doute que tous ces malheureux subirent la mort pour le crime d'un seul. Dion rapporte qu'Égnatius Rufus étant consul se vanta d'être parvenu à éteindre un incendie avec le secours de ses seuls esclaves ; et qu'Auguste, qui était mécontent de ce magistrat, et qui ne voulait pas d'ailleurs qu'un particulier pût se vanter d'avoir pourvu de lui-même à l'ordre public, destina à ce seul emploi six cents esclaves qu'il avait eus de la succession d'Agrippa. Nous lisons aussi dans Pline, Liv. XXXIII, chap. X, que Caius Claudius Isidorus en avait laissé à sa mort quatre cents et seize, quoiqu'il eût essuyé d[illegible]

dans toutes le
Mais ce bonheur n'
tion devint meilleur
changé. Nous savons
ques prêteurs abusère

claves ne laissait pas de
en nous racontant (Liv. 1
craignit un moment qu'ils
nous apprendre que cette
dans Rome : *ob multitudin*
mensam minore in dies ple
lettre que Tibère écrit au s
été portées contre le luxe,
Quid enim primum prohibe
aggrediar? Villarum infinit
et nationes?..... Freinshe
nationes en disant que les
nombre d'esclaves, qu'ils le
Juste-Lipse rappelle à ce s
donne cinq mille esclaves à u
un autre d'Athénée, où le no
naient à quelques Romains,
(Voyez TACITE, *Variorum*. Liv

traire qui leur était confié. Dion nous apprend qu'un certain Licinius eut l'impudence de faire payer aux Gaulois, dans une année, quatorze mois de tribut au lieu de douze; mais cette action, qui ne serait pas sans exemple comme concussion, devient plus affreuse à mes yeux, comme rapine exercée par le gouvernement. En effet, Licinius ayant eu la présence d'esprit d'offrir à Auguste l'argent qu'il s'était procuré par ses exactions, parvint aisément à lui persuader que c'était faire une chose doublement utile que de dépouiller les Gaulois de leur argent, et de le faire passer dans les coffres de l'empereur. Ce fait, qui est parvenu à la postérité, doit en faire supposer bien d'autres tombés dans l'oubli; car les plaintes des malheureux ne se conservent pas si longtemps que les panégyriques des rhéteurs. D'ailleurs, quel sort que celui d'un peuple gouverné par deux étrangers, qui, sous le nom de proconsul et de questeur, espions réciproques ou complices des mêmes crimes, ne peuvent être d'intelligence sans ruiner une province, ni divisés sans y jeter le trouble et la confusion! [1]

Mais, quelle qu'eût été l'intégrité de ces magis-

[1] Tacite (*Vie d'Agricola*) a pris soin de nous transmettre les griefs des Bretons contre le gouvernement romain : *Singulos sibi olim reges fuisse, nunc binos imponi, è quibus legatus in sanguinem, procurator in bona sæviret: æque discordiam præpositorum, æque concordiam subjectis exitiosam, etc.* c. xv.

tions, fléaux de nos c
siastes de l'antiquité (c)
découvertes attribuées
anciens, pourraient ajo
sont appuyés l'art inver
vailler une province en
vailler un peuple par la
Tandis que les front

(c) *La première édition p*
« *Et le savant auteur* qui*

[1] L'abbé Dubos a fait voir
leurs sujets, et particulière
pôts de toutes les espèces ; c
les terres conquises et aliéné
un cinquième sur toutes les p
bois, vignes, prés, etc. ; u
fonds, ou, si l'on veut, une
ratio ; une capitation ou ta
homme libre ; enfin des dro
d'*importation*, de *quarantiè*
dus, etc. etc. Voyez l'*Histoire*
chie française, chap

tributs et fatiguées par la présence des armées, elles avaient de plus le malheur d'être souvent exposées aux courses de l'ennemi. En effet, quoique Auguste n'ait pas soutenu des guerres bien fâcheuses, et que le centre de l'empire soit resté paisible, les Germains, les Rhétiens, les Dalmates, les Pannoniens, les Cantabres ne laissèrent pas que de commettre de grands désordres et de grandes cruautés, tant sur les Romains que sur leurs alliés; car telles éta l'étendue et la fortune de cet empire, que tou qui n'était ni allié, ni tributaire des Romains, un peuple barbare, sans lois et sans culture.

Ceci nous conduit encore à étendre plus loin r réflexions, et nous met à portée de juger que[1] alors l'état du monde connu : en effet, no voyons plus sur cette vaste scène qu'un peuple oisif et frivole [1], des royaumes changés en pr opprimées et languissantes; et plus loin, des barbares qui, n'ayant ni commerce ni agri ne connaissaient d'autre état que la guer est le philosophe qui pourra jamais p r ceux dont la destinée a placé l'existen la

[1] Les Romains, depuis les guerres civile ai ment négligé l'agriculture, qu'Auguste fut te p tablir, de retrancher au peuple ces distribu d lui épargnaient la nécessité de cultiver la t tend qu'il en fut détourné par la cr nent de cet usage ne fût un ch ., et un moyen trop facile d'o

[illegible] pre:
amis, ses enfans, pre
armées; et lui-même, n
de goût pour les armes,
d'entreprendre de long:
portée de diriger les op
voltes des Germains, d
peuples que nous avons
rent-elles pas les armées
cemens du règne de Tib
blés par le bruit des arm
cela n'approchait pas de
Rome dans l'univers? D
même dans le sein de la fo
d'un fils qui périt miséra
étrangères, croira-t-on q
aient été plus heureux qu
t-on que la défaite de Va
glantes d'Agrippa, de Dr
n'aient pas souvent répandu
les plus illustres? Il ne faut
guste [illegible]

bonheur qu'ils célébraient, semblable aux rayons du soleil après l'orage, devait la plus grande partie de son prix aux momens affreux qui l'avaient précédé. Et quel fonds pouvait-on faire sur cette félicité, qui n'avait pour toute base, pour tout appui que les jours d'un vieillard? Quel est l'homme sensé qui n'ait pas dû trembler en voyant Tibère et Agrippa Posthume les plus proches héritiers du trône? Après les sacrifices qu'on avait faits à Auguste, quelle ressource restait-il contre ses successeurs? Malheur au peuple que l'enthousiasme a subjugué! Fabricateur de ses propres chaînes, il a tellement su se les adapter, qu'il lui devient presque impossible de les rompre; comme s'il était nécessaire de donner le pouvoir en échange des bienfaits, et que pour récompenser un bon prince, il fallût préparer un tyran. La monarchie, comme la noblesse qui en est le soutien, a besoin d'être vieille pour être respectable. D'une heureuse expérience de l'autorité et de l'habitude d'obéir, se compose une sorte de constitution qui devient à la fin presque inaltérable, parce qu'il est un terme, passé lequel la matière d'une république n'existe plus dans une monarchie, au lieu que la matière d'une monarchie existe toujours dans une république.

Il n'y a pas lieu de douter que les Romains n'aient fait une partie de ces réflexions, et quoique la plupart d'entre eux se soient laissé séduire, tant par les dignités qu'Auguste leur prodigua, que par le

furent si bien entremê
les Romains restèrent d
plus de place aux dout
dace et à la résolution.
règne d'Auguste, parce
bère, Caligula, Claude
toute âme sensible. Il n
pour ne pas déplorer la c
ont vécu sous ces règne
ce sont ceux qui nous on
la guerre [1]. Si quelquefo
Grande-Bretagne ou ver
l'empire en eut à peine c
sanglante dont il jouissait,
vent les horreurs des con
ramena le trouble et la c
sein de l'Italie; et les bata
armées d'Othon et de Vite
Galba, ensanglantèrent en
depuis la bataille de Manto
du bruit de

l'empire; mais c'est précisément ce règne qui nous offre le tableau de tout ce que l'ambition d'un côté, et le fanatisme de l'autre, ont jamais produit de plus affreux. On comprend aisément que je veux parler de la guerre des Juifs, guerre qui dans l'espace de deux ans fit périr plus de treize cent mille hommes, et qui, rallumée sous Trajan et sous Adrien [1], causa la ruine totale de cinquante villes fortifiées et de neuf cent quatre-vingt-cinq bourgs ou villages. Cette horrible plaie de l'humanité ne compensa que trop les avantages qu'elle retira du règne de Vespasien. Titus ne fit que s'asseoir sur le trône. Il semble que la destinée qui l'avait fait le modèle des rois se soit contentée de le montrer comme un exemple éternel pour les siècles à venir. Je ne parlerai point de Domitien, trop connu par ses cruautés; mais je remarquerai que Trajan, dont les vertus et la bonté devaient faire les délices du peuple romain, troubla lui-même, par son goût pour la guerre, la sérénité des beaux jours qu'il avait fait naître. Cette observation est d'autant plus importante qu'elle nous sert à apprécier la morale de cet âge. Je le répète, et j'aurai encore plus d'une occasion de le faire : l'amour de la patrie, la popularité, la générosité, ont été des

[1] Si l'on en croit Xyphilin, abréviateur de Dion, cette révolte des Juifs fit périr à Cyrène deux cent mille hommes et deux cent cinquante mille dans l'île de Chypre. Les cruautés que cet historien impute aux Juifs font dresser les cheveux à la tête, et sont à peine croyables.

fance à voir des mil
geaient aux applaudiss
prisonniers de guerre
traînait publiquement
décret, et pour comp
Avouons-le, la vertu
qu'est encore la beauté
non pas ce que la natur
mais la plus grande pe
imprimés à chaque nat
et de même que les visag
antiques conservent un
répond pas, à nos yeux,
les autres formes; de m
participaient toujours de

[1] J'ai négligé jusqu'à prés
étaient d'une telle rigueur d
le nombre des coupables ne
de pardonner. Sénèque raco
fait trancher la tête à trois c
s'en applaudissait

Si Trajan et Marc Aurèle peuvent avoir encouru le reproche d'avoir trop fait la guerre, il faut avouer aussi qu'il y avait bien des raisons à alléguer en leur faveur; en effet, si nous examinons la constitution de l'empire des Césars et le peu de base qu'avait leur autorité, on se convaincra aisément qu'il était presque impossible de conserver la paix au dedans, sans faire la guerre au dehors. La guerre est malheureusement un grand moyen de gouvernement. Elle occupe tous les esprits; elle simplifie toutes les formules; elle éloigne toutes les discussions. Aussi suis-je très porté à croire que les rois qui ont toujours le plus fait la guerre, ne sont pas ceux qui ont eu le plus besoin de génie; et que les princes poli-

teur raconte que tous ces malheureux, en passant devant l'empereur, lui crièrent : *Ave imperator; morituri te salutant;* et que Claude leur répondit par distraction : *Avete vos;* ce qu'ils prirent pour un pardon : de sorte qu'ils ne voulurent plus combattre, et qu'il fallut les y forcer par menaces et par prières. M. Crevier (*Hist. des Emp.*) remarque à ce sujet, « qu'il est bien étonnant qu'il se trouvât alors « dans l'empire romain dix-neuf mille criminels qui méri- « tassent la mort, à moins, ajoute-t-il, qu'on ne les eût « ramassés depuis long-temps dans toutes les provinces de « l'empire. » Mais nous savons que les Romains n'avaient que trop de ressources pour fournir à leurs amusemens sanguinaires. Les prisonniers faits à la guerre, les étrangers condamnés pour différens crimes, et surtout les esclaves, servaient d'aliment à leur cruauté. On sait quel empire barbare ils exerçaient sur ces derniers, et l'on se rappelle le trait affreux de Vedius Pollio, qui, pour un

trop supérieurs aux au
de l'empire trop reculée
intimidées ; il fallait all
guerre, et alors l'absenc
cessairement son pouvoir
heur attaché aux nations
le cas où la guerre est ass
térieur n'en ressente point

verre cassé, voulut en prése
esclave à des monstres marins
peut se faire que ces exemples
communs; mais il paraît au
ment établi voulait que les esc
aux bêtes.

Parmi tant d'atrocités dont
coupables, le plus grand re
selon moi, c'est de n'avoir ja
néral, comme leur semblable
punitions serait peut-être exc
motif l'amour de l'ordre et

cesse d'être intéressante, de façon que les succès deviennent indifférens, et les pertes plus amères. Le soldat lui-même se lasse de travailler sans objet; il se mutine, il se révolte. S'il y a deux armées, il se forme deux partis. La valeur des officiers et la confiance des troupes deviennent elles-mêmes un nouveau danger : on ne peut plus être attaché à son chef sans le faire monter au premier rang, et l'amour des soldats ne tarde pas à faire des généraux infidèles. Ainsi, de trois choses l'une : ou la guerre est désavantageuse, et alors elle cause la ruine d'une nation; ou elle se maintient égale, et alors elle la fatigue et l'épuise; ou elle est avantageuse, et dans ce cas, elle amène la dissolution des armées et du gouvernement. Je n'ai point parlé jusqu'ici du danger des corps particuliers, tels que les gardes prétoriennes, les janissaires, les strélitz, etc., parce que tous mes lecteurs savent assez qu'il n'est point de despote sans satellites, ni de satellites qui ne deviennent à leur tour les tyrans du despote. Sur vingt-trois empereurs, seize égorgés; l'empire romain mis à l'encan et vendu à un homme méprisable; les révolutions de Russie, celles de l'empire Ottoman et du Mogol, prouvent assez que le despotisme militaire est le plus mauvais de tous les gouvernemens, pour les princes comme pour les peuples.

CHAPIT

De l'inond

Dans l'obligation que
de retracer les malheu
voyons qu'à regret la c
objets qui nous occuper
produit sous mille forme
l'esprit trop chagrin, on
les présens qui ont été fai
Pandore a été sans contr
mieux assorti. Nous allons
monde. A la place de ces v
leurs chaires curules décid
ruine des états, ou de ces j
pour une couronne de gaz
flamme aux

maîtres du monde que parce qu'ils mouraient de faim.

D'où sortaient ces peuples qui ne furent connus que par leurs invasions? Comment est-il arrivé que tout incultes et divisés qu'ils étaient, ils parvinrent à renverser ce colosse épouvantable de l'empire romain? Questions importantes, dont l'une appartient à l'érudition, et l'autre à la politique. Ce serait donc une grande témérité de notre part que de les agiter, si l'expérience ne nous apprenait qu'un peu de philosophie peut souvent éclaircir les recherches les plus épineuses, et nous épargner bien de la science et du travail. Que d'autres étalent l'appareil fastueux et superflu de leur savoir; pour nous, il nous suffira de dire ce que nous ignorons, c'est-à-dire l'histoire de cette vaste partie du monde qui contient la Suède, la Russie, la Pologne, la Tartarie, la Chine et l'Indoustan. Or, qui pourra nous apprendre si les émigrations dans l'Occident n'ont pas eu leur origine dans le Nord et dans l'Orient? Parmi les peuples qui ont habité l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, la Pologne, il y en a très peu qui soient regardés comme indigènes [1]. La plus grande partie venait de plus loin; mais on ne les connaissait que depuis leur dernier établissement. Ces peuples fu-

[1] Il y a de fortes preuves que tous ces peuples viennent de la Scythie. Le fameux Odin avait conquis toutes les contrées septentrionales. Voyez l'*Introduction à l'Histoire du Danemarck.*

que le monde ne s'éta
les contrées voisines
d'abord dans une plus
qui s'en trouvaient pl
que l'équilibre n'aura
elles, les progrès des u
à la décadence des autr

Multiplier les questic
tes. 1°. Dans la supposi
res auraient été repouss
guerres malheureuses du
bien étonnant qu'elles n'
tradition. 2°. Quoiqu'on
ment que les femmes st
magne qu'ailleurs, nous
s'étende plus au nord, n
puissent se vanter de cet
gne pas moins d'admettre
ait été encore progressiv
et que l'effet d'une long
manifesté

fois que je lis dans leurs ouvrages : Cet empereur a attaqué les Barbares, et leur a tué cent mille hommes; tel autre a défait deux cent mille Goths, tel autre trois cent mille Sarmates; je traduis toujours ce langage dans celui-ci : *Tel empereur a attaqué les Barbares, et leur a tué beaucoup de monde.* Quoi! tandis que de nos jours où l'état militaire de chaque nation est publié et imprimé, nous ne pouvons jamais savoir au juste ni les forces de nos ennemis, ni même celles de nos alliés, nous prétendrions compter celles des Barbares qui n'avaient ni dénombrement, ni distributions de troupes, ni d'autre méthode que de marcher par multitude? En vérité, je ne puis m'empêcher d'admirer la confiance de tous les historiens dans les détails qu'ils nous transmettent. Quand même ils ne seraient pas obligés la plupart du temps de s'en rapporter à des rhéteurs et des panégyristes, comment voudraient-ils que les Romains eux-mêmes eussent été instruits du nombre de leurs ennemis? Ne sait-on pas que la terreur ou la vanité grossissent tous les objets; qu'avant le combat on a coutume d'amplifier ses forces pour semer l'épouvante, et qu'après la défaite on exagère celles de l'ennemi pour diminuer la honte d'avoir été vaincu? D'ailleurs il n'est province si pauvre, tant en Allemagne qu'en France ou en Espagne, qui ne pût épouvanter ses voisins, si tous ses habitans prenaient les armes à la fois; et cette terreur devait être encore plus forte dans un temps

Une chose plus étc
c'est l'usage où étaie
porter en entier d'un
dant, si nous y réfléc
plus surpris de lire d
nemens qui sont arriv
voisins de nous. Il n'y
connaissons l'intérieur
vons que les nations qu
pareilles révolutions. Il
voir des sauvages s'établ
de leur ancienne demeu
sort des Tartares, et tell
des peuples qui n'auron
donc à cette grande spé
nous attacher; et si nou
en général le sort des h
mons-nous seulement si le
vées augmente ou diminue

Quelque simple que soit
notre objet, nous osons

l'un par l'autre, et dont l'humanité fut toujours la victime.

Nous avons observé plus haut comment les arts, le commerce et l'agriculture étaient, pour ainsi dire, partis de l'Égypte, de la Phénicie, et ensuite de la Grèce, pour se répandre, toujours en suivant les côtes, dans l'Italie, dans la Sicile, sur les côtes de l'Afrique, dans l'Espagne et même dans les Gaules; cette considération peut servir maintenant à nous expliquer la raison de cet avantage marqué que les nations voisines de la mer ont toujours eu sur celles qui ont habité l'intérieur des terres. En effet, tandis que Lycurgue, Solon, Romulus, etc., se creusaient la tête pour trouver l'art de bien battre leurs voisins, la nature conduisait lentement ses rebelles enfans vers le but où elle ne cesse de tendre d'une manière aussi secrète qu'imperturbable. L'agriculture augmentait les productions de la terre, le commerce apprenait à les échanger, et comme un fleuve en sortant de son lit commence par inonder ses rives, et répand ensuite son onde en divers canaux, suivant la pente qu'elle éprouve; de même les connaissances utiles se propagèrent des bords de la mer dans les endroits les plus à portée du commerce, et de là dans l'intérieur des terres. Ainsi l'on peut dire que la richesse et l'industrie ont fait les premières avances, et qu'elles ont été chercher les barbares, avant que ceux-ci les aient désirées. Que serait-il donc ar-

par la guerre ; car lors
l'un est plus civilisé q
orgueil, ou une fauss
cher le vainqueur de p
ou de lui donner les si
losophes anciens avaien
d'héroïsme, les peuples
mis en combustion sur l
la perfection du genre
loin. Un peuple d'ignor
ture, triompha bientôt d
de Platon et de Lycurgu
empire plus loin que les
vaient pu établir le leu
divisé, affaibli, il ne cons
deur que les principes a
quise, et il continua de
qu'il ne fut plus en état
barbares se trouvèrent a
gulière. Devenues voisin
sées par une puissan

cien apophthegme de Caton, *Delenda est Carthago*, il fallut substituer *Delenda est Roma;* et dans le fait, Rome était déjà détruite; des étrangers remplissaient le sénat; des Barbares commandaient les armées, presque toutes composées de Barbares. Les prétoriens, tyrans indomptables dans la capitale, citoyens timides dans les camps, après avoir créé et assassiné des empereurs, avaient été obligés de céder le pas aux Germains et aux autres étrangers dont les Césars avaient formé leur garde : ces Barbares admis aux premières places, établirent avec leurs nations une correspondance qui devint pernicieuse pour les Romains : ils portèrent leur attention sur ce peuple dégradé, à mesure qu'il s'oubliait lui-même; l'ambition des particuliers précéda celle des peuples; les premiers emplois furent envahis, le trône même usurpé; de sorte que les Barbares avaient déjà conquis l'empire avant de l'avoir attaqué.

Il suit de là que c'est dans l'atrocité des anciens principes de la république, dans les vices du gouvernement des empereurs, et surtout dans l'étendue excessive de leur domination, qu'il faut chercher les sources de ces invasions de Barbares qu'on a eu tant de peine à expliquer jusqu'ici. Mais quel qu'en fût le principe, il resterait toujours incontestable qu'elles doivent être regardées comme un des plus grands fléaux qui aient affligé l'humanité. Les nombreux et sanglans combats qu'elles ont occasionnés peuvent être rapportés aux premiers principes de

sont les plus cruelles e
qu'elles ne se font poin
de nation à nation; et
de reculer; de l'autre,
subsistance, rendent la
suite nécessaire de la vic
et de plus lugubre que l
dant les temps qui ont pr
pire romain? Des nation
politique; d'autres inon
trées entières; d'autres,
faisant le métier de voleu
reurs transplantant des
Germanie en Angleterre,
que en Europe. L'unive
champ de bataille où les
ployés à combattre sont
continuelles, et changen

[1] Ces fréquentes émigratio
dans l'établissement des nat
un des plus

CHAPITRE II.

Commencement du christianisme. État politique et moral du paganisme lors de l'établissement de la religion chrétienne.

Mais ce n'était pas assez de ces affreuses convulsions qui ébranlaient le système politique du monde,

de Scythie qui fut établi dans la Thrace. Les Gédines, les Vandales et les Francs ne purent être fixés, et continuèrent à exercer leurs brigandages dans les endroits où on les avait établis. Il fallut les détruire par les armes. Dioclétien transporta en Pannonie les nations des Carpathiens qui habitaient près du Pont-Euxin, et Constance Chlore fit passer les Bataves dans les provinces de la Gaule les plus dépeuplées. Quant à la manière dont on faisait la guerre à ces Barbares, on peut en juger par un trait rapporté par Vopiscus, qui nous apprend que l'empereur Probus, non content d'avoir tué dans une bataille quatre cent mille Barbares, tant Bourguignons que Francs et Germains, mit à prix la tête de ceux qui restaient encore, promettant une pièce d'or à chaque soldat qui lui en apporterait une. C'est avec bien de la satisfaction que j'opposerai à ces ordres cruels ce que j'ai vu pratiquer dans la dernière guerre. Quelques commandans de troupes légères, voulant épargner le sang, imaginèrent de mettre l'avarice aux prises avec la cruauté, et instituèrent un prix pour tout soldat qui amenerait un prisonnier sain et sauf. Tel est le progrès des mœurs et de la philosophie, que de nos jours on voit moins de cruautés en temps de guerre que les anciens n'en exerçaient en temps de paix.

solitaire ne fut pas plus tra
que le soldat effréné ou le cu
époque dans l'histoire que ce
la fois la décadence de l'empi
du paganisme ; qui introduit si
nouveaux peuples et un culte r
une nouvelle religion ! car in
alléguer que le christianisme,
mier dogme l'unité de Dieu,
tement de la foi des Israélites
son origine aussi haut que le c
le mystère de la rédemption,
future, son culte, ses précepte
déclare un ordre nouveau d
tuelles ; tout caractérise une r
tème religieux.

Mais de quelque façon qu'o
objet, il n'en est qu'une que
permettre ; c'est celle qui entr-

nerons aux théologiens ce qui est incontestablement de leur domaine, et nous ne nous occuperons que de l'influence de la religion chrétienne sur le bonheur des hommes, dans cette vie seulement. C'est en conséquence de ce principe, qu'obligés par la suite de nos réflexions de développer l'origine et les progrès du christianisme, nous ne parlerons qu des moyens humains dont la Providence s'est servi moyens souvent avoués par les pères de l'église, les seuls qui soient soumis à la discussion, pui qu'il est impossible aux hommes de suivre les de Dieu dans les choses surnaturelles, et qu'i aussi difficile à notre faible raison de savoir p quoi il change quelquefois l'ordre de la n que d'expliquer pourquoi il ne le change n souvent, ni d'une manière plus propre à na aux fins que nous lui supposons. D'ailleur le cours de cet ouvrage nous n'avons jam ton de la confiance qui enseigne, mais c critique qui doute et qui discute, à con forte raison devons-nous conserve t tion dans une matière où nous ne e ployer que les lumières de l'histoire flexion!

Lorsque les hommes ont médité s révolution du monde moral, deux les frapper particulièrement; la d ancienne religion, et l'établissement ou plutôt ces deux objets se confo

[illegible] plusieurs siècles après [illegible]
ciens, les Égyptiens, les Grecs
avaient chacun des idées différ
ture et l'origine des dieux q
devait leur rendre. Nulle relat
port même entre les noms des
vaient seulement pas se traduir
une autre. Jetez un regard s
anciennes, et cherchez à form
sur Thaut, Birmah ou Bramal
Zeus, Jupiter, Odin, etc. un s

[1] *Païen*, de *pagus*, village : par
chrétiens ayant banni les idolâtres d
furent obligés de se retirer dans les
Constantin chassa de ses troupes tou
chrétiens, et les renvoya dans leurs
explications n'est satisfaisante. La p
toire fait mention des gentils sous le
sous le règne de Valentinien, l'an de J
Gothofredus de Statu Paganorum [illegible]

toutes les opinions et qui fasse un point de réunion contre une religion nouvelle. Nous le trouverons, direz-vous, et c'est le polythéisme. Mais il s'en faut bien que nous nous contentions de cette réponse; car nous vous demanderons ce que vous entendez par *religion* : si c'est l'opinion répandue dans le peuple, nous vous répondrons que parmi les hommes simples et ignorans, toute opinion dégénère en superstition, et tout culte en idolâtrie : et malheureusement sur cet article les chrétiens mêmes auraient bien peu d'avantage sur les païens; car si vous consultiez toute l'Amérique méridionale et quelques nations situées au nord et au sud de l'Europe [1], vous trouveriez que leurs notions sur la Trinité, la Vierge et les saints, les anges et les démons, ne s'éloignent guère de l'idolâtrie. Si vous pensez, au contraire, que dans tous les temps et dans toutes les religions il faut rejeter les idées du vulgaire, vous verrez que parmi les anciens, les prêtres rapportaient toute leur doctrine au déisme, comme toute leur morale à la politique. On sait que le dogme d'un seul Dieu était la première vérité révélée dans les mystères d'Eleusis. Lactance assure qu'Alexandre l'avait apprise de la bouche de l'hiérophante; et il ne faut avoir qu'une très légère connaissance de l'antiquité pour savoir que cette croyance était la base de toute

[1] Les Russes ont encore de petites idoles à qui ils rendent le même culte que les païens rendaient à leurs dieux Pénates.

voudrait chercher le polyth
ques nuages qu'ils aient env
nature des choses et sur les e
assurer qu'il n'a pas existé un
eussent rien de commun ave

Nous ne nous arrêterons
de solidité d'un édifice dont
symétrique, et ne correspon
La religion païenne, méprisé
nistres, décriée par les philos
souvent par le peuple, ne pou
racines, ni former un corps
renverser. Cependant il est i
en doute le crédit qu'elle a c
temps. Il faut donc, pour en r
à une cause plus éloignée ; c
démontrer avec M. Hume qu
première religion qui ait dû
grossiers : ce n'est

polis; et de l'autre, qu'il est prouvé que ses pratiques ont été quelquefois pénibles et cruelles. Il faut donc porter nos regards plus loin, et nous trouverons dans la politique la véritable cause de la longue durée du polythéisme.

En général, si l'on veut comprendre quelque chose à l'antiquité, il ne faut pas perdre de vue deux faits importans : c'est que l'Asie a été le berceau des sciences, et la Grèce celui de la poésie. De cette seule considération mille conséquences découlent naturellement. Les poètes, c'est-à-dire les *faiseurs*[1], les premiers d'entre les Grecs qui aient su quelque chose, ont arrangé de leur mieux ce qu'ils avaient pu retenir des idées phéniciennes et égyptiennes sur l'origine du monde et la génération des dieux; mais ces *faiseurs*, fidèles à leur nom et à leur métier, forgeaient beaucoup de fables nouvelles qu'ils mêlaient aux anciennes, et s'efforçaient surtout de donner le change sur l'origine des Grecs; origine qu'ils rougissaient de devoir à des marchands ou à des peuples esclaves. Parmi ces *faiseurs*, Homère obtint bientôt le premier rang. Il composa tant de contes, parla de tant de choses, que ses livres, sem-

[1] Poète, de ποιεῖν, *faire*, *fabriquer*, *composer*, etc. On ne prétend pas nier ici que la poésie ne vienne de plus loin, et que les Grecs ne l'aient tenue des Phéniciens; mais on veut parler d'une poésie régulière, devenue le langage des prêtres et des législateurs, et le premier amusement du peuple.

blables en cela à l'Alcoran, suffisaient seuls pour fonder une religion. Cependant l'oracle de Delphes, autre *faiseur* qui *faisait* en vers hexamètres, et Lycurgue qui *faisait* des lois métriques, soit-disant dictées par Apollon, mais qu'il avait volées aux Crétois [1], Hésiode et tant d'autres commencèrent à former d'un très petit nombre de connaissances acquises, et d'un grand nombre de conjectures ingénieuses, un échafaudage monstrueux et gigantesque. De tous ces poëmes et de tous ces oracles se composa un langage particulier appelé μύθος, par opposition à λογός, qui était le langage du raisonnement, et qui ne fut mis en usage que long-temps après. Mais pendant des siècles entiers le μύθος avait prévalu; et comme les poètes n'avaient pas manqué de traiter les objets les plus intéressans, comme l'origine des républiques, les principes de la législation, les droits des magistrats, les limites des états, etc. la poésie ou la fable, ou si l'on veut, la religion devint pour ainsi dire le recueil général des archives et les titres de noblesse des républiques. De là l'obligation de lier la politique à la religion; de là la nécessité de conserver les dogmes et les rites. Les oracles avaient souvent décidé sur les droits des états; les poètes même avaient fait autorité [2] : le moyen après

[1] *Rethra* ou oracle. C'était ainsi qu'on appelait les lois de Lycurgue. Il prétendait les tenir de la bouche d'Apollon qui lui parlait à son ordinaire en style mesuré.

[2] Deux vers d'Homère décidèrent une contestation entre

cela de révoquer en doute les oracles, et de manquer de respect à Homère !

Saint Augustin [1] rapporte une très belle définition de Varron, dans laquelle cet auteur divise la théologie en trois genres : le *fabuleux*, μύθικον, le *physique* ou le naturel, et le *civil* ou le légal. Le premier contient les fables, la métamorphose, etc. Le second, qui traite de la nature des dieux et des choses, ne s'enseigne que dans les écoles. Le troisième, qui n'est que le rituel des fêtes ou des sacrifices, est confié au sacerdoce. Varron dit que de ces trois genres de théologie, le premier et le dernier sont les seuls qui puissent être abandonnés au peuple : *Prima*, inquit, *theologia maxime accommodata est ad theatrum*, *secunda ad mundum* (a), *tertia ad urbem*. Mais cette théologie fabuleuse que Varron annexe particulièrement au théâtre, avait une liaison intime avec la théologie civile, et elles ne manquaient pas de se réunir contre la théologie naturelle, qui était leur plus grande ennemie. Malheureusement celle-ci négligea pendant long-temps les seules armes qu'elle pouvait employer avec succès, l'observation et l'expérience. Elle eut même la faiblesse d'emprunter souvent à la première son langage, et à l'autre son im-

deux républiques qui se disputaient le droit de métropole sur une colonie.

[1] *De Civitate Dei*, lib. VI, cap. 6.

(a) *Varron ne se servait point de ce mot* mundum *pour exprimer ce qu'entend Auguste.*

posture et ses mysteres. Ces trois systemes reagirent les uns sur les autres, de manière que la religion devint allégorique, et la philosophie superstitieuse. Mais tandis que le commerce des nations, les voyages, les conquêtes multipliaient les objets du culte par l'adoption des rites étrangers, la curiosité, l'émulation, la subtilité multipliaient les sectes et les écoles. Que pouvait-il arriver de là, sinon le discrédit dans lequel tombèrent à la fois la philosophie et la religion? L'extravagance d'adorer toutes sortes de divinités, depuis le grand Jupiter jusqu'au dieu *Crepitus* (b), et de soutenir toutes sortes d'opinions depuis le dogmatisme le plus tranchant jusqu'au pyrrhonisme le plus décidé, plaça bientôt au même rang les prêtres et les sophistes, et parvint enfin à inspirer le sentiment qu'ils redoutent le plus dans les grands, celui de l'indifférence.

Au milieu de ces désastres, il restait encore deux grands appuis à la religion; la vanité dans le peuple, et la politique parmi les magistrats. La Grèce était le berceau des dieux : tout y paraissait rempli de leur présence : les jeux olympiques et isthmiques, les panathénées, toutes ces fêtes magnifiques, particulières à chaque cité; tant d'oracles accrédités qui avaient promis à la Grèce une splendeur éternelle; quels objets pour un peuple confiant et frivole! Par malheur, tandis que les Grecs s'occupaient de leur gloire actuelle et de leur grandeur future, un homme

(b) *Ah! l'on n'adorait pas de même Jupiter et un pet.*

de Macédoine, pour me servir de l'expression de Démosthène, vint déranger toutes leurs idées (c), en insultant à leur législation dont ils ne se souciaient guère, et en troublant leurs fêtes dont ils étaient idolâtres. A cet homme de Macédoine, il en succéda un autre du même pays, qui détruisit et fonda la tyrannie, qui renversa une ancienne monarchie, et donna origine à de nouvelles dynasties, toutes guerrières, toutes féroces, sous lesquelles les dieux, les prêtres, les philosophes et les peuples gémirent dans l'oppression.

Ce n'était rien encore, et il restait toujours quelque chose de ces deux théologies civiles et dramatiques, *accommodatæ ad urbem, ad theatrum.* Mais voilà qu'un peuple très mauvais théologien, mais très bon guerrier, vient renverser les successeurs de l'homme de Macédoine, traite comme de vils esclaves les descendans des dieux, des héros et des poètes. Alors toute attente fut trompée, toute prophétie démentie.... La religion perdit donc tout son crédit (d), et s'il en resta quelque vestige, ce fut cette partie qui était destinée au théâtre, et qui ne dût sa conservation qu'à l'heureuse alliance qu'elle avait contractée depuis long-temps avec les muses et les beaux-arts.

Il semble, au premier coup d'œil, que les Romains étaient assez puissans pour donner la loi à tout l'uni-

(c) *Non, la religion subsista.*

(d) *Non, les Romains étaient très religieux.*

vers, même en matière d'opinion; mais, qu'on me pardonne ce paradoxe, ils n'étaient ni assez savans ni assez ignorans pour fonder une religion. Leurs propres dogmes ne leur appartenaient pas, et ne pouvaient former un corps de doctrine. Leurs premières notions de ce genre venaient des Étrusques, peuple très adonné à la divination : aussi la première trace de religion qu'on voie parmi eux, c'est l'usage des auspices établi par Romulus [1]. Numa, qui était Sabin d'origine, et qui était plus instruit que les Romains, jugea que s'ils avaient pu assassiner un prince guerrier, fondateur de l'empire, ces hommes féroces avaient besoin d'être trompés pour être réduits. Il appela donc la superstition au secours de l'autorité; mais il établit plus de cérémonies qu'il n'enseigna de dogmes (e). En général, ce fut le plus doux des charlatans, et sa mémoire mérita les hommages de la postérité. Peu à peu les relations s'étendirent: d'un côté, le commerce avec les colonies grecques; et, de l'autre, l'établissement des Tarquins, ne pouvait manquer d'accréditer quelques opinions nouvelles. On chercha à concilier ces notions grossières avec les idées plus raffinées des peuples de la Grèce;

[1] On lit dans Valère-Maxime (Liv. I, chap. I) que longtemps après la mort de Romulus, la république étant déjà florissante, elle envoya en Étrurie dix jeunes gens des premières familles de Rome pour s'instruire des rites de leur religion. Voyez le même fait dans Cicéron, *de Divinatione*.

(e) *Et fit bien.*

mais les noms, mais les rites qui restèrent les mêmes, déposèrent toujours de la différence essentielle qui existait entre ces opinions et les dogmes primitifs [1]. Cicéron veut que le mot *Jupiter* vienne de *Juvare* aider [2], secourir; et effectivement lorsque nous voyons des autels avec ces inscriptions : *Jovi statori*, *Jovi feretrio*, il paraît que cela veut dire seulement, *au pouvoir secourable qui arrêta les ennemis, au pouvoir secourable qui les a frappés*. Il est bien sûr aussi que toute l'histoire du *Mars Romain* n'a nul rapport avec celle de l'*Arès Grec*. Flore même est une divinité toute romaine. Lactance prétend [3] qu'elle doit son origine à une courtisane qui, ayant gagné beaucoup d'argent, laissa par son testament une somme considérable destinée à des jeux publics qu'on devait célébrer annuellement en sa mémoire. Cet auteur ajoute qu'au bout de quelque temps, le sénat humilié de rendre hommage à une femme prostituée, imagina d'en faire la déesse des fleurs. Il est inutile de raconter ici comment les Romains, peu contens

[1] Quel rapport y a-t-il entre Chronos, Zeus, Arès, Hermès, Poseidon; et Saturne, Jupiter, Mars, Mercure, Neptune?

[2] Quelques-uns veulent que le mot de *Jupiter* vienne de *Yao Pater*, *Jehova Pater*; mais cette alliance du mot grec *Pater* avec le mot hébreu *Jehova* (*f*) ne me paraît pas trop naturelle.

[3] *Instit.* lib. IV, cap. 20.

(*f*) *Jehova n'est point hébreu.*

qu'on ne reconnût la trist
tait Esculape. Mais ce qu'
server, c'est qu'à Rome la
resta toujours entre les n
servit d'égide contre les en
peuple qu'ils opprimaient.

Nous avons déjà vu plus
miers siècles de la républic
les auspices marquait la d
existait entre la noblesse et
toire romaine dépose de la
pour tous ceux qui devaien
magistratures; et je pourra
ples de consuls qui ont aban
qu'il avait manqué quelque
ration. Tout le monde con
rangues rapportées par Tit
carnasse, où ces auteurs on
principes sur lesquels les
pour exclure les plébéiens
saient les Annius et l

chez les Romains entre le gouvernement et la religion, et surtout entre la religion et l'aristocratie. Aussi ne craignons-nous pas d'avancer que les efforts du peuple frappèrent également sur l'une et sur l'autre, et que de même que Jacques Ier avait coutume de dire : *Point d'évêques, point de roi*, on pouvait dire à Rome : *Plus de nobles, plus de religion.*[1] (g)

La démocratie, ébranlée un moment par Sylla, acquit toujours de nouvelles forces, jusqu'à ce qu'étant dégénérée en anarchie, la licence de tous

[1] Lorsque le peuple eut commencé à secouer les chaînes que les patriciens lui avaient imposées, ceux-ci se servirent avantageusement de la religion pour conserver leur crédit. Le moyen qu'ils employaient le plus fréquemment était de rompre les assemblées, lorsqu'ils prévoyaient qu'elles leur seraient contraires; et pour y parvenir, il leur suffisait de publier que ce jour-là était un jour consacré (*Nefastus*, de *nefas*, suivant Varron) : ce qu'ils pouvaient faire d'autant plus aisément, que le peuple étant dans la plus profonde ignorance, eux seuls avaient quelque connaissance du calendrier. Aussi furent-ils très affligés lorsque Cnéius Flavius, fils d'un affranchi, publia celui qu'il avait trouvé dans les papiers d'Appius Cæcus, dont il était secrétaire; ce qui lui valut l'édilité. Voyez Pline, L. XXXIII; Macrobe, *Sat.* L. X, C. XV; et Valère-Maxime, L. II, qui se sert de ces expressions remarquables : *Jus civile per multa sæcula, inter sacra ceremoniasque Deorum immortalium abditum, solisque pontificibus notum, etc.*

(g) *Subtil et faux. C'était le peuple qui était religieux; et on le menait par le licou qu'il s'était formé.*

fit le despotisme d'un seul. Mais il ne faut pas perdre de vue une vérité très importante; c'est que le peuple ne fait jamais de despote qu'en haine des grands qui le tyrannisent. Nous en avons même un exemple très récent en Danemarck [1], où le peuple s'est donné un despote avec le même enthousiasme qui animait les Romains lors de l'expulsion des rois : aussi, pour peu qu'on étudie l'histoire romaine, il est aisé de s'apercevoir que les empereurs les plus décriés, tels que les Caligula, les Néron, les Commode, avaient conservé quelque faveur parmi le peuple, par cela seul qu'ils méprisaient le sénat et maltraitaient la noblesse. Mais il ne fallait être ni Caligula, ni Néron, mais seulement un prince politique, pour sentir que le peuple, devenu plus vil de jour en jour, pouvait être aisément gagné par des distributions et des spectacles; au lieu que les dernières traces du gouvernement subsistaient encore dans le sénat et dans le petit nombre de nobles qui restait de ces familles illustres, antiques objets de la vénération publique. Or, nous avons fait voir l'union intime qui régnait depuis long-temps entre l'aristocratie et la religion. D'ailleurs, tout ce qui est ancien, tout ce qui obtient une considération particulière et indépendante, porte aux yeux des despotes un caractère de pédanterie qui les importune (*h*). Ce fut donc

[1] En 1660.

(*h*) *Quelle idée! Les empereurs méprisaient la religion*

par goût, autant que par politique, que les empereurs laissèrent tomber en discrédit toutes les opinions religieuses [1]; et, malheureusement pour elles, parmi le petit nombre de bons princes qui régnèrent depuis Auguste, il ne se trouva que des philosophes trop vertueux pour être exposés à la crainte et au repentir, alimens ordinaires de la superstition, et trop éclairés pour prêter à des sottises l'éclat qui rejaillit du trône. Ce fut bien pis, lorsqu'à des princes, à peine citoyens romains, et par conséquent très indifférens sur la noblesse, on vit succéder étrangers, lorsque les principaux emplois, civils militaires, furent livrés à des Barbares qui n'avai pas lu Homère, et qui n'avaient jamais ent parler ni de Mercure ni d'Apollon. Ces homme roces qui étaient accoutumés à adorer leur die la forme d'un loup, et qui ne révéraient que l de la montagne ou le Génie des tempêtes, vaient précisément dans le cas des sauvages d rique, que le plus ignorant de nos missi convertit par milliers. Pleins de m Romains, ils rejetaient leurs dieux dont

comme *Varron*, *Cicéron*, *Hortensius*, *Lucrèce*, *César*, *Antoine*, *Crassus*, *Pompée*, *etc. la mépris*

re, qui, par sa politique, porta les a l'autorité du sénat, paraît avoir été : des superstitions de son pays qu'il trou potisme.

prenaient pas l'histoire, et dont ils bravaient la puissance.

C'était le temps où la religion chrétienne commençait à s'étendre. Ses membres plus dispersés et plus zélés, toujours animés par l'esprit de prosélytisme, et souvent irrités par la persécution, enseignant d'ailleurs une doctrine très opposée au mépris que les Romains et les Grecs montraient pour les Barbares; les chrétiens, dis-je, dûrent se présenter à ceux-ci sous un aspect plus favorable; et la simplicité de leurs dogmes (car nous verrons plus bas que rien n'était plus simple que ceux qui furent enseignés par les apôtres et leurs successeurs) se trouva bien plus à la portée de ces âmes simples et droites, qui n'avaient encore été ni infectées de superstitions, ni subtilisées par une vaine dialectique.

Résumons donc, et concluons que la Grèce fut la patrie du paganisme; que toutes les idées religieuses établies dans ce pays, et liées à la politique, furent renversées par les conquêtes des Romains; que le gouvernement de ceux-ci étant devenu d'aristocratique démocratique, et de démocratique monarchique, la religion, qui était le soutien de l'aristocratie, dut tomber avec elle; enfin que les invasions des Barbares achevèrent de détruire ce qui restait des opinions anciennes.

CHAPITRE III.

De l'établissement du christianisme.

Nous ne saurions trop répéter ce que nous avons dit plus haut, c'est que nous nous sommes fait une loi de n'examiner dans les progrès du christianisme que les moyens humains ou naturels; moyens dont les théologiens même ne peuvent nier l'importance; en effet, si la Providence avait voulu établir son culte sur les miracles [1], il lui aurait suffi d'opérer à Rome une petite partie de ceux dont les Juifs furent seuls témoins (a); ou même de donner à ceux-là une telle authenticité, qu'il eût été impossible de

[1] Origène, dans sa défense contre Celse, accorde à la philosophie païenne que plusieurs miracles ont pu être opérés par magie; et la seule règle qu'il donne pour distinguer ceux qui viennent du ciel, c'est la morale, la doctrine et les mœurs de ceux qui les opèrent. Personne n'ignore les prodiges enfantés par les magiciens de Pharaon; et l'on sait aussi que lorsque les païens voulurent opposer les miracles d'Apollonius de Tyane à ceux de Jésus-Christ, les chrétiens, pour répondre à cette objection, se contentèrent de faire la critique de la vie et du caractère de ce philosophe, parce qu'il importait peu, selon eux, quels miracles il pouvait opérer, s'il était certain que sa doctrine et sa conduite ne méritaient ni respect ni confiance.

rapports politiques et par
social, comme c'est particul

Ici nous avons encore à n
resse de l'esprit humain, de
inappliqué, qui craint plutôt
l'instruction, et qui se conte
quelques points principaux su
puyer son opinion vacillante. I
voyageurs, qui, du haut d'une
yeux sur une vaste plaine,
tours, quelques clochers, et s'
avoir connu le pays. Nous savo
donné son nom à la religion q
d'hui tous ceux qu'on nomme
croyons qu'aussitôt après Jésu
religion chrétienne. En même
sion qui règne entre les chré
les Juifs, nous fait supposer q
ment il y eut une scission très
très déclarée entre les deux re
opinions ne s'accordent pas av

fondirent long-temps les Juifs avec les chrétiens (c). Je n'en citerai pour exemple que le passage de Suétone, où cet auteur, racontant les choses louables que Claudius avait faites au commencement de son règne, dit qu'il chassa de Rome les Juifs qui se révoltaient continuellement, *animés par Christ* [1]. Or, Suétone écrivait sous Trajan, c'est-à-dire plus de cent ans après Jésus-Christ. Il est vrai que Tacite, qui vivait dans le même temps, se sert du mot de *chrétiens*, lorsqu'il nous apprend que Néron (d) voulut faire tomber sur eux le soupçon généralement répandu qu'il avait lui-même mis le feu à la ville de Rome; mais il n'en parle que comme d'une société de sectaires sortie de la Judée : *repressaque in præsens exitiabilis superstitio rursus erumpebat, non modo per Judæam, originem ejus mali*, etc. Les chrétiens eux-mêmes ne se donnèrent pas d'abord ce nom respectable [2]; ils s'intitulaient les uns *Jes-*

(c) *Oui, mais les Juifs distinguaient très bien les partisans de Jésu, et les détestaient.*

[1] *Judæos assiduè rebellantes incitante Chresto ab urbe expulit.* Dion parle d'un Acilius Glabrio, qui, sous le règne de Domitien, fut accusé d'athéisme pour s'être fait juif. Bingham prétend que c'est chrétien qu'il faut entendre. Voyez *Antiquities of the church*, liv. I, chap. II.

(d) *Ce fut le peuple, et non pas Néron, qui accusa les chrétiens de l'incendie de Rome, comme les protestans accu-*

séens, de *Jessé*, père de *David*, ou plutôt de *Jésus* leur maître; les autres *Thérapeutes;* les autres, *Fidèles*, *Croyans*, *Élus* [1], *Contemplatifs*, etc.; quelques-uns, *Pisciculi*, *petits poissons*, soit parce qu'ils étaient engendrés ou régénérés par les eaux du baptême, soit à cause des lettres initiales de ces mots, Ιησοῦς Χριστὸς Θεοῦ Υἱὸς Σωτὴρ. *Jesus-Christus*, *Dei filius*, *Servator*, qui forment en grec le mot ΙΚΘΥΣ, qui veut dire *poisson*. Quelques-uns même consentaient à passer pour une secte de philosophes, comme on peut le voir par ces paroles de Meliton, dans son traité *de Pascha : Hæc enim philosophiæ secta quam profitemur apud Barbaros viguit* [2]. D'ailleurs comme ils n'avaient point de temple, ni de culte public, il était naturel qu'on les regardât plutôt comme de simples sectaires que comme les apôtres d'une nouvelle religion. M. Crevier remarque avec raison [3] qu'avant la persécution de Maximien, c'est-à-dire environ deux cent quarante ans après Jésus-Christ, l'histoire ne fait aucune mention

nouveaux convertis, prirent le nom de chrétiens à Antioche dès le temps des apôtres. Mais il paraît que cette appellation n'a passé en usage que long-temps après.

[1] πιστοὶ, ἐκλεκτοὶ, γνωστικοὶ. Voyez *Bingham*, *Antiquities of the church.*

[2] Cette secte de philosophie que nous suivons a commencé à s'accréditer chez les Barbares. Voyez Eusèbe, *Hist. eccl.* Liv. IV.

[3] *Hist. des Emp.* tome V, page 111.

que les chrétiens eussent des églises. Arnobe, auteur du troisième siècle, dit positivement : « Nous n'éle-« vons point d'autels, nous n'offrons point d'en-« cens [1] ; » et un peu plus bas, « Ceux-là ne croient « point aux dieux qui croient qu'ils habitent dans « les temples, qu'on doit leur offrir de l'encens, et « honorer leurs images. » J'ajouterai que si un empereur aussi instruit, aussi occupé de ses devoirs que l'était Trajan, n'avait aucune connaissance détaillée des opinions chrétiennes, et si les historiens n'en font presque aucune mention jusqu'au règne de Constantin, il en faut conclure, ou qu'elles ont été très peu répandues dans leur principe, ou qu'on ne leur donna point alors l'importance qu'elles méritaient. (e)

D'un autre côté, si nous examinons avec attention les ouvrages des pères de l'Église, ou des auteurs consacrés par elle, tels qu'Origène, Eusèbe, Arnobe, Tertullien, Minucius Felix, etc. nous verrons que la séparation des chrétiens et des Juifs ne s'est pas faite aussi promptement que quelques personnes se le sont figuré. Il paraît, à la vérité, par les *Actes des Apôtres*, que la prédication de saint Paul et la conversion des Gentils donna naissance à un christianisme plus pur et plus dégagé des observations

[1] « Non altaria fabricamus, non cæsorum sanguinem ani-« mantium damus, non thura, etc. » Lib. VI, *adversus Gentes*

(e) *Il eût été difficile de connaître la religion chrétienne; elle n'était pas faite.*

judaïques ; mais saint Pierre y resta long-temps attaché, et l'Église de Jérusalem les conserva avec tant d'obstination, qu'Eusèbe dit positivement qu'il y eut dans cette ville une succession de quinze évêques circoncis [1] (*f*). L'Église ou la congrégation [2] de Jérusalem n'avait donc pas renoncé à la loi de Moïse, quoiqu'elle eût admis la prédication de Jésus-Christ : il y a même toute apparence que les Juifs étant établis depuis long-temps à Rome conservèrent beaucoup d'influence sur le christianisme naissant. C'est ce qu'on peut voir par la lettre attribuée à saint Clément, pape, que quelques auteurs supposent écrite avant la prise de Jérusalem. Cette lettre ne traite en aucune manière des dogmes enseignés par Jésus-Christ, excepté celui de la résurrection qui était connu antérieurement chez les Juifs (*g*) : encore l'appuie-t-elle de l'exemple du phénix, qui semble appartenir de plus près à la fable, qu'à l'Évangile (*h*). L'objet principal de saint Clément est la discipline

[1] Voyez *Hist. eccl.* Liv. IV, chap. V.

(*f*) *Ces évêques étaient comme l'évêque d'Utrecht, comme les évêques latins en Turquie, obscurs, cachés, pauvres sectaires.*

[2] *Église* vient du mot grec Ἐκκλησία, qui veut dire *assemblée, congrégation.*

(*g*) *Très vrai. Les Pharisiens en disputaient contre les Sadducéens.*

(*h*) *Clément dit qu'il doutait beaucoup de l'immortalité de l'âme.*

ecclésiastique, laquelle avait été troublée à Corinthe par une sédition parmi les fidèles : il y enseigne avec beaucoup de force et beaucoup d'étendue la subordination hiérarchique; mais il se fonde toujours sur celle qui est établie à Jérusalem : *Le grand-prêtre*, dit-il, *les sacrificateurs, les lévites ont leurs fonctions; le laïque est obligé de suivre les préceptes qui lui conviennent, etc. On n'offre pas partout le sacrifice perpétuel, ni celui pour les vœux et les péchés, mais à Jérusalem seulement.* [1] (i)

Ces passages prouvent manifestement l'union premiers chrétiens d'Italie avec la métropole du ju daïsme et le temple de Jérusalem ( ). Plus d'un si

[1] On trouve aussi dans cette lettre les Danaïdes et citées comme des victimes des soupçons et de la jal Il est vrai qu'il est difficile d'entendre ce passage, ce n'est pas sans raison que Junius l'a soupçonné d'in lation. Selon lui, ce passage a été transporté des de saint Clément d'Alexandrie. Quoi qu'il en so toujours qu'un des deux saint Clément ait donné les plus absurdes la même foi qu'aux dogmes de chrétienne, erreur qui doit paraître assez quelque part qu'elle vienne. Voyez *Patres* Leclerc, Tom. I. pag. 151.

L'exemple du phénix allégué en faveur de se trouve aussi dans les Constitutions apo

est fort; mais cela prouve seuleme
sistait.

on avait autant de disciples que les a

repousse avec force le
faisait à ceux qui avaie
il répond que ceux qui
Christ n'ont jamais quit
pelaient seulement *Ébi*
mendians [3] ; que saint I

[1] *Voyez* son dialogue ave

[2] Voyez *Lib. II, adversu*

[3] L'esprit de charité et d'
le commencement du christi
à ses progrès. Sous un gou
commè celui des empereurs,
pauvres et de mendians; sou
vait encore des traces d'ari
hommes nouveaux ne pouvai
coup d'humiliations. Les pr
dans le partage des offrandes
dans les idées d'égalité et de
les chrétiens. (*l*)

Il paraît que les païens éta
rité chrétienne qui admettai
et surtout les deux sexes indi

l'ancienne loi ; qu'il refusa même de communiquer avec les Gentils, de crainte d'alarmer les Juifs ; que saint Paul dit lui-même qu'il s'est fait Juif pour le bien des Juifs : enfin il paraît que ce savant homme pensait que la loi devait subsister jusqu'à ce que les yeux des hommes fussent assez dessillés pour entendre le sens mystique de l'Écriture, et reconnaître les figures cachées sous les expressions vulgaires. C'est dans cet esprit qu'il cite un passage de l'Évangile où Jésus-

tels que des savetiers, des teinturiers, etc. *Voyez* dans Origène, Liv. III, avec quelle confiance il réfute cette objection, en faisant voir que si ces assemblées paraissaient méprisables par la manière dont elles étaient composées, leur objet était saint et sublime ; et qu'après tout ce pas un grand mal, si les enfans qu'on y voyait acc s'échappaient des mains de leurs frivoles précepteurs leur enseignaient que des fables, etc. Ceux qui vo plus de détails sur les premiers chrétiens doivent cc la savante dissertation de M. Lami, *De eruditione lorum*, où il fait voir que les apôtres et les discipl non-seulement des gens simples et grossiers (*m*), ma se trouvait parmi eux des criminels. Il prouve e manière invincible que les Évangiles sont re de langage, etc. D'autres savans ont observé qu *gate* était écrite en si mauvais latin, cela ven ce que cette traduction était faite pour des gen s entendu un latin plus élégant.

Luc était médecin ; Paul, savant et enthous attribué à Jean était platonicien ; un Marc platonicienne dans Alexandrie ; Platon

« mais elles passent vot
« prit de vérité viendra
« vérité. » Origène ne fa
toute la doctrine chréti
l'Évangile, Jésus-Chris
trop grossiers pour leu
sens mystique de l'Écrit

[1] Il serait à désirer que le
figures et des prophéties n'e
teurs les plus estimés. Je pou
des abus qui en ont résulté,
rapporter quelques-uns, et
prouver combien il est néce
de sa raison, lors même qu
croire inspiré. Saint Justin r
logie ce passage de la *Gene*
Judâ, nec dux à femore eju
est, ou plutôt *qui statutus*
voudra (car Leclerc a fait voi
que ce passage était soupçon
expectatio gentium, ligans ad
in sanguine uvæ stolam sua
« princes de l

(n) Cependant le temps était déjà arrivé où les chrétiens devaient se séparer tout-à-fait des Juifs. Depuis la destruction du temple de Jérusalem, il n'y avait plus de point de réunion pour ceux qui restèrent

vigne annonce Jésus-Christ qui, avant d'entrer dans Jérusalem, *délia* un âne attaché à un cep de vigne; *lavans in sanguine uvæ*, le sang du raisin signifie le sang de Jésus-Christ, qui n'étant pas du sang humain, est mieux caractérisé par le sang du raisin; *et stolam ejus*, sa tunique, sa robe, désigne les fidèles qui sont le vêtement de Jésus-Christ. Saint Justin ne s'en tient pas encore à ce commentaire singulier. Il ajoute que les démons pour tromper les hommes ont imité toutes ces figures dans la fable qui est leur ouvrage. C'est ainsi qu'ils ont imaginé Bacchus pour répondre à ce passage, *ligans ad vitem pullum suum, et lavans in sanguine uvæ*, liant à la vigne, etc. En effet, dit-il, comme ils ne savaient pas si *pullum* signifiait un poulain ou un *ânon*, ils ont fait entrer un âne dans les mystères de Bacchus (apparemment celui de Silène): puis pour n'être pas pris en défaut, en cas que *pullum* voulût dire un poulain, ils ont imaginé le cheval Pégase. C'est dans cette même vue qu'ils ont composé l'histoire d'Hercule, pour répondre à ce passage de David, *fortis ut gigas*. Il est vrai, ajoute-t-il, qu'ils n'ont pas parlé de la croix; mais au défaut des prophéties et de la fable, Dieu a voulu que ce signe de rédemption se trouvât représenté partout; comme dans les vaisseaux, dont les mâts font une croix avec les vergues; dans les instrumens d'agriculture, tels qu'un rateau; et même dans la structure de l'homme, qui est destiné à être droit comme une potence, et dont le nez fait une espèce de croix avec le reste du corps. Le même auteur, toujours occupé

(n) *Tout ce chapitre est savant, profond et très fin.*

paschal doit être mangé
ou à la broche, représent

Lactance, cet écrivain
même inconvénient lorsqu
nelle n'est qu'une figure d
met le cœur à découvert. (
taine ressemblance extérieu
cision met à découvert et la
illa quæ circumciditur habet
(Inst. L. IV.)

Origène est un des auteurs
plus attaché au sens figuré. I
système jusqu'aux idées cab
Celse, qui soutient qu'on p
invoquer la divinité sous t
Adonaï, Jupiter, Jehova, et
des patriarches sont *mystiqu*
invocation de démons ne pou
de se servir des noms d'*Abra*
la faisait au nom du *père des*
féré, etc.

Saint Cyprien n'est pas m
lorsqu'insistant sur la nécessi
que Melchisédech

de sacrifier à Jérusalem ; il n'y avait donc plus moyen d'observer l'ancienne loi. C'est l'argument que saint Justin emploie contre Tryphon, et c'est celui dont

chasse le vieil homme : que l'eau représente le peuple ; et le mélange des deux liqueurs, l'union de Jésus-Christ avec l'Église. (Voyez *Hist. eccl.* de Fleury, tom. II, pag. 190.) Mais saint Barnabé, ou celui qui a composé la lettre qui passe sous son nom, a enchéri, s'il est possible, sur toutes ces visions. Il voit dans le nombre de trois cent dix-huit personnes qu'Abraham fit circoncire, le nom de *Jésus* exprimé en chiffre, et sa croix représentée par la lettre *Tau* qui entre dans ce chiffre. Dans les trois constitutions de M[illegible] ou, autrement dit, dans ses défenses de manger des maux immondes, il découvre une morale cachée qu'i plique ainsi : *Vous ne mangerez point de lièvre*, sig *vous n'abuserez point des garçons ; car le lièvre acquie les ans un nouvel* anus. *Vous ne mangerez pas de bête f* signifie, *vous ne serez pas adultère, impudique, pa les bêtes féroces* (il voulait sans doute dire l'hyène *deux sexes dont elles se servent alternativement. mangerez pas de* belettes, doit s'entendre, *vous n tuerez pas votre bouche à la plus infâme des pollut* texte est beaucoup plus clair), *car la* mustelle *enfante par la bouche*. Ici la physique et l'h relle sont aussi en défaut que la logique. Sai ou l'auteur de cette lettre, est si content de l droit, qu'il s'écrie : *Je n'ai jamais parlé à p* [illegible] *ais je sais que vous en êtes dignes :* [illegible]

[illegible] ἀπ' ἐμοῦ λόγον· ἀλλὰ οἶδα, ὅτι

[illegible] d'étendre plus loin cette note, [illegible] ns quel esprit les auteurs des [illegible] ont écrit.

Tertullien s'est encore servi après lui. Le christianisme dut alors tirer un double avantage de cet événement; car tandis qu'il portait un coup mortel aux Juifs en détruisant leur empire politique et religieux, il préparait en même temps de nouvelles armes contre le polythéisme, en répandant dans toutes les provinces de l'empire une multitude d'hommes dont la religion avait pour base le déisme, et dont les opinions se rapprochaient bien plus de la doctrine des chrétiens que des fables du paganisme.

Plusieurs auteurs, étonnés du silence de tous les historiens sur la nation juive, se sont crus fondés à ne la regarder que comme une horde pauvre et méprisée; mais ils doivent convenir que si elle fut obscure dans son origine, elle s'en dédommagea amplement par la suite. Si nous en croyons Josèphe (p), la population de la Judée était immense, eu égard au peu d'étendue de cette province; mais plusieurs écrivains moins suspects de partialité, attestent que, sous les premiers empereurs (q), les Juifs s'étaient répandus dans la Palestine, la Syrie, la Cilicie, une grande partie de l'Archipel et presque toute l'Asie Mineure. Ils avaient formé des établissemens dans la plupart des grandes villes, particulièrement à Césarée, à Alexandrie et à Rome même. Mais après les guerres sanglantes de Titus et de Vespasien, il en reflua en-

(p) *Josèphe est un romancier exagérateur, copiste infidèle de l'ancien Testament.*

(q) *Et bien auparavant.*

core une plus grande quantité dans toutes les provinces de l'empire. Le plus grand nombre de ces Juifs, ou dispersés et fugitifs, ou établis depuis longtemps dans les villes de commerce, n'avaient eu aucune part à la mort de Jésus-Christ, dont ils ignoraient même le nom; et comme jusque-là ils n'avaient tenu à leur religion que par les relations qu'ils avaient conservées avec Jérusalem, et par l'habitude d'aller ou d'envoyer quelquefois sacrifier au temple, il leur fut facile de s'accommoder à la loi nouvelle, qui montrait l'inutilité de ces sacrifices, et qui paraissait si bien justifiée par l'événement. Mais soit qu'ils consentissent à embrasser la loi chrétienne, soit qu'ils persistassent dans leurs rites et dans leurs dogmes, le mépris pour les dieux du paganisme, et l'aversion pour le culte qu'on leur rendait servaient de point de ralliement pour les deux religions. De là vient que les auteurs profanes ont souvent confondu les Juifs et les chrétiens dans les reproches d'athéisme qu'ils leur ont faits en plusieurs occasions; mais ces imputations odieuses, destinées de tout temps à irriter le peuple et à animer les magistrats, valurent aux chrétiens de nouveaux prosélytes. [1]

[1] Il y aurait bien des choses à dire sur la manière dont la destruction du temple de Jérusalem influa sur la religion chrétienne. Un auteur moderne a remarqué très finement que le clergé en profita pour ajouter à sa considération: car les évêques ou surveillans, *episcopoi*, les anciens ou vénérables, *presbyteroi*, et les officians ou servans, *dia-*

se lier avec les chrétiens,
frappés de la simplicité
douceur de leur morale.
crifice, nul culte extérieu
se contentaient de s'asse
dans quelque grande salle
particuliers : là l'ancien (
struction familière, laquell
de quelque lecture tirée de
et le tout était terminé pa
était composé des offrande

conoi, qui n'étaient que les n
l'égalité était le fondement, ne
à la hiérarchie juive, les premie
pontifes (*s*), les seconds aux pr
niers aux lévites. *Cùm post u*
eversam spes omnis Judæis adem
instaurandi ; Episcopi similes t
maximi Judæorum, Presbytes
versari dicebantur, Diaconi c
(*Moshemii Inst. Hist. eccl.*, se

taient, chacun selon ses moyens, et où le pauvre et le riche mangeaient ensemble. Le pain et le vin étaient toujours bénits par l'ancien, et le plus souvent le repas était suivi ou accompagné de quelques cantiques à la louange de Dieu [1]. L'égalité entre les hommes, la charité, la bienfaisance, l'aumône, étaient à la fois recommandées et pratiquées dans ces pieuses assemblées : quoi de plus respectable aux yeux de l'humanité même et de la vraie philosophie !

Cependant le christianisme commençait à n'être plus renfermé dans une société d'hommes simples

[1] La forme des assemblées chrétiennes changea par la suite. Les persécutions que les fidèles éprouvèrent les obligèrent souvent de se rassembler avant le jour, de crainte d'être découverts. Alors ils se contentèrent de faire leurs oblations et de bénir le pain et le vin. Pour le repas, il fut négligé, ou indiqué pour le soir, dans quelque endroit où l'on convenait de se retrouver. Il y avait deux raisons qui rendaient cet arrangement nécessaire : la première, c'est qu'il était extraordinaire de manger dès le grand matin, surtout quand c'était en commémoration de la cène ou du souper de Jésus-Christ ; la seconde, parce que les chrétiens craignaient qu'on ne s'aperçût qu'ils avaient bu du vin avant l'heure du repas, ce qui, n'étant point d'usage, ne pouvait manquer de les déceler. Depuis, lorsqu'ils commencèrent à jouir de quelque tranquillité, ils continuèrent de s'assembler le matin, et de partager le pain et le vin après l'oblation et les prières. Alors le service divin était partagé en deux parties : les catéchumènes, les étrangers,

et obscurs. L'esprit de discussion, si opposé à l'esprit de charité, avait trouvé moyen de s'y introduire ; et, soit que les persécutions eussent obligé les fidèles à examiner davantage leurs dogmes, soit que leurs premiers succès les eussent encouragés et invités à la controverse, il est toujours certain qu'on les vit bientôt se produire en public et se familiariser avec les écoles. Le platonisme était alors la doctrine la plus répandue parmi les philosophes dogmatistes : il est vrai qu'il commençait à se corrompre, et qu'il était mêlé avec des idées théurgiques ou magiques, qui en avaient fait une espèce de superstition ; mais

part la forme de nos litanies, puis on les congédiait, ce qui s'appelait *Missa catechumenorum*, renvoi des catéchumènes. Alors commençaient les prières, qui étaient suivies d'une longue action de grâces ou *eucharistie*, εὐχαριστία ἐπὶ τὸ πολλὸ, et de la communion, après laquelle on renvoyait les fidèles, ce qui s'appelait *Missa fidelium*.

Nous ne pouvons dissimuler, au reste, qu'il ne se soit glissé quelques abus dans ces premières assemblées chrétiennes, toutes saintes et respectables qu'elles nous paraissent. Les évêques reprochaient souvent aux riches de porter au repas, comme à la communion, des mets délicats qu'ils gardaient pour eux seuls ; tandis que les pauvres avaient à peine de quoi satisfaire leur appétit. Le contraire se voyait aussi quelquefois, et les pauvres profitaient si bien des offrandes, qu'il leur arrivait souvent de s'enivrer au point qu'on était obligé de les emporter.

Voyez sur toute la note ci-dessus, l'*Apologie de saint Justin ;* la *Lettre de Pline* ; *Bingham*, *Antiquities of the church*. Liv. xv, etc.

le fondement de cette philosophie était toujours le dogme d'un seul Dieu éternel, qui avait agi sur la matière et donné une forme au chaos. Platon supposait que Dieu, qui renfermait en lui l'idée universelle de toutes les choses possibles, n'avait pu se manifester qu'au moment d'une pensée, d'une raison active, qu'il appelait le fils de Dieu, son premier-né, son verbe [Λόγος]. C'était par le verbe que Dieu avait placé dans le monde un esprit vivifiant, une âme active; c'était par lui que l'homme avait été créé, et qu'il avait eu une âme en partage : c'était encore par lui que le monde avait été peuplé de génies et de démons [Δαίμονοι] qui remplissent l'espace entre Dieu qui habite la haute région, et l'homme attaché à la surface de la terre. Ces idées, prises en grande partie des gymnosophistes [1], s'accordaient bien plus aisément avec le christianisme qu'avec le matérialisme d'Aristote et les atomes d'Épicure. De là l'empressement avec lequel on se hâta d'en faire usage; de là le respect, l'enthousiasme même, que la plus grande partie des pères de l'Église ont montrés pour le divin Platon [2]; les uns assurant que Dieu lui avait révélé ses mystères, les autres qu'il avait été en Judée et qu'il y avait puisé sa doctrine; mais cette dernière opinion n'a pu être admise par saint Augustin, malgré sa grande vénération pour ce philosophe; il a même pris la peine de rassembler des

[1] *Voyez* Hyde, Holwell, etc.

[2] Voyez *de Civitate Dei*, Lib. VIII, cap. II.

rent le platonisme (*t*). Sa
a quitté les écoles où l'
ce n'est pas qu'elle fût c
c'est qu'elle ne lui est pas
quod alienæ sunt à Christ
sunt ex omni parte simile
la profession de foi d'Atl
chr. cap. x.) Si l'on dem
dons par le fils de Dieu,
c'est le premier-né du Père
(ὑπ ὡς γενόμενον); car Dieu
(λογικὸς); mais comme la
et sans organisation, le ve
venu pour lui donner la fo
losophie platonicienne, si i
influa jusque dans les opinio
dire, dans les rapports entr
paraît que c'est à elle que l
puisque saint Augustin nous
vant le système de Platon, le
d'*amour*, et que celui-là seul
droit d'en jouir : *Ipsum auter*
Plato dicit Deum; unde vult
Dei, ut quoniam philo

Comme l'enthousiasme et la subtilité n'ont jamais de bornes, il ne laissa pas de résulter quelque inconvénient de cette union de la philosophie et de la reli-

principes, il est un des auteurs ecclésiastiques qui ont le plus abusé de la philosophie platonicienne. Je n'en citerai qu'un exemple entre mille : il est tiré de son *Apologie* (Liv. VII.), où rappelant ces paroles très obscures de Platon : *In rebus omnibus quas ad scientiam adhiberi necesse est, tria sunt, quartum autem ipsamet scientia : horum primum est nomen, alterum sermo, tertium idolum, quartum scientia :* « Trois choses sont nécessaires pour parvenir à la science « qui n'est que la quatrième : d'abord le *nom*, ensuite le « *discours* ou la *parole*, puis l'*image* ou la *figure*, enfin la « *science.* » Il dit que les chrétiens ont précisément le même principe, puisque saint Jean-Baptiste est le *nom*, la *voix*, *vox clamantis in deserto*, Jésus-Christ le *discours* ou la *parole ;* que sa *forme* sensible (*forma quæ in anima impressa manet, postquam in illa Christus suum verbum, sua vulnera impressit*) répond à l'*image* ou à la *figure ;* enfin que le même est encore la *science* (u). C'est toujours ce délire platonique qui fait croire à Origène que les anges ont eu en partage une partie de la Divinité. « Car, dit-il, la « raison qui fait que je ne les adore pas, c'est que j'ai pensé « que, de même que les hommes sont souvent trompés tant « par leurs propres idées que par les erreurs d'autrui, de « même parmi les âmes sorties des corps qu'elles habitaient, « parmi les anges même et les démons, il peut s'en trouver « qui, séduits par quelques probabilités, ou égarés par quel- « que sophisme, soient capables de se donner pour des « dieux. Or, comme il est difficile aux hommes de démêler « tout cela, il est plus simple de ne rendre aucun culte à « tous les êtres de cette espèce. »

(u) *Ah ! fou d'Origène !*

gion. En effet, si le dépôt de la foi fut gardé par un petit nombre d'âmes simples et droites, le monde fut rempli de chrétiens platonisans et de platoniciens christianisans. La passion de la métaphysique se joignit bientôt (*x*) à celle de la magie, et ce ne fut plus partout que controverses et prodiges. De là les schismes et les hérésies qui dans les temps les plus prospères ont divisé l'Église et armé ses enfans les uns contre les autres. Bientôt l'acharnement dans les disputes théologiques fit disparaître toute bonne foi. L'embarras où l'on se trouvait pour étayer des opinions frivoles et obscures obligea de recourir à l'artifice; et comme la simplicité de la véritable doctrine chrétienne se refusait à toutes ces *arguties*, on supposa des livres, on forgea des oracles de sibylle. Malheureusement ces mensonges ne furent pas seulement accrédités par le faux zèle; il arriva trop fréquemment que des auteurs, estimables d'ailleurs, donnèrent dans le piége et compromirent ainsi les vérités qu'ils voulaient enseigner. On est fâché de voir un homme comme Lactance (*y*)[1] citer avec confiance les ouvrages de Mercure Trismégiste et les livres de la sibylle Érythrée, ouvrages reconnus pour être supposés, et dont l'imposture se décèle particulièrement par la maladresse qu'ont eue leurs auteurs de s'exprimer plus clairement que tous les anciens prophètes.

(*x*) *La magie bien antérieure.* (*y*) *Qui? cet avocat bavard?*

[1] Voyez *Instit.* Lib. IV.

Le malheur qu'éprouvèrent la plupart des auteurs des trois premiers siècles de l'Église de tomber dans quelque hérésie, peut être regardé comme une punition d'avoir abandonné la simplicité de l'évangile pour les subtilités de l'école. En effet, sans parler de l'opinion des millénaires, qui fut presque généralement répandue parmi eux, on les voit tantôt soutenir la métempsycose, ou la transmigration des âmes dans les corps des animaux, comme saint Justin [1], tantôt enseigner que l'âme et Dieu même sont matériels, comme Tertullien [2], tantôt nier la création des hommes et infirmer le témoignage de la Génèse sur celle du monde, comme Arnobe [3], etc. Sur quoi j'observerai que tel a toujours été le sort des écrivans livrés à leurs propres lumières, et que si le même malheur n'est pas arrivé aux Pères de

[1] « Qui autem videndi (Deum) facultate indigni judicati « sunt, quidnam (inquit Tryphon), patiuntur? in aliquo « ferarum corpore velut in carcere vinciuntur, atque id « supplicium eorum est. » Il dit plus bas, que les âmes étant créées comme le monde, sont périssables comme lui : *Qua de causa et moriuntur et puniuntur.* (*Dialog.*)

[2] « Nos autem animam corporalem et hic profitemur et « in suo volumine probamus habentem proprium genus sub- « stantiæ et soliditatis per quam quid et sentire et pati possit. « Et ailleurs : Quis negabit Deum esse corpus? » etc. (z)

[3] Voyez, Liv. II, *adversus gentes,* où il dit qu'il y a peut-être une infinité de siècles que le monde est créé, qu'il est impossible de connaître les desseins de Dieu, mais que

(z) *Tous les Pères ont cru l'âme corporelle.*

...ion aux décrets canoni

Mais si ces contradi
mettaient un peu le cr
il faut convenir qu'ell
côté des services très

c'est un sacrilége de croire
que l'expérience prouve q
portés au mal. Il est singul
struit, et qui écrivait à la
aucune connaissance du péc

[1] Avant que la protection
évêques de s'assembler et d
niques, il n'y avait rien qui
de doctrine. L'Église n'avait
dont l'autorité fût reconnue
part les droits que les évêques
comme successeurs de saint P
le fait ils ne tiraient leur crédi
à-dire de l'avantage qu'ils ava
tale. Mais avant que les emp
foi, et surtout lorsqu'ils la p
nence ne pouvait pas être très
voyons qu'au

que la nouvelle doctrine perdait ainsi comme positive, elle les regagnait amplement comme négative. Saint Justin, Tatien, Minucius Félix, Origène, Lactance, avaient scruté avec le plus grand soin tous les dogmes du paganisme; ils avaient osé lever le voile qui couvrait cette fausse religion; et comme il arrive souvent que des idées répandues sourdement parmi les gens sensés, n'attendent qu'un moment de liberté, ou seulement l'audace de quelque

ne furent pas observés : de sorte que Constantin fut obligé d'en indiquer un autre à Arles, où le pape Sylvestre n'assista, ni en personne ni par députés, et dont il n'apprit les décrets que par une simple lettre d'avis, sans qu'on lui demandât ni son accession ni son approbation.... Eusèbe, qui rapporte fort au long l'histoire du concile de Nicée, ne parait faire aucune attention à l'évêque de Rome, et se contente de dire : τῆς δέ γε βασιλευούσης πόλεως ὁ μὲν προεστὼς ἐστέρει διὰ γῆρας : l'évêque de la ville royale ne s'y trouva pas, à cause de son grand âge. Sozomène s'explique à peu près de même : l'évêque de Rome (Ῥωμαίων ἐπίσκοπος), retenu par son grand âge, ne put s'y rendre. Si quelquefois il arrivait qu'on s'en rapportât aux églises métropolitaines sur quelques points de doctrine, c'était un avantage que Rome partageait avec les autres. Parmi nombre d'autorités qui le démontrent clairement, je ne citerai qu'un passage de Tertullien (*de Præscriptione*), où cet auteur enseignant distinguer les hérésies, de la doctrine orthodoxe, dit qu'il faut s'en rapporter aux traditions des églises; si l'on est en Achaïe, consulter Corinthe; en Macédoine, Phi-

écrivain pour éclater de tous côtés, et venger les droits de la raison opprimée; de même tout ce qu'il y avait de gens instruits alors, lut avec avidité ces controverses intéressantes. Il est même probable que l'obligation qu'on leur avait de détruire des préjugés si absurdes et si enracinés, donna quelque faveur aux opinions qui cherchaient à s'établir à leur place : on aima dans les chrétiens les ennemis des prêtres, et on leur sut gré de détruire une ancienne charlatanerie. Quel dommage si une police sévère nous eût alors privés de ces savans ouvrages auxquels parmi tant d'autres obligations nous avons surtout celle de nous avoir transmis les lumières les plus précieuses sur l'antiquité et sur le long empire de la superstition! Heureusement que la proscription contre les livres ne fut exercée qu'à la fin du troisième siècle; car si les empereurs philosophes, tels que Trajan et les Antonin, ont pu rechercher avec trop de rigueur une secte qu'ils devaient tolérer, du moins n'ont-ils jamais étendu la persécution jusques aux ouvrages qui en étaient émanés (aa). Ils crurent devoir respecter ces muets et tranquilles dépositaires des pensées des hommes, et ils les regardèrent comme des asiles sacrés ouverts à tous les systèmes, à l'erreur comme à la vérité. Aussi les chrétiens se sont-ils récriés particulièrement contre cette nouvelle tyrannie exercée contre les livres : aussi ont-ils opposé la constance la plus inébranlable aux re-

(aa) *Ils étaient alors inconnus.*

cherches des inquisiteurs, comprenant dans leurs anathèmes tous les traditeurs, c'est-à-dire ceux qui avaient eu la faiblesse de sacrifier leurs livres aux magistrats.

Au reste, ces persécutions ne servirent qu'à donner plus de crédit aux chrétiens. Sous un gouvernement despotique, tout acte de rigueur est aisément taxé d'injustice : et comment n'être pas attendri sur le sort de ces malheureux qu'on traînait journellement au tribunal de quelque affranchi ou de quelque autre parvenu, qui, sous le titre de préteur ou de proconsul, se croyait en droit de commander à l'opinion et de juger les consciences ? Les chrétiens furent donc plaints et encouragés partout où les prêtres n'avaient pas trouvé le moyen de rendre le peuple fanatique. Intéressés par leur situation à prêcher la tolérance qui leur avait été enseignée par Jésus-Christ, ils la recommandaient dans tous leurs écrits. Ils fuyaient surtout la présence des magistrats tyranniques, et ils allaient dans les provinces de l'empire les plus reculées révéler leurs dogmes à des âmes simples et grossières. Ils enseignaient un Dieu de paix, un Dieu qui regardait tous les hommes comme ses enfans, et qui ne mettait point de différence entre eux, soit qu'ils fussent nobles ou plébéiens, Romains ou Barbares, libres ou esclaves (*bb*). Ainsi le christianisme se répandit dans les provinces, et surtout dans les Espagnes et dans les Gaules,

(*bb*) *Ils ont bien changé depuis.*

Mais comme nos réflexi
qu'à cette grande époque
sous ses lois le plus vas
existé, employa tout son
tianisme la religion domina
un moment au règne de
nerons ici nos réflexions s
les progrès n'ont plus rien
ment qu'ils sont l'ouvrage
plus absolu des empereurs.

CHAPITRE IV.

De Constantin.

Le quatrième siècle de l'Église avait commencé sous les plus mauvais auspices. L'empire divisé entre des chefs barbares, désolé par des guerres continuelles, et ravagé par une soldatesque étrangère; la religion tantôt persécutée par le prince, tantôt déchirant ses propres entrailles; timide ou ardente, faible ou fanatique, condamnée au silence ou abandonnée à l'hérésie, suivant les caprices des souverains et les révolutions de l'empire; les mœurs publiques détruites; la licence ou le despotisme mis à la place du gouvernement; l'avarice et la déprédation assises sur tous les tribunaux : tel est le tableau qu'offre maintenant l'empire romain, ou plutôt le monde entier. Dans ce chaos épouvantable, dans ce renversement total du pouvoir et de l'opinion, les hommes attendaient un maître : ils demandaient qu'un de ces guerriers féroces, toujours trop puissans contre le peuple, le fût assez contre ses rivaux : ils ne désiraient plus la liberté, mais ils voulaient la paix; les esprits étaient pliés, les courages épuisés, et quelle qu'eût été la volonté d'un despote, la flatterie était toute prête à l'adopter. Dioclétien, fatigué de combats et de gloire, dégoûté du métier de gé-

craignit les dangers. Mali
prévu d'assez loin le pa
prendre ; et, semblable à u
donne sa place qu'après l'a
le poste qu'il quittait imp
pire était divisé en quatr
mens. Un équilibre illuso
les chefs qui, sous le nom
gouvernaient les départem
n'étaient liés ensemble que
traires aux lois, ou par des
pouvaient manquer de dever
qui savait triompher de son
parvenir bientôt à la mon
dans ces circonstances que
son âge, et comblé des do
d'un pouvoir que Constan
aimer. Régner, c'était com
ploits furent contre les Fran
du Rhin, souverain paisible
bientôt ses regards

persécution, en commençaient une plus cruelle les uns contre les autres, et se reprochaient mutuellement la désertion ou la trahison [1]. Ailleurs des zélateurs moins ambitieux, mais plus fanatiques, avaient substitué la cruauté à l'outrage : on ne peut se rappeler sans horreur ces hérétiques appelés *Circoncellions*, espèce de maniaques qui, prenant *louange à Dieu* pour cri de ralliement, et n'osant transgresser le précepte de l'Évangile, qui défend de tirer l'épée, assommaient à coups de bâton tous ceux qui n'adoptaient pas leurs dogmes, et portaient quelquefois la fureur jusqu'à se précipiter eux-mêmes dans la mer; comme s'il était des contagions pour les esprits comme pour les corps, et si la cruauté envers les autres et soi-même était une maladie de l'homme ignorant et superstitieux, de même que la lèpre est celle de l'homme pauvre et malpropre. Nulle église n'était tranquille, nul asile ne restait à la paix et à la charité; car si les disputes qui agitaient l'Asie n'avaient pas des effets si cruels que celles de l'Orient, de l'Europe et de l'Afrique, elles étaient aussi plus vaines et plus frivoles. J'aime la naïveté avec laquelle en parle Eusèbe, lorsqu'il raconte les querelles qui s'étaient élevées sur le temps où l'on devait célébrer la Pâque. « Tous les peuples, « dit-il, étaient divisés d'opinions, et ne s'accor- « daient sur aucun des rites de la religion; de façon « que personne ne pouvait y apporter remède : car

[1] Voyez *Hist. eccl.* de Fleury. Tom. II.

Malgré les haines réci

[1] « Itaque cùm omnes u
« dissiderent, et sacri reli
« tur, mortalium quidem
« dium posset adhibere, cù
« velut æquata lance contro

Je ne puis m'empêcher d
passage d'Arnobe, qui me
« est (dit-il, Liv. II,) l'opi
« sible, que l'esprit de con
« Et au contraire, qu'y a-t-il
« soutenir par des argumens
« s'est une fois persuadé qu'
« il s'attache à sa propre id
« et bientôt il ne cherche pl
« saire par l'esprit et par la
« quelque question obscure,
« loppée de ténèbres. » C'est
endroits cet auteur estimable.
qui ont écrit comme lui en fa
conduits par le même espri
Hardi et pressant lorsqu'il ré
sophie ancienne; mode

ions, la faveur des souverains et l'extinction du
aganisme fut un point de ralliement auquel toutes
es sectes tendirent également. Jamais on n'a refusé
l'autorité ecclésiastique aux princes qui ont voulu
favoriser les ecclésiastiques. Constantin à peine ca-
téchumène, et encore demi-barbare, souillé de plu-
sieurs parricides, et entouré de concubines et de
bâtards, fut bientôt regardé comme un oracle en
matière de doctrine. Sa médiation fut invoquée dans
les controverses, et sa présence désirée dans les con-
ciles. On alla même jusqu'à lui demander des ser
mons, des instructions pastorales. Le prix de ta
d'adulations fut la proscription prononcée bient
contre les dieux, leurs temples et leurs minis
Le christianisme opprimé avait enseigné la toléra
le christianisme devenu religion dominante fu
tolérant à son tour; et les évêques, oubliant
et les préceptes de l'Évangile et leurs vrais i
armèrent contre leurs ennemis ce pouvo
contre lequel ils avaient si long-temps récla
alla plus loin, et ceux-ci même qui cr
en Jésus-Christ, qui suivaient la mêm
et pratiquaient les mêmes rites, mais q
sur quelque opinion abstraite et spécul
rent pas profiter de cette tolérance
accordée aux païens quelques an
Le même empereur qui, dans son
faveur des chrétiens, avait dit en
« Nous voulons que ceux qu er

« il lui plaît, et que
« fausse religion, aien
« culte ; » le même Co
temps, donne un édit
leur défend d'avoir d
s'assembler, sous quel
envoie des soldats dans
pire renverser les temp
sonner leurs prêtres, e
et tandis qu'il établit ai
le feu, il en change sa
perpétuellement d'un p
seigne des choses contra
son zèle, il oublie de se
rétique.

Il est toujours afflige
lequel la faible humanit
cacher ; mais cet emploi
noble et utile dans les
effet, si le cours ordin
qu'un

bien l'histoire, placée d'abord entre le flatteur et le zoïle, et livrée ensuite à l'aveugle compilateur, n'est-elle pas en droit de réclamer contre la sentence des siècles passés! Constantin, en renversant les idoles, s'était souvent applaudi d'avoir convaincu les peuples que ces brillans simulacres, loin de servir d'asile à la divinité, ne contenaient qu'une cendre abjecte ou des ossemens infects; il ne s'apercevait pas qu'il insultait ainsi à sa propre destinée. On a osé, dans ce siècle éclairé, pénétrer dans son âme. L'idole renversée et la riche enveloppe détruite, que reste-t-il? L'intérêt, les passions, l'hypocrisie et tout le squelette de l'humanité. Constantin est de tous les princes celui qui a le plus influé sur les siècles suivans. Renverser le culte des faux dieux pour y substituer celui de Jésus-Christ, et transporter la capitale du monde de l'ancien théâtre de sa gloire sur une rive inculte et barbare; tels furent les objets auxquels il consacra son règne. Le dernier n'a point trouvé d'apologistes; mais le premier, en rendant sa mémoire chère au monde chrétien, a peut-être trop fait rejaillir sur l'auteur le mérite de l'ouvrage. Pour nous, également éloignés, et du fiel de Zosime, et de l'enthousiasme d'Eusèbe, nous n'emprunterons de ces auteurs que des faits et non des opinions. Nous nous contenterons même de mettre notre lecteur en état de juger; et pour suivre une marche plus sûre dans nos observations, nous examinerons Constantin sous trois points de vue

différens : comme homme, comme prince, et comme chrétien.

Si la religion du Christ avait besoin d'emprunter quelque éclat de ses sectateurs, nous n'avouerions qu'à regret la différence extrême que nous sommes obligés de reconnaître entre les âmes grandes et sublimes des Trajan et des Antonin, et le caractère encore barbare de Constantin : mais la foi enseignée par les ministres de l'Évangile n'a rien de commun avec les vices personnels à ce prince ; vices si frappans et si odieux, que nous ne pouvons ni les justifier, ni les dissimuler. Peut-être, il est vrai, devons-nous le plaindre d'avoir été entraîné par les mœurs de son temps, lorsqu'il traita avec tant de cruauté les peuples d'Allemagne qu'il avait vaincus : mais comment pardonner à des écrivains recommandables d'ailleurs, lorsqu'au lieu de gémir de ces horreurs, ils s'efforcent de les pallier, et pour ainsi dire d'en escamoter l'atrocité (e) ? Je ne puis me dispenser de rapporter ici tout un passage de M. Crevier ; il servira à faire voir comment l'histoire est écrite de nos jours. « Constantin, dit-il, passa le Rhin et entra « dans le pays des Bructères, qu'il mit à feu et à « sang. Rien ne fut épargné. Les villages furent brû- « lés, les bestiaux pris ou égorgés ; *les hommes et* « *les femmes massacrés ;* et ceux qui échappèrent « à l'épée, et qu'il fit prisonniers, eurent encore un « sort plus cruel. Comme il les jugeait incapables de

(e) *Bravo !*

« rendre jamais aucun service utile, à cause de « leur fierté intraitable et de leur perfidie, ils furent « condamnés aux bêtes dont ils imitaient la féro- « cité. [1] »

Quel artifice, quels efforts pour pallier des crimes abominables! et tout cela, parce que Constantin a été le prémier empereur chrétien. Cette partialité des historiens, lorsqu'elle ne se manifeste pas sur des objets aussi révoltans, devient quelquefois amusante. Parmi tant de crimes, un simple homicide, à la vérité très gratuit, très inutile, peut être gardé comme une bagatelle; mais je n'ai pu m'
pêcher de prendre sous ma protection un malh
reux eunuque pour lequel M. Le Beau et M. Cr
n'ont eu aucune commisération. Constantin av
fortes raisons pour soupçonner son beau-pèr
mien; mais il ne voulut s'en venger qu'aprè
pris sur le fait. Étant donc averti un jour
femme Fausta que Maximien devait exé
projet la nuit suivante, et le poignarder
lit, il y fit placer un eunuque, être sans
méprisable, mais qui était en même
nocent, et qui n'avait que faire là
trompe et tue l'eunuque, croyant t
Alors Constantin se fait voir tout j
couverte, et fait mourir son beau
contentement de sa femme et de tous

[1] Eusèbe rapporte ce fait avec la même indi
de Vita Const. lib. I, cap. XXV.

tandis que ces mêmes
cune aux Césars Val
taient coupables d'aut
au premier rang par Li
qui, long-temps l'égal
mis à son pouvoir sou
bientôt condamné à mo
supplice d'un Auguste,
publique violée, les trai
cela n'est rien pour un
évêques, et qui a fait d

Quels crimes pouvait-
n'est la mort d'une épous
circonstance encore ?
phant du concile de Nic
donné à dîner à plus de
voir baisé les cicatrices
simples soupçons, sur la
le plus difficile à croir

nconséquent, tout occupé qu'il était des progrès du christianisme, avait fait venir à sa cour Sopatre, philosophe platonicien, de l'école de Jamblique. Il lui montra bientôt tant de confiance et d'intimité, que le malheureux savant dépaysé, ne put échapper à la jalousie des chrétiens. Quelques accusations sourdes de prestige et de magie avaient déjà mis le peuple en mouvement, lorsque des vents contraires retardèrent la flotte qui apportait les blés d'Égypte. Le peuple, toujours furieux, toujours insensé, lorsque des hommes factieux et intér lui font craindre la famine [1], ne manqua pa s'en prendre à Sopatre; et Constantin, prince f et ami perfide, livra à la mort le philosophe i cent. Ajoutez à ce caractère cruel et inconstar amour effréné pour le faste, et un désir i de toute espèce de gloire, et vous ne rec que trop aisément dans Constantin l'homn et méprisable, que l'éclat de la pourpre, le de la victoire et l'adulation des siècles se s temps efforcés de cacher. Voyons à pré prince a plus de droit à notre estime.

Ici les faits semblent parler d'eux-m stantin, né dans les dangers, livré dès s sous le titre d'otage, à toute la haine de s de leurs mains au péril de à la tête d'une armée, q

dit quelque part : *Vulgus*

1. (*Hist.* L. IV, c. 38.)

batailles gagnées. Il sa
confié leurs intérêts à
rement que le sort des
pour l'autre; que les a
avoir une grande valeı
valeur positive, et que
toujours les grands gén
peut gagner un autre n
soit très faible lui-mêm
les Indes des empires eı
mées qui auraient été n
lons de troupes européeı
battu le duc de Bournoı
barrassé Condé et Mon
regardé comme un gran
politique, le citoyen qu
courage, parvient à ajout
publique, est plus estim
tête de cinquante satelli

aussi long-temps qu'on ignorera le choix de ses moyens et la sagacité de ses vues. Mais cet empereur a malheureusement donné sa mesure, en se laissant apprécier sur des objets plus intéressans. Il a été législateur, et le lecteur jugera sans peine si notre sévérité est déplacée, lorsqu'il se rappellera que c'est à ce prince que nous devons ce mélange vicieux des deux puissances civile et ecclésiastique, qui, depuis quinze siècles, a répandu le trouble dans le monde chrétien.

La première trace de l'intervention du pouvoir ecclésiastique dans les affaires civiles se trouve dans une loi de Constantin sur l'affranchissement des esclaves. A la place des formalités dont ces affranchissemens étaient accompagnés, il veut qu'on puisse se contenter désormais de l'attestation d'un évêque; comme si les procès étaient des cas de conscience, et les jugemens des pénitences [1]. Il n'est personne qui ne sache de quels rapides progrès ce premier pas fut suivi. Dès lors toutes les voies furent préparées : des priviléges sans nombre furent accordés au clergé; comme per-

[1] On pourrait soupçonner Constantin d'avoir eu des vues cachées lorsqu'il fit ce règlement. Un grand nombre d'esclaves, attirés par l'esprit d'égalité qui régnait parmi les chrétiens, venaient journellement embrasser leur religion, et se dérobaient ainsi au pouvoir de leurs maîtres. Il fallait pourtant rendre ces transfuges lorsqu'ils étaient réclamés; mais pour peu qu'il y eût quelque prétexte d'affranchissement, la faveur qu'on accordait aux nouveaux convertis faisait décider contre les maîtres. Or, c'est peut-être pour

mission de recevoir des legs, exemption de toutes charges onéreuses, telles que *collection de deniers, offices municipaux, magistratures, tutelles*, etc.; faveurs si excessives, que l'intérêt corrigeant bientôt l'enthousiasme, on fut obligé de les révoquer. En effet, presque tous les citoyens, pour mettre leurs biens à couvert, s'étaient faits ecclésiastiques, et Dieu était si bien servi, que l'état n'avait plus ni sujets[1] ni magistrats. Les intérêts du fisc ont été chez tous les princes les limites de leur foi : mais si Constantin ne voulut pas céder au clergé sur un point si important, il ne craignit pas de lui sacrifier les principes les plus anciens du gouvernement romain, en révoquant la loi *Papia Poppea*. Par cette loi, ceux

donner plus d'étendue à cette faveur, qu'on chercha à dérober les procès de ce genre à l'ordre civil, et qu'on voulut que le témoignage d'un évêque, chose sur laquelle on pouvait toujours compter, fût regardé comme suffisant.

[1] Sous Constantin, le nombre des citoyens était fort diminué, tandis que celui des esclaves et des étrangers était considérablement augmenté. Il n'est donc pas étonnant que le poids des impositions et de toutes les charges publiques fût devenu très lourd pour chaque particulier. Les emplois municipaux étaient surtout une charge si onéreuse, que, dans le fait, il ne restait plus ni propriété territoriale ni propriété personnelle. On nommait *curiales* tous ceux qui par état étaient obligés de remplir quelque office public. Or, c'est cet état de *curialis* qui, suivant les principes de l'Église, ne pouvait s'accorder avec l'état ecclésiastique. Voyez Bingham, *Antiq. of the church*. Liv. v, ch. III.

d'entre les citoyens qui ne s'étaient pas mariés, étaient privés de toute succession collatérale, et ceux qui étant mariés n'avaient pas eu d'enfans, ne pouvaient prétendre qu'à la moitié des successions de cette espèce qui viendraient à leur échoir, non plus qu'à la dixième partie du bien de leurs femmes, en cas de décès. Constantin ne se contenta pas d'effacer ces restes respectables de la sagesse romaine; il encouragea le célibat par toutes sortes de voies, et particulièrement en accordant à ceux qui embrassaient cet état, le privilége de pouvoir disposer de leur bien avant l'âge requis par les lois.

Mais tandis que les exemptions se multipliaient en faveur du clergé, des impôts exorbitans, et d'un genre tout nouveau, semaient la désolation parmi le peuple. Tous les quatre ans, des officiers de l'empereur venaient, armés de fouets et de bâtons, exiger une capitation nommée *Chrysargyre*, parce qu'elle se payait indifféremment en or et en argent. Cette taxe était imposée avec une rigueur inouïe. On faisait contribuer jusqu'aux mendians et aux femmes prostituées: mais tandis qu'elle excitait les gémissemens des pauvres qu'on poursuivait de tous côtés à coups de fouet, comme de vils bestiaux, elle ne répandait pas moins de consternation parmi les riches; car les dénonciations de toute espèce, les trahisons domestiques, et les calomnies publiques étaient le tarif sur lequel on avait coutume de la percevoir.

Zosyme accuse aussi Constantin de n'avoir fait la guerre aux dieux du paganisme que pour trouver un prétexte de piller leurs temples; mais il ne serait pas juste de s'en rapporter à un auteur dont la prévention s'est manifestée en plusieurs endroits, et particulièrement lorsqu'il attribue la conversion de Constantin aux remords que lui inspira le meurtre de sa femme et de son fils. Selon lui, ce prince ayant cherché inutilement des expiations parmi les prêtres du paganisme, se tourna du côté des chrétiens qui avaient, dit-on, une manière de laver tous les péchés dans une eau mystérieuse. Mais si c'est un anachronisme que de rapporter la conversion de Constantin à un événement qui est arrivé long-temps après, il n'en est pas moins vrai que les crimes dont il venait de se souiller, joints à son acharnement contre des idées généralement reçues, et contre un culte établi depuis si long-temps, l'avaient rendu tellement odieux à ses peuples, qu'il fut obligé de quitter Rome, et de chercher un autre asile, où la voix de l'adulation pût seule se faire entendre : sur quoi je remarquerai que les idées relatives au culte extérieur doivent avoir une terrible influence sur la morale, puisque d'un côté les chrétiens ont porté aux nues un empereur coupable des crimes les plus atroces, et que de l'autre, les Romains qui avaient applaudi Néron, lorsqu'il rentra dans Rome après avoir fait mourir sa mère, ne purent supporter la vue de Constantin, qui avait fait mourir sa femme et son

ls. C'est ainsi que l'attachement à des rites, à de vaines cérémonies, prévaut perpétuellement sur cette loi que la nature a gravée dans tous les cœurs, mais malheureusement en caractères trop superficiels et trop aisés à effacer.

Nous ne nous étendrons pas sur la faute grossière que fit Constantin en changeant le siége de l'empire. C'est une chose trop connue et trop avouée par tous les auteurs, même par ceux qui ont le plus loué cet empereur. Nous avons dit les raisons qui le portèrent à cette fausse démarche; mais nous devons ajouter qu'il était impossible de mettre plus d'orgueil dans le projet, et plus d'injustice dans l'exécution. Tandis que ce prince fastueux est si pressé de jouir de ses édifices, qu'il ne laisse pas aux architectes le temps de leur donner la solidité, et qu'il voit des murs déjà caducs tomber sur ceux qu'on élève encore; il force par des édits rigoureux tous les habitans de l'Asie Mineure à se construire des demeures dispendieuses dans la nouvelle capitale. Une loi tyrannique déclare que tous ceux qui n'auront pas un domicile à Constantinople, ne pourront transmettre à leurs héritiers aucune possession en fonds de terres; et c'est par de pareils moyens qu'il se hâte d'élever cette ville célèbre, dont il veut avoir l'horoscope, et à qui l'on promet une durée de six cent quatre-vingt-seize années.

Peut-être le lecteur sera-t-il un peu surpris de voir qu'un aussi bon théologien que Constantin s'avise

de consulter des astrologues : mais le caractère de ce prince ne paraît nulle part plus inconséquent que dans tout ce qui a rapport à la religion. Également faible et vain, aussi prompt à se décider qu'à changer d'avis, les défauts de son esprit ont justifié ceux de son cœur. Car c'est une question qui s'est élevée souvent, si ce prince était enthousiaste ou hypocrite. Les uns, frappés de l'attention souvent minutieuse qu'il porta dans les affaires ecclésiastiques, de la haine qu'il eut pour le paganisme, et surtout de la dévotion qu'il montra dans les derniers momens de sa vie, ont pensé qu'il était plus persuadé qu'éclairé, et que si la grâce de Dieu n'avait pas jugé à propos de le soutenir contre l'hérésie et le parricide, elle lui avait du moins révélé les principaux dogmes de la foi. Les autres, plus attentifs à sa conduite politique, aux prétendus miracles dont il appuya ses expéditions, et surtout au profit qu'il en tira, sont tentés de croire que sa foi ne fut jamais bien vive, et que sa religion fut toujours subordonnée à son ambition. Pour moi, je ne sais si c'est que l'hypocrisie est celui de tous les vices pour lequel j'ai le plus d'antipathie; mais j'ai toujours de la répugnance à supposer qu'elle puisse être portée à un certain degré : le rôle d'un hypocrite me paraît à la fois si pénible et si difficile, que je ne puis comprendre comment on a assez de patience et d'artifice pour le jouer long-temps avec succès. Craignons de trop donner à l'esprit des hommes en ôtant trop à leur

cœur. Si nous avons quelques talens pour tromper les autres, combien n'en avons-nous pas davantage pour nous tromper nous-mêmes? C'est peut-être faute d'avoir assez réfléchi sur le cœur humain qu'on croit si volontiers à l'hypocrisie. Tous ceux qui ont observé l'empire que notre intérêt exerce sur nos opinions, ont dû se persuader que ses propres succès parviennent bientôt à le rendre inutile. On débute par affecter de mauvaise foi certaines pratiques et certaines opinions, et quand cette fausseté nous a mis à portée de jouer un grand rôle, de commander aux hommes, et d'obtenir d'eux des richesses et de la considération, nous commençons à y ajouter plus de croyance; et il arrive que peu à peu notre intérêt parvient à consolider dans notre esprit le fondement de notre autorité. Il y a long-temps qu'on a dit que les joueurs commençaient par être dupes, et qu'ils finissaient par être fripons : le contraire arrive en matière d'opinion : on commence par être fripon, et l'on finit par être dupe. On voit souvent un magistrat, en passant d'une cour dans une autre, changer de principes comme de tribunal. D'abord sa probité, ou plutôt l'opinion qu'il s'est faite de lui-même, est inquiète et mal à son aise; alors elle appelle à son secours le sophisme et la subtilité; mais bientôt dupe de son propre artifice, elle n'a plus à combattre, et l'homme redevient vertueux par sa sottise. C'est ainsi que dans le clergé il est arrivé quelquefois que des ecclésiastiques purement

mondains et parvenus aux dignités par intrigue ou par faveur, devenus ensuite chefs de parti, et contraints à faire de fréquens sacrifices de leurs plaisirs à leur ambition, ont fini par croire eux-mêmes une partie de ce qu'ils voulaient persuader aux autres. Constantin peut avoir été dans le même cas. Nous le disons à l'honneur du christianisme; jamais sa morale n'a pu s'allier avec les crimes atroces que cet empereur a commis; et si Dieu l'eût éclairé lui-même, s'il eût voulu s'en servir autrement que comme des Tibère et des Néron, qui tous ont sans doute concouru à ses vues, il ne l'aurait pas exposé à déshonorer sans cesse sa foi par ses œuvres, comme il la trahissait par ses erreurs.

Constantin, selon toute apparence, fut induit à favoriser le christianisme par les raisons que nous avons exposées plus haut. Mais bientôt encouragé par le succès, et enorgueilli par les adulations des évêques, jaloux surtout de changer le siége de l'empire, il prit un véritable zèle pour les dogmes qu'il avait d'abord épousés par intérêt. Cette marche est même aisée à suivre dans la manière dont il procéda à la réforme générale. D'abord il crut assez faire que de tolérer le christianisme, et bientôt il en fit une religion dominante et exclusive. Humble et soumis aux évêques dans le principe, il ne tarda pas à leur faire la leçon. On voit chaque jour son zèle augmenter avec son influence dans les matières ecclésiastiques; nulle méthode, nulle règle dans ses

jugemens (*f*); tantôt modérateur, tantôt persécuteur, il veut d'abord imposer silence à Alexandre et à Arius; puis il condamne Arius, puis il l'absout, puis il le condamne encore, et finit par adopter ses principes. Je rapporterai ici le commencement de la lettre qu'il écrivit à la fois à Alexandre, évêque d'Alexandrie, et à Arius qui était en dispute avec lui [1]. « Depuis que vous, Alexandre, vous avez demandé à votre clergé ce que chacun pensait sur « quelques passages de l'Écriture, ou plutôt sur quel- « ques opinions *vaines* et *frivoles*, et que vous, « Arius, vous avez élevé des questions auxquelles il « ne fallait jamais penser, ou qu'il ne fallait point « agiter, après y avoir pensé, la discorde s'est mise « parmi vous, etc.... Abandonnez donc des subtilités « sur lesquelles il ne fallait ni interroger ni répon- « dre. » Or, ces subtilités, ces questions vaines et frivoles, n'étaient rien moins que la consubstantialité du Verbe, pour laquelle on assembla bientôt après le concile de Nicée.

Constantin ne fut pas plus heureux lorsqu'il traita

(*f*) *Très vrai.*

[1] « Cùm enim tu, Alexander, a presbyteris tuis requi- « reres quid unusquisque eorum de quodam legis loco sen- « tiret, seu potius de quadam inani quæstione eos interro- « gares; cùmque tu, Ari, id quod nunquam cogitatum, vel « sane cogitatum silentio premere deberes, imprudenter « excitata inter vos discordia, etc..... quidnam vero illud « est? nec interrogare de hujusmodi rebus, nec interroga- « tum respondere, etc. »

de la religion chrétienne en elle-même. Ceux qui sont curieux de voir le comble de l'extravagance et de l'absurdité, n'ont qu'à lire les chapitres XVIII, XIX et XX de son discours à l'assemblée des saints (*Oratio ad sanctorum cœtum*) (g). Après avoir cité comme authentique un acrostiche de la prétendue sibylle Érythrée, dont les initiales forment ces mots: *Jesus Christus, Dei filius, servator*, comme si Dieu révélait l'avenir par des jeux d'esprit, dignes tout au plus du *Mercure;* il s'empare de Virgile comme d'un trésor immense de prophéties très claires en faveur de la religion chrétienne. Il cite entre autres l'églogue : *Sicelides Musæ, paulò majora canamus.... Paulò majora*, s'écrie-t-il, dit déjà beaucoup de choses; mais Virgile ajoute ensuite :

Ultima Cumæi venit jam carminis ætas.

Qui ne sait que la sibylle de Cumes a cessé de prophétiser quand la vérité même est venue dans ce monde? mais que répondre à ces vers-ci :

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo,
Jam redit et Virgo, redeunt Saturnia regna?

Quelle est cette Vierge qui revient, si ce n'est la mère de Dieu? Le poète n'ajoute-t-il pas lui-même:

Tu modo nascenti puero, quo ferrea primum
Desinet, ac toto surget gens aurea mundo,
Casta fave Lucina, etc.?

N'est-ce pas mot pour mot le Messie? *Docte igi-*

(g) *Réflexion très juste et très utile.*

tur hæc dicta sunt, o Maro, poetarum sapientissime!.... etc. etc. (*h*)

Constantin ne faisait aucun doute que Virgile eût été chrétien (*i*); mais il croyait que ce poète célèbre avait été obligé de déguiser sa foi, et d'envelopper ses productions des voiles de l'allégorie. Il paraît qu'Eusèbe, qui rapporte ce discours en entier et sans observations, était du même avis. Quelle était donc la logique des premiers savans de l'Église, puisqu'elle leur faisait envisager, sous le même point de vue, Moïse et les sibylles, Isaïe et Virgile? Mais ces réflexions n'étant pas de mon sujet, je me hâterai de conclure que Constantin ayant vécu dans le crime, et étant mort dans l'hérésie, n'a mérité nos éloges ni comme homme, ni comme prince, ni comme chrétien.

(*h*) *J'ai bien peur que ce fripon d'Eusèbe n'ait prêté ce discours à Constantin.*

(*i*) *Ah! il n'était pas si sot; mais Eusèbe l'était.*

CHAPITRE V.

De l'influence de la religion chrétienne sur le bonheur des peuples, et du sort de l'humanité depuis le règne de Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident.

Après avoir parlé de l'établissement de la religion chrétienne, et après avoir tracé, autant qu'il nous a été possible, le portrait du souverain qui la rendit dominante dans ses vastes états, il paraît naturel d'examiner quelle influence eurent de si grands changemens sur le bonheur des peuples. Ici l'austère vérité n'oserait élever sa voix, si les apôtres du christianisme avaient jamais prétendu que cette religion eût pour objet le bonheur passager de la vie humaine. Inutilement voudrait-on lui objecter la décadence des nations qui l'ont embrassée, et la chute de l'empire romain, si prochaine de sa conversion ; jamais l'Église dans sa naissance n'a eu pour objet la gloire et la prospérité des nations. L'humilité, la pauvreté, la pénitence et la prière, voilà ce que les ministres de l'Évangile se croyaient chargés d'enseigner; et bien loin qu'à l'exemple des païens, ils s'appliquassent à identifier le culte avec la politique, et à faire concourir l'un et l'autre à la prospérité des états, ils faisaient gloire de mépriser toutes ces vaines grandeurs, persuadés qu'ils étaient que le théâtre du monde allait s'écrouler avant que les scènes qui l'occupaient eussent le temps d'être achevées.

Nous avons déjà parlé de l'erreur des millénaires, si commune dans les premiers siècles de l'Église. Lorsque les hérésies, germant avec les premiers dogmes de la foi, déchiraient le sein du christianisme; lorsque les empereurs les plus orthodoxes, gouvernés par des eunuques, abandonnaient lâchement la défense des frontières, et que des Barbares accourant des bouts de l'univers arrosaient de sang les provinces de l'empire, dont les principales villes étaient fréquemment embrasées par des volcans, ou renversées par des tremblemens de terre, cette opinion généralement répandue que le monde allait périr, acquit encore de nouvelles forces : et si les païens s'obstinèrent à la rejeter, c'est qu'ils attribuèrent tant de désastres à l'abandon d'un culte ancien et révéré. Dans cette crise funeste, dans ce deuil général, les défenseurs du christianisme se partagèrent. Les uns, ne cherchant point à se dissimuler les maux dont on était accablé, et s'efforçant même d'en exagérer les conséquences, en faisaient de nouveaux motifs de conversion. Les autres, qui ne voulaient rien accorder au paganisme, prétendaient que les malheurs présens n'étaient pas plus fâcheux que ceux qui avaient affligé les peuples dans les siècles d'idolâtrie. Aux invasions des Barbares ils opposaient les guerres civiles et les proscriptions; aux ruines fréquentes d'Antioche, d'Édesse, de Constantinople, etc. ils comparaient la fameuse éruption du Vésuve sous le règne de Titus. Saint Augustin, puisant tous ses argumens

dans la foi même, écrivit son élégant traité *De civitate Dei*, où il fit voir que le royaume de Dieu ne doit point se manifester dans ce monde-ci : et Paul Orose composa sa froide et ennuyeuse gazette, où, rapportant avec peu d'exactitude les faits principaux de l'histoire, il ne réussit pourtant que trop bien à prouver que les hommes avaient toujours été les plus malheureuses de toutes les créatures.

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont quelque connaissance de l'histoire, savent assez que nuls siècles n'ont été plus féconds en désastres que ceux qui sont placés entre la première invasion des Barbares et leur entier établissement dans les pays qu'ils ont conquis. Mais il est aisé de s'apercevoir que, pour suivre exactement le plan que nous nous sommes tracé, il faut éloigner de nos observations tous les événemens physiques, comme les tremblemens de terre, les famines, les contagions, etc.; et la plupart des événemens politiques, tels que les mauvais succès à la guerre, les fautes des généraux, l'indiscipline des troupes, etc. En effet, il y a tout lieu de croire que quelque religion qui eût prévalu dans l'empire romain, la mollesse des peuples, la licence des soldats et le despotisme des empereurs l'auraient tôt ou tard entraîné vers sa ruine. Mais le pouvoir de la religion embrassant la plupart des actions civiles et morales, on pourrait demander si, depuis l'établissement du christianisme, les hommes ont été meilleurs et plus heureux; si les souverains ont été moins

avares et moins sanguinaires, les peuples plus soumis et plus tranquilles; si les crimes ont été plus rares et les supplices moins cruels; si la guerre s'est faite avec plus d'humanité, et si les traités ont été mieux observés.

Nous voudrions (non pour l'honneur du christianisme, qui n'a pas besoin des considérations humaines, mais pour notre propre consolation) pouvoir nous déclarer pour l'affirmative; mais la vérité trop manifeste, mais l'histoire trop authentique, trop connue, se refusent absolument à nos désirs.

Dans le sein de l'Église, l'erreur des donatistes et celle d'Arius empoisonnent les premières semences de la foi; les évêques s'arment contre les évêques; les peuples épousent ces querelles avec fureur; les temples, les basiliques, sont disputés, l'épée à la main, et arrosés du sang des citoyens; des accusations odieuses, des calomnies atroces sont prodiguées réciproquement par les chefs de parti; et ces fanatiques se déchirent entre eux avec une cruauté qui, suivant l'expression d'un auteur contemporain, surpasse même celle des bêtes féroces [1]. Le premier empereur élevé dans le christianisme [2] commence son règne par le meurtre de son oncle et de son cousin-germain. Il se jette avec fureur dans le parti des ariens, et tantôt persécuteur sanguinaire,

[1] « Nullas infestas hominibus bestias ut sunt sibi ferales « plerique christianorum. » Ammien-Marcellin. L. xxii.

[2] Constance.

leurs troupeaux; et les pı
voyages, peuvent à pein

Dans l'administration
mêmes injustices. Une dé
que cruelle devient le pı
Les délateurs infestent l
rougit point de leur dom
L'administration dégénère
bare : les supplices devi
moindres crimes sont pun
traités n'est plus observée;
au milieu de la paix et dans
mœurs se corrompent de

[1] Celui de curieux, *curiosi.*
specteurs ou espions, qu'on e
On dit que leur nombre monta

[2] Valens fit assassiner par la
d'Arménie, qui avait toujour
Valentinien I fit assassiner da
des Quades. Valentinien II ay
de l'accroissement

ues, vils instrumens des plaisirs les plus honteux, leviennent des généraux et des premiers ministres; les dépenses de la table et le luxe de la cour sont poussés jusqu'à la démence [1]. Les lois, en se multipliant à l'infini, décèlent à la fois la dépravation du gouvernement et celle des peuples; enfin, tout s'altère, tout se corrompt, jusqu'à la discipline dans les armées et le courage dans les soldats; en sorte que la destruction des générations entières est devenue le seul remède aux malheurs de la terre, comme l'incendie des ronces et des épines qui couvrent champs abandonnés, est le seul moyen d'en obte de nouvelles moissons.

En traçant ici ce déplorable tableau, qui n point exagéré, gardons-nous de laisser penser nous voulions attribuer au christianisme le dres que nous venons de décrire. Loin d'a pareille idée, notre intention est de faire v lement que les malheurs des temps n'ont p mis à la religion de procurer aux hommes plus heureux dans cette vie. Peut-être mé elle devenue une nouvelle source de dés de même que les meilleurs alimens sont vicier dans un corps dont la maladie s'es

[1] On sait que Julien à son avènement au
un barbier, crut voir entrer
r, et que s'étant informé des g
evait, il se trouva qu'ils suffisai
de cent personnes.

parée; de même les dogmes les plus sacrés de la foi deviennent-ils souvent l'occasion des troubles les plus affreux. De tous les ennemis du genre humain, le plus cruel et le plus moderne, l'intolérance, suivant pas à pas la religion dans ses progrès, s'étendit avec elle, et fit briller le glaive partout où le zèle fit entendre la parole.

Si nous fixons cette époque à la naissance de l'empire qu'elle a toujours exercé depuis, ce n'est pas que, dans le cours de nos réflexions, nous n'ayons déjà observé quelques germes de ses affreux principes. Une seule nation dans la foule de celles qui ont paru sur ce globe, aurait suffi pour nous en montrer les effets les plus sanglans; si le peuple juif, qui ne considérait son gouvernement que comme une inspiration perpétuelle, pouvait servir d'exemple dans le cas présent, où l'intolérance ne porte plus que sur des dogmes abstraits et fugitifs. On comprend encore plus aisément qu'une nation se croie obligée d'exterminer celles qui servent des dieux ennemis du sien, qu'on ne peut expliquer comment on emploie le fer et le feu pour forcer des gens à exprimer l'idée de *consubstantialité* par une lettre de plus ou de moins [1]. Ce n'est donc pas sans raison qu'on fixe l'origine de l'intolérance, en matière de dogme, à la même époque que la propagation du christianisme dans l'empire.

Peut-être nous objectera-t-on que les empereurs

[1] ὁμοούσιος, ou ὁμοιούσιος.

païens ont donné les premiers l'exemple de la persécution; mais lorsqu'un insensé, un furieux comme Néron étendit sa tyrannie sur les chrétiens, il avait du moins le prétexte de les envisager comme des novateurs, comme des rebelles qui ne voulaient pas se soumettre aux lois anciennement établies; car jusque-là le culte avait fait partie de la législation; et les Juifs ou les chrétiens, ce qui n'était alors qu'une même chose pour les païens, furent les premiers qui ne voulurent point se conformer aux rites publics. Un homme qui refusait de jurer par le génie de l'empereur était regardé comme criminel de lèse-majesté; et c'est là un article qu'il faut bien examiner, si l'on veut entendre tout ce qui a rapport aux premières persécutions. Mais employer les supplices les plus atroces pour déterminer des questions plus grammaticales que théologiques; mais immoler par le fer et par le feu ceux qui implorent le même dieu, qui observent les mêmes cérémonies, qui respectent les mêmes autorités, c'est une démence qui n'avait pas encore eu d'exemple, et qui naquit dans l'empire romain, de la tyrannie des empereurs et de l'ambition des évêques.

Soyons justes, et écartons encore des ministres de l'Évangile une partie des reproches qu'ils se sont attirés : je le dis avec satisfaction, et je ne sais pourquoi les apologistes du christianisme ne l'ont pas dit avant moi : cette intolérance barbare, ces disputes scandaleuses et atroces, devaient en grande

partie leur origine au caractère des Grecs, à la malheureuse passion que cette nation avait inspirée pour une vaine dialectique et des sophismes frivoles. Quoi qu'il en soit, c'est sous le règne des empereurs chrétiens, c'est même sous celui des princes les plus respectés, tels que Constantin et Théodose, qu'on voit pour la première fois les lois s'exprimer dans ces termes : « Si quelqu'un ose sacrifier dans les « temples, qu'il soit exterminé par le fer vengeur..... « Nous ordonnons, sous peine de supplice, de croire « une même divinité en trois personnes, etc. [1] »

Ainsi, depuis la naissance des hérésies, c'est-à-dire depuis que la théologie s'est mise à la place de la morale, les hommes déjà condamnés à servir sous des maîtres injustes, accablés d'impôts, troublés dans leurs propriétés, poursuivis par la guerre et tous les fléaux qu'elle entraîne avec elle, se sont vus exposés encore à une nouvelle tyrannie, qui,

[1] « Placuit omnibus locis atque urbibus universi claudi « templa.... quod si quis aliquid forte hujusmodi perpetra- « verit, gladio ultore sternatur. » Cod. Theod, cap. x.

Si le ridicule pouvait amuser au milieu de toutes ces atrocités, ce serait lorsqu'on lit ces paroles dans une loi de Constance : *Cesset superstitio...., etc. Nam qui contra legem divi parentis nostri et hanc nostræ mansuetudinis jussionem ausus fuerit sacrificium celebrare, competens in eum vindicta et præsens sententia exerceatur...., etc.* « C'est comme s'il y avait : « Si quelqu'un transgresse les ordres de notre très « douce et très bénigne personne, nous ordonnons qu'il « soit étranglé sur-le-champ. »

pénétrant jusque dans les replis les plus secrets du cœur humain, porte dans les facultés de notre âme le même trouble que le despotisme civil excite dans nos rapports extérieurs. Ainsi, depuis le concile de Nicée jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, les cachots se sont remplis, les échafauds ont été dressés, le sang a coulé pour consolider, par les faibles efforts de l'humanité, l'ouvrage entrepris par le Fils de Dieu lui-même!

Un autre inconvénient de cet esprit fanatique et exclusif, c'est la destruction de toute critique; c'est l'extinction absolue du flambeau de l'histoire. Plus de vérité, plus de guide assuré dans ces conduits obscurs qui nous font remonter vers les siècles passés. A la place des Xénophon, des Tite-Live, des Polybe et des Tacite, citoyens respectables qui portaient dans leur sein les vertus de tous les temps et de tous les pays, on ne voit plus que des hommes de parti, qui ne racontent des faits que pour étayer des opinions. Les annales, les fastes même sont soumis à des disputes polémiques, et les mémoires de ces temps malheureux ne sont plus que d'insipides *factum*.

Au milieu d'une foule d'historiens panégyristes outrés, ou satiriques sanglans de leurs princes, selon que ceux-ci ont bien ou mal mérité de leurs sectes, deux auteurs païens ont seuls prévalu sur les efforts qu'on a faits pour anéantir leurs ouvrages. Zosyme, historien peu élégant, peu judicieux, n'est

pas exempt de l'esprit de parti, qui pour lors animait également les idolâtres contre leurs antagonistes; mais son histoire a servi de guide sur un grand nombre de faits, et la manière abrégée et précise dont il a écrit ne permet pas de penser qu'il ait eu pour objet principal de décrier les chrétiens. Je voudrais donc que nos compilateurs modernes, qui le suivent dans le reste de son livre, ne fussent pas si prompts à l'abandonner dès qu'il dit du mal des personnages qu'ils ont pris sous leur protection. Il est vrai que Théodose, le héros des auteurs catholiques, n'a pas trouvé grâce devant lui. Il nous le représente comme un prince livré au luxe et à la mollesse, tandis que les écrivains ecclésiastiques en font à la fois un grand homme et un grand saint. Mais quoique ceux-ci aient pris soin de nous raconter comment il s'est humilié plusieurs fois devant le clergé, et comment il a dit publiquement qu'Ambroise lui avait bien fait voir *la supériorité d'un évêque sur un empereur*, ils n'ont point opposé de preuves négatives aux imputations de Zosime. Théodose fit la guerre avec courage et succès, j'en conviens; mais la flatterie des historiens a-t-elle pu dissimuler qu'il fut toujours très lent à se mettre en action; et cette observation ne s'accorde-t-elle pas avec le goût que lui donne Zosime pour le plaisir et la volupté? D'ailleurs sa conduite envers le tyran Maxime est-elle à l'abri du reproche de fausseté ou de timidité? S'il ne devait envisager cet imposteur

que comme un rebelle et un régicide, devait-il le reconnaître pour empereur, et laisser placer les statues d'un pareil scélérat à côté des siennes ? Si, au contraire, la politique obligeait Théodose à regarder comme empereur celui que les armées et les succès avaient couronné, fallait-il se préparer sourdement à l'attaquer ? Était-il juste encore, après s'être rendu maître de son sort, de le faire mourir comme un rebelle ? Et lorsque Eugène, nouvel usurpateur, nouveau complice d'un autre régicide, lui envoya des ambassadeurs, dut-il les recevoir avec bonté, et les congédier en les comblant de présens, pour marcher bientôt contre leur maître, sur le conseil de Jean-le-Solitaire, et sur l'ordre de saint Philippe et de saint Jean-l'Évangéliste, lesquels n'ayant jamais porté d'armes pendant leur vie, se firent pourtant reconnaître, en lui apparaissant comme les Dioscures, sous la forme de deux beaux cavaliers armés de toutes pièces ? Je ne parlerai pas du massacre de Thessalonique, massacre conçu avec tant de cruauté, et exécuté par une trahison si odieuse : il ne faut point insister sur cette atrocité ; tous les historiens s'accordent à la regarder comme un heureux événement, puisqu'elle a préparé au monde chrétien le spectacle consolant de voir un empereur humilié devant un évêque : mais j'observerai seulement que depuis l'incendie de Rome, ordonné par Néron, si Néron en est effectivement l'auteur, et le carnage d'Alexandrie sous Caracalla, l'histoire ne pré-

sente pas de cruauté aussi odieuse et aussi criminelle.

Nous avons déjà parlé du jugement que Zosime a porté sur Constantin. Ces deux exemples suffisent pour nous apprendre pourquoi les auteurs ecclésiastiques se sont attachés à le décrier [1]. La critique, plus circonspecte, oppose suffrage à suffrage; elle prend en considération les intérêts, les passions des écrivains; et partout où elle ne voit pas l'impartialité, elle suspend son jugement.

Ammien-Marcellin a été traité avec plus de ménagement. Le moyen, en effet, de rejeter un auteur dont le caractère est connu et par le rang qu'il a tenu dans les armées, et par ses liaisons avec les premiers hommes de l'état; un citoyen qui raconte avec cette clarté et cet intérêt naïf qui naît toujours

[1] Pour que nos lecteurs soient mieux en état de juger si la critique de Zosime est en effet méprisable, nous allons transcrire ici ce qu'il a dit des moines. Il parle des troubles excités à Constantinople, à l'occasion de saint Jean Chrysostome. « La ville, dit-il, était livrée au tumulte, et « l'église des chrétiens était déjà au pouvoir de ceux qu'on « nomme *moines*. Ce sont des hommes qui ont renoncé au « mariage, lesquels remplissant les campagnes et les cités, « ont donné origine à une classe d'hommes inutiles pour la « guerre comme pour tout emploi civil, qui n'ont d'autre « occupation que d'envahir des biens immenses sous le pré- « texte de secourir les pauvres, tandis que dans le fait ce « sont eux qui propagent la misère et la mendicité. » Qui ne voit par ce passage combien Zosime était aveuglé par la passion, et combien il faut se défier de ses jugemens?

de la part qu'on a prise soi-même aux affaires; un militaire enfin que nous comparerions volontiers à M. de Feuquières, si l'érudition, la littérature, qui brillent dans son ouvrage, ne lui donnaient un grand avantage sur l'écrivain français. Cependant cet auteur, dont tous les historiens ont emprunté jusqu'aux plus petits détails, est soudain négligé du moment qu'il hasarde quelques paroles en faveur des païens ou de l'empereur Julien.

Je viens de rappeler un nom qui suffit seul pour réveiller des disputes interminables. Cet empereur élevé jusqu'aux nues par les ennemis du nom chrétien, a mérité que de nos jours un auteur célèbre prît la peine d'écrire son histoire, et s'efforçât de rectifier le jugement qu'on devait en porter. Ceux qui auront été offensés de la liberté avec laquelle nous avons parlé de Constantin, s'attendront, sans doute, à nous voir faire le panégyrique d'un prince qui contraste avec lui d'une façon si marquée; car l'esprit calomniateur est toujours prompt à soupçonner des motifs, et sa propre malignité lui suggère aisément l'artifice qu'il suppose dans les objets de sa haine. Pour cette fois-ci, il s'est trompé dans son attente. Loin de prendre parti dans cette querelle, nous ne pouvons nous empêcher de convenir qu'on y a mis des deux côtés une obstination puérile, mais pourtant moins humiliante encore pour le faux zèle que pour la philosophie, puisque celle-ci ne doit jamais servir la raison avec les armes du fanatisme.

Tant d'empressement à préconiser un empereur qui se disait philosophe, se sent, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, de la jeunesse de la philosophie. En effet, cette aversion pour les préjugés, cet essor vers la liberté de penser, qui vient après tant de siècles interjeter appel contre un si grand nombre d'opinions reçues, avouons-le, n'a pas parmi nous une origine bien reculée, et dans ces premiers efforts de la raison, la passion s'est souvent mise de la partie. Sans doute c'était un crime de persécuter les païens, et de vouloir plier leurs opinions par la rigueur des supplices; mais n'en était-ce pas un aussi d'opprimer le christianisme? La tolérance, la liberté de conscience était-elle le principe de Julien (a), lorsqu'il inondait l'empire du sang des victimes, et que, fanatique défenseur des fausses divinités, au lieu de montrer sur le trône un philosophe impartial, il ne fit voir en lui qu'un païen dévot? Je n'aime pas les vertus qui sentent trop l'imitation, ni les héros faits d'après le modèle. Je ne sais quel caractère de comédien domine dans l'esprit de Julien. Tantôt c'est Marc-Aurèle, tantôt Trajan, tantôt Alexandre, qu'il s'empresse de copier. L'effort se fait sentir dans ses vertus comme dans ses talens. Ses actions sont toutes concertées, préméditées sur d'anciens exemples; ses compositions sont calquées sur celles de son siècle. Le *Misopogon* n'est point

(a) *N'y a-t-il point ici l'affectation d'étaler une opinion nouvelle?*

l'ouvrage d'un empereur, mais celui d'un sophiste : ses panégyriques ne sont pas tels qu'un César aurait dû les prononcer, mais tels qu'un rhéteur aurait pu les écrire. Dans la guerre des Gaules je crois le voir chercher les traces de Jules-César : dans celle de Perse, il me paraît imiter l'audace de Trajan ; et puis ce mélange de philosophie et de dévotion, comment l'accorder ? dans ses mœurs, c'est un stoïcien ; au temple, c'est un idolâtre, et dans son cabinet, un mauvais platonicien, qui cherche à corrompre la doctrine de cette secte par l'indigne alliage de la magie.

Mais si nous ne craignons pas de traiter avec tant de rigueur l'un des grands princes qui aient illustré le Bas-Empire, combien ne devons-nous pas aussi nous récrier contre l'acharnement avec lequel il a été calomnié par les historiens ecclésiastiques ? Quelle confiance peut-on prendre en leurs jugemens, lorsqu'après avoir canonisé Constantin, meurtrier de sa femme et de son fils, ils se déchaînent contre Julien avec la fureur la plus indécente, s'efforçant de lui supposer des crimes trop atroces pour trouver la moindre créance, quand même on les attribuerait aux Caligula et aux Néron ? Ici l'on voit que le zèle a perdu toute mesure, et que la haine est poussée jusqu'à l'aveuglement. Ce sont cependant ces mêmes auteurs qui nous servent de guides dans les matières ecclésiastiques, et que nous ne laissons pas de suivre souvent dans l'histoire profane. On craint, après

les ont transmis ; et
ne peut lire dans les
événement vraisembl
de contes si absurdes,
confiance dans l'auteu
lations ou les abrégés
de rejeter tout ce qui
server que les traits q
dés. Par exemple, les
qu'Ammien-Marcellin
terre qui arrêta les tra
dification du temple de
les trois auteurs que n
ce qu'il y avait de plu
merveilleux qu'ils nou
en avoir fait usage, ils c
confirmés par Ammien

J'avoue qu'autrefois
dernes, je croyais

extraordinaire, que je sais que les auteurs anciens ne sont pas avares de prodiges. La lecture de l'original, lecture toujours si nécessaire pour juger des siècles passés, m'a absolument détrompé. Voici ce fameux passage si souvent cité, et si rarement rapporté : « Quoique l'empereur fût très occupé à « presser les préparatifs de son expédition (contre « les Perses), il savait pourtant partager ses soins, « et, ne négligeant rien de ce qui pouvait immor- « taliser son règne, il songeait à rétablir un temple « très célèbre autrefois, qui avait été détruit depuis « le siége de Jérusalem commencé par Vespasien, « et terminé par Titus. La direction de cette entre- « prise, qui devait coûter des sommes immenses, « avait été confiée à Alypius, ci-devant comman- « dant en Angleterre. Comme cet officier, aidé du « préfet de la province, pressait vivement les ou- « vrages, des flammes effrayantes, s'élançant fré- « quemment des fondations, consumèrent les ou- « vriers, et rendirent enfin ces lieux inaccessibles. « Ces irruptions ayant continué, on abandonna l'en- « treprise. » [1]

[1] « Et licet accidentium varietatem sollicita mente præci- « piens, multiplicatos expeditionis apparatus flagranti stu- « dio perurgeret, diligentiam tamen ubique dividens, impe- « riique sui memoriam magnitudine operum gestiens propa- « gare, ambitiosum quondam apud Hierosolymam templum, « quod post multa et interneciva certamina obsidente Vespa- « siano posteaque Tito ægre est expugnatum, instaurare « sumptibus cogitabat immodicis; negotiumque maturandum

Ici plusieurs réflexions se présentent d'elles-mêmes. 1°. Rien n'était moins extraordinaire alors que les tremblemens de terre accompagnés de volcans. Dans le même temps, et dans l'espace d'un siècle, Constantinople, Édesse, Antioche, Nicomédie, et la plupart des villes de l'Asie-Mineure, furent renversées par des tremblemens de terre. L'histoire en rapporte plusieurs arrivés à Jérusalem même. On sait de plus que ce pays est rempli de bitume, et l'incendie d'une si grande ville et d'un temple si riche pouvait avoir produit des matières sulfureuses et inflammables, que la moindre communication de l'air devait embraser. 2°. Si cet événement avait été accompagné de circonstances miraculeuses, pourquoi Ammien-Marcellin, amateur du merveilleux comme tous les anciens, aurait-il pris soin de les dissimuler? Rien n'est plus simple, direz-vous; Ammien était païen, et un pareil événement devait faire triompher à jamais la religion chrétienne. Je répondrai à cela qu'il est très clair qu'il ne produisit point cet effet, et qu'en supposant

« Alypio dederat Antiochensi, qui olim Britannias curaverat « pro præfectis. Cùm itaque rei idem instaurare fortiter in- « staret Alypius, juvaretque Provinciæ rector, metuendi « globi flammarum (*b*) prope fundamenta crebris assultibus « erumpentes fecere locum exustis aliquoties operantibus « inaccessum; hocque modo elemento destinatius repel- « lente cessavit incœptum. »

(*b*) Globi flammarum. *La flamme ne forme jamais des globes, mais des spirales, excepté dans les forges de fer et de cuivre.*

que notre auteur n'eût pas été exempt de toute partialité, il serait arrivé de deux choses l'une : ou il aurait omis le fait en entier, ou il se serait efforcé de lui donner une autre interprétation, ce qui était très aisé ; car il en pouvait trouver cent pour une. « Les dieux avaient été irrités de voir rétablir un « temple au dieu des Juifs dont ils avaient triomphé « avec tant d'éclat sous Titus. Le ciel ne permit pas « que dans un temps de calamité l'argent et les « sueurs du peuple fussent employés à des ouvrages « fastueux et inutiles. » Que sais-je ? Manque-t-on jamais de raisons pour expliquer les événemens ? Ammien ne considérait donc pas celui-ci comme un prodige, et l'opinion opposée n'était donc pas encore répandue de son temps, puisqu'il n'a pris nulle peine pour la combattre, et qu'il n'a pas daigné faire la moindre réflexion à ce sujet. Or, je pense qu'en général la preuve la plus forte contre les choses alléguées par un parti, c'est l'indifférence de l'autre ; car enfin, quelque peu de crédit qu'aient à présent les convulsionnaires, nul auteur n'écrira jamais l'histoire de nos jours sans faire quelques réflexions sur ce qui s'est passé à Saint-Médard ; et le livre fanatique de M**** a été honoré de quelques réfutations. Mais Sozomène, mais Théodoret, sont des auteurs estimés ; ils rapportent ce fait avec le plus grand détail. A la bonne heure ; mais si le témoignage de Sozomène est d'un si grand poids, il faut donc croire aux sorciers ; il faut donc croire

que les magiciens avaient le pouvoir de faire paraître les démons, et de commander aux oracles [1]. Il faut encore supposer que Julien, le moins sanguinaire de tous les princes, a fait éventrer des femmes pour consulter leurs entrailles; il faut être convaincu qu'il y a eu des Sibylles qui ont parlé clairement du mystère de la rédemption, et qui l'ont désignée par ce vers :

O felix lignum in quo Deus ipse pependit!

[2] Il ne faut pas douter non plus qu'il n'ait paru en Judée une croix lumineuse qui occupait la moitié du ciel; qu'il en parut une autre lorsqu'on travailla à réédifier le temple de Jérusalem, et que les habits des ouvriers furent parsemés de petites étoiles qui y restèrent constamment attachées, et qui paraissaient avoir été travaillées dans l'étoffe [3]. Si vous

[1] C'est de lui ce conte puéril, que Julien étant introduit dans un caveau pour y consulter les démons, fut effrayé, et fit un signe de croix qui fit tout disparaître. Cet auteur rapporte nombre d'oracles en faveur des chrétiens, et l'on sait cependant, depuis qu'on connaît la fameuse dissertation qu'a composée M. Van Dale, et l'excellent abrégé qu'en a fait M. de Fontenelle; on sait, dis-je, que les oracles n'ont jamais été inspirés par les démons, et qu'ils n'étaient que l'ouvrage de la fourberie des prêtres.

[2] Voyez l'*Histoire ecclésiast.* de Sozomène, L. II, ch. 5.

[3] La fureur des chrétiens était alors de voir des croix partout. Lorsque Théodose fit abattre le temple de Sérapis, il se répandit qu'en démolissant les murailles, on avait trou-

préférez Théodoret, vous y verrez que Julien, en partant de la Gaule pour aller combattre Constance, passa par une vigne qui avait déjà été vendangée, et qu'il la trouva cependant chargée de raisins verts, sur lesquels les gouttes de rosée avaient dessiné un nombre infini de petites croix. Ce n'est pas la peine d'ouvrir Socrate qui écrit la même chose, et que ces auteurs ont peut-être copié. Il ne diffère de Sozomène qu'en ce que l'un dit que le miracle de Jérusalem convertit tous les Juifs, et que l'autre assure qu'aucun d'eux n'en fut touché, et n'embrassa la religion des chrétiens.

Nous terminerons cet article par une réflexion qui paraît avoir échappé aux critiques qui nous ont précédé; c'est que, soit supercherie de la part des peuples ennemis des corvées et du travail, soit superstition parmi les hommes grossiers chez lesquels l'idée du grand et celle du merveilleux se confondent si aisément, il est souvent arrivé que les grandes entreprises ont été interrompues par des prodiges. Je ne citerai qu'un exemple que je tire de Dion. Cet auteur raconte que lorsque Néron entreprit de couper l'isthme de Corinthe, il parut des fantômes qui effrayèrent les ouvriers. Dans le fond, ces fan-

des croix gravées sur la plupart des pierres : mais sur un plus mûr examen, il se trouva que c'étaient des phallus. On sait que le phallus était une représentation des parties de la génération dans l'homme. (*Histoire du Bas-Empire*. L. XXIV.)

tômes n'étaient que la fatigue et l'impatience; mais les écrivains de ce temps-là n'avaient garde de le dire, car alors un prodige valait bien mieux qu'une moralité [1]. Au reste, il importe si peu au triomphe de la religion chrétienne que ce miracle soit arrivé ou non, qu'on ne peut nous imputer aucune mauvaise intention dans l'examen que nous en avons fait. Nous ne sommes pas plus criminels en cette occasion que plusieurs écrivains respectables qui ont révoqué en doute les miracles de la *Légion Thébaine* et du *Labarum*, quelque honorables qu'ils fussent pour le christianisme. La critique saine et réfléchie sera toujours à l'avantage de la vérité : elle ajoute à son éclat, soit en la plaçant dans son véritable jour, soit en la séparant de tout alliage impur.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur les temps qui se sont écoulés depuis Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident. Le despotisme, la superstition et la guerre continuèrent d'exercer leurs ravages sur les vainqueurs et les vaincus. Les

[1] Combien de contes de revenans n'ont eu d'autre origine que la paresse ou l'intérêt des domestiques? Parmi les troupes mêmes, on a vu de pareilles histoires s'accréditer, et tromper jusqu'à la vigilance des chefs. Il est arrivé souvent que des soldats, ennuyés de monter la garde dans quelque endroit incommode, sont parvenus à persuader qu'il y paraissait des fantômes, et qu'ils ont fini par faire abandonner ces postes.

anciens états furent conduits au dernier période de l'infortune. Les nouvelles nations, ou, pour mieux dire, les Barbares encore féroces, encore enveloppés des ténèbres de l'ignorance, sans patrie et sans propriétés, guerriers ou voyageurs, conquérans ou esclaves, toujours agités, toujours accablés de misère, ou enivrés de carnage, étaient alors plus étonnés que charmés de leurs succès. Ils acquéraient sans jouir, et n'avaient de moment heureux que celui de la victoire. Si l'on en excepte Genseric, presque tous les princes barbares se détruisirent les uns par les autres, et périrent misérablement.

La guerre eut alors le motif le plus raisonnable qui puisse la justifier : d'un côté, la défense de ses foyers; de l'autre, le besoin de subsistance et le désir d'une vie plus heureuse sous un climat plus doux. Elle fut plus cruelle que jamais ; car la religion, loin d'en diminuer les horreurs, avait rendu les haines plus vives, à cause de l'esprit de parti qui se joignit à l'ambition et à tous les autres fléaux de l'humanité.

Une chose singulière, c'est que ces temps de crimes et de démence ont donné naissance aux meilleures lois civiles [1]. Nous en trouvons de très sages faites par des princes qui ont régné parmi les trou-

[1] Valentinien 1er établit la tolérance dans ses états. On lit dans l'*Histoire du Bas-Empire*, que ce prince, après avoir beaucoup réfléchi, prit le mauvais parti. Ce livre a été écrit dans le dix-huitième siècle.

par le concile de Chal
pour les filles avant l'â
mit aux villes d'avoir d
tecteurs qui, sous le t
prendre en main la ca
opprimés [3]. Les empere
à accorder des grâces e
rent à la vérification d
ceux-ci de n'avoir aucun
les fois qu'ils ne les trou
lois établies. Ces précau
parmi nous, et qui sont
ment absolu [4], décèlent

[1] Ils furent soumis à l'Ord
s'ingérer dans les affaires civi
des finances. *Histoire du Ba*

[2] Cette loi est de Majorie
qui forçait les veuves qui n'
marier, ou à donner

principe moteur, un défaut dans la constitution. Les républiques ne connaissent rien de pareil : il semble que l'autorité ferait mieux de se prescrire des bornes dans l'administration, que de permettre aux magistrats la désobéissance. Les empereurs prirent aussi des mesures pour rendre les voyages plus faciles : on accommoda les chemins ; on y plaça de distance en distance des auberges et des relais entretenus aux dépens des provinces.

Une science bien intéressante, sur laquelle on n'avait encore aucunes lumières dans ce temps-là, c'est celle des finances et du commerce. On croyait alors, comme on le croyait encore il y a cinquante ans, qu'il fallait élever un mur impénétrable sur la frontière pour empêcher l'argent de passer chez l'étranger. Constance promulgua une loi pour que le commerce ne se fît que par échange. Elle portait que les négocians étrangers qui viendraient dans l'empire seraient tenus de déclarer la somme d'argent qu'ils apporteraient, afin qu'ils ne pussent y rien ajouter en s'en retournant. La même loi défendait le change de la monnaie de l'empire contre celle de l'étranger. On ne savait pas encore que ce sont les denrées qui commandent à l'argent, et que sans liberté, il n'y a ni commerce ni richesse.

magistrats d'avoir aucun égard aux lettres de jussion, etc. lorsqu'ils les trouveront contraires aux lois de la monarchie et au bien public.

ite grecque. Le code
en vigueur en Espagn
dans les capitulaires
un objet dont nous
détail dans les chapitr
la société sous une au
rons un nouvel ordre
tème politique et mor
droit féodal annonce l
se soit faite sur la surf
dique lui seul les source
modernes.

Il est donc temps de
qui a soumis l'univers,
mettre à nos observatio
dre laborieusement dans
magne, secouer le jou
aux nations, s'enivrer d
ber ensuite dans l'épuise
reprendre alors de nou
l'excès de la bassesse

laissons maintenant au pouvoir d'un Goth et d'un Hérule. [1]

Avant de détourner nos regards de ces ruines immenses, nous gémissons, non pas de voir que tant de fortune se soit éclipsée pour ne laisser derrière elle que des traces déplorables; mais de ce qu'un période de près de douze cents ans ne nous présente pas une époque où cette nation si puissante ait entrepris de fermer les plaies de l'humanité, en faisant régner avec elle le bonheur et la prospérité. Nous ne craignons pas de le dire : toute la longue et brillante carrière de l'empire romain ne vaut pas pour un philosophe les derniers âges de l'Angleterre, c'est-à-dire le temps qui s'est écoulé depuis la révolution jusqu'à nos jours; mais c'est ce dont nous devons parler plus amplement dans la suite de notre ouvrage. Observons seulement que de même que, dans les révolutions célestes, les planètes ont un mouvement particulier, de même dans les révolutions politiques, les capitales, les grandes villes ont aussi une destinée, une fortune qui leur est propre, qui avance ou qui retarde leur ruine, qui les précipite ou les soutient. Disons plus encore : il semble que cette marche particulière leur est plus souvent avantageuse que nuisible. L'expérience prouve que dans ces temps malheureux où le despotisme militaire s'est élevé sur les débris du gouvernement, les grandes villes ont toujours conservé une espèce de

[1] Odoacre et Théodoric.

ne fut pas même rédu
gie. Elle eut toujours
crédit des noms est p
qu'est celui de la mag
ples vertueux. Un reste
cette capitale du mon
toujours attaché : ce qu
avons dit plus haut sur l
l'aristocratie romaine. (
que, les Prétextat, rapp
des Cincinnatus. Pour l
voir quelque trace de
dans l'indifférence qu'il
empereurs les plus red
qu'il fit éprouver au fi
stance tout couvert du s
dans Rome une entrée
des railleries et des bro
impunément suivant l'a

jouissaient de plus de quatre millions de revenu, et qu'on ne plaçait que dans la seconde classe ceux qui n'en avaient qu'un million ou un million et demi. Ces hommes oisifs et opulens ne se croyaient faits que pour la volupté, et se contentaient de rester spectateurs des événemens de la guerre, comme ils l'étaient de ceux du cirque; à cette différence seulement, qu'ils prenaient beaucoup plus d'intérêt à ceux-ci. Il y avait long-temps que les empereurs les avaient eux-mêmes accoutumés à cette mollesse. « Je « vais combattre les ennemis, leur disait Aurélien « dans un de ses édits, et je ferai en sorte que les « Romains n'aient pas la plus légère inquiétude. Oc- « cupez-vous des jeux, occupez-vous du cirque; c'est « notre partage de veiller aux affaires publiques; le « vôtre doit être de vous livrer aux plaisirs [1]. » On croira aisément qu'au milieu de tant de luxe et de mollesse, les mœurs allèrent toujours en dégénérant. Pétrone et Lucien nous ont assez fait connaître le faste et la dissolution qui régnaient de leur temps dans les repas : mais comme Ammien Marcellin a pris la peine de nous décrire les mœurs de la ville de Rome dans un temps très postérieur à celui-là, puisque c'étaient celles de l'âge où il vivait, nous croyons faire plaisir au lecteur de lui donner ici ce passage tout entier. Il se trouve Liv. XIV, chap. VI.

[1] « Ego efficiam ne sit aliqua sollicitudo Romana. Vacate « ludis, vacate circensibus; nos publica necessitas teneat, « vos occupent voluptates. » Vop. *in Firm.* Cap. v.

« homme si consid
« avec tant d'attent
« accuser de n'être
« si bon pays. Mais
« accueil, vous ret
« votre cour, vous r
« connu, et qui tom
« mandera tout bas q
« A la fin cependant,
« et admis à la famil
« d'assiduité, vous v
« même espace de te
« pas à votre retour,
« ne s'apercevera pas
« absent. Bien plus, qu
« ner ces grands repas
« la santé, on délibère
« convives d'obligation
« étranger

« expert dans toutes les subtilités du jeu. Pour les « hommes savans et vertueux, on les évite comme « des ennuyeux et des trouble-fêtes, sans compter « que les nomenclateurs, accoutumés à vendre les « faveurs de leurs maîtres, ont soin de ne prier aux « repas et aux distributions que des gens obscurs et « subalternes, dont ils tirent plus d'argent que des « autres. Je passerai légèrement sur la somptueuse « profusion des repas et sur tous les raffinemens de « volupté qu'on y emploie, pour arriver à ces ridi- « cules cavalcades de nos riches fastueux qui, se di- « vertissant à courir la poste dans les rues, au « risque de se rompre le cou sur le pavé, traînent « à leur suite une si grande quantité de domesti- « ques, que, suivant l'expression du poète comique, « ils ne laissent pas même le bouffon pour garder la « maison : et ce divertissement ridicule, les ma- « trones même n'ont pas craint de l'imiter, en « courant aussi la ville dans des litières découvertes. « Au reste, rien n'est négligé dans ces pompeuses « promenades : et de même que les bons tacticiens, « lorsqu'ils rangent une armée en bataille, ont cou- « tume de placer en première ligne l'infanterie pe- « samment armée; en seconde ligne, les armés à « la légère, et derrière ceux-ci les gens de trait; « ainsi le maître de cérémonie, la verge à la main, « marque ceux qui auront l'honneur de marcher de- « vant le char triomphal, et ne manque pas de re- « jeter à l'arrière-garde la noire troupe des cuisiniers,

« ...re, mais
« trop tôt dans les gé
« l'espoir des générat
« mœurs, on croira
« sons où les science
« plus maintenant que
« et frivoles ; de sorte
« des philosophes on n
« que le son des flûtes
« Pour les bibliothéqu
« plus abandonnées que
« les instrumens hydrau
« Enfin, on en est venu
« lorsque la disette a ob
« étrangers, cette loi a
« l'égard de tous ces ho
« les arts libéraux ; tandis
« et les histrions, et que j
« ont été retenues dans l
« leur cortége de musi...

« tiguent encore plus qu'elles-mêmes ; tandis que,
« mariées à d'honnêtes gens, elles auraient pu don-
« ner à l'état une armée d'utiles citoyens. Autrefois
« Rome était un asile assuré pour quiconque y por-
« tait les arts et l'industrie ; maintenant je ne sais
« quelle sotte vanité fait regarder comme vil et ab-
« ject tout ce qui est né au-delà du Pomœrium. J'en
« excepte cependant les célibataires et ceux qui n'ont
« pas d'héritiers. Ceux-là sont comblés d'attentions
« et de prévenances ; quoiqu'un autre raffinement
« de personnalité nous évite jusqu'aux soins les plus
« chers à l'humanité ; car les maladies les plus cruelles
« ayant aussi choisi leur domicile dans cette capitale
« du monde, il a fallu s'interdire toute communica-
« tion avec les malheureux qui en sont attaqués ; et
« l'usage est venu non-seulement de se contenter
« d'envoyer quelques domestiques savoir de leurs
« nouvelles, mais même de ne recevoir le commis-
« sionnaire qu'après lui avoir fait subir de longues
« ablutions. Voilà des hommes bien délicats ! Offrez-
« leur cependant des repas ou de l'argent, vous les
« ferez courir jusqu'à Spolète. Telles sont les mœurs
« des nobles : pour le menu peuple, il passe le plus
« souvent la nuit dans les cabarets, ou même dans
« les théâtres, à l'abri de ces toiles dont nous devons
« l'invention à Catulus, qui le premier introduisit à
« Rome cette recherche de commodités plus digne
« de Capoue que de la ville de Romulus. La fureur du
« jeu en possède un grand nombre : d'autres s'expo-

[illegible] s'occu
« raisonnable ! etc.

FIN DU

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

Avis de l'Éditeur..... *Page* v
Avertissement..... 1
Introduction..... 15
Chapitre premier..... 33
Chap. II. Des Égyptiens, des Assyriens, des Mèdes, etc. 45
Chap. III. Des moyens par lesquels on peut apprécier la félicité des peuples, et particulièrement celle des peuples de la première antiquité..... 55
Chap. IV. De la moyenne antiquité, et principalement des Grecs..... 75
Chap. V. Quelle a été la condition humaine parmi les Grecs, et en général parmi les nations connues pendant cette seconde époque?..... 100
Chap. VI. Des Romains..... 109
Chap. VII. De l'influence du gouvernement romain sur le bonheur du peuple, et quelle a été la condition humaine parmi les Romains jusqu'au temps de César..... 160
Chap. VIII. De l'influence des Romains sur le bonheur des autres peuples de la terre, et de l'état du monde lors de la subversion de la république..... 183
Chap. IX. De l'empire romain sous le règne d'Auguste et de ses successeurs..... 199

SECONDE SECTION,

OU L'ON TRAITE DU SORT DE L'HUMANITÉ PENDANT LES TEMPS APPELÉS LE MOYEN AGE DE L'HISTOIRE.

Chapitre premier. De l'inondation des Barbares..... 220

CHAP. V. De l'influence de l
bonheur des peuples, et
puis le règne de Constantin
l'empire d'Occident.....

FIN DE LA TABLE

La table des ma
transposée par
relieur à la
de le volume

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

TOME II.

A

DE L'IMPRIM

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE,

OU

CONSIDÉRATIONS SUR LE SORT DES HOMMES

DANS LES DIFFÉRENTES ÉPOQUES DE L'HISTOIRE.

Nil desperandum.....
HORAT.

NOUVELLE ÉDITION,

AUGMENTÉE DE NOTES INÉDITES DE VOLTAIRE.

TOME SECOND.

A PARIS,

CHEZ ANTOINE-AUGUSTIN RENOUARD.

M. DCCC. XXI.

ASTOR LIBRARY
FEB
12
1895
NEW YORK

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

TROISIÈME SECTION,

OÙ L'ON TRAITE DU SORT DE L'HUMANITÉ PARMI LES NATIONS MODERNES.

CHAPITRE PREMIER.

Du gouvernement féodal.

(a) Si la félicité des peuples était étrangère à leur législation, et si les conventions grossières qui ont servi de règle aux nations barbares, avaient disparu de la surface de la terre comme leurs mœurs et leurs usages, il serait sans doute bien inutile d'entrer ici dans aucun détail sur ces temps reculés, qu'on regarde comme le berceau de nos dynasties modernes : mais nous devons nous rappeler une observation faite plus haut; c'est que pour se former une idée juste des véritables principes qui servent de base aux gouvernemens, ou, pour mieux dire en-

(a) *Excellent, à mon gré.*

qu'ils lisent le premie
vente qui tombera so
tront dans les mots
vassalité, qu'ils ne so
ou des Lombards. Des
démie, ou peut-être r
phie, vont applaudir a
devenu l'idole du public
niens au théâtre; mais
ports a froissé le coud
rellent, sortent et s'ég
changés en Sicambres
étudions nos lois, si n
quel mélange continue
de politesse et de barba
à ces animaux redoutal
privoiser : on les voit a
plaisir; quelque impress

bles dont nous allons nous occuper. Qu'importe ce que nous avons été, si nous n'avons pas à rougir de ce que nous sommes? Ne vaut-il pas mieux avoir à déplorer qu'à regretter le temps passé? Et dans quelque endroit de la carrière qu'on soit parvenu, celui qui avance lentement n'est-il pas plus sûr d'atteindre le but que celui qui rétrograde? Que nos observations, loin de nous décourager, justifient donc notre siècle, en nous apprenant pourquoi nous ne sommes pas encore plus avancés. Faisons connaître à ces hommes, assez infortunés pour douter s'il peut exister un bon gouvernement, une société heureuse, que toutes les sociétés, que tous les gouvernemens qu'ils ont sous les yeux, sont établis sur les principes et d'après les mœurs de ces peuples barbares, que nous regardons avec raison comme les fléaux du monde. Est-ce avec de pareils matériaux qu'on pouvait construire le plus beau, le plus régulier de tous les édifices? Et qui peut effacer les premières impressions données? Les Spartiates furent de vrais sauvages pour les Ilotes; et l'univers épouvanté put reconnaître encore les brigands de Romulus dans les destructeurs de Carthage et de Numance.

On parle des législations, on loue les établissemens politiques; et cependant les hommes n'ont en général pour loi que l'exemple, et pour règle que l'habitude. Or, qui donnera cet exemple, qui formera ces habitudes, si ce n'est celui qui est trop

Français, Anglais, E
même, nous avons to
il n'importe guère que
bres ou des Bructères,
dales; nous sommes to
ces peuples barbares qu
nation autoctone (b). No
pays que nous habitons
tions vaincues ou soumi
source des races future
droits, leurs usages, leur
Or, cette seule différenc
pires établit à jamais to
de nos jours entre nos l

L'histoire du monde n
deux grandes époques, d
dans l'espèce humaine : l
des défrichemens et de

c'est ainsi que les Phéniciens ont peuplé * les côtes de l'Europe et celles de l'Afrique; l'autre, qui sortant tout armée et comme par enchantement du sein des glaces et des déserts, est venue dévorer le travail de la première, à peu près comme ces armées de sauterelles, qui paraissant tout à coup sans qu'on sache d'où elles viennent, consomment dans une nuit la subsistance d'un peuple entier. L'une ressemblait à ce fleuve bienfaisant dont les inondations progressives vont féconder les campagnes les plus reculées; l'autre, à un torrent qui s'enfle dans une nuit, brise ses digues, et renverse tout ce qui s'oppose à son passage. Il est aisé de voir que la première, sage et bienfaisante dans ses principes, fut bientôt corrompue par ses succès. La nature, encore dans sa jeunesse et dans sa fécondité, s'empressa trop de répondre aux premières sollicitations des hommes. Placés, je ne sais comment, dans les lieux les plus convenables à leur espèce, ils n'habitèrent de la terre que ses jardins. Il ne fallait pas moins que le despotisme, l'ambition, la guerre civile, et tous ces fruits trop hâtifs du développement de nos passions, pour les forcer à chercher des asiles dans des sables brûlans, ou sur des montagnes gla-

* La première édition portait : Ont peuplé l'Europe et l'Afrique. Et voici la note de Voltaire (*d*) :

(*d*) *Quoi! il n'y avait personne en Europe, en Afrique, et dans le reste de l'Asie!*

palmiers, dites que ce
l'art, l'ouvrage de la c
être si la nature eût ét
produirait des sapins, l'A
Domingue des ananas, (
être aussi que les hom
s'accommoder de différe
viennent seulement plus
climats qui leur convien
objet comme sur tant d
peut-on assurer ? Il nous
que dans le premier âge
mens des peuples se so
par colonies (e); et dans l
par conquêtes. De là, de
ment absolument opposé
toute nouvelle des socié

(e) *Grande question. Les*
ne trouve

blables à celle que les philosophes donnent à l'univers, où une partie est active, et l'autre passive; où l'une donne, et l'autre reçoit la forme : *Novus rerum nascitur ordo.*

Mais ce nouveau gouvernement, mais la législation de ces peuples barbares n'est guère plus connue que leur origine; et cependant que de volumes écrits sur cette matière! On avait tout lu, tout examiné, tout restitué, tout éclairci; on avait fouillé dans les trésors poudreux des cloîtres; toutes les chroniques et toutes les chartres avaient été mises à contribution, lorsque Montesquieu est venu jeter un jour nouveau sur cette matière; et Montesquieu lui-même a été réfuté avec succès. C'est peut-être que ces auteurs n'ont pas assez donné d'étendue à leurs observations : semblables aux astronomes avant la découverte de Dolond, ils se servaient de lunettes qui n'avaient pas assez de champ. Plusieurs n'ont considéré que le gouvernement féodal; et dans cette étude, ils n'ont vu que Charlemagne et les Français. D'autres, donnant toute leur attention aux premiers conquérans des Gaules, ont voulu qu'une armée de Sicambres fût le prototype de tous les gouvernemens modernes. Quelques-uns observant des traces de féodalité dans presque toutes les lois qui sont parvenues jusqu'à nous, ont confondu les époques, prétendant que ce qui avait existé à l'avènement de Hugues Capet, était aussi ancien que la monarchie; comme si des Barbares pouvaient être jurisconsultes, et si

...y, sans temoigner
lumières de ces savan
mettre ici aucune ob
réciproquement ils
1°. qu'ils ont pu se tr
suffit pas pour trouve
l'objet est de soumettr
peut influer sur la félic
vient particulièrement
néral l'esprit des Barba
trées occidentales. Or,
nous paraît nécessaire
ment féodal en deux é
nous ne verrons que la
ce genre de conquête,
Nord; conquête qu'on p
émigration armée, par la

[1] Il y a quelques lois écrite
mais c'est à lui que nous devo

che pas un agrandissement, mais seulement un établissement; conquête qui n'ajoute pas un domaine au peuple victorieux, mais qui lui en donne un nouveau, où la force, qui a été le principe de l'acquisition, devient aussi le seul principe de la conservation et de l'administration. A cette vue générale, on en peut encore ajouter une autre : c'est l'esprit d'égalité qui régnait parmi les nations septentrionales; circonstance importante qui influa principalement sur la forme du gouvernement qu'elles établirent; car il est aisé de voir que des conquérans, tels que l'histoire, ou plutôt la fable, nous peint Osiris et Bacchus, maîtres absolus de leur armée, avant de l'être des peuples qu'ils devaient subjuguer, auraient envahi l'univers entier, sans y laisser les moindres vestiges d'un gouvernement pareil à celui que nous soumettons à nos recherches.

C'est à cette grande révolution que toutes les nations de l'Europe ont subie, que nous devons rapporter le changement principal dans les mœurs comme dans les opinions, dans la police comme dans la législation : elle a suffi pour renverser toutes les idées anciennes, pour intervertir le progrès naturel des lumières, et pour faire rétrograder l'esprit humain, que l'expérience conduisait lentement dans les sentiers de la raison. Cependant, si, portant des regards plus attentifs sur tous les objets qui nous environnent, nous voulons en démêler et en assigner l'origine; si nous nous attachons sur-

les circonstances
têmé féodal, celles
et non préméditées
complexe et très co
vernement féodal da

On s'apercevra ais
vue que nous venons
tenant principalemen
poser ceux qui s'en o
généraliser leurs idées
trop vaste et trop ex
ayant un rapport pl
recherche et d'éruditi
contraire de fixer l'att
nexer souvent de tro
tites causes. C'est peu
puisse faire au savant
l'Histoire de France. F
intéres

eut réuni sous son pouvoir toutes les parties de la monarchie française. 2°. Sur le service que Charles-Martel jugea à propos d'imposer aux possesseurs des bénéfices, et qui devint une des conditions à laquelle il les accorda; dispositions qui furent suivies et perfectionnées par Pepin et par Charlemagne. 3°. Sur l'hérédité des bénéfices extorquée à Charles-le-Chauve. 4°. Enfin sur l'usurpation des comtés et des seigneuries, qui fut approuvée par Hugues Capet et ses successeurs. Mais cette féodalité pouvait-elle avoir lieu parmi tout autre peuple que les Francs? Mais le germe de ce gouvernement n'existait-il pas, suivant l'expression de l'école, *in potentia*, dans les premiers établissemens de ces Barbares? C'est ce qu'il me semble nécessaire d'examiner. [1]

[1] Si les distributions de terres faites par Constantin et ses successeurs aux troupes destinées à garder les frontières de l'empire, avaient établi une espèce de possession bénéficiaire et conditionnelle; si d'autres troupes fixées dans des garnisons plus intérieures avaient pareillement reçu des terres en partage; si des armées de Barbares devenus alliés de l'empire, en avaient embrassé la défense sous la même condition; si ces milices agricoles avaient formé un nouvel ordre de possesseurs armés, sous les titres de *Ripuaires*, de *Læti* et de *Stationnaires*; si les différentes pertes qu'essuya l'empire avaient peu à peu déplacé les limites et changé en frontières la plus grande partie des Gaules; si les derniers conquérans, les Francs, par exemple, n'avaient fait que se mettre à la place de cette milice qu'ils avaient chassée; si, trouvant les partages tout faits et un ordre politico-

D'un autre côté, M. le président de Montesquieu, l'abbé Dubos, etc. n'ont pas manqué de remonter jusqu'à César et à Tacite, lorsqu'ils ont voulu se former une idée des conquérans des Gaules; quoiqu'il leur fût aisé de réfléchir : 1°. que Tacite a été

militaire tout établi, ils s'étaient contentés d'y joindre leurs anciennes coutumes, c'est-à-dire si les rois avaient conservé cette espèce de cour militaire, ce choix d'hommes dévoués, de Leudes, de Fidèles, d'Amtrustions, qui prenait sa source dans les mœurs germaniques: enfin, si cette nation barbare avait retenu toutes ses idées singulières d'un vasselage personnel et indépendant des propriétés, n'aurait-on pas un système très ingénieux, très suivi et très étendu sur l'origine du droit féodal? Ce ne serait ni celui de Montesquieu, ni celui de Boulainvilliers, ni celui de l'abbé de Mably, ni même celui de l'abbé Dubos, quoiqu'il s'en rapproche davantage : ce serait celui de l'auteur des *Origines*, et j'invite le lecteur à le chercher dans son savant ouvrage, Liv. IV et suiv. Il trouvera aussi le même plan dans le Mémoire de M. l'abbé Garnier, *sur l'Origine du Gouvernement français*; à cette seule différence seulement que l'ingénieux académicien donne encore plus aux origines romaines; de sorte qu'à l'en croire, les Francs ne seraient tombés sur les Gaules que comme des gouttes de pluie tombent sur un étang, dont elles troublent un moment la surface, mais auquel elles ne tardent pas de s'identifier. Au reste, cette opinion n'est pas nouvelle : il y a plus d'un siècle que Loyseau l'a énoncée dans son *Traité des Seigneurs*, où il dit, ch. 1, que ce fut à l'imitation des Romains que les Francs distribuèrent des terres à leurs soldats, à la charge par eux de défendre les frontières, et de suivre les souverains à la guerre.

fort soupçonné de s'être livré à son imagination, et d'avoir fait des mœurs des Germains la satire de celles des Romains [1]. 2°. Que César n'avait pû connaître que les peuples auxquels il avait fait la guerre. 3°. Enfin, que ni l'un ni l'autre n'étaient en état de parler des Goths, des Vandales, des Francs et des Bourguignons, auxquels les nations modernes doivent bien plutôt rapporter leur origine qu'aux Germains et aux autres peuples dont César et Tacite purent avoir connaissance. Que faut-il donc examiner? c'est si tous ces peuples ont eu quelques points de ressemblance; s'ils se sont conduits à peu près de même dans leurs conquêtes; s'il ne paraît pas que leurs établissemens se soient faits sur le même principe, et s'ils ne contenaient pas en effet quelque rudiment de la féodalité.

Une multitude armée doit nécessairement avoir quelque ordre, quelque arrangement. Il y a un roi, des chefs, des officiers; enfin c'est une armée. Cette armée s'empare d'un pays, et veut s'y fixer. D'abord chacun s'établit dans les terres qui sont le plus à sa convenance: et sans faire de partage, ni imaginer de compenser les contributions parmi les vaincus [2]:

[1] L'abbé Dubos a fait voir d'une manière assez satisfaisante, « que le gouvernement n'était pas le même dans toutes « les tribus qui composaient la nation germanique. » Voyez *Histoire critique de la Monarchie française.*

[2] Il paraît que les Goths avaient fait un partage des terres avec les Romains, et que ce partage était tel, qu'ils en lais-

on se saisit des domaines le plus à portée de soi, ce qui est d'autant plus naturel, que l'invasion répand la terreur, et éloigne les peuples. La guerre a produit des esclaves, on les fait travailler; on en trouve même dans les censes et dans les métairies des vaincus [1]. On les emploie à son profit; et, comme dit un proverbe trivial, *on vit au jour la journée*, toujours en armes, toujours prêts à se rassembler au premier signal. Mais les instans de tranquillité se prolongent; on commence à s'arranger, à s'établir; les affaires domestiques deviennent plus intéressantes, et pour ne pas s'en éloigner trop souvent, on convient de s'assembler seulement une ou deux fois tous

saient un tiers aux Romains, gardant les deux autres pour eux. Cela paraît clair par les Titres VIII, IX et XVI du Liv. X du *Code des Visigoths.*

[1] L'auteur des *Lettres sur la Noblesse* pense que l'origine de la servitude parmi les Gaulois remonte beaucoup plus haut que la conquête des Francs. Il cite à ce sujet un passage des *Commentaires de César,* qui effectivement vient fort à l'appui de son opinion: *Populus* (dit César, *Comment.* Liv. I) *pene servorum habetur loco.* Le même auteur, se fondant sur la grande quantité d'esclaves attachés à la glèbe, suppose qu'il y avait dans les Gaules de vastes possessions, tant en terres qu'en esclaves, dont les rois ont pu s'emparer, et qui ont fourni depuis à cette distribution immense de bénéfices dont il paraît difficile de se rendre raison. M. Hume nous apprend qu'il y avait un grand nombre de serfs parmi les Anglo-Saxons, et qu'ils étaient divisés en serfs domestiques ou esclaves, et en serfs rustiques ou cultivateurs.

ans. Cette assemblée, c'est le champ de Mars chez Francs ; c'est le Wittenagemot chez les Saxons. t-il question de faire la guerre, tous les Francs trouvent au champ de Mars. Est-on plus tranuille, les principaux officiers, les grands qui forent la cour du roi, et quelques-uns des chefs les us à portée, sont les seuls qui s'y rendent. Peu à eu les familles se multiplient ; les étrangers se mêmt, se confondent avec les indigènes, l'épouvante e dissipe parmi les vaincus, et l'humanité renaît armi les vainqueurs : les usages, les lois des preniers commencent à prévaloir. Les magistratures ne ont pas tout-à-fait les mêmes, mais les titres repaaissent : aux mots barbares de Graphion, de Thungins, de Rachimbourgs, on substitue ceux de duc, le comte et de centenier [1]. Quelques pays éloignés lu chemin qu'ont tenu les armées, et qui n'ont pas été subjugués dans les premiers combats, se sounettent par des traités demi-volontaires ; plusieurs priviléges sont accordés ou conservés ; il se fait une réaction d'un langage sur l'autre, des mœurs de la nation conquérante sur celles de la nation indigène ;

[1] Les titres de duc et de comte étaient déjà en usage dès le temps de Constantin. C'étaient des généraux qui commandaient sur les frontières, et qui avaient des corps d'armée auxquels on avait cédé des terres autour de leur quartier. (Voyez *Histoire du Bas-Empire*, tome I, page 529.) Quant à l'origine des terres données en place de paie en *stipendium* ou *fe-od*, on la fait remonter jusqu'à Alexandre Sévère. Voyez *Histoire des Empereurs*, tome V, page 279.)

les Francs s'approprient quelque chose des Gaulois-Romains, les Gaulois-Romains prennent quelque chose des Francs; les Francs veulent avoir des lois, et s'empressent de faire des compilations, des mélanges barbares de leur législation et de celle des Romains. Les Gaulois veulent avoir des places près des rois francs, ils prétendent assister aux assemblées, et avoir part aux honneurs; et tandis que le roi Sicambre se revêt de la toge de patrice, le citoyen Gaulois s'arme d'une francisque, et s'honore du titre de *Leude* [1]. Ainsi la plupart des changemens dans le

[1] Il est prouvé par les lois des Francs et par les autorités les plus fortes, que plusieurs Romains ou Gaulois eurent le titre de *convives du roi*, et qu'ils obtinrent concurremment avec les Francs les places les plus importantes, tant par la dignité que par l'influence qu'elles donnaient dans les affaires. L'auteur des *Lettres sur la Noblesse* en a cité plusieurs exemples (Voyez *Lettre II*). Il est vrai que la différence que les lois mettaient entre le prix de la vie d'un *Franc, convive du roi*, et d'un *Romain* revêtu de la même dignité, prouve assez qu'il n'y eut jamais de parité entre les deux nations : mais M. l'abbé de Mably a fait voir que cette disparité ne dut pas durer long-temps, ou cessa d'être humiliante pour les Romains, puisqu'il leur fut libre de s'incorporer à la nation des vainqueurs, en déclarant seulement qu'ils voulaient être soumis à ses lois.

Je ne puis m'empêcher d'observer ici quelles ténèbres couvrent les premiers temps de notre histoire, puisque, tandis que le président de Montesquieu et l'abbé de Mably, etc. ne font nulle difficulté de qualifier du titre de *Leude* ces *Fidèles* ou *Amtrustions*, qui étaient, pour ainsi

ıl comme dans le physique, arrivent par des ations imperceptibles, par de petites circonstan- ɥui échappent à l'observation, et qui paraissent tant plus minutieuses, qu'elles sont placées plus ; des résultats.

i l'on en croit le comte de Boulainvilliers, les ncs furent tous égaux, et leur roi ne fut que le f d'une troupe formidable à lui-même : si l'on suit bé Dubos, et malheureusement la plupart de nos sconsultes [1], le roi fut seul maître de la nation, l propriétaire des terres envahies; de sorte que s les sujets qui en obtinrent quelque partage ne

, les compagnons du roi, on lit dans Chantereau que ce désigne le peuple en général, comme le mot *Leuth* si- ie encore la même chose en allemand : et cette opinion rouve appuyée par une infinité de citations (Voyez *Ori- des Fiefs*, ch. VII). Au reste, ces Fidèles ou Leudes se ıvent parfaitement bien décrits dans Athénée (Voy. L. VI, XII), où il parle d'un certain Adiatomus, roi des So- s, qui avait autour de lui six cents personnes choisies, elées *Siloduni*, ce qui signifiait *dévoués*, lesquels avaient vœu de vivre et de mourir avec lui. Ils portaient des its pareils aux siens, et vivaient des mêmes alimens que Athénée ajoute qu'on n'avait jamais vu ces compagnons ɔi manquer à leur vœu, et vouloir lui survivre. Comme énée a tiré ce fait d'un auteur très ancien, il paraît que usage est de la plus haute antiquité. J'ai cité ce passage, e que je ne me souviens pas de l'avoir vu employé par m de ceux qui ont écrit sur le gouvernement féodal.

On est fâché de voir tous les avocats généraux, tous les cureurs généraux, et M. d'Aguesseau lui-même, établir rincipe qu'il n'y a nulle terre sans seigneur, et que tout

les dûrent qu'à sa munificence [1]. Consultez M. l'abbé de Mably, il vous prouvera que le gouvernement des Francs fut démocratique. Consultez le président de Montesquieu, vous trouverez que la noblesse existait jusque dans les cabanes des Germains. Ne pourrions-nous pas, à l'exemple des républiques divisées, choisir pour arbitre une puissance étrangère? Servons-nous du moins de l'induction et de l'analogie, ces appuis si nécessaires pour quiconque marche dans les ténèbres de l'histoire.

Des peuplades barbares, des nations sorties du Nord ont conquis l'Angleterre et l'Écosse. D'autres se sont fixées dans leurs propres climats, où elles ont fondé des empires qui subsistent de nos jours. Interrogeons M. Hume et M. Robertson : ces deux savans auteurs, toujours éclairés par le flambeau de la critique, ont cherché les traces du premier gouvernement auquel leur patrie a été soumise, et prenez garde que celui qu'on trouve dans les annales de ces peuples insulaires, doit être plus original, doit présenter une image plus pure de la législation primitive; car les Gaulois, déjà civilisés, déjà soumis aux lois romaines, ne purent se soumettre à celles des

seigneur ne possède son fief que de la bienfaisance des rois, qui ont tout donné, tout distribué; comme si pour avoir tout donné, il n'ait pas fallu qu'ils aient tout usurpé.

[1] M. le président Hénault paraît avoir embrassé un parti mitoyen. Il donne plus à l'autorité des rois que Boulainvilliers; mais il ne reconnaît pas de noblesse avant la troisième race de nos rois.

conquérans, sans les modifier, sans réagir en quelque façon sur la puissance qui les opprimait; au lieu que les Bretons, grossiers, ignorans, et demi-sauvages, n'avaient garde de recouvrer, par l'opinion, l'empire que la force venait de leur arracher. Espérons donc de trouver quelques lumières de ce côté-là, et examinons particulièrement quel fut le gouvernement des Saxons.

Des *Chiefiains*, c'est-à-dire des géneraux ou des chefs, commandent à des tribus entières, qu'ils appellent *Clans;* ils en sont les protecteurs, les patrons; ils les président, ils les gouvernent : on distingue ces chefs par le nom de *Thane**, c'est-à-dire noble, grand, illustre. Dans les plus anciens titres latins, on les voit désignés par ces mots : *Satrapæ*, *Principes*, *Optimates*, *Proceres*; ce qui s'éloigne beaucoup d'une constitution purement monarchie que, ou purement démocratique. L'assemblée de ces grands seulement, et non de toute la nation, forme le *Wittenagemot*, ou les états généraux. Là, comme en France, on trouve des hommes libres et des serfs ou esclaves. Ces hommes libres, appelés *Coerles* [1],

* C'est un ancien mot saxon, qui signifiait *serviteur*. Il devint un titre honorifique pour les grands, parce qu'ils tenaient à gloire d'être les serviteurs de leur prince. R.

[1] Le mot *Coerle* signifiait laboureur, cultivateur. Le mot allemand *Kerl*, qui se prend en bonne et mauvaise part, comme chez nous celui de drôle, *un drôle bien bâti, un drôle qui mériterait d'être puni, etc.* parait venir de là.

Plus anciennement, *Kerl* signifiait un guerrier, un héros :

paraissent être le même ordre de citoyens que ceux qui, lors de l'établissement des seigneuries en France, furent exceptés de ces usurpations, et restèrent sous l'autorité et la conduite immédiate des comtes. Quant aux serfs, il y en eut de deux espèces; les uns cultivateurs, et les autres esclaves domestiques. Nous voyons encore par les lois d'Alfred-le-Grand, que les Anglo-Saxons avaient établi des Centeniers semblables à nos Thungins : enfin jusqu'ici tout paraît assez semblable dans les deux nations; excepté qu'en France les mœurs et la législation des vaincus influèrent davantage sur celles des vainqueurs, et que nos pères ayant toujours eu des guerres à soutenir, furent obligés de se tenir plus long-temps armés : et c'est peut-être là ce qui constitue la différence entre le Wittenagemot et le champ de Mars. Les Francs, toujours en guerre, sont forcés de se rendre tous au champ de Mars pour y paraître en revue : les Saxons, tranquilles et sans ennemis, s'occupent de leurs affaires particulières, et laissent les grands décider de celles de l'état.

Maintenant examinons ce qui se passe encore de nos jours, dans la patrie de ces mêmes conquérans; je veux dire en Russie et en Pologne : et qu'on ne soit pas surpris que je rapproche ainsi deux gouvernemens si différens. Dans le premier, les grands, oppresseurs du peuple, sont opprimés à leur tour par

c'est l'étymologie du nom *Carle*, qui, en langue celtique, se prononçait *Karl*. Voyez Pelloutier, *Hist. des Celtes*.

un despote : dans le second, les grands ont su se délivrer de la tyrannie qu'ils exercent sur les autres ; mais partout je vois des thanes, des boyards, ou des piastes, ou des magnats (il n'importe comment on les appelle), seuls maîtres, seuls possesseurs des terres, seuls participant au gouvernement, tandis qu'un peuple de serfs revendique à peine une part dans les subsistances qu'il fait naître [1]. Je veux croire que les Germains ont été effectivement ce peuple libre et vertueux que nous peint Tacite; mais je me permettrai de douter que ce soient ces Germains-là qui aient conquis l'Occident; et tant que je verrai le Danemarck, la Pologne, la Russie, la Tartarie même [2] m'offrir encore des vestiges du gouvernement primitif des Barbares; tant que je retrouverai dans ces vestiges une grande relation avec les faits qu'il s'agit ici d'approfondir, je serai bien tenté de

[1] Le *weregelde*, ou prix du sang, est encore en usage en Pologne. Un gentilhomme qui a tué un paysan serf d'un autre, est obligé seulement de lui en rendre un pareil, ou de payer une indemnité très modique.

[2] Il nous reste encore en Ukraine un exemple frappant d'un gouvernement féodal dans toute sa pureté, et tel qu'il a dû exister primitivement. Les czars ont donné cette province aux Cosaques, à condition qu'ils la cultiveraient, et qu'ils seraient obligés de les servir toutes les fois qu'ils en seraient requis. Nul établissement, nulle législation que les formes militaires. Cette province est divisée en plusieurs régimens, qui forment plusieurs districts. Une compagnie fait un village aux ordres d'un capitaine, lequel dépend, à

croire que le chemin que j'ai suivi est celui de la vérité. En général, voulez-vous avoir une idée du gouvernement féodal modifié par Charlemagne et ses successeurs, étudiez le droit public d'Allemagne. Voulez-vous avoir l'idée d'un gouvernement féodal antérieur, lisez l'histoire des peuples du Nord. [1]

J'ai peine à quitter cette distinction du gouvernement féodal en deux époques, parce qu'elle me pa-

son tour, d'un colonel qui réside dans la ville. L'hetman se tient dans une espèce de capitale, qui est un camp retranché, où il y a un certain nombre de cavalerie et d'infanterie tenu toujours en paie. Le reste travaille et cultive, sous la seule condition de paraître en armes lorsqu'il en est besoin.

[1] M. de Voltaire (*Hist. gén.*) reconnaît le gouvernement féodal jusque dans les Timariots ou Zaimats des Turcs. Il croit que ce gouvernement fut toujours imposé par les peuples tartares occidentaux, et il observe avec raison que Tamerlan l'introduisit dans les Indes, où l'on voit encore de grands vassaux, tyrans dans leurs différens districts, mais soumis au Mogol sous les noms d'*Omrahs*, de *Rajahs* et de *Nababs*.

Peut-être pourrait-on objecter qu'il n'est pas nécessaire de donner une même filiation à tous ces établissemens, puisqu'ils paraissent une suite assez nécessaire du gouvernement de conquête. Une chose singulière, c'est que Fernand Cortez le trouva établi dans le Mexique. Là, comme en Allemagne, les grands vassaux avaient le droit d'élire l'empereur; et l'on put reconnaître jusqu'au roi, électeur de Bohême, dans le roi, électeur de Teleuco. Voyez Don Antonio de Solis.

raît jeter un jour plus philosophique sur les premiers âges de notre histoire, et qu'elle nous donne des vues plus grandes et plus générales sur le sort de l'humanité dans ces siècles d'ignorance. Sans examiner donc si le mot *fé-od* a signifié dans son origine toute terre accordée comme paie, comme subsistance[1], ce qui nous autoriserait encore à donner une plus ancienne origine à la féodalité; il nous suffira d'observer que ce gouvernement dans la seconde époque, c'est-à-dire la distribution des fiefs, telle que nous la voyons sous les rois Capétiens, ne pouvait sortir que d'un gouvernement pareil à celui qui existait dans la première époque; que ce gouvernement était en lui-même militaire et oppressif; qu'il tendait naturellement à une aristocratie[2] barbare, et qu'il

[1] C'est l'opinion de Chantereau (Voyez *Orig. des Fiefs*, Liv. I, ch. II). Il pense que c'est mal à propos que le mot *fé-od* a été traduit par celui de *beneficium*, et qu'il aurait été mieux rendu par celui de *prædium*. Il paraît cependant que *beneficium* a été employé par les Romains eux-mêmes pour désigner les terres accordées aux soldats en forme de paie (Voyez la *Notice de l'Emp.*, et Ducange, au mot BENEFICIUM). Brussel croit que le mot *feodum*, sous la seconde race, fut synonyme de celui de *beneficium*, et il en donne des preuves. Voyez Liv. I, ch. V.

[2] Je voudrais bien aller jusqu'à la fin de ce chapitre sans parler de l'aventure qui arriva à Clovis, lorsqu'il ne put obtenir d'un de ses soldats un vase qu'il voulait rendre à saint Remy. En effet, cette histoire est devenue un lieu commun, sur lequel tous les auteurs se sont fort étendus,

ne pouvait manquer de détruire à la fin toute idée de liberté et de propriété. Dans la Grande-Bretagne, nous voyons les chieftains et les thanes, chefs absolus d'immenses tribus, tyrans de toute une province, et rois dans le royaume : en Russie, en Pologne, le cultivateur esclave et le propriétaire oisif ou brigand; en France, enfin, quelques terres distribuées, cédées comme paie, comme subsistance, sous le nom de *terres saliques*, ou sous celui d'*alleu*; et les principaux domaines, les plus riches possessions données, reprises, prodiguées, arrachées sous le titre de *bénéfice* : richesses alors aussi précaires que le sont de nos jours les places du ministère et

chacun abondant dans son sens : comme si la cruauté réfléchie d'un roi barbare qui assassine son sujet, ou la brutalité d'un Sicambre qui manque de respect à son chef, pouvaient fonder des droits dans le dix-huitième siècle. Je ne puis cependant m'empêcher d'observer ici que la liberté de ce soldat ne prouve pas que le gouvernement des Francs fût plutôt démocratique qu'aristocratique. Il est toujours difficile de conclure du gouvernement militaire au gouvernement civil : et d'ailleurs ceux qui ont fait la guerre savent assez que quelque despotique que soit l'autorité militaire, les circonstances obligent souvent à de grands ménagemens. Il n'est point de prince ni de général d'armée qui n'ait été forcé de dissimuler bien des offenses. On sait l'histoire de ce déserteur prussien, qui, interrogé par son maître sur les causes de sa désertion, lui dit : « Je m'en vais, parce « que vos affaires vont trop mal. Attends la fin de la cam- « pagne, répliqua le monarque : si elles ne vont pas mieux, « nous déserterons tous deux. »

de la cour. L'établissement civil de la nation entière n'est que le quartier d'hiver de l'armée. On connaît si peu le prix de la vie agricole et domestique, on sent si peu le bonheur d'être propriétaire et père de famille, que pour de vains titres, quelques frivoles prérogatives, quelques droits d'opprimer, on troque ses biens en *alleu*, ou autrement dit, ses biens-fonds contre des bénéfices amovibles. (g)

Il est vrai que bientôt après, l'usurpation vint au secours de l'imprudence; mais en s'assurant d'abord la propriété et ensuite l'hérédité des bénéfices, on était bien plus jaloux encore de l'honorifique que de l'utile. C'est que dans le fait l'utile ne résidait pas dans les terres qui ne produisaient que quelques subsistances, mais dans le pouvoir qui donnait de l'argent. C'est que les places de comtes et de ducs rapportaient plus que des champs mal cultivés. De là cette avidité d'usurper le droit de juger; et de là le principe de ces seigneuries établies dans les terres qu'on avait arrachées au domaine royal, ou à la juridiction des ducs et des comtes. Les *freda*, ou amendes, étaient devenues les métairies des nouveaux usurpateurs; et il est aisé de juger quelle activité mettaient à prévenir le crime, ceux-là même qui vivaient de sentences.

Ceci explique assez naturellement pourquoi dès la

(g) *Ils n'étaient pas alors amovibles, sans quoi on n'aurait pas troqué ses rentes foncières contre pareille somme en viager.*

première race, et dans des temps encore barbares, les Francs ont fait des lois très détaillées et très minutieuses. En effet, presque toutes ces lois ne sont que des tarifs d'amendes pécuniaires. On est étonné qu'un peuple ignorant et grossier ait eu un code dont un chapitre soit employé à spécifier l'amende que doit payer celui qui aura serré la main ou le doigt d'une femme libre [1]; surtout lorsqu'on voit que ce même recueil n'offre pas un article qui donne quelques lumières sur le droit public de la nation. Qu'auraient dit les politiques du quatorzième siècle, si lorsque la loi *salique* décida pour Philippe de Valois, contre Édouard III (*h*), on eût fait observer que cette loi fondamentale de l'état commençait par traiter des cochons volés (*de furtis porcorum*)? On parcourt les lois des Lombards, des Visigoths, des Bourguignons, etc. sans trouver autre chose que ces ennuyeux et ridicules tarifs [2]. Cependant il faut

[1] « Si quis homo ingenuus fœminæ ingenuæ manum aut « digitum strinxerit sol. XV culpabilis judicetur. Si vero « brachium strinxerit sol. XXX culp. jud. Si ergo mamillam « strinxerit sol. XLV culp. jud. » (Art. XXII.)

La loi nous fait grâce des autres gradations.

(*h*) *Grande preuve que la loi salique ne regardait pas la couronne.*

[2] J'en citerai cependant un article. Le *Code des Visigoths* (Liv. II, Tit. I) défend aux médecins de saigner une femme en l'absence de son mari, et les soumet à l'amende de 10 sous en cas de transgression. Le Titre VI de la même loi

convenir que parmi ces nations agrestes, nos ancêtres doivent obtenir le premier rang de l'ignorance et de la férocité. Soit que les Lombards et les Visigoths aient été originairement des peuples plus doux; soit qu'ils se soient établis chez des nations plus policées, il est sûr qu'ils ont été en général moins barbares que les Francs. Mais ces distinctions disparurent bientôt. Charlemagne, en soumettant tous ces peuples, ne parvint que trop à les assimiler. Il est aisé de sentir que de ce gouvernement irrégulier des deux premières races, de cette avidité basse qui flattait et dépouillait les souverains, de l'incertitude qui régnait alors dans les propriétés, de cette fureur d'envahir et de tourner tout à son profit, guerre ou justice, conquête ou magistrature, il devait résulter des alternatives perpétuelles de *tyrannie*, d'*oligarchie* et d'*anarchie;* que la guerre eut alors un aliment continuel; enfin que les peuples se déchirèrent, et que le sort de l'humanité fut plus malheureux que jamais.

Cependant il devait sortir de là une forme de gouvernement toute nouvelle, et si extraordinaire, que

porte que si un médecin tue un homme libre par une saignée, il sera livré aux parens du défunt pour être tenu en servitude. S'il n'a tué qu'un esclave, il sera obligé seulement d'en rendre un pareil. On croira aisément que cette loi est tombée en désuétude. Si on la remettait en vigueur, la Faculté, comme les autres corps politiques, serait exposée à une terrible banqueroute.

les anciens qui ont tout discuté, tout conjecturé, tout deviné, n'ont jamais rien rêvé de pareil. C'est le gouvernement féodal dans son second état, dans sa régularité, et tel qu'il existe encore de nos jours. Ce système vaste et magnifique, cette machine si compliquée et si solide en même temps, ne fut pourtant qu'un effet du hasard, qu'une modification toute naturelle de la constitution politique qui l'avait précédée.

Lorsque Henri IV eut besoin de se procurer sur-le-champ les fonds nécessaires pour arrêter les progrès des Espagnols, il dit aux propriétaires de certaines charges : Voulez-vous qu'elles appartiennent à vos enfans, donnez-moi une somme proportionnée au prix de ces charges, et je vous en assurerai l'hérédité. Du temps de Charles-le-Chauve, les choses ne se passèrent pas tout-à-fait de même, et je crois bien que la proposition vint des possesseurs ou usufruitiers; mais, quoi qu'il en soit, un marché tout pareil fut conclu. Les concessions des bénéfices avaient toujours renfermé, d'une façon implicite, l'imposition d'un service : un obligé doit servir son bienfaiteur; et c'est ainsi que les starosties sont encore données en Pologne à ceux que la couronne veut s'attacher. Charles-Martel et Charlemagne jugèrent à propos de rendre ces conventions explicites, en prescrivant la nature et les limites de ce service. Charles-le-Chauve fit par crainte ce que Henri IV ne fit que par besoin. L'hérédité fut assurée

aux possesseurs des bénéfices. Mais comment toutes les terres se trouvèrent-elles tout à coup changées en bénéfices? par la vanité, qui, parmi les Français, avait fait sacrifier la sûreté aux honneurs ou à la richesse; par la prétention ou l'envie, qui, chez les Gaulois, avaient fait un point d'honneur de s'assimiler aux Francs, en transformant des patriciens (*i*) en leudes, et des sénateurs en amtrustions; enfin, par l'usurpation, qui, écrasant les faibles, avait envahi les petits *Alleus* et les terres *saliques*.

Il semble qu'il y ait dans le gouvernement une certaine quantité de pouvoir, une certaine considération qui est toujours constante, et qui, lorsqu'elle éprouve des changemens, ne fait que passer d'un endroit à l'autre. Les rois étant avilis, les grands furent élevés : les grands à leur tour voulurent trancher du souverain (*k*). Moins ils avaient gardé de rapports de subordination avec le trône, plus ils en avaient exigé de leurs inférieurs. Il leur fut donc facile de se mettre, à leur égard, à la place du prince, et de recevoir de leurs sous-ordres l'hommage qu'ils rendaient eux-mêmes au chef de la monarchie. De là, les arrière-fiefs et toutes les ramifications de la féodalité. Qu'on se figure un intendant s'attribuant l'autorité absolue dans une province : ses secrétaires seront bientôt des secrétaires d'état; les subdélégués, des intendans des finances; et les élus, des

(*i*) *Plaisans patriciens!*

(*k*) *Tout était comme le gouvernement de Pologne.*

présidens. Quiconque a voyagé en Allemagne a pu reconnaître les traces de cette infatuation. Le même prince que vous avez laissé peu de jours auparavant à Vienne ou à Berlin dans l'anti-chambre d'un ministre, ou défilant à la tête d'une garde, s'il vous reçoit dans sa petite résidence, n'y paraît plus qu'entouré d'une cour, où vous voyez des officiers de toutes les espèces, qualifiés de toutes sortes de titres, et souvent chamarrés de rubans (*l*). Là, tout est officier, domestique ou soldat; de façon que rien ne manque à cette principauté, si ce n'est un peuple et des terres.

Il en arriva de même en France. Les grands s'affermirent, la noblesse s'agrandit, le clergé s'enrichit: il n'y eut que le peuple d'oublié (*m*); c'était la dépouille que tout le monde se disputait; c'était la proie dont on partageait la curée. On peut juger de sa situation sous le gouvernement féodal, par les priviléges accordés aux communes [1] : c'est la permission de faire enseigner à lire et à écrire à ses enfans, de vendre ses denrées au marché dans un temps convenable, et, ce qui est le plus remarquable, la liberté d'accommoder les procès. En effet, comme je l'ai déjà observé, la justice étant un des meilleurs revenus du seigneur, c'était une espèce de contrebande que de terminer une affaire à l'amiable.

(*l*) *Bravo!*

(*m*) *On ne l'oublia jamais; on le mangea toujours.*

[1] Voyez l'abbé de Mably, tome II, ch. I.

Ce principe d'avarice se fait encore reconnaître dans une autre loi de ce temps-là. Les Juifs payaient des capitations énormes; or, lorsqu'un d'eux voulait se faire chrétien, à lui permis; mais il devait indemniser son seigneur. C'était une âme dérobée à l'enfer, mais un corps à rembourser au monde. Tel était l'esprit fiscal qui régnait alors, qu'une conversion était regardée comme une banqueroute, et que le paradis même n'avait pas droit de franchise. Alors on vit un état sans lois, une monarchie sans chefs, un roi sans sujets. Les branches multipliées firent disparaître le tronc; et l'état fut semblable à ces amas de ronces qui, s'entrelaçant de mille façons différentes, ne laissent plus apercevoir la tige qui tient à la terre. Tous les droits allèrent se perdre, s'abîmer dans le droit féodal. Ceux de la souveraineté disparurent comme les autres, et le sujet rebelle ne dut plus encourir d'autre punition que la confiscation de son fief (*n*) [1]. Il ne resta qu'un droit barbare, affreux;

(*n*) *Le duc de Bavière fut condamné à mort sous Charlemagne.*

[1] Chantereau rapporte dans son *Traité de l'origine des Fiefs*, que lorsque Louis XIII marcha en Lorraine, à la tête de l'arrière-ban, pour s'opposer aux progrès de Galas, général de l'empereur, la plupart des gentilshommes voyant que la campagne traînait en longueur, s'ennuyèrent de rester à l'armée, et s'en retournèrent chez eux. Leur procès leur fut fait par ordre du roi, et on prétendit les punir de mort comme déserteurs; mais Chantereau, qui était pour lors conseiller au conseil souverain de Nancy, soutint que

celui de la guerre. Tous les barons, tous les possesseurs de fiefs furent autorisés à combattre entre eux, et même contre leurs souverains, toutes les fois que la féodalité n'y serait pas compromise. La justice garda un profond silence, et laissa le duel décider du droit; jugement bien digne de ces hommes féroces.

Cependant la fureur a des termes; et ce qu'on nomme courage a de tout temps reconnu des limites. L'intérêt personnel, l'amour de la conservation, ont toujours réclamé sourdement contre le préjugé; et notre ancienne noblesse, toute querelleuse qu'elle était, préféra bientôt l'arbitrage du clergé à ces ju-

ces gentilshommes n'ayant été obligés de servir qu'en vertu de leurs fiefs, ne pouvaient être punis que par la confiscation de ces fiefs. Cet avis fut suivi.

Au reste, si l'on veut se rendre raison de la multiplicité énorme des inféodations et sous-inféodations de toute espèce, il faut faire réflexion que dans les temps où elles prirent naissance, les seigneurs étaient presque toujours en guerre, et qu'il n'y avait alors ni troupes stipendiées, ni argent pour les payer; que d'ailleurs, quand même il y en aurait eu, toutes les forces militaires consistant en gendarmerie, il leur devenait impossible d'augmenter le nombre de leurs troupes, sans augmenter celui de leurs vassaux. C'est pour cela qu'on inféoda les droits de chasse, le péage des chemins, les boutiques des foires, et jusqu'aux fours banaux. (Voyez Brussel, *de l'usage des Fiefs*). Cet auteur célèbre a conservé une liste de cent trente gentilshommes, qui, du temps de Philippe de Valois, tenaient en fief des pensions sur le trésor royal. Il a très bien prouvé encore ce que Mézeray avait dit avant lui; c'est que pendant

gemens atroces où le vainqueur payait souvent de son sang un avantage toujours stérile. Les évêques qui s'étaient déjà arrogé un pouvoir égal à celui des premiers vassaux, qui avaient assisté à tous les parlemens, et qui avaient signalé leur autorité par des entreprises contre la couronne; les évêques, dis-je, usurpèrent encore le droit de juger. Ils s'étaient déjà ingérés dans toutes les affaires qui avaient un rapport indirect avec la religion; comme les mariages, à cause du sacrement; les testamens, à cause des legs pieux; les traités, à cause du serment qu'on avait coutume d'exiger. Ils en vinrent enfin à cette

plus de trois cents ans, le royaume de France avait été gouverné comme un grand fief; tous les rapports entre le souverain et les sujets étant devenus des rapports de féodalité. Brussel fonde cette opinion sur ces trois points essentiels : 1°. Que l'époque de la majorité des rois fut fixée à vingt et un ans, qui était l'âge de la majorité féodale. 2°. Que le roi pouvait tenir des fiefs de ses sujets, et s'obliger à certaines conditions, comme de fournir un homme qui le représentât, et fît le service à sa place. 3°. Que le vassal à qui le roi *véait* ou refusait le jugement dans sa cour, pouvait armer ses vassaux contre lui, et poursuivre son droit par la force.

M. Hume remarque aussi, au sujet des inféodations, que la jurisprudence féodale s'étant universellement établie et étant devenue la seule qui fût généralement reconnue, les possesseurs des biens allodiaux s'ennuyèrent bientôt d'être exposés à tous les excès trop communs dans ces temps barbares, et préférèrent à la propriété absolue une possession limitée, qui leur valait la protection du suzerain.

maxime générale, que tout procès était de leur compétence, parce que des deux partis, l'un attaquait, l'autre défendait; l'un affirmait, l'autre niait : or, d'un côté ou de l'autre, il y avait péché; donc, etc. Cette logique est meilleure qu'on ne pense; et peut-être ceux-là sont-ils plus subtils, mais aussi absurdes que nos pères, qui veulent chercher l'erreur ailleurs que dans le premier principe. (o)

(p) Quoi qu'il en soit, il arriva que tandis que l'Église usurpait l'autorité sur les puissances séculières, le pape usurpait l'autorité absolue sur l'Église; et comme le premier usage du despotisme est l'agression, les papes n'eurent pas plus tôt discipliné leur milice, qu'ils attaquèrent les couronnes les plus respectables. De là cette suite d'entreprises insensées, et souvent heureuses, ces excommunications prodiguées, ces royaumes distribués, ces royaumes enlevés, ces couronnemens, ces dépositions, et tant de faits ridicules et atroces qui font rougir l'historien, et gémir le lecteur.

Je m'arrête ici, parce que mon dessein n'est pas de faire l'histoire de ces temps malheureux. Ces funestes objets ont été crayonnés de main de maître : et que peut-on écrire après l'*Essai sur l'histoire générale?* Je me contenterai donc d'observer que dans nos rapides réflexions nous avons déjà parcouru

(o) *Ce premier principe est dans les Constitutions apostoliques.*

(p) *Bravo!*

les six premiers siècles de notre monarchie, et je remarquerai que c'est précisément ce temps-là qu'on peut regarder comme la première *végétation*, la marche progressive des mœurs et des usages. C'est alors que toute habitude a commencé, que tout principe a pris naissance. Rappelez-vous les idées principales qui doivent s'être gravées dans votre mémoire : invasion de Barbares, gouvernement barbare; usurpation de quelques-uns, usurpation d'un plus grand nombre, tyrannie générale; les guerres civiles légitimées, tous les hommes armés, toute la terre arrosée de sang; des guerriers féroces, las de se déchirer entre eux, et combattus à la fois par une crédulité absurde et par une honteuse débauche, cherchant en Asie une expiation pour leurs crimes; l'élite des peuples occidentaux, et presque toutes leurs richesses abîmées dans les sables de la Palestine; la culture abandonnée; le clergé profitant seul de l'aveuglement général, comme ces hardis scélérats qui volent au milieu des incendies; enfin toute police divine et civile violée et exagérée tour à tour; les malheurs, la folie des hommes vous paraîtront parvenus à leur comble : et voilà précisément ce que je voulais vous faire observer (q). Passé le douzième siècle, vous ne verrez plus qu'une marche rétrograde : le genre humain commence à donner quelque signe d'espérance : c'est un malade qui, après le dernier effort de la fièvre, laisse voir quelques symptômes d'une crise favora-

(q) *Bravo!*

ble ; mais il ne sort d'une longue agonie que pour respirer un moment, et retomber encore : le mal qui ne s'affaiblit que par degrés, paraît terrible dans ses retours, et tout, jusqu'à la convalescence, porte un caractère effrayant.

Tandis que les guerres civiles désolent la France, la piété vient la première au secours de l'humanité. La *paix du Seigneur* fait un partage bizarre des jours de la semaine, dont les uns sont destinés au commerce, les autres au carnage. Saint-Louis, par des lois civiles, mais non moins pieuses dans leur objet, modère le droit de la guerre, et l'enchaîne en quelque façon. Philippe-le-Bel va plus loin : il défend qu'on fasse usage de ce droit barbare, quand il l'exerce lui-même, et il prétend que toutes les fois qu'il fait la guerre, il doit en avoir le privilége exclusif. L'établissement des bailliages et le progrès de leurs juridictions sous Saint-Louis et ses successeurs, la création des différens tribunaux où les causes qui se décidaient ordinairement dans les combats, sont portées par appel ; les affranchissemens, les priviléges accordés aux communes, premières restitutions faites à la nature outragée ; enfin les assemblées de la nation, où toutes les classes des citoyens sont représentées, où ils peuvent se plaindre de leurs maux, et en demander le remède : tels sont les premiers pas par lesquels la fureur rétrograde vers la raison. Et qui pourrait ne pas s'attendrir (r)

(r) *Bravo !*

sur le sort des peuples, lorsqu'on voit que leurs premières lois ont été des lois de pacification? Voyez en France *la paix du Seigneur*, en Angleterre *la paix royale* (*The King's peace*), en Allemagne *la paix publique*, etc. Les premières conventions qu'ont à faire ces êtres tous semblables, tous sortant de la même origine, c'est de convenir de ne plus s'entre-tuer.

Sans doute que ce serait une chose bien curieuse que d'examiner les diverses routes par lesquelles se sont faits ces retours vers la raison. L'abbé Terrasson a remarqué avec beaucoup de finesse que dans les sciences exactes les hommes n'ont eu besoin que d'application pour trouver la vérité; de façon que leur marche a été directe de l'ignorance à la science; au lieu que dans les choses de raisonnement ils ont toujours été obligés de passer par le faux, avant que d'arriver au vrai [1]. Cette réflexion n'est pas moins applicable à la politique qu'à la philosophie. Que de sottises pour remédier à des sottises (s)! Que d'étais pourris et vermoulus pour soutenir des fabriques chancelantes!

Le gouvernement féodal régnait en France, en

[1] On dirait que la vérité a toujours été le pis-aller de l'esprit humain. Il ressemble assez à une hirondelle qui, étant enfermée dans une chambre, va cent fois se heurter contre les lambris avant de trouver la fenêtre, qu'une main bienfaisante vient de lui ouvrir.

(s) *Bravo!*

Angleterre, en Allemagne et en Italie, à peu près au même degré, à peu près sous les mêmes formes. Comment ces états, en partant des mêmes principes, sont-ils parvenus à des résultats si différens? Chose étonnante! dans les secousses qu'éprouve l'Angleterre, la féodalité se maintient; les grands vassaux se rallient pour soutenir leurs droits; ils les étendent, les rendent plus sacrés, plus définis; et il en résulte le gouvernement de propriété et de représentation, le gouvernement libre et demi-démocratique que nous voyons de nos jours.

En France, loin de soutenir l'ancienne constitution, on introduit de nouvelles formes : au système féodal on substitue, ou si l'on veut, on mêle des états-généraux, où la nation paraît tout entière dans ses députés, et n'est plus représentée par une aristocratie militaire : à la place de ces clercs, de ces assesseurs qui aidaient le *suzerain* dans l'exercice de la justice, on établit des cours souveraines, constantes et permanentes, qui forment des corps de magistrature, et deviennent bientôt dépositaires des lois; la nation a de fréquentes assemblées, des juges et des lois, et il en résulte une monarchie absolue.

En Allemagne, l'ignorance, la férocité, la dissension, la rivalité, entretenues par l'équilibre des pouvoirs, durent plus long-temps qu'ailleurs; la force décide de tout, et la force est toujours alternative entre les membres de l'état. Nul accord, nul point

de réunion ne reste aux esprits divisés, et il sort de là le gouvernement germanique tel qu'il est de nos jours, c'est-à-dire le système politique le mieux suivi et le plus régulier.

En Italie, deux tyrans, sous prétexte d'être successeurs, l'un des Césars (t), l'autre de saint Pierre (t), se disputent sans cesse le pouvoir absolu : c'est pour la monarchie universelle qu'on combat ; et après de longues guerres, de grands scandales, et de nombreuses atrocités, il résulte de là une multitude de républiques et de petits tyrans ; un gouvernement tout semblable à celui de la Grèce, du temps d'Alexandre et de ses successeurs.

Au-delà des Pyrénées, les Goths et les Vandales ont à peine établi leur domination dans cette belle presqu'île, si bien défendue par la nature, qu'ils sont attaqués tout à coup par une puissance formidable. C'est près des colonnes d'Hercule que le génie du Nord et celui du Midi se rencontrent pour se faire une guerre cruelle, dont huit siècles ne peuvent éteindre la fureur. Au milieu des alarmes, des périls continuels, nul système de guerre suivi. L'autorité royale reste sans effet, parce que le pouvoir se divise comme la force, qui est obligée d'agir en tout temps, en tout lieu. Les seigneurs se fortifient dans leurs châteaux ; les villes pourvoient à leur législation comme à leur sûreté. La crainte qui a coutume de

(t) (t) *Très bien.*

fonder l'autorité, en réunissant tous les hommes par un même intérêt, dans ce cas singulier, les disperse et les sépare, comme il arrive à peu près dans le fort de la mêlée que chaque troupe, chaque soldat ne songe plus qu'à sa propre défense, et qu'une seule bataille se change en mille combats singuliers. Ce n'est pas tout : trois religions les plus opposées, les plus ennemies, se disputent l'empire de l'opinion. La persécution, le fanatisme, sont armés de tous côtés; et cependant, jetez les yeux maintenant sur ce même pays, qu'y verrez-vous? unité de croyance, unité de pouvoir, une tranquillité excessive qui se change en paresse, et un repos voisin de l'engourdissement.

Voilà des événemens bien étranges, bien contradictoires à leurs principes. Peu de mots suffiront pourtant pour en rendre raison. En Angleterre, les premières réclamations ont été des grands contre la couronne; en France, de la couronne et du peuple contre les grands; en Allemagne, l'élection des empereurs s'étant maintenue, a maintenu à son tour et le rang auquel tous les grands pouvaient prétendre, et les droits que tous les grands voulaient conserver; en Italie, la concurrence des souverains, les vicissitudes de leur pouvoir, et surtout le peu de proportion de leurs forces avec leurs prétentions, laissèrent aux faibles le temps de s'élever et de s'affermir. Les secours mendiés de part et d'autre multiplièrent les priviléges; les villes s'affranchirent dans

les troubles civils, et le népotisme multiplia les principautés. (*u*)

En Angleterre, les grands armés contre leurs rois crurent devoir se concilier la bourgeoisie (*x*), et particulièrement les villes commerçantes. Ils stipulèrent de nouveaux priviléges pour cet ordre de citoyens déjà favorisé par les souverains qui voulaient, comme en France, l'opposer au pouvoir exorbitant des barons, et qui ne manquaient pas aussi de lui faire payer leurs bienfaits. La grande charte ayant été reconnue comme loi générale, et soutenue par un certain nombre de gardiens, toujours assemblés, toujours en activité, sous le nom de conservateurs (sage précaution à laquelle elle fut redevable de sa durée), il arriva que les barons formèrent deux classes, les *puissans* et les *moindres* [1]. Mais la tranquillité s'était établie, et l'assiduité au parlement était devenue une charge, une dépense qui ne pouvait être supportée que par les plus riches des barons; les *moindres*, ou négligés, ou peu curieux des affaires, se confondirent bientôt avec les simples chevaliers [2], et parurent plus soigneux d'évi-

(*u*) *Les Este, les Sforce, les Ezio, les Carrare, les Castracani, les Bentivoglio, n'étaient point neveux des papes.*

(*x*) *Le contraire, à ce que je crois.*

[1] *The lesser Barons.* Voyez Hume, tome II, pages 85 et suiv.

[2] *Knights of the shire.* C'est l'origine de ce que les Anglais appellent *gentry*, les gentilshommes. Mais l'idée que pré-

ter les séances au parlement, que d'y occuper le premier rang. Mais les rois toujours attentifs à ces deux grands objets, l'humiliation des grands et l'intérêt du fisc, imaginèrent d'opposer à la noblesse le concours des forces subalternes. Edouard 1er ordonna aux shérifs, ou premiers magistrats des provinces, d'envoyer au parlement deux chevaliers ou gentilshommes de chaque district. Ces derniers ne dédaignèrent pas de siéger avec les bourgeois (y); ils firent même cause commune avec eux, présentèrent des requêtes, des projets de réformation, etc. Les rois les ayant écoutés, leurs succès leur donnèrent de la consistance; et ainsi se forma peu à peu la chambre des communes, qui de toutes les parties

sente ce mot en anglais ne correspond point du tout à celle que nous y attachons. Après que Guillaume eut confisqué toutes les terres des Anglais, et les eut données aux Normands à titre de *baronnies* ou de grands-fiefs, ceux-ci sous-inféodèrent plusieurs parties de leurs fiefs; ce qui établit des vassaux d'un second ordre. Les premiers, appelés *Chief-tenants*, se trouvèrent au nombre de sept cents, et les autres, appelés *Knight's fees*, au nombre de cinquante mille deux cent quinze. On voit que les origines se rapportent assez dans les deux royaumes; mais en France, la sous-inféodation ne dégradait point les personnes, puisque les rois eux-mêmes rendaient hommage à leurs sujets pour les arrière-fiefs. Il n'en fut pas de même en Angleterre. C'est ce qui a établi la différence entre la noblesse et les gentilshommes : *nobility and gentry*.

(y) *Non comme membres du parlement.*

du gouvernement britannique est la plus fondée en raison, et la plus favorable à la propriété. Des flots de sang ont coulé depuis pour cimenter l'édifice que nous voyons de nos jours : édifice superbe et solide, mais qui porte sur une base gothique, et dont les proportions accusent encore sa grossière origine. Cependant, quelque contraste qu'il présente entre le plan informe de ses fondations et les beautés dont il a été décoré depuis, il offre à nos yeux une espèce d'unité ou plutôt de continuité. C'est la façade du vieux Louvre, ornée de la colonnade de Perrault : mais ce n'est point cet amas confus de bicoques, de boutiques et de maisonnettes cousues (z) ou mêlées à un ancien palais ; ce n'est point ce désordre incroyable qu'on trouve encore dans notre capitale et dans notre politique. Je m'explique.

Nous avons vu le gouvernement d'Angleterre se modifier insensiblement, en conservant toujours les premiers principes de sa constitution, le roi et le parlement. A la vérité, ce parlement se divise en deux chambres; mais si les communes acquièrent un pouvoir égal à celui de la chambre-haute, c'est toujours la suite d'un même système, ce sont de nouvelles branches sorties d'un même tronc. En France, il en va tout autrement : les peuples, las de la tyrannie des grands et de l'anarchie générale, ont recours à l'autorité royale; Philippe Auguste, par des actions héroïques, et Saint-Louis, par ses

(z) *Ah! avec quel fil coud-on des maisons?*

vertus morales, justifient cette confiance; mais Philippe-le-Bel, politique inconsidéré, monarque ambitieux, et souverain avide, ne tarde pas à dissiper le prestige....

Avant d'aller plus avant, remarquons que le gouvernement féodal français différait du gouvernement féodal anglais en ce que celui-ci avait conservé les assemblées, ou parlemens. Or, les assemblées sont la source de toute liberté. N'importe quels soient les lois et les usages, toute nation représentée, tout corps assemblé, finiront par acquérir un grand pouvoir politique. En France, le nouveau gouvernement féodal, ou, pour ne pas perdre nos idées, celui de la *seconde époque*, avait bien mieux réussi à détruire toute trace de l'ancien. Lors donc que Philippe-le-Bel, par ses concussions, ses changemens dans les monnaies, ses querelles avec la cour de Rome, se crut obligé de convoquer la nation, il se trouva conduit à trois nouveautés, qui ont fait de son règne une époque très intéressante dans l'histoire : 1°. il assembla la nation dans une forme civile, qui ne ressemblait pas à ces parlemens, à ces champs de Mai, d'où émanaient les lois des Mérovingiens et des Carlovingiens [1]; 2°. il y fit entrer la bourgeoisie sous le nom de *tiers-état;* 3°. dans le même temps, à peu près, il établit en quatre endroits de son royaume

[1] Pasquier ne témoigne pas une grande estime pour les nouveaux états-généraux : « Chaque assemblée, dit-il, fut « marquée par des sacrifices de la nation; et si l'on a pré-

des cours de justice sédentaires, que nous appelons à présent *parlement*. (aa)

Il paraît qu'en France, comme en Angleterre, la noblesse dut perdre quelque crédit par l'intervention du tiers-état dans les affaires publiques; mais en revanche il s'en fallut de beaucoup que les communes obtinssent la même considération qu'en Angleterre. Là, elles avaient pour modèle, pour objet d'émulation, la chambre des pairs, dont le pouvoir était constant et reconnu; ici, elles parurent étonnées du rôle qu'elles allaient jouer; et, semblables à un subalterne qu'un grand admet à sa table, elles se crurent obligées de payer par de basses flatteries le nouvel honneur qu'on leur faisait. D'ailleurs, les états-généraux ne furent convoqués que rarement et à la volonté du souverain, qui n'avait garde de les assembler, à moins qu'il ne se crût bien assuré de leur complaisance, ou que les besoins de l'état ne fussent devenus trop urgens pour leur laisser matière à délibération. Ainsi donc ces assemblées servirent plutôt à ébranler le gouvernement féodal qu'à établir celui de représentation; et la puissance royale gagna seule à ces changemens.

Cependant un contre-poids, une nouvelle résis-

« tendu que les conciles ont tous enlevé quelque chose à « l'autorité papale, on peut dire que les états-généraux ont « tous cédé quelque chose à l'avidité des rois. »

(aa) *Il le voulut, et ne le fit pas. Le parlement de Toulouse n'eut pas lieu.*

tance commençait à sortir du sein même de l'autorité. Les conseillers du roi, ceux qui l'aidaient à rendre la justice, et qu'il avait tirés des trois ordres de l'état pour le seconder dans cette fonction, je ne dis pas seulement de *souveraineté*, mais de *suzeraineté*; ceux enfin qui formaient la cour royale, furent bientôt changés en un tribunal sédentaire, et les commissions de ces conseillers, qui avaient d'abord été amovibles, étant devenues perpétuelles (*bb*), le parlement se trouva un corps respectable par ses fonctions, et considérable par sa stabilité. Ce fut encore un nouvel échec pour la noblesse; car les préjugés et l'ignorance éloignaient les grands de la magistrature; tandis que les juges du tiers-état qu'ils offusquaient, s'emparaient de toutes les affaires, et que ne pouvant les égaler, ils cherchaient du moins à les humilier.

Il restait encore le clergé à abaisser. Des clercs, des évêques, avaient des places au parlement; et comme ils étaient plus instruits que les barons, ils incommodaient davantage les gens de loi. Ceux-ci cherchant à faire monopole de la science, voulurent éloigner des concurrens importuns; et ainsi se forma dès l'origine du parlement, cet esprit antipathique au clergé qui, long-temps après, devint le salut de l'état; mais ceci n'est pas de notre sujet, et il nous suffit de l'indiquer.

Revenons donc, et observons que le gouverne-

(*bb*) *Non pas alors.*

ment de France dans ses variations a beaucoup moins conservé de sa première origine que celui d'Angleterre. En effet, quiconque voudra se former une idée juste de ce gouvernement, doit se mettre bien avant dans la tête que les parlemens, ou assemblées au champ de Mai, les états-généraux de Philippe-le-Bel et de ses successeurs, et les cours de justice connues de nos jours sous le nom de parlement, sont trois choses qui n'ont aucun rapport entre elles.

Pour l'Allemagne, le gouvernement féodal s'y étant conservé dans son entier, et même dans une espèce d'exagération, il nous est aisé de nous en former une idée. C'est ce que serait devenue la France, si la couronne eût été élective, si Philippe Auguste et Saint-Louis avaient négligé de protéger le peuple contre la tyrannie des barons; enfin, si des actes publics et solennels, tels que la *Bulle d'or*, la *Paix profane*, la *Paix de religion*, et les *Capitulations impériales*, avaient défini et constaté les droits réciproques du prince et de la nation. L'empire peut être regardé comme un grand *Club* [1] de souverains, qui se sont soumis à des lois austères; et qui ont

[1] *Club*, coterie anglaise qui se rassemble ordinairement dans un café ou dans une taverne. Les lois de ces sociétés sont toujours écrites et déposées dans la salle où l'on s'assemble. Là, comme dans presque toutes les assemblées anglaises, on nomme un président qui siége dans un fauteuil élevé, et dont les fonctions sont à peu près les mêmes (*cc*)

(*cc*) *Vrai.*

nommé un d'entre eux pour prendre le fauteuil, et leur servir de président. Les droits des princes y sont assez bien spécifiés ; ceux du peuple y sont le plus souvent négligés. On réprime les petites usurpations, mais si quelque puissant vassal entre en lice, les armées décident seules du droit, avec cette différence seulement, qu'elles s'y font précéder par une plus forte avant-garde de manifestes, d'avocatoires, de déhortatoires, etc. Là, comme ailleurs, on trouve un mélange d'habitude et de raison, quelques lois maintenues, parce qu'elles sont bonnes ; d'autres, parce qu'elles sont anciennes. (*dd*) La paix de Munster et la capitulation de François 1er sont des ouvrages de la réflexion qui brillent au milieu de ceux du préjugé, comme une belle statue dans un vieux galetas. C'est une question de savoir si le gouvernement germanique rend les peuples plus heureux. Je conviens qu'il peut empêcher le comte de La Lippe de tuer les cerfs du comte de Waldeck, et le marquis de Neuwied de faire de la fausse monnaie ; mais il empêche aussi qu'il y ait en Allemagne des chemins, des canaux, des arts et de la richesse : il soutient plus de cent petites cours, et laisse les peuples dans l'oppression. Aussi les corps-de-gardes y tiennent-ils la place des manufactures ; et quand on a vu des

que celles de l'orateur dans la chambre des communes. On peut se rappeler les lettres charmantes écrites sur ce sujet par Steele et Addison dans le *Spectateur*.

(*dd*) *Non*.

freüle, des chanoinesses, des sentinelles et des gardes-chasse, on peut se former une idée de la plus grande partie de l'Allemagne. (*ee*)

Quant à l'Italie, tour à tour déchirée et divisée par les empereurs, les papes, les Normands, les rois d'Aragon et les rois de France, elle ne pourrait entrer dans nos réflexions qu'en nous offrant deux républiques célèbres, dont l'une est encore aussi puissante que constante dans ses principes. On devine aisément que c'est de Venise dont je veux parler : mais cette république respectable, placée entre le Turc, le pape et l'empereur, dut se former une constitution relative à sa position politique. Née dans les lagunes, presque au sein de la mer, elle dut son origine à la crainte, et sa conservation à la défiance. Tenir le peuple dans l'ignorance et l'esclavage; semer les divisions, les soupçons, les délations parmi les sénateurs; se conduire sans cesse comme la veille ou le lendemain d'une conjuration; transformer l'administration en une police formidable : tels sont les principes que Venise a puisés dans ses périls, et dont le repos et les succès n'ont pu encore la désabuser.

Peut-être faudrait-il attendre vingt ans pour fixer son opinion sur l'Espagne. Jusqu'à présent ce qu'on peut observer de plus frappant, c'est un caractère national, qui paraît avoir la même propriété que celui des Chinois; je veux parler de cette force de l'habitude qui résiste au changement de domination,

(*ee*) *Bravo!*

et qui donne au peuple le privilége singulier de s'assimiler ses maîtres. Il est inutile de dire que dans ce rapprochement de deux nations si différentes, ce ne sont que les effets qu'on prétend comparer. Ce que la Chine ne doit qu'à la supériorité qu'elle a sur ses voisins dans les sciences et dans sa police, l'Espagne le tient d'une noblesse dans les sentimens, qui peut n'être pas toujours agréable, parce qu'elle approche de la fierté, mais qui doit toujours attirer l'estime, lors même qu'elle ne peut concilier la bienveillance. Tout ce qu'on peut assurer, c'est que si cette nation est celle qui a le plus conservé son caractère, c'est en même temps celle dont le gouvernement a le plus changé, et a changé de la manière la plus brusque et la plus rapide. Trois causes principales y ont contribué, et suffisent même pour en rendre raison : 1°. L'expulsion des Maures, qui rétablit la tranquillité la plus parfaite dans un pays où les guerres extérieures n'étaient pas à craindre; 2°. la réunion des couronnes de Castille et d'Aragon par le mariage de Ferdinand et d'Isabelle; 3°. enfin, une circonstance particulière dont nous avons déjà fait voir l'importance, en parlant du gouvernement romain, c'est que les deux premiers monarques qui ont réuni les provinces de cette vaste monarchie se sont trouvés des princes très puissans et d'une politique profonde, dont les règnes longs et glorieux ont assuré à leur trône l'autorité qu'on n'avait cru abandonner qu'à leur personne. Quelle que soit ce-

pendant la révolution qui s'est opérée dans cette nation, la distinction de ces divers royaumes, qui tous conservent un caractère et un esprit particulier, le privilége de certaines villes et de certains peuples, l'exorbitance des richesses et du pouvoir ecclésiastique, le mépris du commerce et de l'industrie, restes du gouvernement féodal, et nombre de détails qu'il serait trop long de déduire, décèlent encore une nation dont le repos prépare une espèce de crise, et qu'on peut considérer, s'il est permis de parler ainsi, comme dans un état de chrysalide.

Maintenant faisons nous cette question : Quelle a été l'origine de tout ce qui existe de nos jours? que pouvait-on élever sur les bases qui nous restaient? Nos gouvernemens, nos constitutions ont pris leur source dans la barbarie même, et se sont formés dans l'ignorance. Nos monarchies sont vieilles, mais notre raison est bien jeune (*ff*). Qu'on pense aux ténèbres qui ont couvert la terre depuis Constantin jusqu'aux Médicis : une nuit de douze cents ans a succédé aux jours brillans d'Athènes et de Rome; mais le réveil de la philosophie n'a pas ressemblé à celui d'Épiménide. A peine les arts agréables l'eurent-ils arrachée au sommeil; à peine eut-elle ouvert les yeux, qu'elle trouva les choses à peu près au point où elle les avait laissées. Du temps de Constantin, les sciences rationnelles étaient négligées, et l'étude de la nature avait fait place à celle

(*ff*) *Bravo!*

des mots : de frivoles disputes, une vaine subtilité, occupaient tous les esprits. Ce fut de même vers le seizième siècle : on n'eut pas plus tôt commencé à penser et à écrire, que les disputes théologiques et métaphysiques étouffèrent ces premiers germes de la raison; et l'on peut dire que depuis Érasme jusqu'à Descartes, les esprits n'ont guère fait que s'aiguiser. Mais avant de nous livrer à ces réflexions, arrêtons un moment nos regards sur les siècles passés, et examinons quel fut le sort de l'humanité sous le gouvernement de nos pères.

CHAPITRE II.

Du sort de l'humanité dans les commencemens de la monarchie française et sous le gouvernement féodal.

Ce chapitre sera court : ce serait faire injure à nos lecteurs que de se croire obligé d'éclairer leur jugement sur un objet si frappant et si facile à saisir. En effet, il ne s'agit pas ici de réclamer contre l'admiration et l'enthousiasme des siècles passés. Il a fallu se fonder en raisons pour avancer que Lycurgue, Solon et Numa n'avaient pas trouvé le meilleur système possible sur la législation; mais faut-il une longue discussion pour nous faire, à nous autres Welches (a) à peine civilisés, déplorer notre enfance, aimer notre puberté, et espérer de notre maturité?

La monarchie française, établie par la guerre, semble avoir été vouée à une guerre perpétuelle. Les partages des états, ces testamens ridicules par lesquels les princes lèguent leurs royaumes comme leurs bijoux, sont une source de querelles interminables, où les liens du sang sont souillés par le sang, où les oncles égorgent les neveux, où les frères s'entre-déchirent, où les assassinats et les batailles rangées se disputent tour à tour le droit de décider du trône. A peine ces membres sanglans et divisés

(a) *Voilà le premier qui se soit servi du mot de Welches.*

sont-ils réunis sous un même chef, que ce chef s'avilit; et, comme en Pologne, après que l'ordre équestre a terminé ses débats, les valets des magnats se livrent entre eux des combats subalternes, de même en France, après s'être battu pour les rois, on s'égorge pour leurs domestiques. Ce n'est pas tout : tandis qu'une nation épuisée et des maires ambitieux se disputent encore le pouvoir, des brigands viennent des contrées hyperboréennes enlever les richesses qui en font tout le prix. Les moines, les prêtres, toujours d'autant plus fins que les peuples sont plus grossiers, avaient eu le temps d'amasser toutes les richesses, tandis que les soldats se battaient. Cette facilité de trouver de gros trésors rassemblés, et de faire d'heureux coups de main, provoqua l'invasion, et causa la ruine de la France, toujours destinée à être la victime de la religion. C'est en vain qu'un grand prince s'élève : la gloire de Charlemagne qui embellit les fastes de la nation, sans rendre les peuples plus heureux, est cruellement payée par les règnes suivans. Bientôt la monarchie, divisée en mille morceaux, reproduit la guerre et le désastre sous mille formes différentes. L'anarchie se modère enfin, et semble sous les premiers Capétiens prendre une sorte de système. On commence à reconnaître un état, une nation; mais la manie des croisades vient arrêter tout progrès, et rejeter l'humanité dans des malheurs nouveaux. L'élite des peuples occidentaux va porter ses richesses et cher-

cher la mort dans la Palestine. Cette fureur devient épidémique ; elle embrase jusqu'à cet âge timide, dont la douceur et la faiblesse sont le partage. Des armées d'enfans abandonnent leur patrie, et vont aussi chercher en Orient une fin prématurée, à peu près comme ces armées de langoustes qu'un vent propice aux laboureurs entraîne au milieu des flots. Mais les esprits une fois enflammés, n'ont plus besoin du tombeau du Christ pour alimenter leur zèle (*b*). Faut-il rappeler l'affreuse expédition de Simon de Montfort contre les Albigeois ; dans une seule ville soixante mille hommes égorgés [1], dont sept mille dans une église, et cette suite abominable de cruautés, qui surpasse la fureur des autres croisades, comme toute guerre civile est plus cruelle qu'une guerre extérieure ?.... Dans cette alternative de désastres éloignés et de plaies intérieures, le seul espoir de la France, le seul roi humain et bienfaisant, attaqué à son tour de la maladie générale, s'empresse d'ensevelir en Égypte et sa famille et ses trésors. Revenu dans ses foyers, il se dégoûte d'être législateur, veut se faire jacobin, et va mourir sur la cendre

(*b*) *Bon! bon! bon! On ne saurait trop souvent peindre ces abominations, que tous les moines voudraient recommencer.*

[1] Béziers. Lorsque les croisés montèrent à l'assaut, ils demandèrent au légat comment ils feraient pour distinguer les catholiques d'avec les hérétiques : « Tuez-les tous, dit-il, « Dieu reconnaîtra ceux qui sont à lui. »

dans les sables de l'Afrique. Des guerres avec l'Empire et les Flamands, ainsi que les guerres intestines des grands vassaux, continuent d'ensanglanter la scène, jusqu'à ce qu'un plus grand théâtre de carnage et de deuil s'ouvre à l'avènement de Philippe et d'Édouard. Les Français gouvernés, tantôt par un roi téméraire, tantôt par un fourbe politique, sont à peine parvenus à se débarrasser des étrangers, que la fureur des conquêtes leur reprend. L'Italie est pour eux une nouvelle Palestine. Une grande querelle s'élève entre les rois de France et la maison d'Autriche, querelle qui n'a proprement fini qu'au traité d'Utrecht, ou si l'on veut, à celui de Versailles. Les guerres de religion se joignent aux guerres d'ambition, et la France à peine échappée aux Anglais, est dévastée par les Allemands, les Suisses et les Espagnols. Enfin, depuis Clovis jusqu'à Louis XIV, je ne vois que l'espace entre le traité de Vervins et la mort de Henri IV qu'on puisse regarder comme une véritable paix. (c)

Aux malheurs que cause la fureur, se joignent tous ceux qui prennent leur source dans l'ignorance. La médecine, la physique, négligées, laissent l'humanité en proie à tous les maux *qui sont son héritage* [1]. Une maladie affreuse, née de la misère et de

(c) *Je l'ai dit, et j'en suis bien aise.*

[1] *Which* (d) *flesh is heir to.* Shakespeare, dans *Hamlet.*

(d) *That.* *

* On voit que Voltaire aimait aussi l'exactitude dans les citations.

la malpropreté, la lèpre, devient en France un mal épidémique. Nous voyons que Louis VIII légua cent sous à chacune des deux mille maladreries qui étaient dans son royaume. Supposez vingt malades par hôpital, voilà quarante mille pauvres lépreux dans un état qui n'avait pas le tiers de l'étendue de la France, telle qu'elle est de nos jours. Le commerce, que l'intérêt précède, mais que la raison suit toujours, n'ose se montrer aux Français, ou, s'il paraît un moment, il est persécuté par le fanatisme, ou dépouillé par l'avarice. Si Jacques Cœur en fait entrevoir les avantages, ce n'est pas pour inspirer l'amour de cette profession utile, c'est pour éveiller l'envie cruelle. Il est contraint de fuir la nation qu'il a enrichie, et il laisse aux Lombards et aux Juifs le soin de le venger [1].

[1] Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, ayant demandé une somme d'argent à un Juif qui prétendait ne pouvoir la fournir, le fit jeter dans une prison, où on lui arrachait tous les jours un certain nombre de dents, afin de le résoudre à tout donner. Cette barbarie était commune alors, et c'est un exemple des mœurs du bon vieux temps. Il paraît, au reste, que les Anglais ont connu plus anciennement que nous les avantages du commerce et de l'agriculture. On en peut juger par une loi d'Athelstan, prince de la dynastie saxonne, qui portait que tout négociant qui aurait fait à ses dépens trois voyages de long cours, et tout laboureur qui aurait gagné de quoi s'acheter un domaine de cinq cents acres, serait élevé à la dignité de *thane;* ce qui revient à peu près à celle de baron. Voy. Hume, *History of England, append.* I.

Ces derniers, plus odieux au christianisme, furent traités souvent avec une barbarie incroyable: mais on ne se souvint jamais qu'ils avaient crucifié le fils de Dieu, qu'au moment où Dieu avait permis qu'ils s'enrichissent (*e*). Enfin, pour achever ce tableau sinistre, nous dirons que l'intolérance a toujours régné en France avec autant d'acharnement que partout ailleurs, quoique l'inquisition ne s'y soit montrée que du temps des Albigeois. Mais lorsque les cours sont infectées du fanatisme, les princes et les ministres deviennent eux-mêmes inquisiteurs, et il n'importe guère à qui l'on doive répondre, de Charles IX ou du pape. Je ne rappellerai pas ici le massacre de la Saint-Barthélemi, ni cette longue suite de tragédies dont il a été suivi : je ne dirai pas non plus, pour excuser la France, que, sous le règne très court de la reine Marie, huit cents hérétiques furent brûlés en Angleterre, et qu'on a calculé que sous Philippe II (*f*), plus de quarante mille personnes ont péri sur l'échafaud pour cause de religion : tous ces faits sont trop connus, et ils ont déjà été dévoués à l'horreur des siècles à venir par cette main étonnante qui tient à la fois la palette de Rembrandt et le pinceau de l'Albane. Je me contenterai donc de terminer ce chapitre par quelques réflexions sur ce que l'on appelle *le bon vieux temps*.

(*e*) *Fort joli.*

(*f*) *En effet, l'inquisition et les évêchés furent les sujets de la guerre.*

(g) D'où peut venir cette manie d'exalter les temps passés pour dénigrer ceux où nous vivons? n'en doutons pas, de l'amour-propre qui en reçoit un double profit par la comparaison que nous faisons de nous-mêmes avec les hommes que nous condamnons, et par une supériorité encore plus marquée que nous donne la connaissance des âges précédens, auxquels nous semblons nous identifier en quelque sorte, lorsque nous en faisons l'éloge. On applique à l'antiquité les idées qu'on a de la parenté. Les plus avancés en âge croient en être plus proches d'un degré; ils en partagent les honneurs et la préconisent aux générations qui commencent [1]. En général, les vertus de nos ancêtres n'excitent pas notre jalousie. Nous nous croyons plus éclairés de les connaître, et plus sages de les louer. Au contraire, celles de notre âge nous offusquent; nous craignons de les envisager [2]. Cette erreur de l'amour-propre, cette *méprise de sentiment*, suivant l'expression ingénieuse d'un philosophe moderne, ne mériterait qu'un sourire du sage, s'il n'en résultait pas le plus grand inconvénient pour les progrès de la raison humaine. Quoi de plus décourageant en effet, que cette per-

(g) *Bravo! bravo!*

[1] . . . . . « Laudator temporis acti
« Se puero.... » (Hor. *de Art. poet.*)

[2] « Quod naturaliter audita visis laudamus libentius; et « præsentia invidiâ, præterita veneratione prosequimur; et « his nos obrui, illis instrui credimus. » (Vel. Paterc. II, 92.)

suasion que nous allons toujours nous détériorant! Quoi de plus dangereux que de ne relever nos fautes, qu'en nous rappelant à des temps où les connaissances utiles n'étant pas assez développées, les hommes n'ont pu faire le bien qu'au hasard et par instinct! Développons cette idée.

La guerre se fait sous de mauvais auspices; une campagne tourne malheureusement; les officiers particuliers, trop soigneux de leurs intérêts dans la manutention de leurs troupes; les officiers généraux, trop occupés de leurs équipages, de leurs commodités et de leur faste, ont négligé de maintenir l'ordre et la discipline (*h*), le service se fait sans émulation et sans régularité; la déprédation, l'esprit de fraude et de brigandage se répandent dans toutes les branches de l'administration; des défaites, des pertes considérables sont les fruits de ce relâchement; le découragement s'empare du militaire, et le mécontentement gagne tous les citoyens.... Il faut un remède; mais tandis que les bons esprits le cherchent dans l'établissement d'une discipline facile et naturelle; dans les moyens de faire concourir le bien particulier avec le bien général; dans cet artifice innocent qui consiste à donner le change aux passions, en plaçant l'honneur entre l'ambition et la fortune; enfin, dans le choix d'un chef éclairé dont la fermeté contrebalance le relâchement général, tous les raisonneurs vulgaires vont répétant que l'esprit de la

(*h*) *Bien vrai.*

nation est perdu; on se dit, on se demande où sont les Couci, les Châtillon, les Bayard? On croit rappeler cet esprit des temps passés en le reproduisant dans de vaines exagérations, et l'on s'imagine qu'on fera mieux servir un roi clément et aimé, en supposant qu'autrefois les bourgeois de Calais ont adoré un mauvais prince.[1]

Il en est de même pour les affaires de l'administration. Si une suite de guerres ruineuses a obéré l'état et rejeté sur la génération présente les excès de la génération passée, on ne s'avise pas de dire qu'il faut tâcher de réparer, par une longue paix, les brèches faites par de longues guerres (*i*), que le meilleur moyen de soutenir les dépenses est d'augmenter les richesses; que plus un peuple paye, plus il doit avoir de liberté dans son commerce et son industrie; qu'une agriculture encouragée, une sage répartition des im-

[1] Philippe de Valois fut véritablement un prince malhabile et un tyran. Il fut malhabile, en ce qu'il fit mal ses affaires au dedans et au dehors; il fut un tyran, en ce qu'il fit périr un grand nombre de ses sujets par des jugemens illégaux. Il a été la première cause des malheurs que la France a éprouvés jusqu'au règne de Charles VII (*k*). Au reste, ces réflexions ne doivent attaquer en aucune façon le mérite d'un auteur dramatique très estimable par ses talens et ses qualités personnelles. Ce n'est pas l'intention de cet auteur, mais c'est le fanatisme d'un certain public gauchement adulateur, qu'on prend la liberté de critiquer.

(*i*) *Bien sage.*

(*k*) *Bravissimo!*

pôts, des chemins, des canaux, une exportation libre, sont les véritables ressources du trésor royal. Au lieu de faire ces réflexions, on remarque que les laquais portent des bas de soie, que les maisons des grands sont plus commodes, et que les financiers ont des maîtresses. Autrefois, dit-on, on ne portait ni velours ni dentelles; on n'avait ni garde-robes, ni cabinets de toilette : la monarchie sera bientôt renversée.

Je le répète, tout cela ne serait que risible, si ces sottises, si ces lieux communs ne produisaient d'autre effet que l'ennui et l'importunité; mais le grand inconvénient des préjugés populaires, c'est qu'en présentant un mauvais raisonnement tout fait, ils empêchent d'en imaginer un bon. Un écrivain célèbre remarque que sous le règne de Louis XI [1] la peste et la famine ayant tour à tour désolé la France, le seul remède qu'on sut opposer à ces fléaux fut d'ordonner des prières et des processions. Cet exemple revient très naturellement à notre sujet, parce que le plus grand mal de la superstition n'est pas de commander de vaines cérémonies et des jeûnes inutiles, mais de persuader aux hommes qu'on a trouvé un remède à leurs maux. C'est un traité suggéré par l'ignorance pour accorder la terreur et la

[1] Ce fut sous ce règne qu'arriva le fameux *sac de Dinan*. Huit cents personnes échappées au carnage furent condamnées au supplice. Ces petites exécutions étaient encore dans le *protocole* du *bon vieux temps*.

paresse. Que la contagion se répande parmi les hommes, on ordonne des processions, et on ne cherche ni les causes ni les remèdes de l'épidémie : que les mulots dévastent les campagnes ; que les vers rongent les vignes ; encore des processions, et point de physiciens. Or, ce qui arrive habituellement dans nos provinces ne diffère pas de ce que nous voyons tous les jours dans les meilleures maisons, dans les sociétés les plus à la mode. *Le bon vieux temps* est une superstition morale : elle passera comme les autres ; mais elle passera plus tard, à cause des idées de vanité auxquelles elle s'est liée : il n'est donc pas inutile de la soumettre à quelques observations.

Je voudrais bien savoir d'abord quelle époque de l'histoire on prétend choisir pour objet de son culte. Ce n'est pas, à ce que j'espère, l'âge des Frédégonde et des Brunehaut, encore moins celui des rois fainéans et des maires du palais. Charles-Martel, Pepin et Charlemagne furent à la vérité de grands hommes ; mais Tamerlan, mais Pierre 1er étaient aussi de grands hommes, et nous n'admirons pas pour cela les Tartares et les Russes. Nos ancêtres, sous Charles-Martel, pillèrent les ecclésiastiques qui avaient pillé leurs pères ; Charlemagne, après avoir versé des flots de sang, donna des lois à des peuples barbares. Avant lui, tout était informe et brut ; mais il fut cruel lui-même : c'était un lion qui régnait sur des loups. Pour les Carlovingiens, il faut les oublier, ainsi que les premiers Capétiens. Reste donc Philippe-

Auguste et Saint-Louis. Voici le droit féodal établi : la noblesse est dans toute sa splendeur, les croisades ont exalté son courage; l'âge d'or de la chevalerie a commencé. Mais consultez l'*Essai sur l'histoire générale* (le modèle des ouvrages *historico-philosophiques*), consultez M. Hume, illustre dans la même carrière; l'abbé Velly lui-même, le premier de nos historiens qui se soit souvenu qu'il y avait des mœurs et des lois; vous verrez que ces généreux croisés furent perfides envers les Grecs et les Sarrasins, traîtres et injustes entre eux-mêmes, cruels et avares envers tous. Ouvrez toutes les histoires, vous apprendrez comment Charles d'Anjou et ses successeurs se conduisirent dans leurs conquêtes. Les *Vêpres siciliennes* ne nous ont retracé pendant long-temps que la perfidie des Italiens; qu'elles nous apprennent une fois quelle fut la tyrannie de leurs vainqueurs : le jeune Conradin mourant sous la main du bourreau, André de Hongrie assassiné par sa femme, le poison et le fer désolant à l'envi les plus belles contrées de la terre; voilà quelles sont les œuvres du bon vieux temps.

En voulez-vous d'un autre genre? Voyez la femme de Philippe-le-Hardi, accusée d'empoisonnement par un barbier, et justifiée par une béguine; voyez les trois brus de Philippe-le-Bel convaincues d'adultère; Enguerrand de Marigny immolé à la jalousie de Charles de Valois; et comme le vil interêt, l'avarice sordide, accompagnent toujours les mœurs féroces,

lorsque Philippe-de-Valois se trouvera aux prises avec Edouard III, ce ne sera par tout le royaume que trahisons, que perfidie. Les premiers officiers, les principaux domestiques de Philippe seront achetés et pensionnés par l'Angleterre. Bientôt les assassinats succéderont aux infidélités, et le vol sera suivi du meurtre. Les meurtres du connétable Lacerda, du duc de Bourgogne, du duc d'Orléans, sont les plus célèbres; mais de combien d'autres crimes plus obscurs ont-ils été suivis ou précédés? Si Charles VII fait luire un seul beau jour sur la France, de quel règne affreux son règne brillant, mais pénible, n'est-il pas suivi? Il me semble que le siècle présent n'est guère disposé à recevoir pour excuse des crimes de Louis XI, que ce prince ait mis les rois *hors de page*. Son avarice, sa fourberie et sa cruauté ne trouvèrent que trop d'imitateurs parmi ses sujets. Aussi lorsque Charles VIII marche à une conquête assez légitime, si quelque conquête peut l'être, voyez quelle opinion on a des Français dans cette Italie, déjà si corrompue. Vos auteurs vous peignent les Italiens comme des traîtres, et ils n'ont pas tort; les auteurs italiens vous peignent comme des hommes féroces, avides et débauchés, et ils n'ont pas tort non plus. Lisez surtout Guicchardin, et vous verrez ce qu'il pense des *barbari Francesi*.

Nous admirons François Ier: et parce qu'il a dit à Charles-Quint qu'*il avait menti par sa gorge*, nous croyons qu'il était plus brave et plus généreux

que cet empereur. Des auteurs modernes plus impartiaux [1] ont prouvé que François Ier, quoique très brave, était bien plus étourdi, mais non pas plus valeureux que Charles-Quint; qu'à la vérité il combattit comme un chevalier, mais qu'il faussa sa parole, et employa la subtilité pour éluder les engagemens qu'il avait pris. D'ailleurs, on sait assez que ce prince ne fit pas régner la justice. Des commissions iniques et arbitraires jugèrent les princes et les hommes d'état. Le fanatisme se réveilla. On se souvient des terribles exécutions faites par d'Oppède et Guérin, à Cabrières et à Mérindol. Les hérétiques furent poursuivis, les gibets furent dressés et les bûchers allumés, tandis que François s'alliait avec les Turcs, et conversait avec Clément Marot.

Je ne parlerai des guerres civiles qui ont rempli l'intervalle de ce prince à Henri IV, que pour faire une seule observation : c'est que bien des gens croient mal à propos que ce sont les Italiens introduits par les Médicis qui ont corrompu les mœurs de la nation et détruit l'ancien esprit de chevalerie. Quant aux mœurs, ceux qui savent de quelle maladie sont morts François Ier et Louis XII; ceux qui ne s'étant pas même donné la peine de s'instruire des anecdotes de ce temps-là, se sont contentés de lire les épigrammes de Clément Marot, et le charmant, mais très obscène ouvrage du curé de Meudon, ouvrage

[1] Voyez *Essai sur l'Histoire générale*, et la *Vie de François Ier*, par M. Gaillard.

dédié à un cardinal; ceux-là, dis-je, pourront se faire une idée de la peine qu'il en aura coûté aux Médicis pour rendre les Français libertins. Les bonnes mœurs, comme nous aurons occasion de le prouver dans la suite, ne sont pas les fruits de l'opinion, mais du travail : elles ne se trouvent pas parmi les gens riches et oisifs; elles fuient surtout ceux qui vivent dans les dangers et dans l'agitation. *Vie périlleuse* et *vie licencieuse*, sont synonymes. La chevalerie ne dut pas être plus exempte de libertinage que le métier des contrebandiers et des matelots.

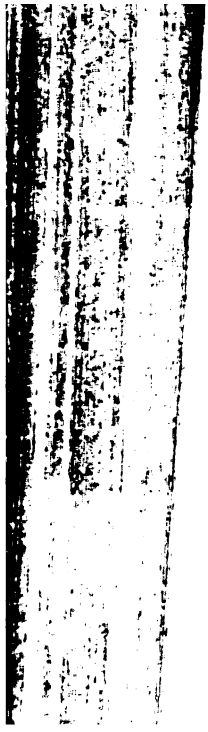
Un savant académicien s'est plu à parer des grâces attiques le portrait de nos anciens chevaliers; comme s'il eût voulu faire passer dans leur caractère la douceur de ses mœurs et l'aménité de son style : mais sa candeur, vraiment digne de son sujet, ne lui a pas permis de soutenir trop long-temps notre enthousiasme; et, semblable à cet orateur attendri des larmes de son auditoire, il nous avertit, dans son dernier mémoire, qu'il n'y a peut-être pas un mot de vrai dans tout ce qu'il nous a conté de la vertu des chevaliers. Je m'en tiens à son dernier mot, et je crois avec lui que « la chevalerie n'était qu'une société « pédante et cérémonieuse d'hommes ignorans et « querelleurs. Que la religion ne fut pas mieux servie « que l'état par la plupart d'entre eux. Qu'ayant fait « vœu d'exalter et de défendre l'un et l'autre, ils « avaient été revêtus par les églises des titres

« à des obligations jou
« acheté, par quelques
« toutes les lois du ch
« gion n'était qu'un am
« ne doit pas se former
« lanterie et de l'innoc
« les dames. Que de mê
« de leur dévotion à l'i
« qu'un pas à faire de l
« plus affreux libertinag
« mœurs plus corrompu
« de la débauche ne fut
« des rues et des quartie
« que Saint-Louis même
« on avait établi un ma
« Qu'il faut se défier de
« siècles passés, et que d
« Marot, on avait regrett
« qui régnait au

« ces nouveaux tyrans du peuple en trouvèrent à « leur tour de plus dangereux encore dans les clercs « et les ecclésiastiques, qui étaient devenus les offi- « ciers de justice, hommes ignorans et sans mœurs, « qui ne connaissaient que les calculs des finances « et les subtilités de la chicane. »[1]

Que pourrait-on ajouter au témoignage de ce savant auteur, auquel on n'aurait à reprocher qu'une prévention trop favorable? Concluons, et disons que pour regretter le *bon vieux temps*, il faut en avoir l'ignorance. Il est vrai que cela n'est pas encore fort rare de nos jours.

[1] Voyez cinq *Mémoires sur la chevalerie*, par M. de La Curne de Sainte-Palaye. (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, tome xx.)



MAINTENANT que n
étendues, nous ont con
sine de nos jours, il es
peler l'objet principal.
si les hommes avaient
bonheur auquel ils peu
société ; et non conte
étaient restés très éloig
entrer dans quelques d
ont dû retarder leurs pr
l'histoire, et dans plusie
fastes nous ont offerts,
reconnu la proportion
nous ne nous sommes que
non-seulement les peupl
vrai bonheur, mais enc
pris le chemin qui pouvai
prise a diminué, mais no

plus grand nombre d'individus. Mais, en récompense, à cette triste vue sur le passé, nous avons senti naître en nous-mêmes un espoir bien doux pour les siècles à venir, une opinion bien consolante sur le siècle présent. Nous avons moins admiré nos ancêtres; mais nous avons mieux aimé nos contemporains, et plus espéré de nos neveux. Il ne nous reste donc plus qu'à lever toutes les objections qui pourraient empêcher le lecteur de partager cette disposition : c'est pourquoi nous essaierons de lui prouver, 1°. qu'il existe maintenant un principe de perfectibilité, une cause d'amélioration; 2°. que ce principe et cette cause ont déjà agi d'une manière très sensible.

Que des imaginations vives, des esprits subtils se soient amusés à mettre en question si les sciences sont utiles à l'homme, ces doutes, souvent affectés, ne porteront jamais que sur la comparaison de l'homme dans l'état de nature et dans l'état social: de quelque parti qu'on se range, on s'accordera, du moins dans ce principe, que l'homme en société ne saurait jamais être trop éclairé. Placé dans un système physique, politique et moral, cette petite partie d'un grand tout, ses devoirs naissent de ses rapports; et cet être aurait acquis la perfection de la morale, qui saurait parfaitement comment il doit coexister avec les autres. Nul doute donc qu'il n'y ait une science, une doctrine pour chaque individu; qu'il n'y en ait une pour les sociétés, pour les em-

pires, pour les hommes en général. Mais cette science si nécessaire, pourquoi est-elle en même temps si difficile à acquérir? Nous plaçons l'époque de la renaissance des lettres vers le quinzième siècle; voici le dix-huitième qui s'avance, et au bout de trois cents ans, une étude si importante est encore à ses premiers rudimens! D'ailleurs, les lettres, avant que de renaître, avaient eu une vie, une existence marquée : pourquoi pendant ce règne sensible, quoique momentané, n'ont-elles produit aucun des effets que nous en attendons maintenant? Ces deux objections sont importantes. Nous avons voulu les prévenir, nous allons y répondre.

Pour mieux y réussir, usons un moment de la dialectique de Socrate, et demandons à notre adversaire supposé, s'il n'a jamais vu des particuliers posséder des bijoux, et n'avoir pas de meubles; des grands seigneurs occuper des palais magnifiques, et manquer du nécessaire; des princes tenir des cours somptueuses, donner des spectacles, des fêtes, et n'avoir ni troupes ni argent? S'il ne peut le nier, je lui demanderai pourquoi il veut que les hommes pris en général se conduisent plus conformément à leurs intérêts que les hommes pris individuellement? Il est sûr que de bonnes lois sont plus utiles que de belles glaces, et des grands chemins plus nécessaires que des habits de velours. Cependant nous avons perfectionné les miroirs (a) avant

(a) *C'est qu'il y avait beaucoup à gagner pour ceux qui*

les lois, et les manufactures avant les chemins. C'est que le réveil de la raison n'a pas dû ressembler à un développement progressif et naturel; c'est que mille circonstances ont influé sur ses premiers efforts, et en ont changé la direction. Notre défaut en général est de considérer les choses d'une manière trop abstraite, et de nous former des notions d'après certaines expressions, qui ne sont souvent que des figures, ou des formules abrégées pour nous rappeler nos idées. En effet, les mots de *renaissance des lettres*, d'*enfance de la raison*, de *développement des connaissances*, se présentent bien plus facilement à notre esprit que toutes les circonstances qui ont accéléré ou retardé la marche de nos progrès.

On sait que lors de la destruction, ou du moins du dernier avilissement de l'empire grec, les muses (*b*) fugitives cherchèrent un asile en Italie. C'en est assez pour satisfaire notre curiosité. On voit les sciences transplantées dans un sol nouveau, y jeter de profondes racines, croître, étendre leur ombrage, produire beaucoup de fleurs et enfin quelques fruits. On s'accoutume à ne plus envisager un objet si intéressant que sous un pareil point de vue; l'imagination est contente, le jugement se repose. Cependant les Italiens ont prouvé, par de profondes

fesaient des glaces et du velours, et rien pour ceux qui auraient fait des grands chemins.

(*b*) *Les savans en grec, mais non les muses.*

dissertations, que la renaissance des lettres parmi eux n'était pas due uniquement à l'arrivée des Grecs. En effet, le Dante et Pétrarque avaient précédé les Lascaris et les Hermonyme *. Et si l'harmonie et les grâces de l'Arioste sont dues aux leçons de ces derniers (c), il faut avouer que ce sont des fruits bien doux et bien précoces. Il est donc d'autres principes auxquels nous devons recourir, et il paraît naturel de les chercher dans la situation politique de quelques états de l'Europe.

M. de Voltaire a très bien observé que pendant un assez long espace de temps, Rome avait été véritablement la capitale du monde chrétien, et le pape une espèce d'*autocrate*, de monarque universel [1]. Mais cet empire, qui ne tenait qu'à l'opinion,

* George Hermonyme, Spartiate, vint à Paris, sous le règne de Louis XI, y professa le grec, et compta parmi ses disciples Reuchlin et le célèbre Budée. R.

(c) *Non, mais au génie de l'Arioste, qui surpassa Boiardo.*

[1] Bodin observe (Liv. I, ch. IX) que les rois d'Angleterre, d'Aragon, de Naples, de Sicile, de Jérusalem, de Pologne, de Sardaigne, de Corse, des Canaries, et même de Hongrie, étaient à la fois tributaires et feudataires du saint-siége.

L'auteur saisit l'occasion de cette note qu'il a ajoutée dans sa nouvelle édition, pour se justifier auprès de certains lecteurs qui l'ont accusé de chercher les termes scientifiques. Ces lecteurs n'avaient trouvé, selon toute apparence, le mot *autocrate* que dans les gazettes, parmi les titres des souverains de Russie; mais s'ils avaient bien

ne pouvait joindre la magnificence à l'autorité, l'agréable à l'utile, à moins qu'il ne fût attaché à quelque souveraineté temporelle, à moins qu'il n'eût quelque domaine assuré où l'on pût réaliser les fonds produits par le commerce de la parole et par l'agiotage spirituel. Avant le quinzième siècle, soit que les pontifes résidassent à Rome, soit qu'ils cherchassent un asile dans Avignon; toujours en presse entre une populace rebelle et des empereurs ambitieux, ou tout-à-fait obombrés par le souverain dont ils se rendaient presque les sujets, il leur fut impossible de songer à autre chose qu'à leur pouvoir et à leur orgueil. Il fallait donc, pour que les papes encourageassent les sciences, qu'ils habitassent toujours à Rome, et qu'ils y fussent en repos. Il fallait peut-être encore plus, il fallait qu'un Léon x occupât le trône pontifical.

Sans doute que si les lettres avaient à refleurir en Europe, ce devait être dans un climat doux et

voulu consulter quelques personnes plus instruites, on leur aurait répondu que ce mot signifie *celui qui ne tient sa puissance que de lui seul*, et ils auraient peut-être jugé que c'était le plus propre à rendre l'idée de l'auteur. Ceux qui ne connaissent pas le plaisir qu'on éprouve à voir une idée représentée par un seul mot, ne sentiront jamais le prix de la propriété dans le style. Ils estimeront également les traductions et les originaux, et ne mettront aucune différence entre Tacite et d'Ablancourt : ils seront bien heureux, car ils ne trouveront rien de mauvais; ils seront bien malheureux, car ils ne trouveront rien de bon.

sous un beau ciel, dans le pays où la nature s'empresse le plus de produire, et où l'homme a le moins de choses à lui demander. Ce devait être surtout chez un peuple que le commerce avait rendu riche, industrieux et curieux, et qui se rappelant la gloire de ses ancêtres, portait toujours en lui-même un germe d'émulation, une réclamation secrète contre la barbarie des temps. Qui ne reconnaîtrait à ce tableau l'Italie, et surtout Florence?... Florence! ville heureuse, et chère à tous les peuples, qui fut libre sans être ambitieuse, et riche sans être conquérante; nouvelle Athènes, mais plus aimable encore, et bien plus fortunée, puisque, loin de tomber sous le joug des tyrans, elle a paru plutôt abdiquer que perdre sa liberté, et ne l'a échangée en effet que pour le plus doux des gouvernemens.

Les Médicis, cette famille célèbre qu'un sexe a rendu si recommandable, et l'autre si odieuse aux peuples; les Médicis sont regardés avec raison comme les restaurateurs des arts et des sciences. Puisque personne ne leur refuse cet honneur, il paraît naturel d'examiner quels principes les ont conduits dans les encouragemens qu'ils leur ont prodigués. Ils furent tous riches et magnifiques; c'en est assez pour expliquer pourquoi ils ont aimé à élever des édifices, à donner des spectacles, à rassembler des statues, des tableaux et des livres. Ils eurent cependant encore un autre motif qu'il ne faut pas passer sous silence. Avant d'être souverains ils furent démago-

gues; ils furent obligés de ménager l'esprit des peuples, de se soutenir contre un parti opposé. Or, leur magnificence fut une des principales armes qu'ils employèrent. Machiavel rapporte que Julien et Laurent de Médicis, menacés de la terrible conjuration qui fit enfin périr l'un des deux, se flattèrent de la détourner en donnant au peuple une fête et un grand spectacle. Il paraît que Léon x ne fit que suivre le goût naturel de sa famille, ou son penchant personnel qui le portait vers toutes sortes de plaisirs : peut-être aussi voulut-il que les sens concourussent à affermir l'empire de l'opinion, et pensait-il en effet qu'il rendrait Rome plus respectable s'il l'embellissait. Quoi qu'il en soit, il est très sûr que la bonne philosophie, l'amour du bien et du vrai, n'eurent aucune part à ces premiers encouragemens, répandus plutôt parmi les arts et les sciences de pur agrément, que parmi les recherches sérieuses et utiles. Les souverains qui font construire et orner de magnifiques palais, doivent trouver des Michel-Ange, des Raphael, des Carrache : des hommes riches et puissans qui veulent se concilier le peuple par l'attrait du plaisir sont sûrs de former des poètes et des artistes. Ainsi le luxe, né en Italie du commerce et de la superstition, conduisit à Florence et à Rome les beaux-arts et les belles-lettres. [1]

Mais inutilement les princes voudraient-ils s'effor-

[1] Le siècle de Périclès fut le siècle des arts pour Athènes, parce que ce général célèbre employa à l'ornement de la

cer d'inspirer leurs goûts et leurs passions à leurs peuples, s'ils ne rencontraient pas une disposition naturelle dans les esprits, une circonstance favorable, et qui soit telle que tandis que l'un agit, l'autre soit du moins attentif. C'est en cela, je crois, que la subversion de l'empire d'Orient peut être considérée comme une cause secondaire de la renaissance des lettres. En effet, nous ne saurions trop le répéter, les Grecs ont été les plus grands ennemis de la raison. Bacon a dit assez plaisamment que toute leur philosophie portait le caractère de l'enfance; *prompte à babiller et inhabile à engendrer*[1]. Tant qu'il existait des écoles en Grèce, il restait, si j'ose m'exprimer ainsi, des manufactures de paroles qui répandaient la plus dangereuse contrebande dans l'empire de la raison. Ce fut un grand bien (*d*) pour elle que le sabre des Turcs vînt couper le nœud gordien de cette malheureuse dialectique. D'ailleurs, la subtilité grecque était devenue doublement contraire à la renaissance des lettres, parce qu'en s'exerçant sur des matières théologiques, elle tenait le saint-siége

ville tout l'argent que ses conquêtes et les contributions des alliés lui avaient produit.

[1] « Et de utilitate apertè dicendum est sapientiam istam, « quam è Græcis potissimum hausimus, pueritiam quamdam « scientiæ videri, atque habere quod proprium est puero- « rum, ut ad garriendum prompta, ad generandum invalida « et immatura sit. » Bacon, *Instauratio magna.*

(*d*) *La raison a-t-elle tant gagné avec les Turcs ?*

perpétuellement en haleine, et prolongeait les disputes interminables des deux Églises. Les papes dûrent préférer la controverse de l'Alcoran à celle des Photius; ainsi la tranquillité, le repos des esprits disposa les peuples à l'attention dont les beaux-arts avaient besoin au moment de leur réveil.

C'était quelque chose que les hommes pussent être amusés; mais il y avait encore bien du chemin à faire avant qu'ils fussent susceptibles d'être instruits. Le faste, la vaine curiosité rassemble des livres, recueille des manuscrits; mais tandis que les grands achètent, leurs bibliothécaires lisent. On a souvent ouvert les cabinets pour en faire voir la magnificence; mais il y est entré des gens qui n'y cherchaient que la science. Cependant il dut arriver que l'étude des livres précédât l'étude des choses : des manuscrits se trouvèrent incomplets, des copies incorrectes. Il fallut pouvoir bien lire, avant de savoir lire utilement. On s'empressa de suppléer ou de rectifier; on compara les manuscrits, on vérifia les copies. Il fallait pour cela posséder parfaitement les langues mortes, et s'instruire profondément dans l'histoire. De ces études naquirent les commentateurs, les scoliastes, précurseurs, avant-garde de la science. Il en résulta deux biens. La doctrine devint plus facile et les esprits plus fins, plus adroits. Car, qu'il me soit permis de le dire ici, il n'y a que la vanité ignorante, la paresse présomptueuse, qui puissent affecter un faux mépris pour ces hommes respecta-

bles, à qui nous devons nos belles éditions (*e*), nos illustrations des anciens auteurs [1]. Eh! que serions-nous sans eux? Dans ce siècle de plaisir et de dissipation, quel littérateur oserait seulement entreprendre ce qu'ils ont exécuté?

La magnificence des princes et le travail des premiers érudits parvinrent donc lentement à faciliter l'entrée de la science, en déblayant ainsi tous les décombres, toutes les ruines qui l'embarrassaient; mais cette science à laquelle on pouvait atteindre

(*e*) *Les Dacier, les Calmet, ont plus fait qu'eux tous, et cependant ils sont très peu de chose.*

[1] Les Scaliger, les Estienne, les Saumaise, les Rhodoman, les Gronovius, les Casaubon, ne sont tournés en ridicule que par ces prétendus lettrés, qui, ne lisant jamais que ceux des classiques que leurs régens leur ont jadis expliqués, se vantent de savoir le latin, parce qu'ils entendent quelque chose de quelques auteurs. Pour moi qui ne me pique pas d'une si grande facilité, je n'aime à étudier les anciens que dans ces précieuses éditions des *Variorum*, qui existent encore chez les curieux éclairés (*f*); et je ne puis les lire sans admirer l'étonnante sagacité avec laquelle ces savans scoliastes ont rétabli et expliqué les textes par les mœurs et les usages, et les mœurs et les usages par le rapprochement d'un nombre infini de passages auxquels la plupart des lecteurs n'auraient fait aucune attention. C'est un hommage de reconnaissance que leur rend avec plaisir un amateur des lettres, qui ne prétend certainement pas à l'érudition.

(*f*) *Cela est bien sage, modeste et honnête.*

n'était jamais que celle des anciens. Or, nous avons prouvé plus haut qu'elle n'avait encore fait aucun pas vers ce but universel de toute philosophie, *le plus grand bonheur du plus grand nombre d'individus*. Nous avons vu que toutes les législations n'avaient porté que sur de faux principes; enfin, que jusqu'à nos jours la raison n'avait fait que s'agiter dans son berceau. Quand les études recommencèrent, on resta encore quelque temps plus éloigné du but qu'on ne l'avait jamais été. Telle est, en effet, la tournure de l'esprit humain, que, semblable à la sangsue, il ne se nourrit qu'en s'attachant. S'il s'applique à la lecture, s'il étudie, s'il commente les livres, les livres deviennent bientôt toute sa doctrine; il les épouse, il les révère, et s'en occupant uniquement, il finit par mettre l'instrument à la place de l'ouvrage. Celui qui admire trop les auteurs les surpasse difficilement [1], et tout culte dégénère en superstition. Ainsi l'érudition, en aplanissant les voies au génie, en retarda cependant la naissance. D'ailleurs, elle ne vit le jour que sous l'empire de la crédulité. Un vaste rideau était tiré sur la nature : les hommes accoutumés à porter leurs regards vers le ciel, ne connaissaient pas la terre qu'ils foulaient sous leurs pas (g); la terre, ce vaste dépôt des archives

[1] « Vix enim datur auctores simul et admirari et supe-« rare. » Bacon, *Instauratio magna*.

(g) *Il semble parler des astronomes.*

du monde, ce sanctuaire de la nature où l'esprit ne trouve pas moins sa nourriture que le corps.

Si dans les beaux jours de la Grèce, sous le règne de la liberté, les disputes philosophiques suffirent pour mettre tous les esprits en mouvement, pour s'emparer de toute l'attention, pour faire négliger toute autre étude; quels désordres ne dûrent-elles pas produire lorsque les intérêts du ciel y furent réunis, lorsque le salut des âmes fut attaché à des sophismes, et lorsque l'intolérance la plus rigoureuse, changeant perpétuellement de parti, fit marcher les supplices à la suite de toutes les opinions? Ce fut alors que la combustion fut générale dans l'ordre moral et dans l'ordre politique, et que les guerres civiles suscitèrent un nouvel obstacle aux progrès de la raison. Malheureusement celui qui avait le plus protégé les lettres devint la cause indirecte de leur désastre. Léon X les avait encouragées par sa magnificence; mais sa magnificence avait épuisé son trésor, et il sentait qu'un trésor était très nécessaire pour conserver cet empire spirituel qu'il avait revêtu de tant d'éclat. Il imagina le commerce des indulgences (*h*); et comme l'excès des impositions est toujours le terme du despotisme, les âmes se révoltèrent, et commencèrent à trouver que le salut devenait trop cher. De là cette longue suite de guerres qui n'ont fini qu'à la paix de Westphalie, guerres qui firent perdre à l'empire de la raison tous ceux qu'elles

(*h*) *Alexandre VI en avait déjà vendu.*

enrôlèrent sous leurs drapeaux, et qui troublèrent, par leur fracas, les hommes plus sensés qui auraient voulu rester neutres.

Cependant l'impulsion ayant été une fois donnée, le mouvement progressif put bien changer de direction, mais non pas s'arrêter tout-à-fait. Les esprits ne s'éclairaient qu'en petit nombre; ils se polissaient en général. La poésie commençait à se perfectionner en France et en Angleterre; tandis que la physique, par quelques découvertes importantes, mais isolées, marquait déjà le chemin qu'elle devait faire un jour. Un génie sublime, l'illustre Bacon, l'avait tracé tout entier; mais il n'a trouvé des disciples que dans le siècle suivant. Montaigne, en écrivant cet excellent ouvrage, qui est encore le plus philosophique que nous ayons, ne produisit aucun effet de son temps (*i*); de façon qu'on peut dire de ces deux hommes étonnans qu'ils faisaient luire la lumière dans les ténèbres; mais que les ténèbres ne la comprenaient pas. Ainsi, l'esprit de système prévalut toujours dans la physique, et l'esprit dogmatique dans la morale.

Mais tandis qu'une lente fermentation se faisait sentir dans la république des lettres, une fermentation terrible bouleversait les sociétés politiques. L'ambition espagnole s'étant enfin brisée contre le courage de Henri et la constance des Hollandais, la

(*i*) *Il était trop décousu, trop contradictoire, trop vague; il ne pouvait rien établir; il compilait en homme d'esprit.*

haine et la vengeance gardèrent long-temps le masque de la crainte, et le cardinal de Richelieu sut fonder la supériorité de la maison de Bourbon, en persuadant à l'Europe qu'il la défendait encore de la maison d'Autriche. Les guerres de Louis XIII ressemblèrent à l'agitation des flots après l'orage. C'était un mouvement importun et tourmentant, mais dont le principe était affaibli. Les traités de Munster et des Pyrénées n'eurent pas plus tôt prescrit des bornes éternelles aux héritiers de Charles-Quint, que l'Europe s'aperçut avec surprise qu'elle n'avait fait que changer de maître (*k*). Louis XIV, né dans le temps où les dissensions étaient prêtes de cesser, profita heureusement de la satiété que tant de troubles avaient inspirée. Henri IV avait eu des guerres civiles à soutenir; Louis XIII, des révoltes à réprimer; Louis XIV n'eut que des tracasseries à apaiser. Sa jeunesse, sa figure, quelque chose de grand qui se faisait sentir dans ses goûts comme dans ses traits, portèrent l'enthousiasme dans des esprits rassasiés de théologie et ennuyés de la bigoterie des règnes précédens. Une dame que le jeune monarque venait de prier à danser, dit, en reprenant sa place : *Il faut avouer que ce prince est fait pour être le maître du monde.* Cette naïveté de l'amour-propre renfermait un grand sens, et toute la nation ne fit pas un meilleur calcul. En effet, pour la plupart des peuples, les princes ne sont pas seulement des chefs qui les gouvernent, mais des comédiens

(*k*) *Quelle hyperbole!*

qui les amusent. Si l'acteur joue bien son rôle, s'il a le port noble et majestueux, le dernier des sujets paie volontiers sa place, et s'embarrasse peu d'être foulé dans le parterre. Tous ces guerriers qui s'étaient signalés dans la guerre de *trente ans*, étaient encore pleins de force et de gloire. La jeunesse, qui les voyait, qui les écoutait, brûlait du désir de les égaler. Ainsi il n'y avait qu'un pas à faire des ballets du Louvre (*l*) aux frontières des Pays-Bas. La conquête de la Flandre et de la Franche-Comté annonça à l'Europe l'objet d'une longue terreur. Arrêté dans sa course par une nation à qui, cinquante ans auparavant, ce nom même était refusé, le monarque, ulcéré dans le fond de son cœur, sentit le dépit succéder à l'émulation. De là la guerre de 1672, qui, en le rendant odieux à l'Europe, prépara les défaites d'Hochstedt et de Ramillies. Mais tous ces grands événemens, connus d'ailleurs de tout le monde, n'entrent dans notre sujet qu'autant qu'ils nous font connaître l'esprit qui prévalut dans le siècle de Louis XIV, et qu'ils nous donnent une idée de ce prince célèbre, dont la cour, dont les états furent le premier asile où les lettres purent fleurir en paix.

Léon X n'avait été que magnifique et voluptueux; Louis aima aussi le luxe et les plaisirs, mais il aima de plus à faire la guerre. Comme Léon X, il éleva des palais, mais il fit construire des forteresses;

(*l*) *Non des ballets du Louvre, mais des batailles de Rocroy et de Lens....*

il donna des spectacles, mais il livra des batailles (*m*). Ainsi tous les esprits eurent leur emploi; et tandis que les talens et les arts suffisaient à peine à l'ornement d'une cour brillante, toute l'activité de la noblesse, toute l'attention, toute la vanité des peuples, étaient tournées vers la guerre. Le moyen que l'esprit philosophique fît de grands progrès en France (*n*)? Rappelez-vous toujours que j'entends par *esprit philosophique* celui qui, s'appliquant à la politique et à la morale, s'occupe particulièrement du bonheur des hommes.

C'est une chose assez curieuse d'observer, comme nous l'avons déjà fait en traitant du gouvernement féodal, quelle est la marche de l'esprit humain dans ses retours vers la raison. Comme le chemin qu'il a suivi dans cette occasion est très détourné, qu'il me soit permis de m'arrêter ici un moment, et même de rétrograder un peu, pour prendre les faits de plus haut.

S'il est vrai que dans les sciences morales on puisse observer toujours un progrès lent, mais continuel, de façon que les bonnes polices, les bonnes législations soient le dernier résultat de nos réflexions; il n'en est pas moins vrai aussi que dans

(*m*) *Par d'autres mains.*

(*n*) *Cicéron, Lucrèce, Memmius, César, pendant les guerres civiles; Montaigne, dans le temps de la Saint-Barthélemi; nous enfin, pendant l'impertinente et honteuse guerre de* 1756.

les sciences qui appartiennent de plus près à la physique, une découverte particulière, une circonstance fortuite, peuvent nous ouvrir en un moment la plus vaste carrière, et accélérer de beaucoup notre marche. Telle fut l'invention de la boussole, qui étendit tout à coup le commerce et la navigation, et nous valut les richesses d'un monde qui nous était absolument inconnu. L'Espagne profita la première de ces trésors qu'elle dissipa dans les guerres de Flandre et dans celles qu'elle ne cessa de fomenter en France. Les Colomb et les Cortez, les Vespuce et les Pizzare ne découvrirent et ne conquirent que pour donner des évêques aux Flamands et pour nous faire recevoir le concile de Trente. Tout l'or du nouveau Monde fut prodigué à ces efforts, qui pourtant furent inutiles. Philippe II, semblable en cela seul à Philippe de Macédoine, compta plus sur ses nouvelles richesses que sur ses vieilles troupes, qui égalaient la phalange macédonienne. De là s'introduisit en Europe ce nouvel axiome : que *guerre et dépense sont une même chose*. De là vint cet usage moderne de payer des subsides aux étrangers, et de faire entrer l'or et l'argent dans toutes les affaires politiques. Ces métaux devinrent alors les véritables rois de l'Europe. Ce ne fut pas pour se procurer les commodités de la vie, pour établir la correspondance entre les nations, pour employer utilement les hommes, pour multiplier les jouissances par les échanges; ce fut pour avoir de l'or qu'on entreprit

les voyages périlleux de l'Amérique et des Indes : mais l'avarice et la véritable économie ont toujours été deux choses opposées, et la soif des richesses ne se trouve jamais réunie avec la sagesse qui veille à leur conservation. La monarchie espagnole, devenant faible à mesure qu'elle devenait riche, n'envahit le Portugal que pour en perdre les colonies avec les siennes. Les Hollandais, sobres, patiens et industrieux, s'emparèrent de cet or qu'on employait à leur préparer des fers; mais ils le prodiguèrent à leur tour, d'abord par une défense légitime, et ensuite par un principe d'obstination qui confondit l'équilibre de l'Europe avec la ruine de Louis XIV.

Cet équilibre si célèbre, et qui n'a été tourné en ridicule que depuis qu'il est trouvé, était alors une chose bien plus importante qu'on ne se le figure maintenant. Quelle puissance, dit-on, peut prévaloir sur toutes les puissances réunies? Aucune, sans doute; mais il faut que les puissances aient le temps, la volonté même de se réunir; il faut qu'elles soient armées, il faut qu'elles soient riches. Je voudrais bien savoir où l'on aurait trouvé des résistances, si Henri IV eût été battu par Alexandre de Parme, et si une infante d'Espagne, mariée à un prince lorrain, eût gouverné la France sous les lois de Philippe II. Croit-on que l'union de Dordrecht se fût maintenue long-temps? que la Suède eût porté ses armes en Allemagne, et que les princes de l'Empire eussent

stipulé leur indépendance? La Savoie serait-elle parvenue à former un état, et le maître du Milanais, l'étant devenu de toute la Lombardie, n'aurait-il pas établi une communication sûre entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Espagne? Voilà pour l'intérêt des princes; voici pour celui des peuples. Le despotisme espagnol n'aurait-il pas conduit sur ses pas l'intolérance dont il est inséparable? Un joug étranger ne se serait-il pas appesanti sur les peuples, et toutes les nations n'auraient-elles pas fléchi, comme les Américains, sous l'orgueil ignorant et sanguinaire d'un vice-roi castillan? Plaçons maintenant Louis XIV dans l'année 1667 : laissons-le continuer ses conquêtes en Flandre; et peut-être, pour y réussir, n'avons-nous besoin que de rendre faibles et vénales les âmes fortes et intègres des Temple et de Van Beuning; Louis s'emparera de la Flandre et du Brabant, et s'il veut bien s'arrêter là quelques momens, il se souviendra bientôt que ces Hollandais sont fort à sa convenance; qu'après tout, ce ne sont que des rebelles que ses ancêtres ont bien voulu protéger, qui ont même demandé des souverains à la France [1], et qu'il faut assujettir une fois pour leur propre bien. Louis a ses armées toutes prêtes; il ne lui reste que la Meuse à passer. A qui ce peuple infortuné aura-t-il recours dans de pareilles circonstances? Les Anglais armeront-ils une flotte, enver-

[1] Le duc d'Alençon, sous Charles IX.

ront-ils des troupes de débarquement (o)? Mais leurs vaisseaux ne seront pas prêts, mais leurs troupes ne seront pas complètes [1]. Et quand tous ces obstacles n'existeraient pas, la paix et la guerre dépendent du monarque, et le monarque est gouverné par une femme, par une Française, placée, soudoyée par Louis XIV [2]. Le Danemarck, la Suède, l'Empire, ne peuvent rassembler à temps des forces suffisantes. La Hollande sera donc conquise; et bientôt un jésuite, devenu rigoriste par ambition, alarmera le monarque conquérant sur les plaisirs dont il entremêle ses exploits; il persuadera au ministre de la guerre qu'il est de son intérêt d'employer des troupes, et que la paix n'est bonne qu'au contrôleur général. La persécution commencera dans les Provinces-Unies, et ces vertueux citoyens qui se rencontraient avec tant de plaisir en sortant des temples et des églises, se craindront, se haïront en communiant ensemble. La compagnie des Indes, ce grand empire territorial qui soutient le petit état commerçant de la Hollande, passera pour une société sans ordre et sans police : des commissaires du roi seront nommés pour le plus grand bien des actionnaires, c'est-à-dire pour leur ôter la liberté de discuter leurs

(o) *Hélas! Charles II, soudoyé contre les Hollandais, servit sous Louis XIV.*

[1] Les Anglais n'avaient pas alors six mille hommes de troupes réglées.

[2] La duchesse de Portsmouth.

propres intérêts. Le commerce sera soumis à des règlemens admirables, qui ne tarderont pas à le détruire, et les trois millions d'hommes qui peuvent exister dans tous les pays de l'Union, seront réduits à quatre à cinq cent mille gueux, qu'il faudra contenir par une armée soudoyée aux dépens des plus belles provinces de la France. Je laisse à penser si après cela l'Allemagne restera indépendante, si l'Angleterre défendra sa liberté contre les Stuarts? Voilà pourtant ce qui serait arrivé, si Louis XIV s'étant rendu maître, en 1667, de la Flandre et du Brabant, ne se fût pas vu obligé trois ans après de faire un long détour pour attaquer la Hollande du côté du Rhin. Nous le disons sans flatterie (quoique nous ne craignions pas d'être contredits en cela par les puissances): ce qui peut arriver de plus heureux en général à tous les peuples, c'est de conserver leurs princes et leur gouvernement. Les progrès de la raison doivent tendre plutôt à perfectionner qu'à changer; et de tous les fléaux politiques, les conquérans sont les plus dangereux.

Il est donc un équilibre raisonnable, un équilibre nécessaire. Il consiste à disposer les forces de l'Europe, de manière que les états les plus faibles soient à l'abri d'un coup de main, d'une invasion soudaine et rapide. Or, pour y parvenir, il faut le concours de deux moyens: 1°. les alliances défensives, qui ne permettent pas au plus fort d'attaquer le plus faible sans s'exposer à une guerre longue et douteuse;

2°. une disposition de frontières qui soit telle, qu'elle donne le temps au dernier d'avoir recours à ses alliés. Ce concours existe en Europe parmi toutes les puissances du second ordre; chez les Hollandais, par leur alliance avec l'Angleterre, et par le *traité de barrière*, qui interpose un certain nombre de places autrichiennes entre la France et les Provinces-Unies; chez les Suisses, par leurs alliances avec la France et le roi de Sardaigne, et surtout par les défilés inaccessibles qui les séparent des Autrichiens. Tout ce qui se trouverait hors de ce *nisus* général, de cette résistance réciproque, deviendrait un obstacle au repos de l'Europe; ce serait une source d'ambition dans les conseils, un germe de défiance dans les cours respectives; et c'est cette considération qui soutient les nombreuses armées qui dévorent la subsistance des peuples : c'est aussi ce qui donne lieu à cette malheureuse activité des cabinets qu'on décore du nom de politique, et qui détourne pourtant les princes et leurs ministres de la véritable politique, celle qui n'a pour toute fin que le repos et le bonheur des hommes.

N'insistons pas davantage sur un objet auquel nous ne serons encore que trop obligés de revenir, et contentons-nous d'observer que cet équilibre, bien ou mal fondé, solide ou idéal, fut une nouvelle source de dépenses qui dissipa tout l'argent que les puissances commerçantes avaient enlevé aux puissances conquérantes; de sorte qu'elles se trouvèrent toutes

dans un épuisement égal, et dans le même besoin de faire la paix. Mais l'espérance et la crainte, l'obstination et la jalousie, passions aussi communes parmi les gouvernemens que parmi les individus, ne permettaient plus d'écouter la voix de la raison.

L'ivresse de la gloire, les débauches de l'ambition ont cela de commun avec celles de la plus vile canaille, que le moment de payer est le premier avertissement qui rappelle le bon sens et ramène la réflexion. Les Français, en payant des tailles excessives, commençaient à sentir que la gloire *du roi leur maître* leur devenait un peu chère, et les Anglais, en mesurant la masse énorme de leurs dettes, s'aperçurent à leur tour que l'abaissement *du grand monarque*[1] abaissait aussi leur fortune et leurs trésors. On convint généralement que la paix était préférable à la gloire, et que de riches moissons valaient mieux que des *Te Deum* et des feux de joie. Elle vint, cette paix si désirable, et son premier séjour sur la terre fut assez long pour ranimer notre espérance. Si nos passions, notre inquiétude naturelle, la firent encore disparaître, ses retours furent fréquens; et, semblable à cet oiseau familier qu'on inquiète sans l'effaroucher, son vol ne fut pas étendu, et elle trouva toujours où se reposer.

C'est un grand avantage que la paix pour les progrès de la raison et de la philosophie, mais surtout

[1] C'est le nom que les Anglais donnent encore au roi de France dans leurs ouvrages politiques, ou plutôt satiriques.

lorsqu'elle est née de l'épuisement des peuples et de la satiété des combats. C'est alors que toutes les idées frivoles s'effacent, et que les corps politiques, comme les corps organisés, sont avertis par la douleur du soin de leur conservation : c'est alors aussi que l'esprit humain, exercé déjà sur des objets agréables, se replie avec plus d'énergie sur les objets utiles : c'est alors qu'on réclame avec succès les droits de l'humanité, et que les princes, devenus créanciers et débiteurs de leurs sujets, leur permettent d'être heureux, afin qu'ils soient plus patiens ou plus solvables.

Ainsi l'amour des richesses, après avoir causé les maux de l'humanité, en devient le remède. Le temps n'est plus où l'homme d'état, plus pédant que citoyen, rapporte à de vieux usages tous les principes du gouvernement. Les idées *féodales*, *fiscales*, *domaniales* doivent abandonner les tribunaux, et les mots de *propriété*, d'*agriculture*, de *commerce*, de *liberté*, seront substitués au vocabulaire barbare des écoles. Les questions sérieuses et utiles seront agitées dans toutes les conversations. Les gens de lettres deviendront patriotes, et les savans, citoyens. Une correspondance générale s'établissant parmi les esprits, l'amour de l'humanité sera le ralliement commun, qui réunira les gens du monde, les gens de lettres, les savans et les artistes. Quiconque se rendra utile, soit par ses actions, soit par son exemple, soit par ses écrits, sera consigné dans les registres de la

bienfaisance ; et chaque ouvrier qui polit une roue ou un ressort, aura du moins une idée de la grande machine à laquelle son ouvrage doit être rapporté.

Si ce tableau est regardé comme imaginaire par quelques hommes corrompus, j'ose protester ici qu'il est d'après nature, et j'en ai pour garans les ouvrages qui sortent des presses, la voix du peuple assemblé au théâtre, le caractère de quelques hommes puissans et bienfaisans que j'ai été à portée de connaître, d'aimer et d'estimer [1], et surtout la société des gens de lettres, dans laquelle je comprends tous ceux qui les aiment et les cultivent ; société douce, aimable, honnête, qui n'offre pas moins de vertus que de talens : enfin, qu'il me soit permis de juger d'après mes propres impressions, je ne révoquerai pas en doute le sentiment intérieur qui me fait aimer l'âge où j'ai commencé ma carrière, et vers lequel

[1] Si M. de Louvois, lorsque le département de la guerre lui donnait la plus grande influence, se fût rendu l'instrument de la paix ; si dans le même moment qu'il avait compromis son crédit par des changemens aussi dangereux pour lui, qu'utiles pour l'état, son humanité l'eût engagé à adoucir partout la rigueur des lois militaires ; si, loin de se laisser entraîner par la force dont il était le ministre, il se fût déclaré l'ami du commerce et de toute liberté légitime ; s'il eût joint à la capacité la plus étendue ces mœurs douces et ces manières nobles qui mettent la considération aimable à la place de la crainte, n'aurait-il pas laissé une réputation bien plus chère à la postérité ? N'aurait-il pas été l'amour d'une nation à laquelle il n'inspira qu'une muette terreur ?

l'étude de l'histoire me ramène toujours avec le plaisir qu'éprouve un voyageur qui, après avoir parcouru des pays sauvages, retrouve enfin sa patrie.

Mais cette tendance au bien général, cette amélioration dans le sort de l'humanité, la doit-on effectivement à la renaissance des lettres, et aux progrès de la philosophie? Ne suit-il pas, au contraire, de ce que nous avons dit ci-dessus, que ce changement était une conséquence nécessaire des diverses circonstances politiques, et surtout de la difficulté qu'on a trouvée à continuer des guerres devenues trop dispendieuses? Je répondrai à cette objection, en demandant à mon tour si, dans les siècles d'ignorance, l'épuisement des peuples fut un obstacle au fanatisme des dernières croisades, aux guerres civiles excitées par l'anarchie féodale, à d'autres guerres civiles allumées par l'esprit superstitieux et intolérant? Combien de fois, depuis le malheureux Valérien, la Perse et l'empire grec se sont-ils épuisés réciproquement par des guerres inutiles? De combien de fléaux ce dernier n'a-t-il pas été tourmenté? Par combien d'ennemis différens n'a-t-il pas été vaincu, sans que les malheurs publics aient fait prévaloir la saine raison sur la vaine dialectique et les subtilités théologiques? Croit-on que si Henri IV n'eût pas consenti à entendre la messe, les quarante années de troubles qui avaient déchiré la France eussent suffi pour dégoûter les peuples de la guerre civile, et pour les réunir sous un roi légitime?

Encore une fois, persuadons-nous que, dans les révolutions de ce monde, une cause n'agit jamais toute seule. Je sais que les malheurs politiques disposent les peuples à écouter la voix de la raison; mais il faut que cette voix s'élève quelque part; il faut qu'elle sache s'exprimer, et surtout se faire entendre avec plaisir. Pourquoi dans la dernière guerre, lorsque l'impératrice, réunie avec les états catholiques de l'Allemagne, faisait la guerre au roi de Prusse, allié avec les principales puissances protestantes, n'a-t-on jamais pu persuader que cette guerre fût une guerre de religion? Pourquoi les émissaires du roi de Prusse n'ont-ils trouvé aucun crédit parmi la plupart des peuples, qui n'ont vu dans toutes ces affaires qu'une grande querelle entre la maison d'Autriche et celle de Brandebourg? C'est que les esprits sont plus éclairés sur les faits, et plus indifférens sur les dogmes; c'est que, quand même la transsubstantiation aurait été compromise dans une pareille querelle, on aurait trouvé peu de soldats disposés à se battre pour elle. D'ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, lorsque les peuples ignorans sentent vivement leurs maux, il arrive qu'ils se trompent toujours sur les remèdes. Il y a deux cents ans que, si l'on s'était aperçu d'une décadence dans l'agriculture, on aurait ordonné des processions, et laissé subsister des millions de moines qui auraient mis le comble aux désastres publics.

Nous voici conduits tout naturellement à la

seconde objection que nous nous sommes proposée au commencement de ce chapitre : car il ne nous reste plus que cette difficulté à lever. Si les progrès des lettres et de la philosophie pouvaient seuls éclairer les hommes sur leurs véritables intérêts, pourquoi ne voyons-nous pas que les beaux âges de l'antiquité, que les siècles de Périclès et d'Auguste aient produit aucun effet de ce genre? Quoique nous croyions avoir déjà prévenu cette objection dans un autre endroit, il est bon d'y revenir encore, et d'envisager l'objet sous toutes les faces possibles. Nous avons prouvé alors que les Grecs avaient pu réussir dans les lettres et dans les arts, sans avoir perfectionné la politique; nous avons même observé que les philosophes, long-temps occupés de systèmes frivoles sur la théogonie et la cosmogonie[1], avaient toujours négligé la morale, et que Socrate fut le premier qui rappela sur la terre la philosophie exilée dans le ciel[2]. Nous ajouterons ici que la situation politique des Grecs fut toujours un obstacle aux progrès de la raison humaine. Cette nation, réunie en idée par un lien frivole, et divisée de fait dans un grand nombre de républiques, toutes ambitieuses, toutes jalouses les unes des autres, fut toujours tourmentée par des guerres extérieures, et déchirée par des guerres civiles. La vanité fut le seul principe gé-

[1] L'origine des dieux et la génération du monde.

[2] Voyez les *Dialogues des Morts* de M. de Fontenelle, et les *Dits mémorables* de Socrate, recueillis par Xénophon.

néral, le seul point de ressemblance de tant d'états gouvernés par des lois différentes. Malheureusement pour ces peuples, elle ne manqua pas d'alimens. Les Grecs, à peine sortis de la barbarie, triomphèrent des Perses; triomphe éclatant, et tellement propre à leur échauffer l'imagination, qu'ils ne purent toucher à la coupe de la gloire sans en être enivrés. De là cette émulation, cet orgueil qui arma Sparte contre Athènes, et successivement toutes les républiques les unes contre les autres. Une autre circonstance particulière aux Grecs, et qui mériterait d'être l'objet d'une dissertation particulière, influa prodigieusement sur la tournure de leur esprit. Je ne sais comment il arriva que ce peuple perfectionna tout de suite son langage, et le rendit le système le plus parfait dans lequel les hommes puissent reproduire leurs idées; arme dangereuse quand elle est mal employée, et assez semblable à l'épée dans les mains de nos ancêtres, qui la rendaient plutôt l'instrument du duel que de la défense de la patrie. De cette aptitude au langage, il résulta un grand inconvénient; c'est que la forme emportant le fond, la politique tomba au pouvoir des rhéteurs, et la philosophie sous celui des sophistes. Deux inventions achevèrent le désordre, celle de la *période* parmi les rhéteurs, et celle du *syllogisme* parmi les sophistes. Alors toute vérité fut proscrite, si elle ne s'annonçait pas par trois membres réguliers, et le système de la nature entière dut être renfermé dans une majeure et une

mineure[1] ? Une suite naturelle de cette manie, devenue trop générale, c'est que le plaisir de parler et d'écouter l'emporta de beaucoup sur celui d'enseigner et de s'instruire. De là ces écoles fameuses qui dégénérèrent bientôt en sectes, et enfin en hérésies, lorsque la religion chrétienne fut établie. Or, rien n'est plus contraire aux progrès de la raison que ces écoles où l'on apprend, non ce qui est, mais ce qu'un autre a pensé; où le maître tient lieu de la nature même pour ses disciples, et où les plus grands efforts de l'application sont employés à entendre un homme qui ne s'entend pas lui-même.

Lors de la renaissance des lettres, les hommes eurent un grand avantage, c'est la découverte de l'imprimerie, et la facilité de lire, au lieu d'écouter. Les livres fidèles, mais froids interprètes des pensées, sont au discours ce que sont les estampes aux tableaux. Ils sont dépouillés des couleurs brillantes

[1] Bacon a observé très judicieusement que la forme syllogistique et toute la dialectique des anciens étaient fort bien appropriées à la dispute, et nullement à la recherche de la vérité. Cet illustre écrivain est le premier qui ait opposé à cette méthode spécieuse, mais fautive, celle de l'invention et de l'analogie. Il montre partout un grand mépris pour cette philosophie de catéchisme, qui consiste à trouver des réponses à chaque demande, et pour cette argutie d'Aristote qui soumet la nature à des définitions frivoles : *Magis ubique sollicitus quomodo quis respondendo se explicet, et aliquid reddatur in verbis positivum, quam de æterna rerum veritate.* Voyez *Novum scientiar. Organum, aph.* LXIII.

de la déclamation. On les juge dans la solitude et le silence, et c'est là qu'interrogés et confrontés, ils subissent une espèce de torture qui les force à découvrir leurs fautes et leurs complices. A la vérité, ils s'arrogent quelquefois les mêmes priviléges que leurs auteurs. Ils exercent un pouvoir, ils règnent à leur tour, surtout quand quelqu'un de ces corps privilégiés, plus propres à conserver les sciences qu'à les augmenter, introduit une législation dans les études; quand cette législation littéraire est appuyée par la législation civile; enfin quand l'incapacité juge en dernier ressort la philosophie, et veut que ses bornes actuelles demeurent à jamais les mêmes. Mais ce monopole ne peut durer long-temps; et dans les sciences comme dans la politique, la contrebande est le précepteur du commerce.

En voilà assez, je crois, pour prouver que les circonstances n'ayant pas été les mêmes lors de la naissance et lors de la renaissance des lettres, il dut aussi en résulter des effets différens. Nous verrons dans le chapitre suivant quels ont été ces effets, et dans le reste de cet ouvrage, quels sont ceux que nous devons encore espérer.

CHAPITRE IV.

Quels sont les pas qu'on a faits vers le bien. Examen de l'état présent des peuples véritablement instruits.

Quoique nous soyons persuadés que les recherches dont nous allons nous occuper ne nous offriront que des vérités consolantes, nous nous croyons encore obligés de prévenir nos lecteurs qu'ils ne doivent pas seulement observer les progrès de la raison dans le petit nombre de découvertes utiles que nous pouvons compter jusqu'ici, mais encore dans le chemin que nous avons déjà fait pour nous approcher de la bonne morale et de la saine politique. Cette marche de nos connaissances ne doit pas être considérée comme une simple route, mais comme un voyage de curiosité, pendant lequel on s'écarte, on s'arrête pour examiner tout ce qui peut attirer les regards; et s'il nous est permis de nous servir d'une figure dont nous avons souvent critiqué l'abus, nous comparerons encore les études des hommes, lors de la renaissance des lettres, à l'institution d'un écolier qui suit le cours ordinaire des classes. D'abord l'esprit humain s'applique à l'étude des anciens; il les restitue, il les commente; et c'est alors qu'il fait ses humanités. Le dessin et la géographie chez un enfant bien élevé doivent être les accessoires de cette

étude, et ceci se rapporte assez aux progrès des arts sous les Médicis, et à ceux de la navigation sous Charles-Quint. A peine s'est-on fortifié dans l'intelligence des classiques, qu'on commence à composer soi-même. On fait des essais en prose et en vers. Non content d'avoir appris des mots dans les livres anciens, on y cherche des préceptes, des exemples de goût et d'urbanité; et c'est là le commencement de la rhétorique. Mais les hommes s'aperçoivent bientôt qu'il ne suffit pas de parler et d'écrire; la nature les environne, pour ainsi dire, et sollicite leur attention; les besoins de la vie réclament le secours des sciences; on trouve des instrumens utiles, des machines ingénieuses; on est donc entré en philosophie. On y débute par quelques propositions de géométrie, et par quelques principes de mécanique. Mais ce progrès est bientôt arrêté. Des professeurs, aussi vains qu'ineptes, loin d'éclaircir, de rectifier les idées des anciens, ne donnent pas même à leurs élèves ce que les auteurs ont écrit de meilleur; et au lieu de Pline et d'Aristote, ils font lire leurs propres cahiers; plates rapsodies qu'on n'entend pas, et qui dérouteraient tout-à-fait l'application, si un démonstrateur étranger ne venait pas la réveiller par des expériences curieuses, mais présentées sans système et sans liaison. Ici la ressemblance est si frappante entre le monde et le collége, qu'on n'a pas besoin de la détailler. Elle se trouvera également entre nos premiers ouvrages de métaphysique, et cette fausse

logique des classes, qu'on appelle l'*art de penser*, et qu'il faudrait appeler l'*art de rêver*.... Enfin, il est temps que le jeune homme entre dans le monde, qu'il prenne un état, et qu'il vaque aux affaires domestiques; c'est le temps d'étudier la morale, le droit naturel, le droit public, sciences importantes et respectables qui doivent consommer son institution, mais qui ne lui présenteront pourtant qu'un chaos d'obscurités et de contradictions, tant qu'il s'en tiendra aux leçons de ses maîtres, et jusqu'à ce que, rendu enfin à lui-même, il revienne sur son éducation. C'est alors que, réfléchissant mûrement sur ses études passées, il apprendra à croire peu de choses, à lire peu de livres, à cultiver son patrimoine, et à faire du bien à ses voisins.

Nous laissons à nos lecteurs à déterminer le moment de ce période auquel ils voudront rapporter l'état présent de l'esprit humain. Nous le croyons seulement plus que dégoûté des cahiers de ses professeurs, plus que rassasié de la fausse érudition, et fort près du temps où il doit préférer le soin des affaires domestiques au faux brillant des écoles. Mais nous observerons encore que nous avons omis dans notre parallèle une étude qui a fait un peu plus de désordre dans le monde que dans les colléges: c'est celle du catéchisme. Que de batailles n'a-t-elle pas causées! Combien de fois n'a-t-elle pas troublé les heures du travail, ou les momens de repos?... Mais c'est assez profiter de l'indulgence du lecteur,

et nous devons marcher à notre but d'une façon plus rapide et plus sérieuse.

Nous avons dit que nous devions regarder comme autant d'avances pour la véritable philosophie et la bonne politique toutes les découvertes que les hommes ont faites jusqu'ici, de quelque espèce qu'elles soient. Il ne sera peut-être pas inutile de jeter un coup d'œil sur cet immense travail, dont nos prédécesseurs ont débarrassé nos contemporains.

Commençons par les sciences exactes, par les mathématiques [1]. Nous verrons l'astronomie développée, perfectionnée par les Kepler, les Newton, les D'Alembert, les Clairault, les Bernouilli, les Euler, etc. perfectionner à son tour la géographie et la navigation. Nous verrons sous les mêmes auspices la mécanique multiplier nos efforts, et soumettre la nature par les forces de la nature même. Des machines ingénieuses épargnent à l'homme un pénible

[1] Je ne puis m'empêcher de réclamer ici contre l'abus que nos savans même ont fait du mot *géométrie*, qui signifie simplement l'*art de mesurer la terre*. On parle tous les jours de *géométrie* transcendante, de *géométrie* astronomique : tout jusqu'au problème des trois corps est de la *géométrie* pour les Français. Pourquoi ne pas se servir du mot *mathématiques*, qui honore bien plus cette étude, puisqu'il signifie la *science* en général, et que cette expression, répandue chez les anciens et chez tous les modernes, excepté les Français, prouve assez qu'on a toujours regardé la science de calculer et de mesurer, comme la première de toutes les sciences ?

labeur, et l'eau, le feu même, devenus nos instrumens, sont les seuls esclaves que nous employions à nos travaux.

Si nous passons aux sciences qui tiennent de plus près à l'observation, quelles riches acquisitions n'aurons-nous pas encore à compter? A peine l'homme attache-t-il sur le ciel et sur la terre des regards curieux et avides, qu'il trouve le moyen d'en étendre l'usage. Le télescope rapproche les distances; le microscope, en grossissant les objets, nous fait découvrir une province nouvelle dans l'empire de la nature, et cet instrument devient, pour ainsi dire, le lien qui nous unit à une portion immense de la création.

L'anatomie a levé le voile de l'humanité; elle a découvert l'innombrable quantité de machines qui font mouvoir ces frivoles décorations de la vie, et nous a prouvé que Moïse s'est servi d'une hyperbole bien hardie, lorsqu'il a dit que Dieu avait fait l'homme à son image. Cette science utile et terrible a enseigné au fer destructeur de notre être l'art nouveau de le conserver; et lui traçant jusque dans nos entrailles une route obscure, mais certaine, l'artiste a su réparer des désordres qu'il ne voyait pas.

La chimie, qu'on peut regarder comme l'anatomie des corps non organisés, mais qui sait joindre au pouvoir de diviser, celui de combiner et de régénérer; la chimie a été portée de nos jours à sa plus grande perfection, puisqu'on a su en étendre l'usage

dans tous les arts, et le restreindre dans la médecine. Êtres parasites sur la surface de la terre, nous n'osions interroger cette mère féconde, et nous cherchions notre histoire dans le ciel. L'érudition du génie nous a offert d'autres fastes, et le monde, en perdant de sa noblesse, a gagné de l'antiquité. [1]

Des mathématiques, de l'anatomie, de la chimie et de l'histoire naturelle réunies, s'est formée enfin la véritable physique, ou l'histoire de la nature en grand. Cette science n'est plus de nos jours l'explication forcée d'un vain système de métaphysique, ou de quelques phénomènes mal observés. Un concours immense d'expériences tentées par des hommes industrieux, et comparées par des hommes de génie, en a formé l'édifice. Descartes avait trouvé les lois de la dioptrique; Newton, celles de l'optique: une grande et magnifique découverte était réservée à nos jours : c'est l'électricité, dont les effets terribles égalèrent les hommes aux dieux de l'antiquité, lorsque M. Franklin, nouveau Prométhée, sut dérober le feu céleste, et le rendre docile à ses lois.

Mais ce n'est pas assez pour les hommes de connaître le monde physique : la curiosité, ce besoin particulier de l'espèce humaine, ne trouvait là que la

[1] M. de Buffon a la gloire d'avoir créé parmi nous la science de l'histoire naturelle : cette science est sortie de ses mains dans toute sa beauté, comme Minerve sortit de la tête de Jupiter. Il a su à la fois la faire connaître et la faire aimer. Jamais on n'a fait un plus bel emploi de l'éloquence : c'est Démosthène qui écrit les observations d'Aristote.

moitié de sa pâture. Un vaste champ lui était ouvert dans le monde moral. La vanité, l'enthousiasme même, se mêlèrent à cette passion, et l'histoire dégénéra en érudition. Peut-être aussi l'une ne pouvait elle pas exister sans l'autre. Quoi qu'il en soit, il a fallu défricher ces landes immenses de l'antiquité ; il a fallu connaître la généalogie de tout ce qui existe ; travail long et pénible, qui est tellement avancé de nos jours, qu'on peut dire que nous nous sommes mis au courant.

Enfin, pour qu'il ne reste plus d'asile à l'ennui, pas même celui de la paresse, la poésie s'est empressée d'enrichir nos théâtres et d'orner nos bibliothéques. Parée de ses attraits, la vertu fut plus touchante et le plaisir plus séduisant.

Des cabinets, des musées se sont ouverts, et nos princes modernes, plus sages dans leur magnificence que les empereurs romains, au lieu de ces présens de blé et d'huile qui ne nourrissaient que l'oisiveté, ont distribué aux peuples les alimens de l'esprit, afin que tout citoyen de la république des lettres fût pourvu d'une subsistance assurée.

Si nous passons ensuite aux arts agréables, ces aimables consolateurs de la vie, qui n'ont que trop de droits à réclamer notre attention, nous ne cesserons pas de nous applaudir de nos richesses. La peinture, la sculpture et l'architecture, protégées par les Médicis, parvinrent tout à coup à leur perfection. Dégénérées un moment à cause du malheur des temps,

elles reparaissent maintenant dans tout leur éclat. Mais la musique, qui exerce sur nos sens un empire encore plus immédiat, plus continuel, quels progrès n'a-t-elle pas faits de nos jours? Non, l'antiquité n'a rien produit de plus touchant pour une âme sensible que l'union d'un Pergolèse et d'un Métastase; union rare et précieuse d'où naquirent les plaisirs de l'Europe, et qui fit couler les larmes les plus délicieuses que l'enthousiasme ait jamais offertes aux talens. [1]

Je m'arrête, et je crains l'attrait naturel qui m'attacherait trop à des objets si intéressans. Renfermons-nous dans les bornes de notre sujet, et ne regardons tant d'efforts faits par les hommes dans tant de genres différens, que comme des à-compte sur le progrès général de nos connaissances, que comme

[1] La France commence à goûter les fruits d'une pareille union depuis qu'un de ses meilleurs poètes a bien voulu accorder sa lyre avec celle d'un de ses meilleurs musiciens.

Nous remarquons ce nouveau progrès avec d'autant plus de plaisir, qu'il est postérieur à l'ouvrage immortel où le tableau de nos connaissances a été tracé de main de maître. Quiconque voudra se former l'idée la plus vaste et la plus exacte de la marche de l'esprit humain, peut satisfaire aisément sa curiosité en lisant le discours préliminaire de l'*Encyclopédie*. Ce beau péristyle du plus magnifique édifice peut être regardé comme la véritable caractéristique de notre siècle; et peut-être l'effort qui distingue le plus ce siècle de ceux qui l'ont précédé, c'est d'avoir réuni dans le même individu le génie des mathématiques, le talent de l'éloquence et la sagacité du goût.

autant de chemin déjà parcouru dans la vaste carrière de l'esprit humain. Voyons maintenant si dans cette carrière il y a des espaces plus difficiles et plus raboteux les uns que les autres. Examinons, par exemple, si le domaine de la morale et de la politique se refuse plus à ces progrès que celui des sciences et des arts.

Il me semble que lors de la renaissance des lettres, l'esprit humain gémissait sous l'empire de deux tyrans si cruels et si redoutables, que conspirer contre eux et les abattre était le seul moyen de s'affranchir. Ces tyrans étaient le despotisme et la superstition. L'intolérance leur servait d'arme commune ; car l'esclavage commence presque toujours par l'opinion. Eh ! que servirait la liberté d'agir à qui serait privé de la liberté de penser ? Il fallait donc commencer par attaquer la superstition, et c'est à quoi servit merveilleusement le concours de la renaissance des lettres et la séparation des églises réformées. Les évangéliques qui, semblables à tous les révoltés, étaient obligés, faute de titre juridique, d'avoir recours au droit naturel, scrutèrent attentivement les principes du gouvernement civil et ecclésiastique. Faibles dans le principe, et obligés de militer à la fois contre l'antiquité, l'habitude et la possession, ils dûrent mettre de l'austérité dans leur morale et de la sévérité dans leurs dogmes. Ce ne fut donc pas sans raison qu'ils se donnèrent le nom de *Réformés*. D'un autre côté, l'église romaine, avertie par cette

défection, dut apporter plus de précaution dans l'exercice de son pouvoir. La controverse, dont la flamme dangereuse embrase souvent, mais éclaire toujours, soumit tout à la discussion. De ce travail théologique naquit un fruit inespéré. La philosophie s'éleva lentement sur les ruines de l'opinion. Elle apprit aux peuples leurs droits, aux souverains leurs devoirs, à tous la modération. Cherchons si dans cette longue guère temporelle et spirituelle, si de cet immense chaos dans lequel la terre semble replongée, nous verrons sortir quelque chose d'utile, quelque amélioration dans le sort de l'humanité.

Si je commence par le Nord, j'aperçois d'abord un peuple noble, brave et généreux qui vient de briser les fers d'un despotisme étranger. Gustave a chassé les tyrans, et ces tyrans sont un prince débauché et un prêtre orgueilleux; car nous verrons long-temps ces deux espèces d'oppresseurs réunis pour le malheur des peuples. Christiern et Troll ont fait massacrer tout le sénat dans un repas; ils ont inondé de sang toute la Suède : Gustave, en chassant le despote et l'inquisiteur, établit la liberté civile et religieuse, et fonde ainsi le bonheur d'une nation à laquelle toutes les autres doivent s'intéresser, parce qu'elle est brave sans cruauté, et belliqueuse sans ambition.

En descendant vers le Midi, je vois la Saxe, la Hesse, et la plus grande partie de l'Allemagne, commencer par prescrire des bornes à l'avide Charles-

Quint, et bientôt après s'affranchir à la fois du joug cruel du pape et de celui du tyran Ferdinand II. Je la vois prête à fixer pour jamais ses priviléges et ses libertés par le célèbre traité de Westphalie.

En m'approchant de l'Occident, je contemple avec plaisir les progrès d'une république industrieuse et frugale. Je m'étonne de son courage, de ses efforts et de ses succès, et je m'informe quelle a été l'origine d'une pareille révolution. On me répond que c'est un cardinal de Granvelle, ministre d'un tyran, nommé Philippe II. Je laisse cette république s'étendre, s'affermir, et jeter les fondemens du bonheur dont elle a joui depuis.

Je traverse la mer, et je passe en Angleterre; j'y trouve le calme et le bon ordre, mais j'y reconnais partout des traces de sang, et j'apprends que, durant le règne précédent, des jésuites, émissaires du même Philippe, ont, sous le nom d'une épouse bien digne de lui, condamné au dernier supplice des milliers (a) de citoyens. Je trouve chez ce peuple sérieux et mélancolique les impressions des malheurs passés profondément gravées dans tous les cœurs, et je prévois que le despotisme et la persécution de Marie serviront un jour à cimenter l'édifice de la liberté.

En revenant, j'aborde en France : Henri IV y règne en paix, et fait régner la tolérance avec lui;

(a) *Il y en eut à peine huit cents.*

mais les esprits fermentent encore; la superstition peut tenter un nouvel effort : cependant elle n'y rétablira jamais son empire, et le catholicisme des Français sera toujours le plus indépendant de la cour de Rome.

Je détourne mes pas du Midi. L'Espagne est encore le foyer du despotisme, comme Rome est celui de l'intolérance. Mais en me dirigeant vers l'Orient, je retrouve une autre Hollande, un second gouvernement fédératif, divisé sans être faible, libre sans être factieux; où la raison et le bon sens dominent à un tel point, qu'on n'a pas besoin de s'informer s'il est partagé entre plusieurs croyances. Les choses en sont venues au point que je ne craindrai plus de passer les Alpes; je retrouverai en Italie même des asiles où les bonnes lois et le bon gouvernement fleurissent. Je m'arrêterai avec plaisir en Toscane : je visiterai surtout cette sage république, aussi inaccessible aux usurpations spirituelles qu'aux invasions militaires. Rendu enfin à ma solitude et à ma méditation, je ne dirai pas, tout est bien, mais tout est mieux. Il y a un progrès; le monde donne des espérances.

Je sens qu'il est des hommes que je persuaderai difficilement. Ce sont ces profonds contemplatifs qui, retirés loin de leurs semblables, s'appliquent assidûment à leur donner des lois, et négligent le plus souvent le soin de leur ménage pour prescrire aux empires le gouvernement auquel ils doivent se

soumettre [1]. Or, comme aucune nation n'a encore embrassé leur système, ils croient que la politique est toujours dans son enfance. Quelque exagérée que soit cette prévention, je ne nierai certainement pas qu'il ne puisse exister des gouvernemens plus parfaits, ou un plus grand nombre de bons gouvernemens que nous n'en voyons de nos jours. Mais rappelons-nous que Solon ne donna pas aux Athéniens les meilleures lois possibles, mais les meilleures qu'ils pussent suivre. Souvenons-nous surtout que le bonheur des hommes est le plus intéressant de tous les objets, et que le bien même peut quelquefois être acheté trop cher. Londres est plus régulier que Paris, Dieppe que Rouen, Manheim que Strasbourg; mais Londres, mais Dieppe, mais Manheim, ont été autrefois consumés par les flammes. Quel architecte conseillera jamais de mettre le feu à Paris pour le rebâtir ensuite sur un plan régulier et magnifique? Ce n'est qu'à des peuples bruts qu'on peut donner telles lois qu'on veut (*b*). L'emploi de la raison, de la philosophie, de la saine politique, est plutôt d'améliorer les gouvernemens

[1] Le célèbre Hogarth a représenté dans ses gravures morales un jeune homme qui, ayant dissipé sa fortune, a été conduit en prison par ses créanciers : le dissipateur, triste et déconcerté, paraît assis près d'une table, ayant devant lui un manuscrit, sur lequel on lit ce titre : *Moyen de payer les dettes de l'état.*

(*b*) *Bravo !*

que de les changer. Sous leur bénigne influence la démocratie doit devenir moins licencieuse, l'aristocratie moins orgueilleuse, la monarchie moins ambitieuse, le despotisme même, s'il en peut exister encore chez les peuples éclairés, paraîtra plus doux, et sera du moins soumis à la raison [1]. D'ailleurs, ne pourrions-nous pas opposer nos gouvernemens modernes à ceux de l'antiquité, et trouver encore tout l'avantage de notre côté? Nous l'avons dit au commencement de cet ouvrage : la Grèce, si redoutée dans son temps, si considérée dans le nôtre, n'offre pas, à beaucoup près, dans son ensemble, un plan aussi raisonnable, aussi suivi que les fédérations hollandaises et helvétiques, et dans ses membres différens des polices aussi respectables que celle des états particuliers dont l'assemblage forme ces grands états. En Allemagne, Hambourg, Brême, Lubeck, Francfort, Nuremberg, Augsbourg, et toutes les villes libres de l'Empire, sont des plantes fortunées qui croissent à l'ombre des chênes qui les protégent; mais la plante fleurie n'a pas dévoré la substance de l'arbre qui la défend, et l'arbre par un ombrage trop épais n'a point flétri la plante timide. Quelques auteurs ont prétendu qu'autrefois le pouvoir absolu était presque entièrement ignoré parmi les peuples policés. Pour moi,

[1] J'en citerai pour exemple le Danemarck, qui, depuis cent ans qu'il a aliéné sa liberté, jouit pourtant d'un gouvernement doux, pacifique et modéré.

je mettrais plutôt en question, si, parmi ces mêmes peuples, il y eut jamais plus de liberté qu'il n'en existe à présent. Je sais qu'en choisissant un moment dans la durée des siècles, on voit le Péloponnèse, l'Achaïe, l'Asie-Mineure, l'Archipel, et une partie des côtes de l'Italie, jouir d'un gouvernement libre; mais la Macédoine, la Thrace, l'Illyrie, l'Épire, n'obéissaient-elles pas à des rois? Il faut l'avouer, le temps même où il y eut le plus de républiques ne fut pas heureux pour les peuples. Je le place entre la guerre Médique et Philippe de Macédoine. A la mort d'Alexandre toute liberté fut détruite dans l'Orient. Vous m'objecterez qu'elle trouva un asile dans les vastes états de Rome et de Carthage. Dans leurs états? Non, certainement: dans les villes de Rome et de Carthage, à la bonne heure. Doutez-vous, en effet, que les Romains ne fussent des rois pour les provinces conquises, et les Carthaginois de vrais tyrans pour l'Espagne, la Sardaigne, la Corse, les îles Baléares, etc.? Si Berne et Amsterdam gouvernaient les Suisses et les Hollandais de la même manière que ces nations gouvernent les pays de l'union et de la généralité (c), je ne regarderais comme libres en Suisse et en Hollande que les villes de Berne et d'Amsterdam. Mais ce qui fait que ces deux peuples jouissent d'un gouvernement parfaitement libre, c'est que chaque partie de l'état est un état lui-même; c'est que la ré-

(c) *Un peu obscur.*

publique n'est composée que d'une infinité de républiques. A ces respectables sociétés, joignez toutes les villes anséatiques et impériales (*d*), Venise, Gênes, et même la Pologne et la Suède *, qui jusqu'à ces temps de crise avaient tenu de plus près au gouvernement républicain qu'au gouvernement monarchique : ajoutez-y encore l'Angleterre, dont le gouvernement inconnu aux anciens se rapproche bien plus de la république que de la monarchie ; et comparez maintenant la somme de liberté qui existe de nos jours, avec celle que vous pourrez trouver dans quelque époque que ce soit. Eh! que serait-ce si je faisais entrer dans ce calcul la liberté qui subsiste encore au sein même des plus grandes monarchies? Les anciens ne connaissaient guère de milieu entre la république et la tyrannie ; mais outre que celle-ci est devenue bien plus rare depuis un siècle, une grande partie des provinces qui composent nos monarchies modernes ont des priviléges, des lois, des usages qui modifient l'autorité souveraine. La puissance autrichienne n'est formée que de provinces éparses qui ont toutes des états, et qui accor-

(*d*) *On les ruine quand veut par une commission impériale.*

* Édition de 1772 :

« La Pologne, la Suède même ; car un pays où le roi n'est « au conseil qu'un sénateur, et à l'armée qu'un consul, peut « bien être considéré comme une république. » Ce qui n'existait plus quand cet ouvrage fut réimprimé, en 1776. R.

dent et lèvent elles-mêmes leurs subsides. Il en est de même de plusieurs possessions appartenantes aux électeurs et aux princes de l'empire [1]. En France, le Languedoc, la Bretagne, la Provence, l'Alsace, la Bourgogne, la Flandre, l'Artois, les provinces de Foix, de Navarre et de Bigorre sont représentées légalement; et dans tout le royaume les tribunaux veillent attentivement à la conservation des propriétés. La Castille et l'Aragon avaient autrefois des états, mais ces peuples les ont perdus (*e*), et ils ont à la place un certain *moi le roi* qui pourrait bien choquer un peu une oreille athénienne. Il faut l'avouer aussi : il est quelquefois des temps d'oppression pendant lesquels les priviléges dorment; mais les républiques anciennes n'ont-elles pas eu leurs démagogues? Les Alcibiade (*f*), les Amilcar, les Sylla, laissaient-ils beaucoup de pouvoir aux peuples?

Observez que, dans ce parallèle, nous nous sommes renfermés dans les limites du continent; mais si nous passions dans l'Amérique septentrionale, c'est alors que nous pourrions défier les Solon et

[1] La plupart des états de l'Allemagne ont des arbitres établis entre eux, qu'on nomme *Austreges*. Nous avons vu souvent des princes interposer leur médiation en faveur des peuples opprimés par leurs souverains. Le Wirtemberg nous en offre un exemple récent.

(*e*) *Bravo!*

(*f*) *Ah! Alcibiade condamné à la mort!*

les Lycurgue, en leur opposant seulement les Locke et les Guillaume Penn. Qu'on lise les lois de la Pensylvanie et de la Caroline, et qu'on les compare à celles de Sparte, on y trouvera la même différence qu'entre le gouvernement domestique d'une ferme, et la règle de saint Benoît. Qui pourrait ne pas éprouver une sensation délicieuse en songeant qu'un espace de plus de cent mille lieues carrées travaille maintenant à se peupler sous les auspices de la liberté et de la raison, en faisant de l'égalité le principe de sa morale, et de l'agriculture celui de sa politique ?

CHAPITRE V.

Suite du précédent. L'agriculture et la population sont les indices les plus fidèles du bonheur des peuples.

Nous avons vu qu'en ne prenant que les nations policées, on trouve que celles de nos jours ont beaucoup plus d'instruction, et pour le moins autant de liberté que les anciennes; mais comme la science, la liberté même, ne sont bonnes qu'autant qu'elles peuvent concourir *au plus grand bonheur du plus grand nombre d'individus*, il est nécessaire d'examiner si les faits nous donneront des résultats semblables à ceux que l'induction vient de nous offrir. Nous avons eu lieu de penser que les hommes sont aussi heureux de nos jours que dans quelque époque de l'histoire qu'on veuille choisir; cherchons maintenant quelques indices, quelques symptômes qui servent de mesure à cette félicité publique. Il en est deux qui se présentent naturellement, l'agriculture et la population. Je nomme l'agriculture avant la population, parce que, s'il arrive qu'une nation peu nombreuse cultive avec beaucoup de soin une grande quantité de terres, il en résultera que cette nation consomme beaucoup, et qu'elle ajoute à l'aliment nécessaire à la vie, l'aisance et la commodité qui en font le bonheur. Si, au contraire, l'accroissement du peuple est en proportion avec celui de

l'agriculture, qu'en peut-on conclure, sinon que cette multiplication de l'espèce humaine, comme celle de toutes les autres espèces, vient uniquement de son bien-être? L'agriculture est donc un indice du bonheur des peuples, antérieur et préférable à celui de la population.

Mais l'agriculture des modernes est-elle supérieure à celle des anciens? C'est une question qui demanderait un ouvrage à part*, si elle était traitée dans toute son étendue. Nulle matière ne donnerait plus d'occasions de déployer une vaste érudition, ce qui est un attrait puissant pour les savans; et cependant, de toutes les recherches sur l'antiquité, c'est la plus négligée. Pour nous, il nous suffira de hasarder nos conjectures, et de les appuyer seulement de quelques autorités; persuadés comme nous le sommes, que toutes les fois qu'on ne veut pas se jeter dans le polémique, il est aisé de marquer les points principaux sur lesquels un homme impartial doit appuyer son opinion. L'amas d'érudition n'est que pour le critique obstiné qu'on ne convertit pas, et il effraie le lecteur judicieux qu'on pourrait éclairer.

Quoique Terentius Varron et Columelle aient cité un grand nombre d'auteurs grecs qui ont écrit

* En 1788 a été publié à Londres un ouvrage *sur l'agriculture des anciens*, par Adam Dickson, ministre écossais, mort en 1776. Une traduction française en a été donnée à Paris, en 1802, 2 vol. in-8. R.

sur l'agriculture [1], il me semble que de nos jours, lorsqu'il est question de la culture des anciens, c'est toujours celle des premiers âges de Rome qu'on met en avant. Au commencement, deux journaux [2] de terre formaient tout le domaine de chaque famille. Dans des temps plus prospères, lorsque la république s'enrichit par ses conquêtes, des magistrats ambitieux voulant acheter les faveurs du peuple par une condescendance extraordinaire, on proposa un partage de sept journaux par famille, partage qui fut regardé comme exorbitant, et qui n'eut même jamais lieu. De là les modernes ont conclu qu'il fallait que l'agriculture romaine fût poussée à un grand point de perfection, puisque deux journaux de terre suffisaient à la subsistance d'une famille entière, qu'on doit évaluer à cinq personnes à peu près. Mais ces admirateurs de l'antiquité n'ont

[1] *Magna porro et Græcorum turba est de rusticis rebus præcipiens, etc.* (Colum. *De re rustica*. L. I, c. I). Terentius Varron en compte cinquante dont il rapporte les noms.

[2] C'est ainsi que je traduirai toujours le mot *juger*, parce qu'il ne se rapporte précisément à aucune de nos mesures. Le *juger* contenait vingt-huit mille huit cents pieds carrés, ce qui est un peu plus d'un demi-arpent. Le calcul d'Arbuthnot porte les *duo jugera* à un acre et un quart; ce qui fait un peu plus d'un arpent royal. D'ailleurs, le produit du *juger* peut encore mieux s'apprécier par ce passage de Columelle, Liv. II, chap. IX, où il traite de la semence: *Jugerum agri pinguis plerumque modios tritici quatuor, mediocris quinque postulat.*

pas pris garde que les preuves mêmes qu'ils apportaient pour soutenir leur opinion tendaient à la détruire, suivant ce proverbe trivial, *Qui prouve trop, ne prouve rien.* On estime que dans une famille de gens qui travaillent, il se consomme annuellement deux setiers de blé par tête, compensation faite des femmes et des enfans. Il fallait donc à une famille romaine dix setiers de blé tous les ans. Or, il est rare qu'une terre, quelque bien cultivée qu'elle soit, n'ait jamais besoin de repos [1], et celle qui rend sept pour un de la semence est regardée comme une bonne terre. Deux journaux de terre, dont la mesure n'excédait pas d'un quart celle de l'arpent de Paris, ne pouvaient guère rapporter en trois ans, y compris une année de repos et une année de Mars, plus de six setiers de froment, et à peu près autant d'orge, semence prélevée. Supposons qu'un travail assidu fasse produire cette terre tous les ans, il est à présumer que la troisième année ne rendra que quelques lupins, quelques mauvais pois, ou quelques autres légumes de cette espèce. Ainsi, notre famille romaine n'aura, année commune, que deux setiers de froment et deux setiers d'orge pour

[1] Columelle conseille de choisir un domaine où il y ait des terres arables et des landes (*a*). *Terrenis aliis cultis atque aliis sylvestribus et asperis* (Lib. II, cap. IX). Ce passage prouve qu'alors, comme à présent, il y avait en Italie beaucoup de landes et de mauvaises terres.

(*a*) *Ce ne sont landes.*

se nourrir. Trouvez-vous mon calcul trop bas, et supposez-vous que la fécondité d'une terre cultivée comme un jardin excède de beaucoup celle de nos vastes campagnes? Doublez le produit : vous ne trouverez pas encore deux setiers de grain par tête; et cependant il faut observer que si le travail journalier d'un petit héritage peut le rendre plus fécond que le sol d'une grande ferme, cet avantage est compensé par le manque de fumier, de marne et autres engrais.

Mais il ne suffit pas aux hommes de se nourrir, ils ont besoin d'armes, de vêtemens, de quelques meubles, de quelques outils. Je conviens à la vérité que dans un climat chaud il faut peu de vêtemens; mais qu'on se souvienne qu'on a fait produire à la terre beaucoup plus qu'on ne peut attendre d'un sol tel que celui des environs de Rome; que malgré cela on n'a pu trouver une subsistance suffisante en grains, et que par conséquent nulle place n'est restée pour la culture du chanvre, des arbres fruitiers, des bois de charpente, etc. Il suit de là qu'il était nécessaire qu'un autre travail que l'agriculture aidât à la subsistance du peuple. Or, ce travail par qui pouvait-il être payé, sinon par ceux qui avaient du superflu, par ceux qui avaient des subsistances au-delà de leurs besoins, c'est-à-dire qui possédaient plus de terres qu'il n'en fallait pour fournir à leur consommation et à celle de leur famille. Mais du moment que vous admettez un partage inégal, il

n'est plus étonnant qu'une famille vive avec deux journaux de terre, parce que chacun, outre sa propriété, a son industrie; et l'on peut assurer que, dans beaucoup de villages de la France, nombre de familles vivent aisément, sans avoir autant de territoire. Si l'on en croit Plutarque, Numa divisa les citoyens de Rome en différens corps de métiers, comme ceux de charpentiers, de tailleurs, d'orfévres, de teinturiers, etc. [1]. Or, ces métiers représentent une certaine quantité d'ouvrage, et cette quantité d'ouvrage représente quelque excédant de subsistance, tant parmi les riches que dans les revenus publics : mais quelle notion pouvait-on avoir d'aucun partage de terre avant ce même Numa, qui le premier apprit à marquer les limites des héritages, et sut rendre ces limites sacrées en établis-

[1] Voy. *Vie de Numa Pompilius.*

M. Hooke dans son *Hist. rom.* (Liv. IV, chap. III.) a observé que cette répartition ne se trouve ni dans Tite-Live, ni dans Denys d'Halicarnasse, et qu'elle est même contraire à ce que dit ce dernier, qu'il n'y avait alors à Rome que deux sortes d'occupations pour les hommes, la guerre et l'agriculture. Il est fâcheux que les historiens de l'antiquité ne citent pas les autorités dans lesquelles ils ont puisé. Nous ne connaissons aujourd'hui que Tite-Live et Denys d'Halicarnasse pour les premiers siècles de la république; mais Plutarque peut avoir eu d'autres documens. D'ailleurs, puisque les Romains avaient des habits de cérémonie, des sacrifices, des temples, des aqueducs, des ponts, il fallait qu'ils eussent des tailleurs, des charpentiers, des maçons, etc.

sant le culte du dieu *Terminus?* Les paroles de Denys d'Halicarnasse méritent une attention particulière. « Numa, dit-il, ordonna à chacun de circonscrire « son héritage, et d'en marquer les limites par des « pierres, qui reçurent le nom de *Terminales* »[1]. Remarquez qu'il ne dit pas que Numa fit vérifier les partages, ni qu'il ordonnât un nouvel arpentage, mais seulement qu'il enjoignit à chacun de marquer les limites de sa possession.

Suivons encore Denys d'Halicarnasse : il nous apprendra que Tullus Hostilius sut se concilier l'affection du peuple en lui distribuant les domaines royaux que Numa lui avait laissés : « car les rois, « ajoute notre auteur, avaient des champs riches et « féconds, au moyen desquels ils pouvaient suffire « à la dépense des sacrifices, et vivre splendide- « ment chez eux. » Tullus partagea ses domaines parmi les plus pauvres, qui par là se trouvèrent dispensés de faire le métier de mercenaires[2]. Son suc-

[1] Κελεύσας γὰρ ἑκάστῳ περιγράψαι τὴν ἑαυτοῦ κῆσιν, καὶ σῆσαι λίθους ἐπὶ τοῖς ὅροις, etc. *Antiquités romaines*, L. II, cap. 74, pag. 128, tom. I, edit. Oxon. 1704.

[2] Χώραν εἶχον ἐξαίρετον οἱ πρὸ αὐτοῦ βασιλεῖς πολλὴν καὶ ἀγαθὴν, ἐξ ἧς ἀναιρούμενοι τὰς προσόδους, ἱερά τε θεοῖς ἐπετέλουν καὶ τὰς εἰς τὸν ἴδιον βίον ἀφθόνους εἶχον εὐπορίας.... ταύτην ὁ Τύλλος ἐπέτρεψε τοῖς μηδένα κλῆρον ἔχουσι Ῥωμαίων καθ' ἄνδρα.... ταύτῃ δὲ τῇ φιλαντρωπίᾳ τὰς ἀπόρους τῶν πολιτῶν ἀνέλαβε, παύσας λατρεύοντας τοῖς ἄλλοις. L. III, cap. 1, pag. 132.

Ce passage pourrait fournir quelques observations : 1°. Il nous prouve que du temps de Tullus Hostilius il y avait des

cesseur Ancus Marcius, à son avènement au trône, rappela encore le peuple à l'agriculture, et renouvela les établissemens de Numa; mais alors il ne fut pas question de partage, non plus que sous le règne de Tarquin-l'Ancien. Dans quel temps en placerons-nous donc l'époque? Et comment arrive-t-il que, lors du cens établi par Servius Tullius, nous trouvions tout à coup une différence si marquée dans les fortunes, et un si grand nombre de riches citoyens? Quatre-vingts centuries ne doivent être composées que des citoyens qui possèdent cent mines, c'est-à-dire près de 8000 livres de notre monnaie actuelle [1], somme considérable, si l'on fait attention à la rareté des espèces et au manque de commerce qui devaient décupler la valeur de ce numéraire [2]. Or, je demande si jamais une propriété de deux, de quatre, de sept journaux de terre, a pu

citoyens qui n'avaient point d'héritages, et qui vivaient du travail de leurs mains. 2°. Denys d'Halicarnasse dit que le partage se fit par tête Καθ' ἄνδρα, et non pas par famille. 3°. Nous voyons ici très clairement qu'il y avait dès-lors des citoyens en état de payer le travail des autres. Toutes choses qui renversent les notions que nous avons de l'agriculture, du partage et de l'égalité qui régnaient parmi les anciens Romains.

[1] Suivant les calculs d'Arbuthnot.

[2] Du temps de Polybe les vivres étaient à si bon marché, que dans les auberges on ne spécifiait le prix d'aucunes denrées, et que, moyennant trois sous par tête, les voyageurs avaient tout ce qu'ils pouvaient désirer. Un boisseau de fro-

représenter un pareil capital, et si dans un pays purement agricole, on n'aurait pas dû établir ce cens, plutôt sur un toisé que sur une évaluation en espèces [1] ? Il paraît bien plus raisonnable de penser que Numa, Tullus et Servius jugèrent convenable que chaque famille possédât une certaine quantité de terre qui remplît le double objet de lui procurer quelque subsistance, et de l'attacher à sa patrie; qu'à la vérité deux journaux de terre furent regardés comme la plus petite portion possible; mais que ce *minimum* étant fixé, on ne prit aucune précau-

ment de vingt livres à peu près, ne coûtait tout au plus que six sous de notre monnaie. (Voyez le savant ouvrage de M. Dupré de Saint-Maur, intitulé *Recherches sur les Monnaies*, ch. III.)

[1] Tite-Live et Denys d'Halicarnasse nous fournissent encore plusieurs passages d'où l'on peut tirer quelque induction pour prouver une inégalité de fortune parmi les Romains dès le commencement de la république. Je n'en citerai qu'un. Ces deux auteurs s'accordent à dire qu'Horatius Coclès reçut pour prix de son courage autant de terres qu'il put en enfermer en un jour, dans une limite tracée avec le soc d'une charrue.... *Agri quantum uno die circumaravit datum.* (Tit. Liv.) (*b*).

Le texte de Denys d'Halicarnasse dit positivement la même chose. Or, il fallait alors qu'une pareille possession ne fût pas regardée comme exorbitante; car on sait combien les Romains étaient modérés dans leurs récompenses lucratives.

(*b*) *Tite-Live exagère. Une charrue pourrait enclore d'un sillon léger plus de quatre mille arpens.*

tion pour limiter la trop grande étendue de propriété; enfin, que l'inégalité de fortune commença avec les rois, et continua toujours d'exister dans la république. C'est ainsi qu'on peut expliquer comment près de quatre cents ans après la fondation de Rome le peuple se plaignait encore de ce qu'on ne lui distribuait les terres qu'à raison de deux journaux par famille, tandis que quelques patriciens, qui en avaient plus de cinq cents, possédaient à eux seuls le partage de trois cents citoyens; et, ce qui est bien digne de remarque, ils ajoutaient que le terrain qu'on leur donnait suffisait à peine à leur logement et à leur sépulture [1]; preuve qu'on ne pensait pas alors qu'une famille pût vivre avec deux journaux de terre. De même, lorsque nous voyons

[1] « Auderentne postulare ut, quum bina jugera agri plebi « dividerentur, ipsis plus quinquaginta jugera habere lice- « ret? ut singuli propè trecentorum civium possiderent « agros, plebeio homini vix ad tectum necessarium aut lo- « cum sepulturæ suus pateret ager. » (Tite-Live, Liv. vi.)

Pour bien entendre ce passage, et en général pour se mettre bien au fait de la grande question du partage des terres chez les Romains, il faut savoir que ces partages se faisaient aussi par colonies; et que les patriciens, soit par orgueil, soit par avarice, soit enfin par un principe politique de tenir le peuple dans l'abaissement, s'obstinaient à prendre pour modèle des nouvelles distributions de terres, cette première répartition dont leurs ancêtres leur avaient donné l'exemple. Ce qui me paraît renfermer une double injustice. 1°. Parce que les circonstances étant différentes,

par la suite taxer de motifs secrets et d'adulation pour le peuple ceux qui proposent de donner sept journaux de terre, il faut entendre qu'il s'agit encore des portions des *colonistes*, ou de la plus petite répartition à faire au moindre citoyen. Or, comme un grand nombre de plébéiens avait vendu ou aliéné ses propriétés, il eût été très difficile de trouver près de Rome de quoi donner sept journaux de terre à chacun d'eux; et une pareille opération n'aurait pu se faire sans diminuer considérablement le revenu du fisc, ou sans attaquer les propriétés des patriciens, chose qu'ils craignaient encore bien davantage. Il est, en effet, peu d'exemples d'une conduite plus injuste que celle de ces vertueux patriciens, si révérés de tous les historiens, excepté

l'étendue des terres plus considérable et le fisc plus riche, il était naturel de faire la portion du citoyen meilleure que par le passé. 2°. Parce que les nouveaux colons étaient obligés de se loger dans leurs petits territoires; au lieu que les anciens plébéiens ayant reçu en partage des terres voisines de Rome, pouvaient les cultiver, sans être obligés d'y bâtir, et sans quitter la ville. Au reste, nous répétons encore que tout ceci ne peut rien prouver pour l'agriculture romaine; car deux journaux de terre dans un bon pays (c) sont toujours un appât suffisant pour attirer des colons, les familles des colonistes n'étant pas ordinairement composées de plus de trois personnes, et d'ailleurs toutes les ressources de l'industrie étant laissées à ceux qui ne pourraient pas vivre de leur territoire.

(c) *Mais le pays de Rome était mauvais.*

de M. Hooke. Elle présente un tissu non interrompu de toutes sortes d'atrocités, depuis la condamnation de Spurius Cassius, jusqu'au meurtre des Gracques; mais c'est ce que nous avons eu occasion d'observer plus haut. Renfermons-nous maintenant dans les bornes de notre sujet, et après nous être convaincus que le partage des terres parmi les Romains ne prouve rien en faveur de l'agriculture, voyons si nous avons d'autres autorités positives qui puissent répandre plus de lumière sur cette question.

Parmi le grand nombre d'auteurs anciens qui ont écrit sur l'agriculture, quatre seulement ont passé à la postérité : Marcus-Porcius Caton, Marcus-Terentius Varron, Virgile et Columelle. Nous n'entrerons point ici dans le détail des préceptes qu'ils nous ont transmis. Nous nous contenterons seulement d'observer que, s'ils diffèrent dans quelques parties de détail, ils s'accordent assez sur les principes généraux, et concourent à nous donner une même idée de la culture des Romains. Voici à peu près ce qui en résulte. Leur manière de cultiver ressemblait beaucoup plus à celle qui subsiste de nos jours en Languedoc, en Provence et en Italie, qu'à celle des pays à blé, c'est-à-dire qu'on s'attachait de préférence aux oliviers, aux arbres fruitiers, et surtout à la vigne, culture qui paraît particulièrement annexée aux climats chauds. Quant aux terres labourables, nous n'avons aucun indice qu'elles aient

été plus fécondes que de nos jours et dans nos climats. On semait dans un journal de terre quatre ou cinq boisseaux de froment [1], c'est-à-dire à peu près quatre-vingt ou cent livres pesant. Il est vrai que Terentius Varron cite quelques endroits de l'Italie où la semence rend dix et jusqu'à quinze pour un; mais sa manière de s'exprimer prouve assez qu'il regardait un pareil produit comme une chose très rare, et qu'il n'avait pas lieu dans les environs de Rome [2]. D'ailleurs Cicéron, dont l'autorité a d'autant plus de poids, que cet orateur célèbre était lui-même grand agriculteur, Cicéron nous apprend que la semence rapportait communément huit pour un, et que, lorsque cela allait jusqu'à dix, c'était une faveur des dieux [3]. La plupart des terres reposaient de deux années l'une. Virgile et Columelle conseillent cette pratique pour celles qui produisent de l'orge ou du froment [4]. Il est vrai que Varron parle

[1] *Voyez* Columelle. Varron veut qu'on sème un boisseau de plus par journal; mais cette pratique ne s'éloigne pas beaucoup de la nôtre.

[2] « Seruntur fabæ modii IV in jugero, tritici V, ordei VI, « farris X.... Observabis.... Quantum valet regio, ut in eo- « dem semine alicubi, cum decimo redeat, alicubi cum quin- « quedecimo, ut in Etruria et locis aliquot in Italia. »

[3] « Ager efficit cum octavo ut benè agatur. Verum ut om- « nes dii adjuvent cum decimo. » (Cic. *in Verrem.*)

[4] « Ordeum nisi solitum et siccum locum non patitur, at- « que illa vicibus annorum requietum agitatumque alternis,

de certaines terres qui ne reposent jamais; mais ces terres étaient dans l'Olynthie, et non dans l'Italie, encore moins dans les environs de Rome. D'ailleurs, le même auteur cite sur-le-champ, et, sans le contredire, un certain Licinius, qui conseille de laisser reposer les terres de deux années l'une [1]. Le seul mot *Vervactum*, employé à désigner une terre en repos, montre assez que cet usage était commun chez les Romains; d'autres passages prouvent encore que toutes les campagnes n'étaient pas cultivées; tel est celui où Columelle conseille de choisir un domaine composé de terres *arables* et de terres incultes [2]. Je conviens qu'on pourrait m'objecter que cet auteur a écrit dans un temps où l'agriculture était fort déchue parmi les Romains; mais il serait aisé de prouver que de tout temps il y eut chez eux de vastes pâtures et des terres en friche. On pourrait encore ajouter que les famines dont les premiers siècles de la république nous offrent de

« et quam lætissimum volunt arvum. » (Col. Lib. II, cap. III.

Alternis idem tonsas cessare novales,
Et segnem patiere situ durescere campum.
(Virg. *Georg.* I.)

[1] « Agrum alternis annis relinqui oportet, aut paulò le-« vioribus seminibus serere, id est quæ minus sugunt ter-« ram. » (Lib. I, cap. XLIV.)

[2] « Terrenis aliis cultis atque aliis sylvestribus et aspe-« ris. » (Lib. II, cap. IX.)

fréquens exemples, les blés importés de Sicile et de Grèce en différentes occasions, forment de nouvelles présomptions contre cette préférence singulière qu'on veut donner à l'agriculture romaine sur la nôtre. Quant à celle de certains pays privilégiés, comme la Sicile, quelques parties de la Grèce, l'Égypte et plusieurs provinces de l'Asie-Mineure, il n'en faut parler que pour féliciter ces heureuses contrées sur la nature de leur climat et de leur sol, qui leur donnent presque spontanément ce qu'on n'obtient ailleurs que d'un travail long et pénible [1]. La seule chose à examiner, c'est si les lois des anciens et leur application aux travaux rustiques leur ont procuré une agriculture supérieure à la nôtre, abstraction faite de tout avantage local. Or, j'avoue que je ne vois rien qui me le démontre, et que jusqu'à ce que l'on me fournisse de nouvelles lumières, je crois que nous n'avons rien à leur envier. Au contraire, s'il fallait soutenir l'opinion opposée, je ne manquerais pas d'argumens assez plausibles. Je me contenterai d'en indiquer qui me paraissent même décisifs : c'est le changement dans la température de l'air, et la diminution des forêts. M. Hume a remarqué, d'après l'abbé Dubos, que le climat de Rome était autrefois beaucoup plus froid qu'il ne l'est de

[1] La Mauritanie, la Barbarie et l'Égypte, quoique gémissant sous un gouvernement oppressif, jouissent encore de ce privilége local, qui leur produit un excédant de subsistance capable de nourrir des nations entières.

nos jours [1]. L'an 480 de la fondation de Rome, la gelée fit mourir tous les arbres fruitiers; le Tibre fut pris en entier, et la terre couverte de neige pendant quarante jours. Juvénal, en nous peignant une femme superstitieuse, la représente rompant la

[1] Nous ne devons pas dissimuler que M. Wallace a répondu à cet article de la dissertation de M. Hume; mais en vérité il ne paraît l'avoir fait que pour soutenir une espèce de gageure de ne laisser aucun raisonnement sans réplique. Il n'a pas été plus heureux en cette occasion que dans bien d'autres. Il allègue quelques exemples de grands froids éprouvés dans les pays chauds. Il cite l'hiver de 1709; mais Juvénal a-t-il dit qu'il était arrivé une fois seulement qu'une femme superstitieuse ait cassé la glace du Tibre? Et quoique les orangers aient gelé quelquefois à Hières et à Nice, lorsque j'y vois ces arbres croître en pleine terre, tandis que dans toute la France et dans toute la Lombardie ils ne croissent que dans des caisses et dans des serres, ne suis-je pas fondé à dire qu'il fait plus chaud là qu'ailleurs? Strabon prétend que de son temps les raisins ne mûrissaient pas au nord des Cévennes : c'était faute de savoir cultiver la vigne, répond M. Wallace. Quelle logique!

Dès le temps de Columelle, on s'apercevoit d'un changement dans la température de l'air. Voici un passage qui le prouve suffisamment : *Multos enim jam memorabiles authores comperi persuasum habere longo ævi situ qualitatem cœli statumque mutari.* Parmi ces auteurs il cite Saserna dans les termes suivans : *Nam eo libro quem de agricultura scriptum reliquit, mutatum cœli statum sic colligit, quod quæ regiones antea propter hyemis assiduam violentiam nullam stirpem vitis aut oleæ depositam custodire potuerint, nunc mitigato jam et intepescente pristino frigore, largissimis*

glace du Tibre, afin de pouvoir y faire ses ablutions, etc. M. Hume ajoute à ces observations un passage de Diodore de Sicile, dans lequel cet auteur fait une description des Gaules, telle que nous pourrions de nos jours l'appliquer à la Norvège; et un

olivitatibus, Liberique vindemiis exuberent. Sed hæc sive falsa, seu vera ratio est, litteris astrologiæ concedatur. (Lib. I.) On voit, par le doute dans lequel Columelle nous laisse, que de son temps ce changement n'était pas encore bien marqué; et comme il est très constant que la situation des corps célestes n'a pas changé, on ne peut l'attribuer qu'à l'amélioration de l'agriculture qui, tandis qu'elle tombait chez les Romains, pouvait se perfectionner dans les Gaules, dans l'Asie et dans l'Afrique.

La physique nous apprend aussi comment les bois contribuent à conserver la froideur du climat, en interposant toujours des nuages et des brouillards entre le soleil et nous. Dans les pays découverts et cultivés, l'eau, en tombant sur la surface de la terre, trouve des plans inclinés sur lesquels elle coule rapidement, pour se rendre dans de vastes réservoirs. Les fossés, les canaux, les torrens, les fleuves sont autant de routes qui lui sont ouvertes. Au contraire, lorsqu'elle tombe sur les forêts, elle se distribue sur les branches et sur les feuilles des arbres, et se partage sur une infinité de surfaces. Dans cet état, elle se trouve comme les eaux salées sur les bâtimens de graduation, c'est-à-dire, dans une disposition perpétuelle à l'évaporation. D'un autre côté, celle qui est parvenue au pied des arbres, et qui s'est répandue dans les bruyères et dans les ronces, n'étant exposée ni au vent, ni au soleil, ne se dissipe presque jamais. De ces circonstances naissent la fréquence des nuages et des brouillards, et l'humidité du terrain.

autre de Strabon, qui nous apprend qu'au nord des Cévennes les raisins ne mûrissent plus. Or, on sait que la température de l'air tient encore plus à la nature du sol et à la perfection de l'agriculture, qu'à la plus ou moins grande distance de l'équateur. Québec est à peu près à la même latitude que Paris; et cependant le Canada est couvert de glaces la moitié de l'année. Il en est de même d'une grande partie de la Russie, qui est beaucoup plus froide que l'Allemagne et la Hollande, quoiqu'elle soit plus méridionale. Et quant à l'immensité des bois qui couvraient autrefois l'Italie, on en peut juger aisément par la facilité avec laquelle les Romains construisaient les flottes les plus nombreuses. En général, nous ne pouvons concevoir ni les armemens de Xerxès, ni ceux des Carthaginois et des Romains, ni même, dans des temps postérieurs, ceux de Saint-Louis sur les côtes de Provence, si nous ne supposons pas qu'il y avait autrefois beaucoup plus de bois que de nos jours, et qu'on les trouvait presque toujours à portée des côtes. Tout le monde a entendu parler de cette forêt sacrée que César fit abattre lors du siége de Marseille. Or, on peut assurer que dans toute la Provence on ne trouverait pas un seul arpent de bois propre à faire des charpentes [1]. Le desséchement d'une grande quantité de marais, l'écoulement procuré aux eaux stagnantes

[1] Du moins si l'on en excepte la montagne de l'Estrelle et les pays voisins des Alpes.

dans une infinité d'endroits, et surtout dans cette partie des Gaules appelée Belgique, sont encore de nouvelles preuves de l'augmentation de l'agriculture. Mais en voilà assez sans doute pour convaincre quiconque ne se sera pas fait un système, et n'aura pas entrepris de donner la torture aux faits, pour en tirer quelques dépositions en sa faveur.

Il nous reste maintenant à examiner si la population a fait les mêmes progrès, question qui serait très épineuse, si deux savans Écossais, en rassemblant les meilleures autorités, tant pour l'affirmative que pour la négative, ne l'avaient placée dans le plus beau jour dont elle soit susceptible.[1] M. Hume, cet écrivain, ce philosophe aimable, qui répand l'élégance dans la discussion, et l'agrément dans l'érudition, et qui, possédant surtout le talent de décider les autres, en doutant lui-même, sait toujours, sous l'apparence d'un scepticisme éclairé, se faire prévenir dans l'opinion pour laquelle il penche en secret; M. Hume a conjecturé et persuadé que les nations anciennes n'avaient pas été plus peuplées que les modernes. Nulle recherche n'a été épargnée de sa part pour mettre le lecteur en état de décider. Il avait eu connaissance de la dissertation de

[1] M. Hume : *Discourse of the populousness of ancient nations*. M. Wallace : *Dissertation on the numbers of mankind*. Ces deux morceaux sont traduits. J'ignore s'ils le sont fidèlement.

M. Wallace, qui établit une opinion directement opposée à la sienne. Il invita l'auteur à la rendre publique. M. Wallace le fit, et y joignit une réponse à M. Hume; réponse dans laquelle l'érudition et la dialectique n'étant pas tout-à-fait exemptes de prévention, de sophisme, et même de dureté, décèle quelquefois le Calédonien dans l'ami des Grecs. Nous allons donner ici à nos lecteurs une idée des principaux argumens sur lesquels ces deux auteurs se fondent.

Selon M. Hume, il est peu important d'examiner si le monde peut vieillir, et si les espèces peuvent dégénérer, parce que le petit espace dont l'histoire a formé ses fastes, et qui sert à la comparaison dont il s'agit, ne doit offrir et n'offre effectivement aucune nuance qu'il soit possible de saisir. Quoique les maladies aient varié, il serait tout aussi difficile d'en tirer aucune induction : si les anciens en avaient que nous ne connaissons pas, les modernes en éprouvent qui étaient connues aux anciens. D'ailleurs, notre auteur a observé, avec beaucoup de finesse, que dans toutes les sociétés policées la population est dans une espèce de gêne, et doit être considérée comme restreinte; de façon que, lorsque les contagions ont emporté un grand nombre d'hommes, les générations suivantes en réparent bientôt la perte (d). Les nations sont alors dans le cas des colonies naissantes, où l'on voit ordinairement les peuples se

(d) Comment population si prompte lorsque gênée?

multiplier dans une plus grande proportion que dans les métropoles. Cette observation ingénieuse s'est trouvée justifiée depuis par M. l'abbé Expilly, dont les calculs nous démontrent que les pertes occasionnées dans la Provence par la fameuse peste de 1720 sont déjà réparées (e). Puis donc qu'il n'existe aucune raison physique à alléguer sur cette question, il est nécessaire de recourir aux causes politiques et morales qui pourraient influer sur la population.

La différence la plus marquée entre les mœurs des anciens et celles des modernes, c'est l'esclavage généralement établi parmi les premiers, usage barbare, qui sépara l'espèce humaine en deux classes, et qui avilit indignement la plus utile de toutes, puisque pendant long-temps les mains consacrées aux travaux de l'agriculture et de l'industrie ne furent pas plus libres que celles qui étaient destinées au service domestique. Or, si toute administration oppressive tend à diminuer la population, cette classe d'hommes abjecte et malheureuse dut se multiplier moins que les autres. A cette présomption générale, M. Hume joint les observations les plus ingénieuses. Il trouve que les esclaves des Grecs et des Romains étaient pour la plupart composés d'étrangers : c'était le produit des guerres et des pirateries. Des hommes, des femmes, emmenés en captivité, étaient vendus à un prix d'autant plus vil,

(e) *Oui, par les voisins.*

qu'une plus grande quantité d'esclaves était conduite au marché; et ces expéditions passagères, ces événemens particuliers, qui mettaient des peuples entiers dans les fers, en causant une grande concurrence dans la vente, établissaient des prix bien inférieurs à ceux qui naissent d'un commerce journalier. Cette facilité d'avoir à bon marché des esclaves étrangers empêchait les anciens de laisser multiplier les leurs dans leurs propres maisons. Loin qu'ils encourageassent de pareilles éducations, on voit au contraire que les lois politiques et les principes des meilleurs économes s'y trouvaient directement opposés. Or, si d'un côté cette classe d'hommes, gênée dans sa propagation et surchargée dans ses travaux, devait tendre à se détruire, et si de l'autre elle faisait des recrues perpétuelles dans la classe des hommes libres que le sort de la guerre réduisait en captivité, n'en devait-il pas résulter un principe de dépopulation pour les hommes pris en général? [1]

Mais, dira-t-on, si les mœurs des anciens nous offrent quelques usages contraires à la propagation

[1] Parmi nombre de cruautés exercées contre les esclaves, et rapportées par M. Hume, je ne citerai que l'usage établi à Rome d'envoyer dans une île du Tibre, pour les y laisser mourir de faim, tous ceux que leurs infirmités rendaient inutiles. Cette manière de donner les invalides ne fait pas grand honneur à ce peuple si vertueux. Nous avons déjà parlé de la chasse aux Ilotes; mais tout cela n'est rien. Il n'en est pas moins vrai que les Spartiates et les Romains

de l'espèce humaine, ne trouvons-nous pas aussi dans leurs gouvernemens, dans leurs législations, de quoi compenser ces inconvéniens? La Grèce, l'Asie-Mineure, la Sicile et l'Italie étaient divisées en plusieurs petites républiques; là, le partage des fortunes était plus égal, les armées moins nombreuses, la paye des troupes moins forte, les dépenses, en général, moins onéreuses, toutes circonstances favorables à la population. Oui; mais d'un autre côté ces petits états étaient beaucoup plus souvent en guerre, les batailles étaient plus sanglantes, et les suites en étaient plus cruelles. D'ailleurs, les dissensions, les discordes civiles occasionnaient des massacres fréquens; et lorsqu'une faction, après des combats opiniâtres, avait remporté l'avantage, elle ne manquait pas d'exiler tous ceux qui étaient dans le parti opposé. De là il résultait que parmi ces peuples si heureux on ne voyait partout que des veuves, des orphelins, des bannis et des proscrits. [1]

étaient des hommes très vertueux, et que nous autres modernes, qui avons des hôpitaux de vieillards, d'incurables, d'orphelins, d'enfans-trouvés, etc. nous ne sommes qu'un amas d'hommes corrompus. (*f*)

[1] Voyez dans la tragédie d'*Eschyle*, intitulée *les sept Chefs devant Thèbes*, la description des malheurs qu'éprouvait une ville conquise.

M. Hume remarque que, lorsque Alexandre ordonna à toutes les cités de la Grèce de rappeler leurs exilés, le nom-

(*f*) *Prenez garde qu'on n'entende cela au pied de la lettre.*

Mais si par hasard ces républiques divisées tombaient au pouvoir d'un despote, rien n'égalait alors la cruauté avec laquelle il régnait; car on ne peut se dissimuler que si le gouvernement absolu est le partage ordinaire des grandes monarchies, la tyrannie proprement dite ne s'est guère élevée que sur les ruines des républiques. Je veux croire que nous n'ayons point d'idée de la sagesse des gouvernemens de Sparte et de Rome; mais on conviendra que nous n'en avons guère davantage d'une cruauté égale à celle des Denys et des Agathocle. Qu'importe la douceur prétendue de quelque législation ancienne, si cette douceur même conduit à la proscription et à la tyrannie? M. Hume remarque très judicieusement que l'abolition de la peine de mort pour les citoyens romains a donné naissance aux cruautés de Sylla, de Marius et des triumvirs. En effet, l'assassinat dut compenser l'indulgence d'une loi qui était impuissante contre le crime, et qui

bre de ceux-ci se trouva monter à vingt mille. Sur quoi j'observe que cette considération sert encore à expliquer comment il arrivait autrefois que les villes nouvellement fondées se peuplaient en très peu de temps. En effet, les campagnes étaient remplies de bannis qui ne savaient où se réfugier. Dès qu'un asile leur était ouvert, dès qu'ils espéraient y trouver le droit de bourgeoisie, droit que des hommes nés libres ne voulaient jamais perdre, ils ne manquaient pas d'accourir de tous côtés. C'est ainsi que Rome s'est peuplée, et non par la sagesse des lois et la perfection de l'agriculture.

laissait l'existence aux citoyens les plus dangereux.[1]

On a toujours regardé le commerce et les manufactures comme des alimens de la population; mais partout où l'on verra l'intérêt de l'argent très haut, la navigation imparfaite, de petits voyages payés très cher, et des armateurs faire des profits exorbitans, on aura lieu de présumer que le commerce et l'industrie sont encore dans leur enfance. Or, M. Hume prouve que chez les Grecs et les Romains l'intérêt de l'argent fut toujours à douze pour cent; que souvent les biens-fonds, tels que des maisons ou autres immeubles, étaient vendus au prix de quatre années du revenu; enfin, qu'un simple voyage d'Athènes dans la mer Adriatique, rapportait jusqu'à cent pour cent de retour. Il est vrai qu'on peut objecter que partout où le luxe n'a pas établi son empire, on n'a besoin que de l'agriculture pour soutenir une nombreuse population; mais cette agriculture, subordonnée au simple nécessaire, qui n'est encouragée ni par l'exportation, ni par le bon prix des denrées, ni même par la facilité des échanges, peut-elle jamais être florissante? Et s'il arrive que dans quelques endroits elle soit seulement très féconde, ne doit-on pas l'attribuer à l'heureuse disposition du sol et du climat? La bonne agriculture consiste moins à jeter des semences sur un terrain qui

[1] Voyez ce que nous avons dit plus haut, en parlant des Romains.

produit de lui-même, qu'à vaincre la nature partout où elle est rebelle, à varier, à multiplier ses productions. Or, c'est un art que les anciens, et surtout les Grecs, semblent avoir ignoré. Columelle observe que, suivant Xénophon, tout homme pouvait être bon agriculteur, et qu'il ne fallait pour cela, ni grand travail, ni grande intelligence; sur quoi je remarquerai à mon tour que si le luxe et le commerce n'établissaient pas des ventes et des échanges, l'agriculture, en général, ne pourrait manquer de déchoir, parce qu'elle se verrait bornée aux seules productions de première nécessité. En effet, toutes les terres qui ne seraient propres qu'au chanvre, au lin, aux mûriers, aux bois de teinture, au safran, au café, à l'indigo, etc., seraient désertes et stériles. Mais les hommes qui cultivent ces sortes de productions doivent pourtant être nourris aux dépens de ceux qui cultivent des terres à blé. Ils ne peuvent donc leur faire accepter leurs denrées qu'en provoquant chez eux une plus grande industrie, une agriculture plus riche, qui produise au colon un excédant de subsistance, et lui fournisse de quoi suffire à ses échanges.

M. Hume ne se contente pas de rassembler toutes les autorités, toutes les conjectures qui peuvent servir de présomption; il passe à l'examen des faits, c'est-à-dire de tous les passages qui nous donnent quelques notions exactes de l'état de la population parmi les anciens; et c'est ici qu'il nous devient im-

possible de le suivre sans le traduire. Il nous suffira d'observer avec lui que rien n'est plus fautif dans les manuscrits que tout ce qui a rapport à des valeurs numéraires, exprimées en chiffres; que les auteurs qui nous donnent l'idée la plus favorable de la population ancienne, tels, par exemple, qu'Hérodote et Diodore de Sicile, nous ont transmis des calculs contradictoires et des résultats extravagans; que d'un autre côté ceux qui méritent le plus de confiance, et qui paraissent le mieux fondés en raisons, ne nous donnent pas lieu de penser que la terre ait été plus peuplée autrefois qu'elle ne l'est à présent; qu'à la vérité l'histoire nous offre toujours quelques exemples d'une grande population; mais que le tout est de savoir si ces exemples ont été simultanés; car il est important de comparer les époques, et de ne pas regarder comme un avantage commun à tous les anciens ce qui n'a été qu'un déplacement successif de bonheur et de prospérité.

Tels sont à peu près les résultats de la dissertation de M. Hume. C'est avec regret que nous nous sommes vus obligés de la dépouiller de l'érudition variée dont elle est enrichie, et des réflexions ingénieuses dont elle est ornée; mais nous avons cru faire plaisir à nos lecteurs en leur donnant une légère idée de cet ouvrage, qu'ils pourront consulter aisément, si nos observations ont eu le bonheur de leur inspirer quelque goût pour ces matières intéressantes.

Passons maintenant à M. Wallace. Ici nous trouvons d'abord de très beaux calculs sur la propagation possible de l'espèce humaine, en la supposant sortie d'un seul couple; et nous avons la consolation d'apprendre qu'au bout de 1233 ans elle aurait pu s'étendre jusqu'à 412, 316, 860, 416 individus. Or, comme il y avait trois couples dans l'arche de Noé, notre auteur explique aisément comment les nations les plus anciennes pouvaient être très peuplées malgré la récence de leur origine; et je pense comme lui, car je ne vois pas même de comparaison entre le nombre des Égyptiens, des Assyriens, des Babyloniens, etc. et celui des poux, des punaises, des chenilles et autres insectes ou reptiles, sortis du même asile.

Après avoir donné ce premier échantillon de sa philosophie, M. Wallace passe à l'examen des causes qui peuvent aider ou nuire à la population; ce qui le conduit à avancer que le commerce, les arts et les manufactures y mettent un très grand obstacle. En effet, ceux qui travaillent à différens métiers sont obligés de vivre aux dépens des agriculteurs, lesquels, en cultivant pour les artisans, cultivent aussi pour eux-mêmes. Mais si les artisans devenaient cultivateurs, ils feraient naître des productions pour eux et pour d'autres, et ainsi de suite; de façon que nous aurions une série immense de producteurs de superflu. Rien de plus conséquent sans doute; c'est dommage que les faits soient

directement contraires. On voit en effet que ceux qui ne trouvent ni échanges à faire, ni prix convenable pour leurs denrées, ne cultivent pas même pour leur propre subsistance. De là vient que tant de nations ont vécu misérablement avec un terrain immense, et que la terre a été couverte de peuples pêcheurs, chasseurs et nomades.

M. Wallace, satisfait de ces considérations préliminaires, se jette bientôt dans l'examen des autorités qui déposent en faveur de la population ancienne. Nous nous dispenserons aussi de le suivre dans ces détails, mais avec bien moins de regret que nous n'en avons eu tout à l'heure; car nous sommes loin de trouver chez lui la même précaution et la même critique que chez M. Hume. Pour donner une idée de la manière dont M. Wallace procède, nous dirons qu'il entasse sans choix les passages de plusieurs poètes avec ceux d'Hérodote et de Diodore de Sicile, auteurs dont l'exactitude est plus que suspecte, et que non content de se servir de pareilles autorités, il sait encore les altérer, lorsqu'il ne les trouve pas assez favorables à ses opinions. A-t-il lu dans Diodore de Sicile que l'Égypte ne contient que sept millions d'habitans ; il redresse sur-le-champ son auteur, et voici comme il raisonne : Diodore a dit que cette nation entretenait quatre cent mille hommes de troupes réglées; mais la France, qui a vingt millions d'habitans, n'entretient que deux cent mille hommes. Donc l'Égypte, qui

avait quatre cent mille soldats, devait avoir quarante millions d'habitans. Un Égyptien pourrait tout aussi bien dire : Ma patrie n'avait que sept millions d'habitans dans le temps qu'on creusait le lac Mœris; or, la France en a plus de vingt, donc elle doit avoir creusé un lac trois fois plus grand que le nôtre. Si par malheur César a dit, dans ses Commentaires, que, dans un grand armement des Gaules, la Belgique n'avait mis que deux cent quatre-vingt-dix-huit mille hommes sur pied, notre auteur, qui sent la force de l'objection, se tire aisément d'embarras : 1°. dit-il, dans les spécifications de ces forces, César a remarqué que les Bellovaces seuls, qui n'avaient armé que six mille hommes, pouvaient en fournir jusqu'à dix mille; il faut donc augmenter la somme totale de cette armée, ce qui donne quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent soixante-six soldats, lesquels, ne pouvant être regardés que comme le quart de la population en général, supposent un million neuf cent quatre-vingt-six mille six cent soixante-quatre individus. 2°. On trouve encore dans les Commentaires de César, que chez les Gaulois il y avait deux classes d'hommes : l'une composée de citoyens libres qu'il appelle les *Chevaliers;* et l'autre d'une espèce de serfs, parmi lesquels on comptait un grand nombre de citoyens ruinés, qui s'étaient mis dans la servitude des nobles. César ajoute que, dès qu'il y a guerre, tous les chevaliers prennent les armes : *Omnes in bello versantur.* Cette auto-

rité, qui est positive pour ceux-ci, M. Wallace la rend négative pour le peuple, c'est-à-dire qu'il l'exclut de toute fonction militaire, ce qui le conduit à conclure ainsi : La Belgique pouvait armer quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent soixante-six nobles ou chevaliers, dont le nombre quadruplé, pour trouver la population générale de cette classe, est égal, à peu près, à deux millions. Or, j'évalue la seconde classe au triple de celle-là; donc il est démontré que la Belgique avait huit millions d'habitans; mais elle n'était que le quart de la Gaule: donc il est démontré que la Gaule avait trente-deux millions d'habitans.

César serait toujours bien incommode sans cette excellente sagacité de notre auteur. Il dit ailleurs que les Helvétiens, qu'il combattit lorsqu'ils abandonnèrent leur pays, étaient alors au nombre de deux cent (*g*) soixante-trois mille hommes. M. Wallace répond, sans hésiter, que César n'était pas bien au fait; que d'ailleurs toute la nation ne dut pas se résoudre à cette émigration; qu'il est vraisemblable que les druïdes, entre autres, attendirent l'événement. J'avoue qu'il a été de tout temps, dans le caractère des druïdes, de ne pas s'exposer, et de laisser les autres se battre pour eux; mais je vois plus de morale que de critique dans cette allégation.

Voici encore un autre exemple des calculs de M. Wallace. Polybe a fait une énumération des forces

(*g*) *Trois cents.*

que les Romains pouvaient mettre sur pied au commencement de la seconde guerre Punique, et cette évaluation monte à sept cent mille hommes de pied, et soixante-dix mille chevaux. M. Hume, qui n'a rien omis de ce qui était le plus contraire à son opinion, a observé que les provinces qui devaient fournir cette armée ne faisaient pas le tiers de l'Italie. Son adversaire s'empare du même passage; il quadruple ce nombre, et le triple ensuite, pour avoir la totalité de la population de l'Italie, ce qui fait, à peu près, douze millions; mais, ajoute-t-il, il ne s'agit ici que des hommes libres. Or, supposons trois fois autant d'esclaves, ne voilà-t-il pas quarante-huit millions d'hommes tout trouvés? Ne voulez-vous que deux fois autant d'esclaves, cela fait toujours trente-six millions d'habitans, et cela est très honnête.... Ainsi, en supposant les douze millions d'hommes libres, divisés en trois millions de familles, dont chacune sera composée de quatre personnes seulement, M. Wallace donne, par le premier calcul, douze esclaves, et par le second huit esclaves par famille; de sorte que tous ces pauvres citoyens, qui ne possédaient pas vingt mines de bien, et qui, à raison de leur indigence, étaient dispensés de porter une cuirasse, avaient, tout au moins, cinq ou six esclaves chez eux. Voilà qui est bien merveilleux. Il me semble que je raisonnerais tout différemment. Ce n'était que le tiers de l'Italie qui fournissait les sept cent soixante-dix mille hommes;

mais c'était la partie la plus peuplée, puisque les Alpes et l'Apennin étaient et sont encore un pays très sauvage [1]. D'ailleurs, Rome était florissante; elle avait dejà dépouillé plusieurs nations : c'était la capitale de l'Italie. Je suis donc fondé à croire que la population des deux autres tiers de l'Italie pouvait à peine égaler celle des Romains et de leurs alliés. Or, en supposant que ces sept cent soixante-dix mille combattans représentent un nombre de trois millions quatre-vingt mille citoyens libres, je me contente de doubler ce nombre, pour avoir toute la population de l'Italie, et je trouve six millions cent soixante mille hommes libres. Je calcule ensuite les esclaves; et comme je n'en dois guère supposer qu'à ceux qui sont assez riches pour être compris dans le cens équestre [2], j'en compte deux par chaque

[1] Tite-Live rapporte que dans l'an 555 de la fondation de Rome, le consul Cornelius ayant attaqué les Insubriens, on fit monter au nombre de quinze les villes qu'il avait prises, et à vingt mille celui de leurs habitans. (*Voyez* Liv. II, *Décade IV*.) Ce calcul ne porterait qu'à 1333 hommes la population de chacune de ces villes. (*h*)

Nous rapportons ce passage d'autant plus volontiers qu'il paraît avoir échappé également à M. Wallace et à M. Hume.

[2] Ceux qui connaissent un peu la milice romaine trouveront même ce calcul trop favorable; car nous ne sommes obligés d'admettre le *census equestris* que pour les véritables che-

(*h*) *On comptait les citoyens, non les esclaves, non les femmes et les enfans.*

chevalier romain, ce qui me donne cent quarante mille esclaves. Je double encore ce nombre pour les familles patriciennes, et je trouve en tout deux cent quatre-vingt mille esclaves. Je crois pouvoir assurer que le reste de l'Italie, beaucoup moins riche à proportion, beaucoup moins heureux à la guerre,

valiers romains qui formaient la cavalerie des légions. Tout le reste de la cavalerie romaine était composé d'alliés; c'est ce qu'on appelait *Alæ sociorum*. Or, on ne voit nulle part que cette cavalerie alliée fut soumise aux mêmes lois que celle des Romains. Ainsi, c'est être fort indulgent que de supposer le *census equestris* aux soixante et dix mille hommes de cheval dont Polybe fait mention. Voyez Juste-Lipse *de Militia Romana*, les *Mémoires* de M. Le Beau *sur la légion, etc.*

Nous remarquerons encore qu'on pourrait bien s'être trompé de beaucoup sur le nombre d'esclaves qu'on a donné aux anciens. M. Hume et M. Wallace ont cité un passage de Florus, qui nous apprend qu'Eunus et Athénion ayant enfoncé les maisons de force où l'on gardait les esclaves, levèrent une armée de soixante mille hommes. Dans toutes les guerres des esclaves on ne voit pas que leurs armées fussent aussi nombreuses qu'elles auraient dû l'être, si le nombre de ces malheureux eût été tel qu'on se l'imagine. Il faut observer encore qu'au commencement de la guerre Punique, les Romains possédant des fortunes plus modiques et plus égales, n'avaient pas encore livré l'agriculture à des mains esclaves. Ce ne fut qu'après les triomphes des Metellus et de Émiles que les richesses s'introduisirent dans cette capitale. Enfin, je persiste à croire mon calcul très raisonnable, lorsque je suppose qu'au commencement de la seconde guerre Punique il n'y avait que cinq cent mille

n'en possédait pas la moitié autant. Je lui en suppose cependant deux cent vingt mille, ce qui me donne en tout cinq cent mille esclaves, lesquels, ajoutés à six millions cent soixante-six mille citoyens, forment une population de six millions six cent soixante mille habitans; nombre très inférieur à celui qui existe de nos jours en Italie, malgré la grande quantité

esclaves dans l'Italie. Une autre preuve que celui de M. Wallace est très exagéré, c'est qu'il convient lui-même que Caton le censeur payait ses esclaves la valeur de quarante-huit livres sterling, c'est-à-dire, à peu près, 1100 liv. de notre monnoie. Or, il y a tout lieu de croire que, du temps de Caton, leur prix avait plutôt diminué qu'augmenté, vu le grand nombre de captifs qu'on avait faits. Supposons-le cependant augmenté, et évaluons le prix d'un esclave, avant la seconde guerre Punique, à la somme de cent pistoles. Trente-six millions d'esclaves formeraient un capital de trente-six milliards. De plus, suivant Caton le censeur, il ne fallait que treize esclaves pour cultiver deux cent quarante journaux, c'est-à-dire plus de cent trente arpens, ce qui fait plus de dix arpens par esclave. Or, M. Wallace assure que l'Italie contient quarante-huit millions d'arpens. Suivant ce calcul, en supposant qu'aucun Romain ou qu'aucun Italien libre ne travaillât à la terre, il aurait suffi de quatre millions d'esclaves, à peu près. Mais à quoi aurait-on employé le reste dans un pays où il n'y avait ni manufactures, ni commerce? Avant de finir cette longue note, je dois encore avertir que la richesse des chevaliers romains, du temps de Cicéron, ne fait pas une objection contre la modicité de fortune que je leur ai supposée lors de la seconde guerre Punique. Cette richesse ne doit être attribuée qu'au métier de financiers qu'ils exercèrent dans les provinces.

de prêtres et de moines dont cette contrée est infectée.

Nous nous croyons dispensés de suivre désormais M. Wallace, surtout dans ses réfutations de M. Hume, où il ne paraît pas avoir été plus heureux que dans ses assertions. Mais après avoir donné quelques exemples de la philosophie qu'il a répandue dans son ouvrage, et de la manière dont il a employé les faits et les autorités, nous invitons le lecteur à se procurer sa dissertation, et nous l'assurons qu'il y trouvera un excellent choix d'érudition développée partout avec élégance et clarté. Pour nous, nous pensons que les guerres étant devenues moins fréquentes, que le commerce, l'industrie et l'agriculture s'étant étendus et perfectionnés, la terre, en général, est plus peuplée qu'elle ne l'était autrefois, et que sans parler de quelques endroits privilégiés, où l'espèce humaine paroît encore se plaire particulièrement, malgré l'oppression sous laquelle elle gémit, les nations modernes qui sont policées, ne sont pas moins nombreuses que les anciennes. Nous croyons même pouvoir en apporter une preuve que M. Hume a négligée; c'est la diminution sensible des bêtes féroces et de tous les animaux malfaisans. Il faudrait peut-être dix ans à un empereur turc pour rassembler la quantité de lions, de tigres, de panthères, que les empereurs romains, les consuls, les édiles même faisaient paraître dans ces chasses extraordinaires qu'on donnait

en spectacle au peuple. Quant à la population de quelques nations en particulier, nous croyons avec M. Hume que si, en se plaçant entre Calais et Douvres, on traçait un cercle dont le rayon aurait cent lieues, on trouverait une population supérieure à celle qu'une même étendue de terrain pourrait offrir chez les anciens, en quelque endroit qu'on voulût la prendre. [1]

[1] Peut-être ce centre pourrait-il être mieux choisi pour l'objet que M. Hume s'est proposé. Je suis persuadé que si on le plaçait à Lyon ou un peu plus loin, de façon que le cercle décrit pût comprendre l'Alsace, la Souabe, la Suisse et la Lombardie, on trouverait de quoi contrebalancer les calculs les plus exagérés en faveur de l'antiquité. L'Italie même, prise en entier et dans son état actuel, pourrait soutenir le parallèle. Je sais que la Campagne de Rome, la Pouille et la Calabre sont presque désertes en comparaison de ce qu'elles étaient autrefois; mais si tout voyageur s'afflige d'être obligé de chercher les ruines de Pestum au milieu des ronces et des marais, quel plaisir n'a-t-il pas ensuite, lorsque traversant la Lombardie, il trouve à chaque station de poste une ville florissante, qui pourrait servir de capitale à un royaume entier? Quand on pense qu'un homme un peu pressé, partant de Venise, pourrait traverser dans un jour Padoue, Vicence, Vérone, Bresce, Bergame et Milan; loin de porter envie à l'antiquité, on s'étonnera plutôt qu'après tant de guerres civiles et tant de révolutions, après une si longue suite de mauvaises lois et de mauvais gouvernemens cette contrée soit encore la plus florissante de l'Europe.

Les écrivains qui ne s'occupent que de politique, et qui

ne sortent point de leur cabinet, ne connaissent pas toutes les ressources de la nature. Dans les arrêts de proscription qu'ils lancent contre tout ce qui n'obéit pas à leurs principes, ils sont sujets à trouver bien du mécompte. J'en ai souvent cherché la raison, et cela avec d'autant plus d'inquiétude, que je ne pouvais refuser mon approbation ni à ces principes, ni aux conséquences qui paraissaient en découler naturellement. Or, je crois que cette différence entre les faits et la spéculation vient de ce qu'on ne considère pas assez les nuances de dégradation dont l'espèce humaine est susceptible. Tel régime, tel gouvernement qui porterait la désolation, la dépopulation même dans une nation éclairée, est loin de produire le même effet sur un peuple abruti ou avili. Si l'on établissait en Provence ou en Languedoc le même gouvernement qui régit à présent l'Archipel, nul doute que ces provinces ne tombassent bientôt dans l'état le plus déplorable; et cependant la Grèce a encore une nombreuse population; elle est habitée par un peuple gai et content. Une autre considération sur laquelle on n'a pas assez insisté, c'est le concours des avantages du climat avec ceux de la législation. Moins un peuple jouit des premiers, plus il a besoin des seconds. Remarquez que la prospérité des nations septentrionales a toujours été factice, toujours fondée sur la guerre et sur la politique. C'est vers le Nord, c'est sous un ciel triste et nébuleux que dans ces temps modernes les armées se sont instruites et disciplinées, que la navigation s'est perfectionée, que la tolérance et la liberté se sont établies. Voilà les plus grands efforts, les plus beaux succès dont la raison humaine puisse se vanter. Si vous voulez juger de ses progrès, n'allez donc pas vers l'Orient ou vers le Midi, où le sol et le climat ont fourni tant d'élémens pour le bonheur public. Plus cette quantité *constante* dans l'équation sera considérable,

certain de la raison humaine. Air
exemple, de comparer l'Italie anci
derne, je ne voudrais pas transport
l'entrée de ce magnifique golfe de N
développer à ses yeux une capitale su
de 400,000 personnes, et nombre d
de maisons de plaisance, dont l'asp
gards; dans cet heureux pays la nat
et la terre ont appelé les hommes : j
non plus dans la capitale du monde
chemin les campagnes abandonnées
mais il reconnaîtrait en même temps
d'être maîtresse du monde pour être
que l'air qu'on y respire est insalub
le sol même et les eaux qui l'imbibe
l'arrosent, sont sulfureuses et stagna
partenait qu'aux anciens Romains d
obstacles, et de vaincre la nature : j
nise, où il s'étonnerait à l'aspect d'u
du sein des eaux; je le ferais navigu
Gênes, où il verrait avec surprise au
un sol qui suffit à peine à l'habitat

e pareilles richesses; si aucun peuple de l'anti-

leurs jugemens ne portent que sur un seul principe : ils n'y voient, en effet, qu'un peuple opprimé et livré à la superstition. Mais ils ne font pas attention que ce peuple est le restaurateur des arts, des sciences et des lettres; qu'il fut jusqu'au seizième siècle le premier peuple du monde; qu'il n'a pu perdre entièrement ces heureuses dispositions qui lui donnèrent la prééminence sur les autres nations; qu'une longue paix, un gouvernement plus prospère le rappellent incessamment à son état naturel; enfin, que s'il n'est plus ce qu'il a été, il n'est ni ce qu'on le suppose, ni ce qu'il sera un jour.

CHAPITRE VI.

Continuation du même sujet, et particulièrement des progrès de la population chez les nations modernes.

MAINTENANT que nous avons mis le lecteur en état de décider sur la question précédente, il s'en présente une encore plus importante, et peut-être plus difficile à résoudre. La population a-t-elle augmenté ou diminué depuis quelques siècles? Est-elle parmi nous, surtout, dans un état d'accroissement ou de dépérissement? Cette question, qui depuis longtemps aurait dû être décidée par des dénombremens, n'a guère été jugée que par l'humeur et la flatterie. En effet, suivant qu'on a voulu louer ou blâmer le gouvernement, abroger d'anciennes lois ou en préconiser de nouvelles, on a dit : la diminution sensible dans la population, l'augmentation marquée dans la population, prouvent, etc. Et comme la satire et la louange ne sont guère plus exactes l'une que l'autre, l'exagération s'est trouvée également des deux côtés.

M. de Voltaire, supérieur à tout préjugé comme à toute critique, décide en faveur de notre âge dans l'immortel ouvrage qu'il a écrit pour l'instruction et la consolation de l'humanité [1]. Cet historien philo-

[1] Voyez le dernier chapitre de l'*Essai sur l'histoire géné-*

sophe ne s'est point dissimulé le détriment que nos législations superstitieuses, que le gouvernement des prêtres, leur intolérance, leur multitude, leur célibat, ont dû causer à la population. Mais il a pensé que ces inconvéniens avaient été compensés par l'augmentation du commerce et de l'industrie; et il a observé qu'une seule différence dans l'exercice du droit de la guerre avait suffi pour faire pencher la balance en faveur des modernes : c'est que dans les guerres innombrables qu'ils ont essuyées, on n'a jamais transporté les nations vaincues. « Les guerres « civiles, dit-il, ont long-temps dévasté l'Allemagne, « l'Angleterre et la France ; mais ces malheurs furent « bientôt réparés, et l'état florissant de ces contrées « prouve que l'industrie des hommes a été encore « plus loin que leur fureur. Quand une nation connaît « les arts, quand elle n'est point subjuguée, trans- « portée par les étrangers, elle sort aisément de ses « ruines, et se rétablit toujours. »

L'Europe renferme du moins quelques nations auxquelles personne ne refuse une population nombreuse; parce que les faits se trouvant conformes

rale. C'est dans cet ouvrage immortel qu'il faut chercher le germe de toutes les vérités que nous ne faisons que développer. Un homme de lettres, fait pour en apprécier et le style et les pensées, a dit que *c'était le plus beau tableau que l'éloquence eût offert à la raison*. Mais l'esprit léger et superficiel de la plupart des lecteurs jouit un moment de l'éloquence, et néglige bientôt la raison.

aux principes les plus généralement avoués, on n'a eu aucun intérêt à les nier. Telles sont la Suisse et la Hollande. Il est sûr que depuis les deux fameuses révolutions qui les affranchirent de la domination autrichienne, elles ont considérablement augmenté en population comme en prospérité. L'Allemagne, où les femmes sont si fécondes, doit profiter de plus en plus de cet avantage particulier, parce que les paix y deviennent plus fréquentes, et que l'intérêt des souverains a été jusqu'ici conforme à celui des paysans, qui commencent à sortir de l'oppression dans laquelle leurs seigneurs les tenaient depuis long-temps. Le Danemarck, affranchi de la tyrannie des grands, et heureux jusqu'à présent sous les maîtres qu'il s'est donnés, a vu fleurir dans le sein de la paix son commerce et sa navigation; il est plus riche, plus tranquille; il est donc plus peuplé. Il n'en est pas de même de la Suède, qui, semblable à une terre livrée pendant long-temps aux braconniers, ne s'est pas encore relevée des pertes qu'elle a essuyées sous le gouvernement d'un héros. Ce n'est pas dans cette contrée que la liberté a paru sous les meilleurs auspices. Cette succession de démocratie dans les diètes, d'aristocratie dans le gouvernement intermédiaire du sénat, de monarchie dans la médiation royale, a plutôt alterné que compensé les efforts, et l'on regrettera toujours qu'une nation noble et courageuse ne s'assemble guère que pour faire des lois absurdes sur le change et sur le commerce; comme

si les héros du Nord et les libérateurs de l'Allemagne, transformés en agioteurs et en banquiers, avaient pris pour modèle les Law au lieu des Gustave. [1]

On a exagéré la population de la Russie; mais quoique le travail immense de Pierre-le-Grand ne se laisse plus apercevoir qu'à Pétersbourg et à Cronstadt, on peut assurer que ce vaste empire est plus peuplé qu'il ne l'était du temps de ses premiers ducs. La Pologne s'était maintenue jusqu'ici dans sa périlleuse liberté [2]; elle est dans le même cas que la Russie, plus riche, plus peuplée qu'elle ne l'était sous les Jagellons.

Le beau climat de l'Italie, la fécondité de son sol

[1] Ceci a été écrit avant la révolution. On sait que depuis cette époque la Suède a éprouvé une amélioration continuelle. C'est au temps présent à jouir de ces avantages, et à la postérité d'en apprécier les sources, en assignant ce que la nation doit à sa nouvelle constitution, et ce qu'elle tient plus immédiatement du monarque bienfaisant et éclairé qui en est l'auteur.

[2] Un Polonais à qui on objectait les troubles de sa patrie, répondit : *J'aime mieux une liberté périlleuse qu'un esclavage tranquille.* (Voyez l'*Histoire de Sobieski* ou la *Voix libre du citoyen.*)

Je me suis souvent demandé pourquoi la Pologne avait conservé si long-temps un si mauvais gouvernement; j'ai pensé que c'est à cause du voisinage des Turcs et des Russes. En effet, IL N'Y A POINT DE LIBERTÉ DIFFORME A CÔTÉ DU DESPOTISME.

et la variété de ses productions sont de si puissans attraits pour les hommes, qu'elle ne paraîtra jamais aussi peuplée qu'elle devrait l'être. Cependant c'est encore de toutes les contrées de l'Europe celle où la population est la plus nombreuse. Le Milanais contient 1200 habitans par lieue carrée. La plus grande partie de la Lombardie, les côtes de la mer Adriatique, *la campagne heureuse*, ou les environs de Naples, ne le cèdent pas au Milanais : et si nous continuons à parcourir le Midi, nous trouverons que l'Espagne même, malgré l'expulsion des Maures, la destruction des Juifs, malgré l'intolérance, la superstition, la multiplication des moines et du clergé, contient encore dix millions d'habitans, quoiqu'il ait plu à la plupart des écrivains politiques de ne lui en donner que sept. Restent donc les Français et les Anglais, lesquels, comme les plus éclairés de tous les peuples, ont les connaissances les moins exactes sur la population et sur nombre d'objets aussi intéressans. Cette phrase, qui tient un peu du paradoxe, s'expliquera aisément, si l'on fait attention que chez les peuples ignorans c'est le gouvernement qui fait toutes les recherches utiles, et il a ordinairement des moyens suffisans; au lieu que chez les peuples éclairés cette besogne est assez communément abandonnée à l'activité des particuliers. Les administrateurs n'étant pas avertis par de trop grands inconvéniens, et ayant perpétuellement devant les yeux une machine très étendue et très

compliquée, passent toute leur vie politique à en étudier les ressorts, et à craindre d'y toucher; et si le hasard fait qu'un jour on ait besoin de quelques faits ou de quelques calculs, on a recours enfin à ces auteurs de bonne volonté qu'on a négligé d'éclairer ou d'encourager; mais il arrive alors que leur nombre immense fournit des armes à toutes les opinions; on dispute long-temps, on résout peu, et l'on sait encore moins.

Tel a été parmi nous le sort de la grande question sur le nombre de nos compatriotes. On sait qu'à la paix de Riswyck il se trouva sensiblement diminué : cependant les calculs de M. de Vauban le faisaient monter à 19 millions, quoique la Lorraine ne fût pas encore annexée à notre monarchie [1]. Ceux des intendans ordonnés par M. le duc de Bourgogne n'étaient pas tout-à-fait si favorables. La guerre de la Succession fut encore plus funeste que celles qui l'avaient précédée. Depuis cette époque, la longue paix qui a suivi le traité d'Utrecht, les progrès du commerce et la tranquillité intérieure avaient dû recruter la nation; mais la dépopulation était devenue à la mode. On assura gratuitement, et sans alléguer aucune raison, que la France n'avait pas même seize millions d'habitans. Cette exagération tenait à un système très exagéré lui-même. Enfin il est arrivé, suivant notre usage ordinaire, que des particuliers, sans avoir d'autre mission que le pur

[1] Voyez *Projet d'une dîme royale.*

zèle pour le bien public, se sont avisés de commencer des recherches plus sérieuses. Des magistrats respectables ont profité des différentes administrations dont ils avaient été chargés pour constater au moins quelques élémens propres à servir de base à des calculs ultérieurs. Tel est le travail de M. de La Michodière, rédigé et publié par M. de Messence, l'un des ouvrages les mieux conçus et les plus simples qu'on ait faits dans ce genre.

M. l'abbé Expilly a profité de ces documens et s'en est encore procuré d'autres. On a rassemblé des dénombremens exacts; on a recueilli des aperçus et des approchés; on a comparé les époques, etc. Il résulte de ce travail que la population de la France est augmentée, depuis cinquante ans, d'environ un douzième, et qu'on doit la porter à présent à vingt-un ou vingt-deux millions d'habitans. [1] (*a*)

[1] M. de Vauban (*b*) avait supputé que la France ne contenait guère plus de 627 hommes par lieue carrée de 2282 toises. Il assure cependant que par des calculs très exacts, il s'en est trouvé plus de 700 dans les provinces de Bretagne, de Picardie, d'Artois et de Normandie. Or, M. de La Michodière en a trouvé dans la généralité de Rouen 1258 par lieue carrée de 2400 toises, dans celle de Lyon 866, et dans celle d'Auvergne 640. Le terme moyen de ces généralités est de 864, et ce terme moyen peut d'autant mieux

(*a*) *Donc en six cents ans la France serait peuplée de quarante-quatre millions d'hommes. Serrez, serrez.*

(*b*) *Bois-Guillebert, sous le nom de Vauban.*

Enfin le gouvernement, déterminé par l'impulsion générale, a porté son attention sur cet objet intéressant; et profitant des élémens déjà trouvés, il

s'adapter à tout le royaume, que si la généralité de Rouen est la plus peuplée, celle d'Auvergne est dans un cas absolument contraire. Il résulte d'un très beau travail que M. de Voglie, inspecteur des ponts et chaussées, a fait sur la généralité de Tours, que cette généralité qui contient trois provinces, l'Anjou, le Maine et la Touraine, a 946 habitans par lieue carrée. Dans 603 paroisses dénombrées avec beaucoup d'exactitude, il a trouvé que le rapport du nombre total des habitans était à celui des naissances dans le rapport de 23 $\frac{1}{3}$ à 1. Dans les villes de la même généralité ce rapport est de 33 à 1. M. l'abbé Expilly le suppose de 25 à 1 pour tout le royaume, et l'on voit dans le livre de M. de Messence, que ce même rapport, y comprenant les villes et les campagnes, est de 25 à 1 dans la généralité d'Auvergne; dans celle de Lyon comme 23 $\frac{1}{4}$ à 1, et dans celle de Rouen comme 27 $\frac{1}{2}$ à 1; ce qui prouve que l'évaluation totale de la population du royaume, en multipliant les naissances par 25 $\frac{1}{4}$, n'est point exagérée. Quant aux calculs de M. de Vauban, qui furent établis d'après les mémoires des intendans en 1699, le même administrateur, patriote et éclairé, à qui nous devons les recherches sur la population citées ci-dessus, a suffisamment prouvé qu'ils étaient très fautifs, et qu'il y avait eu des provinces entières oubliées (Voyez *Journal du commerce*, juillet 1762.) Peut-être les calculs actuels seront-ils encore perfectionnés, mais du moins ils sont faits avec précaution, et ils portent sur des élémens sur lesquels on peut compter. Il en résulte que la France ayant en 1772, 23,811,236 habitans, et contenant 26,954 lieues carrées de 2282 toises, on y peut compter en général 883 habitans par lieue carrée.

s'est procuré un dénombrement total du royaume, fondé sur les naissances, sur les morts et sur les mariages. Voici le résultat des dénombremens ordonnés dans les années 1770, 1771 et 1772, dont on a fait une année commune. Les naissances multipliées par 25 $\frac{1}{4}$ ont donné 23,205,122 habitans. Les mariages multipliés par 124 : 22,487,235 ; les morts multipliées par 33 : 25,741,422 ; terme moyen des trois élémens différens, 23,811,259.

Si la plupart de nos lecteurs voient avec plaisir que la France est plus peuplée qu'on ne l'avait cru jusqu'ici, nous espérons qu'ils se consoleront aisément lorsqu'ils apprendront en même temps que le nombre des moines diminue sensiblement. Suivant un état fait avec la plus grande exactitude et par ordre du gouvernement, il se montait, il y a déjà quelques années, à 26,674, dont 15,338 mendians, c'est-à-dire Franciscains. Or, il n'est pas douteux que le nombre des religieux ne soit encore diminué depuis. Des calculs sur lesquels on peut compter, nous apprennent que depuis l'année 1726 jusques et compris l'année 1744, c'est-à-dire, en dix-neuf ans, il est mort dans la seule ville de Paris 5538 religieux des deux sexes, et que depuis 1744 jusques et compris 1762, il n'en est mort que 3292. Or, comme les moines, depuis trente ans, ne se sont pas rendus immortels (c), du moins au sens

(c) *Ils sont très mortels, Dieu merci! Mais on prétend*

par le dépouillement général de
née 1775, je trouve que le no
des deux sexes, mortes en religio
dont 1,000 religieuses, et que
sions dans la même année ne se
dont 838 religieuses, ce qui f
plus de 400 dans les recrues an
est plus sensible parmi les relig
religieuses, dont le nombre ex
quart celui des moines, et qui
plus long-temps, parce que les
moins que les hommes aux révo
et de l'opinion, et que d'ailleurs
ressources contre le malheur et l'
les couvens de filles ne sont pas
de la dévotion et de l'oisiveté,
contre l'oppression ou l'humilia
ensevelit des regrets que le mon
le monde rappellerait; c'est là qu'

pour conserver du moins celle de son cœur. Pourquoi ne pas préparer d'autre refuge à ce sexe si faible, mais si intéressant, si touchant dans sa faiblesse! Que de malheureuses victimes, surtout dans les provinces, surtout parmi la noblesse! Là, les filles sont regardées comme un fardeau pour les familles; tout l'argent qu'on peut économiser, tout ce que le petit domaine peut produire au-delà de la subsisance de ses possesseurs est employé à soutenir les garçons au service. Ils partent; on a payé leurs emplois, on fait leurs équipages, on les pare; on veut qu'ils brillent dans leurs garnisons. Ils reviennent au bout de deux ans; il faut payer leurs dettes, il faut contenter leurs caprices; et cependant ils règnent dans la maison paternelle, tandis qu'on néglige, qu'on maltraite souvent les sœurs infortunées, qui, pour prix de leurs soins assidus, n'éprouvent que des rigueurs et des reproches. Faut-il languir, vieillir dans cet esclavage domestique, ou se condamner à une prison perpétuelle? Ah! s'il arrivait jamais qu'à la place de ces couvens qui dépeuplent les villes et les provinces, qui ne mettent pas moins d'entraves aux pensées qu'aux actions, et dont l'éducation pusillanime dérobe les individus à l'esprit public et aux progrès de la raison, on élevât des asiles aussi purs, aussi chastes, mais où la volonté resterait libre, où, sous une règle, sage sans être austère, on pourrait passer à son choix les premières ou les dernières années de sa vie,

ou même sa vie entière; quel service ne rendrait-on pas à l'humanité, quels progrès rapides ne ferait-on pas vers la félicité publique? Ce ne serait ni la liberté des chapitres d'Allemagne, ni l'esclavage de nos couvens; ce serait l'ordre sans la gêne, la décence sans la sottise, l'obéissance sans l'humiliation. Ainsi, en ne négligeant aucune classe de citoyens, de quelque sexe qu'ils soient, on parviendrait à remplir le grand objet du gouvernement, qui est bien plus encore d'avoir une population heureuse qu'une population nombreuse.

Une chose bien importante, c'est d'établir l'équilibre dans cette population; c'est d'empêcher que la différence des lois locales n'attire trop les hommes dans certains endroits pour les repousser dans d'autres. Le gouvernement a déjà beaucoup fait pour les campagnes, en encourageant l'agriculture, par les exemptions accordées aux défrichemens, par la liberté qu'on a rendue à la circulation, à l'exportation des grains et des autres denrées. Quand les priviléges exclusifs seront abolis, quand l'arbitraire sera banni des impositions, quand le crédit public aura redoublé la circulation, et que les capitaux se reverseront dans les campagnes et dans les provinces, nul doute que la France ne soit le royaume le plus peuplé de l'Europe, comme il est effectivement le plus riche et le plus puissant.

Nous terminerons nos considérations sur la population actuelle de l'Europe par l'Angleterre; mais

nous avouerons en même temps que cette nation si éclairée, si occupée de spéculations politiques, en est encore au même point où nous étions il y a quelques années, c'est-à-dire qu'elle n'a aucune notion fixe sur sa population. Là, comme ici, on trouve des gens qui assurent hardiment qu'elle est fort diminuée depuis la reine Élisabeth; d'autres établissent, par des raisons beaucoup plus plausibles, à la vérité, qu'elle est fort augmentée. En 1682, sir William Petty lui donnait 7,400,000 habitans; en 1692, Davenant n'en comptait que 7,000,000. Wallace et Templeman en supposent 8,000,000; d'autres, tels que le docteur Price et M. Smith [1], ne lui en donnent que de 5 à 6 millions. Malheureusement les Anglais n'ont d'autres élémens pour leur calcul que le nombre des maisons. On le faisait monter à 1,300,000, à peu près à la fin du dernier siècle. Quelques auteurs prétendent qu'il est diminué de près d'un quart; mais comme on ne peut consulter que les registres de ceux qui lèvent la taxe sur les fenêtres, il est difficile de former aucun résultat, parce qu'ils négligent d'inscrire toutes les maisons ou cabanes des pauvres gens, qui ne payent pas la taxe. D'ailleurs, quand on connaîtrait le nombre des maisons, il faudrait encore arbitrer celui des personnes qui habitent dans chaque maison. Nous nous bornerons donc à dire que la nation anglaise ayant

[1] Voyez Young, *Arithm. polit.*, p. 78 et 322.

toujours prospéré depuis un siècle, le commerce s'étant multiplié, la culture ayant augmenté, ainsi que le prix des terres et celui des salaires, il y a tout lieu de croire que la population est augmentée en même proportion, et que lorsqu'on viendra à faire des dénombremens exacts, les frondeurs qui crient à *la dépopulation*, se trouveront tout aussi loin de leur compte qu'en France et en beaucoup d'autres pays. [1]

[1] C'est toujours avec beaucoup de défiance qu'il faut examiner les calculs, et en général, toutes les autorités sur lesquelles se fondent la plupart des auteurs anglais : j'en dirai autant des auteurs français et de ceux de toute nation éclairée; en voici la raison : lorsque toutes les opinions ont été énoncées et discutées, si l'on vient à consulter les faits, c'est lorsqu'il s'agit de justifier quelque principe qu'on a déjà établi, et alors les objets passent à travers un verre inégal et coloré, qui les change et les dénature. Un homme d'esprit disait un jour qu'il n'ajoutait guère de foi aux livres d'histoire, à moins qu'il ne lui fût démontré que leur auteur était un sot. Ce paradoxe s'appliquerait encore mieux aux calculs en matière de politique. Que dans un état qui cherche, qui commence à s'éclairer, on fasse des dénombremens, des cadastres, je suis tout prêt à leur donner ma confiance : mais que dans un pays où depuis cent ans on raisonne politique et administration, on s'avise enfin d'alléguer des faits et des calculs, je suspendrai mon jugement, et je me croirai obligé de vérifier moi-même tout ce que j'aurai lu dans les livres. Il n'y a pas long-temps qu'en France on avait limité la population à 16 millions d'habitans, et le revenu net des terres à 280 millions. Il n'est

pas moins risible de voir l'auteur du *Present state of Great Britain*, imprimer en 1755, que la France n'avait que 13,500,000 habitans, dont 270,000 prêtres ou religieux, sans compter les religieuses. D'autres Anglais, plus défavorables encore à leur patrie qu'à ses rivaux, assurent gravement que la population de l'Angleterre a beaucoup diminué depuis la reine Élisabeth, époque où le prix des biens-fonds n'était que 15 fois la valeur des revenus, où il n'y avait ni commerce ni manufactures, et où il fallait annuellement acheter des grains de l'étranger. Aucun de ces auteurs n'a imaginé de consulter son compatriote Thomas Morus, qui, peu de temps avant cette époque, se plaignait de ce que le peuple diminuait de jour en jour, et en donnait de très bonnes raisons. Les principales étaient, 1°. la manie des pâturages, qui faisait que les riches détruisaient des villages entiers pour agrandir leurs parcs; 2°. la multiplication des moines et la richesse du clergé; 3°. le faste des grands, qui nourrissaient, entretenaient un grand cortége d'officiers et de valets, tous tellement accoutumés à l'oisiveté et à tous les vices qu'elle entraîne avec elle, que lorsqu'il leur arrivait de perdre leurs maîtres, ils devenaient des mendians ou des voleurs de grands chemins. (Voyez *Utopia*, lib. 1.) Une chose digne de remarque, c'est que Thomas Morus en prend sujet de se récrier contre la sévérité des lois pénales, et surtout contre la peine de mort infligée aux voleurs, qu'il soutient hardiment que le gouvernement n'a pas droit de punir si rigoureusement des crimes dont il est la première cause, et que pour le prouver, il expose tous les principes qui ont fait depuis la fortune du livre intitulé *Des délits et des peines*. Ainsi la vérité, comme la plupart des raretés qu'on expose à la curiosité des passans, dépend et de l'adresse de celui qui la montre, et du moment où on l'expose. Rarement va-t-on la chercher au lieu de son origine; aussi ne parvient-on pas aisément à

la connaître. C'est un enfant qu'on orne dès le berceau, et qui ne paraît nu qu'au moment de sa naissance.

Avant de passer à la question intéressante que nous traiterons dans le chapitre suivant, nous croyons devoir encore arrêter un moment ceux de nos lecteurs qui prennent quelque intérêt à tout ce qui concerne la population. En effet, la bonne foi dont nous faisons profession ne nous permet pas de dissimuler un fait très singulier que nous trouvons dans *l'Histoire de France*, continuée par Villaret. Cet auteur assure avoir vu à la Bibliothèque du roi un manuscrit qui en cite un autre, sous le titre d'*État du subside imposé par feux, en* 1328. Suivant cet état, les provinces soumises à l'aide, du temps de Philippe de Valois, contenaient deux millions cinq cent mille feux, ce qui annonce une population d'autant plus considérable, que la plus grande partie de la Guyenne, les comtés de Foix et d'Armagnac, le Roussillon, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Flandre, le Hainaut, l'Artois, la Bretagne, l'Alsace, la Lorraine, le Dauphiné et la Provence n'y étaient pas compris. M. Villaret estime que les provinces soumises à cette imposition ne formaient pas le tiers du royaume tel qu'il est à présent, lequel devait par conséquent contenir alors près de 8 millions de feux; ce qui donnerait 24 millions d'habitans, à ne compter que trois têtes par feu, à quoi il faudrait encore ajouter tous les serfs, le clergé, les universités et la noblesse, qui en étaient exempts : d'où il conclut qu'on pourrait porter cette population à 32 millions. Ce résultat est trop extraordinaire pour ne pas inspirer quelque doute sur les documens dont il est tiré. Il est impossible que la multiplication du clergé, les croisades, l'anarchie féodale, la servitude des peuples, etc. ne se soient pas opposés aux progrès de la population, ce qui forme d'abord un préjugé contre les calculs précédens. J'observerai ensuite que c'est peut-être très gratuitement que M. Villaret suppose que les

provinces soumises à l'aide ne formaient pas le tiers de la population (*d*). Il dit ailleurs que lorsque le Prince-Noir voulut imposer cette taxe de 20 sous par feu, qui fit révolter la plupart de ses sujets, on calculait qu'elle lui aurait produit 1,200,000 liv. Il est clair que cette conjecture était très hasardée, puisqu'elle supposait que la population des provinces soumises à l'Angleterre égalait la moitié de celle des provinces qui composaient la monarchie. Admettons-la cependant pour un moment; mais n'en négligeons pas une autre que nous trouvons dans Ducange (au mot *Focagium*). Ce savant auteur rapporte un instrument qui se trouve dans *l'Histoire de Bretagne*, où il est parlé d'une imposition par feu, sur laquelle le duc assigna le paiement d'une dette que le connétable Clisson réclamait. Suivant cet instrument, le nombre des feux dans toute la province ne se trouve monter qu'à 69,748. *Erat autem exhibitus numerus focorum tum contribuentium in communis focagiis, qui ascendebant ad summam* 69,748. Or, si la Bretagne ne contenait qu'un pareil nombre de feux, ne pourrait-on pas faire des provinces qui restaient hors de la domination royale quatre lots, dont chacun serait à peu près égal à la Bretagne? Le premier contiendrait la Bourgogne et la Franche-Comté; le second, la Flandre, le Hainaut et l'Artois; le troisième, l'Alsace et la Lorraine; le quatrième, le Dauphiné et la Provence; ce qui ne formerait en tout que 350,000 feux à peu près, y compris la Bretagne. Si l'on ajoute cette somme à celle qu'on a trouvée pour la Guyenne, on n'aura que 1,330,000 feux pour toutes celles des provinces de notre monarchie qui n'étaient pas soumises alors à l'autorité de nos rois. A la vérité, je ne donne pas ce calcul pour bien exact; mais il y a apparence qu'il l'est pour le moins autant que celui de M. Villaret. Cet auteur ne compte que trois têtes par

(*d*) *J'ai parlé de cette méprise dans l'*Histoire générale.

feu; ce qui est fort éloigné de l'estimation actuelle; mais il y a tout lieu de croire que cette imposition était répartie différemment qu'elle ne l'est de nos jours. Je trouve encore dans Ducange un passage qu'il a tiré des registres de la chambre des comptes. Il s'agit de la manière dont l'affouagement doit se faire en Normandie; il y est dit : *Si in eadem domo manserint quatuor homines vel plures vel pauciores de quibus unusquisque vivat de suo proprio, dat foagium : Vidua etiam, si habet de mobili* 11 *sol. aut amplius, dat foagium.* Et quant au nombre des exempts que M. Villaret fait monter si haut, le même manuscrit nous apprend qu'un évêque ou un abbé ne pouvaient exempter que six personnes de leur suite.

Il résulte de tout ceci qu'on ne peut rien conclure d'après des élémens si incertains et si contradictoires. M. Villaret aurait pu s'étonner que nous n'eussions porté la population de toutes ces provinces dont nous avons fait l'énumération, qu'au tiers de celle qu'il attribue à la Guyenne et aux autres pays soumis à l'Angleterre; nous le serons à notre tour qu'il évalue cette population à la moitié de celle des provinces qui obéissaient directement au roi. D'ailleurs, il ne produit aucun registre pour la Guyenne, et nous en avons un très précis pour la Bretagne. Il résulte de son calcul que le royaume, tel qu'il est à présent, pouvait contenir alors 32 millions d'habitans; il résulterait du nôtre qu'il n'en contenait que treize ou quatorze. Car quatre millions de feux ne nous donneraient que douze millions de contribuables, et nous nous croyons fondés à supposer que le nombre des exempts était beaucoup moins considérable qu'il ne l'a cru. Au milieu de ces obscurités, c'est à la raison de juger : elle nous apprendra qu'un peuple livré à l'anarchie et à la superstition, ne peut jamais se multiplier à un certain point.

CHAPITRE VII.

Continuation du même sujet. La population est-elle un indice certain de la force d'un état?

Je ne doute pas que bien des gens ne se décident pour l'affirmative, et cette opinion paraît dériver naturellement des principes que nous avons établis jusqu'ici; mais il en est un important, qui est plus connu que suivi dans ce siècle disert, c'est « qu'on « ne connaît bien les vérités qu'en connaissant leurs « limites. » Il est généralement vrai que la population est la preuve de la prospérité et de la force d'une nation, parce qu'il est généralement vrai que l'agriculture, le commerce et la bonne législation multiplient le nombre des hommes. Mais la population n'a-t-elle pas quelquefois des causes physiques qui peuvent prévaloir sur les causes morales? N'existe-t-il pas des pays plus favorables à la propagation de l'espèce; et la proportion du nombre des hommes à la félicité dont ils jouissent est-elle toujours égale? Les faits suffisent seuls pour nous décider; car si, dans cette supposition, il paraîtrait encore fort difficile de trouver des contrées toutes couvertes d'habitans, il ne le serait pas du moins d'en trouver qui fussent totalement désertes. Les côtes d'Afrique, l'empire Ottoman, et même celui

le plus souvent ne devant so
dignité ecclésiastique, se hâte
priété précaire qu'il ne peut fa
rité. Eh bien! dans ces petits
multiplient; les mariages ne so
ils sont communs : les ménages
mais ils sont féconds, et l'espè
tient toujours. (a)

On ne peut se dissimuler qu
des provinces très misérables. I
paraissent avoir été constammen
nement, excepté dans la répart
a quelques années que le Berry et
ni chemins, ni commerce, et
sous le poids de leurs imposition
reuses, que dans ces pays d'éle
bitraire. L'état recueillait où il
J'avoue que ces provinces ne s
plées du royaume: mais elles ac

aisance; c'est que nous ne connaissons pas toutes les ressources de la nature; c'est qu'elle est capable d'efforts que nous ne pouvons pas apprécier; et voilà la raison par laquelle on se trompe toujours dans les principes trop généraux, ou plutôt dans les conséquences qu'on en tire.

« Les subsistances sont la mesure de la popula-« tion [1]. Si la quantité de subsistance diminue, le « nombre des hommes doit diminuer en même pro-« portion. » Il doit diminuer, sans doute. En même proportion? C'est une autre affaire, ou du moins ce n'est qu'au bout d'un très long temps que cette proportion se trouve juste. Les dégradations dans l'ordre politique ressemblent assez à la récession des marées; le flot en fuyant revient toujours sur ses pas; il faut le bien observer pour juger qu'il rétrograde. Avant que la vie des hommes s'abrége, que les sources mêmes de la vie s'altèrent, il faut que la misère ait abattu les forces et multiplié les ma-

[1] On peut voir dans les calculs publiés par M. de Messence, qu'après les ravages causés par la peste de Marseille, les mariages furent plus féconds en Provence qu'ils ne l'avaient été auparavant. Il en est de même après tous les fléaux qui diminuent la proportion des hommes aux subsistances, sans détruire les moyens de faire renaître ces subsistances. Cette seule considération doit faire juger d'un coup-d'œil que la dépopulation qui se répare le plus aisément, est celle qui est la suite d'une contagion. Le contraire arrive, si elle vient d'une guerre ruineuse ou d'une mauvaise administration.

eux, la destruction ne suit pa
et la nature, plus économe que
mieux à combien peu de frais
subsister (b). Ils pourront enc
mais ils seront faibles et malhe
qu'une année de travail ne four
qu'une subsistance pénible po
mille, ou que l'exaction lui en
le petit excédant dont il pourr
pital, un moyen de perfectionn
méliorer son sort; c'est alors q
enlève beaucoup. Je dis donc qu
peut être peuplée sans être for
dis qu'en cas de guerre, on a
en attendre, et qu'elle pourrai
ment par un peuple moins non

Au contraire, s'il existe une
très nombreuse, possède une
terres bien cultivées; si cette n

nourrir plus d'habitans, je dis : « Il faut que cette « nation consomme spécifiquement plus que les au- « tres ; il faut que le tarif de la vie humaine y soit « plus haut ; et c'est là l'indice le plus certain de la « félicité des hommes. » Tel est le cas où se trouve l'Angleterre [1] : comparez état à état, classe à classe,

[1] On ne parle ici que de l'Angleterre proprement dite; car il n'est point de nation dont l'Écosse et l'Irlande doivent exciter l'envie. On compte communément sept à huit millions d'habitans en Angleterre. Comme elle n'est guère plus étendue que le tiers de la France, si ce calcul était juste, elle se trouverait peuplée précisément dans la même proportion; mais il faut observer que l'Angleterre a plusieurs avantages dont la France est privée. Son terrain est presque partout uni, et par conséquent propre à la culture des blés et au pâturage; d'ailleurs, elle est environnée de la mer, et la nature de son sol rend les chemins très faciles. D'un autre côté, sa position entre l'Europe et l'Amérique la rend très propre au commerce, tandis que sa situation insulaire assure sa tranquillité. Il serait donc juste de ne comparer l'Angleterre qu'aux provinces les plus riches de la France, et de n'opposer le Limousin, l'Auvergne, la Provence et quelques parties de la Champagne qu'à l'Écosse et à l'Irlande. Sous ce point de vue l'Angleterre serait spécifiquement moins peuplée que la France; car l'Écosse et l'Irlande réunies ne contiennent pas quatre millions d'habitans. Mais je suis très porté à croire que les Anglais ont aussi la manie de dénigrer leur population. Ils n'ont d'autre dénombrement que celui des maisons (c); on en compte douze cent mille, et les spéculateurs ne supposent que 5 ou 6 personnes par maison. Or, nous voyons par les cal-

(c) *Et les listes des morts et des naissances.*

pèce de luxe, telles que la bi

culs de M. de Messence que dans
24 personnes par maison. Il est vr
hautes qu'en Angleterre; mais dans
ford, Birmingham, on peut bien c
sonnes par maison. Les mêmes calc
les provinces 5 personnes par feu, e
jours beaucoup plus de feux que de r
à prouver que douze cent mille m
beaucoup plus de sept millions d'hal

[1] C'est ce qui rend la taxe des p
Angleterre. Il en aurait même résul
nient; car les propriétaires, craign
cette charge, commençaient à décou
plus qu'ils pouvaient, en éloignant
et surtout ces manufactures qui ne d
précaire, et dont les vicissitudes e
peuple à la mendicité. On vient de re
temps à cet inconvénient; la plupart d
réunis pour former des établissemen

blanc, etc. Aussi ce peuple est-il plus robuste, plus actif, et surtout meilleur ouvrier que les autres; car il faut bien se rappeler cette vérité démontrée par l'expérience, c'est que le haut prix des salaires n'est pas si contraire au commerce que bien des gens se le figurent; la raison en est que l'homme qui consomme le plus est celui qui travaille le mieux. Un officier anglais, chargé de la construction de quelques retranchemens, avait partagé l'ouvrage entre des Anglais et des Écossais; il payait la journée des premiers le double de celle des autres. Les Écossais se plaignirent; il mit les ouvriers à la tâche, en égalisant (q) les prix, et ceux-ci y perdirent encore plus. Je ne parle pas ici de quelques salaires extravagans qu'on paye dans la ville de Londres, parce que toute ville trop considérable renverse toujours les lois de la raison et de la politique; parce que dans une capitale où toutes les classes font corps,

Ces faits, qui sont peu connus en France, peuvent être de quelque importance, en ce qu'ils font voir que les établissemens de charité, qui tendent au soutien et à la multiplication du peuple, peuvent quelquefois aller directement contre leur objet, et qu'ils nous prouvent en même temps que toutes les manufactures qui ne s'allient pas avec l'agriculture, sont la source la plus commune de la mendicité. Les ouvrages vraiment utiles, ce sont les filatures, les petits métiers, etc.; parce que le cultivateur et sa famille peuvent y employer les jours d'hiver, les longues soirées, et tout le temps qu'ils ne doivent pas au soin de leurs terres.

(*d*) *Égalant.*

qu'ailleurs. [1]

Ce que j'ai dit des consomma
de toutes les commodités de l
les journaliers sont tous bien v
pas là l'usage d'acheter des vie
comme dans certains pays, où,
le dimanche dans une église, v
lieu d'une assemblée de paysans
mestiques mal entretenus. Le fe
à la vérité, beaucoup moins che
fait avec le bois; mais le feu est
terre comme de première néces
maisons sont échauffées avec soin
tout des portes et des fenêtres
bien entretenues, qui défende
l'air.

Tels sont les véritables avanta

[1] Consultez un livre intitulé : *A s*
vous y verrez que les journées des

lesquels, réunis à la sûreté de ses propriétés et au privilége inestimable de ne dépendre que de la loi, le rendraient le plus heureux de la terre, si son climat, ses anciennes mœurs et ses fréquentes révolutions ne l'avaient pas tourné au mécontentement et à la mélancolie ; mais ces considérations ne sont point de notre sujet. Nous venons de voir qu'une nation peut augmenter son commerce et sa culture dans une beaucoup plus grande proportion que sa population ; il nous reste à examiner si c'est un inconvénient pour elle, et si elle en sera moins puissante pour cela.

Tâchons de simplifier la question, et supposons, comme nous l'avons fait au commencement de cet ouvrage, que le travail d'une nation est partagé entre tous les individus : imaginons encore deux cités ; supposons dans l'une six mille habitans, et dans l'autre quatre mille : je soutiens que si les premiers sont dans une telle situation qu'ils soient obligés de travailler toute l'année pour se procurer une subsistance modique, et que les autres puissent produire avec le même travail une quantité de subsistances spécifiquement plus considérable, ou bien avec un travail beaucoup moins pénible une subsistance suffisante, ceux-ci seront les plus forts, comme les plus heureux ; de façon que dans le cas où la guerre s'élèverait entre les deux cités, ils seraient nécessairement victorieux.

Allons plus loin, et voyons comment les choses

doivent se passer. Le peuple le moins nombreux, mais le plus riche [1], se résout à mettre des troupes en campagne. Je suppose qu'il arme mille hommes. Voilà le quart du peuple qui ne travaille plus : il faut donc qu'il arrive de deux choses l'une, ou que le pays, fournissant le quart moins de subsistances, les cultivateurs se privent journellement d'une partie de leurs consommations pour faire vivre leurs soldats, ou qu'ils augmentent leur travail pour suppléer à celui que ces derniers ont été contraints d'abandonner. Mais chez un pareil peuple, ces deux ressources sont également possibles. Nous observerons seulement que cette alternative n'existe guère, les deux efforts se faisant conjointement, de façon que la partie laborieuse travaille un peu plus, et consomme un peu moins, et c'est là ce qui soutient tous les états pendant la guerre.

Examinons maintenant ce qui se passe chez l'autre peuple. Il mettra aussi mille hommes sur pied; car dans les premières campagnes les armées sont ordinairement égales, et de part et d'autre on calcule plus ses espérances que ses moyens. L'embarras est de savoir comment on soutiendra cette petite armée. Les cinq mille hommes qui resteront travailleront-ils davantage? mais à peine leur travail excessif suffisait-il à leur consommation; consomme-

[1] Cette richesse doit toujours s'entendre des subsistances; car jusqu'ici nous avons éloigné toute idée de commerce et d'argent monnayé.

ront-ils moins? mais à peine leur consommation suffisait-elle à leur subsistance : dans cet état de crise et de souffrance, comment entretenir une armée, l'approvisionner, la recruter? Il paraît donc démontré, qu'outre le désavantage qu'auront toujours mille soldats faibles et languissans contre un pareil nombre d'hommes forts et vigoureux, la seule différence des moyens et des efforts décidera la ruine de ce peuple plus nombreux, mais aussi plus misérable que l'autre.

On m'objectera peut-être que ceci n'est qu'une hypothèse, et que je me donne la liberté d'y pousser les choses à l'extrême. J'en conviendrai : oui, j'ai pris les choses à la rigueur, et je les ai poussées à l'extrême; mais c'est pour mettre la question dans tout son jour. Maintenant ajoutez, diminuez, marquez les nuances intermédiaires, mais avouez du moins que le principe est vrai, et que tous les événemens que l'histoire nous présente s'y rapportent plus ou moins. Que serait-ce si la nation la moins peuplée avait un plus grand capital en argent monnayé? Que serait-ce si, en supposant toutes les choses vénales, comme les hommes même le sont de nos jours, tous les efforts de la guerre consistaient en dépenses? Certainement mon principe, loin de perdre dans l'application, en recevrait un nouveau jour, et paraîtrait sans réplique.

Je prévois cependant une objection, et je vais me hâter d'y répondre avant de terminer ce cha-

telle guerre a ruiné un pays qui
le quart de son numéraire. Je p
ne répondre à cette objection
d'une théorie que je crois au
simple.

Toutes les denrées étant vén
intérieur, qui n'est qu'un troc
se faire par échange, ou avec p
gnes représentatifs, il serait natu
l'argent monnayé qui existe da
une créance sur un surplus de
duction à prendre sur l'étrange
nation qui aurait une reproduct
cents millions, et qui posséderait
d'argent comptant, pourrait se fi
huit cents millions de subsistanc
mais comme il est arrivé très
tous les échanges se sont faits pa
argent les déplacemens de fonds

général du commerce. Dans le corps humain une saignée dégage également tous les vaisseaux ; il n'en est pas de même dans le corps politique : tout s'y fait par convulsion, et vous ne pouvez en changer l'économie, sans y jeter le désordre et la confusion. C'est ainsi que les impôts attaquent les propriétés, et ruinent les provinces ; c'est ainsi que les emprunts et les affaires extraordinaires bouleversent les fortunes, et interrompent le commerce. Telle est encore la raison pour laquelle les nations se ruinent bien plus par la mauvaise administration que par la guerre. De tout cela il résulte que dans l'état présent des sociétés politiques, l'argent monnayé peut bien être regardé comme un capital qui représente des denrées ou des mains-d'œuvres étrangères ; mais qu'en même temps c'est un capital qui n'est point disponible ; qu'il ne peut être rassemblé et employé qu'en très petite partie : enfin, qu'une nation vraiment puissante est celle qui consommant spécifiquement plus, ou travaillant spécifiquement moins qu'une autre, peut dans un temps de crise trouver une épargne dans ses subsistances, ou une augmentation dans son travail. [1]

[1] Il est pour les états des capitaux beaucoup plus avantageux que l'or et l'argent. Ce sont les ports de mer, les places de guerre, les arsenaux, les chemins, les canaux, les magasins, les fermes, les manufactures, et tous les édifices utiles à l'agriculture et au commerce. C'est, pour ainsi dire, la première mise, les avances d'une nation, sans les-

si à son aise : mais c'est un bien
vec le temps et à l'aide des lois f
comme l'exportation des grains
l'encouragement des chemins *vici*
tion de l'arbitraire dans la taille.

CHAPITRE VIII.

De la guerre, et des causes qui peuvent la rendre plus ou moins fréquente de nos jours.

Si les spéculateurs ne sont pas encore d'accord sur les véritables symptômes de la félicité des peuples, personne ne disputera du moins que la paix n'en soit généralement le principe. La paix entraîne avec elle les idées de tranquillité, d'ordre et de bonheur. Pourquoi donc le calme qui doit la suivre est-il troublé si souvent chez les peuples libres, par des factions; chez les autres, par des murmures ? C'est qu'on est à la fois et beaucoup plus heureux et beaucoup moins occupé. Ce n'est jamais qu'au moment où l'on commence à être mieux (*a*) qu'on s'efforce d'être bien (*b*). Un moribond, accablé sous le poids de la maladie, ne sent rien, n'espère rien, ne craint rien : la crise favorable est-elle arrivée, la douleur l'avertit bientôt de son existence ; il s'agite, il se plaint, il commence à craindre la mort, et il est déjà guéri. Il en est de même des corps politiques. Ceux-là ne connaissent ni les hommes ni les gouvernemens, qui entendant parler d'opposition, de remontrances, de murmures, etc. s'empressent de conclure qu'une na-

(*a*) Bien.

(*b*) Mieux. *Faux en tout sens.*

dans un pays où l'on ne par
de plaisirs et de spectacles ; (
de jeu et de tracasseries ; dan
la pluie et du beau temps ; je
vain et stupide (c), que sa fri
ment, mais qui tend certaine
contraire, si je trouvais les e
les voyais soumettre à l'exam
et mauvais, utile ou nuisible ;
que souvent méconnu, était l
cherches ; si les conversation
chagrines, se tournaient sou
l'agriculture et le commerce ;
intéressantes étaient discutées
étaient soutenues, débattues
voilà un peuple déjà très esti
à être heureux, qui mérite d
encore plus par la suite.

L'humeur est condamnabl

contre cette impatience qui naît des petites importunités. La fermentation des discours et des écrits est incommode, mais n'est point inquiétante (d). Cromwell n'écrivait pas de *North-Briton*, ni Jacques Clément des brochures politiques. J'ai vu bien des Français et même des Anglais se récrier sur les divisions qui agitent l'Angleterre depuis la paix; je n'en ai pas vu un seul qui se soit souvenu que depuis les Tarquins jusqu'aux Césars la république Romaine ne s'était élevée que par les dissensions. Nous l'avons dit plus haut, et nous le répétons encore, sans l'orgueil excessif des patriciens, et sans l'audace effrénée des tribuns, cette vaste république n'aurait peut-être été qu'une démocratie éphémère, ou une aristocratie languissante. Du temps des Scipion et des Émile on n'entendait que plaintes, reproches et censures. Tout fut en silence sous les Néron et les Domitien; mais, suivant l'expression ingénieuse d'un auteur moderne, ce calme était celui des tombeaux. Heureuse encore la nation française en ce que sa tranquillité n'est pas fondée sur un équilibre toujours incertain et souvent chimérique, mais sur un concours général à soutenir toutes les formes modératrices, à rendre toute propriété respectable, à prévenir toute précipitation dans la confection des lois, à éclairer le législateur lui-même par la liberté de penser, de parler et d'écrire.

(d) *Bravo!*

vemens intérieurs. Rendons
hommes; c'est que tout p
qu'ils sont, ils auraient mi
bles intérêts, s'ils n'avaient
distraits qu'aveuglés. En e
une longue distraction les gu
conquête du Milanais et du
en est de même de celles q
d'abord l'ambition de la mai
celle de Louis XIV, et enfin
poussée depuis jusqu'à l'ex
pardonnera jamais à un min
n'avoir pas apaisé dans so
querelle qui a tourmenté l
l'Europe, et ne l'a point cha
fois terminée, avec quels s
dité les esprits ne se sont-ils
les objets d'une véritable util
sement ne cherchaient-ils pa

l'agriculture [1] ? Je ne parlerai point de la dernière guerre, parce que les faits trop récens sont le domaine de la louange ou de la satire ; domaine sur lequel je n'ai rien à prétendre : mais j'observerai que si les querelles d'ambition ont été de malheureuses distractions pour les peuples qui auraient dû travailler à leur bonheur, le désir injuste d'un commerce exclusif, d'un commerce établi par la domination, et soutenu par la force, fut aussi une cruelle méprise, dont plusieurs nations ressentent encore les effets. Espérons que, las enfin de tant de distractions inutiles et de méprises dangereuses, nous commencerons à sentir que les intérêts de toutes les nations sont les mêmes, et peuvent s'accorder entre eux (*g*). Espérons que les guerres deviendront moins opiniâtres et plus rares ; et pour nous persuader que ces espérances ne sont pas frivoles, entrons dans quelques détails sur les raisons qui les ont fondées.

[1] Je place ici, pour la première fois, le mot *Commerce* avant celui d'*Agriculture*, parce que tous les écrits publiés pendant la dernière paix eurent plutôt pour objet le commerce que l'agriculture. On n'écrivait, on ne rêvait que commerce. Ce fut alors qu'on agita cette vaine question : *Si la noblesse devait être commerçante*, comme si le négoce se recrutait comme les armées, et n'avait pas besoin de capitaux plutôt que d'individus. Ces écrits étaient les précurseurs de la raison : *Non erant illi lux, sed, etc.* Il faut pourtant se rappeler que ce fut alors que M. Herbert publia le premier et peut-être le meilleur ouvrage qui ait paru sur la liberté du commerce des grains.

(*g*) *Pas tout-à-fait.*

de le former. Or, plusieurs r
tenant à éloigner cette idée,
folle et la plus ambitieuse. I
libre suffisant balance les
non-seulement chaque état e
tuation de ses frontières, par
par un nombre de troupes c
portée de résister à un coup
des alliances multipliées, de
fait de l'Europe une grande
mense confédération, dont le
rompus que par de longs et pı
n'est plus où, en risquant de
espérer la conquête d'un roy
memens sont devenus aussi d
niers; et les connaissances mili
également, doivent par là m
à peu près comme l'égalité e
checs ralentit bientôt en e

tion même des subsides a changé, de façon qu'au lieu de moyens on n'a plus que des ressources. Il faudrait donc plus que de l'ambition; il faudrait une passion bien décidée pour porter les peuples à l'agression. Mais qui est-ce qui excitera cette fureur? Sera-ce la haine nationale? Elle n'existe plus que dans la canaille, et tous les jours encore elle est amortie par le commerce, et par la fréquentation réciproque que le goût des voyages a établie depuis peu. Sera-ce le fanatisme religieux? La matière n'en subsiste plus, parce que les progrès de la raison sont tels, que s'il existait encore des peuples superstitieux, ils seraient gouvernés par des princes sages et éclairés, et que s'il existait des princes superstitieux, ils gouverneraient des peuples trop instruits pour seconder leur folie. (*h*)

Voilà déjà des motifs bien consolans pour espérer que le repos des nations policées ne sera plus désormais si souvent et si cruellement troublé; mais cet amour de la paix, cet intérêt à la conserver, on ne peut l'inspirer qu'aux nations les plus policées; et tandis qu'un long repos, qu'une sage administration les auront formées à toutes les vertus, excepté aux vertus guerrières, qui nous répondra qu'une nation pauvre, mais belliqueuse, livrée aux préjugés, mais pleine de mépris pour la mort, ne viendra pas détruire en un jour le brillant édifice de cette prospérité passagère? Qui nous en répondra?

(*h*) *Bravo!*

peuple de Rome n'eût qu'une
du même coup (i). Je ne sais
avaient désiré pareillement q
maître, afin d'en pouvoir tri
mais ce souhait se serait trouv
ces peuples étaient peu redou
à tous les siéges qu'ils entrepr
fermant dans les places, on av
de les harceler, la fatigue et
raient bientôt détruits; mais il
que des armées mal disciplin
aussi haïs du peuple, que mé
soldats eux-mêmes étaient po
bares, comme leurs ennemis
chancelante à Constantinople
à des événemens qui se passa
si reculées; les bras qui com
éloignés du cœur qui les ani
même étai

difficile que les conquêtes d'Attila. Que serait-ce, si les Barbares avaient trouvé sur leur chemin des places comme Olmutz ou Schweidnitz? Que serait-ce si, au lieu d'avoir combattu quelque multitude indocile, commandée par des domestiques du palais, par des eunuques même, ils eussent eu affaire successivement à la Prusse, à l'Autriche, à la France? Les Russes ne peuvent plus être regardés comme des peuples barbares; ils font la guerre avec un grand train d'artillerie, de vivres, de munitions, etc. Les Turcs eux-mêmes ont une grande confiance dans leurs canons; et le nombre prodigieux d'esclaves qu'ils conduisent à la suite de leur armée rend leurs campagnes très dispendieuses. Mais je suppose que la manie des conquêtes prenne à ces nations, je crois que ce serait une chose curieuse que de les voir devant une place comme Strasbourg [1]. Soyons tranquilles sur les Russes et les Turcs. Les Calmoucks ne prendront pas Luxembourg, et les Janissaires n'entreront pas dans Besançon; d'ailleurs, la puissance ottomane tend à sa dissolution, sans que celle des czars devienne plus à craindre. Ces souverains, possesseurs d'un pays immense, et maîtres de faire des conquêtes faciles vers l'Orient, n'en tenteront

[1] Les Turcs ont réussi au siége de Candie, mais l'art de l'attaque et de la défense des places n'était pas encore porté au point où il l'est de nos jours. D'ailleurs, les Vénitiens manquaient de secours; et malgré cela quelle résistance n'ont-ils pas faite?

pas de périlleuses vers l'occident : faibles et pauvres dans leur grandeur, ils songeront à se policer, et lorsqu'ils y auront réussi, ils se diviseront; leur empire se partagera et se démembrera, de façon que de ses vastes ruines il naîtra des états libres et heureux, comme autrefois des entrailles d'un taureau naquirent ces essaims d'abeilles dont le miel rendit aux humains une nourriture douce et bienfaisante. (*k*)

Convenons-en : ce n'est plus des préjugés grossiers et barbares que les hommes ont à craindre le retour de leurs calamités; c'est bien plutôt de l'abus qu'on fait de quelques bonnes maximes nouvellement établies. Telle est, par exemple, l'utilité généralement reconnue d'un commerce très étendu. Si l'Angleterre, depuis les gouvernemens d'Élisabeth et de Cromwell; si la Hollande, depuis qu'elle a été affranchie du pouvoir absolu, et la France, depuis qu'elle y a été soumise, ont acquis par le commerce des richesses et de l'éclat, il n'en faut pas conclure que ces avantages doivent être obtenus par toutes sortes de moyens. Il faut surtout se bien défendre des plus faciles, c'est-à-dire, de la force qui favorise l'usurpation, et de l'exclusif qui la soutient. Qu'une administration à grands projets et à petites vues ait voulu, sur la correspondance d'un intendant avec un bureau, échafauder le système

(*k*) *Quelle comparaison des débris d'un empire avec la fable des Abeilles!*

ridicule d'étendre notre domination en Amérique, au lieu de l'assurer; que la manie de planter des pieux dans la neige pour faire ensuite des forteresses sur des cartes, et toute cette ambition puérile des sous-ordres, aient inspiré au gouvernement l'opiniâtreté de faire la guerre pour la démarcation de quelques déserts, c'est ce qu'on ne conçoit que trop aisément; mais qu'une nation, qui se pique d'être philosophe et politique; qu'un peuple, accoutumé depuis deux siècles à décider de ses propres intérêts, conserve toujours cette folle prétention à un commerce conquérant et exclusif; qu'aveuglé sur ses véritables intérêts il sacrifie encore à cette vaine idole, c'est ce qui me paraît encore plus surprenant, et en même temps plus affligeant, parce que l'esprit des conseils change bien plus aisément que les préjugés populaires.

Dispensons-nous de rappeler aux Anglais que tout trafic, qui n'est pas fondé sur un libre échange des denrées, n'est pas commerce, mais tribut; que le négoce ne peut avoir d'autre objet que de procurer à une nation plus de subsistances et une plus grande variété de consommations; que, pour remplir cet objet, il doit être étendu, et que par conséquent il ne peut être fondé sur la domination, parce que toute domination trop étendue doit tomber tôt ou tard, et entraîner le commerce dans sa chute : ces avis et ces remontrances seraient superflus; une lettre d'Amérique leur en dit plus que notre phi-

losophie; mais, avant d'aller plus loin, il ne sera peut-être pas inutile de faire ici quelques observations sur ces préjugés qui ont perverti jusqu'à présent le meilleur emploi de l'industrie humaine.

Nous sommes dans le siècle de la métaphysique. Depuis que la mode passagère de la géométrie est venue débrouiller l'ancien chaos de la discussion, l'ordre et la méthode se sont mis en vogue. On n'a plus écrit sur la politique sans remonter jusqu'à l'origine des sociétés. Une famille s'augmente, se divise, se subdivise, etc. etc., et l'on suit cette belle progression jusqu'à ce qu'on soit arrivé à une question particulière, très éloignée du point d'où l'on est parti. S'agit-il de commerce, on suppose trois propriétés, trois îles, si l'on veut, dont l'une produit du blé, l'autre du vin, l'autre du chanvre, etc.; et l'on développe ainsi l'origine de toute chose, à peu près comme le philosophe de Molière fait connaître les voyelles à un disciple de quarante ans : *Avocat, passons au déluge;* ce déluge, c'est la confusion de toutes choses, le renversement de tout principe, suite funeste des erreurs, des passions, des crimes et de la folie des hommes. Pendant long-temps on n'a travaillé à la chimie que pour avoir de l'or. Les Espagnols n'ont cherché des terres inconnues que pour y trouver de l'or. Les Anglais n'ont attaqué les colonies des Espagnols que pour leur prendre leur or. Cherchons donc les faits, non dans les abstractions métaphysiques, dans les

discours préliminaires, dans les introductions, etc., mais dans l'histoire, et surtout dans les auteurs qui l'ont écrite sans intention, et qui ont, pour ainsi dire, traité les matières sans le vouloir.

Le commerce des modernes, comme nous l'avons dit plus haut, ne s'est point établi pour favoriser la communication des denrées, ou pour faciliter les échanges; il est né de l'avarice; il s'est élevé au milieu des fureurs de la guerre et de l'acharnement des haines nationales; il a pris, dès son principe, l'esprit d'exclusion et de domination, et il ne l'a que trop conservé de nos jours : *Prima mali labes.* Il faut connaître ce mal pour le guérir; il faut en démêler l'origine, et redoubler nos efforts pour tourner au profit de la raison cet ouvrage de nos passions. Un grand point, c'est que l'or et l'argent soient tombés en discrédit, ou, pour mieux m'expliquer, que les mines et le faible commerce qu'elles produisent soient appréciés à leur juste valeur. Mais si quelques Anglais (je connais trop l'esprit d'ambition et de convoitise qui règne encore dans cette nation, pour dire les Anglais en général); si quelques Anglais donc méprisent les mines du Brésil et du Pérou, ils ont encore un terrible attrait pour ces galions dont la prise fait une véritable fortune au particulier, et présente au public le fantôme d'une richesse passagère : *Auri sacra fames!...* Eh! sans chercher ces dangereuses acquisitions, qu'ils partagent leurs communes, qu'ils assimilent

de l'exclusif et de l'agrandi
paraissent avoir adopté, dep
principes plus raisonnables ; :
à toutes les nations : « Désab
« votre puissance ou de votre
« enluminées ; gardez-vous sur
« vous ces traités de commer
« traités de paix que pour les
« comme les vers rongeurs s'a
« européens, lorsqu'ils revien
« ou si vous êtes obligé de pr
« gemens réciproques, qu'ils
« base ; que toutes les nations
« ment. Songez-moins à avoir l
« que les richesses par la paix.
« serves de droits et de préfère
« liberté, tout renaîtra, tout

[1] Quoiqu'on ait déjà partagé et
munes en Angleterre, il

« tions ayant toutes une grande quantité de pro-
« ductions avec une grande variété de besoins, le
« commerce ne sera plus fondé que sur le bonheur
« général. »

Nous avons exprimé nos vœux, annonçons nos espérances. Elles portent toujours sur les progrès de la raison humaine; mais comme les événemens politiques accélèrent ou retardent considérablement cette marche, naturellement lente et timide, nous observerons que la guerre dernière, ou plutôt la paix dont elle a été suivie, doit avoir une si grande influence sur l'avenir, que notre postérité la regardera peut-être comme l'époque d'une révolution intéressante. Toute paix qui laisse les choses où elles étaient avant la guerre, ne doit être regardée que comme une trève ou une suspension d'armes. La raison en est bien simple. Chacun avait un objet; cet objet a reçu encore plus d'importance par les efforts qu'il a excités; on s'y est encore plus attaché. Instruit par l'événement, on se croit assuré de prendre de meilleures mesures; les dispositions sont donc les mêmes, et le feu reste caché sous la cendre. Telle a été la paix d'Aix-la-Chapelle. Les Anglais ayant pris l'île Royale, et les Français Madras, les premiers ont regretté de n'avoir pas conquis tout le Canada, et les derniers de n'avoir pas détruit les établissemens anglais sur la côte de l'Inde. Une armée formidable, encouragée par la présence de son roi, et dirigée par un excellent général, avait

employé quatre campagnes à s'emparer des villes de Flandre. On se flatta à Londres qu'une autre fois avec de meilleurs généraux, plus d'accord, plus de vigilance, on défendrait mieux la Flandre, tandis que par d'autres conquêtes on se procurerait plus aisément la restitution de ce qu'on y aurait perdu. D'un autre côté, les Français, malheureux en Italie, se rappelaient que sans les échecs de Plaisance et d'Asti, il leur aurait été facile d'y donner la loi; les esprits fermentaient encore. Au premier prétexte de rupture, les projets, les plans d'agrandissement étant prêts de part et d'autre, on reprenait la partie où on l'avait laissée.

Il n'en a pas été de même de la paix de 1762. Les pertes considérables que nous avons faites dans nos colonies, nous avertissaient, pour la première fois [1], de porter notre attention de ce côté-là, tandis qu'une expérience malheureuse nous enseignait à prendre des précautions plus sûres, pour ne pas laisser rallumer une guerre dont le succès est incertain, et dont les désastres sont irréparables. D'un autre côté, le présent dangereux que nous avons fait aux Anglais, paraît avoir éloigné doublement les sujets de rupture, en détruisant toute contesta-

[1] Je dis pour la première fois, parce qu'il est très sûr que, du temps du Louis XIV, les sacrifices faits à la paix d'Utrecht ne furent pas regardés comme des pertes véritables, l'établissement de Philippe V ayant passé alors pour un dédommagement plus que suffisant.

tion sur les limites, et en inspirant aux Américains une sécurité qui les conduit à l'indépendance.

Nous nous abstenons de former aucun pronostic sur les événemens qui se préparent au-delà des mers. Peut-être pourrions-nous nous applaudir de voir la guerre exercer ses fureurs dans des climats si éloignés; mais il faut se réjouir de son sommeil, et non pas de son absence. Quand elle est une fois en activité, elle franchit aisément les espaces. Cependant nous observerons que toutes les guerres ne sont pas contraires au bien de l'humanité, comme toutes les maladies ne sont pas contraires à l'individu qu'elles attaquent. Dans l'un et dans l'autre cas, il peut s'opérer une crise favorable, qui guérisse des maux antérieurs, et amène un état de santé robuste et permanent. Ce que tout philosophe doit désirer, c'est que l'issue de la guerre présente soit telle, que l'Amérique continue à se peupler et à se perfectionner; car la raison, la législation, et le bonheur qui en résulte, ne sauraient acquérir trop de surface sur ce globe où tout se tient, tout se correspond par une chaîne, tantôt apparente, tantôt cachée. Quant à l'Asie, si je considère nos mauvais succès comme un grand malheur passé, je ne puis m'empêcher de regarder la démolition de nos remparts à Pondichéri, l'extinction de nos anciennes prétentions dans l'Inde, et surtout l'abolition du privilége de la Compagnie des Indes, comme un grand bonheur pour le présent et pour l'avenir. Les Anglais, devenus

tuelles de l'Indoustan, et c
invasion des Marates, ou d
Thamas-Kouli-kan (t). Si, a
à force d'hommes, de coml
quièrent dans ce pays une
doute alors qu'ils ne soume
plus grande partie de l'Asie
rentrera dans la classe des c
cette différence encore que
tant plutôt méprisée, qu'o
et qu'on habitera un pays al
de productions. Dans tout
doive alarmer la France o
les Hollandais pourraient-ils
brage, mais ils possèdent de
et des forteresses en état de
apparence que les Anglais, à
aillent épuiser leurs forces c

En traitant de la situation politique des royaumes de France et d'Angleterre, nous croyons avoir examiné les véritables sources de la guerre; car l'Allemagne ne peut pas la faire long-temps sans les subsides de ces deux puissances. Si nous voulions cependant porter un jugement particulier sur cette partie de l'Europe, nous dirions que les troupes autrichiennes et prussiennes font trop bien l'exercice pour que la guerre soit prête à recommencer entre elles. Deux maladroits, le fleuret à la main, se portent des bottes au hasard : deux maîtres les remplacent; ils se mesurent des yeux, se tâtent, se menacent, font de fréquens appels, et sont long-temps avant de se compromettre.

vrai que c'en est assez pour conquérir l'Inde; mais, s'ils perdaient seulement trois ou quatre mille hommes dans une guerre contre les Hollandais, ils s'exposeraient à voir reprendre le Bengale et tout ce qu'ils possèdent sur ces côtes.

Puisque les réflexions
les chapitres précédens
sumer que les guerres
longues et moins dispend
miner si, par hasard, nou
cher un repos que nous n
sement, et si nous n'avons
sagers contre de longues
devenus tranquilles, mais
parent, dont nous nous ap
nous pas à un effort con
de paix à la guerre même
vasions ni les conquêtes;
fondée que sur de nombre
menses armées, garans tr
tandis que nous nous char
nous portons encore tout

plutôt entre le contribuable et l'exacteur. De nouvelles armées ont été levées pour être toujours en activité, et ne prendre jamais de quartier d'hiver; et tandis que nos bataillons, après avoir rempli les tâches modiques de leurs exercices, se reposent dans le sein des cités, où souvent même ils aident le commerce et secourent l'industrie, les brigades des fermiers tiennent toujours la campagne; elles occupent des postes, établissent des patrouilles, envoient des détachemens. Ce n'est pas tout : le défaut de concours entre les nations et les souverains a fait de la levée des subsides, tantôt un affreux brigandage, tantôt un vil escamotage. Cette imposition a été choisie de préférence, parce qu'elle présentait moins d'obstacles, moins de difficultés; des moyens également ruineux et extravagans ont été mis successivement en usage. Les emplois les plus utiles ont été changés en offices onéreux, et les emplois les plus vils en charges honorables. On croyait voir renaître, entre les ministres et les citoyens, ces anciennes lois de Sparte, qui toléraient le vol, pourvu qu'il fût fait avec adresse. Le peuple, sans force, sans défense, était accablé sous le poids de l'imposition, tandis que des exemptions, vendues aux riches, redoublaient encore son fardeau. Alors l'oppression était devenue un système; car, plus l'imposition était ruineuse, mieux on vendait le moyen de s'en affranchir.... Hâtons-nous de tirer le rideau sur ce funeste tableau, dont nous n'aurions pas offert ici

que la peinture que nous
porte guère qu'au royau
quelque considérables que
gleterre et de la Hollande
facilement. En Hollande,
publics sont levés sur les
ception en est simple et fa
du commerce et l'affluenc
nuent le fardeau. En Ang
immenses et multipliés; m
ter à trois principaux : la
douanes et l'excise. Or, la
toujours assise sur un ancie
avantage d'être constante
acquis, par le laps du temp
tion; car les fonds ayant
possesseurs, l'inégalité dan
pensée dans les ventes et
ainsi que tout cadastre

grossière, et nous passerons encore une centaine d'années à mesurer des héritages, et à peser des gerbes, avant de nous délivrer de nos taxes arbitraires. Les droits d'entrée sont considérables en Angleterre, mais ils sont tous rejetés sur la frontière extrême; et soit que vous ayez acquitté les droits à Portsmouth ou à Édimbourg, vous pouvez, après cela, traverser toute la Grande-Bretagne, sans avoir aucune signature à faire ou à demander. J'avoue que l'excise qui exige des visites chez les particuliers et une espèce d'inquisition domestique, s'est toujours présentée à moi sous l'aspect le plus odieux; mais je conviens en même temps que je n'ai vu nulle part l'effet répondre à mes conjectures. Elle est établie en Flandre, en Hollande et en Angleterre, et elle n'y cause ni plaintes, ni murmures, ni procès[1]; c'est peut-être que cet impôt ne se paye qu'une fois et sur de grandes quantités; tandis que nos droits d'aides sont multipliés, embarrassés, fatigans et importuns. Les Anglais payent une taxe sur les fenêtres; et je sais combien une loi, qui fait payer l'air et la lumière même, peut fournir à l'éloquence, si elle veut servir le mécontentement; mais, après tout, cette imposition est égale et uniforme. Un exacteur ne peut, par avarice ou par animosité, vous supposer des fenêtres; et puis ces impositions ont été consenties et approuvées par le peuple. En un mot, je ne craindrai

[1] L'Artois, qui jouit de la plus belle administration qu'il y ait en France, a une excise, et ne s'en plaint pas.

formes hideuses dont il est r
des sujets, légitime en elle-r
de tout l'odieux de la perc

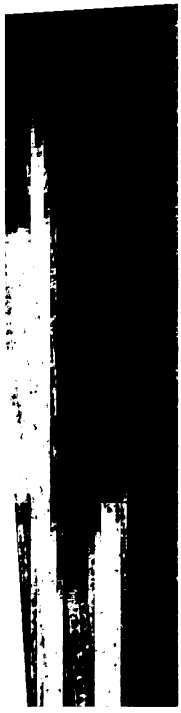
Pour connaître parfaitem
ce royaume, il faudrait sép
souvent réunies dans l'opi
en elle-même, et les moye
payer les arrérages; mais c
mande à être traitée à part,
pour une autre place. Nous
server ici qu'il y a plusieurs
qui ont échappé à ces malh
ont été assez heureuses po
des états; et parmi les autres
sage administration soutient
les vices de la législation; i
est repoussé par la précauti
dans; où des cadastres partic
mens exacts servent de remè

glemens abusifs, modifie les lois trop difficiles à abolir, et soulage ainsi le malade qu'il ne peut guérir [1]. On ose même assurer qu'une certaine aisance, une sorte de prospérité se laisse apercevoir dans le royaume ; mais elle n'a pas encore gagné son niveau; elle n'est pas parvenue aux classes les plus utiles, au petit peuple, au cultivateur. Tout n'est donc pas si mal qu'on le croit d'abord; mais tout est loin, beaucoup trop loin, d'être bien; et soit que le poids augmente ou diminue, il restera toujours que les Français sont de tous les peuples celui qui souffre le plus des impositions. Ce qu'il s'agit d'examiner, c'est par quels avantages ces inconvéniens sont compensés. Je n'en citerai que deux, mais qui sont bien intéressans; les voici en deux mots : moins de guerres (*b*), et moins de despotisme.

Moins de guerres : parce que si l'ambition de la noblesse, celle de quelques ministres, de quelques cour-

[1] M. de Trudaine a été le premier qui ait affranchi le commerce. Avant lui, c'était un galérien attaché à son banc; maintenant c'en est un qui a la liberté d'aller et de venir, mais qui porte encore au pied un anneau, dont sa démarche est gênée, et qui marque son esclavage. M. de Trudaine, en mourant, n'a pas laissé la liberté sans défenseur : ce qu'il a pensé, son fils l'a osé. Le commerce doit à celui-ci sa liberté la plus chère, celle de l'exportation des grains. C'est un titre acquis à la contradiction du siècle présent, et à la reconnaissance des siècles à venir.

(*b*) *Nous en avons eu trois injustes et malheureuses en peu de temps.*



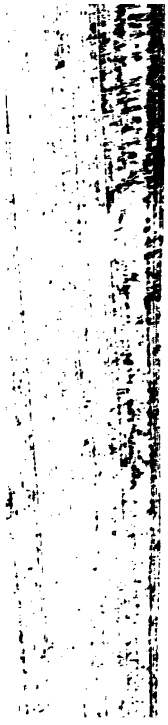
a certains corps, habiles a
sistance et les moyens de
tous ces obstacles sont auta
autant de barrières qui ai
d'une nation plus entrepre

Moins de despotisme :
pays du monde les besoins
cepteurs des rois. Les mo
reconnaissent à la fin que le
maîtres des individus, est u
ils ne peuvent aimer l'usag
intérêts personnels des min
dis-je, que cette autorité,
liers, ne peut rien contre h
prisonner un homme qui a t
mais on ne met à la Bast
raines (c), ni les états d'ur
priétaires qui se disent dans
D'ailleurs, il arrive souve

qui veillent toujours, tiennent registre des plus légères démarches qu'on fait pour les gagner, et bientôt une suite de complaisances se trouve avoir fondé des droits : car, comme nous l'avons dit plus haut, que sont les lois des hommes, sinon l'exemple et l'habitude? (*d*)

Qu'on n'aille pas donner un mauvais sens à ces réflexions. Eh ! qui pourrait en faire l'application au moment présent? Nous n'ignorons pas, sans doute, que c'est un privilége précieux du gouvernement monarchique d'inspirer quelquefois la sécurité la plus parfaite dont les nations puissent jouir : je veux dire celle qui n'est pas fondée sur des choses abstraites et inanimées, toujours faibles, toujours impuissantes contre les passions des hommes ; mais sur le caractère, sur les vertus du souverain. Heureux les peuples lorsque ce souverain, déjà parvenu à l'âge où l'homme se montre tout entier, est encore assez jeune pour leur promettre une longue prospérité ! C'est alors que l'attachement aux lois et au gouvernement est d'autant plus solidement établi, que le sentiment en est la source, et qu'il mêle à chaque satisfaction et la reconnaissance qui en redouble le prix, et l'espérance qui embellit l'avenir des charmes du présent. Telles sont les réflexions d'un Français; mais un philosophe écrit pour tous les temps, pour tous les pays. Le même royaume qui pleure un Henri IV, déteste la mémoire d'un Louis XI. L'esprit

(*d*) *Tout a changé.*



et calcule sa marche et sa
sociétés tendent tous à un
est-elle lente ou rapide, di
gressive ou rétrograde? Ce
valent bien, à mon avis, les
et sur la musique. Et dussen
prits s'en offenser, j'oserai
quelque attention à celui qu
n'écrit pas dans le genre
nesque.

Le bonheur des peuples e
qu'on ne saurait trop l'assure
sur les vertus des hommes, r
intérêts (e). Il faudrait des ve
pour que des souverains qui
venus considérables, et mê
cherchassent pas à étendre le
mination. S'il est quelquefoi
gueil et sans ambition, c'est

toutes les nations à la fois. Or, si la guerre n'était pas devenue si difficile et si dispendieuse, il suffirait de deux ou trois princes ambitieux pour troubler toute l'Europe. La flatterie a trop loué les souverains; la malignité les a trop condamnés. Qui d'entre nous sait ce qu'il aurait fait en plusieurs occasions, s'il avait pu tout ce qu'il aurait voulu (f)? Avons-nous toujours agi avec la même maturité? Avons-nous toujours aimé nos semblables? Avons-nous toujours combattu nos passions? Le meilleur des rois a-t-il toujours été le même dans tous les instans de sa vie? Titus a été sans reproche; mais il n'a régné que deux ans. Les princes, comme les autres hommes, sont soumis aux lois de la nature. Plus présomptueux, plus ardens dans leur jeunesse, plus ambitieux, plus opiniâtres dans leur maturité, plus timides, plus jaloux dans leur vieillesse, ils sont les arbitres des hommes et les esclaves de la nature et du temps. Gardons-nous donc de souhaiter pour nos supérieurs, pour nos rois, pour nous-mêmes, que le mal soit jamais facile à faire.

C'en est assez sur ces vérités, qu'il suffit de montrer aux bons esprits, et qu'il est dangereux de développer aux âmes basses et corrompues. Tout ce que nous avons voulu prouver, c'est que plusieurs inconvéniens attachés à l'état actuel des choses se trouvent compensés par des avantages indirects, qui échappent à la plupart des déclamateurs; parce

(f) *Bon et vrai.*

« militaire, assez commerç
mais qu'il est difficile de dé
être, en raison de sa situa
ment, de son caractère.

Infelix operis summâ, quia p
Nesciet.... (Hor.

Les temps anciens abond
nôtre abonde en réformateu
beaucoup à créer et peu d'ex
abandonnés à des spéculatio
autres, livrés à l'impression
pour guide qu'une expérien
trop isolée. Il est temps d'édi
plus vastes et plus solides. L
ouvert, nous avons essayé d
calme de la philosophie et de
nant que nous sommes parven
et qu'il ne nous reste plus de
innombrables feuilles encore

RÉSUMÉ DE CET OUVRAGE.

Si les recherches auxquelles nous nous sommes livrés ont eu pour objet de constater quel fut le sort de l'humanité dans les différentes époques de l'histoire, il ne faut pas oublier que ce travail long et pénible tend à un grand résultat, sans lequel il pourrait être considéré comme une spéculation stérile. Tandis que plusieurs écrivains éclairés et respectables s'efforcent d'enseigner aux hommes la route qui conduit à la plus grande félicité possible, nous avons choisi pour notre tâche d'examiner si l'état social était effectivement susceptible d'amélioration; nous avons voulu prévenir surtout cette objection, commune à la vérité, mais bien importante et bien dangereuse : « A quoi tout cela aboutira-t-il? Les « hommes ne seront-ils pas toujours les mêmes? » Or, pour y parvenir, nous avions une marche tout indiquée.

Premièrement, nous pouvions nous assurer que la législation, la morale et les habitudes ont un tel empire sur les passions, qu'elles peuvent apporter des différences infinies dans l'état social; et comme ces différences ne peuvent jamais se trouver qu'entre deux points principaux, le bien et le mal, il est

ment, il nous restait à
fait, c'est-à-dire, à nous
n'avaient pas encore fait
véritable politique, on n
conséquence pour l'aveni
non-seulement ils ont gén
jet, mais que lorsqu'ils y
tion, ils ont été bien loi
moyens pour l'atteindre.
que nous nous sommes p
chés. Elles nous ont con
l'histoire nous a transmis
gouvernemens anciens. N
scurité et contradictions
documens qui nous resten
chies, telles que celles de
riens, des Mèdes, etc.; ma
naître que le despotisme e
régné assez généralement

fondée que sur la force et l'imposture, nous n'avons pas été surpris de voir le brigandage et l'usurpation se montrer avec les premiers rois, et se propager avec les premiers peuples. Passant ensuite à l'établissement des plus anciennes républiques, nous avons reconnu que l'esprit d'ambition et de jalousie n'avait que trop présidé à leur législation; et s'il s'en est présenté quelques-unes qui se soient bornées à la défense et à la conservation, il nous a paru qu'elles avaient fondé cette défense et cette conservation sur des moyens violens, et proportionnés seulement à l'état forcé dans lequel elles avaient pris naissance. En effet, lorsque ces régimes différens ont eu quelques succès momentanés, et lorsqu'il est arrivé que des causes morales ou physiques ont multiplié les hommes dans quelques endroits et sous quelques gouvernemens, il s'est trouvé que les législations comportaient si peu ces avantages inattendus, qu'il a fallu disperser la population naissante, et fonder de nouvelles colonies. Or, ces colonies ne pouvant s'élever que dans des contrées désertes, ou habitées par des peuples grossiers, il s'est établi de nouveaux rapports de supériorité, existans dans le fait, et exagérés encore par l'opinion, lesquels ont éloigné de plus en plus la réunion des peuples, source de toute vertu sociale; de façon que les hommes se sont trouvés partagés en trois classes qui pesaient les unes sur les autres; des nations nombreuses et anciennes soumises à des mo-

se propager. Il ne faut pa
personnel cherche des che
qu'il en trouve de plus cour
hommes connaissaient déjà
autres avantages de la vie ci
der à la volonté d'envahir,
valle. Là, se trouvait l'or, a
fums. C'était à la force à ac
lesquels l'industrie n'avait
Les étrangers furent appel
fallut pas davantage pour s
leurs possessions, et à les r
griculture et les arts offrai
faciles, mais c'étaient encor
devaient les procurer. Enfi
l'homme le droit d'opprim
trouvé aussi dénué qu'il le
on le privait du secours des

Les malheurs de la terre ayant toujours augmenté en proportion du progrès successif des nations qui s'étendaient ou se multipliaient sur la surface du globe, il semblait que la seule manière de terminer ces longs désastres était de donner à quelque peuple puissant une telle prépondérance, qu'il devînt le maître ou l'arbitre des autres. C'est ce qui arriva au peuple romain; mais comme cette prépondérance ne venait que de la force, il n'en résulta aucun effet favorable à l'humanité. Cette idée ne saurait être trop développée; nous nous y arrêterons encore un moment.

Lorsqu'une nation se perfectionne par le progrès naturel des lumières, elle améliore à la fois tous les moyens qui conduisent à la prospérité générale : législation, commerce, agriculture, milice, navigation, tout marche d'un pas égal; et alors le bonheur est fondé sur une base étendue et durable. Tel a été le sort de l'Angleterre depuis deux siècles; mais lorsqu'une seule ou un petit nombre de prééminences particulières ont donné à quelque peuple un avantage marqué sur les autres, il ne peut établir sa supériorité que sur l'exercice continuel des facultés qui lui ont procuré cet avantage. C'est ainsi que la perfection dans la guerre n'est bonne que pour conquérir, et que l'activité dans le commerce ne sert qu'à s'enrichir, mais jamais à établir un empire heureux et permanent. Rome et Carthage en firent l'expérience : l'une fut assez forte pour soumettre le monde,

l'autre assez industrieuse pour le dépouiller; mais ni l'une ni l'autre ne furent assez sages, assez éclairées pour s'assurer la jouissance de ce qu'elles avaient acquis. C'est Rome surtout qui mérite notre attention, parce que tous ses malheurs sont venus de ce qu'elle a été puissante avant d'être éclairée. Voyez-la soumettre la Sicile et la Grèce sans prévoir encore l'usage des arts et des richesses qui vont faire partie de son domaine. Elle ne connaît pas encore la jouissance, et elle éprouve déjà la corruption. Elle porte ses armes jusqu'aux rives du Nil, et voilà que le culte d'Isis et toutes les superstitions égyptiennes, si opposées à l'esprit de son gouvernement, viennent infecter ses foyers. A peine a-t-elle conquis l'Asie-Mineure, que le judaïsme se répand dans tout l'empire. Il en est de même de la subtilité grecque, des principes plus sages, mais non moins contraires à ses mœurs, que dictèrent les Carnéades, les Épicure, et tant d'autres fondateurs de sectes, bonnes tout au plus pour amuser l'esprit prompt et facile des Grecs, mais totalement étrangères à l'austérité romaine. Nulle erreur, nul prestige, nulle sottise qu'ils n'acquièrent en conquérant une province. Il semble voir les Impériaux gagner une bataille sur les Ottomans, et revenir dans leur camp avec une maladie cruelle qui détruit l'armée victorieuse, et lui fait pleurer ses succès.

Toute nation dont le gouvernement n'a pas suffisamment pourvu à son propre bonheur, ne pourra

jamais, ni par ses conquêtes, ni par son influence politique, dispenser à l'étranger un bien qu'elle n'a pu se procurer à elle-même. En parcourant l'histoire, en réfléchissant sur les faits, nous avons trouvé qu'ils justifiaient constamment ce principe, et passant bientôt à de nouvelles révolutions, nous avons vu l'inondation des Barbares changer la face entière du monde, mais ramener une seconde fois, et d'une façon plus marquée encore, cette situation singulière où les sciences, les arts, la raison même sont d'un côté, et la force de l'autre. Dans cette crise le mal est plus violent, et le remède plus éloigné. Deux causes y contribuent particulièrement : 1°. le vainqueur plus brut, plus féroce, n'a pas même la faculté de jouir et de s'amollir ; 2°. le hasard place le centre d'activité de cette force dans des climats où la nature moins féconde et le ciel moins pur n'ont pas le pouvoir de l'énerver. En France, en Angleterre, en Allemagne, les Barbares restent longtemps barbares : ils restent aussi les plus forts, tandis qu'en Espagne, en Italie, les Goths et les Lombards ne tardent pas à se civiliser, ou plutôt à s'affaiblir. Si l'invasion survient encore d'un autre côté, et si sortant des bords de la mer Caspienne, et passant par la Perse et l'Arabie, elle inonde enfin la Grèce et l'Asie-Mineure, alors un excès opposé produit à peu près le même effet, et la férocité se trouve également dans les ardeurs du Midi et parmi les glaces du Nord.

Dans la même époque une révolution plus extraordinaire, mais d'un ordre supérieur, donne naissance à un nouvel empire que la force n'a pas établi, et que la force ne peut détruire. Le christianisme, à peine dans son berceau, triomphe des anciennes religions. Il attaque toutes les superstitions des anciens, mais il fait alliance avec leur philosophie, alliance qui lui devient funeste, en altérant la simplicité de ses dogmes (c). Dans un temps, dans un pays où toutes les opinions sont dans une espèce de fermentation, l'esprit de controverse devient l'esprit dominant, et comme la philosophie a ses écoles, la religion a ses sectes. Mais ce qu'on ne peut se lasser d'admirer, c'est que les habitans du Nord saisissent avec avidité cette subtilité *éristique* [1]; accessoire pour le moins inutile à la morale de J. C., qu'on les voit se livrer à toutes les idées frivoles et exagérées que les Grecs avaient introduites dans la religion, tandis que les Orientaux, à qui les Grecs avaient dû jadis leur philosophie, montrent un mépris stupide pour toutes les sciences et pour tous les dogmes, et conservent obstinément, avec l'ignorance la plus grossière, le fanatisme le

(c) *Le christianisme était, comme la société des esséniens, des thérapeutes, des stoïciens, faite pour le petit nombre; dès qu'il s'étendit, il fut corrompu.*

(1) Le genre *éristique* était celui de la dispute, et de la dispute opiniâtre, qui avait pour principe de ne pas céder. Nous n'avons pas de mot pour le désigner; malheureusement le mot seul nous manque.

plus cruel : contradiction frappante, dont on pourra pourtant se rendre raison, si l'on considère que le seul besoin attira les habitans du Nord vers les contrées plus fertiles du Midi, de sorte qu'ils ne furent que de simples usurpateurs plus incultes que présomptueux, et plutôt ignorans qu'ennemis de la science, au lieu que l'esprit de révolte et l'esprit de fanatisme précipitèrent les Ottomans dans la guerre, et les conduisirent dans leurs invasions. Une fois maîtres de la plus grande partie du monde connu, leur religion, aussi barbare qu'absurde, les tint séparés des peuples qu'ils avaient soumis, et la terreur qui leur avait donné l'empire, fut seule chargée de le conserver : tant il est vrai que de tous les fléaux de l'humanité, le fanatisme et l'intolérance sont les plus à redouter!

Le gouvernement féodal, né du sein même de l'usurpation, s'établit sous de meilleurs auspices. Il porte, sinon le caractère, du moins les signes extérieurs de la justice. Les formes, les apparences de la police et de la législation s'y laissent apercevoir. Vaste et simple dans sa première institution, il se modifie ensuite suivant les lieux et les circonstances; mais partout il rappelle son origine barbare. L'ignorance l'accompagne dans tous ses progrès : content d'opprimer le peuple, il consent à en partager la dépouille avec les moines et le clergé. D'un autre côté, la théologie d'autant plus subtile, d'autant plus intolérante, que les peuples sont plus grossiers,

présente alors le spectacle le plus funeste et en même temps le plus ridicule; l'entêtement stupide du Nord, attaché à l'extravagance et à l'exagération du Midi, et le glaive du Belge ou du Sicambre aiguisé pour protéger les rêves de l'Asie et les sophismes de la Grèce. Enfin, pour mettre le comble au désordre général, les deux vastes systèmes politiques qui régissent le monde viennent se heurter l'un contre l'autre. Les usurpateurs de l'Orient et du Midi se trouvent aux prises avec ceux du Nord et de l'Occident. En Espagne, en Grèce, en Afrique, en Asie, on les voit se livrer une guerre cruelle. Il semble alors que les malheurs de l'humanité soient parvenus à leur dernier période. L'épuisement de ses forces, l'abattement où elle est plongée amènent enfin quelque repos; c'est la crise favorable. La raison, depuis long-temps exilée de la surface de la terre, n'ose encore y reparaître, mais elle y envoie les arts et les lettres pour sonder le terrain, à peu près comme Noé lâcha la colombe après le déluge universel.

L'ignorance et l'erreur se partageaient l'empire du monde. L'ignorance fuit la première; l'erreur reste encore, parce que la raison seule peut en triompher. Enfin, le moment est venu où celle-ci ose se montrer; mais quel chaos, quelle confusion de toutes choses s'oppose encore à ses progrès! L'avarice, éclairée par les arts mêmes, réveille l'ambition et ralume le flambeau de la guerre. L'Amérique est con-

quise, et l'or qu'on en rapporte va conquérir l'Europe à son tour; cependant cette nouvelle usurpation ne tarde pas à trouver des limites. Le despotisme n'est plus fait pour des peuples désormais éclairés. L'ambition de Charles-Quint et la politique de Philippe II échouent contre la constance héroïque des nations qu'elles veulent enchaîner. La liberté reprend ses droits, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre religieux; le despotisme même se modère, et sous le nom de monarchie, il se change en autorité légitime. Bientôt le commerce et l'industrie deviennent des sources plus pures de la richesse et de la puissance, la prospérité s'annonce de toute part. Mais qu'il est difficile de jouir sans abuser! A peine Louis XIV a-t-il réuni les membres déchirés d'un puissant empire, qu'il le rend la terreur des autres. Avide d'une gloire mal entendue, il va toujours cherchant la grandeur, et bientôt il ne lui reste plus d'autre gloire que celle d'être grand dans ses désastres. Eh! c'était bien assez de grandeur, et le monde était déjà trop vieux pour de telles frivolités. Le repos et la paix, les premiers besoins des hommes, commencèrent à acquérir quelque importance à leurs yeux. Il était temps d'entrer en jouissance de la terre que jusque-là on n'avait fait que se disputer. Fatigués de carnage, de superstitions et d'erreurs, les peuples cessent enfin de fermer l'oreille à la raison, qui ne parle jamais assez haut pour se faire entendre au milieu du bruit, et

qui a coutume de se taire, si on ne l'écoute. Les mots de *tolérance*, de *liberté*, d'*agriculture*, d'*industrie*, sont les premiers qu'elle prononce. Ils se font entendre dans toute l'Europe, et vont retentir jusqu'en Amérique. C'est la semence jetée au hasard, qui dans quelques endroits est emportée par les vents, mais qui fructifie dans d'autres, et prépare de riches moissons : progrès heureux dont nous avons reconnu la réalité, et que nous avons voulu présenter à nos contemporains comme un objet de consolation et d'encouragement. Cependant telle est la propension des hommes à la satire et à la *morosité* (car ce terme, peu usité, rend mieux notre idée), qu'ils veulent méconnaître les avantages qu'ils ont sur leurs ancêtres, qu'ils se plaisent toujours à dire, à publier que tout va mal, que tout se détériore. La critique austère et tranchante les séduit, les entraîne; elle seule est dispensée de discuter. Pour nous, tandis qu'elle crie à la dépopulation, quoique la population augmente tous les jours, qu'elle annonce la décadence de l'agriculture (quoique l'agriculture s'étende de plus en plus), qu'elle décrie les lois et le gouvernement, quoique le gouvernement et la législation se perfectionnent généralement, nous avons jugé à propos de nous retirer de la foule, et persistant à croire que la raison fait toujours des progrès, nous avons dit comme Galilée : *E però si muove* [1]. Puissent nos réflexions persuader à nos

[1] Galilée, après s'être rétracté au tribunal de l'Inquisition

semblables, non qu'ils sont arrivés au terme où ils doivent tendre, mais du moins qu'ils sont dans le bon chemin. Le voyageur qui s'est égaré dans une épaisse forêt ne marche qu'avec lenteur et incertitude; mais s'il vient à reconnaître la route qui le conduit à ses foyers, il double le pas, et retrouve ses forces avec l'espérance. Tel doit être maintenant le progrès de la philosophie. Qu'elle ferme l'oreille à la voix imprudente ou perfide qui lui demande où elle va, et lui crie de retourner sur ses pas; mais aussi qu'elle ne s'arrête pas en chemin, qu'elle se garde surtout de se détourner : et nous autres modernes, qui jouissons déjà des bienfaits qu'elle a répandus, n'envions pas à nos neveux les biens plus précieux qui leur sont réservés. Contens de les prévoir et de les annoncer, jouissons de ce que nous avons, et rêvons le reste.

de l'opinion qu'il avait avancée sur le mouvement de la terre autour du soleil, reçut humblement son absolution, mais en sortant il dit : *Cependant c'est elle qui tourne.*

VUES ULTÉRIEURES

SUR

LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Sans doute lorsqu'un auteur traite une matière aussi intéressante que la félicité publique, il doit lui être permis de revenir sur ses pas, et de jeter un regard sur l'objet agréable et fugitif qu'il a su fixer pour quelques instans; mais, en cédant au penchant qui m'entraîne, il est consolant et flatteur pour moi d'obéir au public, et de rendre du moins un hommage de reconnaissance aux lecteurs indulgens, dont les suffrages m'ont encouragé, et dont les conseils m'ont aidé à rendre cette légère esquisse un peu plus digne d'eux. Après m'avoir vu parcourir tant de siècles, et poursuivre, pour ainsi dire, avec mes réflexions, les révolutions rapides et successives que le monde a éprouvées, ils ont désiré que j'étendisse l'horizon de mes idées, et que j'ajoutasse quelques vues générales aux observations particulières répandues dans mon ouvrage. En effet, s'occuper des malheurs de l'humanité, et se contenter d'en développer les causes et les progrès, n'est-ce pas imiter les médecins qui décrivent soigneusement les mala-

:s, sans définir l'état de santé? Mais si dans l'étude s êtres inanimés, où le but de la nature est si aisé apercevoir, où les moyens qu'elle emploie pour tteindre sont si uniformes et si sensibles, il est icore difficile de saisir son plan général, et de onnaître l'harmonie de ses lois, combien cette conaissance n'est-elle pas plus inaccessible dans l'étude es causes rationnelles, où tout est obscurité, parce ue tout dépend d'un principe plus ou moins perfecble, dont nous ne connaissons ni la nature, ni les mites. C'est à la métaphysique à analyser ce prinpe que nous nous abstenons d'examiner, parce ie s'il existe un art de raisonner, il consiste bien us à simplifier les questions qu'à les multiplier. Il ous suffira donc d'observer que l'homme sauvage, iomme brut, se rapprochant beaucoup des aniaux, nous sommes fondés à croire que son essence rticulière ne renferme rien de contraire au plan ie la nature paraît avoir suivi relativement à tous s êtres vivans, je pourrais même dire à toutes ses oductions organisées. Subsister et se reproduire, est la loi générale qu'elle leur a imposée; et cette i si simple s'exécute par des moyens aussi simples i'elle. Le plaisir et la douleur sont les seuls mistres qui la secondent : le plaisir attaché à tous s moyens de conservation et de multiplication; la ouleur annexée à tous les moyens de destruction.

En partant de ce principe, qu'il est impossible de ier, il est aisé de voir que le bonheur de tout ce

que la douleu
contrariées ; et si vous
sidérations générales, (
à des observations par
vous : voyez l'herbivo
entière à se pourvoir d
et peu substantielle, do
une grande quantité p
voyez d'un autre côté l'
est une chasse continue
activité, et qui ne laisse
désirs sont-ils satisfaits,
le repos dont les êtres
d'idée que par le somme
naissent plusieurs degré
soulager du fardeau de l'
est un véritable, lorsqu'
activité. A tous ces avant
sous la main de la natu
l'uniformité de situ

ils prospèrent également; partout où ils souffrent, ils souffrent tous également : ainsi point de rapprochemens, point de parallèles humilians ou douloureux; car, si l'envie est un sentiment qui n'appartient pas moins aux animaux qu'à l'homme, comme nombre d'expériences le prouvent, il est vraisemblable en même temps qu'elle n'existe pas d'une espèce à l'autre. Ce n'est que dans les *Fables* de La Fontaine que les loups sont jaloux des chiens, ou les renards des cigognes. D'ailleurs, tous les herbivores n'ont rien à envier les uns aux autres, et la chasse isole naturellement les animaux carnassiers, dont la subsistance dépend plus du hasard. Enfin, dans quelque détail que vous entriez, vous trouverez toujours que le bonheur de tous les êtres consiste à remplir exactement le vœu de la nature, et que, sous ce point de vue, le bonheur de l'individu ne peut être différent de celui de l'espèce.

Ne doutons pas que les mêmes observations ne soient applicables à l'homme vraiment sauvage, à l'homme brut; mais avouons en même temps qu'il est très difficile de trouver l'espèce humaine dans cet état primitif, que je n'appellerai pas l'état de nature, parce que je suis persuadé qu'il est dans la nature de l'homme de perfectionner ses facultés, comme il est dans la nature d'un enfant de devenir un homme fait. Quoi qu'il en soit, quiconque aura voyagé, ou quiconque aura seulement lu des voyages, sera convaincu qu'il existe encore des sauvages presque

et dans la terre de Feu
nos regards sur de si tri
ment des progrès de l'es
devons nous occuper, s
bonheur dont elle est su

Or, la première réflex
esprit, c'est que l'espèce
fectible de toutes, et n'ay
d'une manière égale et u
une grande inégalité dan
peuple, mieux secondé p
de la terre, par les ress
dans une chasse, dans un
instruit plus tôt que ses vo
ques hommes auront fait
connaissances acquises; ils
étendues : mais quel usage
son industrie comme de s
menter son pouvoir pour

servir contre ses semblables. Le courage n'est que le sentiment de nos propres forces : or, l'inégalité des forces dut favoriser la violence, et la violence amener enfin la guerre, lorsque les faibles commencèrent à se réunir pour se défendre contre les forts. Laissons les poètes vanter la paix qui règne parmi les animaux, et l'opposer aux guerres cruelles que les hommes se livrent mutuellement. Il est plus important d'observer que la raison pour laquelle les animaux d'une même espèce ne se battent pas entre eux, c'est qu'ils se battraient à armes égales. J'en excepte cependant ceux chez qui la passion de l'amour est une espèce de fureur; encore remarque-t-on que, dans cette crise passagère, les vieux cerfs, les vieux sangliers, qui ont la supériorité des armes, se font respecter des plus jeunes : usurpateurs orgueilleux et tyrans des forêts, ils vivent en paix au milieu de leur sérail, tandis que les plus faibles vont exhaler au loin leur impuissante colère.

D'un autre côté, il est impossible de se dissimuler que, si la tranquillité des animaux est troublée par la crainte que les différentes espèces s'inspirent mutuellement, l'homme a ce désavantage particulier d'avoir encore à craindre son semblable; ou du moins sommes-nous obligés d'avouer que cette crainte ayant augmenté à mesure qu'il s'est perfectionné, elle a compensé l'avantage que sa force et son adresse lui donnaient sur les bêtes féroces. L'état de guerre est devenu son état habituel. Il fallait inspirer la terreur,

ou la ressentir ; être oppresseur ou opprimé. Mais il est arrivé dans l'ordre moral ce qui arrive assez communément dans l'ordre physique. De l'excès même du mal est sorti le remède. La nécessité de se combiner, soit pour l'attaque, soit pour la défense, a formé ou resserré les nœuds de la société, et donné naissance au gouvernement, à la législation. Je sais tout ce qu'on a rêvé d'agréable et de spécieux sur le gouvernement patriarcal ; comment on a voulu que celui d'une famille, s'étendant à ses diverses ramifications, devînt le modèle de celui d'un empire ; mais je suis persuadé que dans l'étude de la morale, comme dans celle de la nature, il ne faut supposer que le moins qu'il est possible ; et quand je vois partout le gouvernement se perfectionner en raison contraire de la tranquillité publique, les sauvages chasseurs ne choisir des chefs que pour la guerre, tandis que les peuples nomades ou pasteurs ne connaissent ni lois ni magistrats ; quand je viens à examiner encore les constitutions politiques des différentes nations anciennes ou modernes, et que je trouve qu'elles sont toutes sorties d'un état de guerre extérieure ou intérieure, je rejette loin de moi tous ces romans, pour le moins inutiles ; et je dis que la guerre seule, la force et la violence ont donné origine à tout ce qui existe encore parmi nous : de sorte que toutes les constitutions, même celles qui sont en vigueur de nos jours, ne sont à mes yeux que des traités de paix. Qu'était-ce, en effet, que

la constitution de la république romaine, sinon le résultat des pactes successifs qui se sont faits entre le peuple et les grands? Quelles sont encore de nos jours les bases du gouvernement germanique, sinon une suite de conventions, de traités de paix, tels que la bulle d'or, qui fut un instrument de pacification; la paix publique, qui n'eut pour objet que de rétablir l'ordre et la police dans le sein de l'empire; et la paix de Munster, dont la plupart des articles furent des points de législation? Cette constitution britannique, si vantée et si digne en effet de nos éloges, n'est autre chose qu'une paix assez récente, qu'un accord fait entre les Whigs et les Torys, entre les Anglais et le prince d'Orange [1]; et en France, qui ne reconnaîtra pas dans l'autorité même du roi celle d'un pacificateur que le peuple implora jadis contre la tyrannie des grands? Ainsi, remontez d'époque en époque, et, à force de parcourir diverses révolutions, vous arriverez à la conquête, à l'usurpation.

Cependant de l'organisation de la société, de l'établissement même du gouvernement sont sortis différens rapports d'inégalité parmi les hommes : inégalité dans le sort de différens peuples, inégalité de fortune et de condition parmi les hommes soumis à une même législation. C'est à la première qu'il faut

[1] Si l'on remonte jusqu'à la grande charte, ne trouvera-t-on pas encore un traité de paix, un accord fait entre Jean-sans-terre et les barons de son royaume?

attribuer la fréquence des guerres et tous les événemens malheureux, dont l'ambition est le principe, et l'oppression la conséquence. Toutes les fois qu'un peuple sera meilleur navigateur que les autres, il deviendra le tyran des mers; toutes les fois qu'il sera plus habile que ses voisins dans l'art de la guerre, il voudra les conquérir ou les opprimer : enfin, toutes les fois qu'il sera le plus industrieux, et par conséquent le plus riche, il abusera de ses richesses et de son industrie, pour usurper encore le bien d'autrui. Inutilement la politique, par des associations forcées et passagères, s'efforcera-t-elle de maintenir l'équilibre : on peut compenser le nombre des combattans; mais la supériorité de science et de lumière ne connaît pas de contre-poids. Quel est donc le remède à ce malheur de l'espèce humaine? Si vous voulez le trouver, rappelez-vous l'origine du mal : les hommes sont perfectibles, ils le sont au plus haut degré; mais la plus grande inégalité règne dans leurs progrès, et ce ne sera jamais qu'au terme de ces progrès qu'ils pourront se rencontrer. Tâchez donc d'accélérer leur marche, de rendre la carrière facile à tous; et loin de fonder le bonheur d'un peuple sur la prééminence qu'il conservera sur les autres, ne prétendez plus que votre part de la félicité générale : partage heureux, où, par un effet magique, chaque portion s'augmente à mesure qu'elle est subdivisée; où l'on s'enrichit de ce qu'on donne; où le bonheur est le lot de tous.

Rien de plus simple que cette manière d'envisager un des plus vastes objets que la philosophie puisse se proposer : cependant, si nous nous y arrêtons un moment, nous serons surpris des conséquences qu'on en peut tirer; nous nous étonnerons surtout de voir quels beaux systèmes de politique et de morale disparaissent à nos yeux, et se dissipent comme les brouillards du matin. Ici, pour rendre les hommes heureux, on veut les ramener à l'état de brute; c'est-à-dire, que pour faire tenir une boule en repos, on la place au haut d'un plan incliné, dont il faut toujours qu'elle descende : là, on prétend bannir le commerce et l'industrie, parce que le luxe marche sur leurs pas : ailleurs, on défend aux hommes de raisonner, de crainte qu'ils ne diffèrent dans leurs opinions; un homme seul, ou bien une classe d'hommes se charge de penser pour un peuple entier. Cependant, qu'est-il arrivé jusqu'ici? Le courant rapide a entraîné avec le vaisseau qui secondait son effort, celui qui s'efforçait en vain d'y résister; mais le premier est arrivé à bon port, et le second s'est brisé contre les écueils. Lycurgue ne veut, dans sa république, que du fer pour monnaie : qu'en résulte-t-il? c'est qu'il faut moins d'or aux Perses pour corrompre les généraux de Lacédémone. Le sénat romain s'obstine à ne donner que deux arpens de terre à chaque citoyen : quel sera le fruit de cette rigueur? c'est que le premier tribun qui en fera distribuer le double, renversera la con-

stitution. Dans des temps plus modernes, l'inquisition poursuit Galilée : et les connaissances utiles passent chez des insulaires, qui deviennent bientôt les plus puissans ennemis des pontifes. Eh! laissons aller les choses suivant leur pente naturelle; et puisque l'homme est perfectible, soyons bien sûrs qu'il ne sera en repos que lorsqu'il aura atteint le plus haut degré de science et d'industrie auquel il puisse prétendre.

Ce que nous venons de dire sur la disproportion nécessaire établie entre différens peuples, s'applique également à celle qui règne entre les individus qui composent une nation : en effet, avant que la richesse appelât la richesse, avant que le commerce et la finance eussent ouvert à tous les capitalistes des routes faciles pour arriver à la fortune; la force, l'adresse, les talens et l'industrie furent les seuls moyens de s'enrichir. Or, il est aisé de voir que, plus il y eut de disproportion dans les moyens, plus il y en eut aussi dans le sort des individus. Je n'aurai même pas besoin de remonter bien haut pour en chercher la preuve. Si Jacques Cœur fut le plus riche des négocians qui aient jamais existé, c'est que, de son temps, les Français ignoraient parfaitement tout ce qui a rapport au commerce et à la navigation. Si les Anglais payaient, il y a cinquante ans, un chanteur ou un violon italien beaucoup plus cher qu'ils ne le font maintenant, c'est que l'étude de la musique était bien moins perfectionnée alors qu'elle ne

l'est de nos jours. La finance même, que les revenus et les dépenses immenses de notre monarchie ont rendue si importante et si lucrative, la finance commence à n'être plus une source de richesses très abondante : c'est que l'expérience est le meilleur et peut-être le seul instrument de l'instruction; c'est que toute pratique ne devient un art que long-temps après qu'elle a été établie. Le commerce a existé long-temps avant la science du commerce, et alors il a été très lucratif. La finance a pris naissance, et s'est agrandie long-temps avant qu'on en connût les détails et les principes. Le voile commence à se lever, déjà ses profits sont limités, excepté dans les affaires nouvelles. La banque l'a remplacée depuis peu ; mais la banque, à son tour, éprouve le même sort, et le crédit, dégagé des nuages qui l'environnaient, a laissé apercevoir aux yeux clairvoyans qu'il reposait sur une base qui ne lui appartenait pas [1]. Enfin, de quelque côté qu'on porte ses regards, on ne verra sur la surface du globe qu'une immense carrière, où les uns courent rapidement, et les autres se traînent avec peine, heurtés, froissés par ceux qui veulent les devancer; et l'on sera conduit à cette réflexion,

[1] Ceci se rapporte particulièrement à la France. Autrefois les Bernard, les Pâris paraissaient la soutenir de leur propre crédit. Depuis quelque temps, on s'est bien convaincu que, quelques avances que fissent les banquiers, leur crédit n'était jamais que celui du roi, celui de la chose même.

que si la disproportion dans le sort des individus est un inconvénient nécessairement attaché à la perfectibilité de l'espèce humaine, le remède le plus sûr à cet inconvénient est encore la plus grande accélération dans la marche de ses progrès.

Mais à quel point cette disproportion dans le sort des individus est-elle contraire à la félicité publique? C'est une question qu'il ne faut pas passer sous silence; car cet article seul serait capable de donner un grand avantage aux détracteurs de la société; et soit que nous les regardions comme des enthousiastes de bonne foi, soit que nous ne les envisagions que comme des sophistes adroits, il faut toujours apprécier leurs argumens. Quoi! me diront-ils, vous plaignez une peuplade de sauvages, parce qu'elle habite sous des huttes, et n'a pour vêtemens que des peaux de bêtes : voyez dans les rues de vos superbes cités, voyez un malheureux couvert de haillons, qui porte avec effort un pénible fardeau, tandis que son semblable, traîné rapidement dans un char magnifique, lui ravit jusqu'à l'usage des chemins, et ajoute le danger à ses travaux : quand il serait vrai que la subsistance de ce malheureux serait encore plus assurée que celle d'une grande partie des sauvages, quel poids ne doit pas ajouter à sa misère la comparaison accablante qu'il peut faire à chaque instant? car il n'est donné aux hommes de juger que par comparaison, et ce n'est qu'en voyant des gens plus heureux que soi qu'on se trouve malheureux.

Comment répondre à ces observations? En avouant ingénument qu'il peut y avoir parmi les nations civilisées un certain nombre d'hommes plus malheureux que ne le sont la plupart des Sauvages; mais nous ne craignons pas d'avancer que ce nombre n'est pas considérable, et n'excède guère la dixième partie de la population générale. Si l'on entrait même dans quelque détail à ce sujet, on trouverait peut-être cette quantité beaucoup plus petite. Tous les ouvriers qui travaillent aux arts mécaniques ont non-seulement une subsistance assurée, mais encore une existence assez agréable. Cette classe même, qui vous paraît la plus à plaindre, parce qu'elle remplace, pour ainsi dire, les bêtes de somme, n'échangerait pas son sort contre un travail plus doux, parce que les gros salaires qu'elle reçoit la dédommagent des fatigues que la nature et l'habitude l'ont mise en état de supporter. Tels sont à Londres les *coal-heaver*, et à Paris les *forts de la halle* [1]. Mais, ajoutera-t-on, les laboureurs ne font-ils pas une partie considérable du peuple? Sans doute; mais qu'il me soit permis d'observer ici que la plupart des âmes sensibles et bien intentionnées sont égarées par les déclamateurs et par les poètes. Il y a certainement beaucoup de malheureux dans les campagnes, mais ce ne sont pas en général les labou-

[1] *Coal-heaver*, ceux qui déchargent les bateaux de charbon. Ils gagnent jusqu'à 14 livres par jour. Les *forts de la halle* gagnent souvent la moitié de cette somme.

reurs. En effet, ceux-ci sont séparés en deux classes, les fermiers, les métayers avec leurs domestiques, et les petits propriétaires, qui cultivent eux-mêmes leurs champs : or, ce ne sont pas ces deux classes qui sont le plus à plaindre. Ce sont les paysans sans propriété, qui, ne possédant qu'une chaumière et leurs bras, dépendent, pour leur subsistance, d'un salaire incertain et toujours trop modique. C'est de ces infortunés dont les cœurs bienfaisans doivent être principalement occupés. Condamnés par leurs besoins à subir la loi du riche qui les emploie, ils voient encore leur misère augmentée par les impositions, par les corvées, et surtout par la multiplicité des fêtes. Comment la paresse et le découragement ne gagneraient-ils pas les habitans des campagnes, lorsque, pressés entre l'état qui leur demande leurs bras, et l'église qui leur ordonne l'oisiveté, ils ont également à souffrir du travail et du repos ?

Tel est le sort des paysans en France et dans quelques autres pays de l'Europe ; mais devons-nous le regarder comme un mal nécessaire, comme une conséquence immédiate des progrès de la société ? Non assurément ; c'est un reste de barbarie qui nous révolte, et qui ne durera pas long-temps.

Disons, au contraire, que chez la plupart des peuples éclairés ces inconvéniens n'existent déjà plus : disons que dans une nation commerçante, industrieuse et policée, tous les hommes trouvent un

emploi, que la concurrence dans les objets de tra vail hausse le prix des salaires, et établit une ba lance juste entre le riche qui consomme, et le mer cenaire qui sait se faire payer; enfin, que si l politique intérieure est une science, elle doit s perfectionner comme les autres. Or, l'objet et l'in térêt de tous les gouvernemens, même du gouver nement despotique, est de rendre les hommes heu reux : et c'est ici l'occasion de faire une remarqu à laquelle le lecteur aura été conduit par différente observations répandues dans cet ouvrage; les mœur les opinions modernes ont cet avantage sur les an ciennes, que toute l'humanité doit profiter des pro grès de la législation. En effet, supposant, ce qu est assurément très faux, que de nos jours le nombr des hommes vivant dans la misère et accablés d travail, égale la quantité d'esclaves qu'avaient le anciens, l'état des choses actuelles ne serait-il pa de beaucoup préférable à celui des temps passés puisque la prospérité de chaque nation qui se per fectionnera, s'étendra sur tous les individus, au lie qu'Athènes, Rome et Carthage pouvaient deveni les plus florissantes républiques du monde, sans qu le sort des esclaves fût jamais amélioré. L'erreur d la plupart des écrivains politiques ou moralisto vient de ce que dans les parallèles qu'ils font de anciens et des modernes, ils comparent toujour nos plus pauvres ouvriers avec les citoyens Grec ou Romains. Je sais que le Spartiate avait tous le

jours un souper assuré, assez mauvais à la vérité; je sais aussi que dans les derniers temps de la république romaine, quelque valeur qu'eussent le blé et l'huile, chaque citoyen en recevait tous les ans une quantité à peu près suffisante pour sa subsistance; mais ces ilotes opprimés dans tous les temps, et égorgés quand ils devenaient trop nombreux; mais ces malheureux esclaves des Romains, enchaînés par milliers dans des souterrains, battus, mutilés dans leur jeunesse, et abandonnés dans leur vieillesse; mais ces domestiques fustigés, livrés aux bêtes pour un plat renversé ou pour un verre mal nettoyé; croyez-vous qu'ils n'eussent pas envié le sort de notre mercenaire qui vit avec peine, mais qui ne vit que pour lui, et qui jouit au moins du privilége d'être libre dans sa misère? Or, c'était une conséquence des mœurs et des opinions anciennes, que plus les citoyens d'un état devenaient riches et puissans, plus ils étaient injustes et cruels envers tout ce qui dépendait d'eux. Qui sait même si l'obligation où est le pauvre parmi nous de concourir aux dépenses publiques n'est pas une égide contre l'oppression? Chez les anciens, l'esclave était hors de l'état, et c'est précisément ce qui devait perpétuer son infortune. [1]

[1] C'est une chose extraordinaire que l'esprit chagrin et satirique de quelques auteurs modernes les ait égarés au point de leur faire avancer ce paradoxe singulier : que les esclaves des anciens étaient plus heureux que nos paysans

Mais veut-on un exemple encore plus frappant pour juger à quel point l'homme non perfectionné et que la plus grande partie de nos journaliers. La plus légère connaissance de l'antiquité aurait suffi pour les convaincre du contraire. Chez les Grecs et surtout chez le Romains, il y avait trois sortes d'esclaves : les esclaves domestiques, les esclaves artisans et même artistes, et les esclaves ruraux ou cultivateurs. De ces trois classes la première était, sans contredit, la mieux traitée, puisqu'on voit, à chaque instant, dans Plaute et dans Térence, les esclaves domestiques trembler qu'on ne les renvoie aux travaux de la campagne. Cependant quelle destinée que celle même qu'ils s'efforçaient de conserver! Nous avons rapporté plus haut le fait de *Vedius Pollio*, qui voulut faire jeter un esclave dans son vivier pour un verre cassé. Nous avons observé que *Pedanius Secundus* ayant été assassiné dans sa propre maison, quatre cents esclaves, qui s'y trouvèrent alors, furent condamnés au supplice. On sait aussi que lorsqu'un citoyen était accusé, où même soupçonné, tous ses esclaves pouvaient être mis à la torture; encore n'était-ce rien pour ces misérables d'être exposés à la rigueur des lois publiques, lorsque leurs maîtres avaient droit de vie et de mort sur eux; droit barbare dont ils abusèrent très long-temps, puisqu'Auguste, Claude, et ensuite Adrien furent les premiers qui songèrent à y mettre des bornes. (Voyez HEINECCIUS, *Antiq. Rom.*, L. I, tom. VII.) Voilà pour la justice qu'on exerçait envers eux. Quant au traitement habituel, on en peut juger par les traits suivans: Sénèque, dans une de ses épîtres (CXXII) censure quelques Romains du bel air, qui, dédaignant de suivre les usages communs, et n'ayant pas d'heures réglées, faisaient pendant la nuit ce que les autres avaient coutume de faire dans la journée. J'entends, dit-il, vers la troisième heure de la

est enclin à abuser de ses forces; on le trouvera dans l'empire absolu qu'il a toujours exercé sur la

nuit, retentir des coups de fouet; je demande ce que fait mon voisin. On me répond qu'il se fait rendre compte de son domestique, qu'il met l'ordre dans sa maison : *Audio circa horam tertiam noctis flagellorum sonos, quæro quid faciat? Dicitur rationes accipere.* Or, cette expression *rationes accipere* était un mot d'usage. Il désignait le petit travail qu'un maître de maison faisait journellement pour se faire rendre compte de ce qui s'était passé chez lui, et pour punir les esclaves qui avaient commis quelque faute. C'est à cette coutume que Juvénal fait allusion dans la satire des femmes. Il en est, dit-il, qui tiennent des bourreaux à gage pour battre leurs esclaves : il en est qui tandis qu'on fait en leur présence ces horribles exécutions, s'amusent à regarder des étoffes, à régler leurs comptes, ou à causer avec leurs favorites, jusqu'à ce que leurs bourreaux tombant de lassitude, elles disent d'un air terrible : *C'en est assez :*

.... Sunt quæ tortoribus annua præstent.
Verberat, atque obiter faciem linit; audit amicas,
Aut latum pictæ vestis considerat aurum;
Et cædit : longi relegit transacta diurni,
Et cædit; donec lassis cædentibus : Exi
Intonat horrendum, jam cognitione peractâ.

On trouve encore dans la XVIIIe épître de Sénèque ces paroles remarquables : Nous en sommes venus à tel point que ce mot a passé en proverbe : *Tout esclave est notre ennemi : Deinde ejusdem arrogantiæ proverbium jactatur totidem esse hostes quot servos.* Je ne parlerai pas des humiliations qu'on leur faisait essuyer, ni des choses indignes et criminelles qu'on exigeait d'eux, parce que ces excès ne pouvaient appartenir qu'à la corruption des mœurs. Mais la nature même de leur service n'était-elle pas révoltante? Que

plus belle moitié de son espèce. Chez les sauvages, où la force et l'adresse sont les seuls avantages de

dirait un Français ou un Anglais, si en entrant chez un grand seigneur, au lieu de trouver un Suisse de bonne mine, bien logé et superbement vêtu, il voyait un esclave attaché par le pied à une borne; et obligé de garder la porte comme un dogue qu'on enchaîne dans sa loge?

Quant à la seconde classe, qui était composée des artisans et des artistes, son sort n'était pas meilleur. Ces esclaves étaient renfermés et attachés comme les autres. D'ailleurs rien ne prouve mieux combien leur situation était cruelle que les efforts qu'ils faisaient pour se mettre en état d'acheter leur liberté. Nul service assez grand pour n'être pas suffisamment payé par l'affranchissement. (Voyez à ce sujet SÉNÈQUE, *de Beneficiis*, Lib. III, cap. XXIII *et seq.*)

Restent donc les esclaves ruraux. Or c'étaient certainement les plus malheureux. Traités exactement comme les animaux, on ne les nourrissait qu'à proportion de l'utilité qu'on en pouvait tirer. Personne n'ignore que Caton le censeur, le vertueux Caton, conseille dans son livre sur l'économie rustique de ne jamais garder un vieil esclave, comme on pourrait conseiller à un laboureur de se défaire des chevaux dont le service ne pourrait payer l'entretien. D'autres poussaient la cruauté jusqu'à leur vendre la permission de coucher avec leurs femmes. Partout ils étaient conduits aux travaux dès le matin, et ne rentraient le soir que pour être enfermés dans des espèces des cachots. Pline ne nous laisse aucun doute sur ce point, lorsqu'il dit, Liv. XVIII, ch. III, que les mêmes travaux dont s'honoraient jadis des hommes consulaires, étaient livrés de son temps à des malheureux chargés de fers, et qui portaient sur leur front la marque honteuse de leur esclavage : *Nunc eadem illa, vincti pedes, damnatæ manus, inscripti vultus exercent.* Mais il n'est pas

l'individu, rien de si malheureux que les femmes; obligées de se traîner à la suite des chasseurs, de préparer leurs alimens, de suffire à tous les travaux domestiques, elles sont les esclaves et non les com-

nécessaire de recourir à ces autorités, quelque respectables qu'elles soient; la preuve de ce que nous avançons existe encore de nos jours. En Italie, les *Ciceroni* qui vous promènent dans les ruines des palais et des maisons de campagne antiques, ne manquent pas de vous montrer des souterrains immenses qu'ils appellent *le cento camere*, parce que ce sont différentes chambres qui communiquent toutes à une seule galerie; et lorsqu'on leur demande à quoi servaient ces *cento camere*, ils répondent que c'étaient des prisons, ou plutôt ils ne savent que dire. Or, il est clair que c'était la demeure des esclaves, qu'on y faisait rentrer tous les soirs, et qu'on y gardait d'autant plus aisément que ces chambres n'avaient qu'une seule issue. L'antiquité nous offre partout l'exemple des précautions que le petit nombre d'hommes qui avaient part au gouvernement était obligé de prendre contre la multitude. Le prétoire de Pompéia qui est encore parfaitement conservé en est une preuve. Les portes qui conduisent aux chambres des soldats sont excessivement basses, de façon qu'on est obligé de se baisser pour entrer et pour sortir. Or, la seule explication qu'on ait pu donner de cette bizarrerie, c'est que les officiers qui craignaient la mutinerie des soldats avaient pris cette précaution, afin qu'en cas d'émeute, il fut plus difficile à ceux-ci de se rassembler et de prendre les armes. Esclave ou soldat, tout ce qui était gouverné était régi par une verge de fer, et c'est ainsi qu'on verra l'antiquité toutes les fois qu'on voudra en juger par ses propres réflexions et par ses propres yeux.

pagnes de leurs maris. Chez les Orientaux, où l
prématurité les met, dès l'enfance, c'est-à-dire d
l'âge de la faiblesse, au pouvoir de leurs époux, le
chaînes sont plus pesantes qu'ailleurs. Enfin, ces
trop encensé par quelques hommes, mais certai
ment trop tyrannisé par le plus grand nombre
tout gagné aux progrès des lumières et de la soci
La raison en est bien simple. Quand la force rég
sur la terre, et que toute la perfectibilité du ge
humain était uniquement dirigée de ce côté-là,
femmes ne pouvaient prendre aucune part à
progrès, et la supériorité que les hommes ava
sur elles s'en était encore augmentée; au lieu qu'
ont pu réclamer une part considérable dans les p
grès de l'esprit, et surtout dans toutes les ch
qui dépendent de l'adresse, de la pénétration e
l'industrie. Comment ce peuple sensible et entl
siaste, qui offrait de l'encens aux neuf Muses,
écoutait avec transport les chants de Sapho, et
consultait journellement la Pythie, aurait-il pu
priser les femmes ? Bientôt le gouvernement s'é
perfectionné, et la loi de l'hérédité, qui ne p
être fondée que sur l'expérience et la réflex
ayant prévalu parmi quelques nations éclairées
femmes se trouvèrent placées sur le trône. Ce
un triomphe d'autant plus éclatant, qu'elles ne
laissèrent pas éblouir, et qu'elles ne parurent

car il faut l'avouer, quelque rapprochement qu'u
bonne législation puisse opérer entre les différent
conditions des hommes, il régnera toujours u
grande inégalité dans leur sort, d'où il suit que
cette inégalité était un si grand mal qu'on le pens
elle suffirait seule pour opposer un obstacle insu
montable à la félicité publique.

Ici nous avons besoin de remonter encore a
premiers principes, et de considérer le plan de
nature relativement à tous les êtres. Nous avons
plus haut qu'elle avait attaché leur bonheur à le
conservation, et que leur existence n'était que
succession d'un travail nécessaire, qui a pour ob
de satisfaire leurs besoins, et du repos salutaire c
suit les besoins satisfaits. Or, si nous venons à e
miner l'homme en société, nous trouverons qu
ne s'est point entièrement dérobé à ce plan géné
de la nature, et que son bonheur consiste enco
dans l'alternative de l'activité et de la jouissan
Supposons qu'un philosophe, pénétré des mên
idées qui nous occupent au moment présent, se
veille avant le jour, et monte sur une des tours
plus élevées de nos cités pour y contempler le rév
de la nature. Si, dès l'instant où les premiers rayo
du jour se seront fait apercevoir, il veut porter
regards jusque dans la campagne, il verra les a
maux commencer à se remuer et à s'agiter, p
courir chercher leur subsistance; les pigeons s
chappent du colombier, et vont par troupes se

le même spectacle? Les
vrent; le menuisier, le s
nent leurs outils; le ma
denrées; l'avocat, le jug
decin vers le lit de son
vement: et pour quel obj
La différence n'est que d
Le menuisier, qui travail
midi un dîner tout prép
une demi-heure de temp
sistance, mais jusque-là
procurer. Le bœuf n'a ces
du jour; mais de ces de
à rassembler sa nourrit
voilà toute la différence
Il peut cependant en ex
convenir qu'elle serait à l'
doit supposer que l'occu
accompagnée d'une sens

jouît autant dans un repas d'une heure que l'her
vore dans un repas qui dure toute la journée,
c'est assez pour son bonheur que d'avoir une occ
pation continuelle jusqu'à ce moment-là. [1]

Mais prévenons une autre objection. On me c
mandera peut-être d'engager mon observateur
rester plus long-temps à sa place; on voudra q
attende l'heure où le riche oisif sorte enfin de ch
lui pour aller chercher des plaisirs. Eh bien!
consens; mais voici comment je raisonne. Si
plaisirs sont toujours faciles, toujours habituels,
ne seront pas long-temps des plaisirs; et s'il est
être qui désire sans un sentiment actif et même
peu inquiet, les faveurs de la gloire ou celles
l'amour, ou l'éclat des honneurs, ou l'opinion p
blique, ce sera un être fourvoyé, écarté du chem
de la nature, qu'il faut bien se garder d'envier, pa
qu'il sera sans activité, et par conséquent malhe
reux; car remarquez bien que si les progrès de
société ont amené un tel état de choses, que
hommes n'aient aucune inquiétude pour leur su
sistance, cet état de choses entraîne nécessaireme

[1] Il est inutile d'énoncer que dans la subsistance
l'homme il faut faire entrer non-seulement sa nourritu
mais encore son vêtement, son logement, etc.; mais n'e
il pas des animaux qui ont à peu près les mêmes besoi
Les fourmis, les abeilles, les oiseaux, les quadrupè
même se construisent des demeures et rassemblent
provisions.

de nouveaux objets de désirs, tels que l'aisance, le luxe, les plaisirs factices, etc. Or, ce sont de pareils objets qui entretiennent cette activité si nécessaire à l'homme. Il ne faut pas être bien avancé dans la morale pour savoir que le bonheur se compense assez dans les différentes classes de la société ; que les courtisans, les ministres ne sont pas plus heureux que les cultivateurs et les artisans. Mais ces différens états ont du moins des avantages apparens, et le désir, l'espérance de passer de l'un à l'autre servent à entretenir l'activité parmi tous les hommes, qu'une subsistance assurée plongerait bientôt dans l'ennui et dans le dégoût. Le Spartiate nourri, entretenu par la république, également étranger à la crainte et à l'espérance, avait pour divertissement de lutter sur les bords de l'Eurotas, et de laver dans ce fleuve ses membres couverts de poussière. J'ai peine à croire que cet exercice, quelque piquant qu'il puisse être, fût plus amusant que la paume et la chasse dont on s'ennuie à la longue; son sort ne devait donc pas être plus heureux que celui des moines, parce qu'il était également opposé au plan de la nature. L'Athénien, plus actif, livré au commerce et à l'industrie, était sans doute le plus heureux des habitans de la Grèce.

Que si ces considérations paraissaient frivoles ou de simple spéculation, on pourrait en montrer tout d'un coup l'importance, en disant que les gouvernemens, après avoir fait tous leurs efforts pour

diminuer la disproportion qui existe entre les différentes classes des citoyens, doivent s'occuper de nourrir l'émulation et l'espérance, en facilitant le passage de l'une à l'autre. Rien de plus contraire au bonheur public que cette loi des Indiens, qui, séparant le peuple en plusieurs *castes*, condamne l'homme, ainsi que ses descendans, à être toujours ce qu'il a été : rien de plus favorable en même temps à la félicité des peuples que la législation de l'Angleterre, qui rend tout accessible au mérite et même à la richesse ; car qui est-ce qui peut exciter l'industrie, si ce n'est le désir de la richesse ? et à quoi servent les richesses, sinon à nous procurer l'honneur et le crédit ? Sous ce point de vue, nos lois, ou plutôt nos opinions sur la noblesse sont contraires à la félicité publique, du moins dans leur exagération ; car il est aisé de prouver que le respect pour les anciennes familles est une chose naturelle, et qui s'établira toujours, même dans les gouvernemens démocratiques.

La société étant un champ immense où non-seulement les richesses et les jouissances, mais aussi les désirs et l'espérance doivent circuler librement, toute ligne de démarcation, toute barrière insurmontable devient un obstacle à la félicité du plus grand nombre. Ce n'est donc pas toujours, comme on le croit, le besoin d'argent ou la corruption du gouvernement qui a rendu la noblesse accessible à la richesse. Rome la première en donna l'exemple,

l'obéissance et dans l'activit
Ferme et le négociant de
riche que puissante, mais
l'Italie, si elle ne se laiss
moines, Gênes a recruté s
opulens de ses citoyens, e
est pas moins honoré que
vons, en passant, que ce
le seul point où le gouver
gouvernement despotique
du despote est de donner l
à la faveur, et de joindre
nérale celui d'une espéran
tagent également; car la
d'être compensée par l'es
même dans les monarchi
est un des principaux mob
dépendrait uniquement d
pas à perdre de son prix. I
rentes classes y sont défi

ont besoin de s'appuyer sur une longue possession, sur une ancienne origine. Dans plusieurs états, si la noblesse n'est pas tout-à-fait esclave, c'est qu'elle se souvient d'avoir été libre. Cette idée plaît encore lors même qu'elle cesse d'être utile; il semble voir le Nil se consoler de couler sous les lois des soudans, parce que sa source est hors de leur empire.

Une autre manière, plus sûre encore, d'apprécier le pouvoir de l'espérance sur le bonheur des hommes, c'est d'examiner l'influence de la religion sur différens peuples et à différentes époques. Il ne s'agit pas ici du dogme en lui-même, parce qu'il ne peut en exister de bon que celui qui est vrai, et que celui-là doit être vrai en tous temps et en tous lieux; mais seulement de la disposition particulière que les hommes ont eue à se livrer à certaines opinions religieuses, soit qu'ils les aient exagérées, soit qu'ils les aient adoucies. Or, on trouvera toujours une certaine proportion entre le sort des peuples et la doctrine qui prévaut parmi eux. On verra, par exemple, que les religions qui menacent et promettent beaucoup, conviennent particulièrement aux peuples opprimés; parce que les malheureux gardent l'espérance pour eux, et renvoient les menaces aux oppresseurs dont ils se flattent que le ciel fera justice. Dans les temps heureux de la Grèce, et tant que la république romaine fut florissante, le dogme de l'immortalité de l'âme n'était guère qu'une simple

opinion plus ou moins accréditée parmi quelques sectes de philosophes; mais lorsque la tyrannie des empereurs eut répandu la consternation dans le monde entier, le stoïcisme s'étendit et s'épura; le dégoût de la vie présente porta toutes les espérances vers l'immortalité. Ce fut alors que le christianisme fit ses rapides progrès : les consolations qu'il offrait adoucirent le malheur des peuples. Ils y trouvaient les espérances les plus flatteuses, et ils voyaient en même temps la vengeance la plus sévère dénoncée à leurs tyrans. Cette heureuse influence de l'opinion continua de produire le meilleur effet, jusqu'à ce que le sacerdoce, usurpant l'empire temporel, replongea les hommes dans de nouveaux malheurs. Alors tout changea sur la surface de la terre. Les nations qui profitèrent de ces révolutions, telles que les Italiens et les Espagnols, ne portèrent dans les matières de religion d'autres dispositions que celles qui tenaient à leur climat. Ces nations, naturellement sensibles et exaltées, multiplièrent les pratiques, et se livrèrent à la superstition; mais en même temps elles surent concilier leurs opinions avec leurs passions : leur morale fut relâchée, et la dévotion leur tint lieu de piété. Les peuples septentrionaux, qui les premiers s'étaient séparés de l'Église, suivirent une route tout opposée. Naturellement sombres et portés à la méditation, révoltés surtout par l'impression encore récente des chaînes qu'ils avaient portées, ils donnèrent dans le rigo-

risme. L'esprit de controverse, si puissant chez les hommes, les discussions, les guerres civiles entretinrent long-temps cette disposition parmi eux. Mais lorsque l'Angleterre, après l'expulsion des Stuart, eut joui d'une tranquillité, d'une prospérité durable; lorsque la Hollande eut goûté en paix les fruits de son industrie, que l'Allemagne et le Nord furent pacifiés, alors la doctrine devint plus douce et plus modérée, et les hommes, trouvant plus de bonheur et d'espérance dans les choses temporelles, commencèrent à s'occuper beaucoup moins des choses spirituelles. L'esprit de tolérance s'établit non-seulement entre les différentes religions, mais encore entre les différentes sectes d'une même religion. La France même suivit, quoique la dernière, cette pente générale, et du moins elle n'eut plus à rougir du *jansénisme* et du *molinisme*.

Il résulte de ces réflexions, qu'à ne considérer cet objet que du côté politique, les opinions religieuses les plus modérées conviennent plus aux gouvernemens libres et prospères, et que les plus exagérées s'accordent mieux avec les gouvernemens despotiques; car ce qui est obstacle dans un cas, devient remède dans l'autre. Au reste, il serait inutile de pousser nos recherches plus loin, parce que la religion ne doit pas venir des hommes, et qu'il serait absurde à un législateur de composer des dogmes. Nous nous contenterons d'observer que si l'on voulait les diriger vers l'objet de la félicité publique, il

faudrait qu'il y eût plus à espérer qu'à craindre. Ajoutez à cela que sans parler du danger qu'il y aurait à faire de la religion un moyen de gouvernement, cet instrument serait toujours faible et insuffisant. La raison en est, que les hommes n'ont jamais une idée assez sensible, assez immédiate de ce qu'on leur fait craindre ou espérer dans une autre vie. A peine en trouve-t-on un sur mille qui ait voulu s'exposer à la peine des galères; à peine en trouve-t-on un sur mille qui n'ait pas craint de s'exposer à des supplices éternels. En général, tout gouvernement sage ne doit employer le pouvoir de l'imagination que dans des temps de crise, dans des cas pressés, et lorsque son effet doit être prompt et rapide. Or, tout ce qui est opinion est presque toujours du ressort de l'imagination. Voyez comme en matière de religion elle agit différemment sur les deux sexes. L'homme plus attaché aux impressions physiques se laisse gouverner par elles. Les femmes, plus sensibles, plus exaltées, sont plus portées à la dévotion. Mais cette dévotion n'a-t-elle pas été souvent contraire à la tranquillité publique, à la religion même? Heureux les peuples, heureux aussi les ministres de la religion, si les gouvernemens, pénétrés de ces principes, n'entreprenaient de pourvoir au bonheur des sujets qu'autant qu'ils sont sous leur puissance, et se contentaient de ne jamais mettre d'obstacles à la vérité éternelle qui seule a droit d'éclairer les hommes![1]

[1] On peut observer encore que lorsque les opinions des

Ainsi, de quelque côté que nous portions r
regards, nous retrouvons toujours ce grand princi
qu'il ne faut jamais mettre d'obstacles à la perfec
bilité de l'espèce humaine. Je suppose, en eff
qu'il s'élève un législateur fortement pénétré de
désir si louable en lui-même de rendre les homn
heureux; ne pourrait-il pas faire le raisonnem
suivant : « Si je veux approcher le plus près possi
« de mon but, il faut que je m'empare de tout ce
« peut agir sur les hommes, et que je me rende maî
« surtout de ces deux grands moyens de gouver
« ment, la *crainte* et l'*espérance*. J'ai pour ol

hommes sont fondées sur des choses sensibles et auxque
on accorde une croyance de sentiment, les mœurs pu
ques s'en ressentent toujours. Les lois ne punissent pa
lâcheté dans les affaires particulières, non plus que les n
quemens en matière de religion : or, personne ne veut vi
avec des hommes déshonorés, tandis qu'il n'est aucun p
ticulier, quelque dévot qu'il soit, qui ne vive avec un m
vais chrétien, avec un hérétique. Je me rappelle à c
occasion que Thomas Morus, dans son *Utopie* (Liv. 1
s'étonne qu'on ne puisse contredire les princes et les gra
sur leur administration, et qu'il soit permis de censu
leur conduite religieuse. La solution de cette difficulté,
que les espérances ou les craintes en matière de relig
sont dans un certain lointain qui ne permet de les voir
d'une manière vague et confuse. Si vous ne faites p
tence, dites-vous à un roi, vous serez brûlé éternellem
un autre vient, et dit : Si vous ne gouvernez pas avec
de justice, vos peuples se révolteront, et cet autre est
en prison.

« encourager les talens et
« à quelques personnes d
« contre les jouissances q
« curer, et de les faire env
« Lorsque obligé d'infliger
« imprimer la plus grande
« ôtant la vie à un citoyen
« qu'on ne promette un b
« j'aurai destiné pour vic
« premier des législateurs
« le peuple le plus incons
« proposa des peines et d
« cette vie : je suivrai so
« n'agis que pour le bien
« d'agir seul, de ne souffi
« dans la législation ni dan
« plément de la législation
d'un enthousiaste plus v
est peut-être celui que plu

Qui vous a permis de mettre des bornes à leurs id
de leur prescrire même la manière dont ils doiv
se rendre heureux? Souvenez-vous que vous g
vernez des êtres perfectibles. Laissez-les donc s'av
cer dans la carrière de la raison. N'arrêtez ni
dirigez leurs progrès; mais ne cessez d'avoir l
ouvert sur ces progrès, de les suivre dans l
marche, et de vous y pro tionner sans cesse
vous mèneront plus sûrement à la vérité, et c'es
elle que vous devez trouver le seul fondement de tc
législation, le principe de tout gouvernement....
osera donc maintenant élever sa voix contre la lib
de penser et d'écrire? Qui osera décrier les pro
de la lumière et de la raison, lorsque la politique
morale et la vraie religion doivent les désirer?

Il existe sans doute des principes fondament
qui appartiennent à tous les peuples et à toutes
législations; tels sont ceux que nous venons d'én
cer : mais il semble qu'ils soient plus négatifs
positifs; c'est-à-dire, qu'ils enseignent plutôt ce c
ne faut pas faire que ce qu'il faut faire. Cepenc
une grande question se présente, et sollicite tc
notre attention. En effet, s'il est vrai que la per
tibilité de l'homme et le progrès des lumières
vent nous conduire un jour à la plus grande féli
possible, n'est-il pas naturel de demander quel

de la guerre faite au deh
tendre de meilleure issue
qu'elle a fait naître : de la
souvent des choses vraim
fermenté, le pour et le c
cuté; et lorsque les homr
avaient d'entêtement, de
la vérité vient enfin s'asse
troverse. Mais tranchons
plutôt essayons de nous
rien n'est plus frivole que
ver la meilleure forme d
hommes soient susceptil
l'avoir trouvée; il faudrait
tion, disposer de toutes le
être maître du monde en
son gré. Que dis-je! il fa
drait étendre son empire
facer les souvenirs et les

gouvernement parfait : ils n'avaient oublié qu'une chose, c'est que la Suède était voisine de la Russie. Tous les regards s'étaient tournés vers les Polonais; ceux-là, du moins, étaient restés attachés à leur ancienne constitution. Tout le monde sait ce qui est arrivé. Quelle aristocratie barbare que celle de Venise! elle est proscrite dans tous les livres, dans toutes les conversations; mais depuis douze cents ans elle subsiste, et le peuple est heureux sous son gouvernement. Non, il n'est pas donné aux hommes de concevoir, de réaliser une idée aussi belle que celle d'un gouvernement parfait! Le succès justifie souvent celui qu'on avait le plus censuré, et condamne celui qu'on avait le plus préconisé. Dans ce système si compliqué que forment les différens états de l'Europe, leurs forces, leurs situations, leurs intérêts relatifs, de quoi devons-nous nous occuper? D'améliorer, plutôt que de renverser pour réédifier. Nous osons le dire; le bonheur des hommes n'est pas si dépendant qu'on le croit de telle ou telle constitution. Il est des bases essentielles de la félicité publique qui sont communes à toutes; et de même que toutes les religions s'accordent sur la morale, et qu'il n'y en a aucune qui permette le vol et l'assassinat, de même tous les gouvernemens s'accordent à maintenir la propriété des biens et des personnes. C'est là la fin, l'objet de toute législation; c'est là le terme où l'on doit tendre de toutes parts; et pourvu qu'on y soit arrivé, il n'importe guère quel chemin on a pris.

Cependant on peut insister et demander comment avec une intention si louable de la part de tous les gouvernemens, il s'en trouve encore de tyranniques et d'oppressifs. On n'alléguera pas les états despotiques, parce que le despotisme n'est pas un gouvernement; mais on me citera des monarchies, des républiques même, qui, par système, tiennent dans l'abaissement et l'oppression les peuples qu'elles ont soumis. Pourquoi, me dira-t-on, les Irlandais n'ont-ils pas les mêmes priviléges que les Anglais; les habitans du Brabant hollandais, que ceux des Provinces-Unies? Pourquoi voit-on en Allemagne, en France, l'obligation du service militaire, le travail pénible des corvées, l'abjection, l'avilissement de différentes classes de citoyens altérer cette propriété si nécessaire des biens et des personnes ?..... Eh! ne voyez-vous pas que tout gouvernement vient de la force? que tous les peuples du monde ayant été en proie à des guerres extérieures ou à des guerres civiles, la force a seule terminé ces débats? Lorsque les efforts ont été balancés, il en est résulté de véritables traités de paix, c'est-à-dire des arrangemens faits à l'avantage de toutes les parties contractantes, qu'elles ont toutes intérêt de maintenir; telles sont les bonnes et sages constitutions : mais quand la force, ne trouvant pas d'obstacles, ou les ayant tous surmontés, a voulu s'assurer ses propres succès, il s'est fait des espèces de pacifications, que je n'appellerai pas des traités, et qui ressemblent plutôt à

des capitulations, parce qu'elles ont été dictées par le vainqueur : c'est ainsi que les Anglais après avoir conquis l'Irlande, et après y avoir apaisé plusieurs révoltes, n'ont eu pour objet que d'y dicter des lois conformes à leurs intérêts, et propres à perpétuer l'avantage qu'ils avaient sur elle au moment de la pacification. Il en est arrivé de même à l'égard du Brabant hollandais, du pays de Vaux, etc. Un long intervalle de calme et de tranquillité, une soumission éprouvée, ont changé l'état des choses, sans changer les lois et les constitutions; et tel est le grand obstacle à la félicité publique, *que tout ce qui est participe de ce qui a été.*

C'est une vérité dont les auteurs, tant moralistes que politiques, n'ont pas été assez convaincus. Que de lumières elle eût répandues sur leurs ouvrages! Sans doute ils auraient absous la raison humaine de bien des erreurs qui lui ont été imputées; ils auraient résolu bien des problèmes qui leur ont paru insolubles. J'en citerai quelques exemples, seulement pour avertir le lecteur, et le mettre sur la voie; car on ne peut pas tout dire, et il arrive assez communément que celui qui ne devine rien, n'entend rien non plus.

Pourquoi dans les états purement militaires le peuple est-il plus opprimé qu'ailleurs? C'est que la force conservatrice ayant toujours été dirigée vers l'extérieur, la liberté, la propriété du citoyen, ont

malade ne craint pas la
mort.

Pourquoi les peuples
puis long-temps sous un
n'ont-ils pu jusqu'à prés
mais même réclamer la li
esclaves sont toujours ti
que plus les peuples sor
dividus pour représente
petite armée, un petit n
pour les contenir. Or, l
s'étant toujours concent
la force n'alternant jamais
ou d'un corps de troup
résulter assez d'équilibre
de paix, ou, si l'on veut

Pourquoi le pouvoir
toujours augmenté jusq
gouvernement féodal ay
barbare, le peuple opp

classe du peuple, se contentèrent de demander défense et protection, et ne stipulèrent rien pour eux.

D'un autre côté, pourquoi le bas peuple en France est-il plus pauvre, plus malheureux qu'ailleurs? c'est que nos paysans ne sont que des serfs affranchis; c'est qu'ils ont la plus grande part possible aux charges publiques et la plus petite dans l'administration; c'est qu'il existe parmi nous des priviléges odieux, des distinctions funestes entre propriétaire et propriétaire, qui font retomber sur eux seuls l'obligation de la milice, la confection des chemins, et toutes les dépenses publiques, comme logement de gens de guerre, maréchaussées, haras, etc. On a raison, sans doute, de se récrier contre le poids des impôts et l'arbitraire de leur répartition; cependant tout cela ne fait pas qu'en France un journalier se contente de gagner quinze sous par jour, tandis qu'il en demande quarante en Angleterre. La véritable raison est que le premier se fait payer comme un homme, et le second comme un citoyen. Ainsi les malheurs publics viennent bien moins des erreurs présentes que des erreurs anciennes, et c'est injustement qu'on se défie de la raison humaine, dont les progrès auraient un effet plus rapide, s'ils n'avaient à combattre des habitudes et des préventions, toutes nées, toutes formées dans des temps d'ignorance. [1]

[1] Dans le Ferrarois et dans l'état de Venise, le journa

qui nous reste à éviter, c'
la métaphysique en matiı
même sur toutes sortes d'ı
questions les plus importar
vernement, sur les droits
ont été agitées. Ici on a vo
vernement de l'autorité pat
la mort du père de famille,
une loi qui soumît les frères
à l'un d'entre eux. Ailleurs,
social; comme si cet acte s
les femmes qui n'y ont auc
pour qui on a stipulé. Que
le gouvernement est la forc

11 sous. En Hollande, où le
tique, il gagne trois fois auta
preuve de l'influence que l'opin
salaires? A Naples, où l'état de
qu'ailleurs, un valet

dans la société? qu'il est bon et juste, lorsqu
sant dans cette vue unique, il n'est que l'expre
de la volonté générale, ou du moins de celle du
grand nombre? En effet, qu'est-ce qu'un co
s'il n'existe une force pour le faire exécuter, et c
sera cette force qui décidera entre le gouverne
et le peuple?

Toute constitution ne peut se maintenir qu
l'équilibre des forces dans les différentes partie
la composent, ou par l'intérêt général qu'on ti
à la conserver. Au moment présent, tous les
consultes, tous les politiques les plus habiles se
dent dans la discussion des droits que récla
les Américains. On dit, on répète à ceux-ci : «
« êtes établis en vertu de chartes particulières
« nées de la couronne, et ces établissemens
« jamais été regardés que comme une émigr
« tolérée, quelquefois même encouragée pour l'a
« tage de la métropole; » mais ils répondent : «
« sommes des Anglais, des citoyens; nous a
« porté cette qualité avec nous en passant les m
« et nous n'avons pas perdu nos premiers droi
« devenant des citoyens plus utiles. » Nul trib
qui ne fût embarrassé de décider cette ques
Mais quoi! la force est en action; elle se comp
et se partage; tôt ou tard un traité de paix su
et alors les Américains auront une constitution.

publics et fatigué des guer
dans les conséquences de
chant toujours l'origine d'u
siste que dans la force, il
illimitée, et ne résider que c
Harrington, qui le combatti
pouvoir placer la force de
la multitude, et pénétré de
ne sont rien sans les arme
blique toute guerrière, où
des soldats, les membres c
taines, des colonels *. Pou
tiques et moins subtils, no
une véritable puissance da
meilleur gouvernement sera
d'influence; de sorte que s
peuple est sujet à agir pa
d'inconséquence que d'entl
terons pas à lui préférer."

cratie soit sujette à dégénérer dans une oligarchie tyrannique, et que la monarchie penche toujours vers le despotisme, nous aurons une nouvelle justification de nos principes, et nous dirons que les constitutions mixtes n'ont tant d'avantage sur les autres, quelque complexes qu'elles paraissent, que par cette seule raison, que, réunissant plus d'équilibres et de contrastes, elles ressemblent plus à un traité de paix, qui est le véritable exemplaire du gouvernement.

Combien nos opinions ne sont-elles donc pas éloignées de celles qu'ont avancées, avec peu de succès à la vérité, certains demi-politiques modernes, qui, séduits comme le philosophe anglais, par de vains sophismes sur l'unité et la plénitude de la puissance, ont osé décrier tous les contre-poids et tous les pouvoirs intermédiaires que le sage Montesquieu avait préconisés? Nous croyons au contraire que l'impression immédiate d'une volonté instantanée, fut-ce celle d'un peuple entier, n'est jamais conforme à la nature essentielle de la législation. Il est inutile sans doute de discuter les idées frivoles sur lesquelles ces systèmes singuliers ont été appuyés. Un despotisme légal dans un individu soumis à toutes les passions, ou dans une multitude plus passionnée encore! La force de l'évidence, parmi des tions qui ont discuté depuis cent ans les questions plus importantes, sans qu'il en soit encore rété une opinion générale! Croira-t-on jamais que

que l'emploi de la raison
long espace de temps, r
qui ne cessent d'être inv
cessent d'être intéressant
que telle est l'importance
poids dans le gouverner
mieux vivre dans une mo
ménagés et toujours en a
vernement démocratique
grand nombre aurait un
En effet, si vous suppos
rangs et les fortunes soie
il n'y a pas besoin de gouv
n'ayant rien à envier ni à
comme cet état de chose
ne pas durer, il arrivera
tôt attaquée, que les ric
la multitude jusqu'à ce q
clients, et qu'ils puissent

que convention, quelque compromis, il y aura dès-lors mélange d'aristocratie et de démocratie, équilibre de pouvoir, surveillance mutuelle ; enfin, un gouvernement mixte. Or, comme il est bien sûr qu'aucun homme raisonnable et éclairé ne préférera jamais le despotisme, quand même il s'intitulerait despotisme légal ou despotisme de l'évidence, il nous paraît suffisamment prouvé que la plénitude du pouvoir, soit dans un seul homme, soit dans l'assemblée du peuple, ne peut jamais former une constitution politique, et que tout bon gouvernement représentera toujours un traité de paix, avec un équilibre de forces nécessaire pour en maintenir l'exécution. Que s'il arrive quelquefois que les forces de contrepoids ne soient pas sensibles et apparentes, elles n'en existent pas moins dans le fait. Souvent elles ne consistent que dans les opinions, dans les habitudes, dans les richesses, dans les besoins mutuels. Souvent même elles paraissent en plus grand nombre d'un côté que de l'autre; mais, en moral comme en physique, un équilibre rigoureux est difficile à trouver; et jusqu'à ce que les balances soient parfaitement compensées, elles doivent toujours osciller.

Peut-être ai-je trop insisté sur ces réflexions; peut-être paraîtrai-je avoir encore échappé cette fois-ci à ces lecteurs empressés de trouver des opinions toutes faites, des opinions bien tranchantes, bien prononcées, qu'on puisse rejeter ou adopter d'une façon péremptoire. Ils se plaindront sans doute de

dant si l'on veut
semées que dédui
vera :

1°. Que la natu
de tous les êtres d
vation et de leur r

2°. Que l'homm
s'est dérobé à cette
tôt trouvé trop de
il a été exposé à l'e

3°. Qu'il paraît c
de le rendre heure
plan général de la r
entre l'activité et la

4°. Qu'une autre
de l'espèce humaine a
a établi une grande
de peuple à peuple,
guerre et à l'oppres-

progrès le plus qu'il est possible ; parce que c'est au terme seul que peut se trouver l'égalité.

6°. Que la guerre ayant été le premier effet de l'inégalité des forces, elle a été le principe de tous les établissemens politiques, et que c'est à elle qu'il faut rapporter les premiers rudimens des sociétés et des gouvernemens.

7°. Que si l'attaque et la défense ont été l'objet des premières associations, et la pacification intérieure et extérieure, celui des premières lois, il en résulte que toutes les constitutions politiques doivent être regardées comme des traités de paix.

8. Que les meilleurs gouvernemens sont ceux qui, offrant le plus de contre-poids, peuvent être comparés à des traités entre puissances égales, après lesquels il reste des forces et des intérêts suffisans pour les maintenir.

9°. Que le gouvernement des peuples subjugués et opprimés ne représente qu'une espèce de capitulation que le plus fort a accordée au plus faible ; que ce gouvernement devient vicieux, lorsque les circonstances ont changé, et qu'il est à propos que la législation change avec elles.

10°. Que c'est une vérité importante, *que tout ce qui est participe de ce qui a été :* de sorte que la plupart de nos régimes modernes rapportant leur origine à des siècles barbares et à des époques malheureuses, où la violence et l'usurpation exerçaient leur empire, il est nécessaire que les idées anciennes

12°. Qu'il y a donc tou
lumières; qu'elles ont am
rent journellement le sor
loin d'avoir à envier les si
nous regarder comme bea
les anciens, vérité qui a é
dont le véritable titre est,
sidérations sur le sort des
rentes époques de l'Histo

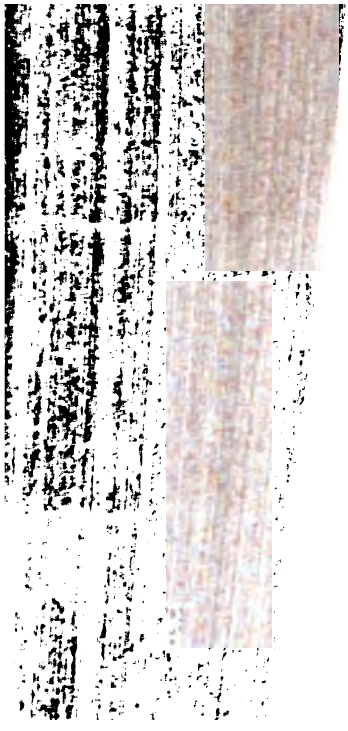
APPENDICE

SUR

LA DETTE PUBLIQUE.

Il y a déjà près d'un siècle que la France, l'Angleterre et la Hollande s'étant opiniâtrées à des guerres dispendieuses, ceux qui gouvernaient ces nations ont été obligés de recourir à des emprunts considérables. Je dis ceux qui les gouvernaient, parce que si elles avaient discuté elles-mêmes leurs intérêts, elles n'auraient eu aucune raison de contracter des dettes. En effet, comme elles possédaient presque toutes les richesses de l'Europe, elles jouaient en même temps les rôles de prêteurs et d'emprunteurs; de sorte que tout ce mouvement d'argent n'était qu'un mouvement intestin. Il leur eût donc été facile de s'imposer sur elles-mêmes une contribution égale aux sommes qu'elles ne levaient que par emprunt. Mais, d'un côté, Guillaume III aurait eu trop de peine à persuader aux Anglais (et surtout aux Torys) de sacrifier la plus grande partie de leur fortune à l'abaissement de Louis XIV; et de l'autre, Louis XIV, tout absolu qu'il était, n'aurait jamais pu disposer arbitrairement du bien de ses sujets pour soutenir des guerres que son ambition seule lui avait attirées (*a*). Pour les Hollandais, quoiqu'une vengeance particulière, un intérêt plus immédiat les animât, il était encore difficile d'en obtenir

(*a*) *Il n'avait qu'à imposer la moitié des taxes qu'on a payées depuis lui.*



plu
comme un v
qu'elle redout
embarrassant
doux; il falla
deau qu'on le
postérité à son
qu'on voulait
prunts furent d
ou d'un certai
jours nécessaire
jet ou la défense
cruelles qui, éle
dans la guerre. [1]

Qu'il soit ruin
res inutiles, c'est
Toute nation qui
donc à sa propre

[1] Lors de la ligue
pas obligée de recou
fendre contre tant de
de taxe d'aisés, et ch
le danger était réel et

s'opère-t-elle? Les emprunts sont-ils onéreux, seulement en ce qu'ils représentent une dépense excessive, ou sont-ils pernicieux par eux-mêmes en ce qu'ils perpétuent les charges de l'état? C'est ce que nous ne pouvons approfondir qu'en remontant à un principe général, que nous avons énoncé au commencement de cet ouvrage.

Toutes les richesses, celles des états comme celles des particuliers, ne sont fondées que sur un bienfait de la nature, qui a permis à l'homme d'obtenir, par un travail modique, une quantité de productions fort au dessus de ses besoins personnels. Un seul homme, en labourant un champ, peut se procurer assez de blé pour nourrir dix de ses semblables; un seul homme, en cultivant une vigne, peut en tirer dix muids de vin, et ainsi du reste : de sorte que si la terre avait été abandonnée à l'industrie humaine, il serait arrivé que chaque individu, après s'être assuré sa propre subsistance, aurait encore cherché dans l'agriculture des commodités et des jouissances; soit qu'il eût ajouté à la culture des blés celle du chanvre, des légumes, des arbres fruitiers, etc.; soit que, ne consultant que la nature du sol et la facilité des échanges, il se fût efforcé d'obtenir la plus grande production possible d'une seule denrée, dans l'espérance de s'en procurer d'autres par le débit de son superflu. Dans ce cas, les jouissances des hommes n'auraient trouvé de limites que dans l'accroissement de la population. Mais l'étendue du droit de propriété a bientôt interverti cet ordre naturel : celui qui a pu réunir de vastes pos-essions s'est trouvé, il est vrai, dans l'obligation d'alimenter les ouvriers qu'il employait à y faire naître différentes productions; mais tout ce que ce travail a produit d'excédant est resté à sa disposition; de façon que ses efforts réunis ont servi à la subsistance de tous et à la jouissance d'un seul. Cependant cette jouissance ne peut encore s'obtenir qu'à la faveur du

... qu'ils soient paye
fait travailler. Supposons do
confié à cent cultivateurs le s
de 900 personnes qu'il desti
de jouissances de pur agrém
homme riche vient à avoir un
sins; s'il est obligé de lui dé
vous qu'il fasse? Rien de plus
il laissera les cultivateurs à l
choisira parmi les autres pers
un certain nombre d'homme
fendre ses possessions, soit à a
Tant que cette guerre durera,
sir, de quelque jouissance; n
terminée, qu'il se trouvera d
auparavant; c'est-à-dire tout a
tée de se procurer des jouissan

Supposons maintenant que n
conduit tout autrement, et que
faiblesse, à tous ses amuseme
bonheur, ou à son faste qu'il a
sance, il ait préféré d'envoye
mêmes dont ...

année il aura conservé ses chevaux de chasse, ses officiers de bouche, ses artistes, parce que les cinquante cultivateurs qui seront restés à leurs travaux, auront fait tous leurs efforts pour suffire à leur tâche et à celle de leurs camarades qu'on leur a enlevés; la seconde année, ces efforts ne pouvant plus se répéter, et ayant même épuisé leurs forces, bien loin de pouvoir suffire à ce travail excessif, chaque homme ne sera même plus en état de faire ce qu'il faisait autrefois : la culture sera négligée, les terres mal labourées, mal soignées; de sorte que la troisième année les subsistances ne se trouvant plus les mêmes, le propriétaire n'aura plus de quoi entretenir les ministres de son luxe ou de ses plaisirs, lesquels ne tarderont pas à être mécontens et à s'éloigner : enfin, pour peu que la guerre dure encore, il ne lui restera plus ni richesses, ni jouissances, et les maux qu'elle aura entraînés seront irréparables.

Après avoir ainsi placé les choses sous le point de vue le plus clair et le plus sensible, que nous reste-t-il à faire désormais, sinon à étendre nos idées, en appliquant cette hypothèse à deux nations, de forces à peu près égales, qui se trouveraient engagées dans une guerre indispensable? Voici, n'en doutons pas, le raisonnement que la plus éclairée des deux pourrait faire : « Les choses sont arrangées de « telle façon, qu'un petit nombre d'entre nous, un dixième « à peu près, suffit pour nourrir tout le reste. Les neuf « autres dixièmes n'ont guère de moyens d'obtenir leur part « de ces subsistances, qu'en offrant des objets d'échange, « qu'en provoquant les désirs du cultivateur et du propriétaire. Ce sont donc les dépenses de cette classe qui nourrissent l'autre, il n'importe lesquelles : ce qui est très vrai « et très important, c'est que dans l'état où sont les choses, « il faut pour que tout le monde subsiste, qu'il y ait toujours la même quantité de dépenses. Or, c'est ce qui arri-

« ront nos armes, etc. Soyez d
« quantité de dépenses existe
« ces de travail seront ouverte
« plus d'ouvrage dans leur p
« vel emploi (*d*) dans les diff
« d'offrir à la force et à l'indu

J'avoue que d'après un pa
penser que la guerre fût ruine
pourtant un mal : car les ha
font plaisir à ceux qui les p
pense qui ne fait plaisir à pe
verait personne des moyens
était momentanée, la circulati
tôt ses premières routes, et
sans s'obérer. Mais il en arriv
d'un bien-fonds, cette facul
le travail de ceux qu'on fait
qui nous sont agréables, a r
de propriété. Nous n'examin
de propriété s'est formée; no
néral, et surtout dans l'état p
très utile au genre humain. N

que l'usage (*f*) de la propriété, est devenu propriété lui-même, ou, pour mieux dire, une sorte de droit; de façon que lorsqu'il a fallu subvenir aux besoins de la guerre, on n'a pas osé déplacer les richesses en changeant les objets de travail. Il est arrivé de là qu'en même temps qu'on était obligé d'employer un grand nombre d'hommes à de nouvelles professions, les riches ont conservé le privilége d'acheter le travail du peuple concurremment avec l'état. Le luxe, la magnificence, le plaisir, ont également conservé la plus grande partie de leurs agens, et le gouvernement ayant été obligé d'acheter le travail des petits, aux dépens des petits, ce travail a été reporté en surcharge sur les cultivateurs et sur tous les artisans qui concourent avec eux à la production ou à la préparation des subsistances. Ainsi les nations ont été écrasées, parce que le poids qui devait être partagé entre tous, n'a été supporté que par les classes de citoyens les plus utiles à l'état. Ainsi la guerre a augmenté le travail général, ce qui est déjà un mal; et elle l'a augmenté d'une manière inégale et oppressive, ce qui est un plus grand mal encore. Peut-être cet inconvénient aurait-il toujours été difficile à prévenir; car il faut observer que dans toutes les sociétés industrieuses ou commerçantes, chaque homme n'a guère qu'une manière de subsister; c'est ce qu'on appelle son art, sa profession. Chaque métier fait une classe à part, une société particulière dans la société générale, un état dans l'état. Or, les hommes ne peuvent pas aisément changer de profession; ce sont des chenilles attachées à une feuille; si l'arbre sèche, elles meurent avec lui. Voilà ce qui fait que dans les guerres malheureuses on voit souvent vingt mille manufacturiers mourir de faim, tandis que vingt mille soldats manquent au complet des armées, que les arsenaux sont déserts, et que les armemens

(*f*) *Usage de propriété, ou plutôt abus.*

travail a toujours approché de
forces de l'ouvrier; de manière c
n'a presque point de travail *di*
peut lui en demander sans l'écr
disproportion des résistances, l
crédit du riche, la disposition de
férer les moyens faciles aux m
expliquerez bientôt comment le
les états qu'elles ne devraient se

Voyons maintenant comment
peu cet inconvénient : je suppose
quantité de travail représentée
lions : je dis une quantité de t
pas perdre de vue que toute dé
imposé sur une nation, puisq
somme considérable ou d'exiger
des vivres, des armes et des ou
le service d'une armée; or, nou
pareille somme ne peut pas êtr
gens riches, ni le travail qu'elle
ment sur les agens du luxe, sa
sans causer les plus grandes c

une somme modique, qui ne représente que l'intérêt d'une somme plus considérable qu'on emprunte. Mais tout emprunt représente une dépense; si l'état a emprunté 300 millions, il a dépensé 300 millions en travaux (*i*), et s'il a assez bien payé ses agens pour que les autres classes aient reflué sur celle-là, le désordre n'a pas été très grand. La même quantité de travail a distribué la même quantité de subsistances; tout le monde a vécu. Le mal est donc bien moins considérable que si tout le travail nécessaire au soutien de la guerre avait été exigé avec rigueur, et réparti avec inégalité : ajoutez à ces considérations que l'emprunt dans le cas des grandes dépenses, a cet avantage sur l'imposition, qu'il n'attire à lui que les sommes dont chacun peut disposer, sans retrancher de ses dépenses habituelles; au lieu que l'imposition s'empare souvent du nécessaire. Que dans un cas urgent on exige un quart du revenu net, ou si l'on veut, cinq vingtièmes, que je suppose monter à 200 millions, il est sûr que chaque propriétaire sera obligé de diminuer sa dépense d'un quart; et c'est autant de moyen de subsistance enlevé au peuple. Cette diminution excéderait même la proportion avec les sommes exigées; car des impôts si exorbitans ne manquent pas de jeter la consternation dans tous les esprits, et de resserrer l'argent dans toutes les bourses. Il n'en est pas de même de l'emprunt, qui ne prenant rien, ou du moins très peu de chose sur les dépenses habituelles, met encore en mouvement l'argent que les capitalistes tenaient en réserve.

Maintenant, supposons que la guerre s'étant prolongée, le gouvernement se soit vu obligé de multiplier ses ressources, et qu'enfin la paix n'ait été conclue qu'après qu'il aura emprunté un milliard. Il s'agit d'apprécier quel est

(*i*) *Oui; mais si les ennemis ont pris vos travaux!*

charge est plus réelle qu'elle r
la banque fait une navette per
cette? Mais, me direz-vous, :
l'arrérage de la dette, l'état pı
propriétaires, ce dixième ne
qu'ils auraient pu payer avec
sistances, dont leurs mercenai
tour? Je répondrai que dans
de diminution réelle, mais s
revenu net: que s'il arrive que
millions de revenu net, moi
taires qui possèdent encore d
de revenu, plus dix; que ceu
vaux qu'ils ne feraient s'ils n
pier (*l*), de même que les a
qu'ils ne feraient s'ils n'étai
dixième; enfin, que suivant
vail reste toujours la même,
n'en réclament pas plus que
table raison pour laquelle les
tent encore dans l'état le plus

(*k*) *Non, sans doute. Le cultivateu*

sont encore riches et puissans, et continuent de dépenser ou de consommer autant qu'avant la guerre. [1] (*n*)

Avant que d'étendre plus loin l'application de ces principes, il ne faut pas se dissimuler qu'il est des circonstances qui les rendent susceptibles de quelque restriction. Nous avons supposé jusqu'ici que l'état n'a emprunté que des sujets; mais quoique la plus grande partie des richesses se trouve chez les nations qui ont coutume de recourir à ces expédiens, on ne peut disconvenir qu'au moment où elles ouvrent des emprunts, il ne leur vienne des sommes considérables de la part de l'étranger. C'est encore pis si ces nations riches et puissantes ne sont pas toutes en guerre dans le même moment. Car celle qui aura conservé la neutralité aura certainement beaucoup de richesses, et manquera de débouchés pour en faire usage. Elle versera donc de grandes sommes dans les fonds des nations belligérantes [2]. Or, comme nous avons déjà établi que tout argent monnayé est une créance sur le travail d'autrui, et que toute dépense réprésente un travail, il n'est pas douteux que l'argent exporté tous les ans chez l'étranger pour le paiement de ces arrérages, représente un travail annuel dans la nation qui emprunte, travail stérile et tributaire de sa part.

[1] Il faut avouer que dans le cas où le renversement des arrérages compenserait la somme levée par l'imposition sur tous les propriétaires d'un état, il en résulterait encore qu'ils auraient de moins les capitaux qu'ils avaient placés dans les fonds publics. Mais qu'est-ce que cela prouverait, sinon qu'ils auraient fourni aux dépenses de l'état, ce qui est juste et naturel?

(*n*) *C'est qu'ils ont augmenté leur commerce à nos dépens.*

[2] C'est ce qui est arrivé aux Hollandais, qui possèdent à présent une grande partie de nos meilleurs fonds, et surtout de nos rentes viagères.

mais que pour les faire sub
le superflu des riches, c'est-
seraient pour des objets de
serait encore plus simplifié
taxe générale sur l'aisance. M
à une pareille résolution? L'
républiques que lorsque les p
du gouvernement, les magist
ennemis. A quels dangers ne
renverse ainsi toutes les fortu
propriétés? Et puis ce luxe, c
certaines classes d'artisans néc
petit état. Suspendre tout à
priver de leurs profits habitue
les attachent à la patrie. D'un
poids entre tous les sujets, u
sera, à la vérité, moins de
plaintes des foibles ne seron
dernières classes que vous imp
sistances disponibles; et lorsq
gent, vous exigez qu'elles fass
vail ou sur leurs subsist

le travail général, ce qui peut représenter la solde de dix mille hommes de troupes : mais il en faut le triple au moins.... Eh bien! la somme nécessaire à l'entretien de cet excédant, on l'empruntera de la ville de Brême, et soit qu'elle prête de l'argent qui représente des subsistances, ou des subsistances qui représentent un travail, les subsides n'ayant pas changé de nature, les magistrats de Hambourg raisonneront ainsi : « Si nous pouvons faire la paix après la campagne, nous « conserverons encore trois ans l'état de gêne où nous nous « sommes mis cette année-ci : nous continuerons d'épargner « le sixième du travail public, ou la solde de dix mille hom- « mes, pour nous acquitter envers nos voisins. Cette charge « sera plus longue; mais moins pesante, elle sera portée sans « murmure : nous aurons sauvé l'état, le gouvernement et « nous-mêmes, ce qui est encore plus intéressant. » [1] (o)

Je ne parle pas de l'avantage qu'on fait au prêteur; avantage qui augmente ou prolonge encore un peu l'embarras du débiteur, mais qui est compensé par ceux que ce dernier a été à portée d'obtenir à la guerre; le lecteur a dû me prévenir sur cette circonstance : mais si les riches particuliers de la ville, voyant que leur fortune a été épargnée, et que l'état accorde un avantage considérable à ceux dont il emprunte les secours, se décident, par intérêt, à ce qu'ils auraient dû faire par esprit de patriotisme; s'ils économisent sur leurs jouissances actuelles, c'est-à-dire sur le travail qu'ils soudoyent, pour prêter eux-mêmes ce travail au gouvernement; si les sommes qui le représentent sont égales à la moitié de celles que nous avons supposé avoir été four-

[1] Une proposition à peu près pareille fut faite aux Athéniens par Xénophon. Voyez *Discours sur l'amélioration des revenus de la république.*

(o) *Songez que vous parlez de villes qui subsistent uniquement par le commerce. Il y a ici peu de travail des mains.*

nies par la ville de Brême, Hambourg n'est plus redevable à l'étranger que du travail de dix mille hommes. Enfin, si les citoyens de cette ville ont fourni les quatre cinquièmes de la somme empruntée, l'état ne reste plus débiteur que du travail de quatre mille hommes. Quant à l'intérêt et aux remboursemens qu'il doit à ses propres sujets, on voit bien que cette charge n'est qu'idéale; car il faut bien qu'il s'en procure la valeur d'une façon ou de l'autre. Or, il se trouve qu'il la reprend à peu près sur ceux même qui la reçoivent; je dis à peu près, parce que tous les gens aisés n'ont pas prêté des fonds; mais cette petite inégalité est bien moins importante pour le public que le bonheur du peuple, lequel ne perdra rien toutes les fois qu'on n'augmentera pas son travail, et qu'on ne diminuera point ses subsistances. Que serait-ce si les plus riches Hambourgeois avaient dans leurs coffres une certaine quantité d'argent comptant, c'est-à-dire des créances sur le travail des étrangers [1]? Alors ces citoyens, en portant leur argent au gouvernement, lui donneraient les moyens de soutenir la guerre, sans rien prendre sur le travail du peuple, soit qu'on employât cette somme à louer des soldats, soit qu'on s'en servît pour acheter des armes, des subsistances, etc. Il est vrai que l'état aurait toujours fait des dépenses, mais il aurait fait un bon

[1] Je répéterai ici qu'on ne doit pas être surpris si j'emploie l'expression de travail, de préférence à celle de denrée ou d'argent. C'est le travail qui met seul le prix aux denrées. L'eau du ciel et des fleuves ne se vend pas, parce qu'elle ne représente aucun travail. Ainsi, toute chose vénale représente un travail, et n'a de valeur que celle du travail qu'elle a exigé. Il n'est pas besoin d'avertir que toutes les fois qu'il sera question du travail de mille hommes, du travail de dix mille hommes, c'est le travail annuel de mille hommes ou de dix mille hommes qu'il faut entendre. (*p*)

(*p*) *Non pas dans les pays où la principale richesse vient du commerce.*

marché; et si toutes les fois que la république se serait cotisée pour payer une indemnité aux riches, c'est-à-dire l'intérêt de leur argent, ceux-ci, en le recevant par petites sommes et successivement, devenaient plus enclins à le dépenser, l'état aurait fait la guerre, sans que dans le fait il lui en eût rien coûté. Il est vrai qu'il aurait aussi une ressource de moins; mais que ne peut pas reproduire une longue paix, un commerce florissant et une bonne administration?

J'insiste sur ces réflexions, parce qu'il me paraît que cette matière n'a jamais été bien débrouillée, et qu'on a toujours confondu les effets de la dette avec ceux de la dépense. M. Hume [1], ce philosophe si inaccessible à tous les préjugés, cet auteur à qui j'offre avec tant de plaisir l'hommage de l'estime et de l'amitié, me paraît avoir condamné avec trop de sévérité les argumens par lesquels on s'efforça de rassurer l'Angleterre, lorsque les Davenant et les Pulteney (*q*) attaquèrent le gouvernement des Whigs. Peut-être un penchant naturel pour les Torys, cette espèce d'attrait qui trahit quelquefois le philosophe sceptique en décelant son opinion secrète, a-t-il altéré pour un moment l'exactitude de sa balance. Il se contente de réduire les choses à l'absurde, en supposant qu'il n'y a point de terme aux emprunts, et que l'état doit tout le revenu des particuliers; mais j'observerai d'abord qu'en Angleterre, le revenu des terres étant de plus de 400 millions (*r*), et cette puissance ne devant à présent que 120 millions d'arrérages, il faudrait pour que pareille chose arrivât, qu'elle eût trois fois autant de guerre à soutenir qu'elle en a éprouvé depuis 1688.

[1] Voyez *Essays on credit public, on taxes*, etc.

(*q*) *Davenant ni Pulteney n'étaient torys.*

(*r*) [illegible]

Je demanderai ensuite contre quelles nations ces guerres auront lieu. Si c'est contre des états qui n'ont point de dettes, et qui ne sont pas obligés d'emprunter, je conviens que le cas sera très embarrassant. Mais si c'était contre la France et contre la Hollande, il me semble que les choses seraient pour le moins au pair, et je comparerais volontiers ces puissances à des joueurs de paume qui auraient une jambe attachée; la partie serait moins vive, mais toujours égale. Si l'on m'objectait l'embarras réel où se trouvent les puissances obérées; sans repéter encore que cet embarras est dû en grande partie à la situation critique où ceux qui gouvernent se sont trouvés relativement à ceux qui sont gouvernés, je répondrais seulement que toute nation qui fait la guerre avec de grandes armées, de grandes flottes, et, pour tout dire en un mot, avec de grandes dépenses, sera bientôt ruinée, si elle n'en est dédommagée par le pillage. Or, le pillage n'a plus lieu depuis que tous les pays qu'on subjugue se soumettent par capitulation, depuis qu'on n'enlève plus les bestiaux, et qu'on ne réduit plus les peuples en captivité. (*s*)

Loin donc d'attribuer la situation critique de plusieurs puissances aux dettes qu'elles ont contractées, je regarderai comme un problème l'état florissant où elles se trouvent encore après les guerres opiniâtres ou ridicules qu'elles soutiennent depuis long-temps. Et pourquoi s'en prendre à la dette de ce qu'on peut mettre sur le compte de la dépense (*t*)? Ce jeune homme n'est point ruiné pour avoir emprunté cent mille écus, c'est pour les avoir dissipés. L'Angleterre, en 80 ans, a dépensé trois milliards au delà de ses revenus; ces trois milliards représentent un travail (*u*) qui

(*s*) *Les prises de vaisseaux et les succès dans les Indes ont valu plus que des pillages.*

(*t*) *Dites des pertes.*

(*u*) *Et un commerce.*

aurait pu être employé plus utilement au défrichement d'une grande quantité de landes, ou à l'encouragement de l'agriculture en Écosse et en Irlande. J'avoue que je trouverais difficilement d'autres objets que la guerre ait fait négliger; car cette heureuse contrée offre partout l'image de la prospérité : population, agriculture, manufactures, grands chemins, établissemens magnifiques, rien ne paraît y manquer, et c'est un argument terrible entre les mains des sceptiques en politique. Mais il faut observer : 1°. Que la situation de ce pays est très favorable en tout point; 2°. que l'excellence de son gouvernement et la sagesse de son administration ont dû triompher de beaucoup d'obstacles : car telles sont nos erreurs en politique, telles sont les suites d'une mauvaise morale et d'une mauvaise législation, que toutes les nations du monde, si l'on excepte les Chinois, sont infiniment au dessous du degré de prospérité auquel elles peuvent atteindre; 3°. que cette prospérité de nos voisins ne doit pas être regardée comme le partage de tout l'empire britannique, mais de la seule Angleterre, l'Écosse étant encore, en grande partie, inculte ou déserte, et les Irlandais (x) n'ayant guère été jusqu'ici que les ilotes des Anglais. Je sais que cette politique est mauvaise, de fonder ses richesses sur l'exclusion, et de prétendre soutenir un peuple aux dépens de l'autre; mais elle peut offrir quelques avantages illusoires et momentanés. Enfin, puisqu'il faut trouver chez les Anglais les traces de leurs erreurs, et les suites de leurs dépenses excessives, je pense que c'est en Écosse et en Irlande qu'il faut les chercher. Si les taxes eussent été

douanes et les droits de consommation, on n'aurait eu aucune raison de redouter la concurrence de cette île voisine. On eût aussi donné plus d'attention à l'Écosse, et les richesses également répandues dans les trois royaumes auraient multiplié le commerce à Cork comme à Londres, à Édimbourg comme à Cork.... Mais, si pendant la dernière guerre l'Irlande a prospéré; si son agriculture, son commerce, sa population, ont augmenté.... Alors il faudra répondre que les expéditions maritimes ont enrichi ce pays, qui fournit aux armemens des vaisseaux et au commerce de l'Amérique. Mais si l'Angleterre n'a pas souffert de cette préférence locale, si.... Hâtons-nous de revenir à nos principes, car nous nous sommes embarqués dans une discussion un peu ingrate, et répétons qu'une bonne administration répare bien des malheurs et couvre bien des inconvéniens.

Les faits sont toujours bien gênans, bien incommodes pour les gens à système, pour les politiques métaphysiciens : en voici qui peuvent former une nouvelle objection contre leurs principes. Un grand prince, un héros couronné, en commençant son règne glorieux a trouvé une économie tout établie, et une épargne considérable, qu'il a encore augmentée depuis; ses nombreuse victoires n'ont jamais été achetées par des impositions exorbitantes; il n'a point emprunté; on assure même qu'il n'a pas dissipé dans la dernière guerre tout l'argent qu'il avait en réserve; la paix étant rétablie, il a rétabli aussi l'économie dans ses dépenses; il s'est occupé à remplacer les sommes qu'il avait tirées de son épargne; il a complété son trésor, et cependant ses sujets sont tombés dans la misère (*y*); l'argent a disparu, le commerce a langui (*z*), la circulation s'est ar-

(*y*) *Ils y ont toujours été.*

(*z*) *Il n'y a jamais eu de commerce.*

rêtée, et la paix a été plus désastreuse que la guerre. Sans doute que le génie puissant qui préside à cet état, n'a besoin que de ses propres ressources pour remédier à ces inconvéniens passagers; mais ne pouvons-nous pas profiter de cette occasion pour nous excuser de n'être point de l'avis de M. Hume, qui paraît pencher pour l'établissement d'un trésor public? Nous croyons qu'il n'est point de sommes disponibles pour l'état qui n'en augmentassent les richesses, si elles étaient dépensées utilement. Un canal, un port de mer, un grand chemin, un défrichement, valent cent fois mieux que 10 millions dans un coffre (*aa*). Et puis, l'expérience nous apprend que les trésors amassés par une administration économe sont bientôt dissipés par une administration prodigue. Charles V avait un trésor considérable: il devint la proie du duc d'Anjou. Henri IV avait amassé plus de 20 millions, qui en feraient plus de 50 de nos jours : ils ne servirent qu'à enrichir des Italiens et quelques seigneurs avares et factieux.

Or, si les trésors ne sont pas avantageux pour les nations, il faut donc qu'il arrive de deux choses l'une : ou qu'elles fassent la guerre sur une légère augmentation de leurs impositions, ou que les besoins devenant trop pressans, elles soient obligées d'emprunter. Mais dans le premier cas, la guerre n'est pas fort ruineuse; et dans le second, ce sont les besoins réels et l'importance de la guerre elle-même qu'il faut consulter. Ainsi il résulte de toutes ces réflexions que les guerres qui se font avec des dépenses modérées, sont beaucoup moins fâcheuses pour les peuples que celles dont les frais excèdent leurs moyens, ce qui se réduit encore à dire que la guerre est plus ruineuse quand on est battu, ou qu'on fait une partie inégale; toutes choses

(*aa*) *Mais si ces dix millions produisent, on pourra faire deux canaux.*

qui n'ont rien de commun avec la question de la dette et des emprunts. (*bb*)

Maintenant que nous avons développé la nature de la dette et son influence sur la (*cc*) félicité des peuples, il est temps d'avertir le lecteur que nous avons placé les choses dans leur jour le plus favorable. Nous croyons, il est vrai, avoir prouvé que les inconvéniens de l'emprunt sont les mêmes que ceux de la dépense (*dd*); mais nous ne devons pas dissimuler que la nécessité de suivre, sans interruption, la chaîne de nos idées nous a fait omettre quelques particularités assez importantes. Par exemple, nous avons supposé que le gouvernement, devant rendre annuellement à différens particuliers ce qu'il a levé pour payer les arrérages de la dette, la somme des revenus n'avait pas changé, et que par la même raison, la somme des dépenses, ainsi que celle du travail, étaient toujours restées les mêmes (*ee*). Nous ne désavouons pas cette assertion; mais nous devons considérer que ce déplacement de revenus et de dépenses est sujet à plusieurs inconvéniens. 1°. Il suppose des recouvremens et des payemens qui demandent toujours quelques frais, soit qu'il s'agisse de lever des contributions, soit qu'il faille remplir des caisses, les garder et les ouvrir. Or, tous ces frais sont une dépense qui représente un travail et un travail stérile, puisqu'il ne produit ni subsistance ni jouissance. 2°. En admettant même que ces dépenses, étant imposées sur un revenu territorial et en particulier sur le revenu net des propriétaires, n'exigent que peu de frais de perception, et ne portent aucun dommage à l'agriculture

(*bb*) *Que sont donc les dettes contractées dans une guerre malheureuse?*

(*cc*) *Avant le mot* félicité *est écrit* in (*infélicité*).

(*dd*) *Mais non pas que ceux de la perte.*

(*ee*) *Et les pertes, les pertes!*

et au commerce, il restera toujours un grand inconvénient : c'est la séparation du revenu et de la propriété foncière.

Je suppose que tous les prêteurs ayant été propriétaires, les fonds publics, les contrats soient également partagés entre ces derniers, en sorte que quiconque payerait annuellement mille livres de plus pour l'arrérage de la dette, serait possesseur d'un contrat portant mille livres de rente (*ff*). Il en résulterait toujours un mal, parce que toute diminution sur le produit d'une propriété tend à diminuer, à son tour, l'affection du propriétaire, et à éloigner les entreprises dispendieuses, mais utiles, comme les bâtimens, les défrichemens, etc. D'un autre côté, il arrive qu'on s'attache naturellement à la source de ses revenus, qu'on abandonne les campagnes pour la capitale, et qu'on se livre plus volontiers à une vie oiseuse et inutile. L'inégalité dans le partage des effets publics redouble tous ces inconvéniens : car tandis qu'un propriétaire de 20 mille livres de rente en fonds de terre, possède encore jusqu'à 50 mille livres de revenus en contrats, tel qui n'a que 10 mille livres de rentes également en biens-fonds, paie le cinquième de son revenu, et ne possède point de papiers. Je ne dirai pas que la facilité de placer son capital dans les fonds publics détourne l'argent du commerce, et l'éloigne de tous les emplois utiles : car ceux qui ont tant répété ce lieu commun, n'ont pas fait attention que lorsqu'un homme achète un contrat, il y en a un autre qui vend un contrat, et que si l'acheteur ne place pas son argent dans le commerce, le vendeur n'a peut-être aliéné son effet que pour en faire cet usage (*gg*). Si l'état ouvre un nouvel emprunt, le cas sera différent; mais alors

(*ff*) *Au contraire, il aurait mille livres de moins.*

(*gg*) *Oui, mais c'est probablement pour payer ses dettes.*

cet inconvénient est une suite de la dépense actuelle du gouvernement, et non pas une conséquence de la dette anciennement contractée. Ce que j'oserai assurer, c'est que le peuple, ou plutôt les propriétaires, qui dans les sociétés modernes doivent seuls représenter la nation, ne peuvent manquer de s'affoiblir considérablement toutes les fois qu'ils troqueront des propriétés foncières contre ces possessions incertaines, toujours dans la main du gouvernement (*hh*). Soit que ce gouvernement porte le nom de *monarchie* ou d'*aristocratie*, ils doivent tomber tôt ou tard dans la dépendance. Ce que je dirai encore, c'est que si malheureusement les effets publics sont tellement multipliés, que connaître leur valeur, suivre leurs changemens, gouverner soi-même ces variations, soit devenu un art obscur et difficile, il s'établira une espèce de commerce stérile, appelé *agiotage;* commerce qui ne réussit jamais qu'aux dépens des propriétaires, toujours dupes des gens à argent; mais j'observerai aussi que tous ces nouveaux inconvéniens doivent être plutôt imputés aux fautes du gouvernement qu'à la dette en elle-même, et je répéterai encore que si on veut remonter à leur source, on les attribuera encore moins à l'ignorance qu'à la foiblesse des ministres, de façon qu'en dernière analyse on trouvera, au lieu des vices inhérens aux emprunts, ceux qui naissent des guerres entreprises contre le vœu des peuples, ou qui sont la suite nécessaire de toute prévarication dans l'exercice de l'autorité publique.

Entraînés dans ces longues discussions, peut-être trop sèches et trop ennuyeuses pour la plupart de nos lecteurs, nous ne devons pas oublier que notre objet principal est d'examiner quelle est l'influence d'une dette publique sur le

(*hh*) *Vrai.*

bonheur (*ii*) des peuples. Nous avons essayé de diminuer l'opinion effrayante qu'on en conçoit assez généralement : voici une nouvelle façon de l'apprécier. Si la dette est essentiellement un mal comme dette, et non pas seulement comme représentant une dépense, le premier soin de tout gouvernement doit être de la rembourser le plus tôt qu'il pourra. Tâchons donc de nous assurer si une pareille opération est toujours la plus avantageuse; et, pour y parvenir plus tôt, imaginons un état qui ait emprunté précédemment une somme égale au travail de cent mille hommes, pour l'arrérage de laquelle il rend annuellement celui de cinq mille hommes : supposons encore qu'une sage économie, soit dans l'entretien des troupes, soit dans les dépenses de la cour, lui permette d'épargner annuellement une somme représentant le travail de dix mille individus : quel usage fera-t-il de cette épargue? S'en servira-t-il pour diminuer le fardeau général du peuple, en remettant annuellement sur les impositions une somme correspondante à cette épargne, ou bien l'emploiera-t-il au remboursement progressif de la dette publique? D'un côté, la dette, en diminuant peu à peu, finira par s'éteindre entièrement, et le peuple se trouvera à la fin libéré de toute la contribution qui fournissait aux arrérages de cette dette. De l'autre il peut se faire que les taxes étant excessives ou mal réparties, la nation ait un besoin plus pressant d'un prompt soulagement : il peut se faire encore que les frais de certaines impositions étant beaucoup trop considérables, l'anéantissement de ces impositions soit l'opération la plus nécessaire; ce qui réduit le problème à ces deux questions : *Le peuple a-t-il besoin d'un allégement immédiat? Le remboursement ne sera-t-il pas plus onéreux que la dette?*

Première question. *Le peuple a-t-il besoin d'un allége-*

ment immédiat? c'est ce qu'il est important de considérer: car en supposant qu'un état chargé d'une dette de deux cents millions (*kk*), pour laquelle il paie cinq pour cent d'arrérages, veuille rembourser annuellement le dixième de cette somme, il est clair que dans la première année il n'allégerait le fardeau public que d'un million; diminution bien légère, et qui serait à peine aperçue. Mais si la contribution est trop forte pour le peuple, si elle excède ses moyens, si elle le détourne des travaux d'amélioration; si elle le prive du repos qui lui est nécessaire, etc. etc. ne vaut-il pas mieux lui remettre annuellement la somme entière de vingt millions, que de se contenter d'en remettre seulement l'arrérage, qui n'en fait que la vingtième partie? Vous me direz que les sommes remboursées cessant de représenter un travail stérile, comme celui qui sert à l'entretien des armées ou au faste des cours, elles passent bientôt des propriétaires des fonds à la classe laborieuse qui pourra augmenter le prix de son travail, ou diminuer quelques heures de ses journées : mais ces retours sont-ils assez rapides et assez immédiats, surtout lorsqu'ils doivent avoir pour véhicules l'argent monnayé ou les papiers-monnaies qui prêtent à tant de spéculations et de manœuvres différentes? D'ailleurs, si en allégeant le fardeau du peuple, en facilitant le commerce, en perfectionnant l'agriculture, vous parvenez à donner aux denrées la plus grande valeur possible, vous diminuerez véritablement le capital de votre dette; car alors l'argent n'aura plus le même prix qu'il avait auparavant: cent millions que vous devrez encore dans un temps de prospérité, ne représenteront plus la même somme que vous aurez empruntée dans un temps de détresse. Nouvelle manière d'envisager cet objet dont il résulte également que

(*kk*) *Dans la première édition le calcul était tout autre, et Voltaire avait écrit en marge :* Le calcul me paraît faux.

si le peuple est surchargé, il faut mieux remettre des impositions que rembourser la dette.

Seconde question. *Le remboursement ne sera-t-il pas plus onéreux que la dette?* Cet examen est très intéressant; car si pour rembourser annuellement une somme de dix millions vous êtes obligé d'en lever une de douze sur le peuple, vous ferez certainement un très mauvais marché. Prenons un exemple à portée de nous. On lève en France un impôt sur les boissons qui porte le nom d'*aides*. Cet impôt coûte 20 pour cent de perception, et rapport au roi autour de 30 millions. Or, je demande si lorsqu'en 1764 on forma un fonds d'amortissement de 20 millions, il n'aurait pas mieux valu diminuer les droits d'aides, ou, pour mieux dire, les changer en un simple impôt territorial, qui, produisant encore un certain revenu, aurait facilité la conversion de la gabelle (*II*) dans une taxe répartie au marc la livre de la taille ou du vingtième? Je sais qu'on peut difficilement raisonner d'après ce remboursement illusoire qui exigeait d'autres ressources; mais ces ressources ne les aurait-on pas trouvées plus aisément en améliorant le sort des campagnes, qu'en se bornant à un simple virement de parties, plus digne d'un agioteur que d'un ministre? Enfin, j'ajouterai à ces différentes considérations, que dans la supposition même que les impositions sont réparties avec sagesse et perçues avec économie, il faudrait encore, avant de songer à rembourser, s'informer bien exactement, s'il n'existe pas d'emploi d'argent plus pressé. Quand la France aurait aboli les droits d'aides et de gabelle, je regarderais encore les canaux de communication entre la Somme et l'Escaut, entre la Moselle, la Meuse et la Marne, entre la Saône et la Seine, comme des opérations plus utiles qu'un rembour-

(*II*) *Après les avoir supprimés on les aurait rétablis.*

sement de 60 millions (*mm*). J'en dirais autant de la perfection des grands chemins, de la construction des ponts, du desséchement des marais, du défrichement des landes, etc. Il ne faut pas oublier non plus que le remboursement des dettes dispose tous les gouvernemens à la guerre, tandis que les dépenses utiles rendent la paix avantageuse, sans en abréger la durée.

Après avoir envisagé l'objet par tant de faces différentes, tout lecteur impartial doit convenir avec nous qu'à quelques inconvéniens près, que nous avons énoncés, la dette publique n'est pas une plaie si grande qu'on se l'imagine; qu'elle n'est un mal réel qu'autant qu'elle représente des dépenses excessives; enfin, que son remboursement n'est pas d'une nécessité absolue, ni même l'objet le plus important d'une bonne administration. Peut-être n'aura-t-il pas regret à l'application qu'il aura été obligé de nous donner, s'il peut se convaincre que les malheurs de ses concitoyens, je dis plus, ceux de ses semblables (car l'humanité ne connaît pas les limites des empires), ne sont pas proportionnels à ces dettes énormes dont la masse paraît si accablante au premier coup d'œil. L'emploi de panégyriste des rois a été justement avili; mais celui de consolateur des peuples doit être chéri et estimé, surtout si en leur montrant leurs espérances, on ne leur dissimule pas leurs dangers; si l'on ne cherche point à leur inspirer une fausse sécurité, et si toutes les fois qu'on veut diminuer l'opinion qu'ils ont de leurs maux, on a soin de leur prouver en même temps qu'ils peuvent être beaucoup mieux. Une telle persuasion, une pareille disposition des esprits me paraît la plus favorable à toutes sortes de progrès. Elle est également éloignée du mécontentement chagrin qui désespère de tout, et de la

(*mm*) *Oui; mais ces canaux produiront à coup sûr des dettes nouvelles, et seront abandonnés.*

vaine confiance qui ne doute de rien. Laissons à ceux qui sont appelés aux soins pénibles du gouvernement à calculer toutes les circonstances morales qui doivent modifier les principes généraux; mais puisque dans notre loisir nous avons cru pouvoir développer ces principes, essayons du moins de fournir toute notre carrière en montrant leurs conséquences; et soit qu'on veuille nous réfuter ou nous applaudir, épargnons à nos censeurs et à nos approbateurs la peine de chercher le résultat de nos opinions.

Ce n'est pas inutilement que nous avons apprécié en travail public toutes les contributions des peuples, toutes les dépenses du gouvernement. Il en résulte, que dans la forme actuelle des sociétés, tout travail représente des subsistances pour une partie des citoyens, et des jouissances pour l'autre; que toute disposition qui trouble ce commerce, attaque directement le bonheur des nations; que toute dépense publique est absolument dans ce cas-là, et que, par conséquent, elle doit toujours être regardée comme un *minimum* (*nn*), c'est-à-dire qu'elle doit toujours être la plus petite qu'il est possible. Nous avons dit plus haut que la sûreté et la conservation servaient de limites naturelles à cette économie : c'est donc à ceux qui gouvernent à bien connaître ces limites, et à prendre toutes leurs précautions pour n'être jamais en-deçà ni au-delà. Le nombre des soldats et des forteresses est de toutes les dépenses celle qui frappe (*oo*) le plus les habitans des capitales. Cependant s'ils pensaient que les puissances ne peuvent guère désarmer que de concert, et s'ils se rappelaient les conséquences terribles qui ont suivi quelquefois la perte d'une bataille ou la prise d'une ville, ils seraient plus modérés dans leur

(*nn*) *Elle peut être de plusieurs millions ; cela n'est pas minime.*

(*oo*) *Alarme.*

censure, et ils ne voudraient pas qu'un père du famille, obligé de faire quelques retranchemens dans sa maison, commençât par renvoyer son portier. Ces erreurs, si communes parmi nous, ne peuvent venir que de l'habitude que nous avons prise de distinguer le souverain d'avec l'état. C'est le souverain qui paie les troupes : on en conclut que cette dépense vient de lui, et c'est celle-là qu'on veut attaquer la première. Mais je demande si 30 mille moines sont moins à charge ou plus utiles à l'état que 30 mille soldats [1]. Arrangez-vous comme vous voudrez, il faut pour entretenir les uns et les autres, ou qu'il y ait une augmentation de travail dans la classe cultivatrice et industrieuse, ou une diminution de jouissances dans celle qui fournit les subsistances. Sans entrer dans aucune discussion théologique, on peut assurer qu'il est des peuples chez lesquels le clergé se trouve réduit aux évêques, aux curés et aux vicaires. Il en est même qui n'ont d'autres ecclésiastiques que des pasteurs. Ces peuples peuvent errer sur le dogme; mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a parmi eux autant de foi et plus de mœurs que chez quelques nations inondées de prêtres et de moines. Si dans quelqu'une de ces nations le nombre de ces hommes inutiles montait encore à 30 mille personnes, je dis que la réforme de 30 mille moines, ou celle de 30 mille soldats soulagerait également le peuple relativement aux contributions, c'est-à-dire aux épargnes à faire sur les jouissances et sur les subsistances. Je laisse maintenant à décider quelle est la plus utile : mais je crois pouvoir, à tout hasard, rassurer les militaires.

Je ne répéterai pas ici ce qui a été dit si souvent sur le

[1] On a vu plus haut que le nombre des moines ne monte pas à présent à 30 mille; mais les religieuses qui ne sont ni hospitalières ni chargées de l'éducation sont un fardeau public comme les moines.

célibat des ecclésiastiques, et surtout sur celui des moines. J'écris pour des lecteurs instruits, et plus instruits que moi. J'offre mes idées à la plupart d'entre eux, comme je le ferais en conversant avec des gens d'esprit; et je ne me sers de la voie de l'impression que pour étendre un commerce qui a toujours fait le bonheur de ma vie : dans ce commerce, chacun ne doit offrir que celles de ses idées qui doivent être neuves pour les autres. En voici une qui me paraît être de ce genre. Je crois que de tous les religieux, les moins onéreux à l'état, ce sont ceux contre lesquels on a le plus crié, c'est-à-dire les plus riches d'entre eux. Les Bénédictins (*pp*), les Prémontrés, les Bernardins sont en bien plus petit nombre que les Franciscains et tous les mendians. On peut les regarder comme une société de propriétaires qui, usant modérément de leur revenu net, en reversent une partie en avances et en améliorations. Un auteur célèbre a déjà fait l'éloge de la culture des moines; mais nous différons beaucoup dans nos résultats, parce qu'il a regardé comme une justification de tous les moines ce qui n'était que l'excuse de quelques-uns. M. Hume a pensé aussi qu'on avait peut-être trop exagéré le *deficit* que ces religieux avaient causé dans la population. A la place des grosses abbayes, il suppose des châteaux habités par des seigneurs riches et fastueux, et il voit ces propriétaires prodigues dépenser leurs revenus en chiens, en chevaux, en valets inutiles. Mais qui pourra comparer le faste des châteaux à celui des abbayes (*qq*)? D'ailleurs, c'est bien plus par leur nombre que par leurs richesses que les moines nuisent à la société. On connaît et l'on méprise assez ces mendians qui n'ont pour ressources que leur impudence, et pour capital

(*pp*) *Les Chartreux.*

(*qq*) *Le faste des châteaux est bien plus solide. Tout grand couvent a un trésor; les grands seigneurs empruntent.*

aux moines d'abuser de l
pernicieuse qui ne leur d
coactive, mais qui leur lai
simple et l'ignorant, équi
faible, et de respecter le fo

Maintenant revenons su
mérite des riches abbayes n
nicieuses à l'état que cette
est infecté. On a dit que le
priétaires que les gentilshom
hommes sont-ils pauvres? C
se sont emparés de toutes l
dire que les financiers sont p
tenanciers, car leurs terres
vées. On fait beaucoup de br
que les religieux emploient à
mais a-t-on bien calculé si t
le fruit de leurs épargnes?
ces oblations, de tous ces
dépouillaient la succession d
ainsi leurs proprietés, pour
faire des murs, des fosses

Voici une objection qui n'a pas de réplique. Voulez-vous opposer les abus aux abus, mettez en parallèle avec les dépenses de quelques particuliers dissipateurs, les capitaux immenses que les abbayes ont employés en bâtimens, et qu'elles dépensent encore journellement dans l'entretien de ces édifices. Que de fermes n'aurait-on pas bâties autrefois avec les sommes qu'ont coûté et qu'exigent encore les bâtimens de Citeaux, de Clairvaux, de Prémontré, et de Saint-Bertin, de Saint-Éloi, de Saint-Denis, etc.! Vous êtes étonnés de la pauvreté que vos ancêtres vous ont transmise : esclaves plus abjects que les Égyptiens, vous avez employé votre labeur à construire des pyramides, tandis que le Nil ne fertilisait pas vos terres : vous vous êtes fabriqué de pauvres cabanes, vous avez dormi sous le chaume, tandis que vous éleviez jusqu'aux nues les asiles d'un Dieu qui voulut naître dans une étable, et que vous logiez sous des voûtes dorées les successeurs d'un pêcheur et d'un changeur, ou plutôt ceux de quelques solitaires qui vivaient dans des antres sauvages, et habitaient le creux des rochers....

On allègue en faveur des moines la volonté du fondateur, la longue possession, la prescription : mais qui d'entre nous ne peut pas se regarder comme un héritier spolié par les ecclésiastiques? Vous parlez de prescription : il y en a, sans doute, de particulier à particulier; mais peut-il y en avoir d'une classe de citoyens à une autre? peut-il en exister contre le bien public?

Dans le développement de nos principes abstraits, nous avons vu que nulle épargne ne peut être vraiment avantageuse à l'état, que celle qui diminue le nombre des hommes inutiles entretenus aux dépens des hommes productifs et industrieux. Si nous faisons l'application de ces principes à quelques nations modernes, à la France, par exemple,

l'état, et qui, comptan
et éleva des enfans sur
être déçue? Je suppose
clésiastiques puisse être
mais toute imposition c
tie des revenus, qui avil
elle pas une banquerou
piers, ces contrats ga
sont-ils pas aussi des pr
ter. Vous craignez d'atta
lerez-vous? Des hommes
ses (*rr*) qu'ils s'efforcen
préfèrent la liberté à c
peuvent disposer, et qu'
en un faste inutile. (*ss*)

N'en doutons point, n
plus contre un courant q
conduit au port. Ce ne s
politique qui ouvrira les
qui profitera de leurs dé
les cultivateurs, les artisa
à la ruine des préjugés, l

les vrais ministres de la morale et de la vertu reprendront le rang et la considération qui leur sont dus. Tous les fanatiques, qui soutiennent d'anciennes superstitions, tous les hypocrites, qui cherchent la considération en défendant de vieilles maximes, se dévouent donc inutilement à l'exécration des gens de bien, en s'efforçant de retarder une révolution qui arrivera malgré leurs efforts. *Amen.*

FIN.

CHAPITRE PRE
CHAP. II. Du s
mens de la m
ment féodal..
CHAP. III. De l'
sur le sort de
CHAP. IV. Quels
Examen de l'ét
instruits. . . . . .
CHAP. V. Suite du
lation sont les i
des peuples. . . .
CHAP. VI. Continua
rement des progr
modernes. . . . . .
CHAP. VII. Continua
est-elle un indice
CHAP. VIII. De la gu
rendre plus ou mo
CHAP. IX. De

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

A.

Agriculture. Celle des anciens fut-elle supérieure à celle des modernes? 121. Dans cette question on s'arrête aux premiers âges de Rome, 122. Conséquences qu'on tire du partage des terres en faveur de l'agriculture des Romains, 123. Réfutation de cette conséquence, 124 et suiv. Opinion de l'auteur sur cette question, 134. Preuves en faveur de l'agriculture moderne, tirées de l'histoire, 137, 138.

Amérique. Des événemens qui sont arrivés et qui se préparent encore dans cette partie du monde, 209, 210. Difficulté de résoudre la question qui s'est élevée entre les Anglais et les Américains, 279.

Angleterre, conquise par les peuples du Nord, 18. Le gouvernement primitif dut s'y conserver plus long-temps qu'ailleurs, *ibid.* Quel fut celui que les Saxons y établirent, 19, 20. Comparé à celui des Francs, *ibid.* Considérations sur sa population, 172, 173. Incertitude à ce sujet, raisons de cette incertitude, 173. Manière de comparer la population de l'Angleterre avec celle de la France, 183, 184. La consommation des subsistances est plus forte proportionnellement en Angleterre qu'en France, *ibid.* Exemple tiré des hôpitaux, 184. De la taxe des pauvres, et des inconvéniens qui en résultent, 184, 185. Haut prix de la main-d'œuvre, *ibid.* Relatif au prix des comestibles, 186. Commodités de la vie dont jouissent les habitans, *ibid.* Observations sur la véritable source des richesses de cette nation, 206. Une grande partie des communes est encore en friche, *ibid.* Progrès que l'Angleterre a faits depuis deux siècles, 227. Sa législation quant à la noblesse, 263.

Antiquité. Esprit et tableau de l'antiquité, 255, 256.

Argent monnayé. Théorie de l'auteur sur l'argent monnayé, 190, 191. Il n'est pas le plus avantageux capital pour un état, 191.

Asie, est de toutes les parties du monde celle qui paraît le plus propre à produire des hommes, 6. Nos pertes en Asie moins désavantageuses qu'on ne le pense, 209. Opinion de l'auteur sur la situation des Anglais dans cette partie du monde, 210.

Athénée parle d'un peuple très

absolus, n'auraient pu établir le gouvernement féodal, 9.
Bacon, sur la philosophie des Grecs, 78. Sur les auteurs et leurs admirateurs, 81.
Barbares. Leurs conquêtes ont été faciles, 200. Il n'en aurait pas été de même s'ils avaient eu affaire aux nations modernes, 201. Leur invasion a retardé les progrès de l'humanité, 229.
Bonheur. La supériorité dans la guerre ou dans le commerce ne peut procurer aux nations un bonheur durable. Exemple de Carthage et de Rome, 227, 228. Le bonheur de tout individu consiste à remplir le vœu de la nature, 237, 238. Cette maxime est applicable à l'homme brut, 239. L'abus que les hommes ou les nations font de leur supériorité contraire au bonheur général, 244. Le bonheur doit naître d'une parfaite égalité de lu-

C.

Cambiaso, riche sénateur de Gènes, a fait construire

CHARLEMAGNE. On lui doit la rédaction et l'amplification des lois écrites, 8.
Christianisme. Dès sa naissance il triomphe des anciennes religions, 230. Ses dogmes altérés par la philosophie des anciens, *ibid.*
Clergé, choisi par la noblesse pour lui servir d'arbitre, 32. S'arroge dans la suite le droit de juger tout procès, 33.
CLOVIS. Fausse conséquence qu'on tire d'une contestation qu'il eut avec un soldat, 23.
Club, ou coterie anglaise, 47. Ce que c'est, *ibid.* L'empire comparé à un club, *ibid.*
COEUR (Jacques) Raison de sa grande fortune, 246.
Commerce. Les écrits sur le commerce pendant la dernière paix, 197. Vanité de la question si la noblesse devait être commerçante, *ibid.* Injustice du commerce exclusif, *ibid.* La manie d'un commerce étendu et exclusif dangereuse, 202, 203. Idée des vrais principes du commerce, 203, 204. La manière dont il a été envisagé jusqu'à présent, 204. Origine du commerce des modernes, 205. Les Anglais plus infectés que les autres peuples de la manie du commerce exclusif, 206. Les Français plus raisonnables à cet égard, *ibid.* Progrès qu'on a fait dans la science du commerce de la finance et de la banque, 247.
Compagnie des Indes. L'abolition de son privilége avantageuse à la France, 209.

D.

Danemarck. Sa liberté aliénée depuis cent ans, 115. Jouit pourtant d'un gouvernement doux et modéré, *ibid.*
DENYS D'HALICARNASSE. Observations sur un passage de cet écrivain relativement à la distribution des domaines royaux faite par Tullus Hostilius, 145, 146.
Dinan. Sac de cette ville, 71.
DIODORE DE SICILE. Passage de cet écrivain sur les Gaules, qui prouve que le climat y est changé, 126, 127.
DUBOS. (l'abbé) Hist. crit. de la monarchie française, 8. Sur le gouvernement Germanique, 13. Fausse idée des conquérans des Gaules, d'après Tacite et César, 12.

E.

Empire (l') comparé aux coteries anglaises, 47. Vices de son gouvernement, 48, 49.
Encyclopédie. Éloge de cet ouvrage, et particulièrement du discours préliminaire, 109.
Équilibre. Idée de l'équilibre des pouvoirs en Europe, 198.
Esclavage. Comparaison de l'état d'esclavage avec l'état de mercenaire, 251, 252. Trois sortes d'esclaves dans l'antiquité. Tableau de leur condition, 252 et suiv. Exemples des cruautés exercées contre eux, tirés de Juvénal, de Sénèque, etc. 254 et suiv. C'est au progrès des lumières qu'on

blie à mesure qu'elle s'est enrichie, 88.
Esprit philosophique. Sa définition, 86.
Évangéliques. Faibles dans leur

F.

Femmes, malheureuses chez les nations sauvages ou peu civilisées. Gagnent au progrès des lumières et de la société, 257.
FONTENELLE. Son opinion sur Socrate et sur sa philosophie, 98.
Francs, furent tous égaux, 17. Leur gouvernement, 18. Plus jaloux de l'honorifique que de l'utile, 25. Causes de cette préférence, *ibid*. Origine de quelques lois où l'on entrait dans plusieurs détails qui nous paraissent minutieux et ridicules, 26. Ils sont plus barbares que les Lombards et les Visigoths, 27.
France. Tableau des troubles qui l'ont agitée, 53 et suiv. Affligée de la lèpre, 57. En proie au fanatisme, 58. Désolée par les guerres civiles depuis

G.

GAILLARD (M.) a répandu de nouvelles lumières sur la fameuse querelle de Charles-Quint et de François Ier, 66.
GALILÉE, condamné par l'inquisition pour avoir avancé que la terre tournait, 234.
GARNIER. (l'abbé) Son opinion sur l'origine du droit féodal, 12.
Gaulois, eurent le titre de *convives du roi* sous les Francs, 16.
Gens de lettres. Leur éloge, 95.
Germains. De la noblesse chez ces peuples, 18.
Goths, ont fait un partage de terres avec les Romains, 13.
Gouvernement. Deux principes de gouvernement absolument opposés, 6. D'où naît cette différence, 7. Changemens arrivés dans le gouvernement des Francs par des gradations imperceptibles, 16, 17. Idée des gouvernemens Romain, Germanique, Anglais et Français, 242, 243. Les deux grands moyens de gouvernement sont l'espérance et la crainte, 269. Examen de la manière d'employer ces moyens, 270 et suiv. Le gouvernement ne doit point arrêter le progrès des lumières, 271. Quel est le meilleur gouvernement, *ibid*. Inutilité des efforts qu'on fait tous les jours pour trouver la meilleure forme de gouvernement, 272. Impossibilité de réaliser l'idée [illegible] posent au bonheur public dans la plupart des gouvernemens, 274, 275. Cause de l'oppression du peuple sous un gouvernement militaire, 275. État des peuples sous un gouvernement despotique, 276. Préférence accordée aux gouvernemens mixtes, 281. Les meilleurs gouvernemens sont ceux qui offrent le plus de contrepoids, 285. Le gouvernement doit changer avec les circonstances, *ibid*. Nécessité que nos gouvernemens changent, *ibid*. Les mauvais gouvernemens sont une suite de l'ignorance des siècles passés, 286.
Gouvernement féodal. Seul objet des recherches de plusieurs auteurs, 7. Distingué en deux époques, 8. Le premier se rapporte au temps de la conquête, *ibid*. Les circonstances qui ont modifié le premier système féodal forment la seconde époque, 10. Méprises où l'on est tombé à ce sujet, 10, 11. L'auteur des Observations sur l'histoire de France n'en est pas exempt, *ibid*. Montesquieu et l'abbé Dubos ont donné trop de poids à quelques passages de César et de Tacite, 12. Moyens d'avoir un système complet sur l'origine du droit féodal, 11, 12. Systèmes de Montesquieu, de Boulainvilliers, de l'abbé Ma- [illegible]

[illegible] dans le Mexique, *ibid.* Explication du mot *féod*, par Chantereau, Ducange et Brussel, 23. Le gouvernement féodal était militaire et tendait à l'aristocratie, *ibid.* Exemples tirés de l'histoire de Russie, de Pologne et d'Angleterre, 24. Preuves tirées des terres *saliques* et du titre d'*alleu* chez les Francs, 24, 25. Seconde époque du gouvernement féodal, 28. Origine des arrière-fiefs et des ramifications de la féodalité, 29. Exemple tiré des cours d'Allemagne, 30. Le droit féodal absorbe tous les autres droits en France, 31. L'abbé Mably cité à ce sujet, 30. Raisons de la multiplication des inféodations et sous-inféodations, 32. Brussel cité à ce sujet, *ibid.* Mézerai et Hume cités, 32, 33. Pourquoi le gouvernement féodal a eu des effets si différens chez les différens peuples de l'Europe, 37 et suiv. Différence du gou-

H.

Habitude. Sert de règle aux hom

HERBERT. (M.) Eloge de son ouvrage sur la liberté du commerce des grains, 197.
Histoire (l') ne présente que deux grandes époques, deux races bien distinguées dans l'espèce humaine, 4.
HOBBES. Ses principes et ses erreurs, 280.
Homme subordonné au plan de la nature comme tous les autres animaux, 237. Sa perfectibilité ne lui permet pas de rester dans l'état de nature, 240. L'homme en société : en quoi consiste son bonheur, 259. Tout annonce qu'il est né pour agir, 260. Comparaison entre sa condition et celle des animaux, *ib.*
HUME. De l'esclavage chez les Anglo-Saxons, 14. Sur le gouvernement anglais, 18. De la jurisprudence féodale, 33. Preuve en faveur de l'ancienneté du commerce et de l'agriculture en Angleterre, 57. Variations arrivées dans le climat de Rome, observées par cet écrivain; cette opinion mal réfutée par M. Wallace, et appuyée par l'auteur, 135, 136.

I.

Imposition. Tableau de la manière dont elle est établie et perçue, 212, 213. Avantages de la Hollande et de l'Angleterre sur la France à cet égard, 214 et suiv. Deux choses à distinguer dans l'imposition, 215. Quelques provinces de France moins exposées aux inconvéniens de la forme et de la nature de l'imposition, *ibid.*
Indiens. Inconvéniens de la division de ces peuples en castes, 263.
Inégalité. De la perfectibilité de l'espèce humaine résulte l'inégalité dans le sort des individus, 240, 241, 284. Suites de l'inégalité dans les facultés des hommes, 241. Différens rapports d'inégalité entre les hommes, 243, 244. Le plus sûr remède à l'inégalité, 248, 284. Jusqu'à quel point l'inégalité nuit-elle à la félicité publique? 248. Examen de cette question, 249, 250. L'inégalité des conditions sert à entretenir l'activité parmi les hommes, et concourt ainsi à leur bonheur, 263. La guerre a été le premier effet de l'inégalité des forces, 285.
Intolérance, exercée en France, en Angleterre et en Espagne, 58.
Italie. Comparaison entre l'Italie ancienne et l'Italie moderne, 157 et suiv.

J.

Juifs, persécutés en France et en Angleterre, 57. Exemple tiré de l'histoire d'Angleterre, *ibid.*

K.

Kerl. Origine de ce mot allemand, 19

Lettres. (*belles-*) Leur renaissance placée au 15e siècle, 72. L'étude en est encore au 18e à ses premiers élémens, *ibid.* Pourquoi n'ont-elles pas fait des progrès plus rapides, *ibid.* Elles passent de la Grèce en Italie, 76. Protégées par les Médicis, 76, 77. Le siècle de Périclès fut celui des arts à Athènes, 77, 78. Subversion de l'empire d'Orient cause de leur renaissance, 78. Progrès lents qu'elles ont faits, 79. Léon x retarde leurs progrès par le schisme qu'il occasionne, 82. Elles se soutiennent néanmoins, quoique faiblement, 83. Bacon et Mon-

M.

Mably. (l'abbé de) Son opinion sur le titre de *Leude*, 16.

Messence. (M. de) Observation sur les calculs relativement aux progrès de la population en Provence après la peste de Marseille, 181.

Mines, moins estimées qu'autrefois. Avantages qui en ré-

ment à substituer aux couvens de religieuses, 171, 172.
MONTESQUIEU a prouvé dans l'*Esprit des lois* l'influence de la législation et de la morale sur le bonheur des peuples, 224.

N.

Nation. Celles qui habitent un climat rigoureux doivent être regardées comme des peuples fugitifs, 4.
Nature. La difficulté de connaître parfaitement et son plan général et l'harmonie de ses lois, 237. Loi générale qu'elle impose aux hommes, *ibid*. L'homme, par sa perfectibilité, s'est dérobé à la loi commune de la nature, 284.
Noblesse. Différence entre la noblesse en France et les gentilshommes en Angleterre, 41, 42. Elle perdit de son crédit lorsque le *tiers-état* fut appelé dans les assemblées de la nation, 45. Elle souffre un nouvel échec en France par l'établissement des parlemens, 46. Raisons plausibles de la rendre vénale. Exemples de Rome, de Venise et de Gênes, 263, 264.
Noblesse. (l'auteur des *Lettres sur la*) Opinion sur l'origine de la servitude parmi les Gaulois, 14. Que plusieurs Romains ou Gaulois eurent le titre de *convives du roi*, 16.

O.

Omrahs. Grands vassaux du Mogol ainsi que les rajahs et les nababs, 22.

P.

Paix. Ses avantages pour le progrès de la raison et de la philosophie, 93, 94. Le principe général du bonheur des peuples, 191. Le calme qu'elle fait naître est ordinairement troublé par les murmures intérieurs, et pourquoi, 193 et suiv. C'est dans les temps heureux que les nations sont intérieurement agitées, *ibid*. Différence entre la paix d'Aix-la-Chapelle et celle de 1762, 268.
Paix du Seigneur admise en France, 36. Ce que c'est, 37.
Pape a été pendant long-temps une espèce d'*autocrate* ou monarque universel, 74. M. de Voltaire et Bodin cités à ce sujet, 74, 75.
Parlement établi par Philippe-le-Bel, 44. Abaisse le pouvoir de la noblesse, 46. Cherche à exclure le clergé des conseils, *ibid*. Origine de l'antipathie entre ces deux corps, *ibid*. Différence qu'il y a entre les champs de Mai, les états-généraux et les parlemens actuels, 47.
PASQUIER fait peu de cas des états-généraux, 44, 45.
PELOUTIER. Son histoire des Celtes, citée sur le mot *kerl*, 19.
Peuples. Tous les peuples de

principes de gouvernement opposés, *ibid.* Progrès des peuples de l'Europe relativement à la félicité publique, 111 et suiv. Comparaison du sort des peuples modernes avec celui des anciens, 115, 116. Ceux d'aujourd'hui sont beaucoup plus instruits que les anciens. 120. Ils jouissent d'une liberté pour le moins aussi grande, *ibid.* L'agriculture est un indice de leur bonheur, 121.

Phéniciens, ont peuplé les côtes de l'Europe et celles de l'Afrique, 5.

PHILIPPE II comparé à Philippe de Macédoine, 87.

PHILIPPE-LE-BEL admet la bourgeoisie aux états-généraux, sous le nom de tiers-état, 44. Il établit les parlemens, *ibid.*

PHILIPPE DE VALOIS. Prince injuste et malhabile, 61.

Philosophie. Précis de son histoire depuis les Médicis jusqu'à Descartes, 50, 51. Les progrès que nos pères ont faits dans les sciences sont autant d'avances pour la véritable philosophie et la poli-

nations de l'Europe, 174 et suiv. La population est-elle un indice certain de la force d'un état? 179. Manière d'examiner cette question, 179, 180. Exemples de population nombreuse dans les états faibles et malheureux, 180. Une nation sera tout aussi forte et plus heureuse si son commerce et sa culture augmentent en plus grande proportion que sa population, 187. Exemple hypothétique sur cette question, 187 et suiv.

Pouvoirs intermédiaires, nécessaires au bonheur des peuples, 281.

Prusse. Ne s'est pas enrichie depuis la paix, *Appendice*, 304. Réponse du roi de Prusse à un déserteur, 24.

R.

Races. L'histoire n'en présente que deux bien distinguées dans l'espèce humaine, 4. L'une qui s'est propagée par les défrichemens et les émigrations, telle que les Phéniciens; l'autre conquérante, sortie des glaces du Nord, 5.

Religion. Son influence sur le bonheur des peuples, 265, 266. Ses différens effets sur les mœurs et son plus ou moins d'empire, en raison du climat et des circonstances, 267.

Religieuses. Leur nombre n'est pas diminué en France en proportion de celui des moines; raison de cette différence, 170.

Républiques. L'esprit de jalousie et de superstition a présidé à la législation des anciennes républiques, 225.

ROBERTSON. Sur le gouvernement primitif de l'Angleterre, 18.

Rome. Conséquences qu'on peut tirer du partage des terres, par Numa, Tullus-Hostilius et Servius en faveur de l'état de son agriculture à cette époque, 128 et suiv. Témoignage de Polybe sur le prix des denrées, 127. L'inégalité des fortunes dès les premiers temps de la république prouvée par plusieurs passages de Tite-Live et de Denys d'Halicarnasse, 128. Manière dont se faisait le partage des terres chez les Romains, 129, 130. Idée de la culture des Romains d'après Marcus Porcius Caton, Marcus Terentius Varron, Virgile et Columelle, 131 et suiv. Conjectures contre cette culture, tirées des famines fréquentes éprouvées dans les premiers temps de la république, 133. Les malheurs de Rome naissent de ce qu'elle a été puissante avant d'être éclairée, 228.

Russes. Leur gouvernement comparé à celui des Polonais, 21. Manière dont ils font la guerre, 201. Peu à craindre pour les peuples occidentaux de l'Europe, 201, 202. Conjectures sur le destin futur de cette nation, 202.

nouvelle des sociétés politiques, 6. Comparée à celle que les philosophes donnent à l'univers, 7. Aussi peu con-

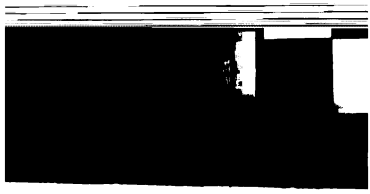
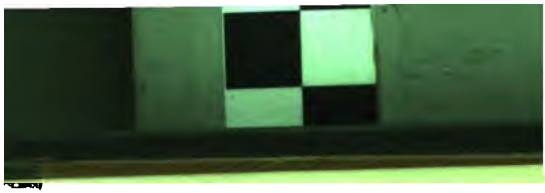
T

Temps passé, pourquoi préféré au présent, 59. Passages d'Horace et de Vell. Paterculus, cités à ce sujet, *ibid.* Fausses idées sur cette matière quant à l'état militaire et à l'administration, 61, 62. Le *bon vieux temps* est une superstition morale, 63. Preuves de ces erreurs, tirées de l'histoire, 63, 64.

Terres. L'origine des terres données aux soldats pour leur tenir lieu de paye remonte

V.

VAUBAN. Ses dénombremens et son opinion sur la population de la France, 166, 167.

Venise. Idée de son gouvernement, 49. Il subsiste depuis douze cents ans, et rend le peuple heureux, 273.

Visigoths. Lois singulières qui